



COMPLÉMENT
DES
STATUTS REFONDUS
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC, 1925

5 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI POURVOYANT À CERTAINS EMPRUNTS SPÉCIAUX A
COURTE ÉCHÉANCE POUR DIVERSES FINS

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que le gouvernement de cette province a Préambule.
mis à la disposition du gouvernement impérial quatre millions de livres de fromage au coût de six cent vingt-trois mille huit cent quatre-vingt-dix-sept piastres et cinquante-six centins, comme aide à la subsistance des citoyens et des troupes de Sa Majesté durant la guerre;

Attendu que le gouvernement a donné une somme de trente-neuf mille quatre-vingt-seize piastres et quarante-six centins comme aide au comité de secours

national de France, dont l'objet est de soulager la misère;

Attendu que le gouvernement a donné la somme de vingt-cinq mille piastres comme aide au comité de secours pour les victimes de la guerre en Belgique;

Attendu que le gouvernement a souscrit la somme de cinq mille piastres pour venir en aide à l'hôpital des paroisses canadiennes-françaises, à Paris;

Attendu que, par les lois 7 Édouard VII, chapitre 36, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 46; 1 George V (1ère session), chapitre 8; 3 George V, chapitre 6; et 3 George V, chapitre 21, le trésorier de la province a été autorisé à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour l'exécution des travaux autorisés par lesdites lois;

Attendu que le trésorier de la province a ainsi avancé, de temps à autre et à ces fins, des sommes s'élevant à plus de six millions de piastres;

Attendu que, par un arrêté en conseil, en date du 26 novembre, 1914, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 27 novembre, 1914, le trésorier de la province a été autorisé à emprunter temporairement de la banque de Montréal la somme de quatre millions de piastres, en vertu des dispositions de l'article 807 des Statuts refondus, 1909, pour rembourser le fonds consolidé du revenu de partie des avances et paiements faits comme susdit;

Attendu que le trésorier de la province a effectivement emprunté ladite somme de quatre millions de piastres, à la banque de Montréal, le 1er décembre, 1914, et qu'il est nécessaire de pourvoir aux fonds requis pour le paiement dudit emprunt;

Attendu qu'il est décrété dans les lois ci-dessus mentionnées que le coût des travaux y indiqués doit être payé à même certains fonds ou le produit de certains emprunts y mentionnés et autorisés, ces emprunts devant être effectués, dans chaque cas, par une émission d'obligations ou de débentures ou de rentes inscrites, portant un taux d'intérêt n'excédant, en aucun cas, quatre et demi pour cent par année, et qu'à même le produit de ces obligations, débentures ou rentes inscrites, ces avances doivent être remboursées au fonds consolidé du revenu;

Attendu qu'un grand nombre de ces valeurs n'ont pas été négociées, et qu'il sera nécessaire, pour mettre à effet les dispositions desdites lois ou d'autres lois comportant des dispositions semblables, de faire encore d'autres avances à même le fonds consolidé du revenu;

Attendu que, par suite de la grande guerre dans laquelle sont actuellement engagés l'empire britannique et ses alliés et vu les conditions de l'industrie et de la finance qui en découlent, les marchés monétaires du monde entier en souffrent tellement qu'il est impossible de négocier à un taux raisonnable des valeurs portant intérêt à quatre et demi pour cent ou moins;

Attendu que, vu ces circonstances exceptionnelles, il importe que des emprunts spéciaux soient autorisés à un taux d'intérêt plus élevé et à courte échéance, pour rembourser au fonds consolidé du revenu les avances ainsi faites et pourvoir aux fonds requis pour faire d'autres avances qui pourraient devenir nécessaires à l'avenir;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à contracter un emprunt ou des emprunts qui ne devront pas excéder, en totalité, la somme de dix millions de piastres. Ledit emprunt ou lesdits emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations, de débentures ou de rentes inscrites, émises pour un terme n'excédant pas dix ans, à un taux d'intérêt d'au plus cinq pour cent par année, payable semi-annuellement. Lesdites obligations, débentures ou rentes inscrites doivent être sous la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer et sont payables, en capital et intérêt, à l'endroit qu'il indique.

Emprunt temporaire d'une somme n'excédant pas dix millions de piastres, autorisé.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 15 Geo. V, c. 2, s. 2.

2. Le produit desdits emprunts devra être employé au paiement de l'emprunt temporaire de quatre millions de piastres mentionné dans le préambule de la présente loi ainsi qu'à rembourser au fonds consolidé du revenu les avances déjà faites ou qui pourront être faites par le trésorier de la province, de temps à autre, suivant qu'il sera nécessaire pour exécuter les travaux autorisés par les lois 7 Édouard VII, chapitre 36, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 46; 1 George V (1ère session), chapitre 8; 3 George V, chapitre 6, et 3 George V, chapitre 21, en plus des montants auxquels il a été pourvu à même ledit emprunt de quatre millions de piastres, ou, comme il peut être requis par toute loi d'après laquelle le trésorier de la province est autorisé à faire des avances, à même le fonds consolidé du revenu

Emploi du produit de l'emprunt temporaire

ou à même tous autres deniers publics non autrement affectés.

Emploi du
produit des
emprunts per-
manents.

3. Le produit de tous emprunts permanents qui pourront être faits à l'avenir, en vertu des lois ci-dessus mentionnées ou de toute loi autorisant le trésorier de la province à faire des avances à même le fonds consolidé du revenu, ou à même tous deniers publics non autrement affectés, devra être employé, tout d'abord, au rachat des emprunts spéciaux autorisés par la présente loi.

Entrée en vi-
gueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI AUTORISANT UNE SOUSCRIPTION D'UN MILLION DE PIASTRES AU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU qu'il est convenable d'autoriser le gouvernement de la province de Québec à souscrire la somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien—dont le but est d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidants du Canada, qui, durant la présente guerre, peuvent être en service actif dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne—et à pourvoir à l'émission d'un emprunt pour le même montant afin de payer ladite souscription;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Souscription
au Fonds pa-
triotique ca-
nadien.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à souscrire, pour la province, une somme d'un million de piastres au Fonds patriotique canadien dans le but d'aider, en cas de besoin, les femmes, enfants et parents dépendant des officiers et soldats résidants du Canada qui, durant la présente guerre, peuvent être en service actif dans les forces navales et militaires de l'Empire britannique et des alliés de la Grande-Bretagne.

Mode de la
souscription.

Cette souscription peut être payée à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'un emprunt d'un

million de piastres autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil et effectué conformément aux dispositions de la présente loi.

2. Cet emprunt peut être effectué au moyen de ^{Emprunt d'un million de piastres.} débetures ou de rentes inscrites émises pour tel terme n'excédant pas quinze années, à tel taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, payables, en principal et intérêt, à telle époque et à tel endroit et faites en telle forme et pour tel montant que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer.

3. Les débetures ou rentes inscrites émises sous ^{Exemption de certaines taxes.} l'autorité de la présente loi ne sont pas soumises aux droits imposés par les lois de Québec relatives à l'impôt sur les successions.

4. Les paiements de la souscription au Fonds patriotique canadien seront faits par le trésorier de la province, ^{Paiement de la souscription.} par montant et aux époques déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vigueur.} sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI POURVOYANT À CERTAINS EMPRUNTS SPÉCIAUX À COURTE ÉCHÉANCE POUR DIVERSES FINS

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des ^{Emprunt de \$20,000,000. autorisé.} emprunts qui ne devront pas excéder, en totalité, la somme de vingt millions de piastres.

Ledit emprunt ou lesdits emprunts peuvent être ^{Mode d'emprunt.} effectués au moyen d'obligations ou rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas quinze ans et à un taux d'intérêt ne dépassant pas six pour cent par année, faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et payables en la manière et aux endroits qu'il indiquera.

Emploi du
produit de
l'emprunt.

2. Le produit dudit emprunt ou desdits emprunts devra être employé: (a) au paiement des emprunts temporaires, s'élevant à dix millions de piastres, autorisés par la section 1 de la loi 5 George V, chapitre 2, au fur et à mesure qu'ils deviendront dus; (b) à rembourser, au fonds consolidé du revenu, les avances qui ont été faites ou qui pourront être faites à l'avenir, à même ce fonds, par le trésorier de la province, de temps à autre, pour exécuter les travaux autorisés par les lois 2 George V, chapitre 23, et 3 George V, chapitre 21, telle qu'amendée par les lois 4 George V, chapitre 19; 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9; 9 George V, chapitre 6, et 10 George V, chapitre 7; (c) à faire des avances pour les fins de colonisation visées par la loi 10 George V, chapitre 6, en attendant que l'emprunt qui a été autorisé par cette dernière loi ait été fait.

Emploi du
produit des
emprunts
futurs.

3. Le produit de tous emprunts permanents qui pourront être faits à l'avenir, en vertu des lois ci-dessus mentionnées, devra être employé, tout d'abord, au rachat des emprunts spéciaux autorisés par la présente loi.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI AUTORISANT UN EMPRUNT POUR AIDER À LA COLONISATION

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts
pour aider la
colonisation,
autorisés.

1. Pour aider à la colonisation dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, tous les emprunts qu'il juge nécessaires à cette fin, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne peuvent excéder en totalité, la somme de cinq millions de piastres.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 2, s. 1.

2. Le trésorier de la province peut effectuer ce ^{Émission} ou ces emprunts au moyen d'obligations ou de rentes ^{d'obligations.} inscrites, émises pour un terme n'excédant pas quarante ans. Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, aux époques et à l'endroit qu'il indique.

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu ^{Obligations} de la présente loi ne sont pas sujettes aux droits im- ^{non sujettes} posés par la loi de Québec, relative aux droits sur les suc- ^{aux droits de} cessions. ^{successions.}

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 4, et 15 Geo. V, c. 2, s. 5.*

3. Le ministre de la colonisation, des mines et ^{Paiement} des pêcheries, au fur et à mesure que des deniers sont ^{des sommes} requis pour des fins de colonisation, transmet, au ^{requis.} trésorier de la province, une demande, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, énonçant le montant requis et les fins spéciales de colonisation auxquelles les deniers sont destinés; et le trésorier de la province est autorisé à payer, à même les deniers provenant des emprunts autorisés par la présente loi, les montants ainsi autorisés.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

13 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI AMENDANT LA LOI AUTORISANT UN EMPRUNT POUR AIDER À LA COLONISATION

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 10 George V, chapitre 6, est ^{10 Geo. V,} amendée en y remplaçant les mots: "cinq millions", ^{c. 6, s. 1, am.} dans la sixième ligne, par les mots: "sept millions".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

14 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT CERTAINES OBLIGATIONS OU RENTES
INSCRITES DU GOUVERNEMENT DE CETTE PROVINCE

(Sanctionnée le 15 mars 1924).

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

10 Geo. V, c. 6, s. 2, am. **4.** La loi 10 George V, chapitre 6, telle que modifiée par la loi 13 George V, chapitre 2, est de nouveau modifiée en y retranchant le deuxième alinéa de l'article 2.

* * * * *

Obligations, etc., non affectées. **8.** La présente loi n'affectera pas les obligations et les rentes inscrites émises avant le 15 mars 1924, pour les emprunts autorisés par les lois ci-dessus mentionnées ou par la loi 3 George V, chapitre 21, avant son abrogation.

Entrée en vigueur. **9.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT CERTAINES OBLIGATIONS OU RENTES
INSCRITES DU GOUVERNEMENT DE CETTE PROVINCE

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

5 Geo. V, c. 2, s. 1, mod. **2.** La section 1 de la loi 5 George V, chapitre 2, est modifiée en y insérant, après le mot: "endroit", dans la treizième ligne, les mots: "ou aux endroits".

* * * * *

10 Geo. V, c. 6, s. 2, mod. **5.** La section 2 de la loi 10 George V, chapitre 6, telle que modifiée par la loi 14 George V, chapitre 2,

section 4, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le mot: "endroit", dans la huitième ligne, les mots: "ou aux endroits".

* * * * *

7. La présente loi s'applique également à toutes les obligations ou rentes inscrites émises avant le 3 avril, 1925, pour les emprunts autorisés par les lois susénumérées. Application de la loi.

12 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT LE RACHAT DE LA DETTE PUBLIQUE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de temps à autre, d'autoriser le trésorier de la province à racheter, à même les deniers non engagés formant partie du fonds consolidé du revenu, les bons, obligations ou rentes inscrites de cette province, pour les montants et aux termes et conditions qu'il jugera à propos. Rachat de la dette publique.

2. Les bons, obligations ou rentes inscrites ainsi rachetés ne seront pas émis de nouveau, et la dette publique sera diminuée jusqu'à concurrence du montant dudit ou desdits rachats. Bons, etc., rachetés.

3. Nul bon, obligation ou rente inscrite de cette province ne sera rachetable avant le terme mentionné dans le bon ou dans l'obligation ou avant le terme fixé pour le paiement de la rente inscrite, si ce n'est avec le consentement des porteurs de tels bon, obligation ou rente inscrite. Terme du rachat.

4. Les lois et parties de lois in comptables avec la présente loi sont abrogées. Lois abrogées.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI CONCERNANT L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE LA PROVINCE AU MONTANT DE QUINZE MILLIONS DE DOLLARS AUX FINS DE LA FUSION DE LA BANQUE D'HOCHELAGA ET DE LA BANQUE NATIONALE

(Sanctionnée le 15 février 1924)

Préambule.

ATTENDU que la Banque Nationale, corporation légalement constituée ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, a fait, le troisième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre, avec la Banque d'Hochelaga, corporation légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Montréal, la convention suivante:

"CONVENTION

ENTRE

LA BANQUE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, ci-après désignée "la venderesse",

et

LA BANQUE D'HOCHELAGA, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, ci-après désignée "l'acquéreuse".

ATTENDU que la venderesse a, dans l'intérêt de ses déposants, créanciers et actionnaires, offert à l'acquéreuse de lui vendre, aux conditions ci-dessous, tout son actif, après avoir suivi les formalités prescrites par la loi des banques;

ATTENDU que l'acquéreuse est disposée à acheter tout l'actif de la venderesse, aux conditions ci-après fixées, et pourvu que la province de Québec, dans le but de faciliter la transaction et de constituer un actif liquide proportionné au passif de la venderesse, émette et transporte, en pleine propriété et sans réserve, en faveur de l'acquéreuse, quinze millions de dollars (\$15,000,000.00) de ses obligations;

LES PRÉSENTES SONT A L'EFFET D'ATTESTER QUE:

1° Ce contrat est subordonné à la condition que le gouvernement de la province, autorisé par la Législa-

ture, consente à émettre et à céder en pleine propriété à la Banque d'Hochelaga, dès que le présent contrat aura été approuvé par le gouverneur général en conseil, quinze millions de dollars (\$15,000,000.00) d'obligations de la province, échéant dans quarante ans, en coupures de \$1,000., payables au porteur, sujettes à enregistrement et négociables sans restrictions, datées du 1er mars 1924, portant intérêt au taux de 5% par an payable semi-annuellement au porteur les 1er septembre et 1er mars de chaque année, sur présentation des coupons y attachés, et ce uniquement aux conditions et pour les considérations suivantes, savoir:

(a) La Banque d'Hochelaga remboursera à la province, aux dates d'échéance des coupons d'intérêt, mais seulement dans la mesure où ses revenus, tels que définis aux paragraphes (i), (j) et (k), le lui permettront, tout montant d'intérêt que la province pourrait être appelée à déboursier à raison du paiement de ces coupons d'intérêt;

(b) La Banque d'Hochelaga versera à la province, le ou avant le 1er mars de chaque année, une somme qui, avec les intérêts capitalisés au taux de 5% par année, amortira en quarante ans le principal des obligations, soit \$124,172.40, mais seulement à même ses revenus, tels que définis aux paragraphes (i), (j) et (k), et après déduction des remboursements des montants d'intérêt mentionnés au paragraphe précédent et d'un dividende annuel de 10% sur le capital de ladite banque maintenant versé ou qui pourra être versé à l'avenir;

(c) La Banque d'Hochelaga pourra, à son gré, anticiper les versements mentionnés au paragraphe (b), et ces versements anticipés seront productifs d'intérêt au taux de 5% par année, et ces intérêts seront eux-mêmes capitalisés au même taux;

(d) La Banque d'Hochelaga ne pourra payer en dividendes à ses actionnaires plus de 10% dans le cours d'une année sans verser à la province le montant précité de \$124,172.40, à moins que le ou les versements n'aient été anticipés;

(e) La Banque d'Hochelaga, pendant la durée du contrat prévu par cet article, soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil de la province, pour approbation, le nom de l'un des deux vérificateurs à être soumis aux actionnaires en vue de la nomination qu'ils doivent faire suivant les dispositions de la loi des banques, et, dans le cas où les actionnaires ne nommeraient pas la personne approuvée par le lieutenant-

gouverneur en conseil, il sera alors loisible à celui-ci de nommer un troisième vérificateur;

(f) La Banque d'Hochelaga pourra, en tout temps, mettre fin au contrat prévu par cet article, sur remise par elle à la province des obligations ci-dessus désignées et des coupons non échus, et, dans ce cas, la province devra remettre à la Banque d'Hochelaga tous les versements effectués par elle en vertu des paragraphes (b) et (c) avec l'intérêt capitalisé, tel que susdit;

(g) Si un des remboursements prévus au paragraphe (a) n'est pas fait, en tout ou en partie, le montant sera ajouté au principal des obligations, et, dans ce cas, les remboursements prévus au paragraphe (a) seront augmentés de l'intérêt à 5% sur la somme non remboursée, mais les versements prévus au paragraphe (b) n'en seront pas augmentés et les dispositions du paragraphe (h) s'appliqueront;

(h) Dans le cas où les versements prévus au paragraphe (b) n'auraient pas été effectués ou anticipés suivant les dispositions du paragraphe (c) et que la somme des versements faits avec les intérêts capitalisés, tel que susdit, ne serait pas suffisante pour couvrir à l'échéance le montant en principal des obligations ci-haut mentionnées, la Banque d'Hochelaga devra, jusqu'à paiement complet du solde avec intérêt, continuer les remboursements et versements prévus ci-dessus aux mêmes conditions;

(i) Les revenus de la Banque d'Hochelaga pour les fins ci-dessus, seront déterminés conformément à la pratique de ladite banque, et seront ceux qui, si les dispositions du présent article n'existaient pas, auraient été disponibles pour les fins de dividendes ou d'augmentation soit du fonds de réserve, soit du solde créditeur du compte "profits et pertes";

(j) Les revenus, tels que définis ci-haut, qui seront pris en considération, seront: (1°) en ce qui a trait aux remboursements prévus au paragraphe (a), ceux qui seront établis pour le demi-exercice précédant les dates de remboursement, et, (2°) en ce qui a trait aux versements prévus au paragraphe (b), ceux qui seront établis pour l'exercice annuel précédant la date du versement;

(k) Dans le cas de divergence d'opinions relativement aux dispositions des paragraphes (i) et (j) la question sera décidée par un comptable-expert, choisi de commun accord, ou, en cas de désaccord, désigné par le président de l'Association des banquiers canadiens;

2° Si cette condition est remplie et le gouvernement de la province prend un engagement à l'effet ci-dessus, la venderesse vend et l'acquéreur achète tout l'actif et tous les droits de la venderesse, sans aucune réserve, de quelque nature et en quelque endroit qu'ils soient.

Pour ces considérations, et sous ces conditions, l'acquéreur s'engage :

(a) A émettre et à verser, comme paiement du prix d'achat, à la venderesse, après l'approbation de cette vente et du présent contrat par le gouverneur général en conseil, conformément aux stipulations de la loi des banques, un million cinq cent mille dollars (\$1,500,000.00) du capital social de l'acquéreur, devant être distribué entre les actionnaires de la venderesse, suivant leurs droits, savoir : une action du capital social de l'acquéreur pour chaque deux actions du capital social de la venderesse émises et réparties avant le 15 décembre 1923;

(b) A prendre à sa charge et payer tous les billets non rachetés et en cours, émis par la venderesse et destinés à la circulation;

(c) A prendre à sa charge, acquitter et payer les dépôts et toutes les obligations et responsabilités, de quelque nature qu'ils soient, de la venderesse, dans lesquels, pour les fins de ce contrat seulement, sont comprises les obligations de La Machine Agricole Nationale, Limitée, au montant de \$680,000., avec un an d'intérêt, maintenant détenues par le public;

(d) A se conformer aux dispositions de la loi des banques qui se rapportent à l'espèce;

(e) A payer tous les frais, déboursés et dépenses de la venderesse subséquents à la complétion du contrat de vente et d'achat, y compris les frais et déboursés qui pourront se rapporter à la distribution entre les actionnaires de la venderesse du produit de la vente;

3. En considération de cet achat, la venderesse convient :

(a) D'obtenir régulièrement l'approbation du gouverneur général en conseil aussitôt que le présent contrat de vente et d'achat aura été conclu par elle après l'autorisation requise de ses actionnaires et les avis exigés par la loi des banques;

(b) De se conformer à toutes les autres prescriptions de la loi des banques applicables en l'espèce;

(c) D'exécuter tous transports, documents ou contrats requis par l'acquéreur et de faire tout ce qu'elle demandera et ce qu'elle considérera nécessaire ou utile pour la complétion de la vente et le transport de tout l'actif et de tous les droits de la venderesse, et

de donner effet à cette vente et à ce transport, tel que pourvu à la loi des banques;

(d) D'assister l'acquéreur à obtenir que le nom de celle-ci soit changé en celui de "La Banque Nationale de Québec" ou en un autre nom, au choix de l'acquéreur;

(e) Qu'il n'a été contracté récemment et qu'il ne sera contracté aucune obligation ou responsabilité autre que celles résultant des opérations ordinaires et courantes de la venderesse.

FAITE et SIGNÉE en duplicata ce troisième jour de janvier mil neuf cent vingt-quatre, et sujette à l'approbation des actionnaires et du gouverneur général en conseil.

LA BANQUE NATIONALE,

(Signé) GEO.-E. AMYOT,
Président.

(Signé) H. DESRIVIÈRES,
Gérant général.

(Signé) GUS. BERNIER,

Témoin pour la Banque Nationale.

LA BANQUE D'HOCHELAGA,

(Signé) J.-A. VAILLANCOURT,
Président.

(Signé) BEAUDRY LEMAN,
Gérant général.

(Signé) ERNEST GUIMONT,

Témoin pour La Banque d'Hochelaga."

Attendu qu'il est dans l'intérêt public, pour faciliter la mise à exécution de la convention ci-dessus, que le gouvernement de cette province intervienne aux fins de contribuer à constituer un actif immédiatement réalisable proportionné au passif de la Banque Nationale et qu'il émette en faveur de la Banque d'Hochelaga, et lui transporte des obligations du gouvernement de la province de Québec, au montant de \$15,000,000.00, aux conditions énoncées dans la convention ci-dessus et dans le contrat à intervenir entre le gouvernement et la Banque d'Hochelaga;

Attendu que le ministre des finances du Canada a approuvé cette fusion et qu'il y a lieu de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à émettre lesdites obligations;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement

du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à faire avec ladite Banque d'Hochelaga un contrat par lequel il cédera et transportera à cette dernière, en pleine propriété, des obligations au montant de \$15,000,000.00, échéant dans quarante ans, en coupures de \$1,000.00, payables au porteur, sujet à enregistrement, et négociables sans restriction, datées du 1er mars mil neuf cent vingt-quatre (1924), portant intérêt au taux annuel de cinq pour cent payable semi-annuellement au porteur les 1er septembre et 1er mars de chaque année sur présentation des coupons attachés à ces obligations, ledit contrat devant comporter les conditions suivantes ou toutes autres de même teneur, savoir:

Le-gouv. en conseil autorisé à passer un certain contrat avec la Banque d'Hochelaga.

1° La Banque d'Hochelaga remboursera à la province de Québec, aux dates d'échéance des coupons d'intérêt, mais seulement dans la mesure où ses revenus, tel que définis aux paragraphes 9°, 10° et 11° de la présente section, le lui permettront, tout montant d'intérêt que la province pourrait être appelée à déboursier à raison du paiement de ces coupons d'intérêt;

2° La Banque d'Hochelaga versera entre les mains du trésorier de la province le ou avant le 1er mars de chaque année une somme qui, avec les intérêts capitalisés au taux de cinq pour cent par année, amortira en quarante ans le principal des obligations, soit \$124,172.40, mais seulement à même ses revenus, tels que définis aux paragraphes 9°, 10° et 11° de la présente section, et après déduction des remboursements des montants d'intérêt mentionnés au paragraphe 1° ci-dessus et d'un dividende annuel de dix pour cent sur le capital de la Banque d'Hochelaga maintenant versé ou qui pourra être versé à l'avenir;

3° La Banque d'Hochelaga pourra à son gré anticiper les versements mentionnés au paragraphe 2° ci-dessus, et ces versements anticipés seront productifs d'intérêt au taux de cinq pour cent par année, et ces intérêts seront eux-mêmes capitalisés au même taux;

4° La Banque d'Hochelaga ne pourra payer en dividendes à ses actionnaires plus de dix pour cent dans le cours d'une année sans verser à la province de Québec le montant précité de \$124,172.40, à moins que le ou les versements n'aient été anticipés;

5° La Banque d'Hochelaga soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation, le nom de l'un des deux vérificateurs à être soumis aux actionnaires en vue de la nomination que ces derniers doivent faire suivant les dispositions de la loi des banques; et, dans le cas où les actionnaires ne nommeraient pas la personne dont le nom a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, il sera alors loisible à celui-ci de nommer un troisième vérificateur;

6° La Banque d'Hochelaga pourra, en tout temps, mettre fin audit contrat sur remise par elle à la province de Québec des obligations ci-dessus désignées et des coupons non échus, et, dans ce cas, la province de Québec remettra à la Banque d'Hochelaga tous les versements effectués par elle en vertu des paragraphes 2° et 3° ci-dessus, avec l'intérêt capitalisé comme susdit;

7° Si un des remboursements prévus au paragraphe 1° ci-dessus n'est pas fait en tout ou en partie, le montant en sera ajouté au principal des obligations, et, dans ce cas, les remboursements prévus audit paragraphe 1° seront augmentés de l'intérêt à cinq pour cent sur la somme non remboursée, mais les versements prévus au paragraphe 2° ci-dessus n'en seront pas augmentés et les dispositions du paragraphe 8° ci-après s'appliqueront;

8° Dans le cas où les versements prévus au paragraphe 2° ci-dessus n'auraient pas été effectués ou anticipés suivant les dispositions du paragraphe 3° ci-dessus et que la somme des versements faits avec les intérêts capitalisés tel que susdit ne serait pas suffisante pour couvrir à l'échéance le montant en principal des obligations ci-dessus mentionnées, le Banque d'Hochelaga devra jusqu'à paiement complet du solde avec intérêts, continuer les remboursements et versements prévus ci-dessus aux mêmes conditions;

9° Les revenus de la Banque d'Hochelaga, pour les fins dudit contrat, seront déterminés conformément à la pratique de la Banque d'Hochelaga et seront ceux qui, si les dispositions dudit contrat n'existaient pas, auraient été disponibles pour les fins de dividendes ou d'augmentation soit du fonds de réserve, soit du solde créditeur du compte "profits et pertes";

10° Les revenus tels que définis ci-dessus qui seront pris en considération seront: (a) en ce qui a trait aux remboursements prévus au paragraphe 1° ci-dessus, ceux qui seront établis pour le demi-exercice précédant les dates de remboursement, et (b) en ce qui a

trait aux versements prévus au paragraphe 2° ci-dessus, ceux qui seront établis pour l'exercice annuel précédant la date du versement;

11° Dans le cas de divergence d'opinions relativement aux dispositions des paragraphes 9° et 10° ci-dessus, le gouvernement de la province et la Banque d'Hochelaga devront s'en rapporter à la décision d'un comptable-expert, choisi d'un commun accord, ou, en cas de désaccord, désigné par le président de l'Association des banquiers canadiens;

12° En exécution de l'obligation qu'a prise la Banque d'Hochelaga, par le contrat intervenu entre elle et la Banque Nationale, reproduit dans le préambule de la présente loi, de payer les obligations de La Machine Agricole Nationale, Limitée, au montant de \$680,000.00, avec un an d'intérêt, maintenant détenues par le public, la Banque d'Hochelaga paiera:

a. Aux détenteurs actuels de ces obligations, qui en étaient porteurs le 1er décembre 1923, le montant entier desdites obligations avec en plus une année d'intérêt;

b. Aux détenteurs actuels de ces obligations, qui les ont acquises après le 1er décembre 1923, le montant réel déboursé pour leur acquisition, la différence entre ce montant et celui de l'obligation devant être payée à celui qui en était le dernier détenteur ledit 1er décembre 1923.

Cependant la Banque d'Hochelaga ne peut faire ces paiements que sur autorisation de la Commission des services publics de Québec, donnée après l'accomplissement des formalités ci-après prescrites.

La Banque d'Hochelaga doit de temps à autre transmettre à la Commission des services publics de Québec, au bureau de la commission à Québec, les listes des réclamations qui lui sont soumises par les personnes mentionnées aux sous-paragraphes a et b ci-dessus.

Sur réception de ces listes, le secrétaire de la commission les fait insérer dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise de la cité de Québec et dans les deux langues dans celui ou ceux des journaux publiés dans le district de Montmagny, accompagnées d'un avis énonçant qu'à la date y mentionnée, qui ne doit pas être plus rapprochée que quinze jours après la date de la publication de l'avis, la Commission des services publics de Québec examinera, à son bureau, au palais de justice de Québec, les réclamations des personnes

mentionnées dans ces listes et adjugera sur ces demandes, après avoir entendu tous ceux qui se présenteront devant elle pour établir les droits des réclamants ou pour y faire opposition.

La commission, après s'être assurée du bien-fondé des réclamations et oppositions conformément aux sous-paragraphes a et b ci-dessus, par tous les moyens propres à l'éclairer, décide quelles personnes ont droit d'être payées et dans quelle proportion. Cette décision finale et sans appel, est communiquée par le secrétaire de la commission à la Banque d'Hochelaga et cette dernière est tenue de s'y conformer.

2. Aux fins dudit contrat il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à émettre, au nom de la province, des obligations au montant de \$15,000,000.00 échéant dans quarante ans, en coupures de \$1,000.00, payables au porteur, sujet à enregistrement, et négociables sans restriction, datées du 1er mars 1924, portant intérêt au taux annuel de cinq pour cent payable semi-annuellement au porteur les premiers de septembre et de mars, chaque année, sur présentation des coupons attachés à ces obligations, et de céder et transporter ces obligations à la Banque d'Hochelaga, de la manière et aux termes et conditions énoncés dans la section 1 de la présente loi.

3. Ces obligations et ces coupons seront payables aux endroits déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'exécution de tous les actes et l'accomplissement de toutes les choses visées par la section 1 de la présente loi.

4. Ces versements de \$124,172.40 chacun entre les mains du trésorier de la province payés par la Banque d'Hochelaga comme fonds d'amortissement pour le remboursement du capital de \$15,000,000.00, ci-dessus mentionné, formeront un fonds spécial qui sera affecté au rachat desdites obligations et qui sera placé en la manière qui sera de temps à autre déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI AUTORISANT LA GARANTIE D'UN CERTAIN EMPRUNT POUR VENIR EN AIDE AUX VICTIMES DE LA CONFLA- GRATION DU 1^{er} DÉCEMBRE 1922, DANS LA VILLE DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que, le 1^{er} décembre 1922, un incendie Préambule.
a détruit une partie considérable de la ville de
Terrebonne;

Attendu qu'il y a lieu, pour aider la ville de Terrebonne à se procurer les deniers nécessaires pour venir en aide aux sinistrés et pour les autres fins ci-après énumérées, que le gouvernement de la province garantisse, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas trois cent mille dollars en capital et intérêts et aux conditions ci-après énumérées, l'emprunt que la ville de Terrebonne pourrait être autorisée à contracter; et

Attendu qu'il est à propos d'accorder ladite garantie;
A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La ville de Terrebonne est autorisée à contracter Emprunts autorisés.
par un ou plusieurs règlements qui devront être approuvés suivant la loi, un ou plusieurs emprunts, pour une période de temps de pas plus de quarante ans, n'excédant pas en totalité la somme de trois cent mille dollars.

Le produit de la vente des obligations devra servir à Prêts aux sinistrés.
faire des avances sous forme de prêts, aux sinistrés du 1^{er} décembre 1922, et aux autres fins et selon les conditions ci-après énumérées.

2. Le lieutenant gouverneur en conseil est autorisé Garantie du paiement des obligations.
à garantir, jusqu'à concurrence de la somme mentionnée dans la section 1, en capital et intérêts, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, le paiement des obligations que peut émettre la ville de Terrebonne sous l'autorité de la présente loi.

3. La garantie du gouvernement ne peut être consentie qu'aux conditions suivantes: Conditions de la garantie.

a) Les avances mentionnées dans la section 1 ne seront faites, par la ville de Terrebonne, qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâtisses détruites par ladite conflagration, ou leurs héritiers ou ayants cause,

pour les aider à reconstruire ou à payer le coût de la reconstruction de ces maisons et bâtisses;

b) La ville de Terrebonne aura le droit d'employer une partie des fonds empruntés au moyen du ou des règlements ci-dessus, à construire un hôtel de ville, une station de feu et autres édifices publics dans ladite ville; et aussi à acquérir, pour et moyennant une somme n'excédant pas dix mille dollars, l'emplacement où était la manufacture de Limoges & Cie, qui a été incendiée le 1er décembre 1922 et qui se compose du lot de terre connu et désigné sous le numéro 311 et comme faisant aussi partie du lot numéro 310, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Terrebonne.

En outre, ladite ville de Terrebonne, dans le but de venir en aide aux ouvriers de ladite ville, est autorisée à consentir, à même les fonds ci-dessus mentionnés, un prêt n'excédant pas dix mille dollars, au taux de six pour cent par an, pour une période de dix ans, à ladite compagnie Limoges & Cie ou ses héritiers ou représentants légaux, et remboursable en dix versements égaux et annuels de mille dollars chacun, le premier versement devant être fait dans un an après la signature de l'acte de prêt, et les autres les années suivantes, à la même époque; ladite compagnie devant donner à ladite ville une première hypothèque sur le terrain où sera construite ladite manufacture;

c) Lesdites avances faites aux sinistrés devront être garanties par une première hypothèque sur la propriété immobilière en faveur de laquelle l'avance est consentie; les montants ainsi prêtés ne devant en aucun cas dépasser soixante pour cent de la valeur des terrains et du coût des nouvelles constructions; et les obligations émises par la ville de Terrebonne seront sujettes aux conditions de la loi générale relatives à la création et au placement d'un fonds d'amortissement et au paiement des intérêts;

d) Les règlements d'emprunts ci-dessus devront mentionner d'une manière spécifique et détaillée l'emploi qui devra être fait des deniers empruntés, et ces règlements, avant d'avoir force et effet, devront être votés par la majorité en nombre et en valeur des propriétaires de la ville de Terrebonne ayant voté et être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoir
d'emprunt,
non affecté.

4. L'emprunt mentionné dans la section 1 de la présente loi n'affectera pas la limite du pouvoir d'emprunt de la ville de Terrebonne.

NOTE.—La section 4a a été ajoutée par la loi 15 Geo. V, c. 7, s. 1.

5. Les propriétaires de la ville de Terrebonne ne pourront reconstruire dans la partie incendiée sans avoir au préalable fait approuver leurs plans de construction par le conseil après rapport de l'ingénieur désigné par ce dernier.

Approbation
des plans de
construction.

6. Ladite ville de Terrebonne est autorisée à faire dresser par un ingénieur, suivant les indications qu'elle pourra lui donner, un plan général d'ensemble de la ville de Terrebonne, et elle est de plus autorisée à exproprier, pour la construction des édifices municipaux et le redressement des rues, si la chose est nécessaire, pour la mise à exécution dudit plan.

Plan d'ensem-
ble de la ville,
etc.

Les dispositions des Statuts refondus, 1909, relatives aux chemins de fer s'appliquent à ces expropriations, sauf que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Dispositions
applicables.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI MODIFIANT LA LOI 13 GEORGE V, CHAPITRE 7, CONCERNANT L'INCENDIE DE LA VILLE DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La loi 13 George V, chapitre 7, est modifiée en y insérant, après la section 4, la suivante:

13 Ge o. V. c
7, s. 4a aj.

"4a. Les avances faites aux électeurs propriétaires de la ville de Terrebonne, en vertu de la présente loi, n'affecteront pas le cens d'éligibilité aux charges de maire ou d'échevin."

Cens d'éligi-
bilité non
affecté.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Causes pen-
dantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 5

**LOI AUTORISANT LA GARANTIE D'UN CERTAIN EMPRUNT
POUR VENIR EN AIDE AUX VICTIMES DE LA CONFLA-
GRATION DU 26 MAI 1923, DANS LA VILLE
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS**

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que, le 26 mai 1923, un incendie a détruit une partie considérable de la ville Sainte-Agathe-des-Monts;

Attendu qu'il y a lieu, pour aider la ville Sainte-Agathe-des-Monts à se procurer les deniers nécessaires pour venir en aide aux sinistrés et pour les autres fins ci-après énumérées, que le gouvernement de la province garantisse, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars en capital et intérêts et aux conditions ci-après énumérées, l'emprunt que la ville Sainte-Agathe-des-Monts pourrait être autorisée à contracter; et

Attendu qu'il est à propos d'accorder ladite garantie;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. La ville Sainte-Agathe-des-Monts est autorisée à contracter, par un ou plusieurs règlements qui ne seront pas soumis aux formalités exigées par la loi générale relative aux règlements d'emprunts par les municipalités, mais qui devront cependant être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, un ou plusieurs emprunts, pour une période de temps de pas plus de quarante ans, n'excédant pas en totalité la somme de cent cinquante mille dollars.

Emploi du produit de l'emprunt.

Le produit de la vente des obligations devra servir à faire des avances sous forme de prêts aux sinistrés du 26 mai 1923, et aux autres fins et selon les conditions ci-après énumérées.

Garantie de l'emprunt par le gouvernement.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir, jusqu'à concurrence de la somme mentionnée dans la section 1, en capital et intérêts, à un taux n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, le paiement des obligations que peut émettre la ville Sainte-Agathe-des-Monts sous l'autorité de la présente loi.

Conditions de la garantie.

3. La garantie du gouvernement ne peut être consentie qu'aux conditions suivantes:

1° Les avances mentionnées dans la section 1 ne seront faites, par la ville Sainte-Agathe-des-Monts, qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâtiments détruits par ladite conflagration, ou leurs héritiers ou ayants cause, ou acquéreurs futurs des terrains dans cette partie incendiée de la ville, pour les aider à reconstruire ou à payer le coût de la reconstruction de ces maisons et bâtiments; pourvu que ladite reconstruction soit faite dans un délai de cinq ans de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi;

2° La ville Sainte-Agathe-des-Monts aura le droit d'employer une partie des fonds empruntés au moyen du ou des règlements ci-dessus, pour l'acquisition, soit par achat de gré à gré ou par expropriation, des terrains et propriétés pour les fins d'élargissement de rues et ouvertures de nouvelles rues dans la partie incendiée de la ville et pour payer le coût des travaux qui en découleront; elle pourra aussi employer une partie desdits fonds empruntés pour payer le coût de la reconstruction de la ligne du système électrique de la ville de la partie incendiée le 26 mai 1923;

3° Lesdites avances faites aux sinistrés devront être garanties par une première hypothèque sur la propriété immobilière en faveur de laquelle l'avance est consentie; les montants ainsi prêtés ne devant en aucun cas dépasser soixante pour cent de la valeur des terrains et du coût des nouvelles constructions; et les obligations émises par la ville Sainte-Agathe-des-Monts seront sujettes aux conditions de la loi générale relatives à la création et au placement d'un fonds d'amortissement et au paiement des intérêts;

4° Les règlements d'emprunts ci-dessus devront mentionner d'une manière spécifique et détaillée l'emploi qui devra être fait des deniers empruntés et être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. L'emprunt mentionné dans la section 1 de la présente loi n'affectera pas l'exercice des fonctions municipales par toute personne pouvant bénéficier dudit emprunt et n'affectera pas la limite du pouvoir d'emprunt de la ville Sainte-Agathe-des-Monts. Droits sauvegardés.

5. Les propriétaires de la ville Sainte-Agathe-des-Monts ne pourront reconstruire dans la partie incendiée sans avoir au préalable fait approuver leurs plans de construction par le conseil, après rapport de l'ingénieur désigné par ce dernier. Approbation des plans.

- Droit d'expropriation.** **6.** Ladite ville Sainte-Agathe-des-Monts est autorisée à exproprier ou acheter de gré à gré des propriétés pour l'élargissement de certaines rues et l'ouverture de rues nouvelles dans la partie incendiée.
- Dispositions applicables.** Les dispositions des Statuts refondus, 1909, relatives aux chemins de fer s'appliquent à ces expropriations sauf que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.
- Entrée en vigueur.** **7.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 3

LOI AMENDANT LES LOIS 6 ÉDOUARD VII, CHAPITRE 4. et 8 ÉDOUARD VII, CHAPITRE 5

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

- 6 Éd. VII, c. 4, s. 7a, aj.** **1.** La section suivante est insérée dans la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, après la section 7:
- Fabrication du bois coupé dans le Canada.** "7a. Le bois coupé sur les terres accordées comme subventions en vertu de cette loi, est sujet à tout règlement ordonnant la fabrication d'icelui dans les limites du Canada que peut décréter le lieutenant-gouverneur en conseil".
- 8 Éd. VII, c. 5, s. 7a, aj.** **2.** La section suivante est insérée dans la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, après la section 7:
- Fabrication du bois coupé dans le Canada.** "7a. Le bois coupé sur les terres accordées comme subventions en vertu de cette loi, est sujet à tout règlement ordonnant la fabrication d'icelui dans les limites du Canada que peut décréter le lieutenant-gouverneur en conseil".
- Entrée en vigueur.** **3.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI CONCERNANT DES SUBVENTIONS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés:

a. A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe b, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire:

(1) 3.12 milles de chemin de fer de Mansonville à la ligne frontière;

(2) 7.54 milles de Bolton à Mansonville;

(3) 8.00 milles de Windsor Mills à Brompton Falls;

(4) 3.50 milles de la traverse du chemin de Melbourne au village de Melbourne.

b. A la compagnie dite: *The Canadian Northern Railway Company*, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à compléter une ligne d'embranchement de chemin de fer depuis un point à ou près de Limoilou, jusqu'à un point sur la rivière Montmorency, à l'Étang, sur une distance de 7.62 milles, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe c, pour une longueur de 6 milles, à la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean.

c. A la compagnie du chemin de fer *Quebec, Montreal & Southern*, au lieu de la partie non gagnée de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphes d et e:

(1) Une subvention de 99,444 acres de terre, non convertible en argent, pour l'aider à construire 52.66 milles de chemin de fer depuis Sainte-Philomène dans la direction de Lévis; et

(2) Une subvention de 6740 acres de terre, non convertible en argent, pour construire un embranchement de 3.37 milles de longueur, depuis la ligne principale, à Bécancour, jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

NOTE.—Voir le paragraphe b de la section 1 de la loi 10 Geo. V, c. 2, s. 1.

The Canadian Northern Quebec Ry Co.

d. A la compagnie dite: *The Canadian Northern Quebec Railway Company*, pour l'aider à construire ou parachever une voie ferrée dans le comté de Montcalm, depuis Saint-Jacques jusqu'au village de Rawdon, et de là dans une direction nord vers le lac Archambeault, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une distance de 15,96 milles, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe i.

Idem.

e. A la même compagnie, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 65 milles de son chemin de fer depuis un point à ou près de Montréal, jusqu'à un point de jonction avec le *Canadian Northern Quebec Railway* à ou près de Grenville, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe j.

NOTE.—Ce paragraphe e est modifié par la loi 7 Geo. V, c. 8.

Québec & Lac St-Jean.

f. A la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, pour l'aider à compléter 3.8 milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe k.

Idem.

g. A la même compagnie, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire et compléter 4.50 milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station de Valcartier allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe f seront accordées à la condition que la compagnie établisse un passage gratuit par la construction et l'entretien d'un pont et d'approches à chaque extrémité sur la rivière Jacques-Cartier, pour les piétons, voitures, animaux, à ou près de l'ancien pont du chemin de fer sur ladite rivière, suivant les plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe l.

Idem.

h. A la même compagnie, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction de 12 milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionné au paragraphe g, jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de 3.50 milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel-Ouest, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe m.

i. A la compagnie dite: *The Joliette & Lake Manuan* The Joliette & Lake Manuan Colonization Railway Co., pour l'aider à construire 60 milles de son chemin de fer, depuis Joliette allant dans la direction du lac Manuan, une subvention de 4000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe n.

j. A la compagnie dite: *The Little Nation River Railway* The Little Nation River Ry Co., pour l'aider à construire une voie ferrée à partir d'un point entre Thurso et Montebello, sur la rive gauche de la rivière Ottawa, et de là jusqu'au village de Chéneville, et au delà vers le nord, jusqu'à un point sur le lac Nominique, près de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de 30 milles, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe o.

k. A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la baie James, pour l'aider à construire 50 milles de chemin de fer, à partir du terminus actuel de la ligne du Pacifique Canadien, à Gordon Creek, jusqu'à Villermarie, une subvention de 4000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe p.

l. A la compagnie dite: *The Grand Lake & Bell River* The Grand Lake & Bell River Ry Co., pour l'aider à construire une voie ferrée de 45 milles à partir d'un point sur le chemin de fer Transcontinental à ou près de la rivière Bell, jusqu'à la baie des Vingt et un milles au bras du Grand Lac ou au lac Lapin, sur la rivière Ottawa, dans le comté de Pontiac, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe q.

m. A la compagnie dite: *The James Bay & Eastern* The James Bay & Eastern Ry Co., pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la baie James, une subvention de 4000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe s, à une compagnie.

n. A la compagnie de Métabetchouan, une subvention de 1000 acres de terre par mille, non convertible en argent pour l'aider à construire 13 milles de chemin de fer à partir du lac Bouchette, jusqu'à Saint-André, sur la rivière Métabetchouan, au lieu de la subvention ac-

cordée par la loi 8 Édouard VII chapitre 5, section 1, paragraphe v.

The Canadian Northern Quebec Ry Co.

o. A la compagnie dite: *The Canadian Northern Quebec Railway Company*, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire et compléter 82.56 milles de chemin de fer, depuis un point à ou près de la cité de Québec, jusqu'à un point sur le *Canadian Northern Quebec Railway* à ou près de la jonction Garneau ou Grand-Mère sur une distance de 77.40 milles, et un embranchement avec le chemin de fer Transcontinental près du pont de Québec, sur une distance de 5.16 milles, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe n, à la compagnie du Grand Nord du Canada.

The great Northern Ry Co. of Canada.

p. A la compagnie dite: *The Great Northern Railway Company of Canada*, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction de 15.20 milles de chemin de fer, depuis Saint-Sauveur, jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe s.

Québec Central.

q. A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, comme aide pour la construction de 1.34 mille de son chemin depuis la 30ième mille de Saint-George jusqu'au 31.34ème mille à la ligne de division des comtés de Dorchester et de Bellechasse.

Québec Central.

r. A la compagnie de chemin de fer du Québec Central, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour aider à prolonger le chemin de fer du Québec Central, depuis le 31.34ième mille dans la ligne de division des comtés de Dorchester et de Bellechasse allant vers l'est, sur une distance de 25 milles.

Compagnie de Jonction de Napierville.

s. A la compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville, une subvention de 1000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction de sa ligne depuis Saint-Constant, jusqu'à la frontière, près de Rouse's Point, sur une distance de 27.25 milles.

Compagnie de la Baie des Ha! Ha!.

t. A la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, une subvention de 4000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire et parachever son chemin de fer depuis le 10ième mille, jusqu'à la baie des Ha! Ha! sur une distance de 9.39 milles, au lieu de la partie non octroyée de la sub-

vention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe h.

NOTE.—Voir 8 Geo. V, c. 3, s. 1, § a.

u. A la même compagnie, une subvention de 2000 Idem. acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction d'un embranchement de 4 milles de longueur depuis la voie principale allant vers le nord jusque dans la ville de Chicoutimi.

v. A la même compagnie, une subvention de 2000 Idem. acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction d'un embranchement depuis la ligne principale, allant au sud vers le lac Kenogami, en passant par le village Laterrière, sur une distance de 12 milles.

x. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à ^{Villemarie} construire une voie ferrée depuis Villemarie, jusqu'à la ^{jusqu'à la} rivière des ^{rivière des} Quinze, une subvention de 3000 acres de ^{Quinze.} terre par mille, non convertible en argent, pour une distance de 50 milles.

y. A la compagnie du chemin de fer Richmond, Magog & Stanstead, une subvention de 2000 acres de ^{Richmond,} terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider ^{Magog, &} à construire ^{Stanstead.}

(1) 55 milles de chemin de fer à partir d'un point dans la ville ou près de la ville de Richmond, par toute voie praticable, à travers les comtés de Richmond, Sherbrooke et Stanstead, passant au travers ou près de la ville de Magog, jusqu'à un point situé dans le ou près du village de Stanstead;

(2) 20 milles de ligne d'embranchement depuis un point de la ligne principale à "Cherry River" jusqu'au village de Waterloo.

3. A la compagnie du chemin de fer Roberval & ^{Roberval &} Saguenay, une subvention de 3000 acres de terre par ^{Saguenay.} mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction de 80 milles de chemin de fer depuis un point de raccordement à ou près de la jonction du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! et de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, dans le canton Jonquières, traversant au nord de la rivière Saguenay et se prolongeant vers le nord-ouest jusqu'à la rivière Mistassini.

aa. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider ^{St-Léonard} à construire une voie ferrée depuis la jonction Saint- ^{vers Duds-} Léonard, sur le chemin de fer Intercolonial jusqu'à un point de jonction avec les chemins de fer Québec Central et Maine Central, dans le canton de Dudswell, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, par une distance de 50 milles.

Richmond à
Drummond-
ville.

bb. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 27 milles de voie ferrée, depuis Richmond ou dans le village de Melbourne, jusqu'à la ville de Drummondville.

Colonisation
du Nord.

cc. A la compagnie du chemin de fer de la Colonisation du Nord, pour l'aider à prolonger son chemin depuis Mont-Laurier dans la direction du lac des Quinze, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une distance de 100 milles.

St. Charles
& Huron
River Ry
Co.

dd. A la compagnie dite: *St. Charles & Huron River Railway Company*, pour l'aider à construire 8 milles de voie ferrée depuis Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, jusqu'à Saint-Edmond de Stoneham, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent.

The North
Shore Power
Ry & Navi-
gation Co.

ee. A la compagnie dite: *The North Shore Power Railway and Navigation Company*, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à la construction d'un chemin de fer de 15 milles depuis la baie des Sept-Iles, allant dans la direction de Clark City, à la rivière Sainte-Marguerite.

Quebec
Eastern Ry
Co.

ff. A la compagnie dite *Quebec Eastern Railway Company*, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire:

(1) 120 milles de chemin de fer à partir de la jonction de Chaudière, dans le comté de Lévis, jusqu'à un point près ou dans la cité de Sherbrooke;

(2) 10 milles d'une ligne d'embranchement depuis la ligne principale à ou près de Sainte-Agathe, dans le comté de Lotbinière, jusqu'à la station de Lyster;

(3) 30 milles d'une ligne d'embranchement à partir de la ligne principale à ou près de Sainte-Agathe, dans le comté de Lotbinière, jusqu'à Black Lake, dans le comté de Mégantic, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe t, à la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic.

Canada &
Gulf Termi-
nal Ry Co.

gg. A la compagnie dite: *Canada & Gulf Terminal Railway*, pour l'aider à prolonger sa ligne depuis Matane jusqu'au bassin de Gaspé en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour une distance de 190 milles.

hh NOTE.—Ce paragraphe hh a été remplacé par la loi 3 Geo. V, c. 8, s. 1.

Quebec &
Saguenay.

ii. A la compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay, une subvention:

(1) De 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire et compléter 63 milles de chemin de fer depuis Saint-Joachim, dans le comté de Montmorency, jusqu'aux chutes Nairn, dans le comté de Charlevoix; et

(2) De 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur 72 milles depuis les chutes Nairn, dans le comté de Charlevoix, jusqu'à la baie des Ha! Ha!

jj. A la compagnie du chemin de fer *Indian River*, Indian River Ry Co. une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour une voie ferrée de 19 milles allant d'un point situé à ou près de l'extrémité nord du lac Mégantic, et vers le sud le long dudit lac, jusqu'à un point sur la frontière internationale, au lieu de la subvention accordée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 5, section 1, paragraphe f.

kk. A la compagnie du chemin de fer d'Argenteuil, Compagnie de ch. de fer d'Argenteuil. une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 15 milles de son chemin de fer depuis le canal de Grenville, dans le canton de Grenville, allant dans la direction d'Arundel, dans le canton d'Arundel.

ll. A la compagnie de chemin de fer Kamouraska et l'Islet, Kamouraska & l'Islet. une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 25 milles de voie ferrée depuis le quai de la rivière Ouelle, jusqu'à ou près de l'église de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska et de là allant dans la direction du chemin de fer Transcontinental National, à Sainte-Perpétue, dans le comté de L'Islet.

mm. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, comme aide pour la construction de 60 milles de chemin de fer à partir de la paroisse de Caughnawaga, Caughnawaga vers St-Jean-Chrysostôme, etc. à ou près de la jonction Adirondack du chemin de fer New-York Central, allant vers le sud à travers les paroisses de Saint-Urbain et de Sainte-Clotilde jusqu'au village de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le comté de Châteauguay, de là à Vicars, Maritana, Saint-Antoine-Abbé, Franklin-Centre, Rockburn, Herdman et Athelstan, de là jusqu'à Dundee, dans le comté de Huntingdon.

nn. A la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien ou à toute autre compagnie de chemin de fer, Pacifique Canadien. une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire, une voie ferrée de 20 milles, de la station de Waltham jusqu'à la rivière Creuse ou jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac.

Mines et
minerais
réservés à la
couronne.

2. Les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui se trouvent dans les terres octroyées en vertu de cette loi sont réservés en faveur de la couronne.

NOTE.—Voir *3 Geo. V*, c. 8, s. 2.

Pouvoirs
d'eau réservés à la
couronne.

3. La propriété des pouvoirs d'eau des rivières, et leurs lits, qui se trouvent dans les terrains octroyés en vertu de cette loi est spécialement réservée à la couronne.

Exigibilité
des subven-
tions.

4. Les subventions en terre visées par cette loi seront exigibles comme suit :

a. Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles;

b. Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

Choix des
terres.

5. Le choix des terres à être données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil.

Conditions
de l'octroi
des subven-
tions.

6. La concession des subventions en terre en vertu de cette loi et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

a. Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elle seront accordées;

b. La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des travaux publics et du travail, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre;

NOTE.—Ce paragraphe b a été modifié par la loi *3 Geo. V*, c. 8, s. 4.

c. Le ministre des travaux publics et du travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares, et ces gares devront être érigées en conséquence;

d. La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada, et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés en Canada à un prix aussi bas

et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à se procurer ces rails et matériaux hors du Canada;

e. Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur rapport du ministre des travaux publics et du travail.

7. Les ouvriers, journaliers et serviteurs employés à la construction ou à l'exploitation d'un chemin de fer pour lequel une subvention sera accordée en vertu de cette loi, recevront des salaires égaux à ceux qui pourraient être payés aux ouvriers, journaliers ou serviteurs employés dans des occupations semblables dans le district où tel chemin est construit ou exploité.

Salaires des
ouvriers, etc.

8. Chacune des compagnies à laquelle une subvention sera accordée en vertu de cette loi, se conformera aux règlements qui, de temps à autre, seront promulgués par le lieutenant-gouverneur en conseil pour la protection contre le feu des bois et forêts, situés près de la ligne du chemin de fer, et adoptera également les dernières méthodes en usage pour cette fin.

Règlements
par le lt-
gouv. en
conseil.

9. Les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de cette loi, devront être commencés, à moins qu'ils ne le soient déjà, dans les deux ans qui suivront la date de la sanction de ladite loi; et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de ladite date; et, à défaut du commencement et du paracheèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque *ipso facto* pour la partie du chemin qui restera inachevée.

Commence-
ment et para-
chèvement
des travaux.

NOTE.—Cet article a été modifié par les lois 6 Geo. V, c. 6, s. 1; 13 Geo. V, c. 10, s. 1. Voir aussi 3 Geo. V, c. 8, s. 5.

10. Avant le commencement ou la reprise des travaux, la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des travaux publics et du travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de la subvention qui

Contrats
entre les
compagnies
subven-
tionnées et le
département
des travaux
publics et du
travail.

sera attribuée à chaque section de 10 milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et toute telle compagnie, avant de réclamer aucune partie des subventions visées par cette loi, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens suffisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

Bois coupé
sur les terres
accordées.

11. Le bois coupé sur les terres accordées comme subventions en vertu de cette loi, sera sujet à tout règlement ordonnant la fabrication d'icelui dans les limites du Canada que pourra décréter le lieutenant-gouverneur en conseil.

Délai pour
passer le
contrat.

12. Lorsque les travaux de construction pour lesquels il est accordé des subventions par cette loi auront été commencés avant son entrée en vigueur, les compagnies qui y auront droit devront passer le contrat mentionné dans la section 10, dans un délai de six mois à compter de la date de la sanction de ladite loi, pourvu que les travaux aient été inspectés et approuvés par l'ingénieur du gouvernement.

Avis au
ministre que
le chemin est
en état d'être
inspecté.

13. La compagnie à laquelle une subvention sera accordée, en vertu de cette loi, devra donner avis au ministre des travaux publics et du travail, chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département, qu'elle requerra en conséquence cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. (*)

(*) NOTE.—Voir 3 Geo. V, c. 8; 9 Geo. V, c. 2, s. 2; 10 Geo. V, c. 2; et aussi 11 Geo. V, c. 2.

3 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AMENDANT LA LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 5, CONCERNANT DES SUBVENTIONS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La sous-section *hh* de la section 1 de la loi 2 Geo. V, c. George V, chapitre 5, est remplacée par la suivante: 5, s. 1, am.

hh. A la compagnie *The North Railway Company*, *The North Railway Co.* pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point à ou près de la cité de Montréal, jusqu'à la baie James, une subvention de huit mille acres de terre par mille, non convertible en argent, pour la section s'étendant de Montréal jusqu'à ou près du 837^e mille, à l'ouest de Moncton, du Transcontinental National, et de dix mille acres de terre par mille, non convertible en argent, pour la section à partir dudit point, sur le Transcontinental National, jusqu'à un port sur la baie James, pour une longueur totale ne dépassant pas 550 milles."

2. Nonobstant la section 2 de la loi 2 George V, chapitre 5, il sera loisible à ladite *North Railway Company* de devenir propriétaire des mines et minerais dans une étendue d'un cinquième des terres qui seront octroyées, à être choisies par la compagnie, dans un délai des cinq ans qui suivront la date de la sanction de la présente loi, pourvu qu'elle s'engage au préalable, par contrat, à payer au gouvernement une part de 25 pour cent des profits nets réalisés par l'exploitation des mines et minerais qui s'y trouvent, cet engagement s'étendant à tous acheteurs, représentants, cessionnaires, locataires ou occupants. Mines et minerais.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans les quinze ans qui suivront la sanction de la présente loi, de concéder à ladite compagnie tels pouvoirs hydrauliques nécessaires pour fournir la force motrice pour l'exploitation de son chemin de fer, le développement de son trafic et de ses terres, au prix n'excédant pas cinquante cents par année, par cheval-vapeur, dans une étendue d'un cinquième des terres octroyées à ladite compagnie. Pouvoirs hydrauliques.

Id., s 6, am. 4. La sous-section b de la section 6 de ladite loi est amendée pour la compagnie, en y ajoutant l'alinéa suivant:

Terres drainées. "Mais cette obligation de vendre ne s'étendra pas aux terres drainées ou améliorées par ladite compagnie, ou destinées à l'être, et dont les plans d'amélioration ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Id., s. 9, remp. 5. La section 9 de ladite loi est remplacée, pour la compagnie, par la suivante:

Commencement et parachèvement des travaux. "9. Les travaux du chemin de fer devront être commencés dans un délai de six mois et terminés dans un délai de trois ans pour la partie au nord du Transcontinental national, et dans un délai de quatre ans pour le reste à compter du contrat à être fait entre la compagnie et le gouvernement, et, à défaut du commencement et du parachèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque, *ipso facto*, pour la partie du chemin qui restera inachevée."

NOTE.—*Cette section 9 a été modifiée par les lois 6 Geo. V, c. 6, s. 1, et 13 Geo. V, c. 10, s. 1.*

Entrée en vigueur. 6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI MODIFIANT LA LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 5, CONCERNANT DES SUBVENTIONS A CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

2 Geo. V, c. 5, s. 9, am. 1. La section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

Prolongation de délai. "Toutefois, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, après l'expiration du délai mentionné dans la présente section 9 pour le parachèvement des travaux, de prolonger ledit délai de parachèvement pour une période ne devant pas excéder douze mois additionnels; pourvu que, à l'expiration des quatre années y indi-

quées, les travaux soient complétés pour au moins la moitié."

NOTE.—La section 9 a été aussi modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 10, s. 1.

2. La section 1 de la présente loi n'affecte aucune-
ment les dispositions spéciales décrétées par la section Dispositions non affectées.
5 de la loi 3 George V, chapitre 8.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur.
sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AMENDANT LA LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 5

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le paragraphe *e* de la section 1 de la loi 2 George 2 Geo. V, c. 5, s. 1, am.
V, chapitre 5, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil Voie ferrée depuis St-Eustache, etc. à St-Jérôme.
de remplacer la partie de subvention contenue dans le présent paragraphe et qui se rapporte à la voie ferrée de dix milles entre la Longue-Pointe et Cartierville, par une subvention de 2000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour aider ladite compagnie à construire 16 milles de sa voie ferrée depuis Saint-Eustache ou Sainte-Dorothée, dans le comté des Deux-Montagnes, jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne."

2. La subvention mentionnée dans la présente loi Dispositions restes soumises à la loi 2 George V, chapitre 5, mutatis mutandis, à compter de la sanction de la présente loi.
reste soumise à la loi 2 George V, chapitre 5, *mutatis mutandis*, à compter de la sanction de la présente loi.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur.
sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI CONCERNANT DES SUBVENTIONS A CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Subventions
à certaines
cotes de ch. de
fer.

Roberval-Sa-
guenay.

Grand Lake
Ry & Trans-
portation Co.

Dispositions
applicables.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer;

a. A la compagnie du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, étant maintenant la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, une subvention de 3000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour contribuer aux dépenses de construction des tronçons suivants de son chemin de fer dans le comté de Chicoutimi, savoir:

(1) 0.44 mille, prolongement de la voie principale à partir de la jonction Mathias jusqu'au quai de Bagotville;

(2) 3.50 milles, embranchement depuis la jonction La Brosse jusqu'au Bassin de Chicoutimi;

(3) 12.00 milles, embranchement à Laterrière jusqu'au lac Kénogami;

(4) 0.50 mille, embranchement à partir de Laterrière jusqu'à la rivière du Moulin;

(5) 1.50 mille, embranchement de Saint-Alexis;

(6) 0.50 mille, prolongement à eau profonde à Port-Alfred.

b. A la compagnie de chemin de fer *Grand Lake Railway & Transportation Company*, un subside de \$5,000 en argent, par mille, sur une longueur n'excédant pas dix milles, sur un point quelconque depuis la rivière Bell au Grand Lac; pourvu toutefois que ce subside, ne devant pas excéder en tout \$50,000, soit payable à ladite compagnie, par le ministre des terres et forêts, en déduisant, chaque année, pendant une période ne devant pas excéder dix ans, 50% des droits de coupe dus au gouvernement sur le bois fait par ladite compagnie dans la région traversée par son chemin de fer.

2. Pour le surplus, les dispositions des sections 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les

amendements à icelles, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces compagnies, en ce qui concerne les subventions accordées par la présente loi.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT DES SUBVENTIONS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, Subventions à certaines Ctes de ch. de fer. pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer:

a. A la compagnie du chemin de fer Quebec Central, Quebec Central. une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'un point de la ligne principale, près de la station de Scott, comté de Dorchester, jusqu'à un point du chemin de fer Transcontinental, maintenant le chemin de fer National Canadien, près de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, sur une distance de 20 milles;

b. A la compagnie du chemin de fer St. Francis Valley St. Francis Valley Ry. Railway Company qui s'est prévaluée, par arrêté en conseil, No 373, du 4 avril 1914, de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, sous-paragraphe bb, et au lieu de cette subvention:

1. Une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur n'excédant pas 95 milles depuis Stanstead jusqu'à St-François du Lac;

2. Une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire un embranchement d'une longueur ne devant

- pas excéder 25 milles, d'un point à ou près de St-Bonaventure jusqu'à Sorel;
- Cie du ch. de fer de la riv. Rouge.
- c. A la compagnie du chemin de fer de la Rivière Rouge, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur d'environ 80 milles, de Grenville, comté d'Argenteuil, jusqu'à un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, comté de Labelle;
- Cette subvention pouvant s'appliquer pour la section de 8 milles déjà construite d'Huberdeau aux mines de la *Canadian China Clay*, et de son prolongement immédiat jusqu'au village de Saint-Rémi d'Amherst, comté de Labelle.
- The *Shefford, Bagot & Missisquoi Ry Co.*
- d. A la compagnie *The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur n'excédant pas 75 milles, à partir d'un point sur la ligne frontière entre la province de Québec et l'état du Vermont, dans la paroisse de Saint-George de Clarenceville, comté de Missisquoi, jusqu'à un point de raccordement avec le chemin de fer Intercolonial, entre les stations de Bagot et de Saint-Eugène;
- Canada & Gulf Terminal Ry Co.
- e. A la compagnie dite *Canada & Gulf Terminal Railway*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur n'excédant pas 190 milles, pour l'aider à prolonger sa ligne depuis Matane jusqu'au Bassin de Gaspé, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, au lieu de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, sous-paragraphe *gg*;
- Cie de chemin de fer.
- f. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de 100 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie;
- NOTE.—Voir le paragraphe *f* de la loi 10 Geo. V, c. 2,
- s. 1. Voir aussi 11 Geo. V, c. 2.
- Cie de chemin de fer.
- g. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction

d'une voie ferrée à partir d'un point à ou près de *Kiask Falls*, sur la rivière Bell, et de là, dans la direction sud-ouest, à travers les cantons de Laas, Hurault ou Bartouille, Despinassy, Vassal, Castagnier ou Lamorandière, Duverny, Dalquier et Figuery, à un point à ou près d'Amos; de là, à travers les cantons Figuery, Villemontel ou La Motte et Préissac ou La Pause, jusqu'à un point à ou près du lac Kawagama, sur une longueur d'environ 15 milles ou une longueur totale de 80 à 100 milles.

2. Les dispositions des sections 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les amendements à icelles, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces compagnies, en ce qui concerne les subventions accordées par la présente loi. Dispositions applicables.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 10 Geo. V, c. 2, s. 4.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT DES SUBVENTIONS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer: Subvention à certaines ctes de ch. de fer.

a. A la compagnie du chemin de fer *Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway Company*, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer à partir d'un point dans le quartier Mercier-Maisonnette de la cité de Montréal, dans la province de Québec, allant vers le nord à travers les comtés d'Hochelaga, l'Assomption et Montreal Joliette and Transcontinental Junction Ry.

Montcalm jusqu'à un point à ou près de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette; de là, vers le nord nord-ouest, jusqu'à un point au village ou près du village de Saint-Michel-des-Saints, dans le comté de Berthier; et de là, par la route la plus praticable, jusqu'à un point sur le chemin de fer National transcontinental, à ou près de Parent, sur une distance totale de 60 milles;

Quebec, Mont-
real & South-
ern Ry.

b. A la compagnie de chemin de fer *Quebec, Montreal & Southern*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, au lieu de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, paragraphe c, sous-paragraphe (1), pour aider à prolonger sa ligne de chemin de fer de Sainte-Philomène-de-Fortierville, dans la direction de Lévis, soit une distance de 52.66 milles;

Cie de ch. de
fer.

c. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'un point à ou près de la Malbaie, comté de Charlevoix, jusqu'à la baie des Ha! Ha!, une distance d'environ 75 milles;

Cie de chemin
de fer.

d. A une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer à partir d'un point sur la voie du chemin de fer du Lac Saint-Jean, près de Chicoutimi, jusqu'à ou près d'un point sur la ligne du chemin de fer de la Baie James, dans le canton Demeules à l'ouest du lac Saint-Jean, en passant à travers la région située à l'est et au nord de ce lac, ainsi que pour aider à la construction de tous embranchements que cette compagnie est autorisée à faire; la longueur de la voie principale et des embranchements étant de 120 milles;

Québec Cen-
tral.

e. A la compagnie du chemin de fer *Québec Central* une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent par le gouvernement, pour l'aider au prolongement de sa voie ferrée depuis Sainte-Lucie-de-Beauregard (Lac Frontière), comté de Montmagny, jusqu'à Saint-Pamphile, dans le comté de L'Islet, soit une distance de 25 milles;

Ch. de fer
Canadien du
Pacifique.

f. 1. A la compagnie de chemin de fer *Canadien du Pacifique*, en sus de la subvention accordée par la loi 9 George V, chapitre 2, section, 1, sous-paragraphe f, une subvention de mille six cents piastres par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de fer *Canadien du Pacifique*, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et,

de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Villemarie.

NOTE.—Voir 11 Geo. V, c. 2.

2. A la même compagnie de chemin de fer, une sub-Idem.
vention additionnelle de six mille quatre cents piastres par mille, pour le réseau décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus, au cas où la compagnie ne pourrait toucher cette subvention du gouvernement du Dominion.

2. Les dispositions des sections 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les amendements à icelles, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à ces compagnies en ce qui concerne les subventions accordées par la section 1 de la présente loi, sauf, quant à la compagnie *Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway Company*, mentionnée dans le paragraphe a de la dite section 1, la section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5, qui ne s'applique à cette compagnie que dans le cas prévu par la section 3 de la présente loi. Dispositions applicables.
Exception.

3. La compagnie *Montreal, Joliette and Transcontinental Junction Railway*, mentionnée au paragraphe a de la section 1, sera également tenue de terminer au complet et mettre en opération, le ou avant le 1er décembre 1920, vingt-cinq milles de son réseau. A défaut de l'accomplissement de cette condition, dans le délai prescrit, la subvention accordée par le paragraphe a de la section 1 de la présente loi, deviendra caduque pour le tout. Dans le cas de l'accomplissement de la condition ci-dessus, la subvention sera en outre soumise aux conditions mentionnées à la section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5. Dispositions applicables à la Cie Montreal, Joliette, etc.

4. La section 2 de la loi 9 George V, chapitre 2, est amendée en y insérant, après le chiffre: "9", dans la deuxième ligne, les chiffres: "10". 9 Geo. V, c. 2.
a. 2. am.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 10

LOI MODIFIANT LA LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 5, CONCERNANT DES SUBVENTIONS À CERTAINES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

9 Geo. V,
c. 5, s. 9, am.

Extension de
délai.

Entrée en
vigueur.

1. La section 9 de la loi 2 George V, chapitre 5, telle qu'amendée par la loi 6 George V, chapitre 6, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant l'alinéa suivant: "Le délai de quatre ans, mentionné dans la présente section 9, pour le parachèvement des travaux, sera de cinq ans pour la partie du chemin de fer de la Rivière Rouge, d'Huberdeau aux mines de la *Canadian China Clay* et de son prolongement immédiat jusqu'au village de Saint-Rémi-d'Amherst, comté de Labelle."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI POUR RATIFIER UN OCTROI DE TERRES PUBLIQUES À LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU NORD

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU que, par lettres patentes du 30 septembre 1910, la compagnie de chemin de fer de colonisation du Nord, constituée en corporation par la loi du Parlement fédéral 62-63 Victoria, chapitre 62, telle qu'amendée par les lois 2 Édouard VII, chapitre 55, section 1, et 6-7 Édouard VII, chapitre 78, section 1, a obtenu la concession de 96,000 acres de terre, dans le territoire du haut St-Maurice, dans le comté de Champlain, pour son subside en terres gagné suivant la loi;

Attendu que ladite compagnie a été obligée de rétrocéder à la couronne lesdites terres pour les raisons mentionnées dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, et l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916;

Attendu que de nouvelles lettres patentes, datées du

28 juillet 1916, ont été émises en faveur de ladite compagnie pour les mêmes fins et pour remplacer celles du 30 septembre 1910;

Attendu qu'il convient de ratifier l'acte de rétrocession du 31 juillet 1916 et les nouvelles lettres patentes du 28 juillet 1916;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'acte de rétrocession du 31 juillet 1916, repro- Validation de
duit dans la cédula "A", et les lettres patentes du 28 certains docu-
juillet 1916, reproduites dans la cédula "B", annexées à
la présente loi, sont ratifiés à toutes fins que de droit
et sont déclarés valides.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en
sanction. vigueur.

CÉDULE A

Devant maître J.-Arthur Pérodeau, soussigné, notaire public pour la province de Québec, pratiquant dans la cité de Montréal.

ONT COMPARU:

THE NORTHERN COLONIZATION RAILWAY COMPANY, corps public dûment constitué en corporation, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, ci-après agissant et représenté par George Bury, de la cité de Montréal, son président, et Henry C. Oswald, son secrétaire, de la cité de Montréal, tous deux dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau de direction de ladite compagnie, passée à une assemblée tenue le dix-neuvième jour de juin mil neuf cent seize, copie de ladite résolution restant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

ET

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, agissant et représenté aux présentes par Elzéar Miville Dechêne, sous-ministre des terres et forêts pour la province de Québec, à ce autorisé par deux arrêtés du conseil en date du vingt-deuxième jour de juin mil neuf cent seize et du septième jour de juillet mil neuf cent seize, respec-

tivement, copie desdits arrêtés du conseil étant annexée aux présentes, signée pour identification par les parties aux présentes et ledit notaire;

LESQUELLES PARTIES par ces présentes ont déclaré ce qui suit:

Attendu que, par lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, en date du trente septembre mil neuf cent dix, *The Northern Colonization Railway Company* a reçu comme sa subvention en terre les terrains suivants:

Trois blocs distincts dans la région du Haut Saint-Maurice, désignés respectivement par les Nos quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun de trente deux mille acres, plus ou moins, sis et situés dans le comté de Champlain, contenant, d'après arpentage, 96,000 acres, partant d'un poteau planté en 1910 par MM. J. M. Roy et J. F. Fafard, arpenteurs, pour marquer le coin sud-ouest du bloc numéro trente-sept, (37), et le coin sud-est du bloc numéro quarante-sept, (47), lequel poteau est situé à sept chaînes et trente chaînons, à l'est du poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour fixer le coin nord-ouest du bloc numéro trente-six, (36), et le coin nord-est du bloc numéro quarante-cinq, (45), une ligne courant ouest astronomique et longue de quinze milles, sept chaînes et trente chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs marquant le coin commun des blocs numéros cinquante, cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois, (50, 51, 52 et 53); de là, une ligne dans la direction nord astronomique, longue de dix milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par lesdits arpenteurs au point commun des blocs numéros cinquante, cinquante-deux, soixante-quatorze et soixante-quinze, (50, 52, 74 et 75) de ce poteau, une ligne dans la direction est astronomique, longue de quinze milles, plus ou moins, jusqu'au poteau planté par les mêmes arpenteurs, pour marquer le coin, commun des blocs, numéros trente-sept, quarante-sept, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, (37, 47, 77, 78); de là, une ligne courant sud astronomique et longue de neuf milles, soixante-treize chaînes et quatre-vingt-dix chaînons, plus ou moins, jusqu'au poteau de départ;

Attendu qu'il a été constaté qu'une grande partie de ces terrains sont exposés à être inondés par le barrage de la rivière Saint-Maurice, fait sous la direction de la Commission du régime des eaux courantes;

Attendu qu'il est, dans l'intérêt et de la compagnie du chemin de fer et du gouvernement que l'on choisisse

d'autres terrains pour en faire la subvention en terres de ladite compagnie;

Il est par les présentes stipulé comme suit :

La compagnie de chemin de fer agissant comme susdit rétrocède au gouvernement, représenté par ledit Elz. Miville Dechêne, dûment autorisé comme susdit, tous les terrains décrits dans lesdites lettres patentes en date du trente septembre 1910, afin qu'une nouvelle subvention des terres suivantes soit donnée à la compagnie par lettres patentes;

Toute cette étendue de terrain couvrant quatre-vingt-seize mille acres, (96,000) plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc numéro trente-six, (No 36), contenant vingt-trois mille neuf cent quarante acres, (23,940), dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc numéro trente-sept, (37), contenant vingt-trois mille sept cent soixante-cinq (23,765) acres, et le bloc numéro quarante-sept, contenant trente-deux mille trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc numéro quarante-huit, (48), contenant quinze mille neuf cent quatre-vingt-huit (15,988) acres dans le canton projeté de Magnan, situé dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: A partir du poteau érigé par J.-F. Fafard, arpenteur, de la province de Québec, sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et de Magnan, marquant le coin sud-ouest du bloc numéro quarante-huit, et le coin sud-est du bloc numéro cinquante, une ligne tirée franc nord astronomiquement, sur une distance de cinq milles jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons à un poteau sur la ligne entre les blocs numéros quarante-sept et quarante-huit; de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, distance de quatre milles, soixante-treize chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, à la ligne divisant les cantons projetés Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de cettedit dernière ligno et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, distance de sept cent six chaînes et cinquante cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15) plus ou moins, à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingt chaînons, (299.80), plus ou moins, à un poteau marquant le coin sud-ouest du bloc trente-six et le coin sud-est du bloc

numéro quarante-cinq; de là, franc nord astronomique, la ligne divisant lesdits deux derniers blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons, (10 M. 3chs, 20 chaînons) plus ou moins, à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique, le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons (10 M. 2 chs, 55 chns) plus ou moins, au point de départ.

Ladite compagnie, représentée aux présentes comme susdit, déclare que les terrains rétrocedés au gouvernement par les présentes sont dans le même état qu'ils étaient lorsqu'ils ont été patentés le trente septembre mil neuf cent dix et sont libres de toutes charges et servitudes.

Il est aussi stipulé que cette rétrocession ainsi que les nouvelles lettres patentes à émettre ne seront complètes qu'après leur ratification par un acte de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, le tout tel que requis par l'arrêté du conseil en date du sept de juillet mil neuf cent seize.

DONT ACTE fait et passé en ladite cité de Montréal, le trente-unième jour de juillet mil neuf cent seize et restant déposé au bureau du notaire soussigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-dix-sept de ses minutes.

Et après lecture faite des présentes, lesdites parties aux présentes, représentées comme susdit, ont signé avec ledit notaire.

(Signé) NORTHERN COLONIZATION
RAILWAY COMPANY,

" GEORGE BURY, *président*,

" H. C. OSWALD, *secrétaire*,

" ELZ. MIVILLE DECHÊNES,

*sous-ministre des terres
et forêts.*

" J. A. PÉRODEAU, *N. P.*

Vraie copie de la minute restant déposée à mon étude.

J. A. PÉRODEAU, *N. P.*

Extrait des minutes d'une réunion du bureau de direction de *The Northern Colonization Railway Company*, tenue au bureau principal de la compagnie, en la cité de Montréal, le mardi, 19 juin 1916.

Le secrétaire fait rapport au bureau qu'il a été jugé à propos de rétrocéder au gouvernement de la province de Québec les trois blocs de terre situés dans la région supérieure du Saint-Maurice, respectivement connus comme étant les numéros quarante-sept, quarante-huit et cinquante, chacun d'eux contenant trente-deux mille acres de terre, situés et étant dans le comté de Champlain, dans la province de Québec, comprenant la subvention en terre accordée par ledit gouvernement de la province de Québec, pour trente-deux milles de chemin de fer construits, de Nominigüe aux Rapides de l'Orignal, en échange de quatre morceaux de terrain situés au même endroit, décrits comme étant la partie ouest du bloc numéro trente-six, dans le canton Déziel, la partie ouest du bloc numéro trente-sept, dans le canton Lindsay, tout le bloc numéro quarante-sept, dans ledit canton Lindsay, et la partie sud du bloc numéro quarante-huit, dans le canton Magnan; qu'une offre en argent de *The Brown Corporation*, de la cité de Québec, dans ladite province, pour l'achat des terrains à recevoir du gouvernement de la province de Québec en échange, et ci-dessus décrits, a été faite, et qu'après consultation avec le président et le chef du bureau de direction de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, ladite offre a été acceptée;

Sur motion de M. Bury, appuyé par M. Ogden, il est unanimement résolu:

Que les titres des terres ci-après décrites soient remis au gouvernement de la province de Québec et à *The Brown Corporation*, respectivement, et que le président et le secrétaire soient, et ils sont par les présentes autorisés à exécuter lesdits actes sous la forme des projets actuellement soumis et signés par le secrétaire pour identification.

Certifié vraie copie.

[Sceau]

(Signé) H. C. OSWALD, secrétaire.

Ceci est une copie de la résolution des directeurs de *The Northern Colonization Railway Company*, mentionnée dans et annexée à l'acte de rétrocession de ladite compagnie à Sa Majesté le Roi George V, passé devant

J.-Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signé pour identification.

Montréal, trente et un juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONIZATION
RAILWAY COMPANY,
" GEORGE BURY, *président*,
" H. C. OSWALD, *secrétaire*,
" ELZ. MIVILLE DECHÈNE,
sous-ministre des terres
et forêts.
" J. A. PÉRODEAU, *N. P.*

Vraie copie,

J.-A. PÉRODEAU, *N. P.*

Copie du rapport d'un Comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 21 juin 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 22 juin 1916.

Au sujet des subsides en terres gagnés par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord:—

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un rapport en date du 21 juin 1916, expose: que, par les lettres patentes en date du 30 septembre 1910, la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord a obtenu 96,000 acres de terre, pour son subside en terres, gagné en vertu de la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, ces terres situées dans le territoire du haut Saint-Maurice, dans le comté de Champlain, et dénommées sous le nom des blocs 47, 48 et 50;

Qu'il est démontré, par les travaux du barrage du Saint-Maurice, faits par le gouvernement, sous le contrôle de la Commission des eaux courantes, qu'une partie des terres ci-dessus mentionnées, savoir: la partie nord du bloc 48 et le bloc 50, sont exposés à être inondés par le refoulement des eaux du Saint-Maurice causé par le barrage en question et que, de ce chef, la couronne est exposée à payer des dommages;

Que la compagnie du chemin de fer en question est prête aujourd'hui à rétrocéder à la couronne les terrains couverts par les lettres patentes du 30 septembre 1910,

pour obtenir des nouvelles lettres patentes pour une égale quantité de terre à celle mentionnée dans les lettres patentes du 30 septembre 1910;

Que la requérante consent qu'un nouvel octroi lui soit fait des terrains suivants:

1. Du bloc 47 et de la partie sud du bloc 48, ce bloc 47 et cette partie sud du bloc 48 faisant partie du premier octroi par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. De la partie ouest du bloc 36 et de la partie ouest du bloc 37, tous lesdits terrains en premier et second lieu désignés, contenant une superficie totale de 96,000 acres, le tout tel qu'apparaît à un plan fourni par la requérante, et approuvé par le département;

Qu'il est dans l'intérêt public de faire les changements ci-dessus mentionnés dans l'octroi dudit subside en terres gagné par la compagnie requérante;

L'honorable ministre recommande en conséquence:

1. Qu'il soit autorisé à accepter la rétrocession qui sera faite à la couronne, par acte notarié, par la compagnie requérante, de tous les blocs de terrains à elle octroyés par les lettres patentes du 30 septembre 1910;

2. Que cette rétrocession étant faite et acceptée, un nouvel octroi, par lettres patentes, soit fait à la compagnie requérante d'une égale quantité de terres, savoir 96,000 acres compris dans la description suivante:

1. Le bloc 47; 2. La moitié sud du bloc 48; 3. La partie ouest du bloc 36; 4. La partie ouest du bloc 37.

Tous ces blocs de terre forment une superficie totale de 96,000 acres d'après le plan fourni par la requérante et approuvé par le département, et sont situés dans le territoire du Saint-Maurice, dans le comté de Champlain;

Que les lettres patentes comportent les mêmes conditions que celles émises le 30 septembre 1910, pour tout ce qui concerne ledit octroi, sauf quant à la modification apportée à la description des terrains octroyés.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 22 juin 1916, mentionné dans et annexé à l'acte de rétrocession de *The Northern Colonization Railway Company*, à Sa Majesté le Roi George V, passé devant J.-

Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signée pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONIZATION
RAILWAY COMPANY,
“ GEORGE BURY, *président*,
“ H. C. OSWALD, *secrétaire*,
“ ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
sous-ministre des terres
et forêts,
“ J. A. PÉRODEAU, *N. P.*

Vraie copie,
J. A. PÉRODEAU, *N. P.*

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 6 juillet 1916, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 juillet 1916.

Sur la modification de l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, au sujet des subsides en terres gagnés par la Compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord:—

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un rapport en date du 3 juillet 1916, expose: Que, d'après une opinion de l'honorable procureur général, en date du 24 juin dernier, le gouvernement ne peut effectuer l'échange dont il est question dans l'arrêté en conseil du 22 juin 1916, à moins d'y être autorisé par une loi spéciale à cet effet;

En conséquence, l'honorable ministre recommande que, dans l'acte de rétrocession à être fait par la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord, ainsi que dans les nouvelles lettres patentes à être émises en faveur de ladite compagnie, la clause suivante soit insérée:—“le tout sujet à la ratification de la Législature”, et que l'arrêté en conseil du 22 juin soit modifié en conséquence.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'arrêté du conseil en date du 7 juillet 1916, mentionné dans et annexé à l'acte de

rétrocession de *The Northern Colonization Railway Company*, à Sa Majesté le Roi George V, passé devant J.-Arthur Pérodeau, notaire, ce jour, et signée pour identification.

Montréal, 31 juillet 1916.

(Signé) NORTHERN COLONIZATION
RAILWAY COMPANY,
" GEORGE BURY, président,
" H. C. OSWALD, secrétaire,
" ELZ. MIVILLE DECHÊNE,
sous-ministre des terres
et forêts,
" J. A. PÉRODEAU, N. P.

Vraie copie,
J. A. PÉRODEAU, N. P.

CÉDULE B

CANADA,
Province de Québec, P.-E. LEBLANC
[sceau]

George V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Empereur des Indes;

A tous ceux à qui les présentes parviendront, SALUT:

ATTENDU que *The Northern Colonization Railway*, corps politique et corporation ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, a obtenu, en vertu de la loi 6 Édouard VII, chapitre 4, et en vertu des arrêtés du conseil du 20 novembre 1908, du 19 novembre 1909, et du 20 août 1910, basés sur ladite loi, comme étant sa subvention en terres, les terres et propriétés ci-après mentionnées et décrites, dont nous sommes saisi par voie de souveraineté;

A CES CAUSES, Sachez qu'en considération de ladite loi et desdits arrêtés du conseil nous avons octroyé, aliéné, transporté et assuré, et par ces présentes octroyons, aliémons, transportons et assurons à ladite *The Northern Colonization Railway Company*, et ses ayants cause, à toujours, tous ces morceaux de terre sis et situés dans les cantons projetés de Déziel, Lindsay et Magnan, dans le comté de Champlain, dans notre province de Québec, contenant d'après arpentage quatre-vingt-seize mille acres, plus ou moins, avec la

réserve ordinaire pour les chemins publics; lesquels dits morceaux de terre peuvent être autrement décrits comme suit, savoir:

Toute cette étendue de terrain comprenant quatre-vingt-seize mille (96,000) acres, plus ou moins, et étant la partie ouest du bloc No 36, contenant vingt-trois mille neuf cent quarante (23,940) acres, dans le canton projeté de Déziel; la partie ouest du bloc No 37, contenant vingt-trois mille, sept cent soixante-cinq (23,765) acres et le bloc No 47 contenant trente-deux mille trois cent sept (32,307) acres, dans le canton projeté de Lindsay, et la moitié sud du bloc No 48 contenant quinze mille neuf cent quatre-vingt-huit (15,988) acres, dans le canton projeté de Magnan, située dans la région supérieure du Saint-Maurice, comté de Champlain, et bornée comme suit, savoir: A partir du poteau érigé par J.-F. Fafard, A. G. Q., sur la ligne entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, marquant l'angle sud-ouest du bloc No 48 et l'angle sud-est du bloc No 50, une ligne tirée franc nord astronomique, une distance de cinq milles jusqu'à un poteau; de là, franc est astronomique, une distance de cinq milles et cinquante-sept chaînons jusqu'à un poteau sur la ligne entre les blocs Nos 47 et 48; de là, franc nord astronomique, une ligne divisant les deux derniers blocs, une distance de quatre mille, soixante-treize chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, jusqu'à la ligne divisant les cantons projetés de Magnan et Verreau; de là, franc est astronomique, le long de ladite dernière ligne et son prolongement entre les cantons projetés de Lindsay et Dubois, une distance de sept cent six chaînes et cinquante-cinq chaînons (706.55); de là, franc sud astronomique, une ligne à tirer sur une distance de quinze cent quatre-vingt-quinze chaînes et quinze chaînons (1595.15) plus ou moins, jusqu'à la ligne frontière sud du canton projeté de Déziel; de là, franc ouest astronomique, deux cent quatre-vingt-dix-neuf chaînes et quatre-vingts chaînons (299.80) plus ou moins, jusqu'à un poteau marquant l'angle sud-ouest du bloc No 36, et l'angle sud-est du bloc 45; de là, franc nord astronomique, la ligne divisant les deux derniers dits blocs, une distance de dix milles, trois chaînes et vingt chaînons, (10 M. 3 chs, 20 chns) plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les cantons projetés de Déziel et Lindsay; de là, franc ouest astronomique, le long de ladite dernière ligne et de son prolongement entre les cantons projetés de Brochu et Magnan, une distance de dix milles, deux chaînes et cinquante-cinq chaînons (10 M. 2 chs, 55 chns) plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Pour, notredite concessionnaire et ses ayants cause avoir et posséder lesdits morceaux ou étendues de terre concédés, octroyés et assurés par nous, nos héritiers et successeurs comme susdit et en jouir à toujours en pleine propriété.

Cet octroi étant aussi dans tous les cas sujet aux lois et règlements concernant les terres publiques, les mines et pêcheries dans cette province, et toutes les conditions et restrictions de ladite loi 6 Édouard VII, chapitre 4, le gouvernement se réservant aussi toutes les forces hydrauliques excédant 200 chevaux; les présentes lettres patentes devant remplacer les lettres patentes en date du trente septembre 1910, en faveur de notredite concessionnaire, si elles sont ratifiées par une loi de la Législature, et elles auront leur effet à compter de la date du trente septembre 1910: Voir arrêtés du conseil en date du vingt-deux juin 1916 et du sept juillet 1916 respectivement; le présent octroi est sujet à ratification par une loi de la Législature de la province de Québec à sa prochaine session.

Donné sous le grand sceau de notre province de Québec, témoin: notre très fidèle et bien aimé l'honorable sir Pierre-Évariste Leblanc, chevalier commandeur de notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-George, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, dans l'année, de Notre Seigneur mil neuf cent seize et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

(Signé) C.-J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

" ELZ. MIVILLE DECHÈNE,
Sous-ministre des terres et forêts.

Enregistré ce 31 juillet 1916.
Lib. 144, Fol. 44.

C.-J. SIMARD,
Sous-régistratre de la province.

11 GEORGE V, CHAPITRE 2

**LOI CONCERNANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNE-
MENT ET LE CHEMIN DE FER INTERPROVINCIAL ET DE
LA BAIE JAMES ET LA COMPAGNIE DE CHEMIN
DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE, RELATI-
VEMENT À LA CONSTRUCTION D'UNE
VOIE FERRÉE DE KIPAWA À LA
RIVIÈRE DES QUINZE**

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat relatif à la construction d'un ch. de fer, ratifié.

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule "A", relatif à la construction d'une voie ferrée, du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie, ledit contrat passé le sixième jour d'octobre 1920, entre le gouvernement de la province de Québec et la compagnie de chemin de fer Interprovincial et de la Baie James et la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, est approuvé et ratifié.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

— — —
CÉDULE "A"

CONTRAT ET ACTE DE CONVENTION

Passé le six octobre, en l'année mil neuf cent vingt.

ENTRE Sa Majesté le roi George V, représenté par l'honorable Antonin Galipeault, ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec, dûment autorisé par un arrêté ministériel portant le numéro 1914, sanctionné par le lieutenant-gouverneur de la province, le sixième jour d'octobre 1920, dont copie est annexée aux présentes, ainsi que M. Alphonse Gagnon, secrétaire du

département des travaux publics et du travail, conformément à l'article 2359 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909,

Partie de première part;

ET LA *Interprovincial & James Bay Railway Company*, ici représentée par Anthony D. MacTier, son président, et par Henry C. Oswald, son secrétaire, en vertu et en conformité d'une résolution adoptée par son bureau de direction, à une assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, le seize septembre 1920, dont une copie certifiée est annexée aux présentes, pour toutes les fins nécessaires,

Partie de seconde part,

ET *The Canadian Pacific Railway Company*, ici représentée par Edward W. Beatty son président, et Henry C. Oswald, son assistant-secrétaire en vertu et en conformité d'une résolution adoptée par son bureau de direction à une assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, le seize septembre 1920, et dont une copie certifiée est annexée aux présentes, pour toutes les fins nécessaires,

Partie de troisième part.

LESQUELLES dites parties ont déclaré ce qui suit, savoir:—

1. Attendu que, par la loi de la Législature de la province de Québec 9 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à une compagnie de chemin de fer une subvention de quatre mille acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de cent milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée à partir d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa—et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie;

2. Et attendu que, par la loi de la Législature de la province de Québec, 10 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, en sus de la subvention aux présentes sus-décrite, une subvention de mille six cents piastres (\$1,600) par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de

fer Canadien du Pacifique, à ou près de Temiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie, et à la même compagnie de chemin de fer, une subvention additionnelle de six mille quatre cents piastres (\$6,400) par mille, pour ladite ligne de chemin de fer, au cas où la compagnie ne pourrait toucher telle subvention du gouvernement du Dominion;

3. Et attendu que, par la loi du Parlement du Canada, 1 Édouard VII, chapitre 66, et les lois qui l'amendent, *The Interprovincial and James Bay Railway Company* est autorisée à tracer, construire et exploiter une ligne de chemin de fer entre les terminus, et dans la direction et par la route mentionnés et décrits plus haut;

4. Et attendu que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique s'est engagée à fournir à *The Interprovincial and James Bay Railway Company*, pour construire ladite ligne de chemin de fer, et à céder à *The Interprovincial and James Bay Railway Company*, toutes les subventions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder pour ladite ligne de chemin de fer;

5. Et attendu que la compagnie, partie de seconde part, s'engage à déposer, conformément à la loi 2 George V, chapitre 5, au département des travaux publics et du travail, à Québec, les plans, profils et livres de renvoi, ainsi que les devis des travaux qu'elle se propose d'exécuter sur la ligne subventionnée ci-dessus mentionnée et décrite, de même que les plans des travaux et dessins descriptifs des principaux ponts et ponceaux (y compris les travaux de maçonnerie et de superstructure); lesquels plans, etc., seront examinés et certifiés conformément à la loi et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport favorable du ministre des travaux publics et du travail, partie de première part;

6. Et attendu que l'ingénieur du gouvernement attaché au département des travaux publics et du travail, à Québec, a, conformément à la section 10 de la loi 2 George V, chapitre 5, préparé un devis marqué A, annexé aux présentes et dans lequel il a déterminé la nature des travaux à faire dans chaque section continue et ininterrompue de dix milles à compléter sur chaque ligne subventionnée, de manière que ledit ingénieur puisse, dans des rapports à cet effet soumis audit ministre des travaux publics et du travail après inspection et vérification sur les lieux, déterminer et aussi déter-

mine, sur réception des documents mentionnés au susdit article 5 des présentes, la part des subventions à accorder à chaque chaînon ou section continue et ininterrompue de dix milles en proportion du coût de construction de la totalité de ladite ligne, tel qu'évalué par ledit ingénieur dans sesdits rapports.

Les compagnies, parties de seconde part et de troisième part, en considération des subventions à être accordées en la manière indiquée aux présentes, ont convenu avec Sa Majesté et ses successeurs, ici représentés comme susdit, de ce qui suit:

7. La partie de seconde part s'engage à faire construire et compléter d'une manière *bona fide* la section de sa ligne de chemin de fer ci-après décrite, à partir d'un point au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à un point aux ou près des Rapides de la rivière des Quinze, en passant par le village de Ville-Marie.

Ladite ligne ne devra pas excéder soixante-six-sept milles de longueur, son tracé indiqué en substance sur la carte annexée aux présentes, ou les points de la ligne à suivre qui seront indiqués sur les plans, profils, etc., devant être produits au département des travaux publics et du travail et ultérieurement approuvés comme susdit; ladite partie de seconde part s'engage également à construire et compléter tous les ponts, ponceaux et autres travaux s'y rattachant, ainsi qu'à faire et exécuter tous les travaux de génie civil, arpentage, etc., requis soit sur les lieux ou dans la préparation des autres plans, ou dans l'exécution des autres travaux qui pourront être demandés; les pentes et la ligne devant être les meilleures qui puissent être choisies étant donné la nature du terrain et la topographie de la région traversée par ce chemin de fer; le tout conformément aux devis marqués "A" annexés aux présentes, et à l'entière satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est aussi convenu entre les parties que le tracé du chemin de fer devra être approuvé par la Commission des chemins de fer du Canada.

8. La partie de seconde part s'engage aussi à construire son chemin de fer en suivant une ligne aussi droite, aussi directe que possible, conformément au tracé adopté et aux plans, profils, etc., qui devront être produits et approuvés comme susdit, avec ou sans modification, par le ministre des travaux publics et du travail, en tant que la chose peut être praticable entre les

points ci-dessus indiqués, sans autre déviation que celles qui seront jugées absolument indispensables et qui devront être autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil afin d'éviter des obstacles jugés insurmontables ou trop grands au point de vue du génie civil, et la partie de seconde part devra déposer audit département des plans, profils et livres de renvoi supplémentaires, pour chacune de ces déviations ainsi autorisées, conformément aux dispositions de la loi à cet égard.

9. La concession de la totalité ou d'une partie de la subvention en terres et des subventions en argent susmentionnées devra être accordée à la partie de seconde part comme devenant à elle dues, conformément aux dispositions édictées par la loi 2 George V, chapitre 5, et conformément aux termes de la susdite clause 6 du présent contrat et de tout autre loi s'y rapportant, sujet aux charges et aux obligations indiquées aux articles 6654 à 6657, tous deux inclusivement, des Statuts refondus de Québec, 1909, et dans le présent contrat; avec l'obligation de préalablement fournir et produire au département des travaux publics et du travail tous autres arpentages, estimations détaillées et autres choses requises par le ministre, partie de première part, de lui donner pleine satisfaction en ce qui concerne la valeur des travaux faits telle que comparée avec celle des travaux restant à faire sur ce chemin de fer, de le compléter et de le mettre en bon état d'exploitation.

10. La partie de seconde part s'engage en outre à commencer les travaux décrits dans le présent contrat aussitôt que possible au cours de la saison favorable aux travaux, conformément à la loi 2 George V, chapitre 5, et à les continuer sans interruption jusqu'à ce qu'ils soient entièrement complétés à la satisfaction et sur les rapports favorables de l'ingénieur du gouvernement et cela, dans les délais ci-après fixés par sa charte et par ladite loi 2 George V, chapitre 5, sujette à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir:

Commencer la construction dudit chemin de fer avant le dix-sept mars 1921, et la compléter dans le délai fixé par la loi 2 George V, section 9, car ce délai est jugé nécessaire et, sans lui, le présent contrat n'aurait pas été fait ni passé; et il est convenu que, à défaut par ladite partie de seconde part d'ainsi compléter les travaux susdécrits et requis lors ou avant l'expiration des délais ci-dessus spécifiés, elle sera déchue de ses droits, titres, privilèges et réclamations dans ou à la totalité ou une partie desdites subventions lui échéant

qui pourraient alors rester encore payables, de même que toutes les sommes d'argent qui pourraient échoir ou être dues à ladite partie de seconde part, à la date où les travaux ainsi entrepris par elle ne seront pas complétés, sujet aux dispositions de la loi 2 George V, chapitre 5, suscitée.

11. La partie de seconde part sera tenue, après l'achèvement des travaux sur sa ligne subventionnée tels que décrits et requis ci-dessus, de la maintenir constamment en bon état et en bonne condition, ainsi que le matériel roulant requis pour la circulation régulière des trains suivant les besoins du trafic et du public voyageur; et elle s'engage, en outre, à exploiter ce chemin de fer sans interruption et à remplir fidèlement cette obligation, sujet à toutes charges et responsabilités légales: ou elle pourvoira, en vertu des mêmes obligations, à cette exploitation et à cet entretien, par bail à la partie de troisième part.

12. Il est aussi entendu que ladite ligne de chemin de fer, ainsi que les travaux qui en dépendent, de même que tous les droits, privilèges, immunités, biens personnels et réels de tous genres quelconques appartenant à ladite compagnie, partie de deuxième part, seront, après l'achèvement de ladite ligne de chemin de fer et des travaux qui s'y rattachent, censés être la propriété de la partie de deuxième part, sujet aux charges et obligations ci-dessus spécifiées, et qui deviendront applicables, si le cas s'en présente.

13. La compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, partie de troisième part, donne à sa Majesté, telle que représentée aux présentes, la garantie que la compagnie de chemin de fer Interprovincial et de la Baie James, partie de deuxième part, remplira et observera bien et fidèlement les différentes clauses s'appliquant à ladite partie de deuxième part, dans le présent contrat.

14. La partie de troisième part cède à la partie de deuxième part toutes les subventions payables par Sa Majesté, sujet aux dispositions de la clause ci-dessus du présent contrat.

EN FOI DE QUOI les parties contractantes de première, deuxième et troisième parts représentées comme susdit ont apposé leurs sceaux officiels aux présentes et les ont signées, après lecture faite.

Signé par le ministre et le secrétaire du département des travaux publics et du travail qui ont apposé leur sceau officiel,

ANTONIN GALIPEAULT,
ministre des travaux publics et du travail.
ALPH. GAGNON,
sec. dépt. des T.P.T.

En présence de

(Sceau). IVAN E. VALLÉE,

Ingénieur en chef et directeur des chemins de fer T. P. et T.

Signé par le président et le secrétaire de la compagnie du chemin de fer Interprovincial et Baie James, qui ont apposé son sceau officiel,

A. D. MACTIER,
président.

H. C. OSWALD,
secrétaire.

En présence de

IRENE CASEY.
(Sceau).

Signé par le président et l'assistant-secrétaire de la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, qui a apposé son sceau officiel,

E. W. BEATTY,
président.

H. C. OSWALD,
asst.-secrétaire

En présence de

IRENE CASEY.
(Sceau).

EXTRAIT du procès-verbal de l'assemblée du bureau de direction de la *Interprovincial and James Bay Railway Company*, tenue au bureau principal de la compagnie, dans la cité de Montréal, le jeudi, 16ème jour de septembre 1920.

ATTENDU que des arrangements ont été faits pour la construction, au moyen de subventions, d'une ligne "à partir d'un point au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et de là, dans une direction nord-est, à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie", conformément aux plans, profils et livres de renvoi et estimations sujets à l'approbation du gouvernement;

ET ATTENDU qu'il est nécessaire de faire un contrat avec le gouvernement de Québec au sujet dudit prolongement;

ET ATTENDU qu'un projet de rédaction dudit contrat et acte d'arrangement proposés a été soumis à l'approbation de cette assemblée;

En conséquence il a été résolu:

Que le président et le secrétaire de la compagnie soient, et par les présentes ils sont, autorisés à exécuter ledit arrangement sous le sceau corporatif de la compagnie.

Certifié vraie copie.

H. C. OSWALD,
secrétaire.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN
DU PACIFIQUE

EXTRAIT du procès-verbal d'une réunion du comité exécutif du bureau de direction de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, dûment convoquée et tenue au bureau principal de la compagnie, à Montréal, le jeudi, 16ème jour de septembre 1920.

ATTENDU que, par acte de la Législature de Québec, 1920, chapitre 2, le lieutenant-gouverneur en conseil a été autorisé à accorder à la compagnie certaines subventions pour un chemin de fer "depuis un point au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie", conformément aux plan, profils et livres de renvoi et estimations sujets à l'approbation du gouvernement;

ET ATTENDU que la *Interprovincial and James Bay Railway Company* est autorisée à construire un chemin de fer entre lesdits points et qu'il est nécessaire, à raison du fait que lesdites subventions sont votées en faveur du Canadien Pacifique, que les deux compagnies viennent en arrangement avec le gouvernement au sujet de ladite ligne pour recevoir ladite subvention;

ET ATTENDU qu'un projet du contrat et de l'acte d'arrangement proposé a été soumis à l'approbation de cette assemblée;

En conséquence il a été résolu:

Que le président et l'assistant-secrétaire de la compagnie soient, et par les présentes ils sont, autorisés à exécuter ledit arrangement sous le sceau corporatif de la compagnie.

Certifié vraie copie,

H. C. OSWALD,
assistant-secrétaire.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil
exécutif en date du 1 octobre 1920, approuvé par
le lieutenant-gouverneur le 6 octobre 1920

*Concernant l'octroi accordé à la compagnie du chemin
de fer Canadien du Pacifique*

No 1914

L'honorable ministre des travaux publics et du travail, dans un rapport en date du 1er octobre (1920), expose: que, par l'acte 10 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder:

1. A la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en sus de la subvention accordée par la loi 9 George V, chapitre 2, section, 1, paragraphe f, une subvention de mille six cents piastres par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming, ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie;

2. A la même compagnie de chemin de fer, une subvention additionnelle de six mille quatre cents piastres par mille, pour le réseau décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus, au cas où la compagnie ne pourrait toucher cette subvention du gouvernement du Dominion;

Qu'un projet de contrat a été préparé entre le gouvernement de cette province et la compagnie ci-dessus et l'*Interprovincial & James Bay Railway*, à l'effet de construire la ligne décrite dans l'acte ci-dessus;

En conséquence, l'honorable ministre recommande qu'il soit autorisé à faire et signer avec lesdites compagnies le contrat auquel il est fait allusion dans l'acte 2 George V, chapitre 5, section 10, pour toutes fins et intentions que de droit.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil exécutif.

APPENDICE "A"

DEVIS et description des travaux à faire pour la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement de la province de Québec

1. Les chemins de fer doivent être à simple voie, d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, avec voies d'évitement nécessaires.

2. Les alignements, les rampes ou pentes et les courbes devront être les meilleurs possibles eu égard à la topographie de la région. La rampe ou pente maximum ne devant pas excéder 105.6 (2%) de pieds au mille, et la courbure minimum ne devant pas avoir un rayon moindre que 572 pieds (10°).

3. Dans toutes les sections boisées, le terrain devra être défriché sur une largeur d'au moins cinquante pieds (50) de chaque côté de la ligne centrale; toutes les broussailles et les troncs d'arbres devront être complètement brûlés et il ne devra en être jeté aucun sur les terrains avoisinants.

4. Toutes les souches devront être arrachées dans les limites des coupes de moins de trois pieds de profondeur et des terrassements de moins de deux pieds de hauteur.

5. Toutes les souches doivent être coupées au ras de terre là où les terrassements ont moins de quatre pieds et plus de deux pieds de hauteur.

6. Sauf lorsqu'il passe dans la forêt, le chemin de fer doit être bordé de clôtures solidement construites, suivant la loi, en fil métallique ou en bois, avec les barrières et les passages de fermes nécessaires pour la commodité des cultivateurs.

7. Des passages publics, avec gardes-bestiaux et enseignes, seront établies, au croisement de tous les chemins publics, traversant la voie au niveau des rails.

8. La largeur des coupes au niveau de formation devra être au moins de dix-huit pieds (18) dans le roc et de vingt pieds (20) dans la terre; celle des terrassements d'au moins quatorze pieds (14) une fois le tassement effectué.

9. On devra pourvoir à un drainage effectif au moyen de fossés dévouverts et de drains souterrains.

10. Tous les ponts, ponceaux et autres constructions doivent être de dimensions et de forces suffisantes pour les fins en vue.

Les piles et les culées des ponts doivent être en maçonnerie massive, en béton au ciment Portland, ou en béton armé au ciment Portland.

Les ponceaux, sous les terrassements de plus de douze pieds de hauteur, doivent être bien construits en forte maçonnerie, béton Portland solide ou armé, tuyaux de fonte, tuyaux métalliques ondulés, tuyaux de béton armé, ou tuyau à ponceau en argile vitrifiée double force en matériaux durables et convenables,—le tout devant avoir un caractère absolument perma-

nent, et être équivalent sous tous les rapports aux meilleurs travaux du genre exécutés dans la construction des chemins de fer au Canada.

Superstructures :

La superstructure de tous les ponts devra être conforme aux devis généraux de ponts métalliques émis par le département des chemins de fer et canaux.

11. Des ponceaux ouverts dans les terrassements de moins de douze pieds de hauteur doivent être faits en forte maçonnerie ou en béton au ciment Portland, ou en bonnes pièces de cèdre, d'au moins dix pouces sur dix sauf les poutrelles de la voie qui peuvent être d'acier, de béton armé, de sapin Douglas, de bon pin blanc, de chêne blanc ou d'épinette rouge (tamarac), (les poutrelles devant être bien proportionnées à la charge des roues). La travée de tels ponceaux ne doit pas excéder quatorze (14) pieds et ils doivent être recouverts de véritables tabliers de traverses et munis de contre-rails ou, dans le cas d'autres ponts, aucun ponceau à poutres sans tablier ne sera toléré. Les plans de ces constructions devront être approuvés par le ministre des travaux publics et du travail.

La superstructure des ponts avec fermes de courte travée, lorsqu'elle sera permise par le ministre des travaux publics et du travail, devra être en sapin Douglas, en pin blanc ou en pin du sud à longues feuilles.

12. Les ponceaux à dalle supérieure et inférieure sous les terrassements de moins de douze (12) pieds de hauteur doivent être en maçonnerie solide, en béton ou en pièces de cèdre de 10 pouces par 10 pouces, ou en tuyaux de béton armé ou en tuyaux d'argile vitrifiée à double force.

13. Les rails devront être en acier d'un poids d'au moins cinquante-six livres (56) par verge linéaire, de section approuvée et munis d'attaches approuvées.

14. Le chemin de fer doit être bien ballasté, soit avec du gravier soit avec d'autre matière convenable, d'une épaisseur de pas moins de sept pouces (7") au-dessous des traverses, et soigneusement fini, avec talus de $1\frac{1}{2}$ dans 1. Les traverses devront avoir huit pouces de face, sur six pouces d'épaisseur, et huit pieds de longueur, —2640 au mille ;—elles devront être en pruche, en épinette rouge ou en cèdre ou en toute autre espèce de bois approuvé par l'ingénieur soussigné.

15. La compagnie devra pourvoir à ce qu'il y ait suffisamment de voies d'évitement, de stations, de réservoirs, de plaques tournantes ou Y et de toutes

autres structures et bâtisses nécessaires pour satisfaire aux besoins du trafic.

16. La compagnie devra fournir le matériel roulant suffisant, nécessaire pour faciliter et faire promptement et efficacement le trafic et l'exploitation de la ligne, ce dont le ministre des travaux publics et du travail sera juge.

17. Les viaducs et ponts sur pilotis ne seront pas permis, sauf avec l'autorisation par écrit du ministre des travaux publics et du travail, et, lorsqu'il le permettra, le bois avec lequel ils seront construits et les endroits où ils doivent être construits devront être approuvés par lui.

18. La partie de la subvention à allouer pour toute section continue et ininterrompue de dix milles de chemin de fer, en proportion du coût de construction de la totalité de la ligne à compléter, devra être établie et évaluée par le soussigné, après que la compagnie aura déposé, au département des travaux publics et du travail, les plans, profils, livres de renvoi, dessins descriptifs des ponts et ponceaux, estimés, etc., de toute la ligne de chemin de fer, par section de 10 milles, et ils devront avoir été certifiés et approuvés conformément à la loi, après que le soussigné aura fait l'inspection et la vérification nécessaires sur les lieux et qu'il aura soumis un ou plusieurs rapports d'estimés progressifs à cet effet, au ministre des travaux publics et du travail.

IVAN E. VALLÉE,
ingénieur en chef.

Département des travaux publics
et du travail, Québec.

19. Devis annexé au contrat qui précède et signé *ne varietur* par les parties contractantes, le même jour et la même année, en présence des mêmes témoins.

Signé par le ministre et le secrétaire du département des travaux publics et du travail qui ont apposé leur sceau officiel,	ANTONIN GALIPEAULT, <i>ministre des travaux publics et du travail.</i> ALPH. GAGNON, <i>sec. dépt. des T.P.T.</i>
---	--

En présence de

IVAN E. VALLÉE,
ingénieur en chef et directeur des chemins de fer.
(Sceau).

Signé par le président et le secrétaire de *The Interprovincial and James Bay Railway Company* qui ont apposé leur sceau officiel,
 En présence de
 IRENE CASEY.

A. D. MAC TIER, *président.*
 H. C. OSWALD, *secrétaire.*

(Sceau).

Signé par le président et l'assistant-secrétaire de la Compagnie du chemin de fer Canadien de Pacifique qui ont apposé leur sceau officiel,
 En présence de
 IRENE CASEY.

E. W. BEATTY, *président.*
 H. C. OSWALD, *asst-secrétaire.*

(Sceau).

15 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI CONCERNANT L'OCTROI D'UN CERTAIN SUBSIDE À LA MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MONTMORENCY No 2

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

Préambule.

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire et à propos d'améliorer les moyens de communication entre l'île d'Orléans et la cité de Québec;

Attendu que l'établissement et le maintien d'un service régulier de traverse, en particulier durant les saisons rigoureuses, est devenu une question de grande importance;

Attendu que la municipalité du comté de Montmorency No 2 prend des mesures afin d'établir et de maintenir ce service durant une période d'au moins vingt ans;

Attendu que la dépense que cela entraînerait, si elle était supportée par ladite municipalité seulement, constituerait une lourde charge pour elle et ses contribuables;

Attendu que ladite municipalité a demandé l'aide et le soutien du gouvernement relativement à ce service au moyen d'un subside annuel de quatre mille dollars, pendant cette période de vingt ans; et

Attendu qu'il est à propos de venir en aide à ladite municipalité;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut, aux termes et conditions qu'il détermine, accorder, chaque année, pendant une période de vingt ans, à la municipalité du comté de Montmorency No 2, un subside de quatre mille dollars payable à même le fonds consolidé du revenu, afin d'aider à l'établissement et au maintien d'un service de traverse entre l'île d'Orléans et la cité de Québec.

Octroi d'un subside, autorisé.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

SA Entrée en vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 11

LOI CONCERNANT CERTAINS DROITS IMPOSÉS SUR LES SUCCESSIONS

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que, par suite d'un jugement rendu par le comité judiciaire du Conseil privé, le 22^{ième} jour de novembre 1913, dans une cause où Charles S. Cotton et autres étaient demandeurs et appelants, et Sa Majesté le roi, au droit de la province de Québec, intimé, des doutes se sont élevés sur la question de déterminer si les taxes imposées par la loi de Québec relative aux droits sur les successions (6 Édouard VII, chapitre 11, alors les articles 1374 à 1387, tous deux inclusivement des Statuts refondus, 1909,) étaient des taxes directes;

Préambule.

Attendu que ces doutes reposaient sur l'interprétation de ladite loi, par ledit comité judiciaire, à l'effet qu'elle aurait imposé la totalité des droits à percevoir au sujet d'une succession, sur la personne qui faisait la déclaration mentionnée au paragraphe 1 de l'article 1191g des Statuts refondus, 1888, alors l'article 1380 des Statuts refondus, 1909, laquelle personne aurait dû recouvrer le montant ainsi payé de ceux qui étaient intéressés dans la succession;

Attendu que, suivant ce jugement, parmi les personnes qui pouvaient faire cette déclaration, et qui, en la faisant, devenaient responsables des droits, pouvait se trouver et se trouvait le plus souvent le notaire devant lequel avait été reçu le testament du défunt;

Attendu que le paragraphe 1 de l'article 1191g des Statuts refondus, 1888, alors le paragraphe 1 de l'article 1380 des Statuts refondus, 1909, excluait expressément le notaire de la classe de personnes qui devaient faire et produire la déclaration, et que, partant, la décision dudit comité judiciaire est, dans une grande mesure, basée sur des conditions qui n'existaient pas;

Attendu que ni la loi 6 Édouard VII, chapitre 11, ni aucune des lois antérieures ou postérieures de la Législature concernant les droits sur les successions, n'avaient pour objet d'imposer ou n'ont imposé des droits qui pouvaient être prélevés au sujet d'une succession, sur la personne faisant la déclaration, mais, qu'au contraire, elles ont eu pour objet de taxer et ont taxé, directement, et sans recours en faveur de qui que ce soit, tous les bénéficiaires de la succession;

Attendu que ledit jugement semble être basé sur le second alinéa du paragraphe 1 de l'article 1191g des Statuts refondus, 1888 (alors le second alinéa du paragraphe 1 de l'article 1380 des Statuts refondus, 1909), qui se lisait comme suit: "La déclaration dûment faite par une des personnes ci-dessus libère les autres en ce qui regarde cette déclaration", rapproché du paragraphe 4 dudit article, qui décrétait que, sur réception de cette déclaration, il devait être préparé un état du montant des droits que le "déclarant" devait payer, et du paragraphe 5 du même article, qui autorisait qu'une demande de paiement fut faite au "déclarant";

Attendu que les mots: "La déclaration dûment faite par une des personnes ci-dessus libère les autres en ce qui regarde cette déclaration", n'existaient pas dans la loi originaire relative aux droits sur les successions (la loi 55-56 Victoria, chapitre 17), laquelle cependant, contenait l'équivalent des paragraphes 4 et 5 susmentionnés, mais que les mots susdits n'y ont été insérés que par la section 2 de la loi 58 Victoria, chapitre 16;

Attendu qu'avant l'entrée en vigueur de la loi en dernier lieu mentionnée, chacune des personnes intéressées dans une succession était tenue de faire la déclaration, et tenue seule de payer les taxes imposées sur sa part dans la succession, et que ces taxes étaient en conséquence des taxes directes;

Attendu que la section 2 de la loi 58 Victoria, chapitre 16, n'avait pas pour objet de changer et ne changeait pas la nature de la taxe ou les personnes appelées à la payer; son seul objet et son seul effet étant d'empêcher la production inutile de plusieurs documents contenant les mêmes renseignements;

Attendu que, même si un seul déclarant, faisant la

déclaration dont il s'agit, pouvait être appelé à payer la totalité des taxes dues à l'occasion du décès, à même l'actif de la succession, ce paiement ne serait pas un paiement fait par une seule personne dans l'expectative de se faire indemniser par d'autres personnes, mais serait un paiement fait par une personne en qualité de représentant d'autres personnes à même les deniers leur appartenant;

Attendu que les personnes qui ont payé des droits sur les successions avant l'entrée en vigueur de la section 2 de la loi 58 Victoria, chapitre 16, n'ont aucun droit de se les faire rembourser, pour le motif que les droits ainsi payés n'étaient pas des taxes directes; et attendu que le fait de retenir les sommes d'argent qu'elles ont ainsi payées, et de rembourser, pour les mêmes raisons, les sommes d'argent subséquemment payées par d'autres personnes pour l'acquittement de ces droits, constituerait une préférence injuste à leur égard;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'objet et le sens de toutes les lois de la Législature imposant des droits sur les successions, ont été et sont que toute personne à laquelle des biens ou quelque intérêt s'y rattachant, ont été transmis par décès, devait payer au gouvernement directement, et sans aucun recours contre qui que ce soit, une taxe calculée sur la valeur des biens ainsi transmis.

Interprétation de certaines lois.

2. Aucun droit d'action n'existe pour le recouvrement de sommes d'argent qui ont déjà ou qui seront par la suite payées au gouvernement comme taxes ou droits imposés par toute loi de la Législature relative aux droits sur les successions, pour la raison seule que lesdites taxes ou droits n'étaient pas des taxes directes.

Limitation de certains droits d'action.

3. La présente loi ne s'applique pas aux causes pendantes ni aux causes jugées.

Causes pendantes et jugées.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 25

LOI MODIFIANT LES LOIS RELATIVES AUX DROITS SUR LES
SUCCESSIONS ET FRAPPANT DES DROITS CER-
TAINES DISPOSITIONS DE BIENS À TITRE
GRATUIT*(Sanctionnée le 5 mars 1915)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 8 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Interpréta-
tion.

8. La présente loi n'affecte pas les donations faites avant sa mise en vigueur non plus que les exemptions créées par les lois qu'elle amende.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 20

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT AUX DROITS SUR LES SUCCESSIONS*(Sanctionnée le 22 décembre 1916)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 8 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Interpréta-
tion.

8. Les modifications apportées par le paragraphe a de la section 1 et le paragraphe a de la section 4 de la présente loi à la version française des lois de Québec relatives aux droits sur les successions, ne doivent pas être interprétées comme comportant que le mot: "belle-fille" inséré ci-devant dans les lois modifiées, avait alors un sens autre que le mot: "bru" qui lui est substitué par la présente loi.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 23

LOI MODIFIANT LA LOI RELATIVE AUX DROITS SUR LES SUCCESSIONS

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 7 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

7. Les sections 3 et 5 de la présente loi s'appliquent Application. à tous les biens qui seront transmis par décès après son entrée en vigueur, et à tous les biens jusqu'ici ainsi transmis, au sujet desquels les droits de successions sont restés totalement ou partiellement impayés; mais elles ne s'appliquent pas aux causes actuellement pendantes.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES SUCCESSIONS

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 12 George V, chapitre 34, Interprétation de 12 Geo. V, c. 34. est déclaratoire et interprétative de la partie de l'article 1375 des Statuts refondus, 1909, que cette section a remplacée; et la section 3 de la même loi est déclaratoire et interprétative de la partie de l'article 1387b des Statuts refondus, 1909, que cette section a remplacée; et ces deux modifications des articles 1375 et 1387b ne peuvent être interprétées comme comportant que ces articles, tels qu'ils étaient avant l'adoption de ces modifications, étaient différents de ce qu'ils sont depuis.

2. La présente loi ne s'applique pas aux causes actuelles Causes pendantes. pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

6 GEORGE V, CHAPITRE 15

LOI RATIFIANT CERTAINS ACTES DE TRANSPORT DE BIENS
DE SUCCESSION SUJETS À L'IMPÔT

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Validation
de certains
transports de
biens de suc-
cession.

1. Tous les actes de transport de biens de succession, faits et passés depuis le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-douze, sont valides nonobstant que les droits imposés en vertu des lois relatives aux droits sur les successions n'aient été payés que postérieurement à la date de la passation de tels actes, et, si tels droits n'ont pas encore été payés, pourvu qu'ils le soient dans les cent vingt jours de la mise en vigueur de la présente loi.

Causes pen-
dantes.

2. Cette loi n'affectera pas les causes pendantes, ni les droits acquis des tiers.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 25

LOI RATIFIANT CERTAINS ACTES DE TRANSPORT DE BIENS
DE SUCCESSION SUJETS À L'IMPÔT

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Validation
de certains
actes de
transport de
biens de suc-
cession.

1. Tous les actes de transport de biens de succession, faits et passés depuis le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-douze, sont valides nonobstant que les droits imposés en vertu des lois relatives aux droits sur les successions n'aient été payés que postérieurement à la date de la passation de tels actes, et, si tels droits n'ont pas encore été payés, pourvu qu'ils le soient dans les cent vingt jours de la mise en vigueur de la présente loi.

2. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie des biens d'une succession, ou a été le seul bien d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le vingt-quatrième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, nonobstant que les droits imposés en vertu de la loi relative aux droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du contrôleur du revenu de la province, que son titre à cet immeuble serait autrement valide, et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 1381 des Statuts refondus, 1909, la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur du revenu de la province, sur réception de cette déclaration du possesseur, déterminera le montant du droit de succession exigible, s'il y en a un, et émettra, sur paiement d'icelui, un certificat établissant que ces droits ont été payés, ou, s'il n'y a pas de droits exigibles, émettra un certificat attestant qu'aucun droit n'est exigible.

Le possesseur d'un immeuble peut faire la déclaration pour obtenir le certificat du percepteur du revenu.

3. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes, ni les droits acquis des tiers.

Causes pendantes.

9 GEORGE V, CHAPITRE 22

LOI RATIFIANT CERTAINS ACTES DE TRANSPORT DE BIENS DE SUCCESSION SUJETS À L'IMPÔT

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Tous les actes de transport de biens de succession, faits et passés depuis le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-douze, sont valides nonobstant que les droits imposés en vertu des lois relatives aux droits sur les successions n'aient été payés que postérieurement à la date de la passation de tels actes, et, si tels droits n'ont pas encore été payés, pourvu qu'ils le soient avec intérêt dans les cent vingt jours de la mise en vigueur de la présente loi.

Validation de certains actes de transport de biens de succession.

2. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie des biens d'une succession, ou a été le seul

Déclaration par le possesseur de cer-

taine pro-
priété immo-
bilière pour
obtenir le
certificat du
percepteur du
revenu.

bien d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le vingt-quatrième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, nonobstant que les droits imposés en vertu de la loi relative aux droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du contrôleur du revenu de la province, que son titre à cet immeuble serait autrement valide, et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 1381 des Statuts refondus, 1909, la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur du revenu de la province, sur réception de cette déclaration du possesseur, déterminera le montant du droit de succession exigible, s'il y en a un, et émettra, sur paiement d'icelui, un certificat établissant que ces droits ont été payés, ou, s'il n'y a pas de droits exigibles, émettra un certificat attestant qu'aucun droit n'est exigible.

Causes pen-
dantes, etc.

3. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes, ni les droits acquis des tiers.

11 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI RATIFIANT CERTAINS ACTES DE TRANSPORT DE BIENS DE SUCCESSION SUJETS À L'IMPÔT

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis, et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Actes de
transport de
biens de suc-
cession, vali-
dés.

1. Tous les actes de transport de biens de succession, faits et passés depuis le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-douze, sont valides nonobstant que les droits imposés en vertu des lois relatives aux droits sur les successions n'aient été payés que postérieurement à la date de la passation de tels actes, et, si tels droits n'ont pas encore été payés, pourvu qu'ils le soient, avec les intérêts, dans les cent vingt jours de la mise en vigueur de la présente loi.

Déclaration
du possesseur
d'un immeu-
ble pour ob-
tenir certifi-
cat du percep-

2. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie des biens d'une succession, ou a été le seul bien d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le vingt-quatrième jour

de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, nonobstant ^{teur du re-} que les droits imposés en vertu de la loi relative aux ^{venu.} droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du contrôleur du revenu de la province, que son titre à cet immeuble serait autrement valide, et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 1381 des Statuts refondus, 1909, la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur du revenu de la province, sur réception de cette déclaration du possesseur, déterminera le montant du droit de succession exigible, s'il y en a un, et émettra, sur paiement d'icelui avec les intérêts, un certificat établissant que ces droits ont été payés, ou, s'il n'y a pas de droits exigibles, émettra un certificat attestant qu'aucun droit n'est exigible.

3. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes, ni les droits acquis des tiers. ^{Causes pendantes et droits des tiers.}

13 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI RATIFIANT CERTAINS ACTES DE TRANSPORT DE BIENS DE SUCCESSION SUJETS À L'IMPÔT

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Tous les actes de transport de biens de succession, faits et passés depuis le vingt-quatre juin mil huit cent quatre-vingt-douze, sont valides nonobstant que les droits imposés en vertu des lois relatives aux droits sur les successions n'aient été payés que postérieurement à la date de la passation de tels actes, et, si tels droits n'ont pas encore été payés, pourvu qu'ils le soient, avec les intérêts, dans les cent vingt jours de la mise en vigueur de la présente loi. ^{Validation de certains actes de transport de biens de succession.}

2. Le possesseur d'une propriété immobilière qui a fait partie des biens d'une succession, ou a été le seul bien d'une succession, et qui a été l'objet d'un acte de transport, fait et passé depuis le vingt-quatrième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-douze, nonobstant ^{Déclaration par le possesseur d'une certaine propriété immobilière pour obtenir le certificat du per-}

cepteur du
revenu.

que les droits imposés en vertu de la loi relative aux droits sur les successions, s'il y en avait d'exigibles, n'aient pas été payés, peut, s'il est établi, à la satisfaction du contrôleur du revenu de la province, que son titre à cet immeuble serait autrement valide, et qu'il ne peut obtenir de l'une des personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 1381 des Statuts refondus, 1909, la déclaration y requise, faire lui-même une semblable déclaration. Le percepteur du revenu de la province, sur réception de cette déclaration du possesseur, déterminera le montant du droit de succession exigible, s'il y en a un, et émettra, sur paiement d'icelui avec les intérêts, un certificat établissant que ces droits ont été payés, ou, s'il n'y a pas de droits exigibles, émettra un certificat attestant qu'aucun droit n'est exigible.

Causes pen-
dantes, etc.

3. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes, ni les droits acquis des tiers.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 2

LOI RELATIVE AU TRANSFERT À LA COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX DE CERTAINES PROPRIÉTÉS ET À L'ÉRECTION D'UN MONUMENT À LA MÉ- MOIRE D'ÉDOUARD VII

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des champs de bataille nationaux a été constituée par la loi du Canada, 7-8 Édouard VII, chapitre 57, aux fins d'acquérir et de conserver les champs de bataille historiques de Québec, et de rétablir les grandes lignes de leur physionomie originaire et de les convertir en un parc national;

Attendu que, par le chapitre 58 de la même année, la commission a été autorisée à acquérir et posséder les terrains qui y sont décrits, et attendu que le gouvernement du Canada, les gouvernements des autres provinces, certains gouvernements étrangers et un grand nombre de municipalités et de particuliers, tant du Canada que d'ailleurs, ont souscrit des sommes considérables pour aider la commission à réaliser l'objet pour lequel elle a été créée;

Attendu que la cité de Québec lui a transféré gratuitement la propriété du terrain connu sous le nom de "Plaines d'Abraham" et qui est contigu à une partie du terrain appartenant au gouvernement de la province de

Québec dans le voisinage de la prison commune du district de Québec;

Attendu qu'il est nécessaire pour le rétablissement des champs de bataille de Québec, qu'une partie de ce terrain soit cédée à la commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à transférer gratuitement à la Commission des champs de bataille nationaux une partie du terrain appartenant à la province de Québec, telle que décrite dans un plan préparé par M. C.-E. Gauvin, ingénieur civil, ledit terrain étant situé dans le voisinage de la prison de Québec.

Transfert
d'un certain
terrain à la
commission.

2. Ladite commission devra payer à la province la valeur des maisons et dépendances situées sur ledit terrain et cette valeur sera déterminée à dire d'experts.

Paiement des
immeubles
situés sur ce
terrain.

3. Dans le cas où la prison actuelle cesserait d'être utilisée comme telle, il sera aussi loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à céder à ladite commission la propriété du terrain sur lequel elle est construite ainsi que le terrain réservé qui apparaît audit plan. Telle cession sera sujette à ratification par la Législature.

Terrain sur
lequel est
située la pri-
son.

4. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à conférer à ladite commission tous les droits que le gouvernement peut avoir sur le terrain sur lequel sont construits l'observatoire de Québec et ses dépendances, lesquels sont également indiqués sur ledit plan.

Observatoire
et ses dépen-
dances.

5. 1. Ladite cession devra être subordonnée aux conditions suivantes:

Obligations
de la com-
mission.

a. De faire dudit terrain une partie du parc national et public, de ne pas l'aliéner, de ne pas permettre qu'il soit morcelé ou divisé en lots à bâtir, en tout ou en partie, ni qu'il soit employé à un objet autre que celui d'un parc;

b. De ne pas permettre qu'il soit érigé sur ce terrain aucune construction ou bâtiment, sauf ceux qu'il est d'usage de construire dans les parcs ou jardins publics;

c. De souffrir les servitudes passives, apparentes ou occultes dont l'immeuble peut être grevé, le tout aux risques et périls de ladite commission;

d. De commencer les travaux du parc sur ce terrain pas plus tard que le 1er septembre 1911, et de les continuer avec une diligence raisonnable;

e. De payer tous loyers, rentes foncières ou autres redevances grevant lesdits immeubles proportionnellement à l'étendue du terrain cédé;

f. De fournir au trésorier de la province, le ou avant le premier jour de juin de chaque année, des états détaillés de toutes ses recettes et dépenses jusqu'au trente et unième jour de mars précédent.

2. Cette destination dudit terrain ne pourra être changée ni pour le tout ni pour partie, et tous actes faits en violation de ces conditions seront nuls et de nul effet de plein droit et donneront au gouvernement le droit de recouvrer la propriété.

Érection d'un monument à la mémoire d'Édouard VII.

6. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire ériger dans le parc des champs de bataille nationaux un monument à la mémoire de feu Sa Majesté Édouard VII, et d'en donner la propriété à ladite Commission des champs de bataille nationaux, le coût dudit monument ne devant pas dépasser vingt mille piastres à être payé par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 6

LOI CONCERNANT LES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX À QUÉBEC

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Sec. aj. après 8 Éd. VII, c. 3, s. 1.
Pouvoirs des conseils municipaux.

1. La loi 8 Édouard VII, chapitre 3, est amendée en y ajoutant, après la section 1, la suivante:

"1a. Le conseil municipal de toute municipalité, dans laquelle lesdits champs de bataille sont situés en partie, peut, avec des deniers avancés par ladite commission et devant lui être remboursés en versements couvrant une période de pas plus de trente ans, avec intérêt à un taux n'excédant pas trois pour cent par an, acquérir et céder à la commission, aux conditions qui pourront être conve-

nues, tous terrains requis pour les fins mentionnées dans la section précédente, et il peut aussi convenir, avec les propriétaires d'immeubles aboutissant à tels terrains, de poser ou de faire poser des tuyaux d'aqueduc, d'égouts et autres conduits souterrains le long de tels terrains, mais en dehors des limites d'iceux."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

2 GEORGE V, CHAPITRE 9

LOI AMENDANT LA LOI CONCERNANT LA REPRÉSENTATION À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections 78 et 79 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :*

78. Les nouvelles divisions électorales de Frontenac, d'Ottawa, de Pontiac, de Témiscamingue et de Labelle, créées par la présente loi, restent soumises, séparément, quant au changement futur de leurs limites, aux dispositions de la section 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. Dispositions
applicables
aux nouvelles
divisions.

79. Toutes dispositions incompatibles avec celles édictées par la présente loi doivent être interprétées de façon à donner plein effet aux prescriptions qu'elle édicte. Interpréta-
tion.

80. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais si, avant la dissolution de la présente Législature, une élection devient nécessaire par décès, démission ou autrement dans une des divisions électorales affectées par la présente loi, l'élection s'y fera comme si la présente loi n'avait pas été passée. Entrée en
vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT A LA DIVISION TERRITORIALE DE LA PROVINCE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 5 qui reste en vigueur et se lit comme suit :*

Nouvelles divisions soumises aux dispositions de la sec. 80 de l'A. B. du N.

5. Les nouvelles divisions électorales de Pontiac, Hull, Papineau, Témiscamingue, Abitibi et Labelle, délimitées ou créées par la présente loi, restent soumises, séparément, quant au changement futur de leurs limites, aux dispositions de la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

NOTE.—*En vigueur par proclamation depuis le 6 janvier 1923. Gazette officielle de 1923, p. 41.*

STATUTS REFONDUS, 1909,
TITRE II, CHAPITRE DEUXIÈME

DE L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE LÉGIS-
LATIVE

NOTE.—*Ce chapitre a été refondu, moins l'article 191, et l'article 193 tel que remplacé par la loi 2 Geo. 5, c. 10, s. 9, et modifié par la loi 5 Geo. V, c. 17, s. 10.*

Cas de deux listes.

191. Si une municipalité se trouve située partie dans un district électoral et partie dans un autre, le secrétaire-trésorier prépare de la même manière, pour chacun de ces districts électoraux, une liste alphabétique subdivisée des personnes qui y possèdent le cens électoral. 3 Éd. VII, c. 9, s. 20.

* * * * *

193. NOTE.—Cet article a été remplacé par la loi 2 Geo. V, c. 10, s. 9, et modifié par la loi 5 Geo. V, c. 17, s. 10.

2 GEORGE V, CHAPITRE 10

LOI AMENDANT LA LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections 25 à 30 dont l'objet est accompli, et la section 9 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

9. L'article 193 desdits statuts est remplacé par le ^{Id., 193.} ^{rempl.} suivant:

"193. Le nom d'une personne possédant les qualités requises pour être électeur, au sens du présent chapitre, ne peut être inscrit que sur la liste de l'endroit et pour l'arrondissement où est son domicile." ^{Inscription à l'endroit du domicile.}

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 5 Geo. V, c. 17, s. 10.

31. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception, toutefois, des sections 5, 6, 21, 22 et 23 qui n'entreront en vigueur que le premier avril 1923. ^{Entrée en vigueur.}

5 GEORGE V, CHAPITRE 17

LOI MODIFIANT LA LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 10 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

10. L'article 193 des Statuts refondus, 1909, tel que ^{S.R., 193.} remplacé par la loi 2 George V, chapitre 10, section 9, est ^{am.}

amendé en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "de l'endroit et pour l'arrondissement où est son domicile", par les mots "de la municipalité où elle a son domicile ou de la municipalité à laquelle le territoire où elle a son domicile a été annexé en vertu de l'article 192a."

Entrée en
vigueur.

23. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

STATUTS REFONDUS, 1909,
TITRE II, CHAPITRE SIXIÈME

DU SERVICE CIVIL

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, moins les articles 700 et 701 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

Certains
fonctionnai-
res régis par
ce paragra-
phe.
Avis.

700. Les membres du service civil nommés entre le 1er janvier 1893 et le 29 mai 1909, s'ils étaient encore en fonction à cette dernière date, sont régis par la présente section s'ils ont donné au trésorier de la province, l'avis mentionné dans la loi 9 Édouard VII, chapitre 15, section 2. 9 Éd. VII, c. 15, s. 2.

Paiement de
certaines
retenues.

701. Si la personne qui a donné l'avis mentionnée dans l'article 700 y a déclaré qu'elle désirait que cette période commençât à courir de la date de sa nomination, cette période ne doit commencer tout de même à courir que du 29 mai 1909, à moins que, dans les dix années subséquentes, cette personne ne paye, mensuellement ou annuellement, à son choix, au trésorier de la province, avec intérêt capitalisé chaque année, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi 56 Victoria, chapitre 13, n'avait pas été passée. 9 Éd. VII, c. 15, s. 3.

11 GEORGE V, CHAPITRE 18

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE- MENT AU CAUTIONNEMENT DES OFFICIERS PUBLICS

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 4 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

4. Les cautionnements fournis par les officiers publics, encore en force à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir force et effet jusqu'à l'expiration de la période de temps pour lequel ils ont été souscrits ou jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par un autre au montant fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 613 des Statuts refondus, 1909.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 17

LOI MODIFIANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE- MENT AUX CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS

(Sanctionnée le 15 février 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

2. La présente loi n'affecte pas les cautionnements des officiers publics, actuellement en vigueur. Réserve.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 22

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT AUX TRAITEMENTS DE CERTAINS MEMBRES
DU SERVICE CIVIL

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections 4 et 5 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

Disposition applicable à certains sous-ministres.

4. Les sous-ministres visés par le paragraphe a de la section 1 de la présente loi, actuellement en fonction, recevront le maximum de six mille piastres mentionné dans l'article 658 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la présente loi, à compter de son entrée en vigueur.

Id., au surintendant de l'instruction publique.

5. Le surintendant de l'instruction publique actuellement en fonction recevra le maximum de six mille piastres mentionné dans l'article 2530 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par la présente loi, à compter de la date de son entrée en vigueur.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 8

LOI ÉTABLISSANT UN NOUVEAU DISTRICT JUDICIAIRE ET
AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, ET LE CODE
DE PROCÉDURE CIVILE

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les articles suivants qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

Mont-Laurier, chef-lieu du nouveau district, etc.

4. Le chef-lieu du district de Montcalm sera le village de Mont-Laurier, et le juge le plus récemment nommé pour le district d'Ottawa lors de la publication de la pro-

clamation émise en vertu de la section 11, sera le juge pour le district de Montcalm à compter du jour fixé dans la dite proclamation, et il devra résider au chef-lieu du nouveau district ou dans le voisinage immédiat, à compter dudit jour.

5. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison convenables pour le district de Montcalm, au village de Mont-Laurier, sur le site qu'il choisira pour cet objet.

Palais de justice et prison pour le nouveau district.

6. Ce palais de justice et cette prison devront contenir toutes les pièces suffisantes pour les fins de l'administration de la justice et pour les bureaux publics qui y seront nécessaires. Ils seront construits sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, conformément à des plans, spécifications et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Leur contenu.

Direction du ministre des travaux publics.

7. Le coût de construction de ce palais de justice et de cette prison ne sera pas imputable au fonds consolidé du revenu de la province, mais, afin de faire face à ce paiement, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à contracter un emprunt n'excédant pas \$40,000.00. Cet emprunt sera fait sur obligations ou sur rentes inscrites, qui seront émises dans ce but sur le crédit de la province, et le capital et l'intérêt d'icelui grèveront le fonds spécial ci-après créé.

Certains emprunts autorisés.

8. Les obligations ou les rentes inscrites seront faites pour une période n'excédant pas trente ans, à compter de leur date, porteront intérêt à un taux n'excédant pas 4% par an, payable annuellement ou semi-annuellement ou autrement et, dans la limite établie par le présent article, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer cette période, le taux de l'intérêt, la forme et le montant desdites obligations ou rentes inscrites, et les époques et l'endroit où elles seront payables en capital et intérêts.

Mode de l'emprunt.

9. Le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avant que le produit de la vente desdites obligations ou rentes inscrites soit entre ses mains, avancer à même les deniers publics dans le trésor, non autrement affectés, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer en tout ou en partie le coût de construction dudit palais de justice et de ladite prison.

Certaines avances autorisées.

Ces avances seront remboursées au trésor, avec intérêt

Remboursées.

ment d'icelles. au taux de quatre pour cent par an, à même le produit de la vente desdites obligations ou rentes inscrites.

Création d'un fonds spécial. **10.** Pour le rachat de ces obligations ou de ces rentes inscrites, en intérêt et principal, il sera créé un fonds spécial composé des deniers provenant des taxes imposées dans le district de Montcalm, en vertu de l'article 3550 des Statuts refondus, 1909; mais si ce fonds devient, en quelque temps que ce soit, insuffisant pour payer l'intérêt ou le principal desdites obligations ou desdites rentes inscrites à leur échéance, le trésorier de la province pourra avancer, à même les deniers publics non autrement affectés, les montants requis pour payer cet intérêt et ce principal; ces avances avec intérêt seront chargées audit fonds jusqu'à ce qu'elles soient remboursées au Trésor, au taux de quatre par cent par an.

Proclamation émise après la construction du palais de justice et de la prison. **11.** Quand la construction du palais de justice et de la prison, au village de Mont-Laurier, sera terminée à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci pourra émettre une proclamation déclarant qu'à compter d'une date y mentionnée, le territoire décrit dans le paragraphe D de l'annexe de la section 14 est établi en district pour toutes les fins de l'administration de la justice, et que le palais de justice et la prison construits au village de Mont-Laurier sont le palais de justice et la prison pour le district de Montcalm.

NOTE.—*En vigueur par proclamation depuis le 3 novembre 1913. Gazette officielle de 1913, p. 2104.*

Sort des poursuites, etc., intentées, etc., avant la proclamation. **12.** Nonobstant telle proclamation, les poursuites, actions et procédures intentées et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal de juridiction civile ou criminelle dans le district d'Ottawa ou dans le district de Joliette, ou devant tout magistrat ou juge de paix, avant le jour fixé dans cette proclamation comme étant celui à compter duquel le district de Montcalm est établi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si telle proclamation n'avait pas été émise.

Juges de paix dans les anciens districts et dans le nouveau district. **13.** A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 11, tous les juges de paix nommés pour le district d'Ottawa, et tous les juges de paix nommés pour le district de Joliette, qui résident sur le territoire formant partie du district de Montcalm, sont, sans autre commission, juges de paix pour le district de Montcalm, et tous les juges de paix nommés

pour les districts d'Ottawa et de Joliette, selon le cas, qui résident sur le territoire continuant à former partie de ces districts, restent juges de paix pour leurs districts respectifs.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 9

LOI ÉRIGEANT LE COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN EN DISTRICT JUDICIAIRE ET AMENDANT LES STATUTS REFOUNDUS, 1909, ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décreète ce qui suit:

NOTE.— Cette loi a été refondue, sauf les sections 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

2. La corporation de la ville de Roberval est autorisée, sur simple résolution de son conseil, à ordonner la construction d'une prison dans ses limites ou dans les environs d'icelles et à recevoir, pour cette fin, des municipalités sises dans les limites du comté du Lac-Saint-Jean, toutes sommes d'argent pour aider à la construction de ladite prison et aux améliorations au palais de justice qui peuvent être jugées nécessaires à des conditions à être établies entre la corporation de la ville de Roberval et les corporations desdites municipalités.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, après résolution de leur conseil et sans qu'il soit nécessaire de publication et d'approbation d'icelle et de votation, la corporation de la ville de Roberval et les corporations des autres municipalités sises dans les limites du comté du Lac-Saint-Jean sont autorisés à contracter tous emprunts nécessaires pour les fins mentionnées dans la section 2.

4. La prison dont la construction est autorisée par la présente loi devra être construite sur un site et conformément à des plans, spécifications et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. La corporation de la ville de Roberval est autorisée à transporter, par contrat, au gouvernement de cette province, la propriété des palais de justice et pri-

Certains emprunts autorisés.

Procédures sur ces emprunts.

Construction de la prison.

Transport de la propriété du palais de justice et de la prison.

son mentionnés dans la présente loi, aux conditions à être établies entre ladite corporation et le gouvernement.

Quand pourra être émise la proclamation érigant le nouveau district.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra émettre une proclamation déclarant qu'à compter d'une date y mentionnée, le comté du Lac-Saint-Jean est érigé en district judiciaire, et que le palais de justice et la prison construits dans ledit district sont le palais de justice et la prison pour le district de Roberval:

a. Quand la prison mentionnée dans la section 4 de la présente loi sera terminée à sa satisfaction;

b. Quand le palais de justice actuellement construit dans la ville de Roberval aura été aménagé convenablement, pour y installer les bureaux du shérif, du protonotaire et des autres officiers nécessaires à l'administration de la justice;

c. Quand la propriété desdits palais de justice et prison aura été transportée, aux conditions jugées convenables, au gouvernement de la province.

NOTE.—En vigueur par proclamation depuis le 15 juillet 1912. Gazette officielle de 1912, p. 1259.

Sort des poursuites, etc., intentées, etc., dans le district de Chicoutimi.

7. Nonobstant telle proclamation, les poursuites, actions et procédures intentées, et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal de juridiction civile ou criminelle dans le district de Chicoutimi, ou devant tout magistrat ou juge de paix, avant le jour fixé dans cette proclamation comme étant celui à compter duquel le district de Roberval est établi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si telle proclamation n'avait pas été émise.

Juges de paix dans l'ancien district et dans le nouveau district.

8. A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 6, tous les juges de paix nommés pour le district de Chicoutimi qui résident sur le territoire formant partie du district de Roberval, sont, sans autre commission, juges de paix pour le district de Roberval, et tous les juges de paix nommés pour le district de Chicoutimi, qui résident sur le territoire continuant à former partie de ce district, restent juges de paix pour icelui.

NOTE.—Cette loi a été modifiée par la loi 2 Geo. V, c. 6.

2 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI AMENDANT LA LOI 1 GEORGE V (1^{ère} SESSION), CHAPITRE 9, RELATIVEMENT AU PALAIS DE JUSTICE ET À LA PRISON DE ROBERVAL

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

ATTENDU que, par la loi 1 George V (1^{ère} session), Préambule. chapitre 9, le comté du Lac-Saint-Jean a été érigé en district pour les fins de l'administration de la justice, sous le nom de "district de Roberval", avec chef-lieu dans la ville de Roberval, et que cette érection doit prendre effet à compter de la date mentionnée dans une proclamation à être émise après l'accomplissement des formalités indiquées dans la section 6 de ladite loi;

Attendu que, par la même loi, la corporation de la ville de Roberval et les corporations de certaines autres municipalités ont été autorisées à construire un palais de justice et une prison pour les besoins du nouveau district;

Attendu que lesdits palais de justice et prison ont été construits d'après des plans, spécifications et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

Attendu que, par la section 5 de ladite loi, la corporation de la ville de Roberval est autorisée à transporter par contrat au gouvernement de cette province la propriété desdits palais de justice et prison aux conditions à être établies entre le gouvernement et ladite corporation;

Attendu que lesdits palais de justice et prison ont coûté cinquante-sept mille piastres, dont quarante-quatre mille piastres ont été payées par ladite ville de Roberval, et treize mille piastres par les autres municipalités du comté;

Attendu qu'il convient maintenant que le gouvernement devienne propriétaire desdits immeubles, afin que la proclamation mentionnée dans la section 6 de ladite loi, après l'accomplissement des autres conditions, puisse être émise;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'acquérir la propriété du palais de justice et de la prison du district de Roberval aux conditions ci-après mentionnées, et la corporation de la ville de Roberval est autori- Acquisition autorisée.

sée, sur résolution dûment adoptée à cet effet, à transférer la propriété desdits immeubles.

Montants qui
peuvent être
payés.

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer vingt-sept mille cent vingt-cinq piastres à la corporation de la ville de Roberval, et sept mille huit cent soixante-quinze piastres à la corporation du comté du Lac-Saint-Jean, No 2, pour les autres municipalités intéressées, afin d'acquérir la propriété desdits immeubles.

Conditions de
l'acquisition.

3. Ladite vente sera faite aux conditions suivantes:

a. La corporation de la ville de Roberval aura le droit d'occuper gratuitement la salle actuelle du conseil et le bureau actuel du secrétaire-trésorier dans lesdits palais de justice et prison;

b. Le conseil du comté de la seconde division du Lac-Saint-Jean aura le droit d'occuper gratuitement le bureau d'enregistrement actuel et aura le droit de siéger dans la salle du conseil;

c. Les droits d'occupation ci-dessus mentionnés pourront être exercés pendant un espace de dix années;

d. A l'expiration de ces dix années, le gouvernement aura le droit, sur paiement de la somme de seize mille huit cent soixante et quinze piastres à la corporation de la ville de Roberval, et cinq mille cent vingt-cinq piastres à la corporation du comté du Lac-Saint-Jean, No 2, de mettre fin aux droits d'occupation ci-dessus mentionnés, et le conseil de la corporation de la ville de Roberval et celui de la seconde division du comté du Lac-Saint-Jean n'auront plus le droit d'occuper aucune partie quelconque desdits bâtiments pour quelque fin que ce soit.

Mise à exécution
de la loi.

4. Le ministre des travaux publics et du travail est chargé de la mise à exécution de la présente loi et de signer pour et au nom du gouvernement, après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, tous actes nécessaires pour opérer ladite vente.

Comment
sont faits les
paiements.

5. Les paiements à être effectués en vertu de la présente loi seront faits à même le fonds de bâtisses et des jurés. Le trésorier de la province pourra avancer, à même les deniers publics non autrement affectés, les montants requis pour faire lesdits paiements.

Remboursement
au Trésor.

6. Pour le remboursement au Trésor, des sommes payées en vertu de la présente loi et des intérêts accrus sur icelles au taux de quatre pour cent par an, il sera créé un fonds spécial composé des deniers provenant des

droits imposés dans les districts de Roberval, en vertu de l'article 3550 des Statuts refondus, 1909.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI ÉTABLISSANT UN NOUVEAU DISTRICT JUDICIAIRE AVEC CHEF-LIEU À NICOLET, ET AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. A compter du jour fixé dans la proclamation émise en vertu de la section 4, le territoire décrit dans le paragraphe C de l'annexe de la section 7, formera un district pour les fins de l'administration de la justice, sous le nom de "district de Nicolet". District de Nicolet.

2. Le chef-lieu du district de Nicolet sera la ville de Nicolet, et les juges nommés pour le district de Trois-Rivières lors de la publication de la proclamation émise en vertu de la section 4, seront les juges pour le district de Nicolet, à compter du jour fixé dans ladite proclamation. Chef-lieu. Juges.

3. Le palais de justice, érigé en la ville de Nicolet, et dont le gouvernement est propriétaire, sera le palais de justice du nouveau district. Palais de justice.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre une proclamation déclarant qu'à compter d'une date y mentionnée, le territoire décrit dans le paragraphe C de l'annexe de la section 7, est établi en district pour les fins de l'administration de la justice. Proclamation.

NOTE.—*En vigueur le 1er septembre 1915 par proclamation du 19 juin 1915. Gazette officielle de 1915, p. 1590.*

5. Nonobstant telle proclamation, les poursuites, actions et procédures intentées et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal dans le district de Trois-Rivières, ou devant tout magistrat ou juge de paix avant Poursuites, etc.

le jour fixé dans cette proclamation comme étant celui à compter duquel le district de Nicolet est établi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si telle proclamation n'avait pas été émise.

Juges de paix, etc. **6.** A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 4, tous les juges de paix nommés pour le district de Trois-Rivières qui résident sur le territoire formant partie du district de Nicolet, sont, sans autre commission, juges de paix pour le district de Nicolet, et tous les juges de paix nommés pour le district de Trois-Rivières qui résident sur le territoire continuant de former partie de ce district, restent juges de paix pour leurs districts.

Entrée en vigueur de certaines dispositions. **7.** A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 4, les dispositions contenues dans l'annexe qui suit sont édictées, modifiées ou abrogées dans la mesure y indiquée:

ANNEXE

* * * * *

Prison du district de Nicolet. **J.** Sujet à l'application des articles 3522 et suivants des Statuts refondus, 1909, la prison commune du district de Trois-Rivières est la prison commune du district de Nicolet.

Shérif du district de Nicolet. **K.** Le shérif du district de Trois-Rivières, ou tout successeur d'icelui en office, est le shérif du district de Nicolet, pour les fins de l'administration de la justice criminelle.

Greffiers, etc. **L.** Le greffier de la couronne et le greffier de la paix pour le district de Trois-Rivières ou tout successeur d'iceux en office, sont le greffier de la couronne et le greffier de la paix, respectivement, pour le district de Nicolet.

Protonotaire, etc. **M.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer la même personne aux charges de protonotaire et de shérif pour les fins civiles dans le district de Nicolet.

Lois criminelles. **N.** Toute procédure ou action basée sur une violation des lois criminelles et commise sur un territoire faisant partie du district de Nicolet, doit être intentée, instruite et jugée, comme si la présente loi établissant le district de Nicolet n'était pas en vigueur.

Coroner. **O.** Le coroner actuellement en fonction dans le district de Trois-Rivières et ses successeurs en office ont ju-

ridiction dans le district de Nicolet, jusqu'à ce qu'un coroner soit nommé pour le district de Nicolet.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 14

LOI RELATIVE À L'ORGANISATION, POUR FINS JUDICIAIRES, MUNICIPALES ET D'ENREGISTREMENT DE CERTAINS TERRITOIRES DESSERVIS PAR LE CHEMIN DE FER NATIONAL TRANSCONTINENTAL

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

7. Nonobstant les dispositions de la présente loi, toutes les poursuites, actions et procédures intentées et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal, dans les districts respectifs dont faisaient ci-devant partie les territoires régis par la présente loi ou devant tout magistrat ou juge de paix avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises, selon le cas, comme si la présente loi n'était pas en vigueur.

Poursuites, etc., dans les districts affectés par la présente loi.

8. A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les juges de paix nommés pour les districts respectifs dont faisaient ci-devant partie les territoires régis par la présente loi et qui résident sur le territoire formant maintenant partie du district de Québec sont, sans autre commission, juges de paix, pour le district de Québec; et tous les juges de paix nommés pour le district de Québec ont juridiction sur les nouveaux territoires.

Juridiction des juges de paix.

20. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres ou actes et toutes matières s'y rapportant, s'appliquent, en autant qu'il est besoin pour les fins de la présente loi, aux territoires présentement annexés, pour fins d'enregistrement, à la division d'enregistrement de Québec.

Dispositions applicables.

Dispositions applicables.

24. Toutes les dispositions des lois concernant les municipalités s'appliquent à chacune des divisions du comté de Témiscaming; et chacune desdites divisions est une municipalité de comté dans le sens de la loi.

Dispositions applicables.

26. Les dispositions du Code municipal concernant l'effet du changement des limites des municipalités s'appliquent à la première et à la seconde division du comté de Témiscaming.

Archives.

27. Les archives de la présente municipalité du comté de Témiscaming resteront sous la garde du secrétaire-trésorier du comté actuel jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par résolutions conjointes des conseils des deux municipalités organisées par la présente loi.

Interprétation.

29. Toutes dispositions incompatibles avec celles édictées par la présente loi doivent être interprétées de façon à donner plein effet aux prescriptions qu'elle édicte.

Entrée en vigueur.

30. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI ÉTABLISSANT UN NOUVEAU DISTRICT JUDICIAIRE AVEC CHIFF-LIEU À AMOS, ET AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

Construction des palais de justice et prison.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison convenables pour le district d'Abitibi, au village d'Amos, sur le site qu'il choisira.

Aménagement d'iceux.

4. Ce palais de justice et cette prison devront contenir toutes les pièces suffisantes pour les fins de l'administration de la justice et pour les bureaux publics qui y se-

ront nécessaires. Le palais de justice devra aussi contenir un local pour bureau d'enregistrement, avec une voûte à l'épreuve du feu. Ces édifices seront construits sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, conformément à des plans, spécifications et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Le trésorier de la province est autorisé à avancer, de temps à autre, à même le montant versé par la municipalité de la deuxième division du comté de Témiscaming et ceux souscrits par les municipalités suivant les sections 6 et 7, et à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût dudit palais de justice et de ladite prison. Mode de paiement.

6. Pour aider à la construction desdits palais de justice et prison, la municipalité de la deuxième division du comté de Témiscaming versera entre les mains du trésorier de la province la somme de vingt-quatre mille cinq cents piastres qu'elle a été autorisée à emprunter par son règlement No 4, en date du 13 décembre 1919, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 23 avril 1920, nonobstant la teneur dudit règlement déterminant les fins auxquelles ces deniers étaient affectés. Contribution de la deuxième division du comté de Témiscaming.

7. Les municipalités renfermées et comprises dans les bornes décrites au paragraphe C de l'annexe de la section 11 de la présente loi, autres que celles formant partie de la deuxième division du comté de Témiscaming, sont autorisées à souscrire, par simple résolution, toutes sommes d'argent pour aider à la construction desdits palais de justice et prison et à les prélever par règlement, en une ou plusieurs années, sur les immeubles imposables de la municipalité. Les montants ainsi réalisés doivent être versés entre les mains du trésorier de la province pour être employés au paiement du coût de ladite construction. Contributions par certaines municipalités, autorisées.

NOTE.—Section 7a ajoutée par la loi 12 Geo. V, c. 20, s. 1.

8. Quand la construction du palais de justice et de la prison, au village d'Amos, sera terminée à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci pourra émettre une proclamation déclarant qu'à compter d'une date y mentionnée, le territoire décrit dans le para- Proclamation émise après la construction des palais de justice et prison.

phe C de l'annexe de la section 11 est établie en district pour toutes les fins de l'administration de la justice, et que le palais de justice et la prison construits au village d'Amos sont le palais de justice et la prison pour le district d'Abitibi.

NOTE.—*En vigueur le 1er octobre 1922, par proclamation du 16 août 1922. Gazette officielle de 1922, p. 2038.*

Sort des poursuites, etc., intentées etc., avant la proclamation.

9. Nonobstant telle proclamation, les poursuites, actions et procédures intentées, et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal de juridiction civile ou criminelle dans le district de Québec, ou devant tout magistrat ou juge de paix, avant le jour fixé dans cette proclamation comme étant celui à compter duquel le district d'Abitibi est établi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si telle proclamation n'avait pas été émise.

Juges de paix dans les anciens districts et dans le nouveau district.

10. A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 8, tous les juges de paix nommés pour le district de Québec, qui résident sur le territoire formant partie du district d'Abitibi, sont, sans autre commission, juges de paix pour le district d'Abitibi, et tous les juges de paix nommés pour le district de Québec, qui résident sur le territoire continuant à former partie de ce district, restent juges de paix pour icelui.

Certaines dispositions, édictées, etc.

11. A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 8, les dispositions contenues dans l'annexe qui suit sont édictées, modifiées ou abrogées dans la mesure y indiquée.

ANNEXE

* * * * *

Coroner.

J. Le coroner actuellement en fonction dans le district de Québec et ses successeurs en office ont juridiction dans le district d'Abitibi, jusqu'à ce qu'un coroner soit nommé pour ledit district d'Abitibi.

Division d'enregistrement d'Abitibi établie.

12. Le et après le jour à être fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 13, le territoire mentionné dans le paragraphe C de l'annexe de la section 16 de la présente loi, sera détaché des divisions d'enregistrement de Québec et de Champlain et formera une division d'enregistrement distincte sous le nom de "division d'enregistrement d'Abitibi".

13. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil aura constaté à sa satisfaction, qu'un local convenable pour le bureau d'enregistrement et une voûte à l'épreuve du feu ont été complétés dans le palais de justice du district d'Abitibi, il pourra lancer une proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* établissant la division d'enregistrement d'Abitibi, avec bureau d'enregistrement dans le village d'Amos, et nommer un registraire pour telle division.

Proclamation émise après construction d'un local pour la tenue du bureau.
Régistrateur.

14. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registraires et députés-registraires y nommés, s'appliqueront aux divisions d'enregistrement établies par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatible avec ses dispositions.

Dispositions applicables.

12 GEORGE V, CHAÎTRE 20

LOI AMENDANT LA LOI ÉTABLISSANT UN NOUVEAU DISTRICT JUDICIAIRE AVEC CHEF-LIEU À AMOS

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de la loi 11 George V, chapitre 13, les palais de justice et prison du nouveau district judiciaire d'Abitibi ont été construits au village d'Amos, suivant les plans et devis préparés par le ministre des travaux publics et du travail, et exécutés sous la surveillance du département des travaux publics et du travail, sur l'immeuble désigné comme étant "la moitié ouest du bloc (lot) numéro 21 du village d'Amos";

Préambule.

Attendu que la corporation municipale du village d'Amos est disposée à céder gratuitement au gouvernement la propriété dudit terrain, mais qu'elle n'a pas l'autorité voulue en vertu de la loi pour faire cette cession;

Attendu qu'il y a lieu d'autoriser ladite municipalité à céder gratuitement au gouvernement de cette province l'immeuble ci-dessus décrit:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La loi 11 George V, chapitre 13, est amendée en y insérant, après l'article 7, le suivant:

11 Geo. V, c. 13, s. 7a, aj.

Cession gratuite d'un immeuble.

Description d'icelui.

Entrée en vigueur.

"7a. La corporation municipale du village d'Amos peut, nonobstant toute loi à ce contraire, céder gratuitement au gouvernement de la province de Québec, la propriété de l'immeuble suivant: la moitié ouest du bloc (lot) numéro 21 du village d'Amos, par simple résolution de son conseil, autorisant le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité à passer, en son nom, un contrat à cet effet avec le ministre des travaux publics et du travail, représentant le gouvernement de cette province."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 21

LOI RELATIVE AU CHANGEMENT DU CHEF-LIEU DU DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Construction d'un palais de justice, etc., à St-Jérôme, autorisée.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison convenable, pour le district de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, sur le site qu'il choisira, aussitôt après le paiement, entre les mains du trésorier de la province, de la contribution à laquelle est tenue la municipalité de comté de Terrebonne suivant la section 3.

Aménagement des palais de justice et prison.

2. Ce palais de justice et cette prison devront contenir toutes les pièces suffisantes pour les fins de l'administration de la justice et pour les bureaux publics qui y seront nécessaires. Le palais de justice devra être pourvu de voûtes à l'épreuve du feu, aménagées pour y loger tous les documents.

Contrôle des travaux.

Ces édifices seront construits sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, en conformité des plans, devis et spécifications approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Coût maximum autorisé.

Le coût de la construction desdits palais de justice et prison, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, ne doit pas excéder la somme de deux cent mille dollars.

Contribution de la municipalité du

3. Pour aider à la construction desdits palais de justice et prison, la municipalité de comté de Terrebonne

est autorisée à souscrire, par simple résolution, et elle s'engage à souscrire et à verser entre les mains du trésorier de la province, un montant de cinquante mille dollars.

A cette fin, ladite municipalité de comté est autorisée à passer un règlement décrétant le ou les emprunts nécessaires et le prélèvement, en une ou plusieurs années, des municipalités intéressées, du montant requis pour payer l'emprunt et les intérêts.

Les villes de Saint-Jérôme et de Terrebonne sont censées faire partie de la municipalité de comté de Terrebonne, relativement au prélèvement du montant de la souscription.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 17, s. 1.*

4. Le trésorier de la province est autorisé à avancer, de temps à autre, à même le montant versé par la municipalité de comté de Terrebonne, suivant la section 3, et à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer, en totalité ou en partie, le coût de la construction dudit palais de justice et de ladite prison.

5. A compter du jour fixé dans la proclamation émise en vertu de la section 6, le chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne, maintenant établi dans la ville de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes sera aboli et il sera transféré en la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

6. Lorsque la construction du palais de justice et de la prison, en la ville de Saint-Jérôme, sera terminée à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci pourra émettre une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, le chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne est transféré de la ville de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, en la ville de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, et ordonnant le transport, dans un délai spécifié, de tous dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant à Sainte-Scholastique, au nouveau chef-lieu, à Saint-Jérôme; et, sujet néanmoins aux dispositions de l'article 3090 des Statuts refondus, 1909, dans le cas d'émission d'une proclamation ordonnant la tenue des termes et séances de la Cour supérieure dans le district de Terrebonne à

Sainte-Scholastique, toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Terrebonne devront se transiger dans la ville de Saint-Jérôme, à compter de l'expiration de ce délai.

NOTE.—*En vigueur le 1er juin 1924, par proclamation du 30 avril 1924. Gazette officielle de 1924, p. 1433.*

Devoirs des
officiers de
justice, etc.,
pénalité.

7. Il est du devoir des shérif, protonotaire, greffiers et autres officiers du district de Terrebonne, de faire la transmission desdits documents, dans le délai fixé dans la proclamation, sous peine d'une amende de cinq cents dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois.

Transmission
des dossiers
par d'autres
personnes.

Sur le refus ou la négligence de ces officiers de se conformer aux devoirs imposés par la présente section, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission.

Frais de
transmission.

Dans tous les cas, les frais occasionnés pour cette transmission sont à la charge de la province.

Suspension
des délais, etc.

8. Le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus durant le délai fixé pour la transmission desdits documents.

* * * * *

Entrée en vi-
gueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 17

LOI AMENDANT LA LOI RELATIVE AU CHANGEMENT DU CHEF-LIEU DU DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

12 Geo. V, c.
21, s. 3, am.

1. La section 3 de la loi 12 George V, chapitre 21, est amendée en y remplaçant les mots: "et de Terrebonne", dans la première ligne du troisième alinéa, par les mots: "de Terrebonne, de Sainte-Agathe et de Sainte-Thérèse".

Entrée en vi-
gueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 15

LOI DÉTACHANT LE CANTON D'AMHERST DU DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL ET L'ANNEXANT AU DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections 4 et 5 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

4. Nonobstant la mise en vigueur de la présente loi, les poursuites, actions et procédures intentées et les exécutions prises ou à prendre devant tout tribunal de juridiction civile et criminelle, dans le district de Hull, ou devant tout magistrat ou juge de paix, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

Effet de la loi sur les procédures, etc., commencées etc.

5. A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les juges de paix nommés pour le district judiciaire de Hull, qui résident dans les limites du canton d'Amherst sont, sans autre commission, juges de paix pour le district judiciaire de Terrebonne, et tous juges de paix nommés pour le district judiciaire de Hull, qui résident sur le territoire continuant à en former partie, restent juges de paix pour ce dernier district.

Juges de paix continués en fonction.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 16

LOI RELATIVE AU CHANGEMENT DU CHEF-LIEU DU DISTRICT JUDICIAIRE DE PONTIAC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison con-

Construction d'un palais de justice, etc., à

Campbell's Bay, autorisée. venables pour le district de Pontiac, au village de Campbell's Bay, sur le site qu'il choisira pour cet objet.

Aménagement des palais de justice et prison. 2. Ce palais de justice et cette prison devront contenir toutes les pièces suffisantes pour les fins de l'administration de la justice et pour les bureaux publics qui y seront nécessaires. Le palais de justice devra être pourvu de voûtes à l'épreuve du feu, aménagées pour y recevoir tous les documents.

Contrôle des travaux. Ces édifices seront construits sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, en conformité des plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Coût maximum autorisé. 3. Le coût de la construction desdits palais de justice et prison, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, ne doit pas excéder la somme de cent mille dollars.

Avances pour payer le coût de construction, etc. 4. Pour assurer la construction desdits palais de justice et prison, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il juge nécessaires, mais ce ou ces emprunts ne peuvent excéder la somme de cent mille dollars.

Emprunts autorisés.

Mode d'emprunt. 5. Le ou les emprunts autorisés par la section 4 peuvent être contractés au moyen d'obligations ou de rentes inscrites pour un terme n'excédant pas trente ans.

Forme, etc., des obligations. Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

Avances autorisées. 6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, au fur et à mesure qu'elles sont requises, les sommes nécessaires pour les acquisitions et les travaux.

Mode de paiement des sommes requises. 7. Les sommes requises pour lesdites acquisitions et constructions, sont payées par le trésorier de la province, sur un certificat du ministre des travaux publics et du

travail établissant qu'elles sont nécessaires et qu'elles peuvent être payées.

8. A compter de la date fixée dans la proclamation émise en vertu de la section 9, le chef-lieu du district judiciaire de Pontiac, maintenant établi à Bryson, sera aboli et sera établi au village de Campbell's Bay, dans le district électoral de Pontiac, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

Transfert du
chef-lieu.

9. Lorsque la construction du palais de justice et de la prison, au village de Campbell's Bay, sera terminée à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil celui-ci pourra émettre une proclamation décrétant qu'à compter de la date y mentionnée, le chef-lieu du district judiciaire de Pontiac est transféré du village de Bryson au village de Campbell's Bay, dans le district électoral de Pontiac, et ordonnant le transport, dans un délai spécifié, de tous dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant à Bryson, au nouveau chef-lieu à Campbell's Bay; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Pontiac devront se transiger dans le village de Campbell's Bay, à compter de l'expiration de ce délai.

Transfert des
dossiers, etc.

Juridiction.

NOTE.—Proclamation non encore émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.

10. A compter de la date fixée pour le transfèrement du chef-lieu du district de Pontiac, la prison construite au village de Campbell's Bay, sera la prison commune du district de Pontiac.

Prison com-
mune.

11. Il est du devoir des shérif, protonotaire, greffiers et autres officiers du district de Pontiac, de faire la transmission desdits documents, dans le délai fixé dans la proclamation, sous peine d'une amende de cinq cents dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois.

Transmission
des dossiers,
etc., par les
officiers.

Sur le refus ou la négligence de ces officiers de se conformer aux devoirs imposés par la présente section, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission.

Id., par d'au-
tres person-
nes.

Dans tous les cas, les frais occasionnés pour cette transmission sont à la charge de la province.

Frais de
transmission.

12. Le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli,

Suspension
des délais, etc.

seront suspendus durant le délai fixé pour la transmission desdits documents.

S. R., 1909,
art. 71, am.

13. A compter du jour fixé dans la proclamation mentionnée dans la section 9, le paragraphe 16 de l'article 71 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, est amendé en y remplaçant le mot: "Bryson", dans la liste des chefs-lieux judiciaires, par les mots: "Campbell's Bay".

Entrée en vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 10

LOI RELATIVE À CERTAINES QUESTIONS SOUMISES À LA COUR DU BANC DU ROI, JURIDICTION D'APPEL, PAR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète de qui suit:

Appel au
Conseil privé
de l'opinion
de la Cour
d'appel sur
des questions
concernant
les pêcheries.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 582 des Statuts refondus, 1909, il y a appel à Sa Majesté, en son conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, donnée en vertu des articles 579 et suivants des Statuts refondus, 1909, sur des questions concernant les droits du Canada ou de la province de Québec, au sujet des pêcheries et de la pêche dans les eaux de ladite province sujettes à la marée; et cette opinion de la Cour du banc du roi, pour les fins d'appel à Sa Majesté en son conseil privé, est considérée comme un jugement final du tribunal entre les parties.

Application
de la loi.

2. La présente loi s'applique également à toutes les questions indiquées dans la section 1, qui, à l'époque de son entrée en vigueur, ont été soumises à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, et qui sont alors pendantes devant elle.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 79

LOI RELATIVE À L'ORGANISATION ET À LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CIVILE ET À LA PRO- CÉDURE, EN CERTAINS CAS

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

62. La présente loi s'applique aux causes pendantes en première instance, mais non à celles jugées en première instance, lors de son entrée en vigueur, lesquelles seront conduites, entendues et jugées comme si la présente loi n'existait pas. Application de la loi.

63. Toutes les causes jugées en première instance lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui sont susceptibles de revision, et toutes celles qui sont inscrites en revision à la même époque, sont entendues et jugées par trois juges de la Cour supérieure, siégeant à Québec et à Montréal, respectivement, comme si la présente loi n'existait pas. Idem.

NOTE.—*La section 63a a été ajoutée par la loi 11 Geo. V, c. 99, s. 1.*

64. A moins qu'il ne soit autrement pourvu par la présente loi, toutes causes, matières ou choses qui, lors de son entrée en vigueur étaient de la compétence de la Cour de revision, seront de la compétence de la Cour du banc du roi siégeant en appel. Compétence de la Cour du banc du roi substituée à celle de la C. de revision.

65. Tout renvoi, dans quelque loi, à une disposition du Code de procédure ou de toute autre disposition se rapportant à la Cour de revision est considéré comme un renvoi à la disposition correspondante applicable à la Cour du banc du roi, *mutatis mutandis*. Renvoi, etc.

66. Partout où dans une loi quelconque les mots: "revision" ou "Cour de revision" se rencontrent, ces mots, signifient "appel" ou "Cour du banc du roi siégeant en appel," à moins que le contexte ou les dispositions de la présente loi ne s'y opposent. Signification des mots: "revision" ou "Cour de revision".

Entrée en vigueur.

68. La présente loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

NOTE.—*Entrée en vigueur le 26 juillet 1920, par proclamation du 21 juillet 1920. Gazette officielle de 1920, p. 1697.*

11 GEORGE V, CHAPITRE 99

LOI AMENDANT LA LOI 10 GEORGE V, CHAPITRE 79, CONCERNANT L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

10 Geo. V, c. 79, s. 63a, aj. **1.** L'article suivant est inséré dans la loi 10 George V, chapitre 79, après l'article 63:

Terme mensuel de la Cour de revision.

"63a. La Cour supérieure, à Montréal, doit tenir chaque mois, un terme de la Cour de revision, durant au moins cinq jours juridiques, jusqu'à épuisement des causes pendantes.

Cause rayée pour défaut de procéder pendant 3 mois consécutifs.

Quand une cause a été portée pendant trois mois consécutifs sur le rôle d'audition de la Cour de revision siégeant à Montréal, et que les parties ont fait défaut de procéder sans en avoir été dispensées par la cour, cette cause est rayée du rôle d'audition et ne peut y être portée de nouveau que si la partie qui a inscrit en revision en obtient la permission de la cour, sur requête appuyée d'une déposition sous serment, pour des raisons jugées satisfaisantes.

Réinscription.

Cour du B. du roi chargée par juge en chef d'entendre causes en revision.

Le juge en chef de la province de Québec, peut charger la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, d'entendre et de juger des causes pendantes à la Cour de revision siégeant à Montréal, et, sur ordre reçu de lui à cet effet, le greffier de ladite Cour de revision doit transmettre au greffe de la Cour d'appel les dossiers des causes mentionnées dans ledit ordre, et ces causes peuvent alors être entendues et jugées par trois juges de la Cour du banc du roi, de la même manière et avec le même effet que par la Cour de revision."

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 34

LOI ACCORDANT JURIDICTION CONCURRENTÉ AU TRIBUNAL DU DISTRICT DE BEAUCE SUR CERTAINES PAROISSES DU COMTÉ DE BELLECHASSE

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

3. Les causes et procédures commencées et pendant, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront continuées, et les jugements dans ces matières, ainsi que ceux qui sont déjà obtenus, seront exécutés comme si la présente loi n'avait pas été passée. Disposition temporaire.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 35

LOI ACCORDANT JURIDICTION CONCURRENTÉ AU TRIBUNAL DU DISTRICT DE RIMOUSKI SUR CERTAINES PAROISSES DU DISTRICT DE GASPÉ

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

3. Les causes et procédures commencées et pendant, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront continuées, et les jugements dans ces matières, ainsi que ceux qui sont déjà obtenus, seront exécutés comme si la présente loi n'avait pas été passée. Disposition temporaire.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 45

LOI RELATIVE À LA CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. NOTE.—S. R., 3076 a été refondu sans les amendements édictés par cette section, qui n'est pas en vigueur.

S. R., 3084a, aj.

Pouvoirs déferés à un avocat de quinze ans de pratique.

Règles applicables.

Entrée en vigueur.

2. L'article suivant est inséré dans les Statuts refondus, 1909, après l'article 3084 :

"3084a. Sujet à l'autorité législative du Canada, le juge en chef ou le juge nommé par l'autorité compétente pour remplir les fonctions de juge en chef, selon le cas, peut, à la requête d'une partie, déferer l'instruction et la décision de toute cause, matière et chose pendantes devant la Cour supérieure ou un de ses juges, à un avocat de quinze années de pratique au moins.

Les règles suivies en semblables matières devant la Cour supérieure ou devant un juge de cette cour, seront applicables aux procédures devant cet avocat, et la décision qu'il rend est le jugement de la cour ou du juge, selon le cas, et a le même effet. Le pouvoir des juges de la Cour supérieure de faire des règles de pratique en la manière déterminée par les articles 73, 74 et 75 du Code de procédure civile, s'étend aux matières et choses auxquelles se rapporte le présent article."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

NOTE.—Proclamation non émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.

11 GEORGE V, CHAPITRE 60

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT À LA TENUE DES TERMES ET SÉANCES DE LA
COUR SUPÉRIEURE, DANS LE COMTÉ DE TÉMISCAMING

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit :

2. Les causes pendantes lors de l'émission de la proclamation visée par l'article 3090 seront entendues et jugées comme si ladite proclamation n'avait pas été émise. Causes pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 49

LOI CONCERNANT LA TENUE DE LA COUR SUPÉRIEURE ET DE LA COUR DE CIRCUIT DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 4 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

4. Nonobstant les dispositions des sections 1 et 3 de la présente loi, les poursuites, actions et procédures intentées devant la Cour supérieure ou la Cour de circuit du district de Trois-Rivières, en vertu des articles 3089b et 3106 des Statuts refondus, 1909, ainsi que les exécutions prises ou à prendre à la suite de ces poursuites, actions ou procédures, ou actuellement pendantes à la suite de jugements rendus par la Cour supérieure ou par la Cour de circuit dudit district, en vertu desdites dispositions, ainsi que toutes procédures incidentes ou relatives à icelles, sont continuées, terminées ou prises comme si la présente loi n'avait pas été adoptée. Poursuites, etc., continuées.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 47

LOI CONCERNANT LA JURIDICTION DE CERTAINES COURS DE MAGISTRAT DANS ET POUR LE COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que, par la loi 53 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe a, telle qu'amendée par la loi 54 Victoria, chapitre 7, section 1, le comté de Chicoutimi a Préambule.

été divisé, pour les fins de la représentation à l'Assemblée législative, les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture, en deux comtés désignés sous les noms de: "comté de Chicoutimi" et "comté du Lac Saint-Jean";

Attendu que ces lois sont entrées en vigueur respectivement les 2 avril et 30 décembre 1890;

Attendu qu'à ces dates, des Cours de magistrat existaient sous les noms de "Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, dans la paroisse de Saint-Jérôme"; "Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, à Saint-Louis de Métabetchouan", et "Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, dans la paroisse de Saint-Félicien";

Attendu que ces cours ont existé jusqu'au 13 janvier, 1917, date de leur abolition;

Attendu qu'il existe des doutes sur la juridiction de ces cours d'instruire et de disposer, sous la désignation ci-dessus, des instances mues devant elles depuis l'entrée en vigueur desdites lois 53 Victoria, chapitre 2, et 54 Victoria, chapitre 7, jusqu'au 13 janvier, 1917;

Attendu qu'il convient de faire disparaître tout doute à cet égard;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Validation
des juge-
ments, etc., de
certaines
cours de ma-
gistrat.

1. Les procédures faites par les parties en cause et les jugements rendus par le magistrat ou le greffier dans toute instance devant la Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, dans la paroisse de Saint-Jérôme, la Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, à Saint-Louis de Métabetchouan, et la Cour de magistrat pour le comté de Chicoutimi, dans la paroisse de Saint-Félicien, depuis le 2 avril, 1890, jusqu'au 13 janvier 1917, date de l'abolition de ces cours, sont déclarés avoir été faites et rendus légalement et être valides nonobstant la désignation de telles cours.

Entrée en vi-
gueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 64

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AUX MAGISTRATS DE DISTRICT

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

3. Les greffiers des Cours de magistrat, en office le 21 mars 1922 continuent à agir comme tels jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Greffiers continués en office.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 47

LOI CONCERNANT LES OFFICIERS DE JUSTICE ET LEURS DÉPUTÉS ET EMPLOYÉS

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 14 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

14. Les députés, employés et écrivains en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi continueront à exercer leurs fonctions, jusqu'à ce qu'ils soient nommés, remplacés ou révoqués conformément aux dispositions de cette loi. Députés, etc., continués en office.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 51

LOI CONCERNANT LES JURÉS

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Interprétation.

3. Toute disposition des lois, arrêtés en conseil et règles de pratique dans lesquels il est fait mention d'une liste de grands jurés ou d'une liste de petits jurés, doit être interprétée comme se rapportant à la liste des grands et petits jurés visée par la présente loi.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 71

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DE CORONER

(Sanctionnée le 25 février 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Validité de certains actes.

2. Les actes faits par chacun des conjoints sous son propre nom, en sa qualité officielle, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ont la même valeur que s'ils avaient été faits par le coroner du district; et tous actes et procédures commencés par tout conjoint avant telle date, peuvent être continués et terminés comme s'ils avaient été faits en vertu de la section 1.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 82

LOI CONCERNANT LE TRAITEMENT DES RECORDERS

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Cette loi n'est pas en vigueur.*

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce con-
traire, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les traitements des recorders fixés par une loi spéciale ou par un règlement ou une résolution adopté en vertu des dispositions de la loi générale ou d'une loi spéciale, sont payés par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu.

Traitement
des recorders
payés à même
le fonds consoli-
dé du reve-
nu.

2. Le montant des traitements qui est ainsi payé par le trésorier de la province est celui fixé, pour chaque municipalité, en vertu d'un règlement ou d'une résolution en vigueur le 1er mars 1921 ou en vertu d'une loi antérieure ou subséquente à cette date.

Montant des
traitements.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exclusivement fixer le traitement des recorders dans tous les autres cas, nonobstant toute autre disposition dans une loi générale ou spéciale déterminant ce traitement.

Traitement
fixé par li-
gouv., en con-
seil.

3. Pour aider à payer le coût de la dépense à encourir en vertu de la section 1 de la présente loi, toute municipalité ayant un recorder doit payer chaque année, au trésorier de la province, à même ses fonds généraux, en quatre versements égaux, le premier de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, une somme égale aux quatre cinquièmes du traitement du recorder.

Montant payé
par la munici-
palité.

Le premier paiement devra être effectué le premier jour de celui des mois ci-dessus énumérés qui suivra la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Date du pre-
mier paie-
ment.

4. Les dispositions ci-dessus n'affecteront en aucune manière les pensions de retraite accordées par les municipalités aux recorders avant le 1er mars 1921, ou qui leur seront accordées à l'avenir, lesquelles seront, comme par le passé, à la charge de chacune desdites municipalités, respectivement.

Pensions des
recorders.

Dispositions
ab. **5.** Les dispositions de toute loi générale ou spéciale, de même que celles de tout règlement ou résolution, incompatibles avec les dispositions de la présente loi, sont abrogées et annulées.

Entrée en vi-
gueur. **6.** La présente loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI RATIFIANT UNE CERTAINE VENTE FAITE PAR LA VILLE DE NICOLET AU GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acte de vente
du 23 juillet
1912, ratifié. **1.** L'acte de vente en date du 23 juillet 1912, passé entre la corporation de la ville de Nicolet et le gouvernement de la province de Québec, devant Éd. Hamel, N. P., et reproduit dans la cédule annexée à la présente loi, est ratifié et confirmé.

Entrée en
vigueur. **2.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE

L'an mil neuf cent douze, le vingt-trois du mois de juillet

Devant ÉDOUARD HAMEL, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Sainte-Jeanne-de-Neuville, soussigné,

ONT COMPARU:

L'honorable L.-A. TASCHEREAU, avocat et ministre des travaux publics, de la cité de Québec, agissant aux présentes pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, en vertu d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif en date du dix-sept juillet 1912, approuvé le lendemain par le lieutenant-gouverneur de la province, et portant le No 826, et dont

copie a été annexée à l'original du présent acte pour en faire partie, après avoir été approuvé par les parties aux présentes et signé d'elles et du notaire soussigné, partie de la première part, ci-après nommé

l'acquéreur;

ET

LOUIS-J. CARON, écuyer, de la ville de Nicolet, architecte, agissant aux présentes pour et au nom de la corporation de la ville de Nicolet, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la ville de Nicolet, aux termes d'une résolution adoptée à une session du conseil de ville de la ville de Nicolet, tenue le vingt-sept avril dernier (1912), et dont copie certifiée a été annexée à l'original du présent acte, pour en faire partie, après avoir été approuvée par les parties aux présentes et signée d'elles et du notaire soussigné, partie de la seconde part, ci-après nommé

le vendeur.

LESQUELLES parties ont fait, par les présentes, les déclarations et conventions suivantes, savoir:

Attendu que, par acte devant J.-O. Courchesne, N. P., en date du 15 août 1910, il a été convenu, entre la corporation du comté de Nicolet et la corporation de la ville de Nicolet, que cette dernière construirait, dans les limites de la ville de Nicolet, un édifice public pour servir de bureau d'enregistrement, pour servir à la tenue des termes et séances de la Cour de circuit du comté de Nicolet, et aussi à la tenue des termes et séances de la Cour supérieure pour les causes du comté de Nicolet, conformément aux dispositions de l'article 3090 des Statuts refondus, 1909,—ledit édifice devant être construit sur le terrain de Napoléon Terrien, en face de la rue Signaï, à son encoignure avec la rue Plessis,—et la corporation de la ville de Nicolet devant avoir la pleine propriété dudit édifice ainsi construit, suivant les stipulations du contrat ci-dessus relaté;

Attendu que, le dix-neuf août mil neuf cent dix (1910), par acte devant H.-R. Dufresne, N. P., la corporation de la ville de Nicolet a acquis de Napoléon Terrien, le terrain dont il est question ci-dessus, et y a construit, d'après les plan et devis approuvés par le département des travaux publics, un édifice public, pour servir aux fins ci-dessus mentionnées;

Attendu que le gouvernement de la province de Qué-

bec, pour soulager la corporation de la ville de Nicolet du fardeau trop lourd qu'elle s'est imposé en construisant un palais de justice qui sert à tout le comté, et dont l'entretien est onéreux pour les contribuables de la ville de Nicolet, a convenu d'acheter ledit palais de justice de la corporation de la ville de Nicolet (sauf à faire ratifier l'acte d'achat par la Législature de Québec), les conventions suivantes sont donc établies entre les parties contractantes, représentées comme susdit, savoir:

La partie de seconde part a vendu, cédé et transporté, comme par les présentes elle vend, cède et transporte, avec garantie contre tous troubles, évictions, hypothèques, douaires et autres empêchements quelconques, à la partie de première part, acceptant, l'immeuble suivant, savoir:

Une portion de terre située en ladite ville de Nicolet, faisant partie du lot numéro trois cent soixante (360) du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour ladite ville de Nicolet, du contenu de cent cinquante pieds de largeur sur deux cent cinquante pieds de longueur, borné d'un bout au sud-ouest au surplus du terrain de Nap. Terrien, à une distance d'environ trois cents pieds de la rue Plessis, du côté nord-est d'icelle, et le centre de la portion de terre vendue se trouvant en face de la rue Signal ou de la continuation d'icelle, de l'autre bout au nord-est et des côtés nord et sud au surplus dudit lot de terre appartenant à Nap. Terrien, —avec la bâtisse dessus construite servant de palais de justice, et dépendances, y compris l'ameublement desdites bâtisses;

Tel que le tout se trouve actuellement et dont l'acquéreur se déclare content et satisfait, disant le bien connaître.

Au vendeur appartenait l'immeuble susvendu pour l'avoir acquis de Napoléon Terrien, suivant bail et concession devant H.-R. Dufresne, N. P., en date du 19 août 1910, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Nicolet (divison No 2) le 30 août 1910, sous le No 8064. Pour par l'acquéreur jouir, faire et disposer de ce que susvendu comme à lui appartenant à compter de ce jour, à la charge de remplir et exécuter les charges et obligations mentionnées dans le bail et concession ci-dessus relaté à l'établissement de propriété, sauf et excepté la rente annuelle et constituée de vingt piastres (\$20.00) affectant ledit terrain et dont le capital devra être racheté par le vendeur qui s'y engage et s'y oblige.

En outre, cette vente est faite pour le prix et somme de quinze mille piastres (\$15,000.00) que l'acquéreur a

payé comptant au vendeur qui le reconnaît, et dont quittance générale et finale.

Et, en considération de ce que dessus, le vendeur cède et transporte à l'acquéreur tous les droits, titres, intérêts et possession qu'il peut avoir sur ce que dessus vendu, voulant et entendant que ledit acquéreur en soit saisi et mis en possession au moyen des présentes, sauf et excepté la réserve suivante de la part du vendeur.

Le vendeur réserve le droit d'occuper, dans le palais de justice ci-dessus vendu, les appartements actuellement destinés à la tenue du bureau d'enregistrement pour la division No 2 du comté de Nicolet, cette occupation devant servir pour tenue du bureau d'enregistrement, seulement, et non pour autres fins.

Mais de son côté l'acquéreur réserve le droit de prendre possession desdits appartements aussitôt qu'il en aura besoin, en payant et remboursant au vendeur une somme additionnelle de mille huit cent quatre-vingt-huit piastres (\$1,888.00).

La présente vente, pour avoir force et effet, est sujette à ratification par la Législature de la province de Québec.

Telles sont les conventions des parties.

DONT ACTE fait et passé en la cité de Québec, sous le numéro mille trois cent soixante et dix-neuf de mes minutes; Et, lecture faite, les parties ont signé avec moi, notaire;

(Signé) L. A. TASCHEREAU,
" LOUIS J. CARON,
" ED. HAMEL, N. P.

Vraie copie de la minute certifiée,

ED. HAMEL, N. P.

EXTRAIT du livre des délibérations du conseil de ville de la ville de Nicolet pour la séance du 27 avril 1927.

M. l'échevin Trahan donne lecture d'une lettre de l'honorable Premier ministre de la province de Québec, sir Lomer Gouin, qu'il a reçue en sa qualité de délégué nommé par le conseil auprès du gouvernement provincial, en vertu d'une résolution en date du 14 février 1911.

Il dépose cette lettre devant le conseil et fait rapport de tous les pas et démarches qu'il a faits auprès du gouvernement de la province et de ses membres, relativement à la question du palais de justice à ériger en la ville de Nicolet.

Après étude et mûres délibérations de la proposition contenue dans ladite lettre, le conseil, sur proposition de monsieur l'échevin Trahan, secondé par monsieur l'échevin Laflamme, adopte à l'unanimité la résolution suivante:

"Attendu qu'il est de l'intérêt des contribuables que le conseil prenne tous les moyens possibles pour diminuer la dépense municipale et les taxes;

"Attendu que la corporation de la ville de Nicolet a construit, à grands frais, à Nicolet, un édifice destiné à servir comme palais de justice pour tout le comté de Nicolet, et dont l'entretien est onéreux pour les contribuables de cette ville;

"Vu la lettre de l'honorable Premier ministre de la province, sir Lomer Gouin, en date du 26 avril 1912, maintenant déposée devant le conseil, par laquelle il demande si le conseil de ville de la ville de Nicolet serait disposé à vendre au gouvernement ledit palais de justice, aux conditions énoncées dans ladite lettre;

"A ces causes, le conseil décide ce qui suit:

"1. La corporation de la ville de Nicolet se déclare, avec plaisir, prête à vendre au gouvernement de cette province l'édifice qu'elle a fait construire dans la ville de Nicolet pour servir de palais de justice pour le comté de Nicolet, le tout aux conditions mentionnées dans la lettre précitée de l'honorable Premier ministre;

"2. Monsieur le maire, Louis-J. Caron, est spécialement autorisé par ce conseil aux fins de signer, pour et au nom de la corporation de la ville de Nicolet, tous contrats, documents et papiers relatifs à la vente au gouvernement, dudit palais de justice, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette transaction soit complétée et que le contrat de vente soit signé sous le plus court délai possible;

"3. Monsieur le maire devra faire rapport de ses pas et démarches d'hui à la prochaine séance de ce conseil devant être tenue le 6 mai 1912;

"4. Le conseil soumet humblement au gouvernement que, sous les circonstances, il serait désirable et dans l'intérêt général que ledit contrat de vente fut signé d'hui à la prochaine séance de ce conseil. *

Vrai extrait,

(Signé)

S. CAMIRAND,
Sec.-trés."

Le document ci-dessus est la copie certifiée de la résolution de la corporation de la ville de Nicolet, mentionnée à l'acte de vente signé entre le gouvernement

de Québec et la corporation de la ville de Nicolet, devant Ed. Hamel, N. P., le vingt-trois juillet mil neuf cent douze, et auquel il est référé et demeuré annexé après avoir été certifié véritable par les parties et signé d'elles et de moi, notaire.

Signé à Québec, ce vingt-trois juillet mil neuf cent douze.

(Signé) L. A. TASCHEREAU,
 " LOUIS J. CARON,
 " ED. HAMEL, N. P.

Vraie copie certifiée,

ED. HAMEL, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 17 juillet 1912, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 18 juillet 1912, concernant le palais de justice de la ville de Nicolet.

No 826

L'honorable Premier ministre, dans un mémoire en date du 17 juillet, (1912), recommande que le ministre des travaux publics et du travail soit autorisé à signer, avec la corporation de la ville de Nicolet, pour l'achat du palais de justice construit dans la ville de Nicolet, et le terrain sur lequel il est construit, un contrat conforme à la teneur du projet de contrat annexé au rapport susdit.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
 Greffier du Conseil exécutif.

Le document ci-dessus est la copie de l'ordre en conseil mentionné à l'acte de vente signé entre le gouvernement de la province de Québec, et la corporation de la ville de Nicolet, devant Ed. Hamel, N. P., le vingt-trois juillet mil neuf cent douze et auquel il est référé et demeuré annexé après avoir été certifié véritable par les parties et signé d'elles et de moi, notaire.

Signé à Québec, ce vingt-trois juillet mil neuf cent douze.

(Signé) L. A. TASCHEREAU,
 " LOUIS J. CARON,
 " ED. HAMEL, N. P.

Vraie copie certifiée,

ED. HAMEL, N. P.

10 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UNE ANNEXE AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Construction
d'une annexe
au palais de
justice de
Montréal,
autorisée.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire une annexe au palais de justice de Montréal, à un coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, n'excédant pas deux millions de piastres.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 4, s. 1.*

Expropria-
tions.

2. Dans le but de se procurer les terrains requis pour la construction de cet édifice, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles compris entre les rues Notre-Dame-Est, Saint-Vincent, Sainte-Thérèse et Saint-Gabriel et tous droits immobiliers, charges, baux à loyer, ou baux emphytéotiques, rentes constituées, et autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Dispositions
applicables.

Toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la présente loi est soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Avances pour
payer le coût
de construc-
tion.

3. Le coût de construction de cette annexe ne sera pas imputable au fonds consolidé du revenu de la province, mais le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour les acquisitions de terrains et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et ces avances seront remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112; ou le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, aux fins de faire ces acquisitions et de rencontrer le coût de la construction de cette annexe, en tout ou en partie, à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout deux millions de piastres, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province et dont l'intérêt et le principal seront imputables au fonds spécial ci-après mentionné.

Emprunts
autorisés.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 4, s. 2.*

4. Ces obligations ou rentes inscrites sont émises à ^{Émission} un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année ^{d'obligations.} et sont faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indique.

5. L'intérêt et le principal desdites obligations ou ^{Fonds affectés au remboursement.} rentes inscrites sont payés à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112, mais si ces fonds deviennent en quelque temps que ce soit insuffisants pour payer l'intérêt semi-annuel, ou le principal desdites obligations ou rentes inscrites, à leur échéance, le trésorier de la province peut avancer, à même les deniers publics non autrement affectés, les montants requis pour payer cet intérêt et ce principal; ces avances devant être considérées comme une charge sur lesdits fonds, jusqu'à ce qu'elles soient remboursées au trésor avec intérêt au taux de quatre pour cent par année.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vigueur.} sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UNE ANNEXE AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 10 George V, chapitre 4, est ^{10 Geo. V, c. 4, s. 1, am.} modifiée en y remplaçant le mot: "deux", dans la quatrième ligne, par le mot: "trois".

2. La section 3 de ladite loi est modifiée en y rempla- ^{Id., s. 3, am.} çant le mot: "deux", dans la quatorzième ligne, par le mot: "trois".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vigueur.} sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DU DISTRICT DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Agrandissement du palais de justice de Québec.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des travaux publics et du travail à agrandir le palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, n'excédant pas trois cent mille dollars.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 6, s. 1.

Expropriations.

2. Dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour cet agrandissement, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir, à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées, et autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Dispositions applicables.

Toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la présente loi est soumise à la loi des chemins fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Avances pour payer le coût de construction.

3. Le trésorier de la province pourra, de temps à autres, avancer et payer, à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés et pour défrayer en tout ou en partie, le coût de la construction; ou le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût de la construction, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout trois cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 6, s. 2.

4. Ces obligations ou rentes inscrites sont émises à un ^{émission} taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et ^{d'obligations.} sont faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indique.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vi-} sanction. ^{gueur.}

13 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI AMENDANT LA LOI CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DU DISTRICT DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 de la loi 12 George V, chapitre 3, est ^{12 Geo. V,} amendée : ^{c. 3, s. 1, am.}

a. En y insérant après le mot : "nécessaires", dans les sixième et septième lignes, les mots : "et de l'ameublement";

b. En y remplaçant le mot : "trois", dans la septième ligne, par le mot : "cinq".

2. La section 3 de ladite loi est amendée :

a. En y insérant, après le mot : "construction", dans ^{12 Geo. V,} la septième ligne, les mots : "et de l'ameublement"; ^{c. 3, s. 3, am.}

b. En y insérant, après le mot : "construction", dans la neuvième ligne, les mots : "et de l'ameublement";

c. En y remplaçant le mot : "trois", dans la dixième ligne, par le mot : "cinq".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vi-} sanction. ^{gueur.}

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 10

LOI POUR ÉTABLIR UNE NOUVELLE DIVISION D'ENREGISTREMENT À SAINT-BENOIT-JOSEPH-LABRE-D'AMQUI ET DIVISANT LE COMTÉ DE MATANE EN DEUX DIVISIONS POUR FINS MUNICIPALES ET D'ENREGISTREMENT

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

Préambule.

ATTENDU que Léopold Doran, marchand, Louis-Philippe Turgeon, commerçant, Joseph-Alfred Desbiens, marchand, Alphonse Poirier, commerçant, tous d'Amqui, et V.-O. Morissette, cultivateur, maire de Causapsca, ont par leur pétition exposé :

Que vu le développement considérable et l'augmentation de la population et des affaires dans cette partie du comté de Matane, connue sous le nom de "Vallée de la Matapédia", il est devenu urgent d'établir une nouvelle division pour fins municipales et d'enregistrement avec chef-lieu à Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.— Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit :

Émission de la proclamation.

3. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil aura constaté, à sa satisfaction, la construction d'un édifice pour tenir lieu de bureau d'enregistrement, avec une voûte à l'épreuve du feu, dans le village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, il pourra être lancé une proclamation, dans la *Gazette officielle de Québec*, à l'effet que la division d'enregistrement No 2 du comté de Matane sera ouverte dans le village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, et il pourra être nommé suivant la loi un registrateur pour telle nouvelle division.

NOTE.— Proclamation fixant le 1er juin 1912 pour l'ouverture du nouveau bureau; Gazette officielle de 1912, p. 931.

Dispositions de la loi, applicables.

4. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs et aux députés-registrateurs y nommés, s'appliqueront aux divisions d'enregistrement établies par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatible avec ses dispositions.

7. Toutes les dispositions des lois qui concernent les municipalités de comté s'appliqueront à chacun desdits comtés. Dispositions applicables.

8. L'actif et le passif de la présente municipalité de la deuxième division du comté de Rimouski seront également partagés entre les deux municipalités de comté organisées par la présente loi. Division de l'actif et du passif.

9. Les archives de la présente municipalité de la deuxième division du comté de Rimouski resteront sous la garde du secrétaire-trésorier du comté actuel jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement par résolution des conseils de comtés des deux municipalités organisées par la présente loi. Garde des archives.

10. Les frais de la présente loi seront payés par la deuxième division du comté de Matane. Paiement des frais.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 14

LOI POUR ÉTABLIR LA DIVISION D'ENREGISTREMENT ET LE COMTÉ MUNICIPAL DE FRONTENAC, ET POUR ABOLIR LA DIVISION D'ENREGISTREMENT ET LE COMTÉ MUNICIPAL DU LAC MÉGANTIC

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que la municipalité du comté du Lac Préambule
Mégantic et MM. Arthur Fortier, cultivateur;
de Sainte-Cécile, J.-A. Gaudet, avocat, de Mégantic,
J.-N. Thibault, notaire, de Mégantic, W. J. Kelly,
industriel, de Mégantic, et Eugène Girard, peintre,
de Mégantic, et autres, ont représenté par leur pétition
qu'il est de l'intérêt public et de l'intérêt particulier
des contribuables qui habitent le district électoral
de Frontenac, que ce district soit érigé en division d'en-
registrement avec localisation du bureau au même
endroit où il est maintenant situé, savoir Mégantic, et
en municipalité de comté pour les fins municipales et
agricoles et qu'en même temps, comme conséquence
de ce que dit ci-dessus, il y a lieu d'abolir la division
d'enregistrement et le comté municipal du Lac Mégan-
tic;

Et attendu qu'il y a lieu d'accorder la demande à
l'effet ci-dessus contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

Dispositions
du C. M., ap-
plicables.

16. Les dispositions du Code municipal relatives au changement des limites d'une municipalité et aux obligations et droits des contribuables s'appliquent à la municipalité de comté créée par la présente loi, et aux municipalités locales comprises dans les limites dudit comté.

Effet de l'éta-
blissement du
comté de
Frontenac,
pour fins mu-
nicipales.

17. L'abolition de la municipalité du comté du Lac Mégantic et l'établissement du comté de Frontenac, pour les fins municipales, n'affectent pas les droits et obligations des parties intéressées, non plus que les procédures qui peuvent avoir été prises par ou contre la municipalité du comté du Lac Mégantic.

Procédure,
etc.

Toute procédure qui pourrait être instituée, commencée ou continuée par ou contre la municipalité du comté du Lac Mégantic, peut être instituée, commencée ou continuée par ou contre la municipalité du comté de Frontenac.

Cour de cir-
cuit dans et
pour le comté
de Frontenac.

20. Le nom de la Cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic est changé en celui de "la Cour de circuit dans et pour le comté de Frontenac".

Le siège de la Cour de circuit dans et pour le comté de Frontenac continue à être situé dans la ville de Mégantic, jusqu'à ce qu'il soit changé conformément à la loi.

Les dispositions des lois générales concernant les cours de circuit de comté s'appliquent à la Cour de circuit dans et pour le comté de Frontenac.

Dispositions
applicables.

Spécialement, les articles 3107 et 3116 des Statuts refondus, 1909, s'appliquent, *mutatis mutandis*, comme si la Cour de circuit dans et pour le comté du Lac Mégantic avait été supprimée ou discontinuée sous l'autorité desdits articles et comme si ordre avait été donné par proclamation, de transmettre, dans leur état actuel, les procédures, actions, poursuites ou causes pendantes à la Cour de circuit dans et pour le comté de Frontenac.

Entrée en vi-
gueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le premier mai 1915.

6 GEORGE V, CHAPITRE 9

LOI CHANGEANT LE CHEF-LIEU DU COMTÉ DE PONTIAC ET L'ÉTABLISSANT DANS LE VILLAGE DE CAMPBELL'S BAY

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que le conseil du comté de Pontiac et Paul McNally, préfet dudit comté, ainsi que d'autres personnes, ont représenté, par leur pétition: *Préambule.*

Que, le ou vers le 12 de mars 1913, et à diverses dates depuis, tel qu'il appert des résolutions dûment certifiées par le conseil dudit comté, et passées par lui, ledit conseil a adopté les mesures nécessaires pour transférer le chef-lieu dudit comté, du village de Bryson au village de Campbell's Bay;

Que le chef-lieu actuel, Bryson, n'est pas situé à l'endroit convenable pour l'expédition des affaires du comté; les moyens de communication qui y conduisent, des deux extrémités du comté, supérieure et inférieure, étant dispendieux et très incommodes, et Bryson étant à une distance de plusieurs milles de la station de chemin de fer la plus rapprochée, qui est Campbell's Bay, les contribuables sont obligés, pour y parvenir, de se servir de véhicules sur des chemins qui sont souvent mauvais et parfois impassables, pendant les tempêtes de l'hiver et les inondations du printemps;

Que, de plus, à part le fait que Bryson est une localité éloignée des communications, sa population et son importance ont diminué depuis le dernier incendie, qui a détruit les résidences et les places d'affaires principales, ainsi que la salle du conseil de comté;

Que Campbell's Bay étant un centre naturel et de chemin de fer au point de vue commercial et autrement, pour tout le comté, augmente rapidement et que l'administration des affaires du comté s'y ferait plus facilement et serait moins dispendieuse, si le chef-lieu était transféré de Bryson à Campbell's Bay; et qu'il est dans l'intérêt du comté de Pontiac que ce changement se fasse;

Que le conseil dudit comté a, depuis le 12 de mars 1913 et à diverses époques, depuis cette date, adopté plusieurs résolutions pour effectuer ce changement et demander à la Législature de la province de Québec d'adopter une loi transférant immédiatement le chef-lieu du comté de Pontiac, de Bryson à Campbell's Bay, ce changement devant avoir lieu immédiatement pour l'administration des affaires municipales; que, de plus, lorsque le conseil du comté de Pontiac aura rempli les conditions requises par la loi pour l'établissement et le maintien d'un bureau

d'enregistrement à Campbell's Bay, le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir de transférer le bureau d'enregistrement, par proclamation, de Bryson à Campbell's Bay; et qu'il est réellement dans l'intérêt public que ce changement se fasse;

Attendu que lesdits pétitionnaires ont demandé qu'une loi effectuant ce changement soit adoptée, et qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Transfert du chef-lieu. 1. A compter du jour de l'adoption de la présente loi, le chef-lieu du comté de Pontiac sera transféré du village de Bryson et établi à Campbell's Bay, pour les affaires municipales dudit comté.

Proclamation au sujet du bureau d'enregistrement. 2. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil se sera assuré que le conseil du comté de Pontiac s'est procuré un local convenable pour le bureau d'enregistrement dans le village de Campbell's Bay, avec un coffre-fort en métal ou une voûte à l'épreuve du feu pour garder les livres, papiers et actes d'un bureau d'enregistrement, il pourra déclarer dans une proclamation qui devra être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, que le bureau d'enregistrement du comté de Pontiac devra, à compter de et après la date qu'il fixera, être transféré au village de Campbell's Bay, et, à compter de et après la date ainsi fixée dans ladite proclamation, le bureau d'enregistrement du comté de Pontiac ne sera plus tenu dans le village de Bryson, mais sera ouvert et tenu dans le village de Campbell's Bay.

NOTE.—Proclamation non encore émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.

S. R., 74, am. 3. L'article 74 des Statuts refondus, 1909, et les tableaux qui y sont annexés sont amendés en conséquence.

Devoir du registrateur. 4. Après la publication de cette proclamation, le registrateur devra, sujet à une amende de cinq cents piastres, transporter les livres, plans, documents et autres effets dans le délai qui sera fixé par le procureur général.

Paiement des frais. Les frais que nécessitera ce transport seront payés par la corporation de Campbell's Bay et ceux de la présente loi seront payés par la corporation du comté de Pontiac.

Entrée en vigueur. 5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI ÉTABLISSANT UNE NOUVELLE DIVISION D'ENREGISTREMENT À MONT-LAURIER, DANS LE COMTÉ DE LABELLE, ET DIVISANT CE COMTÉ EN DEUX DIVISIONS POUR FINS MUNICIPALES ET D'ENREGISTREMENT

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

ATTENDU que Jean-Baptiste Forget, marchand, Préambule.
Aldéric Ouellette, commerçant, tous deux du village de Mont-Laurier; Cyrille Lafontaine, cultivateur, de Ferme-Neuve; Auguste L'Allier, cultivateur, du canton Robertson; Évariste Forget, cultivateur, du canton Campbell; et Anthime Dubreuil, notaire, du village de Mont-Laurier, comté de Labelle, ont représenté par leur pétition:

Que, vu le développement considérable et l'augmentation de la population et des affaires dans la partie nord du comté de Labelle, connue sous le nom de "la région de colonisation du Nord-Ouest de Montréal," il est devenu urgent d'établir une nouvelle division pour fins municipales et d'enregistrement avec chef-lieu au village de Mont-Laurier;

Et attendu qu'il y a lieu de faire droit à la demande à l'effet ci-dessous contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

3. Le bureau d'enregistrement de la division numéro 2 du comté de Labelle, sera tenu au palais de justice, à Mont-Laurier, dans les appartenements destinés à cette fin, à partir du 1er janvier 1918, et un régistrateur pour cette division sera nommé suivant la loi.

Endroit du bureau d'enreg. de la div. No 2.

4. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, et toutes les matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux régistrateurs et députés-régistrateurs y nommés, s'appliqueront aux divisions d'enregistrement établies par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatibilité avec ses dispositions.

Dispositions applicables.

Dispositions
applicables.

7. Toutes les dispositions des lois concernant les municipalités de comté s'appliqueront à chacun desdits comtés.

Frais de la
présente loi.

8. Les frais de la présente loi seront payés par la deuxième division du comté de Labelle.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de janvier 1918.

11 GEORGE V, CHAPITRE 15

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE- MENT AUX DIVISIONS D'ENREGISTREMENT DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections suivantes qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

Dispositions
applicables.

10. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres ou actes et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs et députés-registrateurs y nommés, s'appliquent à la division d'enregistrement de Montréal, établie par la présente loi, sauf en ce qu'elles peuvent avoir d'incompatible avec ses dispositions.

Localisation
du bureau
d'enregistre-
ment.

11. Le bureau d'enregistrement de Montréal est tenu dans la cité de Montréal, à l'endroit fixé de temps à autre par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoirs et
autorité du ré-
gistrateur de
la division de
Montréal.

13. Après la transmission des documents mentionnés dans la section 12 ci-dessus, le registrateur de la division d'enregistrement de Montréal est saisi de tous les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux ci-devant registrateurs des divisions d'enregistrement abolies en vertu de la section 9, et il peut, avec la même autorité et pour toutes fins quelconques, délivrer des copies, extraits, certificats ou faire tous actes que les registrateurs des divisions abolies pouvaient délivrer

ou faire; mais la présente disposition n'affectera en rien les responsabilités encourues par les registrateurs des divisions abolies.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation. Entrée en vigueur.

NOTE.—Le 1er octobre 1922 est le jour fixé par la proclamation du 15 août 1922; Gazette officielle de 1922, p. 2037.

13 GEORGE V, CHAPITRE 15

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE- MENT À LA CRÉATION DE LA DIVISION D'ENREGIS- TREMENT DE LA TUQUE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

2. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil aura constaté, à sa satisfaction, qu'un local convenable pour le bureau d'enregistrement et une voûte à l'épreuve du feu ont été mis à la disposition du gouvernement par les autorités de la ville de La Tuque, il pourra lancer une proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, établissant la division d'enregistrement de La Tuque, avec bureau d'enregistrement à La Tuque, et nommer un registrateur pour cette division. Proclamation émise après construction d'un édifice pour la tenue du bureau.

NOTE.—Le 15 juin 1925 est le jour fixé par la proclamation du 6 mai 1925; Gazette officielle de 1925, p. 1619.

3. Les pouvoirs que possèdent les conseils de comté et les obligations auxquelles ces derniers sont tenus en vertu des dispositions des articles 357, paragraphe a, et 423 du Code municipal relativement aux bureaux d'enregistrement, appartiennent, en ce qui concerne le bureau d'enregistrement de La Tuque, à la ville de La Tuque, et lesdites dispositions s'y appliquent, *mutatis mutandis*. Dispositions du C. M. applicables.

Contribution
de certaines
municipalités.

4. La ville de La Tuque est autorisée à conclure des arrangements avec les municipalités situées, pour le tout ou pour partie, dans les limites territoriales de la division d'enregistrement de La Tuque, relativement à la contribution, par ces municipalités, dans les dépenses occasionnées par la présente loi, et ces municipalités sont également autorisées à consentir la contribution fixée par les intéressés.

Dispositions
applicables.

5. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs et députés-registrateurs y nommés, s'appliquent à la division d'enregistrement établie par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatible avec ses dispositions.

Réserve.

Bureau d'en-
registrement
et chef-lieu.

6. Le bureau d'enregistrement et le chef-lieu de la division d'enregistrement de La Tuque seront dans la ville de La Tuque.

* * * * *

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 16

LOI CRÉANT DEUX DIVISIONS D'ENREGISTREMENT DANS LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE MÉGANTIC

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

Préambule.

ATTENDU que le conseil de la cité de Thetford Mines et le conseil municipal de Plessisville, dans le comté de Mégantic, et autres, ont, par leur pétition, représenté:

Que, depuis l'établissement du bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, la population de ce comté a plus que quadruplé, que de nombreuses et importantes villes et paroisses se sont ouvertes dans la partie sud du comté, que le village d'Inverness, où est actuellement le bureau d'enregistrement, est très éloigné de plusieurs paroisses, que les chemins pour y parvenir sont montagneux, difficiles et un obstacle au libre accès audit bureau d'enregistrement actuel, en tout temps de l'année, mais plus particulièrement en hiver;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé et deman-

dent que le comté de Mégantic soit partagé en deux divisions d'enregistrement et qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

Attendu que la multiplicité des affaires du comté justifie cette pétition; et

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les dispositions suivantes, contenues dans les articles 2 jusqu'à 9 inclusivement, de la présente loi, ne seront applicables et n'auront force de loi que dans le cas où des mesures seront prises et un règlement adopté à cet effet par le conseil du comté de Mégantic, pour la transcription de tous les actes et documents mentionnés dans l'article 7 et pour le paiement du coût de cette transcription.

Application conditionnelle des sections 2 à 9.

2. Le et après le jour fixé dans la proclamation visée par la section 3 de la présente loi, le territoire, délimité au paragraphe 44 de l'annexe de la section 9, intitulée: "première annexe", formera une division d'enregistrement distincte portant le nom de "Division d'enregistrement de Mégantic No 1", et le territoire, délimité au paragraphe 44a de ladite annexe de la section 9, formera une division distincte sous le nom de "Division d'enregistrement de Mégantic No 2".

Division du comté de Mégantic pour les fins de l'enregistrement, sous des divisions.

3. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil aura constaté, à sa satisfaction, que des voûtes à l'épreuve de l'incendie et des locaux convenables pour le bureau d'enregistrement auront été mis à la disposition du gouvernement par les autorités municipales du village de Plessisville et de la cité de Thetford Mines, et que des arrangements ont été conclus concernant la transcription des actes, il pourra lancer une proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, établissant la division d'enregistrement de Mégantic No 1, avec bureau à Plessisville, et la division d'enregistrement de Mégantic No 2, avec bureau en la cité de Thetford Mines, et nommer des régistrateurs pour lesdites divisions.

Proclamation après l'accomplissement de certaines conditions.

NOTE.—Proclamation non encore émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.

4. Les pouvoirs que possèdent les conseils de comté et les obligations auxquelles ces derniers sont tenus en vertu des dispositions des articles 357, paragraphe a, et 423 du Code municipal, relativement aux bureaux d'en-

Pouvoirs conférés au conseil de comté de Mégantic.

enregistrement, appartiendront au conseil du comté de Mégantic, qui devra répartir sur chacune des municipalités, faisant partie de l'une ou l'autre des divisions, les deniers requis pour l'entretien de l'un ou l'autre des bureaux.

Dispositions applicables aux deux divisions d'enregistrement.

5. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, ou relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs ou aux députés-registrateurs, s'appliquent aux deux divisions d'enregistrement établies par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatible avec ses dispositions.

Ancienne division avec bureau à Inverness, abolie.

6. A compter de la date fixée dans la proclamation mentionnée dans la section 3 de la présente loi, la division d'enregistrement de Mégantic et le bureau d'enregistrement situé à Inverness, cesseront d'exister.

Transcription de tous les documents concernant la division d'enregistrement de Mégantic, No 2.

7. Tous les documents, livres et registres provenant du bureau d'enregistrement pour le comté de Mégantic, déposés à Inverness et communs aux deux divisions d'enregistrement, seront transportés au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Mégantic No 2, mais transcription, au préalable, de tous les actes, titres et documents relatifs aux propriétés immobilières faisant partie de la division d'enregistrement de Mégantic No 1, devra être faite pour la période qui s'est écoulée depuis la mise en force du cadastre dans et pour le comté de Mégantic, jusqu'au jour de l'ouverture du bureau de la dite division d'enregistrement de Mégantic No 1, et transmise et déposée au bureau de la division d'enregistrement de Mégantic No 1, pour l'usage du registrateur y nommé, à toutes fins que de droit.

Situation des bureaux.

8. Les bureaux d'enregistrement seront situés, l'un au village de Plessisville, pour la division d'enregistrement de Mégantic No 1, et l'autre en la cité de Thetford Mines, pour la division d'enregistrement de Mégantic No 2.

Dispositions édictées, etc.

9. A compter de la date fixée dans la proclamation mentionnée dans la section 3, les dispositions contenues dans l'annexe qui suit, deviendront en vigueur et seront édictées, modifiées ou abrogées, dans la mesure y indiquée.

PREMIÈRE ANNEXE

A. L'article 62 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, et modifié par la loi 13 George V, chapitre 15, section 7,

paragraphe A de l'annexe, est de nouveau modifié, en remplaçant les mots: "soixante et dix-sept", dans la première ligne du paragraphe 4, par les mots: "soixante et dix-huit".

B. L'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, et modifié par la loi 13 George V, chapitre 15, section 7, paragraphe B de l'annexe, est de nouveau modifié en remplaçant les mots: "soixante et dix-sept", dans la première ligne, par les mots: "soixante et dix-huit".

C. Le paragraphe 40 de l'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, est modifié en y remplaçant le paragraphe 1 de la description du territoire compris, par le suivant:

No	Noms des divisions	Territoire compris	Localisation du bureau
"40	Lotbinière...	1. Le district électoral de Lotbinière.	Sainte-Croix."

D. Le paragraphe 44 de l'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, est remplacé par les suivants:

No	Noms des divisions	Territoire compris	Localisation du bureau
"44	Mégantic, No 1	Cette partie du district électoral de Mégantic, qui comprend les cantons de Inverness, de Somerset-Nord, de Halifax-Sud, de Halifax-Nord et la partie du canton d'Arthabaska, appelée "Pointe d'Arthabaska", qui y est annexée, comprenant les rangs 13, 14, 15, 16 et 17 dudit canton, le canton de Somerset-Sud et son augmentation, moins cette partie du canton de Stanfold an-	Plessisville.

No	Noms des divisions	Territoire compris	Localisation du bureau
"44	Mégantic, No 1.- <i>Suite</i>	nexée pour autres fins à ladite municipalité de Somerset-Sud, par la loi 58 Victoria, chapitre 11, et le canton de Nelson, moins les lots Nos 1 à 6 des rangs 1, 2 et 3, les lots Nos 1, 2, 3a, 3b, 4, 5 et 6 du rang 4 dudit canton, qui appartiennent à la division d'enregistrement de Lotbinière.	Plessisville.
"44a	Mégantic, No 2	Toute cette partie du district électoral de Mégantic, qui n'est pas comprise dans la division d'enregistrement de Mégantic No 1.	Thetford Mines."

Application de certaines dispositions.

10. Les dispositions suivantes seront applicables et auront force de loi si des mesures ne sont pas prises et si aucun règlement n'est adopté par le conseil du comté de Mégantic pour la transcription des actes et documents mentionnés en l'article 7 et pour le paiement du coût de cette transcription, et, dans ce cas, les dispositions des articles précédents seront suspendues jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur juge convenable de les mettre en vigueur conformément à l'article 15.

Nouvelle division d'enregistrement créée.

11. Une nouvelle division d'enregistrement sera créée avec la partie du territoire du comté de Mégantic décrite dans l'annexe de l'article 16 de la présente loi, intitulée: "deuxième annexe".

Situation du bureau et nom de la division nouvelle.

12. Le bureau d'enregistrement et le chef-lieu de cette nouvelle division seront en la cité de Thetford-Mines, et la nouvelle division portera le nom de "division d'enregistrement de Thetford".

Ancienne division avec bureau à In-

13. Le reste du comté de Mégantic continuera à former une division d'enregistrement sous le nom de "divi-

sion d'enregistrement de Mégantic", avec chef-lieu et bureau d'enregistrement à Inverness où se trouve actuellement le bureau d'enregistrement du comté de Mégantic. verness, maintenue.

14. Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 ci-dessus, en y faisant les changements nécessaires et en y retranchant ce qui doit être retranché, s'appliqueront à la nouvelle division d'enregistrement de Thetford. Dispositions applicables.

15. En quelque temps que ce soit, si le conseil du comté de Mégantic se décide de faire transcrire les actes et documents mentionnés en l'article 7, et passe un règlement pour se procurer les deniers nécessaires à cette entreprise, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que les articles 2 à 9, inclusive-ment, de la présente loi, auront force de loi et seront applicables, ainsi que la première annexe de la présente loi, et alors, la partie du district électoral de Lotbinière comprise dans la division d'enregistrement de Mégantic sera réunie au comté de Lotbinière pour les fins d'enregistrement. Effet de l'accomplissement des conditions édictées par les sections 3 et 7.

16. A compter de la date fixée dans la proclamation mentionnée dans l'article 3 de la présente loi, établissant la division d'enregistrement de Thetford, les dispositions contenues dans l'annexe qui suit, deviendront en vigueur, et seront édictées, modifiées ou abrogées, dans la mesure y indiquée. Dispositions édictées, etc.

DEUXIÈME ANNEXE

A. L'article 62 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, et modifié par la loi 13 George V, chapitre 15, section 7, paragraphe A de l'annexe, est de nouveau modifié, en remplaçant les mots: "soixante et dix-sept", dans la première ligne du paragraphe 4, par les mots: "soixante et dix-huit".

B. L'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, et modifié par la loi 13 George V, chapitre 15, section 7, paragraphe B de l'annexe, est de nouveau modifié, en remplaçant les mots: "soixante et dix-sept", dans la première ligne, par les mots: "soixante et dix-huit".

C. Le paragraphe 44 de l'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, est remplacé par le suivant:

No	Noms des divisions	Territoire compris	Locali- sation du bureau
"44	Mégantic	<p>Cette partie du district électoral de Mégantic, qui comprend les cantons de Inverness, de Somerset-Nord, de Halifax-Sud, de Halifax-Nord et la partie du canton d'Arthabaska, appelée "Pointe d'Arthabaska", qui y est annexée, comprenant les rangs 13, 14, 15, 16 et 17 dudit canton, le canton de Somerset-Sud et son augmentation, moins cette partie du canton de Stanford annexée, pour autres fins, à ladite municipalité de Somerset-Sud par la loi 58 Victoria, chapitre 11, et le canton de Nelson, moins les lots Nos 1 à 6 des rangs 1, 2 et 3, les lots Nos 1, 2, 3a, 3b, 4, 5, et 6 du rang 4 dudit canton, qui appartiennent à la division d'enregistrement de Lotbinière.</p> <p>Dans le district électoral de Lotbinière, la municipalité de la paroisse de Saint-Sylvestre-de-Beaurivage et les concessions suivantes, détachées de ladite municipalité pour former partie de la paroisse de Saint-Pierre - de - Beaurivage, savoir: les concessions Belfast, Saint-Charles, Saint-David, Des Chutes, Saint-Patrice, McKee's Gore, et les par-</p>	Inverness.

No	Noms des divisions	Territoire compris	Localisation du bureau
"44	Mégantic... <i>Suite</i>	ties des concessions de Saint-Joseph <i>alias</i> Saint-Jacques, Saint - Jean, Saint-Martin, Saint-Philippe, Sainte-Anne, Chemin Craig-Est, Chemin Craig-Ouest, ainsi que la partie de la concession Armagh située au sud-est de la rivière Fourchette."	Plessisville.

D. L'article 72 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 13 George V, chapitre 13, section 1, et modifié par la loi 13 George V, chapitre 15, section 7, est de nouveau modifié en y insérant, après le paragraphe 71 le suivant:

No	Noms des divisions	Territoire compris	Localisation du bureau
"71a	Thetford.....	Cette partie du comté de Mégantic qui comprend les cantons de Thetford, de Ireland, de Leeds et de Coleraine."	Thetford-Mines".

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI CONCERNANT L'ASILE DE LA LONGUE-POINTE

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU qu'il convient de porter de cent douze piastres ou de cent dix piastres à cent vingt piastres par année, jusqu'à l'expiration du contrat, la somme payable à la communauté des Sœurs de la charité de la Providence, pour les soins que les sœurs de ladite communauté donneront à l'avenir aux aliénés de l'un ou de l'autre sexe qui leur seront confiés par le gouvernement de cette province;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Modification
du contrat du
13 mars 1897,
autorisée.

1. Le contrat passé entre le gouvernement et la communauté des Sœurs de la charité de la Providence le 13 mars 1897, et ratifié par la loi 9 Édouard VII, chapitre 5, peut être modifié par le secrétaire de la province, à ce dûment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et avec le consentement de ladite communauté, dans la mesure indiquée dans la section 2.

Somme ac-
cordée pour
chaque ma-
lade.

2. Cette modification, constatée par contrat portant minute, accordera à la communauté des Sœurs de la charité de la Providence, une somme totale de cent vingt piastres par année, par tête, pour chaque malade confié aux soins des sœurs de ladite communauté, et ce à compter du premier janvier 1913, jusqu'à l'expiration du contrat ratifié par la loi 9 Édouard VII, chapitre 5.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

NOTE.—Voir *Complément des S. R.*, 1909, pp. 330 et suivantes; Voir aussi 8 Geo. V, c. 5.

3 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI AUTORISANT LA MODIFICATION DU CONTRAT PASSÉ
ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES SŒURS DE LA CHA-
RITÉ DE QUÉBEC, RELATIVEMENT AU MAINTIEN
DES ALIÉNÉS DANS L'ASILE DE BEAUPORT

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU qu'il convient de porter de cent dix piastres à cent vingt piastres par année, jusqu'au 31 décembre 1922, la somme payable aux Sœurs de la charité de Québec, pour les soins que lesdites sœurs donneront à l'avenir aux malades qui leur seront confiés par le gouvernement pour traitement à l'asile de Beauport, et attendu qu'il importe aussi de faire remise auxdites sœurs de toute balance due sur les réclamations mentionnées aux clauses 19 et 20 de leur contrat;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la charité de Québec, le 23 février 1903, et ratifié par la loi 3 Édouard VII, chapitre 4, peut être modifié par le secrétaire de la province, à ce dûment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et avec le consentement desdites sœurs, dans la mesure indiquée dans la section 2.

2. Cette modification, constatée par contrat portant minute, accordera aux Sœurs de la charité de Québec, à partir du premier janvier 1913, jusqu'au 31 décembre 1922, en ce qui concerne l'asile de Beauport, une somme totale de cent vingt piastres par année, par tête, pour chaque malade confié aux soins desdites sœurs dans l'asile de Beauport, pourvu qu'il apparaisse par le nouveau contrat portant modification de celui passé le 23 février 1903, que lesdits contrats expireront le 31 décembre 1922, en ce qui concerne l'asile de Beauport.

La balance due sur les réclamations mentionnées dans les clauses 19 et 20 du contrat en date du 23 février 1903, pourra aussi être remise aux Sœurs de la charité de Québec, par le contrat à intervenir et portant modification dudit contrat en date du 23 février 1903.

NOTE.—Voir complément des S. R., 1909, p. 308; Voir aussi 8 Geo. V, c. 5, et 14 Geo. V, c. 14.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 14

**LOI RATIFIANT LE CONTRAT PASSÉ PAR LE GOUVERNEMENT
DE LA PROVINCE AVEC LES SOEURS DE LA CHARITÉ DE
QUÉBEC RELATIVEMENT AUX SOINS, À LA GARDE ET
À L'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS, ET LE CONTRAT EN-
TRE LES SOEURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC
ET L'UNIVERSITÉ LAVAL, RELATIVEMENT
AU SERVICE MÉDICAL DE L'HÔPITAL
SAINT-MICHEL-ARCHANGE**

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat entre
le gouverne-
ment et les
sœurs de la
Charité, rati-
fié.

Id., entre les
sœurs de la
Charité et
l'Université
Laval, ratifié.

Entrée en
vigueur.

1. Le contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés, dans l'Hôpital Saint-Michel-Archange, passé le vingt-neuvième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois, devant Joseph Sirois, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, et le contrat relatif au service médical de l'Hôpital Saint-Michel-Archange, passé le douzième jour de mai mil neuf cent vingt-trois, devant Joseph Sirois, notaire, entre les Sœurs de la Charité de Québec et l'Université Laval, ci-après reproduits comme cédules A et B, sont approuvés et ratifiés.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE A

L'AN MIL NEUF CENT VINGT-TROIS, le premier de décembre:

DEVANT JOSEPH SIROIS, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec;

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI, ici représentée par l'honorable Athanase David, de la cité de Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la pro-

vince de Québec, en conseil, No 2192, en date du vingt-huit de novembre dernier, approuvé le vingt-neuf novembre par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et dont copie est annexée à la minute des présentes;

Et les SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Québec, ici représentées par dame Clara Déchène, de la cité de Québec, en religion sœur Ste-Christine, supérieure générale des Sœurs de la Charité, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil des Sœurs de la Charité, en date du vingt-huit novembre dernier, et dont copie a été annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue véritable par sœur Ste-Christine, et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour;

LESQUELS font le contrat suivant:

I

TITRE DE CE CONTRAT

Ce contrat peut être cité sous le nom de "Contrat relatif aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital St-Michel-Archange".

II

DÉFINITION

Dans ce contrat, à moins que le texte n'exige une interprétation différente:

a) L'expression "gouvernement" signifie "Sa Majesté", l'une des parties à ce contrat;

b) L'expression "les sœurs" signifie les Sœurs de la Charité de Québec, l'autre partie à ce contrat;

c) L'expression "malades" signifie les personnes idiotes et aliénées de l'un et de l'autre sexe, confiées aux sœurs;

d) L'expression "asile" ou "hôpital" s'applique à l'Asile Saint-Michel-Archange (connu habituellement sous le nom d'Asile de Beauport);

e) L'expression "gardiens" comprend les gardiennes, religieuses ou laïques;

f) L'expression "médecins" signifie les médecins nommés (sauf le surintendant) par l'université Laval et agréés par les sœurs;

g) L'expression "surintendant" signifie le surintendant nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

h) Les expressions "directeur médical des hôpitaux d'aliénés", "inspecteurs", "visiteurs", signifient le directeur médical des hôpitaux d'aliénés, les inspecteurs des asiles, prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

III

SOINS ET ENTRETIEN DES MALADES

Les sœurs s'engagent envers le gouvernement pour le terme de dix ans, qui commencera à courir le premier janvier prochain (1924), à recevoir et loger dans leur asile, les vêtir, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, à leur donner une nourriture saine et suffisante, à leur procurer les soins de médecins compétents, à améliorer les services de laboratoires et autres, d'après les données modernes, de façon à favoriser leur guérison, et le développement de la science des maladies mentales, le tout aux conditions ci-après stipulées.

IV

NOURRITURE, ETC.

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis aux malades par les sœurs ne devront, dans aucun cas, être d'une qualité inférieure à, et dans des quantités moindres que celles qui ont été fournies jusqu'à présent par les sœurs.

V

TRAITEMENT À DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés les mêmes soins et à leur procurer le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points, au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat qui a expiré le trente et un décembre dernier (1922).

Les sœurs s'engagent en outre à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés, sujet néanmoins à ce qui est mentionné dans l'article suivant.

VI

CERTAINES DÉPENSES À ÊTRE REMBOURSÉES

Si, par suite des ordres du surintendant médical ou des règlements faits en vertu des lois de cette province concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, il est imposé aux sœurs des dépenses plus considérables que celles résultant de ce qui est spécifiquement mentionné dans les articles trois (III), quatre (IV), cinq (V), sept (VII), huit (VIII), de ce contrat, ces dépenses additionnelles, après avoir été approuvées au préalable par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, seront payées par le gouvernement en sus du prix de ce contrat.

VII

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront correspondre aux différentes saisons de manière à permettre aux malades de sortir tous les jours autant que possible.

Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison, les sœurs ayant le bénéfice de ce travail. La cure par le travail ou par des exercices physiques sera sous la direction immédiate du surintendant.

VIII

GARDIENS

Les gardiens devront être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas, en moyenne, plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux. Ces gardiens devront savoir lire, écrire, compter, et n'avoir pas moins de vingt et un ans, et pas plus de soixante-cinq ans, et suivront les instructions du surintendant. Cette dernière disposition ne s'appliquera pas aux gardiens actuellement employés, jugés compétents par le surintendant.

IX

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux directeur médical des hôpitaux d'aliénés, surintendant, visiteurs et inspecteurs des asiles, et leur donneront tout leur concours de manière à leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs.

X

PRIX DE L'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les sœurs, à leur payer, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de deux cents piastres par année, par tête, pour chaque malade qu'elles garderont à l'avenir, pour lui, et pour tout le temps de l'internement seulement, de ce malade.

Ces paiements s'effectueront par versements trimestriels, dont le premier se fera le premier avril mil neuf cent vingt-quatre, et les autres de trois mois en trois mois sans interruption, jusqu'à l'expiration de ce contrat. Cependant le montant annuel payable par le gouvernement ne sera jamais pour une somme moins élevée que celle payable pour le minimum des malades fixé par l'article suivant.

XI

NOMBRE MINIMUM DES MALADES

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à mettre et tenir en tout temps, pendant la durée de ce contrat, sous les soins des sœurs, au moins quinze cents malades.

XII

SERVICE DES CHAPELAINS

Le service des aumôniers résidants sera payé par les sœurs.

XIII

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues suivant la loi.

XIV

ÉVASION DES MALADES

Si, après leur arrivée à l'asile, des malades s'échappent ou s'éloignent de l'asile, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

XV

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'asile, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XVI

AVIS DANS LE CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XVII

RENSEIGNEMENTS À COMMUNIQUER

Les sœurs faciliteront, autant que la chose leur sera possible, mais sans qu'aucune obligation légale leur en soit faite et sans qu'elles encourent aucune responsabilité sous ce rapport, la tâche du surintendant, désigné par la loi comme curateur aux aliénés non spécialement pourvus de curateur, en lui communiquant tous les renseignements en leur possession. Il en sera de même lorsque le surintendant aura à régler des cas de déportation ou de rapatriement.

XVIII

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres et cinquante cents pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XIX

PAIEMENTS ADDITIONNELS

Outre la somme de deux cents piastres dont il est question dans la clause X du présent contrat, le gouvernement s'engage à payer aux sœurs, une somme annuelle de trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), ce montant étant destiné à aider les sœurs à payer les

honoraires des médecins (le surintendant excepté), du secrétaire, des frais de pharmacie et de bureau, etc.

XX

CONTRAT AVEC L'UNIVERSITÉ LAVAL

Le gouvernement donne par les présentes son approbation au contrat intervenu entre les Sœurs de la Charité de Québec et l'Université Laval, par acte devant le notaire Jos. Sirois, en date du douze mai, mil neuf cent vingt-trois, sous le No 7284 de ses minutes.

XXI

DÉFENSE DE TRANSPORTER CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XXII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pour tout ce qui n'est pas spécialement mentionné et réglé dans ce contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du directeur médical des hôpitaux d'aliénés, du surintendant médical et des autres médecins.

Ces pouvoirs et ces attributions sont cependant limités par le droit qu'ont les propriétaires d'administrer leur établissement au point de vue de l'ordre, de la discipline et de l'économie, de diriger leurs employés et de contrôler toutes les dépenses, pourvu que l'exercice de ce droit n'entrave aucunement le traitement médical mental, moral et physique des malades, tel que défini par l'article 4093 des Statuts refondus, 1909.

XXIII

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de Québec à sa prochaine session.

FAIT À QUÉBEC, quant aux Sœurs de la Charité de Québec, et à Montréal, quant à l'honorable M. David et le notaire, sous le numéro sept mille cinq cent quarante-sept des minutes du notaire soussigné.

EN FOI DE QUOI mère Ste-Christine et l'honorable Athanase David ont signé avec le notaire et en sa présence, mère Ste-Christine le vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-trois, et l'honorable M. David et le notaire soussigné les jour, mois et an en premier lieu mentionnés.

(Signé) S. C. DESCHÈNES, dite Ste-Christine,
" ATHANASE DAVID, *Sup. gén.*
" JOS. SIROIS, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JOS. SIROIS, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 28 novembre 1923, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 29 novembre 1923

Concernant un contrat entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 28 novembre (1923), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, pour le maintien des aliénés à l'Asile St-Michel-Archange, à Beauport, dont copie est annexée au mémoire susdit, lequel contrat devra être ratifié par la Législature.

Certifié. (Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Cette copie d'ordre en conseil a été annexée à la minute No 7547 du répertoire du notaire Joseph Sirois, après avoir été signée pour identification par l'honorable Athanase David et le notaire soussigné, le premier décembre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) ATHANASE DAVID,
" JOS. SIROIS, N. P.

Vraie copie.

JOS. SIROIS, N. P.

LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC

A une réunion du conseil des Sœurs de la Charité de Québec, tenue à Québec, le vingt-huitième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Il a été proposé et unanimement résolu :

Dame CLARA DESCHÈNES, dite Ste-Christine, supérieure générale des Sœurs de la Charité de Québec, est autorisée à signer avec le gouvernement de la province de Québec un contrat relatif à l'Hôpital St-Michel-Archange, pour une période de dix ans à compter du premier janvier prochain (1924), le tout, aux charges, clauses et conditions arrêtées avec le gouvernement, et contenues dans un projet d'acte préparé par Jos. Sirois, notaire, et approuvé par le conseil de la communauté.

(Signé) Sr THÉRÈSE LACASSE, dite Ste-Héloïse,
Asste.

" Sr ÉMÉLIA GAGNÉ, dite St-Théophile,
2ième Conseillère.

" Sr ADÉLAÏDE DEMERS, dite St-Honoré,
Hospitalière.

Vraie copie.

(Signé) Sr STE-AGATHE,
Secrétaire.

Cette copie de résolution a été annexée à l'original No 7547 du répertoire du notaire Joseph Sirois, après avoir été reconnue véritable par Mère Ste-Christine et signée pour identification par ladite Mère Ste-Christine et le notaire soussigné, ce vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-trois.

(Signé) S. C. DESCHÈNES, dite S. Christine,
Sup. gén.

" JOS. SIROIS, N. P.

Vraie copie.

JOS. SIROIS, N. P.

CÉDULE B

L'AN MIL NEUF CENT VINGT-TROIS, le douze de mai:
DEVANT JOSEPH SIROIS, notaire public pour la province
de Québec, résidant et pratiquant à Québec;

COMPARAISSENT:

LES SŒURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC, corporation
ayant le siège principal de ses affaires en la cité de
Québec, ici représentée par dame Clara Deschênes,
dite Sainte-Christine, supérieure générale, autori-
sée aux fins des présentes aux termes d'une résolu-
tion du conseil des Sœurs de la Charité de Québec,
en date du onze de mai courant, et dont une copie
certifiée sera annexée à l'original des présentes après
avoir été reconnue véritable par sœur Sainte-Chris-
tine, et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour,
ci-après appelées "LES SŒURS";

Et L'UNIVERSITÉ LAVAL, corporation ayant le siège
principal de ses affaires en la cité de Québec, ici re-
présentée par Mgr Charles-Napoléon Gariépy, de la
cité de Québec, protonotaire apostolique et recteur,
autorisé aux fins des présentes aux termes d'une ré-
solution du conseil de l'Université Laval, en date du
onze de mai courant, et dont une copie certifiée a
été annexée à l'original des présentes après avoir été
reconnue par Mgr C.-N. Gariépy, et signée par lui
et le notaire soussigné, ce jour;

LESQUELS, font, au préalable, l'exposé suivant:

I.—Les sœurs sont propriétaires d'un hôpital pour les
aliénés, connu sous le nom de "Hôpital Saint-Michel-
Archange";

II.—Elles ont demandé à l'Université Laval de se
charger du service médical de cet hôpital, aux conditions
ci-après mentionnées, arrêtées de part et d'autre;

III.—L'Université Laval, heureuse d'utiliser au profit
de ses élèves, le champ d'études que présente un hôpital
comme celui de Saint-Michel-Archange, a accepté cette
proposition;

CECI EXPOSÉ, les parties conviennent de ce qui suit:

1.—L'université se charge du service médical de l'Hô-
pital Saint-Michel-Archange sous l'autorité du surinten-
dant exercée conformément aux articles 4088 et suivants
des Statuts refondus, 1909;

2.—Le surintendant sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais choisi parmi les médecins présentés par l'Université Laval, et agréés par les sœurs;

3.—L'Université Laval fournira à l'Hôpital Saint-Michel-Archange deux chefs de service et deux assistants, tous compétents à remplir leurs attributions respectives;

4.—L'Université Laval fournira aussi un chirurgien, un pathologiste, un dentiste et un oto-rhino-laryngologiste, de façon à satisfaire aux besoins de ces différents services;

5.—Il est entendu qu'aucun des médecins, mentionnés aux clauses trois et quatre ci-dessus, ne sera nommé sans avoir été préalablement agréé par les sœurs;

6.—Il est également compris que si l'un ou l'autre de ces médecins ne donnait pas un service satisfaisant, représentations en seraient faites aux autorités de l'université qui détient seule le droit de les destituer;

7.—Les salaires de tous ces médecins, sauf celui du surintendant, seront payés par les sœurs;

8.—L'Université Laval utilisera les cliniques de l'Hôpital Saint-Michel-Archange pour l'enseignement à ses étudiants;

9.—Les présentes seront en vigueur pour une période de dix ans, à compter du premier de janvier dernier (1923).

FAIT A QUÉBEC, sous le numéro sept mille deux cent quatre-vingt-quatre des minutes du notaire soussigné.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec le notaire, et en sa présence, lecture faite.

(Signé) SR CLARA DESCHÈNES, dite Ste-Christine,
Sup. gén.,

" C. N. GARIEPY, *ptre, P. A. Recteur de l'Université Laval.,*

" JOS. SIROIS, *N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JOS. SIROIS, *N. P.*

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 4

LOI AUTORISANT LA PASSATION D'UN CONTRAT AVEC L'HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS AU SUJET DE LA GARDE ET DE L'ENTRETIEN DES PATIENTS

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Changement de nom; Voir 15 Geo. V, c. 127.*

1. Nonobstant toute loi à ce contraire, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la province à assumer, au nom de cette province, jusqu'à l'échéance des divers emprunts, le paiement de l'intérêt, depuis le premier janvier 1910, sur la somme de deux cent cinquante mille piastres dont le gouvernement a déjà garanti le paiement, en capital et intérêts, en vertu des lois 55-56 Victoria, chapitre 39, 59 Victoria, chapitre 5, et 2 Édouard VII, chapitre 8, en faveur de l'Hôpital protestant des aliénés, et à assumer, de plus, en faveur dudit hôpital, le paiement de l'intérêt pour un terme de quinze années à commencer du premier janvier 1910, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, sur l'emprunt autorisé par la loi 9 Édouard VII, chapitre 3.

Paiement de l'intérêt sur une certaine somme de deniers en faveur de l'Hôpital protestant des aliénés, autorisé.

2. Les municipalités responsables de la moitié des frais d'entretien, du séjour et du traitement des aliénés internés à l'Hôpital protestant des aliénés sont tenues au paiement de leur part proportionnelle dans la moitié des intérêts échus et à échoir sur la somme de trois cent vingt-cinq mille piastres mentionnée dans la section 1 de la présente loi et à compter de la date y indiquée; les articles 4137 et suivants des Statuts refondus, 1909, s'appliquent à la perception de la moitié de ces intérêts comme si ces derniers faisaient partie des frais d'entretien, du séjour et du traitement des aliénés internés à l'Hôpital protestant des aliénés aux frais de la province et des municipalités.

Certaines municipalités tenues au paiement d'une part proportionnelle de cet intérêt.

3. Le secrétaire de la province, à ce dûment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra passer avec l'Hôpital protestant des aliénés, un contrat basé sur la formule reproduite dans la cédule de la présente loi et insérer, dans ledit contrat, toute clause incidente qui pourrait être nécessaire pour y donner effet.

Sec. de la prov. autorisé à passer un contrat avec l'Hôpital protestant des aliénés.

I

TITRE DE CE CONTRAT

Cet acte peut être cité sous le nom de "contrat concernant le soin, la garde et l'entretien des patients à l'Hôpital protestant des aliénés".

II

DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'exige une autre interprétation:

- a. L'expression "gouvernement" signifie "Sa Majesté";
- b. L'expression "patients" signifie les idiots, et les aliénés des deux sexes;
- c. L'expression "l'hôpital" signifie l'Hôpital protestant des aliénés;
- d. L'expression "gardiens" comprend les gardiens et les infirmières;
- e. L'expression "médecin" signifie les médecins nommés par le gouvernement de la province de Québec;
- f. Les expressions "inspecteurs" et "visiteurs" signifient les inspecteurs des asiles et des prisons, etc., nommés par le gouvernement de la province.

III

SOIN ET ENTRETIEN DES PATIENTS

L'hôpital s'oblige et s'engage envers le gouvernement à recevoir et loger dans son asile tous les patients qui lui seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer, éclairer d'une manière convenable, à leur donner tous les soins nécessaires en santé comme en maladie, et à leur procurer les soins médicaux qu'exigera leur condition, le tout conformément aux stipulations ci-après indiquées.

IV

NOURRITURE, VÊTEMENT, ETC., (MENTIONNÉS DANS LA CÉDULE)

La nourriture et les vêtements donnés, de même que les lits et la literie fournis aux patients par l'hôpital, ne devront en aucun cas être inférieurs en qualité ni être

donnés en quantités inférieures à celles décrites dans la cédule signée par les parties et le notaire et annexée à la minute du présent contrat.

Les vêtements et les habits des patients devront être appropriés aux différentes saisons, de manière à leur permettre de sortir autant que possible tous les jours.

V

TRAITEMENT A DONNER

L'hôpital s'engage à donner aux patients qui lui seront confiés les mêmes soins, et à leur fournir au moins le même confort, les mêmes amusements et récréation, la même sollicitude, en un mot à les traiter sous tous rapports au moins aussi bien qu'il l'a fait pendant la durée du contrat passé avec le gouvernement et qui vient d'expirer.

VI

CONTRÔLE MÉDICAL

Les patients seront sous la direction du surintendant médical en ce qui regarde :

1. Leur exercice physique et leur travail;
2. La nature et la durée des occupations de chacun desdits patients;
3. L'admission des visiteurs.

L'hôpital devra, sur instruction de la part du surintendant médical, employer les patients à un travail dans différentes occupations ou sur la ferme, et aussi créer, suivant les circonstances des industries faciles, de manière à donner auxdits patients de l'occupation ou établir un mode de traitement.

VII

CARACTÈRE DE L'INSTITUTION

Le caractère protestant de l'institution assuré par la loi qui la constitue en corporation ainsi que les pouvoirs, droits et privilèges conférés audit hôpital et à son bureau de gouverneurs par ladite loi constitutive, ne seront pas affectés ni censés annulés d'aucune manière par ledit contrat; et personne ne pourra invoquer ledit contrat comme suspendant l'effet de ladite charte ou loi constitutive ou lui portant atteinte.

VIII

GARDIENS

Le nombre des gardiens que ledit hôpital devra employer, pour les patients, ainsi que le nombre de patients à assigner à chaque gardien seront fixés par le secrétaire de la province sur avis du surintendant médical. Les gardiens des patients seront sous le contrôle de l'officier ou surintendant médical qui pourra les congédier s'il les trouve incompetents ou impropres au service.

Ils seront tous inclusivement employés au soin des patients et ne devront pas s'absenter de leur travail sans la permission du surintendant médical.

Ils devront être âgés d'au moins vingt et un ans et d'au plus soixante-cinq.

IX

CONFORT MÉDICAL

Tout confort médical additionnel qui pourrait être fourni aux patients par ordre du surintendant médical, et non spécifié dans la cédula ci-dessus mentionnée, sera censé faire partie du traitement médical, et sera donné au nom et aux frais de la province.

X

COMPTES

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un comptable pour tenir les livres que le secrétaire de la province peut ou pourra proposer pour ledit hôpital, et ledit hôpital devra loger et pensionner ledit comptable, mais le salaire de ce dernier sera payé par ladite province.

XI

RÈGLEMENTS

Ledit contrat sera sujet aux lois régissant les asiles publics d'aliénés et aux règlements faits en vertu d'icelles, et ledit hôpital et ses officiers conviennent de s'y soumettre en tout temps.

Ledit hôpital sera tenu de se conformer à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront lui être faites et données par l'officier ou les officiers médicaux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par le secrétaire de la province, et il devra donner aux visiteurs et inspecteurs des asiles toute la facilité possible, et leur donner toute l'aide voulue pour leur faciliter le travail et l'accomplissement de leurs devoirs.

XII

ALTÉRATIONS ET MODIFICATIONS

Ledit hôpital des aliénés devra faire ou faire faire dans les bâtisses actuellement employées au logement desdits patients, toutes les altérations et modifications qui pourront être exigées par l'officier ou surintendant médical ou par les inspecteurs des asiles et prisons, soit pour améliorer la ventilation dudit établissement, soit pour assurer aux patients une sécurité plus complète, ou qui seront nécessaires à la classification et au traitement des patients reçus dans ledit hôpital; pourvu cependant que lesdites altérations et modifications ne soient pas trop onéreuses et soient absolument nécessaires, et que, dans le cas de contestations à ce sujet, la chose soit référée à l'un des magistrats de police du district de Montréal dont la décision sera finale et sans appel, ledit juge n'étant pas tenu de suivre la procédure ordinaire.

XIII

ACHAT

La province pourra, pendant la durée dudit contrat, acheter les bâtisses dudit hôpital déjà hypothéquées en faveur du gouvernement de la province pour une somme fixée à dire d'arbitres qui seront nommés comme suit: un par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par les autorités dudit hôpital et le troisième par les deux premiers, et si ces derniers ne s'entendent pas, par un juge de la Cour supérieure du district de Montréal.

XIV

PRIX ET CONSIDÉRATION POUR L'ENTRETIEN DE CHAQUE PATIENT

Ledit gouvernement de la province de Québec s'engage à payer audit Hôpital protestant des aliénés, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent quarante-deux piastres par année pour chaque patient qu'il gardera pour le gouvernement, au prorata du temps pendant lequel ce patient sera interné. Ce prix ou cette considération sera payé par le gouvernement audit hôpital tous les trois mois, sur production par ledit hôpital, d'un compte détaillé, suivant la formule approuvée par le gouvernement, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues par la loi.

NOTE.—*Augmentation du prix de l'entretien; Voir 8 Geo. V, c. 5.*

Comme considération additionnelle pour le soin et l'entretien des patients publics, le gouvernement de ladite province de Québec a déjà garanti le paiement du capital et de l'intérêt des bons ou obligations dudit hôpital s'élevant à deux cent cinquante mille piastres, et il s'engage, par les présentes, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi 9 Édouard VII, chapitre 3, à garantir le capital d'une émission additionnelle de bons ou d'obligations dudit hôpital au montant de soixante et quinze mille piastres. De plus, l'intérêt sur trois cent vingt-cinq mille piastres, le montant total desdits bons ou obligations, devra être payé par le gouvernement de la province de Québec aux dates et lieux et conformément aux dispositions stipulées dans lesdits bons ou obligations émis ou à émettre par ledit hôpital, le tout conformément à la loi qui autorise la passation du présent contrat.

XV

FRAIS D'INHUMATION

A chaque paiement, le gouvernement paiera à l'hôpital une somme additionnelle de trois piastres pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque patient décedé à l'asile durant l'intervalle.

XVI

TRANSPORT DES PATIENTS

Les patients ainsi confiés au soin et à la garde de l'hôpital devront être transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement, ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues par la loi.

L'hôpital aura le droit d'être payé d'après le taux y stipulé pour tous les patients qu'il recevra, à compter de la date de leur admission dans ledit hôpital, sur la production d'un compte tel que ci-dessus mentionné.

L'officier ou les officiers médicaux ou les comptables seront payés par le gouvernement aussi longtemps qu'il ou qu'ils rempliront ladite ou lesdites fonctions.

XVII

ÉVASION DES PATIENTS

Si, après leur arrivée à l'asile, ces patients s'évadent ou s'éloignent de l'asile, l'hôpital sera tenu, à ses frais, de prendre les mesures nécessaires pour les retrouver et les ramener à l'asile.

XVIII

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un patient s'évadera ou s'éloignera de l'asile, l'hôpital en donnera avis au secrétaire de la province, dans lequel avis il mentionnera le nom du patient qui s'est ainsi éloigné de l'asile, la date de son évasion et celle de son retour, ou l'impossibilité de le retrouver.

XIX

AVIS EN CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un patient, l'hôpital devra donner avis au secrétaire de la province, et, dans cet avis, le nom du patient et la date de son décès devront être indiqués.

XX

VIOLATION DE CONTRAT

La violation des dispositions dudit contrat, ou de quelques-unes d'entre elles par ledit hôpital ou ses officiers, sera considérée comme une cause ou raison suffisante pour annuler ledit contrat.

Le susdit contrat est fait pour le terme de quinze années, à commencer du premier janvier 1910.

Dont acte fait et passé en la cité de _____, dans le bureau de _____, ledit notaire soussigné, les jour, mois et an en premier lieu ci-dessus décrits, sous le No _____ des minutes déposées au bureau du notaire soussigné et, après lecture dûment faite des présentes, les parties aux présentes les ont signées avec et en présence du notaire soussigné.

CÉDULE DU CONTRAT

Règlement concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

	Onces
Pain de blé.....	Par jour 20
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	" 20
Viandes: bœuf, mouton ou lard, de première qualité:	
Pour les malades ordinaires.....	" 6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles....	" 8

La même quantité de poisson, si on le désire.

	Onces
Beurre.....	Par jour 2
	Chopines
Soupe à la viande ou aux légumes.....	" 2
Thé et café avec lait.....	" 1½

Et les assaisonnements nécessaires.

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade, et une variété dans la nourriture autant que possible chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Bas de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 "
Souliers.....	3 "
Pantalons d'été.....	2 "
Pantalons d'hiver.....	2 "
Pour les malades qui détériorent leurs habillements:	
Pantalons d'été.....	4 paires
Pantalons d'hiver.....	4 "
Bretelles.....	1 "
Caleçons de coton.....	2 "
Caleçons de laine.....	2 "
Cravates d'été.....	2
Cravates d'hiver.....	2
Habits d'été.....	2
Habits d'hiver.....	2
Vestes d'été.....	2
Vestes d'hiver.....	2
Chapeau d'été.....	1
Casque d'hiver.....	1
Mouchoirs de poche.....	3

POUR LES FEMMES

	Par année
Chemises.....	4
Chemises de dessous en flanelle.....	2
Chemises de dessous en coton.....	2
Chaussons de laine.....	3 paires
Chaussons de coton.....	3 "
Jarrettières.....	1 "
Souliers.....	3 "
Jupons d'été.....	2

POUR LES FEMMES—*Suite*

	Par année
Jupons d'hiver.....	2
Robes de coton pour été.....	2
Robes de laine pour hiver.....	2
Châles d'été.....	2
Châles d'hiver.....	2
Tabliers.....	4
Bonnets de jour.....	3
Bonnets de nuit.....	3
Mouchoirs.....	3
Chapeau d'été.....	1
Chapeau d'hiver.....	1
Caleçons d'été.....	2 paires
Caleçons d'hiver.....	2 "

LITERIE

Lit de fer, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertures de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

La cédule qui précède est celle à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hôpital protestant des aliénés, passé devant le notaire soussigné, le jour du mois de 1910, reconnue véritable et signée par les parties en présence du notaire soussigné.

2 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI CONCERNANT LA GARANTIE DE CERTAINES OBLIGATIONS À ÊTRE ÉMISES PAR L'HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS POUR REMBOURSER LES EMPRUNTS DONT LA GARANTIE PAR LE GOUVERNEMENT A ÉTÉ AUTORISÉE PAR LES LOIS 55-56 VICTORIA, CHAPITRE 39, ET 59 VICTORIA, CHAPITRE 5, SECTIONS 2, 3 ET 4

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

Préambule.

ATTENDU que le lieutenant-gouverneur en conseil a garanti, en vertu des lois 55-56 Victoria, chapitre 39, et 59 Victoria, chapitre 5, sections 2, 3 et 4, le remboursement du capital et de l'intérêt de cent quatre-vingt-cinq mille piastres de débentures et obligations

émises pour une période de vingt ans par l'Hôpital protestant des aliénés; et

Attendu que ces débetures et obligations seront bientôt échues et qu'il importe de garantir, pour une période n'excédant pas vingt années, une nouvelle émission d'obligations de l'Hôpital protestant des aliénés dans le but de rembourser les emprunts dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par les lois 55-56 Victoria, chapitre 39, et 59 Victoria, chapitre 5, sections 2, 3 et 4;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Changement de nom; Voir 15 Geo. V, c. 127.*

1. Sujet aux sections 1 et 2 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 4, en ce qui concerne le paiement des intérêts il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, d'une émission d'obligations pour un montant de cent quatre-vingt-cinq mille piastres, qui sera faite par l'Hôpital protestant des aliénés, pour une terme n'excédant pas vingt ans lors de l'échéance des obligations et débetures garanties par le gouvernement de cette province en vertu des lois 55-56 Victoria, chapitre 39, et 59 Victoria, chapitre 5, sections 2, 3 et 4, pourvu:

Garantie
d'une émis-
sion d'obli-
gations par
le gouverne-
ment.

a. Que le trésorier de la province s'assure que le produit de l'emprunt sera employé au remboursement des emprunts contractés en vertu des lois 55-56 Victoria, chapitre 39, et 59 Victoria, chapitre 5, sections 2, 3 et 4;

Conditions.

b. Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de la garantie du capital, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de tout contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés;

c. Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur tous les bâtiments, ainsi que sur les terrains où ils s'élèvent et qui appartiennent à l'hôpital;

d. Que ledit hôpital assure lesdits bâtiments pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI CONCERNANT L'HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que le lieutenant-gouverneur en conseil a garanti, en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 8, le remboursement du capital et de l'intérêt de soixante-cinq mille dollars d'obligations émises pour un terme de vingt années par l'Hôpital protestant des aliénés;

Attendu que lesdites obligations sont devenues dues le 9 juin 1922, et qu'il est à propos de garantir pour un terme d'au plus vingt années une nouvelle émission d'obligations de l'Hôpital protestant des aliénés, pour rembourser l'emprunt dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par la loi 2 Édouard VII, chapitre 8;

Attendu qu'en sus des soixante-cinq mille dollars d'obligations, il faudrait une somme de cent trente-cinq mille dollars pour liquider des dépenses se rapportant à l'hôpital, et que, en conséquence, l'hôpital se trouve dans la nécessité d'emprunter la somme de deux cent mille dollars;

Attendu que l'hôpital n'est pas en mesure de négocier un tel emprunt, si ce n'est avec la garantie du gouvernement; et attendu qu'il est de l'intérêt public que cette garantie lui soit donnée;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Changement de nom. Voir 15 Geo. V, c. 127.*

Garantie d'un certain emprunt de l'Hôpital protestant des aliénés.

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas six pour cent par an, d'un nouvel emprunt de deux cent mille dollars qui sera fait par l'Hôpital protestant des aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, au remboursement de l'emprunt échu le 9 juin 1922, et pour liquider des dépenses se rapportant à l'hôpital, pourvu:

Conditions de la garantie.

a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat;

b) Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur ses édifices, ainsi que sur le terrain où ils s'élèvent;

c) Que ledit hôpital assure lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte au gouvernement les polices constatant cette assurance.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 127

LOI CHANGEANT LE NOM DE L'HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

2. Les mots "Hôpital protestant des aliénés" par-
tout où ils se trouvent dans les lois 44-45 Victoria, cha-
pitre 50, 2 Édouard VII, chapitre 98, ou dans toute
autre loi, signifieront "*Verdun Protestant Hospital*." Interpréta-
tion.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 4

**LOI CONCERNANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNE-
MENT ET L'INSTITUT DES PETITES SOEURS FRANCISCAI-
NES DE MARIE, RELATIVEMENT AU MAINTIEN DES
IDIOTS DANS L'HOSPICE STE-ANNE DE LA BAIE
SAINT-PAUL, DANS LE COMTÉ DE CHARLEVOIX**

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat du
16 décembre
1915, ratifié.

1. Le contrat ci-après reproduit, relatif au soin, à la garde et à l'entretien des idiots dans l'hospice Ste-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé le seizième jour de décembre mil neuf cent quinze, devant Adolphe Labrèque, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Francisaines de Marie, est approuvé et ratifié.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CONTRAT

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le seize décembre,

Devant ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec,

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat et secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes par un arrêté du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, No 1564, en date du premier décembre mil neuf cent quinze, et approuvé le six décembre de la même année par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et dont copie est annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue par les parties et signée par elles et le notaire soussigné,

ET

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège

d'affaires en la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame Lumina Bolduc, en religion Sœur Marie Dominique, supérieure générale dudit institut, spécialement autorisée à l'effet des présentes par une résolution du conseil dudit institut en date du trente novembre mil neuf cent quinze et dont copie a été annexée à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable par ladite dame supérieure et signée par elle et le notaire soussigné, ce jour.

LESQUELS font le contrat suivant:

I

SOIN ET ENTRETIEN DES MALADES

L'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie s'engage envers le gouvernement de la province, pour le terme de dix années qui commencera à courir le deux décembre mil neuf cent seize (1916), à recevoir et loger dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, des idiots des deux sexes qui leur seront confiés par le gouvernement, à les nourrir, vêtir, et entretenir, chauffer et éclairer convenablement, leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires tant en santé qu'en maladie, et leur fournir les soins médicaux et médicaments que leur état exigera, le tout aux conditions ci-après stipulées.

II

NOURRITURE, ETC., INDIQUÉE DANS LA CÉDULE "A"

La nourriture et les vêtements donnés, ainsi que les lits et la literie fournis, aux malades par les sœurs, ne devront pas être d'une qualité inférieure et dans des quantités moindres que celles énumérées dans la cédule ci-annexée à la minute de ce contrat, signée par les parties et le notaire.

III

TRAITEMENT A DONNER

Les sœurs s'engagent à donner aux malades qui leur seront confiés, au moins les mêmes soins et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations, la même sollicitude, en un mot à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'elles l'ont fait pendant toute la durée de leur contrat avec le gouvernement, contrat expirant le deux décembre mil neuf cent seize.

IV

VÊTEMENTS ET TRAVAIL DES MALADES

Les vêtements des malades devront, pour ceux en état de sortir, correspondre aux différentes saisons.

Les amusements, exercices physiques, et même le travail pour ceux qui pourront en bénéficier, devront être proportionnés aux conditions de santé et de capacité des malades et au besoin de leur éducation, surtout pour les jeunes idiots.

V

GARDIENS

Les sœurs devront fournir des gardiens ou gardiennes en nombre suffisant pour qu'il n'y ait pas en moyenne plus de douze malades confiés aux soins et garde de chacun d'eux.

VI

VISITE DES MÉDECINS, INSPECTEURS, ETC.

Les sœurs donneront toutes les facilités possibles aux surintendants des asiles, médecins du gouvernement aux visiteurs et inspecteurs des asiles, et tout leur concours pour leur faciliter leur œuvre et l'accomplissement de leurs devoirs, et se conformeront à toutes les recommandations, suggestions et prescriptions qui pourront être faites et données par le surintendant des asiles, ou le médecin attaché audit hospice, et aussi à toutes ordonnances qui pourraient leur être données par le lieutenant-gouverneur en conseil.

VII

CONTRAT SUJET AUX LOIS DES ASILES

Le présent contrat sera aussi sujet à la loi de la province de Québec concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, et notamment pour le traitement médical et les pouvoirs et attributions du surintendant médical des asiles, de son assistant et du médecin attaché audit hospice.

VIII

PRIX D'ENTRETIEN DE CHAQUE MALADE

Le gouvernement s'engage envers les sœurs à leur payer, à partir du deux décembre mil neuf cent seize, une

somme de cent vingt piastres par année pour chaque malade qui leur sera confié comme susdit, et pour tout le temps de l'internement seulement de ce malade. Ce paiement s'effectuera par versements trimestriels sur production d'un compte détaillé fait en conformité de la forme de compte approuvée par le gouvernement.

Le gouvernement paiera annuellement auxdites sœurs pendant la durée de ce contrat, pour au moins cent malades qu'il s'engage à mettre et tenir en tout temps sous leurs soins.

NOTE.—*Cet article a été modifié par la cédula de la loi 12 Geo. V, c. 7.*

IX

CHAPELAIN

Le gouvernement s'engage à payer annuellement une somme de cent piastres, payable par trimestres, au chapelain dudit institut.

X

TRANSPORT DES MALADES

Les malades ainsi confiés aux soins et à la garde des sœurs seront transportés et livrés à l'asile aux frais et dépens du gouvernement ou des parties intéressées, sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues selon la loi.

XI

ÉVASION DES MALADES

Si, après son arrivée à l'hospice, un malade s'échappe ou s'éloigne dudit hospice, les sœurs devront, à leurs propres frais, faire toutes diligences et perquisitions nécessaires pour le retrouver et le ramener à l'hospice.

XII

AVIS EN CAS D'ÉVASION

Chaque fois qu'un malade s'échappera ou s'éloignera ainsi de l'hospice, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis dans lequel elles mentionneront le

nom de ce malade, la date de son évasion, celle de son retour ou le fait qu'il n'a pu être retrouvé.

XIII

AVIS EN CAS DE DÉCÈS

Dans le cas de décès d'un malade, les sœurs devront donner au secrétaire de la province un avis mentionnant le nom de ce malade et la date de son décès.

XIV

FRAIS D'INHUMATION

Lors du paiement de chaque trimestre, le gouvernement paiera aux sœurs une somme additionnelle de trois piastres pour frais d'inhumation et autres frais funéraires de chaque malade décédé à l'asile pendant ce trimestre.

XV

RÉSILIATION DE CE CONTRAT

Toute violation de quelqu'une des clauses et stipulations de ce contrat de la part des sœurs sera considérée une cause ou raison suffisante pour annuler le présent contrat de plein droit.

XVI

TRANSPORT DE CE CONTRAT

Les sœurs ne pourront transporter ce contrat sans un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil acceptant ce transport.

XVII

RATIFICATION

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session.

DONT ACTE, A MONTRÉAL quant à l'Institut desdites sœurs, et à Québec quant au gouvernement de la province de Québec, sous le numéro trois mille six cent deux des minutes du notaire soussigné.

ET LES PARTIES ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) JÉRÉMIE-L. DÉCARIE,
 " LUMINA BOLDUC, dite Sœur Marie-Dominique, *supérieure générale*.
 " AD. LABRÈQUE, *N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

AD. LABRÈQUE, *N. P.*

CÉDULE "A"

MAINTIEN DES IDIOTS

RÈGLEMENT concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

Pain de blé par jour.....	20 onces
Patates, carottes, navets et autres légumes.....	20 "
Viande: bœuf, mouton ou lard de première qualité pour les malades ordinaires.....	6 "
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.....	8 "
La même quantité de poisson par jour si on le désire.....	2 "
Beurre par jour.....	2 "
Soupe à la viande ou aux légumes par jour....	2 chopines
Thé et café avec lait.....	1½ "
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade, et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

HABILLEMENTS POUR LES HOMMES

Chemises.....	par année: 4
Chemises de dessous en flanelle.....	" 2
Chemises de dessous en coton.....	" 2
Bas de laine.....	" 3 paires
Chaussons de coton.....	" 3 "
Souliers.....	" 3 "
Pantalons d'été.....	" 2 "
Pantalons d'hiver.....	" 2 "

Pour les malades qui détériorent leurs habillements

Pantalons d'été.....	par année: 4 paires
Pantalons d'hiver.....	" 4 "
Bretelles.....	" 1 "
Caleçons de coton.....	" 2 "
Caleçons de laine.....	" 2 "
Cravates d'été.....	" 2
Cravates d'hiver.....	" 2
Habits d'été.....	" 2
Habits d'hiver.....	" 2
Vestes d'été.....	" 2
Vestes d'hiver.....	" 2
Chapeau d'été.....	" 1
Casque d'hiver.....	" 1
Mouchoirs de poche.....	" 3
Capot d'hiver.....	" 1
Chaussures d'hiver.....	" 1 paire

POUR LES FEMMES

Chemises.....	" 4
Chemises de dessous en flanelle.....	" 2
Chemises de dessus en coton.....	" 2
Chaussons de laine.....	" 3 paires
Chaussons de coton.....	" 3 "
Jarrettières.....	" 1 "
Souliers.....	" 3 "
Jupons d'été.....	" 2
Jupons d'hiver.....	" 2
Robes de coton pour été.....	" 2
Robes de laine pour hiver.....	" 2
Châles d'été.....	" 2
Châles d'hiver.....	" 2
Tabliers.....	" 4
Bonnets de jour.....	" 3
Bonnets de nuit.....	" 3
Mouchoirs.....	" 3
Chapeau d'été.....	" 1
Chapeau d'hiver.....	" 1
Caleçons d'été.....	" 2 paires
Caleçons d'hiver.....	" 2 "
Casque d'hiver.....	" 1
Vêtements de dessus pour sortie d'hiver.....	" 1

LITERIE

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et

oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertures en laine, au moins quatre pour chaque lit, couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques.

CECI est la cédule dont il est fait mention dans le contrat exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, devant Ad. Labrègue, notaire, à Québec, le seize décembre mil neuf cent quinze, laquelle cédule fut signée le même jour par les parties et ledit notaire.

(Signé) JÉRÉMIE-L. DÉCARIE,
LUMINA BOLDUC, dite Sœur Marie-
Dominique, *supérieure générale*.
“ AD. LABRÈGUE, N. P.

Vraie copie.

AD. LABRÈGUE, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 1er décembre 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 6 décembre 1915

Concernant un contrat entre le gouvernement de la province et les Sœurs Franciscaines de l'Asile Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul

No 1564

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 1er décembre (1915), recommande qu'il soit autorisé à renouveler le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs Franciscaines de l'Asile Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul pour l'entretien des aliénés, aux termes et conditions décrits dans le projet de contrat ci-annexé, et ce, à compter du 2 décembre 1916, lequel renouvellement devra être ratifié par la Législature.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ce document est l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil auquel il est référé dans le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie devant Ad. Labrègue, notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze. Lequel nous reconnaissons véritable. Et avons signé.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,
 " LUMINA BOLDOC, dite Sœur Marie-Dominique, *supérieure générale*.
 " AD. LABRÈQUE, N. P.

Vraie copie.

AD. LABRÈQUE, N. P.

A une assemblée spéciale du conseil général de l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, tenue à la salle des délibérations, à la maison mère, Baie Saint-Paul, le trentième jour de novembre mil neuf cent quinze, à laquelle sont présentes les sœurs Marie-Claire d'Assise, assistante générale, présidant l'assemblée à la place de la supérieure générale, absente, Marie-Joseph, Marie-Égide d'Assise et Marie-Ambroise, conseillères;

Il est résolu—

"Que Sœur Marie-Dominique, supérieure générale de notre institut, soit autorisée à signer, pour ladite institution, le contrat actuellement projeté avec le gouvernement de la province de Québec, et tous autres documents y concernant."

(Signé) Sr M.-CLAIRE D'ASSISE, *assiste génér.*
 " Sr MARIE DU SACRÉ-CŒUR DE J.,
Secrét. générale.

Certifié vraie copie.

(Signé) Sr MARIE DU SACRÉ-CŒUR DE J.,
Secrét.

Vu, approuvé et recommandé.

(Signé) † M.-T. Év. de Chicoutimi,
 5 décembre 1915.

Ce document est la copie certifiée de la résolution à laquelle il est référé dans le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, exécuté devant Ad. Labrègue,

notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze, laquelle résolution je reconnais véritable.

Et j'ai signé,

(Signé) LUMINA BOLDUC, dite Sœur M.-
Dominique, *Supérieure générale.*
“ AD. LABRÈQUE, N. P.

Vraie copie.

AD. LABRÈQUE, N. P.

12 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI RATIFIANT UN CERTAIN CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE ET L'INSTITUT DES PETITES SOEURS FRANCISCAINES DE MARIE, RELATI- VEMENT AU MAINTIEN DES ALIÉNÉS DANS L'HOSPICE STE-ANNE DE LA BAIE SAINT- PAUL, DANS LE COMTÉ DE CHARLEVOIX

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat ci-après reproduit, relatif au maintien des aliénés dans l'hospice Ste-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, passé, entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de la Baie Saint-Paul, le 22 décembre 1921, devant Ernest Labrègue, notaire, sous le numéro 4179 de ses minutes, est approuvé et ratifié.

Contrat entre
le gouverne-
ment et
l'Hospice de
Baie St-Paul,
ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

CONTRAT

L'AN MIL NEUF CENT VINGT ET UN, le vingt-deux de décembre

DEVANT ERNEST LABRÈQUE, notaire public, pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représentée par l'honorable Athanase David, secrétaire de la province

de Québec, autorisé aux fins des présentes en vertu d'un arrêté ministériel No 2291, en date du seize novembre dernier (1921), approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le même jour et dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes :

ET

L'INSTITUT DES PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE, corps politique incorporé, ayant son siège d'affaires en la paroisse de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, aux présentes représenté par dame Apolline Vautour, en religion Sœur Marie-Claire-d'Assise, supérieure générale dudit institut, spécialement autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil dudit institut en date du vingt-deux novembre dernier (1921), et dont copie est demeurée annexée à la minute des présentes après avoir été reconnue véritable par ladite dame supérieure générale et signée d'elle et du notaire soussigné, ce jour ;

LESQUELLES parties déclarent par les présentes :

Amender le contrat survenu entre elles devant Ad. Labrègue, notaire, le seize décembre mil neuf cent quinze ; et

Fixer à cent soixante-quinze piastres (\$175.00) par année, *per capita*, la pension des aliénés internés par le gouvernement provincial à l'Hôpital ou Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, propriété desdites Petites Sœurs Franciscaines de Marie, et ce, à compter du premier juillet dernier (1921), jusqu'au terme du contrat ci-dessus mentionné.

Quant aux autres termes, clauses et conditions dudit contrat du seize décembre mil neuf cent quinze, ils restent les mêmes, sans novation ni dérogation.

Le présent contrat devra être ratifié par une loi de la Législature de Québec à sa prochaine session.

DONT ACTE A QUÉBEC, sous le numéro quatre mille cent soixante-dix-neuf des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé)	APOLLINE VAUTOUR,
"	Sr M.-CLAIRE D'ASSISE, <i>Supr^e génle,</i>
"	ATHANASE DAVID,
"	ERN. LABRÈQUE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

ERN. LABRÈQUE,
N. P.

A une assemblée du conseil général de l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, tenue au lieu ordinaire, Maison-Mère, Baie Saint-Paul, province de Québec, le vingt-deuxième jour de novembre mil neuf cent vingt-un, à laquelle furent présentes les sœurs Marie-Claire-d'Assise, supérieure générale, Marie-Dominique, assistante générale, Marie-du-Sacré-Cœur de Jésus, Marie-Agnès-d'Assise, Marie-Colette, conseillères générales;

Il est résolu:

Que Sœur Marie-Claire d'Assise, supérieure générale de notre institut, soit autorisée par la présente à introduire dans notre contrat actuellement existant avec le gouvernement provincial pour l'entretien des patients, les changements qu'elle jugera nécessaires ou opportuns pour l'augmentation de ces pensions, et à signer tous documents s'y rapportant.

(Signé) Sr M.-CLAIRE D'ASSISE, *Supre génle*,
 " Sr MARIE DU SACRÉ-CŒUR DE J., *Secré. génle*.

Certifié vraie copie,

(Signé) Sr MARIE DU S.-C.-DE-J."
Secré. génle.

Vu et approuvé la résolution ci-dessus,

(Signé) † M.-T., Évêque de Chicoutimi.

Ce document est la copie certifiée de la résolution du conseil de l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, à laquelle il est référé dans un contrat entre ledit institut et le gouvernement de la province de Québec, exécuté devant Ern. Labrègue, notaire, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt et un.

Et j'ai signé,

(Signé) APOLLINE VAUTOUR,
 " Sr M.-CLAIRE D'ASSISE, *Supre génle*.

En présence de

(Signé) ERN. LABRÈQUE, *N. P.*

Vraie copie,

ERN. LABRÈQUE, *N. P.*

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 novembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 16 novembre 1921

Concernant un contrat entre l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie et le gouvernement de la province de Québec

2291

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 16 novembre (1921), recommande qu'il soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant, en fixant à \$175.00 par année, *per capita*, la pension des aliénés internés par le gouvernement à l'Hôpital de la Baie-Saint-Paul, propriété de l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie et ce, à compter du 1er juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

ERN. LABRÈQUE, *N. P.*

NOTE.—*Voir 8 Geo. V, c. 5.*

8 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI CONCERNANT CERTAINS CONTRATS RELATIFS À L'ENTRETIEN, AU SÉJOUR ET AU TRAITEMENT DES ALIÉNÉS

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU qu'il convient, par suite de l'augmenta- Preamble.
 tion dans le prix des nécessités de toute nature, de
 porter à un taux plus élevé que celui stipulé dans leurs
 contrats respectifs avec le gouvernement, le coût par tête
 de l'entretien, du séjour et du traitement des aliénés dans
 chacun des asiles mentionnés ci-après dans la présente
 loi;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
 du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
 bec, décrète ce qui suit :

1. Nonobstant toutes les dispositions contenues dans Modification
 les contrats ratifiés, autorisés ou modifiés par les lois énu- de certains
 mérées dans la cédula de la présente loi, il sera loisible au contrat, auto-
 lieutenant-gouverneur en conseil de passer, avec chacune torisée.
 des corporations ci-après désignées, un contrat portant,
 à partir du premier juillet mil neuf cent dix-sept jusqu'à
 la fin de leurs contrats respectifs existants, le coût total
 annuel par tête, pour l'entretien, le séjour et le traite-
 ment des aliénés dans leurs asiles, à un montant n'excé-
 dant pas celui mentionné vis-à-vis chacun de leurs noms
 dans le tableau suivant, savoir :

Sœurs de la Charité de la Providence, pour leur asile de la Longue-Pointe.....	\$200.00
Sœurs de la Charité de Québec, pour leur asile de Beauport.....	200.00
L'Hôpital protestant des aliénés, pour son asile de Verdun.....	200.00
Sœurs de la Charité de Québec, pour leur asile de Saint-Ferdinand d'Halifax.....	150.00
Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Ma- rie, pour leur hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul.....	150.00
NOTE.— Voir 12 Geo. V, c. 7; 14 Geo. V, c. 14.	

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vi-
 sanction. gueur.

CÉDULE

CONTRAT	LOIS
Entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de la Providence, en date du 13 mars 1897, ratifié par:.....	9 Édouard VII, chapitre 5.
Modifié par contrat, le 18 juin 1913, autorisé par:.....	3 George V, chapitre 4.
Expirant le 31 décembre 1922.	
Entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, pour leur asile de Beauport, en date du 23 février 1903, ratifié par:.....	3 Édouard VII, chapitre 4.
Modifié par contrat le 10 mars 1913, autorisé par:.....	3 George V, chapitre 3.
Expirant le 31 décembre 1922.	
Entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hôpital protestant des aliénés, en date du 22 juillet 1910, autorisé par:.....	1 George V (1ère session), chapitre 4.
Expirant le 31 décembre 1925.....	
Entre le gouvernement de la province de Québec et les Sœurs de la Charité de Québec, pour l'asile de Saint-Ferdinand d'Halifax, en date du 23 février 1903, ratifié par:.....	3 Édouard VII, chapitre 4.
Expirant le 31 décembre 1922.	
Entre le gouvernement de la province de Québec et l'Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, en date le 16 décembre 1915, ratifié par:.....	8 George V, chapitre 4.
Expirant le 2 décembre 1926.....	

9 GEORGE V CHAPITRE 52

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, CONCERNANT
LES ASILES D'ALIÉNÉS

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 4 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

4. Les dispositions de la section 3 ci-dessus s'appliquent à tous les aliénés, patients publics, internés depuis le premier janvier 1919. Dispositions applicables.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI CONCERNANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR DE MONTRÉAL, RELATIVEMENT À LA GARDE ET À L'ENTRETIEN DES DÉTENUES DANS LA PRISON DES FEMMES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédule "A", relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal, passé le neuvième jour de janvier mil neuf cent dix-neuf, devant Napoléon-Édouard Lacourcière, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, est approuvé et ratifié. Certain contrat ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CÉDULE "A"

PARDEVANT ME NAPOLEON-ÉDOUARD LACOURCIÈRE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant au village de Saint-Casimir, district de Québec, soussigné.

ONT COMPARU:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux droits de la province de Québec, représentée au présent acte par Charles Lantôt, écuyer, conseil du roi et assistant-procureur général de la province de Québec, à ce dûment autorisé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil numéro 1746, en date du 27 de décembre dernier, 1918, ci-après nommé: "le gouvernement"; *d'une part;*

ET

LES DAMES RELIGIEUSES de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, constituées en corporation par la loi 9 Victoria, chapitre 91, et ayant le siège principal de leurs affaires en la cité de Montréal, représentées au présent acte par la Très Honorée Mère Marie de Saint-Ferdinand Dagenais, en religion, (née Angéline Dagenais) Prieure de l'asile Sainte-Darrie, en vertu d'une résolution adoptée le vingt de décembre dernier par la sœur supérieure provinciale et les religieuses conseillères de ladite corporation, dont copie certifiée est annexée à ces présentes et certifiée véritable et signée par ladite sœur Marie de Saint-Ferdinand; lesdites dames contractant avec l'autorisation de Sa Grandeur Monseigneur Paul Bruchési, archevêque catholique romain de Montréal, ci-après nommées "Les dames religieuses", *d'autre part.*

LESQUELLES parties ont déclaré:

Attendu que, par acte passé devant M. Cyrille Tessier, notaire, à Québec, le neuvième jour de mai 1890, les parties ont, entre autres choses, fait un contrat relativement à la garde, à l'entretien et au maintien des prisonnières que le gouvernement leur confiera, aux charges, clauses et conditions détaillées audit acte, pour une période de cinq années, à compter du premier de mai alors courant, avec faculté par le gouvernement de renouveler ledit contrat pour une, deux, trois, quatre ou cinq périodes ou époques de cinq années;

Attendu que, vu le coût actuel des divers objets nécessaires à la vie, il est juste et équitable que des modifications soient apportées au contrat maintenant existant;

En conséquence, lesdites parties font entre elles le contrat suivant, savoir :

1. Les dames religieuses s'engagent à continuer à recevoir et à soigner, dans l'édifice actuellement affecté à cet objet et dans les dépendances d'icelui, les prisonnières que le gouvernement leur confiera, aux conditions ci-après mentionnées, pour une période de cinq années à compter du premier janvier mil neuf cent dix-neuf et conviennent encore de continuer ces mêmes obligations et tous leurs engagements envers le gouvernement et lesdites prisonnières pour une ou deux périodes additionnelles de cinq années, si le gouvernement le désire; le silence du gouvernement à l'expiration de chacune desdites périodes, sauf la dernière, devant être interprété dans le sens d'une prolongation de cinq années desdites conventions.

2. Les dames religieuses (a) s'obligent à toutes les réparations, grosses et menues, et même aux reconstructions dont a ou aura besoin ladite prison actuelle, tant qu'elle servira de prison des femmes; (b) s'obligent également aux réparations grosses ou menues, et aux reconstructions et remplacements, si cela est ou devient nécessaires, des dépendances, bâtiments, murs d'enceinte, murs, clôtures, canaux, drains, etc., ainsi que des appareils de chauffage, de cuisson, d'éclairage, d'aqueduc, etc. de ladite prison, et, en général, à subvenir à tous les frais d'entretien ou autres de l'établissement, tant qu'il sera laissé à son usage actuel; (c) conviennent de fournir et entretenir l'ameublement nécessaire au département catholique de ladite prison, et à toutes les personnes qui l'habiteront, et de continuer toutes et chacune de leurs obligations actuelles, sauf les changements apportés à ces obligations par le présent acte, ainsi que les obligations nouvelles aussi stipulées au présent acte, envers les prisonnières catholiques et protestantes que leur confiera le gouvernement, et envers le gouvernement lui-même.

3. Pendant toute la durée de la période ou des périodes ci-dessus mentionnées, les dames religieuses seront tenues de fournir le logement, le combustible (pour le chauffage seulement), l'éclairage et l'eau aux prisonnières protestantes et à leurs gardiennes (matrones), et de loger, vêtir, blanchir, nourrir, chauffer, éclairer, fournir de meubles, lits, literie, etc., les prisonnières catholiques, le tout en conformité des règlements généraux des prisons, et de continuer de remplir toutes et chacune de leurs obligations actuelles envers toutes les prisonnières, indistinctement.

4. Les dames religieuses paieront elles-mêmes tous les gardes, serviteurs et employés dont elles auront besoin

pour le département des prisonnières catholiques, mais le gouvernement pourra exiger le renvoi d'un employé incompetent.

La garde extérieure des deux départements (catholique et protestant) sera confiée aux dames religieuses. Le gouvernement s'engage à payer aux dames religieuses la somme de deux cent quarante piastres par mois pour le salaire de quatre gardiens préposés au service des deux départements (catholique et protestant), le gouvernement ne devant pas être appelé à payer une somme additionnelle si le montant requis pour le salaire de ces gardiens subit une augmentation, ou si des gardiens additionnels deviennent nécessaires.

5. Les matrones ou gardiennes du département des prisonnières protestantes seront logées, éclairées, etc., par les dames religieuses, comme il est dit à la clause 3 du présent acte, mais elles seront payées par le gouvernement.

6. Les dames religieuses seront soumises, en tant qu'il s'agira de la prison, aux règlements généraux actuels des prisons, à l'autorité du shérif, et aux avis et instructions des inspecteurs des prisons. Advenant l'émission de nouveaux règlements ou de nouvelles instructions entraînant des dépenses additionnelles, celles-ci seront à la charge du gouvernement.

Les dames religieuses fourniront aussi les médecines et médicaments nécessaires à leurs détenues malades du département des catholiques.

7. Le produit du travail des prisonnières catholiques appartiendra aux dames religieuses qui fourniront, à leurs frais, les effets et matières que nécessitera ce travail.

8. Au cas de décès d'aucune des personnes catholiques confiées à leur garde, les dames religieuses devront pourvoir à leur inhumation, et, au cas de désertion d'aucune de leurs détenues, catholiques ou protestantes, elles seront obligées d'en donner avis immédiatement au shérif, et de faire faire, à leurs frais, et en toute diligence, toutes les recherches et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les incarcérer de nouveau.

9. L'aumônier de la prison sera nommé par Sa Grandeur l'archevêque catholique romain de Montréal, mais son traitement sera payé par le gouvernement.

Le chapelain protestant et le médecin seront nommés et payés par le gouvernement, comme par le passé.

10. En considération des obligations ci-dessus contractées par les dames religieuses, parties de seconde part, le gouvernement s'oblige à payer aux dames religieuses, pour chacune des détenues catholiques confiées à leur

garde, une somme de onze piastres par mois d'emprisonnement subi dans ladite prison, les fractions de mois devant être payées *pro tanto*; et les sommes qui deviendront ainsi dues aux dames religieuses seront payables au bureau du trésor de cette province, par versements mensuels, sur production de comptes dûment approuvés par le shérif.

11. Le gouvernement devra payer aux dames religieuses, en sus des sommes qui leur deviendront dues en vertu de la clause précédente, une somme fixe de cent quinze piastres par mois pour le loyer, la dépense du gaz d'éclairage, du charbon de chauffage, eau, assurance, partie du salaire d'un ingénieur, et cela aussi longtemps que des prisonnières protestantes seront confiées à la garde desdites dames religieuses par ledit gouvernement. Ce paragraphe sera censé avoir pris effet le premier septembre de l'année 1918.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, le neuvième jour de janvier, en l'année mil neuf cent dix-neuf, pour ladite dame Marie de Saint-Ferdinand, ès qualité, et, pour ledit Charles Lantôt, écuyer, ès qualité, le quinzième jour de janvier mil neuf cent dix-neuf en la cité de Québec, sous le numéro onze mille quatre cent vingt-quatre des minutes du notaire soussigné; et lesdites parties contractantes ont signé avec nous notaire, après lecture faite.

(Signé) CHARLES LANTÔT,
SR MARIE DE SAINT-FERDINAND-
DAGENAIS, *Supérieur*,
" N. E. LACOURCIÈRE, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée de record en mon étude.

N. LACOURCIÈRE, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 24 décembre 1918, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 27 décembre 1918

Sur la signature d'un contrat entre le gouvernement et les dames religieuses du Bon-Pasteur, à Montréal

No 1746.

L'honorable procureur général, dans un mémoire en date du 24 décembre, (1918), recommande:—Que M.

Charles Lanctôt, C.R., assistant-procureur général, soit autorisé à signer avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, un contrat conforme à la teneur du projet annexé au mémoire susdit relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Certifié véritable,

(Signé) CHARLES LANCTÔT,
N. E. LACOURSIÈRE, N. P.

Vraie copie dudit rapport dont la copie authentique, certifiée véritable, signée et annexée à la minute du marché dont l'expédition précède; le tout étant en la possession de Me N.-E. Lacoursière, notaire soussigné.

N. E. LACOURSIÈRE, N. P.

VIVE JÉSUS ET MARIE

Autorisation.

Nous soussignées, supérieure provinciale et religieuses conseillères de ce monastère provincial de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur à Montréal, réunies en conseil ce vingtième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, autorisons, par le présent acte, la Très Honorée Mère Marie de Saint-Ferdinand Dagenais, Prieure de l'asile Sainte-Darie, à signer un contrat avec le gouvernement provincial concernant la prison des femmes, dite asile Sainte Darie.

(Signé) SŒUR MARIE DE STE-THÉRÈSE D'AMOUR,
Conseillère.
" SR M. HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS,
Conseillère.
" SR MARIE DE LA TRINITÉ CARON,
Conseillère.
" SR MARIE DE ST-VICTOR LAURIN,
Assistante.
" SR M. DE ST-JOSEPH DE BETHLÉEM
BEAUCHEMIN,
Supérieure provinciale.

Monastère provincial du Bon-Pasteur

Montréal, 20 décembre 1918

Vu et approuvé

(Signé) † PAUL, Arch. de Montréal

Vraie copie de ladite procuration dont la copie authentique certifiée véritable, signée et annexée à la minute du marché dont l'expédition précède, le tout étant en la possession de Me N.-E. Lacourcière, notaire soussigné.

N. E. LACOURCIÈRE, *N.P.*

(A la fin de ladite procuration il y a le certificat suivant):

Certifié véritable et signé,

(Signé) SR MARIE DE ST-FERDINAND DAGENAIS,
Supérieure.

" N. E. LACOURCIÈRE, *N.P.*

Vraie copie.

N. E. LACOURCIÈRE, *N.P.*

6 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI RATIFIANT CERTAINS CONTRATS PASSÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE AVEC SA GRANDEUR MONSIEUR GUSTAVE BLANCHE, VICAIRE APOSTOLIQUE DU GOLFE SAINT-LAURENT; L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, DE LÉVIS; L'ASILE DU BON PASTEUR, DE QUÉBEC; LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE; ET LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, DE MONTRÉAL, RESPECTIVEMENT, CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CERTAINS ENFANTS DANS UNE ÉCOLE DE RÉFORME OU UNE ÉCOLE D'INDUSTRIE, SELON LE CAS

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

I. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec et Sa Grandeur Monseigneur Gustave Blanche, vicaire apostolique du Golfe Saint-Laurent, le

Contrat du
21 avril 1915,
ratiifié.

21 avril 1915, devant Charles Delagrave, notaire, sous le numéro 2038 de ses minutes, et reproduit comme cédule A de la présente loi, est ratifié.

Contrat du
23 juin 1915,
ratifié.

2. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis, le 23 juin 1915, devant Jules Vézina, notaire, sous le numéro 148 de ses minutes, et reproduit comme cédule B de la présente loi, est ratifié.

Contrat du
30 juin 1915,
ratifié.

3. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Asile du Bon-Pasteur, de Québec, le 30 juin 1915, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro 3487 de ses minutes, et reproduit comme cédule C de la présente loi, est ratifié.

Contrat du
28 juillet
1915, ratifié.

4. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec, et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le 28 juillet 1915, devant G. Saint-Cyr, notaire, sous le numéro 58 de ses minutes, et reproduit comme cédule D de la présente loi, est ratifié.

Contrat du
27 septembre
1915, ratifié.

5. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, le 27 septembre 1915, devant Albert Labrèche, notaire, sous le numéro 2125 de ses minutes, et reproduit comme cédule E de la présente loi, est ratifié.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

NOTE.—*Les contrats mentionnés aux sections 2, 3, 4 et 5 ont été modifiés par les contrats reproduits comme cédules A, B, C et D de la loi 12 George V, chapitre 6.*

CÉDULE "A"

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le vingt et un avril,

DEVANT CHARLES DELAGRAVE, notaire public, pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT:

L'honorable JÉRÉMIE-L. DÉCARIE, demeurant à Montréal, avocat et conseil du roi, agissant ici en sa qua-

lité de secrétaire et registraire de la province de Québec et pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes suivant arrêté ministériel, en date à Québec, du quatorze avril courant et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le dix-sept du même mois, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

Partie de première part;

ET

Sa Grandeur Monseigneur GUSTAVE BLANCHE, évêque de Sicca, vicaire apostolique du Golfe Saint-Laurent, ici représenté par M. JULES VÉZINA, de Québec, notaire, son procureur spécial dûment autorisé suivant procuration en minute passée devant le notaire soussigné le dix décembre dernier (1914),

Partie de seconde part.

LESQUELS arrêtent entre eux ce qui suit:

1. La partie de seconde part s'engage envers la partie de première part à maintenir les écoles de réforme et d'industrie déjà établies à la Pointe-aux-Esquimaux, sur la côte nord, Labrador, et à fournir tout le personnel nécessaire, déclarant qu'actuellement ce sont les religieuses du Saint-Enfant-Jésus, qui en ont la direction; à y recevoir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent, Labrador, qui y seront envoyés; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à ses frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés; à leur enseigner tout ouvrage ou métier en rapport avec leur âge ou leur disposition, et en général à traiter lesdits enfants, tant dans ladite école de réforme que dans ladite école d'industrie, de manière à donner entière satisfaction et à atteindre le but pour lequel ces écoles ont été créées.

2. Afin de favoriser autant que possible le développement de l'instruction publique sur la côte nord, la partie de première part donne et accorde à la partie de seconde part le droit de recevoir en lesdites écoles de réforme et d'industrie des jeunes filles uniquement aux fins d'éducation et de les préparer elles-mêmes à l'enseignement,

quoique ces fins dérogent à celles pour lesquelles ces écoles ont été établies.

3. La partie de seconde part sera, pour les fins des présentes, soumise aux lois de cette province relatives aux dites écoles de réforme et d'industrie et à toutes les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner.

4. Au cas de désertion des enfants confiés à sa garde, la partie de seconde part sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir, à ses frais.

5. La partie de seconde part devra fournir au département du secrétaire de la province, un rapport mensuel qui donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants, ainsi que leurs noms et prénoms et lieux de résidence.

6. Elle devra de plus fournir à ce département tout renseignement sur le placement des enfants en dehors desdites écoles.

7. Le nombre d'enfants que ladite partie de seconde part sera ainsi tenue de recevoir dans sesdites écoles de réforme et d'industrie en vertu du présent acte, ne sera pas plus que huit, sauf tel que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

8. La partie de seconde part s'engage en outre à faire admettre en l'établissement que ladite communauté des Filles du Saint-Nom de Jésus possède à la Pointe-aux-Esquimaux, pour par celles-ci y nourrir, vêtir et instruire gratuitement au moins dix jeunes filles pauvres, mais intelligentes, appartenant à la côte nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise de manière à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

9. La partie de seconde part sera tenue de fournir au département du secrétaire de la province un rapport annuel dans lequel elle donnera le nom et l'âge de chacune desdites jeunes filles, la date de l'entrée et celle de la sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune d'elles, la satisfaction qu'elle donne, les talents dont elle peut faire preuve et l'endroit où elle s'est dévouée à l'enseignement après sa sortie dudit établissement desdites Filles du Saint-Nom de Jésus.

10. De son côté, la partie de première part s'oblige à payer à la partie de seconde part, pour la tenue desdites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres.

tres (\$1,000.00) par année, qui sera payable de la façon dont conviendront les parties, chaque année.

11. La partie de première part paiera à ladite partie de seconde part ladite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à sesdites écoles de réforme et d'industrie; mais à la condition expresse que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que ci-dessus pourvu, articles 8 et 9, soient toujours au nombre de dix au moins.

12. La partie de première part ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais en sus de la somme de mille piastres annuelle, elle s'engage à payer à la partie de seconde part, une somme de cinq piastres et demie (\$5.50) par mois pour chacun des enfants excédant le nombre de huit qui pourraient être envoyés dans lesdites écoles de réforme et d'industrie, même pour les jeunes filles qui n'y seraient envoyées que pour les fins d'éducation; cependant ce nombre de huit ne pourra être excédé sans le consentement exprès de la partie de première part.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter, en tout temps, à des heures convenables, lesdits établissements de la Pointe-aux-Esquimaux.

14. A défaut par la partie de seconde part d'exécuter les ou l'une quelconque des conditions stipulées par les présentes, le présent contrat deviendra nul et de nul effet,

5. Le présent contrat est fait pour le terme de dix ans qui a commencé à courir le premier juillet dernier (1914), et finira le trente juin mil neuf cent vingt-quatre et remplace celui passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus devant Mtre J. Allaire, notaire, à Québec, le treize juin mil neuf cent cinq, annulé par les parties audit contrat avant son terme d'expiration.

DONT ACTE FAIT À QUÉBEC, étude du notaire soussigné, sous le numéro deux mille trente-huit de ses minutes.

EN FOI DE QUOI, les parties signent avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,
" JULES VÉZINA,
" CHARLES DELAGRAVE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

CHARLES DELAGRAVE, N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 avril 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 avril 1915

No 324

CONCERNANT un contrat entre le gouvernement de la province et la Congrégation des Filles de Jésus

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 14 avril (1915), recommande que le secrétaire de la province soit autorisé à signer, aux mêmes conditions que celles souscrites le 13 juin 1905, dans l'entente intervenue entre le gouvernement de la province de Québec et la Congrégation des filles de Jésus avec Mgr Gustave Blanche, un contrat pourvoyant à la garde et l'entretien des enfants de l'école de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est l'arrêté ministériel mentionné à un acte de convention passé entre le gouvernement de la province de Québec et Sa Grandeur Mgr Gustave Blanche, devant Chs Delagrave, notaire, à Québec, le vingt et un avril mil neuf cent quinze, demeuré annexé à la minute dudit acte.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,
" JULES VÉZINA,
" CHARLES DELAGRAVE, N.P.

Vraie copie,
CHARLES DELAGRAVE, N. P.

CÉDULE "B"

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le vingt-trois juin

DEVANT JULES VÉZINA, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec

COMPARAISSENT:

L'honorable JÉRÉMIE-L. DÉCARIE, demeurant à Montréal, avocat et conseil du roi, agissant ici en sa qua-

lité de secrétaire et registraire de la province de Québec et pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes suivant arrêté ministériel en date, à Québec, du neuf courant et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le onze suivant, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte, après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties et le notaire soussigné,

Partie de première part;

ET

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, agissant aux présentes par Sr Marie-Élizabéth-Alphonsine Vallière, en religion Sr Sainte-Bonaventure, dépositaire dudit hospice, et Sr Thérèse-Hedwidge Gosselin, en religion Sr Sainte-Paule, secrétaire dudit hospice, toutes deux spécialement autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil dudit hospice en date du seize courant et approuvée par Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, et supérieur ecclésiastique dudit hospice, le même jour, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute du présent acte après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties et le notaire soussigné,

Partie de seconde part.

LESQUELLES dites parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

1. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, loger, entretenir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin et du sexe féminin qui seront envoyés à ses écoles de réforme et d'industrie, connues sous le nom d'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer, à ses frais, tous les corps qui ne seront pas réclamés par leurs familles; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter lesdits enfants, tant pour ladite école de réforme

que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2. Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à sa garde, ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de les faire appréhender et de les faire revenir, à ses frais.

4. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants. A défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la présente clause, et ce durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé par lui en dehors de ladite école d'industrie.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires et autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance.

8. A défaut par ledit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus sti-

pulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

9. Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du premier juillet prochain mil neuf cent quinze devant expirer le premier juillet mil neuf cent vingt-cinq.

10. De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer audit Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, au bureau du trésorier de la province, une somme de sept piastres (\$7.00) par mois, pour chacun desdits enfants, pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

NOTE.—*Ce paragraphe a été modifié par la cédula A de la loi 12 Geo. V, c. 6.*

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un ordre en conseil et par un acte de la Législature de la province de Québec.

A CES PRÉSENTES est intervenu Son Éminence, le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant ici en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice.

LEQUEL, après avoir pris communication dudit contrat, l'a, en sa susdite qualité, approuvé et ratifié.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ, A QUÉBEC, les jour, mois et an susdit, sous le numéro cent quarante-huit des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE lesdites parties signent, la partie de seconde part, le seize courant, Son Éminence le cardinal L.-N. Bégin, le dix-huit courant, et la partie de première part à la date ci-dessus en premier lieu citée, avec moi notaire qui signe à cette dernière date.

(Signé) SŒUR MARIE-ÉLIZABETH-ALPHONSINE VAL-
LIÈRE, dite Sr Saint-Bonaventure, *dépre.*

“ SŒUR T. HEDWIGE GOSSELIN, dite Sr Sainte-
Paule, *secrétaire.*

“ † L. N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec.*

“ JÉRÉMIE L. DÉCARIE.

“ JULES VÉZINA, *N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JULES VÉZINA, *N.P.*

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 9 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 11 juin 1915

CONCERNANT l'école d'industrie de Saint-Joseph de la Délivrance

No 594

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 8 juin (1915), recommande que le secrétaire de la province soit autorisé à signer un renouvellement de contrat, dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placés à l'école de réforme et d'industrie de Saint-Joseph de la Délivrance, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

(Certifié)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant Mtre J. Vézina, notaire, à Québec, le 23 juin 1915, No 148 de ses minutes.

(Signé) SŒUR MARIE-ÉLIZABETH-ALPHONSINE VALLIÈRE, dite Sœur Saint-Bonaventure, *dép.*
 " SŒUR T. HEDWIGE GOSSELIN, dite Sr Sainte-Paule, *secrétaire.*
 " † L. N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec.*
 " JÉRÉMIE L. DÉCARIE.
 " JULES VÉZINA, *N.P.*

Vraie copie,

JULES VÉZINA, *N. P.*

A UNE ASSEMBLÉE du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, tenue le seizième jour de juin, mil neuf cent quinze, il a été résolu que:

Sœur Marie-Élizabeth-Alphonsine Vallière, dite Sœur Saint-Bonaventure, *dépre*, et sœur Thérèse-Hedwige

Gosselin, dite sœur Sainte-Paule, secrétaire, soient et elles sont autorisées, par la présente résolution, à signer un renouvellement de contrat avec le gouvernement de la province et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis pour la garde et l'entretien des enfants des deux sexes, internés à l'école d'industrie, audit hospice, aux conditions stipulées dans ledit contrat.

Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, P. Q., 16 juin 1915.

- (Signé) SR CÉLINA DROLET, dite Sr Sainte-Alice, *supre.*
 " SR CÉLÉNIE BÉRUBÉ, dite Sr Sainte-Flavie, *asste.*
 " SR MARIE-ÉLIZABETH-ALPHONSINE VALLIÈRE, dite Sr Saint-Bonaventure, *dépre.*
 " SR MARIE-ANNE JOBIN, dite Sr Sainte-Julie, *hosp.*
 " SR THÉRÈSE HEDWIGE GOSSELIN, dite Sr Sainte-Paule, *secrétaire.*

Vu et autorisé le 16 juin 1915.

(Signé) † L.-N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec*

Ceci est la résolution du conseil de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant Me J. Vézina, notaire, à Québec, le 23 juin 1915, No 148 de ses minutes.

- (Signé) SR MARIE-ÉLIZABETH-ALPHONSINE VALLIÈRE, dite Sr Saint-Bonaventure, *dépre.*
 " SR T. HEDWIGE GOSSELIN, dit Sr Sainte-Paule, *secrétaire.*
 " † L. N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec.*
 " JÉRÉMIE L. DÉCARIE.
 " JULES VÉZINA, *N.P.*

Vraie copie,

JULES VÉZINA, *N.P.*

CÉDULE "C"

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le trente juin

DEVANT ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat et secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté en conseil du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, No 593, en date du neuf juin courant, et approuvé le onze du même mois, même année, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

ET

L'ASILE DU BON-PASTEUR, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'Hospice Saint-Charles de Québec, représenté aux présentes par Madame Élisabeth Paré, en religion sœur Sainte-Marie, économe générale dudit asile du Bon-Pasteur, spécialement autorisée aux fins des présentes par une résolution passée par le conseil dudit asile en date du douze juin courant, dont copie a été annexée au présent acte après avoir été reconnue véritable et signée par ladite sœur Sainte-Marie en présence du notaire soussigné.

LESQUELS ont fait entre eux les stipulations et conventions suivantes, savoir :

1. L'asile du Bon-Pasteur, dûment autorisé par Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, s'engage à recevoir, loger, entretenir, nourrir, vêtir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à ses écoles de réforme et d'industrie connues sous le nom de "l'Hospice Saint-Charles de Québec," à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et à les y assujettir, enfin à les traiter, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées cesdites écoles. De plus ledit asile du Bon-Pasteur de Québec s'engage à leur donner tous les soins nécessaires tant en santé qu'en maladie et, au

cas de décès, à faire enterrer à ses frais tous les corps des enfants qui ne seraient pas réclamés par leurs familles.

2. Lesdites écoles de réforme et d'industrie seront soumises et sujettes aux lois en force dans cette province et à celles qui pourraient être faites à l'avenir, ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde, ledit asile du Bon-Pasteur de Québec sera tenu de les appréhender et de les faire revenir à ses frais.

4. Ledit asile du Bon-Pasteur sera tenu de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport hebdomadaire dans lequel il donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

5. A défaut par ledit asile du Bon-Pasteur de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seraient restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province suivant les dispositions de la clause susmentionnée, et ce durant le terme pendant lequel ces places seraient restées vacantes.

6. Ledit asile du Bon-Pasteur de Québec devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons, et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

7. Ledit asile du Bon-Pasteur de Québec sera de plus tenu de fournir au secrétaire de la province copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placée par lui en dehors de ladite école d'industrie.

8. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il est loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures raisonnables et convenables, lesdites écoles de réforme et d'industrie ainsi tenues par ledit asile du Bon-Pasteur de Québec.

9. A défaut par ledit asile du Bon-Pasteur de Québec d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

10. Le présent contrat est fait pour un terme de dix

années à compter du premier juillet prochain (1915) devant expirer le premier juillet mil neuf cent vingt-cinq.

11. De son côté le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer à l'asile du Bon-Pasteur, au bureau du trésorier de la province, une somme de six piastres et cinquante centins, par mois, pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

NOTE.—Ce paragraphe a été modifié par la cédula B de la loi 12 Geo. V, c. 6.

12. Il est enfin entendu que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié et confirmé par un ordre en conseil et par une loi de la Législature de la province de Québec.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique dudit asile du Bon-Pasteur de Québec; lequel, après avoir pris communication du présent acte, a déclaré l'approuver et ratifier.

DONT ACTE A QUÉBEC, sous le numéro trois mille quatre cent quatre-vingt-sept des minutes du notaire sousigné.

ET LES PARTIES ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) † L. N. Card. BÉGIN, *arch. de Québec.*
 " ELISA PARÉ, dite Sr Sainte-Marie, *Ec. génle.*
 " JÉRÉMIE L. DÉCARIE.
 " AD. LABRÈQUE, *N.P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

AD. LABRÈQUE, *N.P.*

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 9 juin 1915, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 11 juin 1915

CONCERNANT l'école d'industrie de Saint-Charles de Québec

No 593

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 8 juin (1915), recommande que le secré-
 taire

re de la province soit autorisé à signer un renouvellement de contrat dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placées à l'école de réforme et d'industrie de Saint-Charles de Québec, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

AD. LABRÈQUE, N.P.

EXTRAIT du registre des délibérations de la Congrégation
des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie,
dite l'Asile du Bon-Pasteur de Québec

A une assemblée du conseil général de la congrégation tenue le douze juin mil neuf cent quinze, sous la présidence de la révérende mère Émilie Langlois, dite Marie du Carmel, supérieure générale, il a été résolu :

Que mère Élisabeth Paré, dite Sainte-Marie, économe générale, soit et elle est autorisée, par la présente résolution, à signer un contrat avec le gouvernement provincial et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, pour la garde et l'entretien des enfants de l'école de réforme et d'industrie confiées à l'Hospice Saint-Charles de Saint-Roch de Québec, aux conditions stipulées dans ledit contrat.

Je soussignée, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations de l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

(Signé)

SR MARIE DE SAINT-RAPHAËL,

Sec. générale.

Asile du Bon-Pasteur,

Québec, juin 1915.

Ceci est la copie de la résolution du conseil général de l'asile du Bon-Pasteur de Québec à laquelle il est référé dans l'acte de conventions exécuté entre le gouvernement de la province de Québec, et l'asile du Bon-Pasteur de Québec, devant Ad. Labrègue, notaire, à Québec, le trente juin mil neuf cent quinze; laquelle résolution je

reconnais véritable; et j'ai signé à Québec ce trente juin mil neuf cent quinze.

(Signé) ÉLISA PARÉ, dite SR STE-MARIE,
Ec. génle.

En présence de

(Signé) AD. LABRÈQUE, *N.P.*

Vraie copie,

AD. LABRÈQUE, *N.P.*

CÉDULE "D"

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le vingt-huitième jour du mois de juillet

Devant M^{RE} GASTON SAINT-CYR, le notaire soussigné pour la province de Québec, résidant et pratiquant dans la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, ici représentée par l'honorable JÉRÉMIE-L. DÉCARIE, avocat et conseil du roi, résidant dans la cité de Montréal, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un arrêté ministériel en date du vingt-cinquième jour du mois de juin, mil neuf cent quinze, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le vingt-sixième jour du mois de juin de la même année, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes après avoir été signée *ne varietur* par les parties et ledit notaire,

Partie de première part;

ET

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps doué de la personnalité civile et politique, ayant son principal bureau d'affaires à Notre-Dame de Montfort, dans le comté d'Argenteuil, représentés et agissant aux présentes par le révérend père ANTOINE WINNEN, président de ladite corporation, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration desdits Missionnaires de la compagnie

de Marie, en date du quinzième jour de février, mil neuf cent quinze, copie de laquelle résolution est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

Partie de seconde par.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. Lesdits Missionnaires de la compagnie de Marie, ci-après nommés "les missionnaires", représentés comme dit ci-dessus par la résolution ci-annexée, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants du sexe masculin, qui seront envoyés à leur école d'industrie, connue sous le nom de "École d'industrie des révérends pères Maristes de Notre-Dame de Montfort"; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seront pas réclamés par les familles; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdits enfants pour ladite école d'industrie et à les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles d'industrie de cette province.

2. Ladite école d'industrie sera soumise et sujette aux lois en force dans cette province, et à celles qui pourraient être faites à l'avenir ainsi qu'à toutes les lois relatives à l'inspection et à la surintendance du gouvernement.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, lesdits missionnaires seront tenus de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

4. Lesdits missionnaires seront tenus de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel ils donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants. À défaut par lesdits missionnaires de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir tel montant représentant les pensions des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aurait pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seraient restées ainsi vacantes.

5. Lesdits missionnaires devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secré-

taire de la province pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

6. Lesdits missionnaires seront tenus de plus de fournir au secrétaire de la province de Québec, copie du contrat d'apprentissage ou pour service domestique de chaque enfant placé en dehors de ladite école d'industrie, et ils tiendront le département du secrétaire de la province au courant, autant que possible, de l'endroit où les enfants sont allés en sortant de l'école.

7. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et à ses grands vicaires, de visiter en tout temps à des heures convenables, ladite école d'industrie ainsi tenue par lesdits missionnaires.

8. A défaut par lesdits missionnaires d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins de droit.

9. Le présent contrat est ainsi fait pour un temps et terme de dix ans, à compter du premier jour de juillet courant, mil neuf cent quinze, et expirera le premier jour de juillet mil neuf cent vingt-cinq.

10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix (\$10.00) piastres par mois pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois.

NOTE.—*Ce paragraphe a été remplacé par la cédule C de la loi 12 Geo. V, c. 6.*

11. Il est enfin entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par un arrêté ministériel et par une loi de la Législature de la province de Québec.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en ladite cité de Montréal, sous le numéro cinquante-huit des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec et en présence dudit notaire.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,
 " A. WINNEN, S. M. M.
 " G. SAINT-CYR, Notaire.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

G. SAINT-CYR, Notaire.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil
exécutif en date du 25 juin 1915, approuvé par le
lieutenant-gouverneur, le 26 juin 1915

No 722

CONCERNANT l'école d'industrie de Montfort, Argen-
teuil

L'honorable secrétaire de la province dans un mémoi-
re en date du 25 juin (1915), recommande qu'il soit auto-
risé à signer un renouvellement de contrat dont copie est
annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à
l'entretien des enfants placés à l'école d'industrie de
Montfort, Argenteuil, tel contrat sujet à l'approbation
de la Législature.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Copie de l'arrêté ministériel mentionné dans un acte
de conventions et y annexé, passé entre le gouvernement
de la province de Québec et les Missionnaires de la com-
pagnie de Marie, le vingt-huitième jour du mois de juil-
let, mil neuf cent quinze (1915), devant M^{re} Gaston
Saint-Cyr, et signée *ne varietur* par les parties audit acte
et par ledit notaire.

Montréal, le 28 juillet 1915.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,

" A. WINNEN, S. M. M.

" G. SAINT-CYR, *Notaire.*

Vraie copie de la cédule annexée à la minute d'un acte
de conventions entre le gouvernement de la province de
Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le
28 juillet 1915, devant le notaire soussigné.

G. SAINT-CYR,

Notaire.

NOTRE-DAME DE MONTFORT, QUÉ.

EXTRAIT du registre des délibérations des Missionnaires de la compagnie de Marie, à N.-D. de Montfort, P. Q.

Le quinze février, mil neuf cent quinze, le conseil d'administration des Missionnaires de la compagnie de Marie de Notre-Dame de Montfort, P. Q., réuni en session, a autorisé et délégué le Rév. Antoine Winnen, son président, à renouveler avec le gouvernement de Québec, le contrat pour l'admission et l'entretien des élèves à leur école d'industrie de N.-D. de Montfort, et à faire tout ce que de droit concernant ledit contrat comme aussi à le modifier, s'il le juge utile.

Lecture faite,

(Signé) ANTOINE WINNEN, Ptre S. M. M.,
Président.

" EUGÈNE PEIGNÉ, Ptre S. M. M.,
Secrétaire.

Vraie copie.

(Signé) EUGÈNE PEIGNÉ, S. M. M.,
Secrétaire.

DOCUMENT MENTIONNÉ dans un acte de conventions et y annexé, passé entre le gouvernement de la province de Québec, et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le vingt-huitième jour de juillet, mil neuf cent quinze (1915), devant Mtre Gaston Saint-Cyr, et signé *ne varietur* par les parties audit acte et par ledit notaire.

Montréal, le 28 juillet 1915.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE,
" A. WINNEN, S. M. M.
" G. SAINT-CYR, Notaire.

Vraie copie de la cédule annexée à la minute d'un acte de conventions entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le 28 juillet 1915, devant le notaire soussigné.

G. SAINT-CYR,
Notaire.

CÉDULE "E"

L'AN MIL NEUF CENT QUINZE, le vingt-septième jour
du mois de septembre

DEVANT M^{RE} ALBERT LABRÈCHE, le notaire soussigné,
dûment admis pour la province de Québec, résidant
et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par l'honorable Jérémie-L. Décarie, de la cité de Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un arrêté ministériel, en date du vingt-cinq juin dernier (1915), et approuvé le lendemain (26 juin 1915), par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et dont copie est annexée à la minute des présentes,

Partie de première part;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, corporation légalement constituée ayant son principal établissement en ladite cité de Montréal, et ci-après stipulée "les dames religieuses", agissant aux présentes par dame Emmeline Beauchemin, connue en religion sœur Marie de Saint-Joseph de Bethléem, supérieure provinciale de cette communauté, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de ladite corporation en date du deuxième jour de juillet dernier (1915), copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

Les dames religieuses de Notre-Dame de Charité, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'un consentement de Sa Grandeur Monseigneur Paul Bruchési, archevêque du diocèse de Montréal, en date de ce jour, porté à la fin du présent acte, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire tous les enfants du

sexe féminin qui seront envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie, communément connues sous le nom d'écoles des révérendes sœurs du Bon-Pasteur, de Montréal; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdites enfants tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

Lesdites dames religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette province, au sujet desdites écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les dames religieuses seront tenues de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

Lesdites dames religieuses seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

A défaut par lesdites dames religieuses de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir le montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront ainsi restées vacantes.

Lesdites dames religieuses seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, et aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps à des heures convenables lesdites écoles ainsi tenues par lesdites dames religieuses.

Lesdites dames religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

A défaut par lesdites dames religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter du quatre mars dernier (1915), devant expirer le quatre mars mil neuf cent vingt-cinq.

De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10.00) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à leur école de réforme, et une somme de huit piastres (\$8.00) par mois pour chacune desdites enfants pendant tout le temps de sa détention à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

NOTE.—Ce dernier alinéa a été remplacé par la cédula D de la loi 12 Geo. V, c. 6, et par l'annexe de la loi 12 Geo. V, c. 8.

Il est entendu que les présentes n'auront force et effet qu'en autant qu'elles auront été ratifiées et confirmées par une loi de la Législature de la province de Québec.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, sous le numéro deux mille cent vingt-cinq.

ET, APRÈS lecture faite, les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) SR M. DE SAINT-JOSEPH DE BETHLÉEM BEAUCHEMIN,
Supérieure provinciale.

Vu et approuvé,

(Signé) † PAUL, Arch. de Montréal.
" JÉRÉMIE L. DÉCARIE, Secrétaire
de la province.
" ALBERT LABRÈCHE,
Notaire.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

ALBERT LABRÈCHE,
Notaire.

Nous soussignées, conseillères de ce monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, autorisons, par le présent acte, notre très honorée Mère Marie de Saint-Joseph de Bethléem Beauchemin,

supérieure provinciale de notre communauté, à accepter du gouvernement provincial la somme de \$10.00 par mois pour chaque enfant de l'école de réforme et \$8.00 pour chaque enfant de l'école d'industrie et à signer les autres conditions mentionnées dans le contrat.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,
64 rue Sherbrooke-est, Montréal.

Ce deuxième jour de juillet, mil neuf cent quinze.

(Signé) SR MARIE DE SAINTE-THÉRÈSE D'AMOUR,
Dépositaire.
" SR M. HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS,
Conseillère.
" SR MARIE DE LA MERCI CHARETTE,
Conseillère.
" SR M. DU ROSAIRE DEMERS,
Conseillère.
" SR MARIE DE SAINT-JEAN BERCHMANS JETTÉ,
Conseillère.
" SR MARIE DE SAINT-VICTOR LAURIN,
Assistante.

Je certifie que cette copie est conforme à l'original.

(Signé) SR MARIE DE LA MERCI CHARETTE,
Secrétaire du conseil.

Vu et approuvé,

(Signé) † PAUL, *arch. de Montréal.*

Ceci est la copie de la résolution du conseil du monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, à laquelle il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, devant le notaire soussigné, le 27 septembre 1915, après avoir été reconnue véritable et signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, le même jour, même année.

(Signé) SR M. DE SAINT-JOSEPH DE BETHLÉEM BEAUCHEMIN, *Supérieure provinciale.*
" JÉRÉMIE L. DÉCARIE, *Secrétaire de la province.*
" ALBERT LABRÈCHE, *Notaire.*

Vraie copie,

ALBERT LABRÈCHE, *Notaire.*

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil
exécutif en date du 25 juin 1915, approuvé par le
lieutenant-gouverneur le 26 juin 1915

No 723

CONCERNANT l'école d'industrie et de réforme du Bon-Pasteur, Montréal

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 25 juin (1915), recommande qu'il soit autorisé à signer un renouvellement de contrat, dont copie est annexée au mémoire susdit, pourvoyant à la garde et à l'entretien des enfants placées à l'école d'industrie et de réforme du Bon-Pasteur, Montréal, tel contrat sujet à l'approbation de la Législature.

Certifié, A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, devant le notaire soussigné le 27 septembre 1915, après avoir été reconnue véritable et signée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, le même jour, même année.

(Signé) SR M. DE SAINT-JOSEPH DE BETHLÉEM BEAU-
CHEMIN, *Supérieure provinciale.*

“ JÉRÉMIE L. DÉCARIE, *Secrétaire de la province.*

ALBERT LABRÈCHE, *Notaire.*

Vraie copie.

ALBERT LABRÈCHE,
Notaire.

10 GEORGE V, CHAPITRE 57

**LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT AU TRAVAIL DES DÉTENUÉS DANS LES ÉCOLES
DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE***(Sanctionnée le 14 février 1920)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.— Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

Application
de la loi.

2. La présente loi n'affecte pas les contrats actuellement existants.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 5

**LOI RATIFIANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNE-
MENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LES FRÈRES DE LA
CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL,
CONCERNANT LES JEUNES DÉLINQUANTS CON-
DAMNÉS À UNE DÉTENTION DANS UNE ÉCOLE
DE RÉFORME***(Sanctionnée le 21 décembre 1912)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat du 26
octobre 1912,
ratifié.

1. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal le 26 octobre 1912, devant Jos.-A. Brunet, notaire, sous le numéro 9494 de ses minutes, et reproduit dans la cédule annexée à la présente loi, est ratifié.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE

L'an mil neuf cent douze, le vingt-sixième jour du mois d'octobre

DEVANT JOS.-A. BRUNET, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté au présent acte par l'honorable JÉRÉMIE-L. DÉCARIE, de la cité de Montréal, avocat, conseil du roi, secrétaire et registraire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du cinq septembre mil neuf cent douze, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le six septembre mil neuf cent douze, et dont copie, signée par les parties est demeurée annexée à la minute des présentes,

Partie de la première part;

ET

LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL, corps politique incorporé ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représenté au présent acte par le révérend frère Baudoin, supérieur provincial et directeur de ladite communauté, et spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution des membres de ladite corporation adoptée à leur séance du neuf septembre mil neuf cent douze, copie de laquelle autorisation est ci-annexée après avoir été reconnue véritable par ledit révérend frère Baudoin en présence dudit notaire,

Partie de la seconde part.

LESQUELS, vu le certificat d'école de réforme accordé par le gouvernement de ladite province auxdits Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, et publié le vingt et un décembre mil huit cent soixante-douze, dans la *Gazette officielle* de ladite province de Québec, par lequel certificat lesdits frères sont autorisés, à partir du vingt et un

décembre mil huit cent soixante et douze, à recevoir les jeunes délinquants catholiques condamnés à la détention dans une prison de réforme, en cette province, ont fait ensemble le contrat qui suit, savoir:

1. Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal s'engagent, pour le terme et espace de dix années à compter du premier septembre dernier (1912), de prendre sous leurs soins, de loger, nourrir et vêtir les jeunes délinquants qui, d'après la loi leur seront envoyés; de faire toutes les dépenses exigées pour l'entretien de cet établissement; de fournir les ateliers, les effets et matériaux, et tout ce qui est nécessaire au travail, à l'enseignement primaire et à l'enseignement mécanique des jeunes délinquants; de payer tout le personnel de cet établissement et de faire tous les frais de direction et d'administration, y compris le médecin, le chapelain et toutes les dépenses quelconques requises pour l'institution, réparations, changements et ameublements, le tout sur un aussi bon pied que ladite école de réforme est maintenant tenue sous tous les rapports.

2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans ladite cité de Montréal, paiera auxdits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné dans la suite avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent soixante (\$160) piastres par an.

3. La partie de première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) enfants, à cent soixante (160) piastres par enfant interné dans ladite école de réforme.

Ce nombre de deux cent trente signifie deux cent trente enfants condamnés. Cependant ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix et ils seront comptés à raison de cent soixante piastres.

NOTE.—Les paragraphes 2 et 3 ont été remplacés par la cédule E de la loi 12 Geo. V, c. 6.

4. Le produit du travail des jeunes délinquants appartiendra auxdits frères, mais une proportion de pas moins d'un quart de ce produit sera employée par eux en primes d'encouragement, chaque année, aux délinquants dont la conduite et l'application au travail seront satisfaisants, au jugement desdits frères, étant entendu que,

quant aux délinquants dont la conduite et l'application ne donneraient pas satisfaction ce pécule ne leur sera pas payé mais appartiendra pour moitié auxdits frères et pour moitié au gouvernement, lesdits frères devant rendre compte de tout au lieutenant-gouverneur, chaque année.

5. Il sera loisible, en tout temps, pour chacune des parties au présent contrat, durant ledit terme de dix années, de résilier et mettre fin au présent contrat en donnant un avis de douze mois.

6. Dans le cas où nul arrangement ne serait fait à l'expiration desdites années, ledit contrat se continuera d'année en année, mais pourra être terminé à la fin de chaque année, en par l'une ou l'autre des parties donnant six mois d'avis.

7. Toute somme payable auxdits frères en vertu du présent arrangement leur sera payée mensuellement comme suit: trois mille piastres à la fin de chaque mois et la balance due à la fin du trimestre.

NOTE.—Le paragraphe 7 a été remplacée par la cédula E de la loi 12 Geo. V, c. 6.

8. Lesdits frères devront se conformer aux lois concernant les écoles de réforme et aux instructions qui peuvent leur être données de temps à autre par le secrétaire provincial.

9. Le directeur de ladite école de réforme devra transmettre, tous les trois mois, au secrétaire provincial, une liste des délinquants qui se sont distingués par leur bonne conduite.

10. Dans le cas de désertion des délinquants confiés à leur garde, lesdits frères seront obligés de faire et payer tous les frais nécessaires pour appréhender et incarcérer tous déserteurs.

11. Dans le cas où un pardon ou une remise de peine serait accordé à quelque délinquant par l'autorité compétente, le gouvernement cessera de payer pour tel délinquant au moment de tel pardon ou remise de peine.

12. Lesdits frères de la charité pourront admettre dans leur maison et y garder des enfants pensionnaires d'un caractère difficile et vicieux pour lesquels les parents consentiront à payer la pension, mais à la condition que ces admissions ne soient pas au détriment de l'espace dont il y aura besoin pour les autres jeunes délinquants.

13. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges, shérifs, greffiers de la couronne, magistrats de police, juges des sessions, membres du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée de la provin-

ce de Québec, membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain, ses grands vicaires et autres personnes autorisées par ledit évêque, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite école de réforme ainsi tenue par lesdits frères.

14. Lesdits frères devront se conformer de plus aux instructions et règlements qui seront, de temps à autre, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la régie et la bonne administration de ladite école de réforme, et suivront les avis et instructions que les inspecteurs des prisons leur donneront dans l'accomplissement de leurs devoirs.

15. Et, à défaut par lesdits frères d'exécuter les clauses et conditions du présent contrat, il deviendra nul et de nul effet, à toutes fins que de droit.

16. Le coût des présentes sera à la charge de la partie de la seconde part qui devra en fournir une copie certifiée au gouvernement.

17. Le présent contrat sera soumis pour approbation à la Législature à sa prochaine session, et devra être ratifié par elle.

FAIT ET PASSÉ à Montréal, les jour, mois et an susdits sous le numéro neuf mille quatre cent quatre-vingt-quatorze.

EN FOI DE QUOI, lesdites parties ont signé avec ledit notaire, après lecture faite.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE, *secrétaire de la province.*

" LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL,

Le Supérieur provincial, FR. BEAUDOIN.

" JOS. A. BRUNET, N.P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

JOS.-A. BRUNET, N.P.

Dans la réunion des soussignés, membres du conseil d'administration de la corporation "Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal", tenue le 9 septembre 1912, il a été résolu que M. Amand de Muynck, en religion frère Baudoin, supérieur provincial de ladite corporation "Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal", soit autorisé et il est par les présentes autorisé à signer, avec le gouvernement de la province de Québec, une convention pour le main-

tien de l'école de réforme dirigée par les frères de la Charité, à Montréal.

Le supérieur provincial,
(Signé) FR. BAUDOIN.

Les conseillers,
(Signé) FR. URSMARUS.
" FR. DOMINIQUE.

Copie exacte et véritable,
FR. CASIMIR, *secrétaire.*

Signé et paraphé *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné pour demeurer annexé à un acte de conventions et contrat entre le gouvernement de la province de Québec et la corporation "Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal" reçu devant le notaire soussigné en date de ce jour.

Montréal, 26 octobre 1912.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE, *secrétaire de la province.*
" LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL,
Le Supérieur provincial, FR. BAUDOIN.
" JOS. A. BRUNET, *N.P.*

Vraie copie,
JOS. A. BRUNET, *N.P.*

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 5 septembre 1912, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 6 septembre 1912

No 1070

CONCERNANT un contrat entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 5 septembre 1912, recommande qu'il soit autorisé à signer un contrat, dont copie est annexée au mémoire susdit, étant le contrat entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, relatif aux soins, à la surveillance et au paiement des frais de garde et d'entretien des jeunes délinquants internés dans l'école de réforme de Montréal, ainsi qu'à la direction et à la régie de cette école.

Certifié,

(Signé) WM LEARMONTH,
Greffier Conseil exécutif intérimaire.

Signé et paraphé *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné, pour demeurer annexé à un acte de conventions et contrat entre le gouvernement de la province de Québec et la corporation Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, reçu devant le notaire soussigné, en date de ce jour.

Montréal, 26 octobre 1912.

(Signé) JÉRÉMIE L. DÉCARIE, *secrétaire de la province.*
 " LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL,
Le Supérieur provincial, FR. BAUDOIN.
 " JOS. A. BRUNET, *N.P.*

Vraie copie,
 JOS. A. BRUNET, *N.P.*

12 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI RATIFIANT CERTAINS CONTRATS PASSÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE AVEC L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, DE LÉVIS; L'ASILE DU BON-PASTEUR, DE QUÉBEC; LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE; LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, DE MONTRÉAL, ET LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL DE MONTRÉAL, RESPECTIVEMENT, CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CERTAINS ENFANTS DANS UNE ÉCOLE DE RÉFORME OU UNE ÉCOLE D'INDUSTRIE, SELON LE CAS

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, de Lévis, le 28 juillet 1921, devant Ernest Labrèque, notaire, sous le numéro 4043 de ses minutes, et reproduit comme cédule A de la présente loi est ratifié.

2. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, le 28 juillet 1921, devant Ernest Labrèque, notaire, sous le numéro 4042 de ses minutes, et reproduit comme cédule B de la présente loi, est ratifié.

3. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le 26 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 482 de ses minutes, et reproduit comme cédule C de la présente loi, est ratifié.

Contrat entre le gouvernement et les Missionnaires de Marie, ratifié.

4. Le contrat passé, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, le 26 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 481 de ses minutes, et reproduit comme cédule D de la présente loi, est ratifié.

Contrat entre le gouvernement et les Sœurs du Bon-Pasteur, ratifié.

5. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les frères de la charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, le 5 août 1921, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 478 de ses minutes et reproduit comme cédule E de la présente loi, est ratifié.

Contrat entre le gouvernement et les Frères de St-Vincent-de-Paul, ratifié.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

SA Entrée en vigueur.

CÉDULE A

L'AN MIL NEUF CENT VINGT ET UN, le vingt-huit juillet

DEVANT ERNEST LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représenté par Monsieur C.-Joseph Simard, avocat et sous-secrétaire de la province de Québec, résidant en la cité de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté ministériel en date, à Québec, du quatorze juin dernier (1921), No 1055, et approuvé le dix-sept du même mois, même année, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

ET

L'HOSPICE SAINT-JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE, à Lévis, corps politique et incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 45 Victoria, chapitre 93, en sa qualité de propriétaire de "L'École d'Industrie de Saint-Joseph de la Délivrance", agissant

aux présentes par dame Marie-Anne Dion, en religion Sœur Saint-Cyrille, supérieure dudit hospice et dame Alvina Filteau, en religion Sœur Saint-Étienne, économe dudit hospice et dûment autorisées aux fins des présentes en vertu d'une résolution passée par le conseil dudit hospice en date du vingt et un juillet courant et dont copie certifiée est demeurée annexée au présent acte, après avoir été signée desdites Sœurs Saint-Cyrille et Saint-Étienne et du notaire soussigné, *ne varietur*,

LESQUELLES parties font entre elles les déclarations et conventions suivantes:

Que les parties amendent par les présentes le contrat intervenu entre elles devant Jules Vézina, notaire, le vingt-trois juin mil neuf cent quinze, relativement à la pension et entretien des enfants de l'École d'industrie de Saint-Joseph de la Délivrance et la fixent, à compter du premier juillet courant, à la somme de cent trente piastres par année *per capita* pour chacun desdits enfants, payable tous les mois, savoir un douzième chaque mois, tel que mentionné audit contrat du 23 juin 1915.

Quant aux autres termes, clauses et conditions du contrat du 23 juin 1915, ils restent les mêmes.

Le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié par la Législature de la province de Québec à sa prochaine session.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique du susdit hospice ou des Dames religieuses de Notre-Dame de la Charité, Lequel après avoir pris communication du présent acte, déclare l'approuver et le ratifier.

DONT ACTE À QUÉBEC, sous le numéro quatre mille quarante-trois des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) C. J. SIMARD, *Sous-secrétaire de la province.*
 " S. M.-ANNE DION, dite S.S. CYRILLE, *Spre.*
 " Sr ALVINA FILTEAU, dite S.S. ÉTIENNE, *Dépre.*
 " † L. N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec.*
 " ERN. LABRÈQUE, *N.P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude,
 ERN. LABRÈQUE, *N.P.*

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921

Concernant un contrat entre "Les Dames Religieuses de Notre-Dame de la Charité" et le gouvernement de la province

1055

L'honorable secrétaire intérimaire de la province, dans un mémoire en date du 14 juin (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "Les Dames religieuses de Notre-Dame de la Charité" et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat déjà existant, en fixant à \$130.00 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à "L'École d'Industrie certifiée de Saint-Joseph de la Délivrance", propriété des "Dames religieuses de Notre-Dame de la Charité", et ce, à compter du 1er juillet 1921 jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié, (Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,
ERN. LABRÈQUE, N.P.

A une assemblée du conseil des Sœurs de la Charité de l'Hospice de la Délivrance, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, Lévis, tenue le vingt et unième jour de juillet, mil neuf cent vingt et un, il a été résolu que sœur Marie-Anne Dion, dit Saint-Cyrille, supérieure et sœur Alvina Filteau, dite Saint-Étienne, économe, soient autorisées, et elles le sont par la présente, à signer un contrat amendant ceux existant entre nous et le gouvernement de la province de Québec, relativement à l'École d'Industrie certifiée de Saint-Joseph de la Délivrance, et fixant la pension annuelle de chaque enfant à cent trente dollars.

Sœur MARIE-ANNE DION, dit Saint-Cyrille, *supérieure*,
Sœur JOSÉPHINE CARON, dite Sainte-Béatrix, *assistante*,

Sœur ALVINA FILTEAU, dite Saint-Étienne, *économe*,
Sœur ELIZABETH GUAY, dite Sainte-Alodie, *secrétaire*,

Vraie copie,
(Signé) St SAINTE-ALODIE, *secrétaire*.

Signé et reconnu véritable au désir d'un acte de conventions intervenu entre le gouvernement de la province de Québec, et l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, devant Ern. Labrègue, notaire, ce jour.

Québec, 28 juillet 1921.

(Signé) S. M.-A. DION, dit Saint-Cyrille, *supre*,
 " S. M.-ALVINA FILTEAU, dite Saint-Étienne,
Dépre.

En présence de

(Signé) ERN. LABRÈQUE, N.P.

Vraie copie,

ERN. LABRÈQUE, N.P.

CÉDULE B

L'AN MIL NEUF CENT VINGT ET UN, le vingt-huit juillet

DEVANT ERNEST LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, aux présentes représenté par Monsieur C.-Joseph Simard, avocat et sous-secrétaire de la province de Québec, résidant en la cité de Québec, autorisé aux fins des présentes par un arrêté ministériel No 1054 en date du quatorze juin dernier (1921) et approuvé le dix-sept du même mois, même année, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dont copie est annexée à la minute du présent acte,

ET

L'ASILE DU BON-PASTEUR, corps politique et incorporé par le chapitre 23 de l'acte 18 Victoria, en sa qualité de propriétaire de l'hospice Saint-Charles de Québec et de l'École d'industrie certifiée de Saint-Charles, représenté aux présentes par Madame Marie-Arthémise Catellier, en religion Sœur Saint-Éphrem, économe générale dudit asile du Bon-Pasteur, spéciale-

ment autorisée aux fins des présentes par une résolution passée par le conseil dudit asile en date du vingt deux juillet courant et dont copie a été annexée au présent acte après avoir été reconnue véritable et signée par ladite sœur Saint-Éphrem en présence du notaire soussigné.

LESQUELLES parties font entre elles les déclarations et conventions suivantes:

Que les parties amendent par les présentes le contrat intervenu entre elles devant Ad. Labrègue, notaire, le trente juin mil neuf cent quinze, relativement à la pension et entretien des enfants de l'École d'industrie certifiée de Saint-Charles et la fixent, à compter du premier juillet courant, à la somme de cent trente piastres par année, *per capita*, pour chacun desdits enfants, payable tous les mois, savoir un douzième chaque mois, tel que mentionné audit contrat du 30 juin 1915.

Quant aux autres termes, clauses et conditions du contrat du 30 juin 1915, ils restent les mêmes.

Que le présent contrat n'aura force et effet qu'en autant qu'il aura été ratifié par la Législature de Québec à sa prochaine session.

Aux présentes est intervenu Son Éminence le Cardinal Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec, agissant aux présentes en sa qualité de supérieur ecclésiastique dudit Asile du Bon-Pasteur de Québec; lequel, après avoir pris communication du présent acte, a déclaré l'approuver et ratifier.

DONT ACTE A QUÉBEC, sous le numéro quatre mille quarante-deux des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, lecture faite.

(Signé) C. J. SIMARD, *sous-secrétaire de la province*,
" SR M. DE S. ÉPHEM, *économiste générale*,
" † L. N. CARD. BÉGIN, *arch. de Québec*,
" ERN. LABRÈGUE, *N.P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

ERN. LABRÈGUE, *N.P.*

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921

Concernant "L'École d'Industrie certifiée de Saint-Charles", propriété de "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec"

1054

L'honorable secrétaire de la province intérimaire, dans un mémoire en date du 14 juin (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "L'Asile du Bon-Pasteur de Québec" et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant en fixant à \$130.00 par année, *per capita*, la pension des enfants placées par le gouvernement à "L'École d'industrie certifiée de Saint-Charles", et ce, à compter du 1er juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Vraie copie,

ERN. LABRÈQUE, N.P.

A une séance du conseil général tenue le vingt-deux juillet mil neuf cent vingt et un, sous la présidence de la révérende Mère Albertine Morin, M. de Saint-Eugène, supérieure générale de la congrégation, il a été proposé et résolu :

Que l'Asile du Bon-Pasteur de Québec consent à signer un contrat amendant ceux existant entre ledit asile et le gouvernement de la province relativement à l'École d'industrie de l'hospice Saint-Charles et fixant la pension annuelle de chaque enfant à cent trente piastres (\$130.00).

Que Mère Saint-Éphrem, économe générale, est autorisée à signer l'acte pour ledit asile.

Je, soussignée, certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au registre des délibérations du conseil général de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

(Signé)

SR MARIE-ANGE,

Secrétaire générale.

Asile du Bon-Pasteur,

Québec, 22 juillet 1921.

Reconnu véritable au désir d'un acte de conventions entre l'Asile du Bon-Pasteur et le gouvernement de la province de Québec, devant Ern. Labrègue, N.P., ce jour.

Québec, 28 juillet 1921.

(Signé) SR S. ÉPHREM, *Économe génle.*

En présence de

(Signé) ERN. LABRÈQUE, *N.P.*

Vraie copie,

ERN. LABRÈQUE, *N.P.*

CÉDULE C

DEVANT ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté au présent acte par Monsieur C.-J. SIMARD, sous-secrétaire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du quatorze juin mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le dix-sept juin mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée signée par les parties aux présentes et le notaire soussigné a été et restera attachée à la minute des présentes, pour en faire partie,

Partie de la première part;

ET

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE, corps doué de la personnalité civile et politique, ayant son principal bureau d'affaires à Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, représentés et agissant aux présentes par le RÉVÉREND PÈRE A. GILBERT, de ladite corporation, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration desdits Missionnai-

res de la Compagnie de Marie, en date du huit août mil neuf cent vingt et un, laquelle résolution est demeurée annexée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES parties ont convenu de faire les amendements ci-après mentionnés à l'acte de conventions qu'ils ont signé le vingt-huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quinze, devant Me Gaston Saint-Cyr, notaire, sous le numéro cinquante-huit de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 9 mars 1916, et se trouve au chapitre 5 des Statuts de Québec 6 George V, de la façon suivante, savoir:

L'article dixième qui se lit comme suit:

"10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix (\$10.00) piastres par mois pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention; les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois."

est annulé et remplacé par l'article dixième qui suit, savoir:

"10. De son côté, le gouvernement de la province de Québec s'oblige à payer auxdits missionnaires, au bureau du trésorier de la province, une somme de cent trente dollars (\$130.00) par an pour chacun desdits enfants pour le temps de sa détention; les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois."

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de conventions passé le vingt-huitième jour de juillet mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par le présent acte.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et le nouvel article dixième tel que ci-dessus réitéré aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eut été inséré dans l'acte originaire du vingt-huit juillet mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux des minutes du notaire soussigné.

ET APRÈS LECTURE FAITE les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé)

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE,
par le R^D P.-A. GILBERT,

Supérieur de Notre-Dame de Montfort.

(Signé C. J. SIMARD

" ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921

Concernant un contrat entre *Les Missionnaires de la Compagnie de Marie* et le gouvernement de la province de Québec

1036

L'honorable secrétaire intérimaire de la province, dans un mémoire en date du 14 juin (1921), recommande que M. C.-J. SIMARD, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "Les Missionnaires de la Compagnie de Marie" et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant, en fixant à \$130.00 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à l'École d'industrie certifiée de Montfort et Huberdeau, propriété desdits "Missionnaires de la Compagnie de

Marie", et ce, à compter du 1er juillet 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie certifiée d'un ordre en conseil en date du 14 juin 1921 et approuvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 17 juin 1921, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire passé entre le gouvernement de la province de Québec et les Missionnaires de la compagnie de Marie, le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un.

Pour identification.

(Signé) A. GILBERT, *Supérieur de N.-D. de Montfort.*
" C. J. SIMARD.
" ÉMILE MASSICOTTE, *N.P.*

Copie conforme,

ÉMILE MASSICOTTE, *N.P.*

ORPHELINAT DE MONTFORT, P. Q.

LES MISSIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DE MARIE DE MONTFORT, corps religieux et politique, incorporé dans la province de Québec par acte du dix juin mil huit cent quatre-vingt-quatre, ayant leur principal bureau d'affaires à Dorval, comté de Jacques-Cartier, province de Québec, représenté aux présentes par le R. P. P. E. Lebail, provincial, A. Gilbert, supérieur de l'orphelinat de Montfort, et P. Rocher, assistant du supérieur de Montfort, délèguent ledit P. R.-A. Gilbert pour signer en leurs nom et place, un amendement au contrat existant entre le gouvernement de la province de Québec et Les Missionnaires de la Compagnie de Marie, signé à Montréal, le 28 juillet 1915, de façon à porter à \$130.00, au lieu de \$120.00, la pension des enfants élevés à l'école d'industrie des Pères de la compagnie de Marie de Montfort;

cet amendement devant prendre effet à compter du premier juillet 1921.

FAIT ET SIGNÉ à Montfort, P. Q., le 8 août 1921.

(Signé) A. GILBERT, S. N. D. M.
 " P. M. ROCHER, A. S. M.
 " E. LEBAIL, *Prov.*

Ceci est l'autorisation donnée au R. P.-A. Gilbert, supérieur de Montfort, par les Missionnaires de la compagnie de Marie de signer un acte de conventions supplémentaire passé entre lesdits Missionnaires de la compagnie de Marie et le gouvernement de la province de Québec, devant Me Émile Massicotte, notaire, le vingt-sixième jour d'août mil neuf cent vingt et un et dont il est fait mention dans ledit acte de conventions supplémentaire.

Pour identification.

(Signé) A. GILBERT, *supérieur.*
 " C. J. SIMARD.
 " ÉMILE MASSICOTTE, *N.P.*

Copie conforme,

ÉMILE MASSICOTTE, *V.P.*

CÉDULE D

DEVANT ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU:

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté et agissant aux présentes, par Monsieur C.-J. Simard, sous-ministre de la province de Québec, dûment et spécialement autorisé à cet effet en vertu d'un ordre en conseil en date du quatorze juin mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le dix-sept juin mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par les

parties avec et en présence du notaire soussigné, ci-après nommé LE GOUVERNEMENT,

Partie de la première part;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, une communauté religieuse légalement constituée ayant son principal établissement en ladite cité de Montréal, au numéro soixante-quatre est de la rue Sherbrooke, et ci-après nommée LES DAMES RELIGIEUSES, représentées et agissant aux présentes par DAME ANGÉLINE DAGENAIS, en religion MARIE DE ST-FERDINAND, supérieure provinciale de cette communauté, dûment autorisée à cet effet en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté en date du huitième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties avec et en présence du notaire soussigné,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont convenu de faire l'amendement ci-après mentionné à l'acte de conventions qu'elles ont signé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, devant Me Albert Labrèche, notaire, sous le numéro deux mille cent vingt-cinq de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent quinze, et se trouve au chapitre 5 des Statuts de Québec, 6 George V, de la façon suivante, savoir:

L'article onzième qui se lit comme suit:

"De son côté le gouvernement de la province s'oblige
 "à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10.00)
 "par mois, pour chacune desdites enfants pour le temps
 "de sa détention à leur école de réforme, et une somme
 "de huit piastres (\$8.00) par mois, pour chacune desdites
 "enfants pendant tout le temps de sa détention à leur
 "école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre
 "le premier et le douze de chaque mois."
 est annulé et remplacé par le nouvel article onzième qui suit, savoir:

“De son côté le gouvernement de la province s'oblige
“à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de cent soixante dollars
“(\$160.00) par année pour chacune desdites enfants pour
“le temps de sa détention à leur école de réforme, et une
“somme de huit dollars (\$8.00) par mois pour chacune
“desdites enfants pendant tout le temps de sa détention
“à leur école d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.”

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de conventions passé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par les présentes, et sans préjudice des discussions pendantes relatives à l'augmentation de la pension des enfants détenues à l'école d'industrie des Dames Religieuses.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de conventions actuellement existant, et le nouvel article onzième, tel que ci-dessus réité, aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eût été inséré dans l'acte originaire du vingt-sept septembre mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal le vingt-sixième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-un des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) SR M. DE SAINT-FERDINAND DAGENAI,
Supérieure provinciale.

“ C. J. SIMARD,
“ ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 14 juin 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 17 juin 1921

CONCERNANT "Les Dames Religieuses de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur"

L'honorable secrétaire de la province intérimaire, dans un mémoire en date du 14 juin, (1921), recommande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur" et le gouvernement de la province de Québec amendant le contrat actuellement existant, en fixant à \$160.00, par année, *per capita*, la pension des enfants internées par le gouvernement à l'école de réforme, propriété des "Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur", et ce, à compter du 1er juillet 1921 jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est une copie certifiée d'un ordre en conseil en date du quatorze juin mil neuf cent vingt et un, adopté par l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont il est fait mention dans une convention supplémentaire passée entre ladite province de Québec et Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, devant Me Émile Massicotte, notaire, le vingt-six août 1921, et qui restera attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties aux présentes, avec et en présence du notaire soussigné.

Ne varietur.

(Signé) SR M. DE SAINT-FERDINAND DAGENAI,
Supérieure provinciale.

" C. J. SIMARD.
" ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme.

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

VIVE JÉSUS ET VIVE MARIE

Nous, soussignées, conseillères de ce Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, autorisons, par le présent acte, notre T. H. Mère, Dame Angéline Dagenais, en religion Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale de notre communauté, à signer un acte de convention à l'effet d'amender le contrat intervenu entre notre communauté et le gouvernement de la province de Québec, pour l'entretien des enfants du sexe féminin à notre école de réforme, à compter du 1er juillet 1921 jusqu'au terme dudit contrat (1er juillet 1925), moyennant la somme de cent soixante dollars (\$160.00) par année, pour chaque enfant.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,
64 rue Sherbrooke-est,

Montréal, ce 8 août 1921.

(Signé) SR M. DE LA SAINTE-TRINITÉ CARON,
Conseillère.

" SR M. HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS,
Conseillère.

" SR M. DE SAINT-THOMAS DE
VILLENEUVE GUAY,
Conseillère.

" SR M. DE SAINTE-THÉRÈSE D'AMOUR,
Conseillère.

(Sceau) Certifié conforme à l'original.

(Signé) SR M. DE SAINT-FRÈS DE PAULE CÔTÉ,
Sec. int.

Ceci est une copie certifiée de la résolution du conseil des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, dont il est fait mention dans une convention supplémentaire passée entre le gouvernement de la province de Québec et ladite communauté, devant Me Émile Massicotte, le vingt-six août, 1921, et qui restera attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties aux présentes, avec et en présence du notaire soussigné.

Ne varietur,

(Signé) SR M. DE SAINT-FERDINAND DAGENAI,
Supérieure provinciale.

" C. J. SIMARD.

" ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme,

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

CÉDULE E

DEVANT ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté au présent acte par Monsieur C.-J. SIMARD, sous-secrétaire de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du dix-huit juillet mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le dix-neuf juillet mil neuf cent vingt et un, et dont copie certifiée, signée par les parties aux présentes et le notaire soussigné a été et restera attachée à la minute des présentes, pour en faire partie,

Partie de première part;

ET

LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL, une communauté religieuse et dûment incorporée, ayant son siège d'affaires en la cité de Montréal, représentée et agissant aux présentes par le révérend frère PHILÉMON, visiteur, président du comité d'administration de ladite communauté et spécialement autorisé aux fins des présentes par résolution des membres de ladite corporation adoptée à leur séance du vingt-trois juillet mil neuf cent vingt et un et dont copie certifiée a été et restera ci-annexée après avoir été reconnue véritable par les parties aux présentes, en présence dudit notaire,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont convenu de faire les amendements ci-après mentionnés à l'acte de convention qu'ils ont signé le vingt-six octobre mil neuf cent douze, devant Me Jos.-A. Brunet, notaire, sous le numéro neuf mille quatre cent quatre-vingt-quatorze de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt et un décembre mil neuf cent

douze, et se trouve au chapitre 5 des Statuts de Québec, 3 George V, de la façon suivante savoir:

Les articles deuxième, troisième et septième qui se lisent comme suit:

"2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans ladite cité de Montréal, paiera auxdits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné dans la suite avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de cent soixante (160) piastres par an.

"3. La partie de première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) enfants, à cent soixante (160) piastres par enfant interné dans ladite école de réforme.

"Ce nombre de deux cent trente signifie deux cent trente enfants condamnés. Cependant ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix et ils seront comptés à raison de cent soixante piastres.

"7. Toute somme payable auxdits frères en vertu du présent arrangement leur sera payée mensuellement comme suit: trois mille piastres à la fin de chaque mois et la balance due à la fin du trimestre."

sont annulés et remplacés par les nouveaux articles deuxième, troisième et septième qui suivent, savoir:

"2. Le gouvernement de cette province, aussi longtemps que l'école de réforme des frères ci-dessus nommés sera installée dans la maison qui est actuellement occupée par eux dans ladite cité de Montréal, paiera auxdits frères, pour chaque délinquant actuellement détenu dans l'école de réforme ou qui y sera interné dans la suite avec l'autorisation voulue par la loi, la somme de deux cents (\$200.00) piastres par an.

"3. La partie de première part s'oblige, dans tous les cas, à payer à la partie de seconde part, pour un minimum de deux cent trente (230) enfants, à deux cents (\$200.00) piastres par enfant interné dans ladite école de réforme.

"Ce nombre de deux cent trente signifie deux cent trente enfants condamnés. Cependant ceux qui ne sont qu'arrêtés préventivement et placés pour quelques jours, leur présence ne modifiera en rien les prix et ils seront comptés à raison de deux cents dollars (\$200.00).

"7. Toute somme payable auxdits frères en vertu du présent arrangement leur sera payée mensuellement comme suit : quatre mille piastres (\$4,000.00) à la fin de chaque mois et la balance due à la fin du trimestre."

Les amendements ci-dessus sont ainsi faits, sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-six octobre mil neuf cent douze, qui ne sont nullement affectées par les présentes.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier février mil neuf cent vingt et un pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et les nouveaux articles deuxième, troisième et septième, tels que ci-dessus récités, auront le même effet et lieront les parties de première et seconde part de la même façon que s'ils eussent été insérés dans l'acte originaire du vingt-six octobre mil neuf cent douze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de deuxième part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, le cinquième jour du mois d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) LES FRÈRES DE LA CHARITÉ DE ST-
VINCENT DE PAUL DE MONTRÉAL.
" F. PHILÉMON, *visiteur*.
" C. J. SIMARD.
" ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Dans la réunion des soussignés, membres du conseil d'administration de la corporation "Les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal", tenue le 23 juillet 1921, il a été résolu que M. Charles-Louis S'Papen, en religion frère Philémon, visiteur, président dudit conseil d'administration, soit autorisé et il est par les présentes autorisé à signer avec le gouvernement de la province de Québec un amendement à la convention conclue, le 26

octobre 1912, entre ladite corporation et ledit gouvernement.

(Signé) Fr PHILÉMON, *visiteur, président.*
 " Fr MAGNILE, *supérieur provincial.*
 " Fr URSMARUS, *membre.*
 " Fr HERMIAS, *membre.*

Copie exacte et véritable,

(SCEAU) (Signé) Fr FRÉMOND, *secrétaire.*

Ceci est une copie certifiée de la résolution adoptée à une séance du bureau de direction des Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, dont il est fait mention dans une convention supplémentaire intervenue entre la province de Québec et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, devant Me Émile Massicotte, notaire, le cinquième jour d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit de ses minutes, et attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) F. PHILÉMON, *vis.*
 " C. J. SIMARD.
 " ÉMILE MASSICOTTE, *N.P.*

Copie conforme,

ÉMILE MASSICOTTE, *N.P.*

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1921

Concernant un contrat à intervenir entre les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal et le gouvernement de la province de Québec

1372

L'honorable secrétaire de la province intérimaire, dans un rapport en date du 18 juillet, (1921), recom-

mande que M. C.-J. Simard, sous-secrétaire de la province, soit autorisé à signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal" et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat déjà existant, en fixant à \$200.00 par année, *per capita*, la pension des enfants placés par le gouvernement à l'École de réforme certifiée de Montréal, propriété des Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, et ce, à compter du 15 février, 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie certifiée de l'ordre en conseil dont il est fait mention dans une convention supplémentaire intervenue entre la province de Québec et les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul de Montréal, devant Me Émile Massicotte, le cinquième jour d'août mil neuf cent vingt et un, sous le numéro quatre cent soixante-dix-huit de ses minutes, et attachée à ladite convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par les parties, avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) F. PHILÉMON, *vis.*

" C. J. SIMARD.

" ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

Copie conforme,

ÉMILE MASSICOTTE, N.P.

12 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI RATIFIANT LE CONTRAT ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, CONCERNANT L'ENTRETIEN DE CERTAINS ENFANTS DANS LEUR ÉCOLE D'INDUSTRIE

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, le 8 janvier 1922, devant Émile Massicotte, notaire, sous le numéro 543 de ses minutes, et reproduit comme annexe de la présente loi, est ratifié.

Contrat entre le gouvernement et les Sœurs du Bon-Pasteur, ratifié.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

ANNEXE

DEVANT ME ÉMILE MASSICOTTE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ, NOTRE SOUVERAIN LE ROI GEORGE V, représenté et agissant aux présentes par L'HONORABLE ATHANASE DAVID, avocat et conseil du roi, et secrétaire de la province de Québec, dûment et spécialement autorisé à cet effet en vertu d'un ordre en conseil en date du vingt et un décembre mil neuf cent vingt et un et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le vingt-quatre décembre mil neuf cent vingt et un, et dont une copie certifiée a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné, ci-après nommé LE GOUVERNEMENT,

Partie de première part;

ET

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, une communauté religieuse dûment constituée, ayant son principal établissement dans la province de Québec au numéro 64 Est de la rue Sherbrooke et ci-après nommée "les Dames Religieuses", représentées et agissant aux présentes par la très honorée Mère Marie-Angéline Dagenais, en religion Mère Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale, dûment autorisée à cet effet en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté et qui a été et restera attachée à la minute des présentes après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné,

Partie de seconde part.

LESQUELLES parties ont convenu de faire l'amendement ci-après mentionné à l'acte de convention qu'elles ont signé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze devant Me Albert Labrèche, notaire, sous le numéro deux mille cent vingt-cinq de ses minutes, lequel acte a été sanctionné par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent quinze, et se trouve au chapitre 5 des Statuts de Québec 6 George V, de la façon suivante, savoir:

Le paragraphe onzième qui se lit comme suit:

"De son côté le gouvernement de la province s'oblige
 "à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres
 "(\$10.00) par mois pour chacune desdites enfants pour
 "le temps de sa détention à leur école de réforme, et une
 "somme de huit piastres (\$8.00) par mois pour chacune
 "desdites enfants pendant tout le temps de sa détention
 "à leur école d'industrie; les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois."
 est annulé et remplacé par le nouveau paragraphe onzième qui suit, savoir:

"De son côté le gouvernement de la province s'oblige
 "à payer auxdites dames religieuses, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres
 "(\$10.00) par mois pour chacune desdites enfants pour
 "le temps de sa détention à leur école de réforme, et
 "une somme de cent quarante-quatre dollars (\$144.00)
 "par année pour chacune desdites enfants pendant

“tout le temps de sa détention à leur école d'industrie;
“les paiements devant s'effectuer entre le premier et
“le douzième jour de chaque mois.”

L'amendement ci-dessus est ainsi fait sans novation ni dérogation à toutes les autres clauses, conditions et stipulations contenues dans ledit acte de convention passé le vingt-septième jour du mois de septembre mil neuf cent quinze, qui ne sont nullement affectées par les présentes; et sans novation ni dérogation à toutes les clauses, conditions et stipulations contenues dans un acte de convention supplémentaire, passé le vingt-six août mil neuf cent vingt et un, entre le gouvernement de la province de Québec et lesdites dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, relativement à la pension payée par le gouvernement pour les enfants détenues à l'école de réforme desdites dames religieuses.

Le présent acte aura un effet rétroactif à compter du premier juillet mil neuf cent vingt et un et pour ainsi continuer jusqu'au terme de l'acte de convention actuellement existant, et ce nouveau paragraphe onzième aura le même effet et liera les parties de première et seconde part de la même façon que s'il eut été inséré dans l'acte originaire du vingt-sept septembre mil neuf cent quinze.

Le coût des présentes sera à la charge de la partie de première part qui devra en fournir une copie certifiée à la partie de seconde part.

Le présent acte sera soumis pour approbation à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session et devra être ratifié par elle.

DONT ACTE fait et passé en la cité de Montréal, le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, sous le numéro cinq cent quarante-trois des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé) ATHANASE DAVID,
“ SR M. DE SAINT-FERDINAND DAGENAI, *Supérieure provinciale.*
“ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

Copie conforme à la minute demeurée en mon étude.

ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 21 décembre 1921, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 24 décembre 1921

Concernant un contrat entre les Dames Religieuses de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur et le gouvernement de la province

2514

L'honorable secrétaire de la province dans un rapport en date du 21 décembre (1921), recommande qu'il soit autorisé à signer pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre "Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur" et le gouvernement de la province de Québec, amendant le contrat actuellement existant en fixant à \$144.00, par année, *per capita*, la pension des enfants internées par le gouvernement à l'école d'industrie certifiée, propriété des "Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur" et ce, à compter du 1er juillet, 1921, jusqu'au terme du contrat actuellement existant, contrat sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est une copie certifiée d'un ordre en conseil en date du vingt et un décembre mil neuf cent vingt et un et adopté par l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec et approuvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec le vingt-quatre décembre 1921, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire devant Me Émile Massicotte, notaire, le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, entre le gouvernement de la province de Québec et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur et qui restera attachée à la minute dudit acte de convention supplémentaire après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné.

Ne varietur.

(Signé) ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

Copie conforme.

ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

Nous soussignées, conseillères de ce monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, autorisons par le présent acte, notre très honorée Mère, dame Marie-Angeline Dagenais, en religion Marie de Saint-Ferdinand, supérieure provinciale, à signer un acte de convention à l'effet d'amender le contrat intervenu entre notre communauté et le gouvernement de la province de Québec, pour l'entretien des enfants du sexe féminin à notre école d'industrie, à compter du 1er juillet 1921 jusqu'au terme dudit contrat (1er juillet 1925) moyennant la somme de \$144.00 par année, pour chaque enfant.

Monastère provincial du Bon-Pasteur,
Montréal, 64 Sherbrooke Est.

(Signé) SR MARIE DES VICTOIRES GAGNÉ,
Conseillère.
" SR MARIE DE STE-THÉRÈSE D'AMOUR,
Conseillère.
" SR M. DE LA STE-TRINITÉ CARON,
Conseillère.
" SR M. DE ST-THOMAS DE VILLENEUVE GUAY,
Conseillère.
" SR M. HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS,
Assistante provle.

Ceci est la résolution passée par les conseillères du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, dont il est fait mention dans un acte de convention supplémentaire passé devant Me Émile Massicotte, notaire, le huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-deux, entre le gouvernement de la province de Québec, et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, et qui restera attachée à la minute dudit acte de convention supplémentaire, après avoir été signée, *ne varietur*, par le notaire soussigné.

Ne varietur.

(Signé) ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

Vraie copie,

ÉMILE MASSICOTTE, N. P.

8 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI AUTORISANT LA PASSATION D'UN CONTRAT AVEC
THE GIRL'S COTTAGE INDUSTRIAL SCHOOL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat avec
*The Girls' Cot-
tage Indus-
trial School*,
autorisé.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra passer avec *The Girls' Cottage Industrial School*, corps politique constitué en corporation par la loi 3 George V, chapitre 103, un contrat basé sur la formule reproduite dans la cédule de la présente loi et insérer, dans ledit contrat, toute clause incidente qui pourrait être nécessaire pour y donner effet.

Clause addi-
tionnelle, au-
torisée.

Il pourra être inséré, dans ledit contrat, une clause d'après laquelle *The Girls' Cottage Industrial School* s'engage à recevoir, loger et nourrir, de la manière prescrite dans ledit contrat, dans son école, les enfants du sexe féminin qui pourraient lui être confiées par toute personne qui conviendrait de payer les sommes exigées pour l'entretien d'une enfant du sexe féminin internée aux frais du public dans *The Girls' Cottage Industrial School*.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE

L'an mil neuf cent , le jour du mois
de

DEVANT M^{RE} , le notaire soussigné,
pour la province de Québec, résidant et pratiquant
à

ONT COMPARU:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux présentes représenté par

de la province de Québec, autorisé à l'effet des pré-
sentes aux termes d'un arrêté ministériel, en date du
 , et approuvé le
par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en con-

seil et dont copie est annexée à la minute des présentes;

Partie de la première part,

ET

The Girls' Cottage Industrial School, corps politique constitué en corporation par la loi 3 George V, chapitre 103, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal et ci-après stipulée "la corporation", agissant aux présentes par _____ dûment autorisé en vertu d'une résolution du bureau de direction de ladite corporation, en date du _____ jour de _____ mil neuf cent _____, copie de laquelle est demeurée annexée aux présentes après avoir été signée et paraphée *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

La corporation s'engage à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire toutes les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à son école de réforme et d'industrie, communément connue sous le nom de *The Girls' Cottage Industrial School*; à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à ses frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles; à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge; et, en général, à traiter lesdites enfants dans ladite école de réforme et d'industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel est créée ladite école.

La corporation sera soumise et sujette aux lois de cette province, au sujet des écoles de réforme et d'industrie.

Dans le cas de désertion des enfants confiées à sa garde la corporation sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir à ses frais.

La corporation sera tenue de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel elle donnera la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

A défaut par la corporation de fournir ledit rapport hebdomadaire, le gouvernement aura le droit de retenir le montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au département du secrétaire de la province, suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront ainsi restées vacantes.

La corporation sera de plus tenue de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'école avant l'expiration de leur terme d'internement.

Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux juges des sessions de la paix, aux membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, et aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à toute autre personne autorisée par la loi, de visiter en tout temps à des heures convenables ladite école ainsi tenue par la corporation.

La corporation devra suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province de Québec pourront lui donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

A défaut par la corporation d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est pour un terme de dix ans à compter de la date de la signature du présent contrat, devant expirer le (*insérer ici la date d'expiration des dix années*).

De son côté le gouvernement de la province s'oblige à payer à la corporation, au bureau du trésorier de la province, une somme de dix piastres (\$10.00) par mois pour chacune desdites enfants pour le temps de sa détention à son école de réforme et d'industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douze de chaque mois.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ à
sous le numéro

ET, APRÈS lecture faite, les parties ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

9 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI CONCERNANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA, RELATIVEMENT AU SANATORIUM DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

ATTENDU que le gouvernement du Canada a, le 31 décembre dernier, acquis de la "Laurentian Society" un sanatorium pour le traitement des soldats atteints de la tuberculose au cours de leur service outre-mer ou en Canada, à charge par le gouvernement du Canada de réserver au moins vingt lits pour les civils atteints de la même maladie; Préambule.

Attendu que ledit gouvernement, dans le but d'agrandir cet établissement, a, par contrat en date du 25 janvier 1919, cédé la nue propriété de cet établissement au gouvernement de cette province pour une période de cinq années, pourvu que ce dernier contribue, pour une moitié, aux travaux d'amélioration et d'agrandissement; la somme totale à être dépensée sous le contrôle du ministre des travaux publics et du travail de la province de Québec, ne devant pas excéder la somme de trois cent mille piastres;

Attendu qu'après l'expiration de ces cinq années pendant lesquelles le gouvernement du Canada prend à sa charge toutes les dépenses nécessaires au maintien du sanatorium, telles que les dépenses d'entretien, d'assurances, taxes et soins médicaux, tous les droits de propriété appartiennent au gouvernement de cette province;

Et attendu qu'il y a lieu de ratifier le contrat intervenu entre les parties et d'autoriser l'adoption des mesures nécessaires pour la mise à effet de ses dispositions;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat ci-après reproduit comme cédula A, relatif à la cession au gouvernement de cette province, par le gouvernement du Canada, du sanatorium pour le traitement des tuberculeux, situé à Sainte-Agathe-des-Monts acquis par ce dernier de la "Laurentian Society", passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada, le vingt-cinquième jour de janvier, mil neuf cent dix-neuf, est approuvé et ratifié. Contrat entre le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec, ratifié.

2. Le contrat également reproduit ci-après comme cédula B, relatif à la cession par la "Laurentian Society" Autre contrat ratifié.

au gouvernement du Canada, du sanatorium ci-dessus mentionné, en date du trente et unième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, est, en autant que la province de Québec y peut être intéressée et sujet aux droits législatifs du Parlement du Canada, également ratifié.

Pouvoirs accordés au ministre.

3. Le ministre des travaux publics et du travail est autorisé à exercer tous les pouvoirs et à faire tous actes nécessaires pour la mise à effet et le complet accomplissement des conditions et dispositions du contrat mentionné dans la section 1.

Certains emprunts autorisés par le lt-gouv. en conseil.

4. Pour assurer les constructions et les améliorations projetées audit sanatorium, conjointement avec le gouvernement du Canada, conformément à la teneur du contrat, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires à ces fins; mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de cent cinquante mille piastres.

Maximum de ces emprunts.

Ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme de pas plus de trente ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq et demi pour cent par année.

Forme et paiement d'iceux.

Ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'époque et au lieu qu'il indiquera.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 11 Geo. V, c. 5, s. 1.

Avance d'argent à même le fonds consolidé du revenu.

5. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts mentionnés dans la section 4, d'autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution des conditions du contrat ratifié par la présente loi.

Sommes requises pour payer certains travaux.

6. Les sommes requises pour payer les travaux faits et approuvés suivant la teneur du contrat, sont payées, de temps à autre, par le trésorier de la province sur un certificat du ministre des travaux publics et du travail établissant que ces sommes sont requises pour payer les travaux faits, qu'elles sont nécessaires, et que le paie-

ment d'icelles peut être fait conformément à la présente loi.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

CÉDULE A

MÉ MORANDUM DE CONTRAT FAIT LE VINGT-CINQUIÈME
JOUR DE JANVIER 1919

ENTRE

SA MAJESTÉ LE ROI aux droits de la province de Québec,
représentée aux fins des présentes par l'honorable
L.-A. Taschereau, ministre des travaux publics et
du travail, ci-après appelée: La Province,

De première part;

ET

SA MAJESTÉ LE ROI aux droits du Canada, représentée
aux fins des présentes par l'honorable ministre de la
restauration civile des soldats, ci-après appelée: Le
Dominion,

De deuxième part;

Attendu que le Dominion est chargé du soin et du traitement des membres et des ex-membres invalides des forces militaires et navales du Canada, tant de ceux qui ont traversé les mers que de ceux qui sont devenus invalides durant leur entraînement militaire au Canada;

Attendu qu'un nombre considérable de cas de tuberculose se sont déclarés dans ces deux classes;

Attendu que la *Laurentian Society* pour le traitement et la suppression de la tuberculose a été organisée pour venir en aide à ceux qui en seront atteints; établir des sanatoria où seront admis et traités les tuberculeux; instituer un département de recherches médicales se rattachant à ces sanatoria, et pour la diffusion des connaissances et des renseignements concernant cette maladie;

Attendu que ladite société, conformément aux fins pour lesquelles elle a été constituée en corporation, a établi, en 1911, un sanatorium dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, où l'on pourrait admettre plus de 70 patients, pourvu des appareils et des installations les plus

modernes pour le traitement des malades comme pour les recherches d'étude médicale;

Attendu que le Dominion, vu le nombre considérablement accru des membres et ex-membres des forces militaires et navales du Canada souffrant de tuberculose, a jugé nécessaire d'augmenter considérablement les moyens de traiter ces ex-membres des forces militaires et navales;

Attendu que la société a, par un contrat en date du trente-unième jour de décembre, mil neuf cent dix-huit, consenti à transporter et remettre au Dominion ledit sanatorium avec toutes les bâtisses, terrains et aménagement qu'elle possède et tient actuellement en opération, pourvu que le Dominion consente à assumer toutes les dettes, évaluées à \$40,000., à agrandir les édifices et augmenter l'aménagement sur les terrains dudit sanatorium, afin de pourvoir à l'hospitalisation d'un bien plus grand nombre de patients, et, par la suite, de poursuivre cette œuvre comme chose nécessaire;

Attendu que la province désire établir, un sanatorium pour le traitement de la tuberculose dans ses limites et qu'il a été proposé, sujet aux termes et conditions ci-énoncés, que la province concoure avec le Dominion, pour agrandir et améliorer ladite propriété, comme il est dit ci-dessous, laquelle sera occupée, comme il est dit ci-dessous, par le Dominion, durant le laps de temps nécessaire au traitement et au soin des ex-membres des forces navales et militaires du Canada, et ensuite remise à la province, chaque partie aux présentes défrayant cinquante pour cent du coût desdits agrandissements et améliorations;

Les présentes attestent:

Que les parties aux présentes, pour et en considération de ce qui précède ainsi que d'autres stipulations et conventions mutuelles ci-après exposées, conviennent entre elles de ce qui suit:

1. La province consent, sur acquisition, par le Dominion, du terrain et des édifices, aménagement, mobilier et autres dépendances du Sanatorium Laurentian à Sainte-Agathe-des-Monts, à ériger, conformément aux plans et devis que fournira le Dominion, les agrandissements nécessaires à ladite propriété pour y ajouter deux cent un lits (201) les travaux se faisant sous la surveillance d'un représentant du département.

2. La province demandera des soumissions par annonce publique et accordera le contrat au plus bas soumissionnaire, pourvu que ce plus bas soumissionnaire soit capable d'exécuter les travaux, et tous les contrats à faire par la province devront être sujets à l'approbation du Dominion.

3. Lesdits travaux devront être en tout temps accomplis et exécutés à la satisfaction du surintendant du Bureau des ingénieurs du département de la Restauration civile des soldats, représentant le Dominion, et de l'architecte du département des travaux publics et du travail de la province de Québec, qui représentera la province dans l'exécution desdits travaux. Le certificat de ces deux officiers, relativement à l'exécution satisfaisante des travaux ou d'une partie d'iceux, sera final et obligatoire pour les deux parties aux présentes. Advenant désaccord entre eux, le cas sera soumis aux ministres respectifs des départements du gouvernement de l'ère et de 2e parts.

4. Une moitié du coût de l'agrandissement, de l'amélioration et l'aménagement de ladite propriété, sera supportée par le Dominion et l'autre moitié par la province, pourvu que la somme à dépenser pour les travaux mentionnés aux présentes n'excède pas la somme de (\$300,000) trois cent mille piastres. Toute dépense pour construction et aménagement en sus et en outre de ladite somme de \$300,000 devra être autorisée par écrit par le Dominion et la province, et devra être défrayée également par chacune des parties contractantes. Le paiement des dépenses se fera par le Dominion et la province, sur estimation du progrès des travaux dûment signées par ledit architecte et approuvées par le surintendant du Bureau des ingénieurs du département de la Restauration civile des soldats, chaque mois, le paiement final devant se faire sur un certificat final semblablement signés et approuvé.

5. Le coût approximatif des dépenses à encourir conjointement par le Dominion et la province seront comme suit:

5 pavillons.....	\$160,300.00
Centrale dynamique et cheminée.....	20,460.00
Tunnel de calorifère.....	5,250.00
Machines.....	26,800.00
Bâtisses des services.....	55,665.00
Édifice des amusements et des études techniques.....	15,000.00

Total..... \$283,475.00

A ajouter 5% pour dépenses contingentes et travaux d'hiver....	14,173.75
--	-----------

Somme totale approximative.... \$297,648.75

6. Ci-annexée, marquée exhibit "A", une copie d'un contrat entre la *Laurentian Society* pour le traitement et la suppression de la tuberculose, de la cité de Montréal,

et Sa Majesté le Roi, représenté par l'honorable ministre du département de la Restauration civile des soldats, en date du trente-unième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, lequel contrat est censé incorporé dans ce contrat-ci comme partie d'icelui, et lequel sera assumé par la province en son entier lorsque, et pour toujours ensuite, ladite propriété aura été remise à la province, de la manière et au temps ci-après déterminés.

7. La propriété dudit immeuble et de ses agrandissements appartiendra et sera dévolue à la province de Québec, mais restera en la possession dudit Dominion qui y aura droit et en aura l'usage exclusif durant une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date des présentes, aux fins du département de la Restauration civile des soldats, mais, sur déclaration par le gouverneur général en conseil que ladite propriété ne sera plus requise à telles fins, et, à tout événement, à l'expiration de la période de cinq années ci-dessus mentionnée, la possession de ladite propriété et des agrandissements sera, *ipso facto*, dévolue au roi, aux droits de la province de Québec, à toutes fins et intentions quelconques. Le tout sujet aux droits de la province, tel qu'indiqué au paragraphe 8, ladite province par les présentes consentant et s'engageant à prendre possession de ladite propriété et des annexes, à l'expiration de cinq années ou avant, si le Dominion le juge désirable, pour en user aux termes et conditions prescrites aux présentes.

8. Si, après avoir réservé les vingt lits pour les patients civils, on constate que les autres lits ne sont pas, de temps à autre, tous requis pour le soin et le traitement des membres et ex-membres des forces militaires et navales du Canada, alors le Dominion pourra mettre ces lits à la disposition des patients civils de la province de Québec, lesquels patients civils seront traités et soignés par le Dominion aux prix et suivant les conditions qui pourront être déterminés et établis entre le Dominion et la province.

Il est en outre convenu que si, à l'expiration desdites cinq années, le Dominion se trouve appelé à pourvoir au soin et au traitement de quelques membres ou ex-membres des forces militaires et navales du Canada, la province, en prenant possession de ladite propriété, prendra les mesures nécessaires pour pourvoir à leur soin et à leur traitement audit sanatorium, et ce, aux termes et conditions qui pourront être imposés par elle pour les patients civils susdits, et le Dominion en supportera les frais.

9. Durant le terme de possession par le Dominion, toutes les dépenses pour l'entretien, les assurances, les taxes, les soins médicaux, etc., seront défrayés par le Dominion.

10. Ce contrat ne sera pas obligatoire pour les parties avant d'avoir été dûment ratifié par des arrêtés ministériels des gouvernements du Dominion et de la province, respectivement.

EN FOI DE QUOI les parties aux présentes ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

<i>Signé, scellé et délivré par</i> l'honorable L.-A. Taschereau, en présence de S. SYLVESTRE.	}	L. A. TASCHEREAU, <i>Ministre des travaux publics et du travail, province de Québec.</i>
--	---	---

<i>Signé, scellé et délivré par</i> l'honorable ministre de la restauration civile des soldats, en présence de E. H. SCAMMELL.	}	JAMES A. LOUGHEED, <i>Ministre de la restauration civile des soldats, Dominion du Canada.</i>
--	---	--

CÉDULE B

EXHIBIT "A"

MÉMORANDUM DE CONVENTION FAITE CE
31e JOUR DE DÉCEMBRE 1918

ENTRE

LA SOCIÉTÉ LAURENTIENNE pour le traitement et la suppression de la tuberculose, de la cité de Montréal, ci-après appelée la société,

De première part;

ET

SA MAJESTÉ LE ROI, représentée par l'honorable ministre du département de la Restauration civile des soldats, ci-après appelée, le département,

De seconde part;

Attendu que le département est chargé du soin et du traitement des membres et ex-membres invalides des forces navales et militaires du Canada, tant de ceux qui ont traversé les mers que de ceux qui sont devenus invalides au cours de leur entraînement en Canada; et

Attendu que des cas nombreux de tuberculose ont surgi parmi ces classes; et

Attendu que la *Laurentian Society* pour le traitement et la suppression de la tuberculose a été organisée dans le but de pourvoir à l'hospitalisation des tuberculeux, d'établir des sanatoria pour recevoir et traiter les patients atteints de tuberculose, de créer un département d'études médicales en relation avec ces sanatoria, et de répandre les connaissances et les renseignements sur cette maladie; et

Attendu que la société, suivant l'objet pour lequel elle a été constituée en corporation, a établi, en 1911, dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, pour y recevoir au delà de 70 patients, un sanatorium pourvu d'appareils et installations des plus modernes, et pour le traitement des patients et pour l'exécution des travaux de recherches médicales; et

Attendu que, depuis ladite date, la société a continuellement maintenu le sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts avec un personnel de médecins et de gardes-malades compétents, et qu'elle y a reçu et traité au delà de 795 patients atteints de tuberculose; qu'elle y a de plus fait des études médicales et vulgarisé la connaissance et les renseignements sur la tuberculose, dans la pleine mesure de ses ressources; et

Attendu que les fonds pour l'établissement du sanatorium et la poursuite des fins de la société, s'élevant depuis son début à la somme de \$228,739.65 ont été obtenus au moyen de contributions volontaires, de souscriptions, dons, donations et legs provenant des membres de la société, et du public; et

Attendu que la société a traité, dans ledit sanatorium, durant les trois dernières années, dans un grand nombre de cas, des membres appartenant aux forces militaires et navales en Canada, souffrant de tuberculose, en sus des patients civils; et

Attendu que le département, vu l'augmentation considérable du nombre des membres et ex-membres des forces militaires et navales du Canada, souffrant de tuberculose, trouve qu'il est grandement nécessaire d'augmenter le local pour le traitement de ces membres des forces militaires et navales; et

Attendu que le sanatorium exploité par la société est admirablement situé et équipé pour les fins requises par le département; et

Attendu que le département s'est adressé à la société pour aider le gouvernement à procurer un traitement semblable aux soldats qui sont de retour, et aux autres

personnes souffrant de tuberculose, qui sont incapables de se procurer elles-mêmes un traitement convenable, et qu'à cette fin il a demandé à la société de transférer, transporter et remettre au gouvernement du Canada, par acte de donation, le sanatorium, avec toutes ses bâtisses, terrains et équipement, actuellement possédés et exploités par la société, à condition que le gouvernement convienne de prendre à sa charge toutes les dettes de la société, d'agrandir considérablement les édifices et l'aménagement de la société, afin de pourvoir à l'hospitalisation d'un plus grand nombre de patients, civils et militaires à la fois, et de poursuivre ensuite cette œuvre comme une entreprise nationale; et

Attendu que la société reconnaît que la propagation de la tuberculose constitue une menace pour la santé et le bien-être de la nation, et que le gouvernement devrait en entreprendre et poursuivre le traitement et la suppression comme une œuvre d'une importance nationale; et

Attendu que la société est d'avis qu'en tant que son sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts est concerné, l'augmentation des moyens, résultant de l'agrandissement projeté des bâtisses, et son contrôle et administration par le gouvernement seraient au grand bénéfice du public, et que son transport au gouvernement serait dans l'intérêt de tout le monde; et

Attendu que la société considère en outre que l'objet humanitaire pour lequel elle a été formée et qu'elle a poursuivi, serait plus pleinement atteint en en confiant la possession et le contrôle au gouvernement, qu'il pourrait l'être par la société en continuant l'œuvre du sanatorium comme institution dépendant, pour son soutien, des souscriptions à prélever parmi ses membres et le public, et que, par conséquent, elle a consenti à transporter, céder et remettre au gouvernement le sanatorium avec le terrain et l'aménagement que possède la société, aux termes et conditions ci-après déterminés;

En conséquence il est déclaré et stipulé comme suit:

1. En considération de l'entreprise ci-après indiquée, par le département, la société pour elle-même, ses successeurs, administrateurs et ayants cause transporte, par les présentes, au département, le terrain, les bâtisses, installation, ameublement et autres dépendances du Sanatorium Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts, et le transport nécessaire devra être complété et dûment enregistré conformément à la loi dans un mois à compter de la date des présentes.

2. Une description complète accompagnée d'un inventaire des édifices principaux et des effets qui s'y trouvent

devra être préparée et annexée au présent contrat lorsqu'il sera complété.

3. Pour tenir lieu de toute considération ou paiement à la société, le département paiera toutes les obligations restant dues et dûment enregistrées contre la propriété dont il s'agit, ainsi que les comptes courants qui s'élèvent en tout à \$40,000. approximativement, et qui sont actuellement impayés, étant les obligations courantes et impayées de la société, et il devra tenir la société indemne de toutes réclamations qui pourraient ci-après lui être faites à l'égard de toutes semblables obligations restant dues.

4. Le département s'engage à faire immédiatement les agrandissements au Sanatorium Laurentien actuel, contenus dans les plans qui ont été déjà soumis à la société par le département, et par lesquels le nombre de patients que peut recevoir le sanatorium sera augmenté, de sorte qu'il puisse en recevoir à peu près trois cents.

5. Le département devra maintenir ledit sanatorium comme sanatorium pour le traitement et le soin des personnes souffrant de la tuberculose, et il devra y réserver, pendant qu'il sera occupé par les anciens membres des forces, de l'espace pour vingt patients civils, pourvu que le département puisse faire des arrangements pour l'entretien et le soin de ces patients civils, soit avec le gouvernement de la province de Québec ou autrement, comme il sera jugé convenable.

6. Le département, ses successeurs et ayants cause devront maintenir ledit sanatorium comme institution pour le traitement et le soin des personnes souffrant de la tuberculose et, lorsqu'aura pris fin la période pendant laquelle il pourra être requis pour le traitement et le soin des ex-membres des forces canadiennes, il devra par lui-même, ses successeurs et ayants cause, maintenir ledit sanatorium comme institution séculière pour les civils souffrant de la tuberculose dans la province de Québec, sans différence de croyance ou de nationalité, et il est expressément convenu à cet égard qu'il n'y aura aucun contrôle de ladite institution par quelque corps ou organisation religieuse que ce soit.

7. Le département pourra, en tout temps à l'avenir et plus particulièrement après l'achèvement des travaux qu'il a entrepris, en ce qui concerne le traitement des ex-membres des forces, souffrant de la tuberculose, transporter ladite propriété à une organisation ou à un corps compétent ou au gouvernement de la province de Québec, dès que ce corps, cette organisation ou ledit gouvernement passera le contrat ou la convention qui assurera l'exécution des termes du présent contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont signé,
les jour et année en premier lieu mentionnés.

Témoin:	La Société Laurentienne pour le traitement et la sup- pression de la tuberculose:
(Signé)	(Signé)
S. T. LE STURNEY,	D. LORNE MCGIBBON, <i>Président.</i>

Témoin:	(Signé)
(Signé)	JAMES A. LOUGHEED, <i>Ministre de la restauration civile des soldats.</i>
E. H. SCAMMELL.	

11 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI AMENDANT LA LOI 9 GEORGE V, CHAPITRE 4, RELATIVE- MENT AU SANATOTIUM DE SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

(Sanctionnée le 25 février 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil
législatif et de l'Assemblée législative de Québec, dé-
crète ce qui suit:

1. La section 4 de la loi 9 George V, chapitre 4, est ^{s. 4, am.} Geo. V, c. 4.
amendée en en remplaçant les mots: "cent cinquante mil-
le piastres", dans les huitième et neuvième lignes, par les
mots: "cent quatre-vingt mille piastres".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de ^{sa} Entrée en
sanction. ^{vigueur.}

11 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI AUTORISANT L'ACHAT DU SANATORIUM DU LAC ÉDOUARD

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil
législatif et de l'Assemblée législative de Québec, dé-
crète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à ^{Achat du}
passer un contrat pour acquérir le sanatorium du Lac ^{sanatorium}
^{du Lac}

Édouard, au-
torisé. Édouard, de la *Lake Edward Sanatorium Association*, corps politique dûment incorporé, pour une somme ne devant pas excéder soixante mille piastres, payable par montants et aux dates dont les parties pourront convenir entre elles.

Mode de
paiement. 2. Le trésorier de la province est autorisé à effectuer, à même le fonds consolidé du revenu, tous les paiements stipulés, tel que mentionné dans la section 1.

Administra-
tion du sana-
torium. 3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer un contrat avec toute personne, corporation ou association pour le fonctionnement et l'administration dudit sanatorium, de même que pour la garde, l'entretien, l'assistance et le traitement des malades.

Entrée en
vigueur. 4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI RATIFIANT LE CONTRAT PASSÉ ENTRE LE GOUVERNE- MENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET L'AIDE AU SA- NATORIUM DU LAC ÉDOUARD, RELATIVEMENT À L'ADMINISTRATION DU SANATO- RIUM DU LAC ÉDOUARD

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat du 20
fév. 1925,
ratifié. 1. Le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard le 20 février 1925, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois de ses minutes et reproduit comme annexe à la présente loi, est ratifié.

Entrée en
vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

L'AN MIL NEUF CENT VINGT-CINQ, le vingt février

DEVANT ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT:

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, ici représenté et agissant par l'honorable Louis-Athanase David, en sa qualité de secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes, suivant arrêté ministériel en date du treize février mil neuf cent vingt-cinq, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le même jour, partie de la première part, ci-après appelée "le gouvernement",

ET

L'AIDE AU SANATORIUM DE LAC ÉDOUARD, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, ici représenté et agissant par M. Willie Amyot, conseil en loi du roi, de Québec, son secrétaire dûment autorisé par résolution ci-annexée, partie de la seconde part, ci-après appelée "la corporation".

LESQUELLES PARTIES, attendu que le gouvernement détient la propriété du Sanatorium du Lac Édouard et désire en confier l'administration à la corporation, arrêtent entre elles ce qui suit:

1. Le gouvernement s'engage à entretenir et aménager les immeubles, édifices, maisons, bâtiments et dépendances qui forment actuellement ou formeront le Sanatorium du Lac Édouard, pour que ce sanatorium puisse recevoir un maximum de cent trente-cinq (135) malades tuberculeux;

2. La corporation s'engage:

a. A recevoir, audit sanatorium, des malades tuberculeux jusqu'à concurrence de cent trente-cinq (135) et à leur procurer les soins requis, en se faisant payer la valeur de la pension et des soins médicaux par ceux de ses malades qui sont en position, en tout ou en partie, de le faire;

b. A pourvoir à la construction de l'édifice ou des édifices nécessaires pour que le nombre des malades tuberculeux hospitalisés au sanatorium puisse être porté jusqu'à cent trente-cinq (135). Les plans de telles construc-

tions additionnelles devront cependant, au préalable, être approuvés par le gouvernement, et ces constructions sans autre transport, seront la propriété du gouvernement à toutes fins que de droit;

c. A pourvoir à tous les frais d'administration dudit sanatorium, y compris les honoraires des médecins, des gardes-malades et du personnel, et assumer seul le contrôle de la direction du sanatorium; le gouvernement aura, cependant, le droit, par ses représentants officiels, de s'assurer des conditions dans lesquelles le sanatorium sera tenu;

d. A tenir, pour tout ce qui concerne le Sanatorium du Lac Édouard, une comptabilité distincte, et faire rapport au gouvernement, annuellement et sur demande en tout temps, de l'état des recettes et déboursés se rapportant au maintien dudit sanatorium;

PRIX

3. Pour aider à subvenir aux frais requis pour soins à donner aux malades indigents, le gouvernement paiera à la corporation, la somme de quinze cents piastres (\$1,500.00) par mois, d'avance, à partir du jour où la corporation prendra charge dudit sanatorium et aussi longtemps que le gouvernement croira cette allocation nécessaire pour rencontrer les dépenses et l'exploitation du sanatorium;

4. Aucun loyer ne sera réclamé par le gouvernement pour l'usage et l'occupation, par la corporation, des meubles et immeubles servant actuellement ou qui serviront à l'avenir audit sanatorium;

TERMES

5. Le présent contrat est fait pour vingt (20) ans, à compter de la date du présent contrat et pourra être renouvelé. Le gouvernement aura le droit, aussi, de cancelar, en tout temps et sans aucun recours contre lui, par un avis écrit d'un mois donné à la corporation, le susdit contrat.

Dont acte à Québec, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, et en ma présence, lecture faite.

(Signé) ATHANASE DAVID,
 " W. AMYOT,
 " AD. LABRÈQUE, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

AD. LABRÈQUE, N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 13 février 1925, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 février 1925

CONCERNANT UN contrat à intervenir entre le gouvernement de cette province et l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard

No 203

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 13 février (1925), recommande qu'il lui soit permis de signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard, fixant les conditions du maintien de l'Hôpital des tuberculeux du Lac Édouard, dont copie est annexée au mémoire susdit.

Certifié.

(Signé)

A. MORISSET,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie,

AD. LABRÈQUE, *N.P.*

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée, des directeurs de l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard, tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février, 1925, à dix heures de l'avant-midi, à laquelle assistaient tous les directeurs.

Il est proposé par M. Jules Gauvin, secondé par M. Jules Garneau, que le projet de contrat susmentionné, devant Adolphe Labrègue, notaire, de Québec, entre Sa Majesté le Roi George V, représenté par l'honorable secrétaire de la province de Québec, et la présente corporation, en vertu duquel la corporation assume, moyennant les conditions exprimées au contrat, l'administration du Sanatorium du Lac Édouard, soit accepté par la corporation. Qu'il soit déclaré que la corporation consent à assumer l'administration du Sanatorium du Lac Édouard, aux conditions stipulées dans ledit contrat, et que le secrétaire de la corporation, M. Willie Amyot, C. R., de Québec, soit autorisé à signer la minute du contrat, au nom de la corporation, ainsi que tous autres do-

cuments et toutes autres procédures nécessaires pour donner pleine force et effet audit contrat.

Adopté unanimement.

“Je, soussigné, secrétaire de la corporation susmentionnée, certifie que la résolution ci-haut a été unanimement adoptée à une assemblée régulière du bureau de direction de l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février 1925.”

Québec, ce dix-huitième jour de février 1925.

(Signé)

W. AMYOT,
Secrétaire.

Vraie copie,

AD. LABRÈQUE, N. P.

13 GEORGE V, CHAPITRE 56

LOI CRÉANT CERTAINES ÉCOLES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi n'était pas encore en vigueur à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.*

SECTION I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Citation de la loi. **1.** La présente loi peut être citée sous le nom de “Loi des écoles agricoles et industrielles”.

Application. **2.** La présente loi s'applique:

1° A tous les mineurs de moins de dix-huit ans trouvés coupables d'infraction à une loi de cette province, décrétant un emprisonnement;

2° A tous les mineurs de moins de dix-huit ans, passibles de détention dans une prison commune, dans une

école de réforme ou d'industrie, en vertu d'une loi du Parlement du Canada, pourvu que cette loi contienne des dispositions autorisant l'application de la présente loi dans les cas de crimes, délits ou infractions pour lesquels une condamnation peut être prononcée.

SECTION II

DES ÉCOLES POUR CERTAINS MINEURS

§ 1.—Organisation

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de conclure avec toute institution ou corporation religieuse, catholique ou protestante, tout arrangement ou convention concernant le maintien, dans les cités de Québec et de Montréal, ou dans un rayon n'excédant pas cinquante milles de l'une ou l'autre de ces cités, d'écoles pour garçons vers lesquelles sont dirigés et dans lesquelles sont placés et surveillés les mineurs de moins de dix-huit ans, traduits devant toute cour juvénile, tout magistrat de district, juge des sessions ou recorder et trouvés coupables d'une offense criminelle ou d'un délit.

Écoles pour les jeunes délinquants.

4. Ces écoles doivent être organisées de manière à donner une instruction agricole ou industrielle, suivant le cas, et, dans ce but, être situées sur une ferme de dimensions reconnues convenables et suffisantes par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour le nombre d'élèves que ces écoles pourront recevoir.

Organisation de ces écoles.

5. La liste des écoles approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil est publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

Liste des écoles reconnues.

6. Dans ces écoles, un local spécial sera affecté pour recevoir, suivant indications du juge, les enfants trouvés coupables de crimes ou délits, d'évasion, ou dont la conduite dans l'une des écoles mentionnées plus haut nécessite l'incarcération; mais, dans aucun cas, cette incarcération pour mauvaise conduite ne peut avoir lieu sans une ordonnance motivée spéciale du tribunal, rendue sur demande écrite des autorités de l'école, après enquête sommaire.

Local spécial pour incarcération, en certains cas.

Réserve.

§ 2.—Internement

7. Les juges, magistrats ou recorders, tel que plus haut mentionné, peuvent diriger vers ces écoles tout mineur de moins de dix-huit ans, comparaisant devant eux

Personnes qui peuvent être internées.

pour une infraction passible de répression, conformément aux dispositions du Code criminel, de toute autre loi du Parlement du Canada, ou des lois de la province de Québec, et trouvé coupable.

Mesures de
tutelle, de
surveillance,
etc., à l'égard
de certains
mineurs.

8. Tout mineur de moins de treize ans auquel est imputée une infraction peut être soumis, suivant le cas, à la discrétion du juge, magistrat ou recorder devant lequel il comparait, à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation, de placement ou d'assistance, conformément à la loi.

Avis de l'ar-
restation d'un
mineur et me-
sures provi-
soires.

9. Le juge, magistrat ou recorder devant qui est traduit un mineur doit immédiatement en informer ceux qui en ont la garde et s'assurer de lui, soit en le remettant provisoirement à une personne digne de confiance ou à une institution charitable, ou décider qu'il sera provisoirement remis à la garde de sa famille.

Enquête.

10. Le juge, magistrat ou recorder cherche alors, après avoir fixé la date de l'audition, si le mineur est l'auteur de l'infraction qui lui est reprochée. S'il paraît que l'enfant est bien l'auteur d'un fait qualifié criminel ou délit, il doit être procédé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement. Cette enquête peut être complétée, s'il y en a lieu, par un examen médical.

Examen mé-
dical.

Décision.

11. Le juge, magistrat ou recorder statue après avoir entendu l'enfant, les témoins, les parents, le tuteur ou le gardien, si la chose est possible.

Ordonnance
du juge, etc.

12. Si la conviction est établie, le juge, le magistrat ou le recorder, par une décision motivée, ordonne une des mesures suivantes:

1° Remise de l'enfant à sa famille;

2° Placement, soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux, soit dans une institution charitable et religieuse, aux conditions énoncées dans une convention écrite, approuvée par le juge;

3° Remise de l'enfant à l'une des écoles mentionnées à l'article 5 de la présente loi.

Personne
préposée à la
surveillance
du mineur.

13. Lorsque le juge, le magistrat ou le recorder a ordonné que le mineur sera remis à sa famille, à une personne ou à une institution charitable, il peut, en outre, charger

une personne déléguée, qu'il désigne, d'assurer sous sa direction la surveillance du mineur.

14. Le juge, le magistrat ou le recorder détermine le montant des frais d'entretien et de placement et les met, s'il y a lieu, pour le tout ou dans la proportion qu'il juge à propos, à la charge de la famille. Ces frais sont recouvrés de la même manière que le sont les frais de justice.

Frais d'entretien et recouvrement d'iceux.

15. Sujet aux exceptions mentionnées dans l'article 16 les audiences sur infractions commises par des mineurs ne sont pas publiques.

Audience à huis clos.

16. Chaque affaire doit être jugée par le juge, le magistrat ou le recorder, séparément, en l'absence de tout autre prévenu. Sont admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents du mineur, les tuteurs et subrogés-tuteurs du mineur, les membres du barreau, les membres de sociétés de patronage ou des institutions charitables et religieuses s'occupant des enfants, les délégués et les représentants de la presse agréés par le tribunal. La publication du compte rendu de ces débats est interdite.

Persnnes admises aux séances du tribunal.

Publication de compte-rendu, interdite.

17. Il en est de même de la reproduction de tout portrait des mineurs poursuivis, de toute illustration les concernant et concernant les actes à eux imputés. Toute infraction aux dispositions du présent article est punissable d'une amende de cinquante à deux cents dollars.

Publication de photographies, défendue.

Peines.

18. La décision motivée est lue en audience publique et pourra être publiée, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale.

Décision du juge à l'audience.
Réserve.

19. Le juge, le magistrat ou le recorder peut, dans tous les cas, après avoir dûment entendu la cause soumise sur l'infraction imputée au mineur, adresser au mineur ou aux parents une réprimande et les avertir des conséquences de la récidive. Cette réprimande est alors inscrite sur un registre spécial.

Réprimande au coupable et à ses parents.

20. Le juge, le magistrat ou le recorder devant lequel s'instruit le procès d'un enfant passible de placement, doit, par lui-même ou par le greffier de la cour, prendre des notes de la preuve faite devant lui par chaque témoin.

Notes prises à l'enquête.

Ces notes, signées par le juge, le magistrat ou le recorder, doivent être transmises sans délai, après le procès, au secrétaire de la province avec l'extrait de baptême de

Transmission de ces notes, etc., au sec. de la prov.

l'enfant et une copie certifiée de la dénonciation ou plainte ainsi que la copie de la décision motivée.

Ce qui doit être prouvé.

Cette preuve doit faire connaître l'âge de l'enfant, sa résidence, le nom de son père et celui de sa mère, le lieu de leur résidence actuel, le lieu de la naissance de l'enfant s'il a toujours résidé chez ses parents, et, sinon, chez qui et pendant quel espace de temps il a demeuré ailleurs, les habitudes et les antécédents de l'enfant, et enfin des détails précis sur la nature de l'offense et les circonstances dans lesquelles elle a été commise.

Détention provisoire pour permettre de compléter la preuve.

Lorsque les témoins produits ne sont pas en position d'établir tous les faits mentionnés dans le présent article, le juge, le magistrat ou le recorder peut condamner l'enfant à être détenu provisoirement dans l'un des établissements mentionnés à l'article 5, durant un espace de temps de pas plus de huit jours, afin de permettre la production des témoins nécessaires pour compléter la preuve exigée par le présent article.

Ordre de placement ou de libération.

Si cette preuve est alors satisfaisante et complète, le juge, le magistrat ou le recorder donne l'ordre de placement définitif; sinon, il doit renvoyer la plainte et libérer l'enfant.

Conditions requises pour engager la responsabilité du gouv.

Le gouvernement n'est cependant responsable des frais de garde et d'entretien de l'enfant que si le secrétaire de la province, en se basant sur les documents qui lui sont transmis, informe les directeurs de l'institution qu'ils peuvent garder l'enfant.

Copie de l'ordonnance de placement transmise au sec. de la province.

21. Dans les huit jours qui suivent le placement définitif d'un mineur dans l'un des établissements mentionnés dans l'article 5, il est du devoir des directeurs de l'établissement de transmettre une copie certifiée de l'ordonnance de placement au secrétaire de la province.

Remise du mineur à ses parents, etc., après une année.

22. Dans le cas où, suivant ordonnance du juge, du magistrat ou du recorder, un mineur est placé dans une des écoles mentionnées dans la présente loi pour plus d'un an, le juge, le magistrat ou le recorder, après l'expiration d'une année, peut, sur requête des parents ou tuteurs, le remettre à leur garde, pourvu qu'ils justifient de son amendement et de telle aptitude à l'élever. En cas de rejet de cette requête, aucune semblable demande ne peut être représentée qu'après un nouveau délai d'un an.

Requête à cette fin.

Pouvoirs des directeurs des établissements reconnus.

23. Les directeurs des établissements mentionnés dans la présente loi, s'ils y sont nommément autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, exercent les pouvoirs conférés par les articles 3667 à 3673 des Statuts re-

fondus, 1909, au directeur des prisons de réforme, *mutatis mutandis*.

NOTE.—Voir *S. R.*, 1925, c. 158.

24. Tout officier d'un établissement visé par la présente loi, autorisé par le directeur de cet établissement, par un écrit revêtu de son seing ou de celui du secrétaire, à prendre soin d'un jeune délinquant condamné à la détention, dans le but de le transporter à l'établissement ou de l'en ramener, ou de le reconduire à cet établissement dans le cas d'évasion ou de refus d'y retourner, a, pour cet objet et pendant qu'il est engagé dans ce devoir, tous les pouvoirs, attributions, protection et privilèges, pour les fins de l'exécution de ses devoirs d'officier réformateur, que tout constable dûment nommé possède en vertu de la loi.

Pouvoirs des personnes chargées du transport d'un délinquant condamné.

25. Les directeurs d'un établissement recueillant les enfants, sont tenus de recevoir tous les mineurs au-dessous de l'âge de dix-huit ans, qui leur sont envoyés, pourvu que leur nombre n'excède pas le chiffre fixé dans le contrat.

Réception des mineurs.

Quand une fois ils ont reçu quelqu'un de ces mineurs, ils sont censés s'être engagés à l'élever, le vêtir, le loger et le nourrir pendant tout le temps qu'il peut être placé dans l'établissement, ou jusqu'à ce que le retrait ou l'abandon du certificat ait son effet, ou jusqu'à ce que les sommes avancées sur les deniers affectés par la Législature à la garde et à l'entretien des mineurs confinés dans l'établissement cessent d'être accordés, quel que soit le cas qui se produise le premier.

Engagements qui en découlent.

26. Les directeurs d'un établissement autorisé peuvent, de temps à autre, faire les règlements qui sont nécessaires pour la régie et la discipline de l'établissement sous leur contrôle, mais ces règlements ne deviennent en vigueur que lorsqu'ils ont été soumis au lieutenant-gouverneur en conseil et approuvés par lui, et ils ne peuvent être modifiés sans cette approbation.

Règlements de gouverne intérieur.

Approbation de ces règlements.

27. Chaque institution autorisée est, de temps à autre, et au moins une fois par année, visitée par la personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil; et si, d'après le rapport qui lui en est fait, le lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas satisfait de la condition de cet établissement, il peut ordonner que le contrat soit résilié; et le contrat est censé avoir été résilié à l'expiration des six mois suivant la date de l'avis transmis à cet effet au directeur par le secrétaire de la province.

Inspection des établissements et réalisation des contrats, en certains cas.

§ 3.—Frais d'internement

Frais d'internement.

28. La garde et l'entretien d'un enfant dans une institution sont payés moitié par le gouvernement et moitié par la municipalité de comté, la cité ou la ville, dans laquelle se trouvait l'enfant lors de sa comparution; et, dans le cas où l'enfant a été envoyé dans un des établissements mentionnés dans l'article 5, une moitié est payée par le gouvernement et une moitié par la municipalité de comté, la cité ou la ville où l'enfant se trouvait lors de son entrée dans l'établissement, sauf, dans ces deux cas, le recours de cette municipalité, lorsque l'enfant n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de comté, la cité ou la ville où il avait son domicile.

Recours.

Si, cependant, la municipalité de comté, la cité ou la ville qui peut être appelée à payer en vertu du présent article, indique d'une manière certaine au secrétaire de la province, avant la poursuite, la municipalité de comté, la cité ou la ville où l'enfant avait son domicile, le gouvernement fait payer directement cette dernière.

Dispositions non applicables.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas quand il s'agit du cas visé par l'article 14.

Transmission d'états au sec. de la prov. et leur contenu.

29. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires ou directeurs de chaque établissement doivent transmettre au secrétaire de la province une liste spécialement préparée pour les fins de la présente loi, dûment attestée sous serment devant un juge de paix et contenant:

- a. Le nom des enfants qui se trouvent à l'institution suivant ordonnance du juge, du magistrat ou du recorder;
- b. Leur résidence actuelle à l'époque de l'internement.

États envoyés par le secrétaire de la province aux percepteurs du revenu.

30. Sur réception de cette liste, le secrétaire de la province doit préparer sans retard, pour chaque municipalité de comté, chaque cité ou ville, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle en vertu de la présente loi et le transmettre tout de suite au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve située cette municipalité de comté, cette cité ou ville.

Devoirs des percepteurs.

31. Sur réception de cet état, le percepteur du revenu doit transmettre sans délai au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté ou au greffier de la cité ou de la ville intéressée, suivant le cas, un extrait dûment certifié de cet état, contenant les noms des enfants à l'entretien desquels cette municipalité de comté, cette cité ou ville doit contribuer, ainsi que le montant dû pour l'année pré-

cédente, avec un avis le requérant de verser entre ses mains, avant le premier mai alors prochain, le montant dû pour cet objet.

32. Le montant est recouvrable par voie d'action ordinaire contre toute municipalité de comté, cité ou ville ainsi obligée à l'entretien en vertu des dispositions précédentes. Recouvrement du montant dû.

Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle municipalité de comté, cité ou ville, devant tout tribunal de juridiction compétente. Action à cette fin.

33. Le montant payé par une municipalité de comté, une cité ou une ville en vertu de la présente loi, est considéré comme une taxe imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de la cité ou de la ville, et est prélevé de la même manière que toutes taxes ordinaires. Imposition et prélèvement du montant exigible.

34. Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs enfants dans une institution, une copie ou un extrait certifié par le secrétaire de la province ou son assistant, des documents mentionnés aux articles 29, 30 et 31 de la présente loi, constitue une preuve *prima facie* suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement pour le montant demandé. Force probante de certains documents.

35. Toute somme due au gouvernement en vertu du présent paragraphe constitue une dette privilégiée, qui prend rang immédiatement après les frais de justice; et les articles du Code civil et du Code de procédure civile concernant les privilèges sont amendés en conséquence. Dette privilégiée, etc.

36. Il est loisible à toute municipalité de comté, cité ou ville qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, de se faire rembourser ce montant par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant et sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à sa subsistance et à son entretien. Remboursement du montant payé.

37. Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'enfant ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où l'enfant n'était pas domicilié dans les limites de son territoire lors de son placement, exercer son recours Recours des municipalités.

Prescription. en remboursement contre la municipalité où l'enfant avait alors son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement.

Recouvrement du montant payé, d'une municipalité locale. **38.** Toute municipalité de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la garde et l'entretien d'un enfant dans une institution, ou pour son transfert à ou de cette institution, peut, au lieu de se faire rembourser en la manière prescrite par les articles 36 et 37, recouvrer de la municipalité locale d'où l'enfant a été envoyé à l'institution, le montant qu'elle a ainsi payé.

Remboursement de celui-ci. La municipalité locale peut ensuite être remboursée, conformément aux règles prescrites par lesdits articles 36 et 37, de ce qu'elle a payé à la municipalité de comté.

Imposition sur les municipalités locales, en certains cas. Lorsqu'une municipalité de comté a payé une somme d'argent au gouvernement pour un enfant placé dans une institution, et qu'elle ne peut se faire rembourser sur les biens de cet enfant ou ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, elle doit, dans les deux cas suivants:

a. Lorsque cet enfant n'a pas de domicile connu dans la province, ou

b. Lorsque la municipalité d'où vient l'enfant est une municipalité pauvre et reconnue comme telle par le conseil de comté,—

Prélèvement. la prélever sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du Code municipal et due par ces municipalités locales.

§ 4.—Liberté surveillée

Mise en liberté surveillée de certains mineurs. **39.** Le juge, le magistrat ou le recorder peut d'office choisir, parmi les officiers accrédités auprès du tribunal, une personne qu'il charge de s'assurer et de contrôler la mise en liberté surveillée prévue dans la présente loi. Ces délégués sont choisis de préférence parmi les sociétés de patronage, les institutions charitables et religieuses ou les associations s'occupant particulièrement des enfants. Ils peuvent aussi être des particuliers choisis directement par le juge.

Personnes déléguées à cette fin.

Devoirs de ces délégués.

Nouvelle comparution du mineur.

40. Pendant la période fixée, les délégués visitent les mineurs en liberté surveillée aussi souvent qu'il est nécessaire, et fournissent des rapports sur leur conduite au juge, magistrat ou recorder. En cas de mauvaise conduite ou de péril moral des mineurs en liberté surveillée, ainsi que dans le cas où des entraves systématiques seront ap-

portées à la surveillance, le juge, le magistrat ou le recorder, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, pourra, soit d'office, soit sur simple requête des délégués, ordonner de citer le mineur et les personnes chargées de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau.

41. En cas de décès ou d'empêchement d'un délégué, Rempla-
son remplaçant sera désigné par ordonnance du juge, ment d'un dé-
magistrat ou recorder.

42. En cas de décès, de maladie grave, de change- Avis au délé-
ment de résidence ou d'absence non autorisée du mineur gué de la ma-
en liberté surveillée, les parents, tuteurs, gardiens doi- ladie, etc., du
vent prévenir sans retard le délégué qui en informe le ju- mineur en li-
ge, le magistrat ou le recorder. berté sur-

§ 5.—*Registre*

43. Le greffier du juge, du magistrat ou du recorder Registre spé-
doit tenir un registre spécial non public sur lequel seront cial des déci-
inscrites toutes les décisions concernant les mineurs de sions relati-
moins de dix-huit ans. ves aux mi-

SECTION III

DES DÉPENSES

44. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en con- Contrats,
seil de faire tout contrat ou convention fixant notamment etc., relatifs à
le taux et les conditions des allocations qui pourront être la garde, etc.,
accordées aux personnes, institutions ou écoles, auxquel- des mineurs.
les des mineurs auront été confiés par l'application de la
présente loi.

SECTION IV

DISPOSITIONS SAUVEGARDÉES

45. Nonobstant les dispositions de la présente loi, les Dispositions
dispositions de la section sixième du chapitre premier du applicables
titre septième des Statuts refondus, 1909, (compre- aux écoles de
nant les articles 3674 à 3698), continueront à s'appliquer aux réformes pour
écoles de réforme pour filles. filles.

NOTE.—*Voir S. R., 1925, c. 158 et c. 159.*

46. Nonobstant les dispositions de la présente loi, les Idem.
dispositions de la section deuxième du chapitre troisième
du titre huitième des Statuts refondus, 1909, (compre-
nant les articles 4082 à 4087) continueront à s'appliquer
aux écoles de réforme pour filles.

NOTE.—*Voir S. R., 1925, c. 162.*

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

Entrée en vi-
gueur.

47. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

NOTE.—*Proclamation encore émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.*

STATUTS REFONDUS, 1909
TITRE XI, CHAPITRE DEUXIÈME

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX CORPORA-
TIONS DE CITÉ ET DE VILLE ET AUTRES
CORPORATIONS

* * * * *

SECTION VI

DE L'EMPLOI DU FONDS D'AMORTISSEMENT DES MUNICI-
PALITÉS

* * * * *

Garantie gé-
nérale des
bons.

5909. L'article 5908 s'applique aux emprunts faits par les municipalités depuis le 31 octobre 1879, et à ceux faits avant cette époque, pourvu que, dans ce dernier cas, il n'y ait eu aucune stipulation différente sur la manière dont le fonds d'amortissement devait être placé. S. R. Q., 4637.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 21

**LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT À L'OCTROI DE SUBVENTIONS À CERTAINES
MUNICIPALITÉS POUR LA CONFECTION ET
L'ENTRETIEN DES CHEMINS, AINSI QUE
POUR LE MACADAMISAGE ET
LE GRAVELAGE D'ICEUX**

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

2. Le ministre peut payer les subventions auxquelles ^{Paiement de} les municipalités peuvent avoir droit en vertu de la loi ^{subventions} ^{antérieures.} remplacée par la présente section.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

8 GEORGE V, CHAPITRE 20

**LOI CRÉANT UN DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET AMENDANT EN CONSÉQUENCE LES STATUTS REFON-
DUS, 1909, LES STATUTS REFONDUS, 1888, ET LE CODE
MUNICIPAL DE QUÉBEC**

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

40. Dans toute loi, arrêté en conseil et règlement, ^{Interpréta-} les mots : "département du secrétaire de la province" ^{tion.} ou "département", "sous-secrétaire de la province", ou "sous-ministre", partout où ils peuvent se rencontrer quand il s'agit d'une matière sous le contrôle du département des Affaires municipales, et les mots : "secrétaire de la province" ou "ministre", dans tous les cas où il s'agit d'une matière sous le contrôle du département

des affaires municipales, sont remplacés par les mots : "département des affaires municipales", "sous-ministre des affaires municipales" ou "ministre des affaires municipales", selon le cas.

Entrée en vigueur.

41. La présente loi entrera en vigueur le jour qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

NOTE.—En vigueur le 4 mars 1918, par proclamation. Supplément de la *Gazette officielle* du 23 février, 1918, page 64.

8 GEORGE V, CHAPITRE 60

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, LES STATUTS REFONDUS, 1888, ET LE CODE MUNICIPAL DE QUÉBEC, RELATIVEMENT AUX AFFAIRES MUNICIPALES

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Dispositions applicables.

35. Les dispositions de la section 34, s'appliquent aux emprunts contractés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, au moyen d'émissions d'obligations, de la manière qui y est autorisée.

Validation de certains règlements.

36. Tous les règlements adoptés par les municipalités avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui décrètent des émissions d'obligations en la manière autorisée par la section 34, sont valides, pourvu que les exigences de la loi aient été observées sous tous autres rapports.

Entrée en vigueur

37. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

NOTE.—En vigueur le 4 mars 1918, par proclamation. Supplément de la *Gazette officielle* du 23 février 1918, page 65.

2 GEORGE V, CHAPITRE 17

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT AU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET
CRÉANT LE DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, moins la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

3. Les articles 142 et 149 desdits statuts, tel qu'amendés par les sections précédentes, s'appliquent aux membres actuels du Conseil exécutif qui peuvent être appelés à occuper la position de ministre de l'agriculture et de la voirie et à celui qui, actuellement, occupe la position de ministre de l'agriculture.

Application
des arts. 142
et 149 des
S. R.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vi-
gueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVE-
MENT AUX CHEMINS DE COLONISATION

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

2. La présente loi aura un effet rétroactif, mais n'affectera pas les causes pendantes.

Application
de la loi: cau-
ses pendan-
tes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 65

LOI POUR AUTORISER LES MUNICIPALITÉS À CONTRIBUER
AU FONDS PATRIOTIQUE CANADIEN ET À D'AUTRES
FONDS, ET VALIDANT LES CONTRIBUTIONS
DÉJÀ VERSÉES

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Municipalités autorisées à contribuer au fonds patriotique.

1. Il est loisible à une municipalité constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou par une charte spéciale, de contribuer au Fonds patriotique canadien créé par la loi fédérale 5 George V, chapitre 8, et à tous autres fonds actuellement créés pour la fondation de lits d'hôpitaux ou d'assistance, en général ou en particulier, aux personnes qui ont souffert ou souffriront de la présente guerre, soit dans ce pays ou dans le Royaume-Uni, soit dans les pays de France ou de Belgique, alliés au Royaume-Uni.

Validation de certains règlements, etc.

2. Tout règlement ou toute résolution dans le sens mentionné dans la section 1, et adopté avant l'entrée en vigueur de la présente loi, est validé, à toutes fins que de droit; et cette résolution ou ce règlement, ainsi validé, a force et vigueur comme s'il avait été adopté par une municipalité revêtue de tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, pourvu que la validité de ce règlement ou de cette résolution soit incontestable sous les autres rapports.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AUTORISANT LE PAIEMENT D'UNE SOMME DE UN MILION
DE PIASTRES POUR AIDER À L'ÉTABLISSEMENT
D'UNE UNIVERSITÉ À MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

\$1,000,000.00 à l'Université de Montréal.

1. Pour aider à l'établissement d'une université dans la cité de Montréal, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de donner une somme n'excédant pas un million de piastres, payable par versements annuels de

deux cent mille piastres, pendant cinq ans, à la corporation, à la personne ou aux personnes désignées par lui.

NOTE.—Les articles 2 et 3 sont abrogés par la loi 11 Geo. V, c. 3, s. 8.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi.

Avances autorisées.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI AUTORISANT CERTAINS OCTROIS POUR FINS D'ÉDUCATION ET CERTAINS EMPRUNTS NÉCESSAIRES À CES FINS

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à donner à l'université Laval de Québec une somme n'excédant pas un million de piastres, et à l'université McGill une somme n'excédant pas un million de piastres, payables, par versements annuels de pas plus de deux cent mille piastres chacun, à chacune de ces universités, respectivement.

Octroi de \$1,000,000.00 à chacune des universités Laval et McGill, autorisé.

2. Nonobstant les dispositions relatives au paiement contenues dans la section 1 de la présente loi et dans la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 8, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à remettre le total de l'octroi, aux trois universités, ou à l'une d'entre elles, savoir, l'université de Montréal, l'université Laval et l'université McGill, en un seul paiement, soit par la remise de bons, d'obligations ou de rentes inscrites émis en vertu des dispositions de la présente loi, soit en deniers comptants provenant de la négociation de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Mode de paiement des octrois.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à effectuer un emprunt ou des emprunts n'excédant pas, en totalité, la somme de six millions de piastres.

Emprunt autorisé.

- Mode d'emprunt.** Ledit emprunt ou lesdits emprunts peuvent être effectués au moyen de bons, obligations ou rentes inscrites pour un terme n'excédant pas quinze ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, et payables de la manière et aux endroits qu'il indique.
- Fonds d'amortissement.** Il est pourvu à un fonds d'amortissement dont le montant doit être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour pourvoir au rachat, à l'échéance, de ces bons, obligations ou rentes inscrites.
- Rachat des bons, etc.** Le trésorier de la province peut, à sa discrétion, en tout temps après cinq années de la date de leur émission, racheter lesdits bons, obligations, ou rentes inscrites, avant l'échéance.
- Emploi du produit de l'emprunt.** 4. Le produit dudit emprunt ou desdits emprunts peut être employé pour les fins et de la manière mentionnées dans la section 2, et le surplus employé à rembourser au fonds consolidé du revenu les avances faites aux fins autorisées par la loi des bons chemins, 1912, jusqu'à ce qu'un emprunt soit effectué en vertu de toute loi autorisant un emprunt pour les bons chemins; et, à même le produit de l'emprunt en dernier lieu mentionné, le montant avancé à même le produit de l'emprunt autorisé par la présente loi devra être remboursé.
- Obligations exemptes des droits sur les successions.** 5. Les bons, obligations ou rentes inscrites émis en vertu de la présente loi ne seront pas sujets aux dispositions de la loi de Québec concernant les droits sur les successions.
- Avances autorisées.** 6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation dudit emprunt ou desdits emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi.
- Remboursement au fonds consolidé.** 7. Le produit de la négociation de cet ou de ces emprunts doit d'abord être employé à rembourser au fonds consolidé du revenu les paiements faits à même ce fonds, suivant la section 6.
- 10 Geo. V, c. 8, ss. 2 et 3, ab.** 8. Les sections 2 et 3 de la loi 10 George V, chapitre 8, sont abrogées.
- Entrée en vigueur.** 9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 110

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

9. La cité est autorisée à souscrire un montant de cin- Souscription
quante mille piastres, comme aide à l'université Laval de à Laval, auto-
Québec, ledit montant à être payé cinq mille piastres par risée.
année, à même les revenus ordinaires de la cité.

* * * * *

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- Entrée en
tion. vigueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 38

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'UNIVERSITÉ DE MONTREAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

ATTENDU que les administrateurs de l'université La- Préambule.
val à Montréal, la Faculté de droit de l'université
Laval à Montréal, l'École de médecine et de chirurgie de
Montréal (Faculté de médecine de l'université Laval à
Montréal), l'École de médecine comparée et de science
vétérinaire de Montréal, l'École de chirurgie dentaire de
Montréal, l'Hôpital dentaire Laval et l'École de pharma-
cie Laval de Montréal ont représenté par leur pétition:

Que la succursale montréalaise de l'université Laval,
dont ils faisaient partie, a obtenu, dans l'ordre canoni-
que, son autonomie;

Que, par son rescrit du 8 mai 1919, Sa Sainteté Benoit
XV a accordé à la succursale montréalaise de l'université
Laval son indépendance complète;

Qu'en conséquence ils se sont fusionnés en corporation
pour constituer dans cette province une seconde univer-
sité catholique;

Que ces mêmes corps, facultés et écoles, sollicitent de la Législature provinciale la reconnaissance civile de leur corporation;

Que cette reconnaissance permettra à la nouvelle corporation de mieux atteindre sa fin, qui est de donner, dans les limites actuelles de la province ecclésiastique de Montréal, conformément aux principes catholiques, l'enseignement supérieur et professionnel; et,

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

PRÉLIMINAIRE

Corporation
constituée.

Nom.

1. Une corporation est constituée sous le nom d'"Université de Montréal" (*Universitas Montis Regii*.) L'emploi de l'un ou de l'autre de ces noms est facultatif.

Siège principal.

2. L'université a son siège principal à Montréal.

Droits successifs de la corporation.

3. L'université succède, activement et passivement, aux corporations ci-après mentionnées:

a. Les administrateurs de l'université Laval à Montréal;

b. La Faculté de droit de l'université Laval à Montréal;

c. L'École de médecine et de chirurgie de Montréal, Faculté de médecine de l'université Laval à Montréal;

d. L'École de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal;

e. L'École de chirurgie dentaire de Montréal et l'Hôpital dentaire Laval;

f. L'École de pharmacie Laval de Montréal.

COMPOSITION

Composition de la corporation.

4. L'université se compose des facultés et écoles ci-après désignées:

a. La Faculté de théologie;

b. La Faculté de droit;

c. La Faculté de médecine;

d. La Faculté de philosophie;

e. La Faculté des lettres;

f. La Faculté des sciences;

g. L'École de médecine comparée et l'Hôpital vétérinaire;

h. L'École de chirurgie dentaire et l'Hôpital dentaire;

i. L'École de pharmacie;

j. Toutes les autres facultés ou écoles qui pourront être admises dans l'université.

5. Ces facultés et écoles sont dites *fusionnées*.

Écoles fusionnées.

FACULTÉS ET ÉCOLES AFFILIÉES, AGRÉGÉES, ANNEXÉES

6. L'université comprend également des écoles affiliées, agrégées ou annexées, bien qu'elles ne fassent pas partie de la corporation.

Écoles agrégées.

On appelle écoles "affiliées" les écoles situées dans les limites de la province de Québec, qui acceptent les règlements et le programme que l'université a établis comme siens, après les avoir rédigés conjointement avec leurs délégués, dont l'université dirige les examens universitaires selon les statuts d'affiliation déterminés par l'article 7 ci-après et auxquelles elle décerne ses propres diplômes.

Écoles affiliées.

Les écoles "agrégées" diffèrent de celles-là seulement en ce qu'elles sont situées en dehors des limites de la province de Québec.

Écoles agrégées.

Dans les écoles annexées, l'université approuve seulement les programmes et les règlements; elle se fait représenter aux examens et sanctionne les diplômes décernés par ces institutions.

Écoles annexées.

7. Entre les facultés ou écoles suivantes, lesquelles sont dites affiliées, et l'université, les relations seront déterminées par un statut d'affiliation arrêté d'un commun accord entre les deux parties:

Statut d'affiliation.

a. L'École polytechnique;

b. L'Institut agricole d'Oka;

c. L'École des hautes études commerciales;

d. Les maisons d'enseignement classique pour les garçons, établies ou qui le seront à l'avenir, dans les limites actuelles de la province ecclésiastique de Montréal;

e. L'École d'enseignement secondaire pour les jeunes filles.

Dans le statut d'affiliation qui pourra être arrêté entre l'université et les collèges tenus par les R.R. PP. Jésuites, l'université aura la faculté de tenir compte du privilège qui leur a été jusqu'ici reconnu par l'université Laval, conformément, quant à la nature du privilège, aux prescriptions de la constitution *Jamdudum* du deux février 1889.

Privilège sauvegardé.

8. Les écoles actuellement annexées à l'université Laval de Montréal, dont la liste est contenue dans la cédule ajoutée à cette loi, deviennent annexées à l'université de Montréal.

Écoles annexées à l'université de Montréal.

OBJETS

Objets de l'université.

9. L'université a pour objet de donner, conformément aux principes catholiques, l'enseignement supérieur dans ses facultés et ses écoles professionnelles.

POUVOIRS

Pouvoirs.

10. L'université est autorisée à décerner les grades et diplômes de bachelier, de licencié, de maître et de docteur.

Privilèges.

11. L'université possède les privilèges accordés par les lois provinciales qui établissent l'équivalence entre le diplôme de bachelier, que décernent les universités de la province aux élèves des maisons d'enseignement secondaire ou classique à elles affiliées, et le brevet octroyé par les chambres professionnelles.

Pouvoir d'établir des chaires et de constituer d'autres facultés.

12. L'université a aussi le pouvoir d'établir des succursales et des chaires; de constituer d'autres facultés ou écoles; de se rattacher, par la fusion ou l'affiliation, les facultés et écoles affiliées, agrégées ou annexées; de s'affilier, s'agréger ou s'annexer d'autres institutions du même genre.

Territoire dans lequel ces pouvoirs peuvent s'exercer.

13. L'université peut exercer les pouvoirs mentionnés aux articles 10, 11 et 12, à Montréal et partout en dehors de Montréal, excepté dans les limites actuelles de la province ecclésiastique de Québec.

Pouvoirs généraux de l'université.

14. L'université possède tous les pouvoirs ordinaires des corporations civiles. En particulier, elle peut acquérir, accepter, recevoir et posséder des terrains, bâtiments et autres propriétés et biens, meubles ou immeubles. Elle peut de même les hypothéquer, vendre, aliéner, céder, louer ou échanger, et en acquérir d'autres en leur lieu, selon qu'elle le juge à propos. Mais la valeur annuelle de ces immeubles ne doit pas dépasser la somme de un million de piastres. L'université peut, de temps à autre, emprunter de l'argent sur son crédit; elle peut aussi émettre des bons, obligations ou autres valeurs, pour toutes les sommes empruntées, aux prix jugés nécessaires ou convenables. Elle peut hypothéquer et engager ses biens mobiliers et immobiliers pour garantir le remboursement de toute somme empruntée par elle. Elle peut aussi exproprier, en suivant les formalités prescrites par les articles 6565, 6566, 6567, 6568, 6569, 6569a, 6570, 6571, 6574,

6575, 6578, 6579, 6580, 6581, 6582, 6583, 6584, 6585 et 6586 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendés. Souscriptions autorisées.

Tous les corps privés ou publics y compris, notamment les fabriques et les commissions scolaires, les corporations municipales, les corporations de cités ou de villes peuvent décider, par règlement qui deviendra en vigueur par sa seule adoption par la corporation, de lui venir en aide par voie de donations, en nature ou en argent, de subventions, de garanties ou autrement. Le paragraphe premier de l'article 776 du Code civil ne s'applique pas aux donations, subventions ou souscriptions qui ont été faites ou qui le seront en faveur de l'université. Ces donations, subventions ou souscriptions peuvent être consenties par acte sous seing privé et sont valables dès que cet écrit est signé par le donateur. Elles ne peuvent pas être révoquées sans le consentement de l'université. Dons validés.

Nonobstant l'article 771 du Code civil, est valide, en vertu de la présente loi, la donation ou la souscription faite avant l'adoption de cette loi, soit par billet, soit par chèque ou autrement payable à l'université de Montréal. Exemptions des droits de successions.

L'université de Montréal sera exempte du paiement de tous droits de succession sur les donations entrevifs qui lui seront faites dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

ADMINISTRATION

15. L'université s'administre par les corps suivants: Administration.

- a. Un sénat académique;
- b. Un conseil universitaire;
- c. Une commission d'administration;
- d. Une commission des études;
- e. Un comité exécutif.

SÉNAT ACADEMIQUE

16. Le sénat académique comprend:

- a. Le chancelier, archevêque de Montréal, au siège principal de l'université, président *ex officio*; Composition du sénat académique.
- b. Les évêques résidentiels de la province ecclésiastique de Montréal, ceux des diocèses actuels de Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Valleyfield, Joliette et des autres diocèses qui y seront formés dans l'avenir;
- c. Le président du conseil universitaire, un laïque, choisi par règlement de ce conseil, parmi ses membres ou en dehors et portant le titre de président de l'université de Montréal;
- d. Le recteur et le vice-recteur, deux ecclésiastiques dé-

signés par les évêques de la province ecclésiastique de Montréal;

e. Le président de la commission d'administration, un laïque choisi par le conseil universitaire;

f. Le supérieur des Messieurs de Saint-Sulpice au Canada;

g. Le secrétaire général, un laïque choisi par le conseil universitaire;

h. Les doyens des facultés fusionnées, avec deux délégués de leur conseil;

i. Les présidents des conseils d'administration des écoles fusionnées avec un délégué de leur conseil;

j. Les présidents des conseils d'administration des écoles affiliées suivantes: École polytechnique, Institut agricole d'Oka, École des hautes études commerciales, et autres écoles supérieures ou professionnelles qui pourront être fondées plus tard et affiliées;

k. Deux délégués représentant tous les collèges affiliés et choisis par eux parmi leurs membres à leur assemblée annuelle; l'un de ces délégués représentera les petits séminaires et l'autre les collèges;

l. Au plus six représentants choisis par la commission de l'administration en dehors du personnel universitaire, en vertu du paragraphe *g* de l'article 21.

Droit de surveillance de l'archevêque de Montréal et de ses suffragants.

17. L'archevêque de Montréal et ses suffragants, les évêques résidentiels de la province ecclésiastique actuelle de Montréal, veillent dans l'université à l'intégrité de la doctrine et à la pureté de la morale. Ils détiennent et exercent l'autorité suprême dans toutes les questions qui se rattachent à ce double objet, avec pouvoir souverain de décider quelles sont les questions et dans quels cas il y a lieu à leur intervention. Ils appliquent, après enquête, les sanctions qui conviennent. Leur décision est finale et doit être exécutée par les diverses commissions, nonobstant tout autre article de cette charte.

Sénat académique, tribunal d'appel.

18. Le sénat académique constitue un tribunal d'appel avec pouvoir souverain dans le cas d'un conflit entre la commission d'administration ou la commission des études et l'un quelconque des corps universitaires.

Appel.

Toutefois la partie qui se croit lésée ne peut interjeter appel qu'après avoir mis en demeure, par écrit, la commission intéressée de reconsidérer sa décision dans le délai de trente jours. Celle-ci devra être étudiée de nouveau par la commission, à une réunion composée d'au moins les deux tiers de ses membres.

Audition.

L'appel ne sera entendu par le sénat académique que

si la commission intéressée n'a pas agi dans ledit délai ou si elle a maintenu sa première décision.

CONSEIL UNIVERSITAIRE

19. Le conseil universitaire se compose de la commis- Conseil universitaire.
sion d'administration et de la commission des études, sié-
geant conjointement.

20. Le conseil universitaire nomme le secrétaire gé- Attributions du conseil.
néral et détermine ses fonctions. Il peut aussi se donner un
président. Il exerce en dernier ressort les pouvoirs qui lui
sont conférés ci-après d'approuver les règlements de la
commission d'administration, de la commission des étu-
des et du comité exécutif (article 33), ainsi que ceux des
facultés et écoles (article 35), et de suspendre le mode de
composition des conseils particuliers (article 36).

COMMISSION D'ADMINISTRATION

21. La commission d'administration comprend: Composition de la commis-
sion d'admini-
stration.
a. Le président;
b. Le recteur ou, en son absence, le vice-recteur;
c. Un représentant des Messieurs de Saint-Sulpice au
Canada;
d. Le secrétaire général;
e. Deux délégués du sénat académique, un évêque et
un laïque, choisis par lui-même parmi ses membres;
f. Un délégué du conseil d'administration de chaque
faculté et école fusionnées, choisi par lui-même parmi ses
membres;
g. Au plus quinze représentants choisis par la commis-
sion d'administration, en dehors du personnel universi-
taire, dans les professions libérales, la finance, le com-
merce, l'agriculture, l'industrie ou le travail, ou parmi les
anciens élèves dont un au moins pour représenter chaque
diocèse de la province ecclésiastique de Montréal.

En plus des membres ci-dessus, la commission d'admini-
stration pourra nommer un laïque pour chaque diocèse
qui sera érigé à l'avenir dans les limites actuelles de la
province ecclésiastique de Montréal.

22. La commission a pour objet général de procurer Objet et attri-
butions de la
commission
d'administra-
tion.
le bien matériel de l'université. D'elle relèvent les ques-
tions d'ordre financier. En particulier, la commission a-
chète, entretient et vend les biens meubles et immeubles;
elle pourvoit aussi aux constructions. Elle détermine le
refus ou l'acceptation des dons et legs. Après consulta-
tion avec les conseils des facultés et écoles, elle établit

l'échelle des salaires, les tarifs pour inscriptions, examens et diplômes. Elle adopte les budgets et reçoit les comptes rendus présentés annuellement par les facultés et écoles fusionnées. Chaque année, elle fait l'attribution des subsides et des pensions. Elle adopte, amende ou rejette les règlements disciplinaires, d'ordre matériel, qui lui sont soumis par le comité exécutif.

Trésorier de la commission.

23. La commission se nomme un trésorier et détermine ses fonctions.

COMMISSION DES ÉTUDES

Composition de la commission des études.

24. La commission des études comprend :

- a. Le recteur, président *ex officio*;
- b. Le président de la commission d'administration;
- c. Le vice-recteur;
- d. Le secrétaire-général;
- e. Deux délégués du sénat académique, dont l'un est un évêque et l'autre un laïque, choisis par lui-même, parmi ses membres;
- f. Trois délégués de chaque faculté et école fusionnées, choisis par le conseil de chacune, parmi ses membres ou parmi les professeurs;
- g. Un délégué du conseil d'administration de chacune des écoles affiliées et de chacun des collèges affiliés, choisi par chacun de ces conseils, parmi ses membres, ou parmi les professeurs.

Membres de la commission ayant droit de vote.

25. Les membres de la commission, désignés par les lettres *a, b, c, d* et *f* ont droit de délibération et de vote à la fois; les membres désignés par la lettre *g*, ont droit de délibération seulement.

Attributions de la commission des études.

26. Les questions d'ordre pédagogique relèvent de la commission des études. En particulier, elle revise les programmes et horaires, les conditions d'admission aux cours ou conditions d'immatriculation, les *minima* des présences et des notes requises pour l'accès aux examens. Sur la recommandation des facultés et écoles, elle accorde aux thèses qui la méritent l'apostille universitaire et se prononce sur les titres des candidats aux différents grades et diplômes. Elle s'enquiert de la ponctualité des professeurs et, quand il y a lieu, de leur compétence pédagogique; elle donne à ses enquêtes, après consultation avec la faculté ou école intéressée, la sanction qui convient. Elle étudie l'opportunité de créer ou non des facultés ou écoles nouvelles, d'ouvrir des cours, des chaires et des laboratoires nouveaux. Elle examine les demandes de fu-

sion, d'affiliation, d'agrégation et d'annexion, ainsi que l'à-propos de transformer certaines écoles en facultés. Elle adopte, amende ou rejette les règlements disciplinaires d'ordre pédagogique, qui lui sont soumis par le comité exécutif.

27. Trois au moins des membres de la commission désignés par elle constituent une sous-commission d'immatriculation.

Sous-commission d'immatriculation.

COMITÉ EXÉCUTIF

28. Le comité exécutif comprend neuf membres:

Composition du comité exécutif.

- a. Le président de la commission d'administration, président *ex officio*;
- b. Le recteur ou, en son absence, le vice-recteur;
- c. Le secrétaire général;
- d. Un représentant du sénat académique, choisi par lui-même, parmi ses membres;
- e. Trois représentants de la commission d'administration, choisis par elle-même, parmi ses membres;
- f. Deux représentants de la commission des études, choisis par elle-même, parmi ses membres.

29. Le comité exécutif exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le sénat académique, par le conseil universitaire, et par l'une ou l'autre des commissions de ce conseil. En particulier, le comité prépare et soumet à l'approbation de la commission d'administration le budget général et la répartition annuelle des subsides. Par ailleurs, il prépare et soumet à l'approbation des corps compétents les règlements disciplinaires, d'ordre matériel ou pédagogique, requis par les circonstances, et il les exécute en cas d'adoption.

Attributions du comité exécutif.

OFFICIERS GÉNÉRAUX

30. L'université a pour officiers généraux:

Liste des officiers généraux.

- a. Le chancelier;
- b. Le président du conseil universitaire portant le titre de président de l'université de Montréal;
- c. Le recteur;
- d. Le vice-recteur;
- e. Le président de la commission d'administration;
- f. Le secrétaire général.

31. L'université et chacun des corps mentionnés dans l'article 15 ci-dessus ont le pouvoir de se donner d'autres

Chaque corps a le pouvoir de déterminer

ses attributions. officiers, selon les besoins, et de déterminer leurs attributions.

Chancelier membre *ex officio* de tous les corps universitaires. **32.** Le chancelier fait partie de droit de tous les corps universitaires.

Droits du recteur. La nomination des doyens des facultés et des présidents des écoles, tout comme celle de tous les professeurs de toutes les facultés et écoles fusionnées, doit être approuvée par le chancelier.

De même, le recteur a le droit de participer aux assemblées des conseils de toutes les facultés et écoles fusionnées, de toutes les écoles affiliées auxquelles s'applique le paragraphe j de l'article 16, et il doit y être invité. Le vice-recteur organise la discipline morale et religieuse des étudiants. De concert avec les doyens des facultés et les présidents des écoles, il prend les mesures disciplinaires, requises pour cette double fin.

RÈGLEMENTS DES COMMISSIONS

Chaque commission fait ses règlements respectifs. **33.** Le sénat académique, le conseil universitaire, la commission d'administration, la commission des études et le comté exécutif font leurs règlements respectifs. Toutefois, les règlements de la commission d'administration, de la commission des études et du comité exécutif, doivent être soumis, pour approbation, au conseil universitaire.

POUVOIRS ET DEVOIRS DES FACULTÉS ET ÉCOLES FUSIONNÉES

Le conseil de chaque faculté choisit ses officiers, etc. **34** Le conseil particulier de chaque faculté et école fusionnées choisit ses officiers, nomme les professeurs, prépare les horaires et programmes, fait subir les examens, désigne les candidats aux grades et diplômes, fait ses propres règlements et, en résumé, s'occupe de la régie interne.

Constitution du premier conseil de chaque faculté. **35.** C'est aux professeurs titulaires, qui étaient en fonctions actives antérieurement à l'adoption de la présente loi, dans chaque faculté ou école fusionnée, qu'il appartient d'en constituer le premier conseil particulier. Ils déterminent eux-mêmes, par règlement, le mode selon lequel seront élus les membres de leurs conseils, sauf les membres des conseils actuels qui ont été nommés à vie et qui continuent d'en faire partie au même titre.

Droit du conseil universitaire de sus- **36.** Toutefois, pour la formation du premier conseil, les droits des membres actuels des conseils, titulaires à

vie étant sauvegardés, le conseil universitaire peut suspendre le mode de composition des conseils indiqués dans l'article 35 et maintenir, en tout ou en partie, le mode qui était en usage antérieurement à l'adoption de la présente loi.

37. Les professeurs qui enseignent actuellement dans les diverses facultés et écoles fusionnées conservent leurs chaires, à moins d'une résolution contraire adoptée, pour cause, par la commission des études, après entente avec les conseils de ces facultés ou écoles.

38. Les mêmes facultés et écoles doivent chaque année, présenter à la commission d'administration leur budget, un exposé de leurs besoins et un compte rendu de leur fonctionnement.

39. Les sommes d'argent mises chaque année à la disposition des facultés et écoles fusionnées ne seront pas inférieures à celles qu'elles ont reçues respectivement, d'après la moyenne des trois dernières années, autant seulement que le permettront les recettes ainsi que les revenus de ces facultés et écoles, y compris les subventions qui leur ont été accordées.

40. Les conditions de fusion et de fonctionnement de la faculté de théologie, dont le siège est au grand séminaire de Montréal, seront déterminées par un statut arrêté d'un commun accord entre le chancelier de l'université et le supérieur des Messieurs de Saint-Sulpice au Canada.

41. Les conditions de la création d'une faculté des sciences à l'École polytechnique seront également déterminées par un statut arrêté d'un commun accord entre le conseil d'administration de l'université et le conseil particulier de cette école.

DISPOSITION SPÉCIALE

42. Tous les membres électifs sont nommés pour le terme qui sera déterminé par règlement.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

43. Le président du conseil universitaire mentionné au paragraphe c de l'article 16, le président de la commission d'administration, le secrétaire général, les représentants du sénat académique mentionnés aux paragraphes

e et *g* de l'article 16, au paragraphe *e* de l'article 21, au paragraphe *e* de l'article 24, et au paragraphe *d* de l'article 28, les représentants de la commission d'administration mentionnés au paragraphe *k* de l'article 16, au paragraphe *g* de l'article 21 et au paragraphe *e* de l'article 28, et les représentants de la commission des études mentionnés au paragraphe *f* de l'article 28, seront nommés en premier lieu par les membres de la commission qui a préparé le projet de la présente loi: Mgr Georges Gauthier, l'honorable sénateur Béique, l'honorable Narcisse Pérodeau, l'honorable juge Eugène Lafontaine, M. le supérieur de Saint-Sulpice, M. le docteur Louis de Lotbinière-Harwood, M. Arthur Surveyer, et M. le chanoine Émile chartier.

Terme d'office des premiers présidents.

44. Les personnes nommées en vertu de l'article 43 ne demeureront en fonction que jusqu'à la fin de la première assemblée du corps dont elles feront partie ou de l'ajournement d'icelle, mais elles seront rééligibles.

Objet de la première assemblée de chacun des conseils.

45. La première assemblée de chacun de ces corps aura pour objet l'organisation définitive de l'université et du corps en particulier. Cette assemblée sera convoquée par le recteur ou le vice-recteur, au moyen d'un avis publié pendant deux jours consécutifs, dans deux journaux de Montréal, au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée. Les procédures de cette assemblée, pas plus que celles des assemblées subséquentes relatives à l'organisation, ne pourront être invalidées parce que le personnel serait incomplet.

Convocation de cette assemblée.

LOIS ABROGÉES

Dispositions abrogées.

46. Aux fins de la présente loi sont abrogées les lois suivantes:

a. 44-45 Victoria, chapitre 46, concernant les chaires de l'université Laval;

b. 55-56 Victoria, chapitre 64, 24 juin 1892, loi de la Législature de Québec constituant en corporation les Administrateurs de l'université Laval à Montréal;

c. 55-56 Victoria, chapitre 63, 24 juin 1892, loi de la Législature de Québec constituant en corporation la Faculté de droit de l'université Laval à Montréal;

d. 8 Victoria, chapitre 81, 29 mars 1845, loi de la Législature des Canadas-Unis constituant en corporation l'École de médecine et de chirurgie de Montréal; 54 Victoria, chapitre 58, 30 décembre 1890, loi de la Législature

de Québec, pour amender la loi 8 Victoria, chapitre 81, constituant en corporation l'École de médecine et de chirurgie de Montréal, et pour ratifier certaines conventions intervenues entre ladite école et l'archevêque et les évêques catholiques romains de la province ecclésiastique de Montréal. (Convention du 5 novembre 1890);

e. 59 Victoria, chapitre 79, 21 décembre 1895, loi de la Législature de Québec constituant en corporation l'École de médecine comparée et de science vétérinaire de Montréal;

f. 6 Édouard VII, chapitre 88, 9 mars 1906, loi de la Législature de Québec constituant en corporation l'École de pharmacie de l'université Laval à Montréal.

47. Cependant les conseils des facultés et écoles qui étaient en fonction antérieurement à l'adoption de la présente loi conserveront leur régie interne jusqu'au premier juillet 1920.

Conseils antérieurs à cette loi continués jusqu'au 1er juillet 1920.

48. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

CÉDULE

Écoles annexées en conformité de l'article 8:

a. L'Institut d'enseignement moderne, comprenant cinq congrégations de Frères: Maristes, Instruction chrétienne, Sainte-Croix, Sacré-Cœur, Écoles chrétiennes;

b. L'École de musique Nazareth;

c. L'École de dessin;

d. L'École d'enseignement ménager;

e. L'École de musique religieuse ou *Schola cantorum*;

f. Le *High School* du collège Saint-Laurent;

g. Les quatorze couvents français qui donnent le cours de lettres-sciences;

h. Les neuf couvents anglais qui sont constitués en *High Schools*.

11 GEORGE V, CHAPITRE 111

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Cession de
terrains à
l'université
de Montréal,
autorisée.

23. La cité est autorisée à céder gratuitement à l'université de Montréal une partie quelconque de l'un de ses parcs publics, pourvu que (a) le terrain ainsi cédé n'excede pas soixante arpents, et (b) que ledit terrain ne soit jamais employé à d'autres fins que celles poursuivies par l'université de Montréal.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

30. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI AUTORISANT UN OCTROI À L'UNIVERSITÉ DE BISHOP'S COLLEGE, POUR FINS D'ÉDUCATION

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Octroi au
"Bishop's
College".

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à donner à l'université de *Bishop's College*, une somme n'excedant pas cent mille dollars payable par versements annuels de vingt mille dollars chacun, à même le fonds consolidé du revenu.

Entrée en vi-
gueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 43

LOI CONCERNANT CERTAINS DIPLÔMES DE L'ÉCOLE DES ÉTUDES COMMERCIALES DE L'UNIVERSITÉ MCGILL DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décreète ce qui suit :

1. Un diplôme de licencié en sciences comptables de l'université McGill, délivré de la façon ci-après indiquée, confère à son détenteur, nonobstant toute loi à ce contraire, le droit de faire partie de l'Association des comptables de Montréal ou de l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec, sans passer les examens généralement requis et après paiement des honoraires et contributions ordinaires.

Diplômes de licenciés en sciences comptables.

Avant la collation du diplôme, il doit être démontré que l'élève est âgé de vingt et un ans révolus, a suivi pendant trois années les cours prescrits par l'école des études commerciales de l'université McGill, qu'il a suivi comme clerc, pendant une période de douze mois, après sa sortie de l'école, le bureau de l'un des membres de l'association ou de l'institut, ou de tout autre comptable et qu'il a subi avec succès l'examen final devant un jury composé du secrétaire-directeur et de deux professeurs de l'école susmentionnée des études commerciales, d'un membre de l'association et d'un membre de l'institut.

Qualités requises du diplômé.

Il est du devoir de l'association et de l'institut de nommer leurs délégués dans le jury par une résolution qu'ils devront transmettre au registraire de l'université McGill, dès que ce dernier leur aura, un mois d'avance, indiqué par pli recommandé à la poste le lieu, le jour et l'heure de l'examen.

Nomination de délégués dans le jury.

L'assentiment de trois des membres du jury est nécessaire pour admettre l'élève. Toutefois, à défaut de l'association ou de l'institut, ou des deux, de nommer leurs délégués, l'assentiment de deux membres du jury sera suffisant pour admettre l'élève.

Admission des élèves.

Le diplôme de licencié en sciences comptables délivré par l'école est signé par le principal de l'université McGill et contresigné par trois membres du jury, par le secrétaire de la province ainsi que par le registraire de l'université.

Signatures apposées sur le diplôme.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 21

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE
MONTRÉAL

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

7 Éd. VII, c.
23, s. 2, am.

1. La section 2 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 30, section 1, est de nouveau amendée en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les chiffres: "\$500,000.00" par les chiffres: "\$600,000.00".

7 Éd. VII, c.
23, s. 4, am.

2. La section 4 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, telle qu'amendée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 30, section 2, est de nouveau amendée:

a. En remplaçant, dans la quatrième ligne, les chiffres: "\$30,000.00" par les chiffres: "\$50,000.00";

b. En y insérant les alinéas suivants:

Boursiers de
la corpora-
tion.

"La corporation est tenue d'accorder soixante-quinze bourses parmi les élèves, et ces bourses doivent représenter toutes rétributions scolaires qui, autrement, pourraient être exigées d'eux.

Les boursiers sont désignés par la corporation et doivent être considérés comme boursiers, tant qu'ils remplissent les conditions requises par les règlements".

NOTE.—La section 4 de la loi 7 Éd. VII, c. 23, a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 54, s. 2.

7 Éd. VII, c.
23, s. 13, am.

3. La section 13 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendée en y insérant, après le paragraphe 6, le suivant:

"6a. Pour établir les conditions d'examen, de mérite et autres, auxquelles les bourses mentionnées dans l'article 4 doivent être accordées aux élèves et peuvent être conservées par les boursiers."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 27

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTREAL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendée ^{7 Éd. VII, c. 23, s. 19a. aj.} en y ajoutant après l'article 19, le suivant :

"**19a.** Il est loisible à la corporation d'affilier son Affiliation. école à l'université Laval, à Montréal, aux conditions qui seront déterminées entre elle et les administrateurs de l'université Laval, à Montréal.

L'arrangement consacrant l'affiliation n'entrera en Son entrée en vigueur qu'après la publication d'un avis dans la Ga- zette officielle de Québec, établissant que ledit arrangement a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de chacun des deux comités du Conseil de l'instruction publique."

2. La loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendée ^{Id., s. 21a. aj.} en y ajoutant après l'article 21, le suivant :

"**21a.** Cet article a été remplacé par la loi 8 Geo V, c. 44, s. 1.

3. L'article 22 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, ^{Id., s. 22, am.} est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Le présent article ne s'applique pas, quand il s'agit de diplômes octroyés en vertu de l'article 21a."

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 44

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE
MONTRÉAL*(Sanctionnée le 9 février 1918)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

7 Éd. VII, c.
23, s. 21a,
rempl.

1. L'article 21a de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 27, section 2, est remplacé par le suivant:

Diplômes de
licenciés en
sciences
comptables.

"21a. Un diplôme de licencié en sciences comptables de l'École des hautes études commerciales, délivré de la façon ci-après indiquée, confère à son détenteur, nonobstant toute loi à ce contraire, le droit de faire partie, sans subir les examens généralement exigés, de l'Association des comptables de Montréal ou de l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec, après paiement des honoraires et contributions ordinaires.

Qualités re-
quises du di-
plômé.

Avant la livraison du diplôme, il doit être démontré que l'élève est âgé de vingt et un ans révolus, a suivi pendant trois années les cours prescrits par la corporation, qu'il a suivi comme clerc, pendant une période de douze mois, après sa sortie de l'école, le bureau de l'un des membres de l'association ou de l'institut, ou de tout autre comptable, et qu'il a subi avec succès l'examen final devant un jury composé du principal de l'École des hautes études commerciales, de deux professeurs de la corporation, d'un membre de l'association et d'un membre de l'institut.

Nomination
de délégués
dans le jury.

Il est du devoir de l'association et de l'institut de nommer, chacun, leur délégué dans le jury par une résolution qu'ils devront transmettre à la corporation, dès que cette dernière leur aura, un mois d'avance, indiqué par pli recommandé à la poste le lieu, le jour et l'heure de l'examen.

Admission
des élèves.

L'assentiment de trois des membres du jury est nécessaire pour admettre l'élève. Toutefois, à défaut de l'association ou de l'institut, ou des deux, de nommer leurs délégués, l'assentiment de deux membres du jury sera suffisant pour admettre l'élève.

Signatures
apposées sur
le diplôme.

Le diplôme de licencié en sciences comptables délivré par l'école est signé par le recteur de l'université Laval et contresigné par trois membres du jury, par le secré-

taire de la province ainsi que par le secrétaire de l'université.

Rien de contenu dans le présent article ne doit être interprété comme prohibant à l'association ou à l'institut d'accorder les mêmes privilèges au *Royal Institution for the Advancement of Learning*. Droits sau-
vegardés.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 10 Geo. V, c. 42, s. 8.

2. L'article 21a de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, tel qu'édicte par la section 1 de la présente loi, s'appliquera aussi aux anciens élèves de l'École des hautes études commerciales qui se conformeront aux dispositions de la présente loi. Dispositions
applicables.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la première ligne du paragraphe a, par le mot: "directeur". 7 Éd. VII, c.
23, s. 1, am.

NOTE.—L'article 1 de la loi 7 Éd. VII, c. 23, a été modifié par la loi 11 Geo. V, c. 54, s. 1.

2. L'article 8 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la première ligne, par le mot: "directeur". Id., s. 8, am.

3. La loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendée en y insérant, après l'article 10, les suivants: Id., ss. 10a et
10b, aj.

"10a. La corporation, dans le but de reconnaître les services rendus par lui, peut, si elle le juge à propos, autoriser son président sortant de charge à se retirer avec le Président sor-
tant de char-
ge.

titre de: "ancien président de l'École des hautes études commerciales".

Conseil
d'honneur.

"10b. La corporation peut également constituer un conseil d'honneur de l'École des hautes études commerciales, composé d'un certain nombre de personnes dont elle fixe le nombre et qu'elle choisit parmi les plus aptes à aider l'école par leur influence, dans différentes parties de la province.

Attributions
de ce conseil
d'honneur.

Les attributions de ce conseil d'honneur et de ses membres sont purement honorifiques."

Id., s. 15, am. 4. L'article 15 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la première ligne, par le mot: "directeur".

Id., s. 17, am. 5. L'article 17 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la troisième ligne, par le mot: "directeur".

Id., s. 18, am. 6. L'article 18 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans les première et deuxième lignes, par le mot: "directeur".

Id., s. 21, am. 7. L'article 21 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la première ligne du troisième alinéa, par le mot: "directeur".

Id., s. 21a, am. 8. L'article 21a de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 27, section 2, et tel que remplacé par la loi 8 George V, chapitre 44, section 1, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la huitième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "directeur".

Id., s. 22, am. 9. L'article 22 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, tel qu'amendé par la loi 4 George V, chapitre 27, section 3, est amendé en en remplaçant le mot: "principal", dans la troisième ligne et dans la quatrième ligne, respectivement, par le mot: "directeur".

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 54

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
DE MONTRÉAL*(Sanctionnée le 19 mars 1921)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, 7^e Éd. VII, c. telle qu'amendée par la loi 10 George V, chapitre 42, section 1, est de nouveau amendée en en remplaçant les paragraphes *a* et *b* par les suivants:

"*a.* Du secrétaire de la province qui en fait partie *ex officio*. Il n'est pas rétribué;

"*b.* Du principal, qui de droit en est membre;

"*c.* De cinq personnes choisies parmi les membres de la Chambre de commerce du district de Montréal et nommées pour quatre ans par le lieutenant-gouverneur en conseil, lesquelles cinq personnes ne sont pas rétribuées; à l'expiration de leur mandat, elles peuvent être nommées de nouveau par le lieutenant-gouverneur en conseil".

2. La section 4 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 23, 7^e Éd. VII, c. telle qu'amendée par les lois 8 Édouard VII, chapitre 30, 23^e s. 4, am. section 2, et 1 George V (1^{ère} session), chapitre 21, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$50,000.00", dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$65,000.00".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 30

LOI CONCERNANT L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 5 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, est 57 V. c. 23, amendée en y ajoutant l'alinéa suivant: s. 5, am.

Pouvoir d'exproprier. "La corporation a aussi le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins dont elle poursuit la réalisation".

Id., s. 17, am. 2. La section 17 de ladite loi, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4, 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1, 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1, et 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1, est de nouveau amendée en remplaçant le mot: "vingt", dans la quatrième ligne, par les mots: "vingt-cinq."

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 3 Geo. V, c. 26, s. 1; 4 Geo. V, c. 26, s. 1; 8 Geo. V, c. 41, s. 1, et 11 Geo. V, c. 53, s. 1.*

Entrée en vigueur. 3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 26

LOI CONCERNANT L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

57 V. c. 23, s. 17, am. 1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; et 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2, est de nouveau amendée en remplaçant le mot: "vingt-cinq", dans la quatrième ligne, par le mot: "trente".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 4 Geo. V, c. 26, s. 1; 8 Geo. V, c. 41, s. 1; et 11 Geo. V, c. 53, s. 1.*

Entrée en vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 27

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 19 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, est ^{57 V. c. 23,} remplacée par la suivante: ^{s. 19, remp.}

"**19.** L'université Laval, conformément à sa charte, délivre aux élèves de l'École polytechnique le diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur des mines, d'ingénieur électricien, d'ingénieur de chemins de fer, d'ingénieur chimiste, d'ingénieur mécanicien, d'ingénieur industriel, d'architecte, de maître ès arts décoratifs et autres diplômes, suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux. ^{Diplômes délivrés aux élèves.}

Il est fait mention dans le diplôme que l'élève a subi les examens pendant le cours, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école. ^{Mention qui est faite dans le diplôme.}

Nonobstant toute loi à ce contraire, ce diplôme confère aux récipiendaires, tant pour le passé que pour l'avenir, tous les droits et privilèges attachés à l'exercice et à la pratique de la profession pour laquelle il est accordé. ^{Privilèges conférés par le diplôme.}

2. La section 21 de ladite loi est amendée en y ajoutant les paragraphes suivants: ^{Id., s. 21, am.}

"5. Le diplôme d'ingénieur électricien est délivré à l'élève capable d'appliquer les principes de l'électricité aux besoins des industries; ^{Ingénieur électricien:}

"6. Le diplôme d'ingénieur de chemins de fer est délivré à l'élève capable d'appliquer les principes de la construction et de l'exploitation, même commerciale, des chemins de fer; ^{Ingénieur de chemins de fer;}

"7. Le diplôme de maître ès arts décoratifs est délivré à l'élève capable d'appliquer les principes des beaux arts, de l'architecture, de la sculpture et de la peinture à l'ornementation de l'édifice ainsi qu'à celle de son ameublement; ^{Maître ès arts décoratifs;}

"8. Le diplôme d'architecte est délivré à l'élève capable d'appliquer les règles de l'art de composer les édifices par le moyen du dessin, y compris la partie technique et la partie partielle. ^{Architecte.}

Celui qui obtiendra le diplôme d'architecte sera de droit membre de l'association des architectes de la province. ^{Droits attachés au diplôme d'ar-}

chitecte,
après exa-
men, etc.

vince de Québec et aura droit de pratiquer comme tel, après paiement des honoraires et contributions voulus, après preuve d'une cléricature d'au moins douze mois dans l'atelier d'un membre de l'association, durant les quatre années du cours d'architecture de l'école, ainsi qu'à la suite d'un examen final de composition architecturale, qui aura lieu devant un jury composé de deux de ses professeurs et de deux des membres de l'association, que celle-ci devra nommer comme ses représentants dans ledit jury, par résolution régulièrement transmise à l'École polytechnique, sur avis d'un mois que cette école lui communiquera par pli recommandé à la poste, et par lequel seront annoncés à l'association le lieu, le jour et l'heure de l'examen. L'assentiment de deux des membres du jury sera suffisant pour admettre l'élève.

Durée de l'ex-
amen.

Cet examen durera au moins dix heures consécutives, en loge, sous la surveillance des examinateurs de l'école et de ceux de l'association.

Honoraires
des examina-
teurs.
Signature des
diplômes.

L'école devra verser à chacun des examinateurs de l'association un honoraire de dix piastres par jour.

Le diplôme devra être signé par le directeur de l'école d'architecture, le principal et le directeur de l'école polytechnique, puis, contresigné par le président et le secrétaire de l'association des architectes de la province de Québec, ainsi que par le recteur et le secrétaire de l'université Laval.

Collation des
diplômes.

La collation de ce diplôme sera nécessaire à tout élève de l'école pour l'autoriser à exercer la profession d'architecte dans la province de Québec.

Qui peut
faire partie
de l'associa-
tion.

Cependant les élèves de l'École polytechnique, à qui celle-ci a déjà décerné des diplômes d'architecte, devront faire partie de l'association, mais sans nouvel examen."

57 V. c. 23,
s. 21a, am.

3. La section 21a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'éditée par la loi 3 Édouard VII, chapitre 17, section 5, et amendée par les lois 7 Édouard VII, chapitre 28, section 2, 8 Édouard VII, chapitre 31, section 2, et 9 Édouard VII, chapitre 35, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot: "deux", par le mot: "trois".

NOTE.— Cette section a été modifiée par les lois 7 Geo. V, c. 30, s. 2, et 12 Geo. V, c. 51, s. 1.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 26

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2; et 3 George V, chapitre 26, section 1, est de nouveau amendée en remplaçant le mot: "trente", dans la quatrième ligne, par le mot: "quarante".

NOTE.—Celle section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 41, s. 1, et 11 Geo. V, c. 53, s. 1.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 30

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 58 Victoria, chapitre 26, section 1, et 3 Édouard VII, chapitre 17, section 1, est de nouveau amendée en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 4 par le suivant:

"4. D'un membre du bureau central de la Commission des écoles catholiques de Montréal choisi par le bureau central lui-même."

2. La section 21a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'éditée par la loi 3 Édouard VII, chapitre 17, sec-
am.

tion 5, et amendée par les lois 7 Édouard VII, chapitre 28, section 2; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 2; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 2, et 3 George V, chapitre 27, section 3, est de nouveau amendée en en remplaçant les mots: "trois cent cinquante", dans la quatrième ligne, par les mots: "quatre cents".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 12 Geo. V, c. 51, s. 1.*

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction..

8 GEORGE V, CHAPITRE 41

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

57 V., c. 23,
s. 17, am.

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1, et 4 George V, chapitre 26, section 1, est de nouveau amendée en en remplaçant le mot: "quarante", dans la quatrième ligne, par les mots: "cinquante-cinq".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 53, s. 1.*

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 53

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 17 de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (2ème session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1, et 8 George V, chapitre 41, section 1, est de nouveau amendée en remplaçant le mot: "cinquante-cinq", dans la quatrième ligne, par le mot: "quatre-vingt".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 51

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 21a de la loi 57 Victoria, chapitre 23, telle qu'éditée par la loi 3 Édouard VII, chapitre 17, section 5, et amendée par les lois 7 Édouard VII, chapitre 28, section 2; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 2; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 2; 3 George V, chapitre 27, section 3, et 7 George V, chapitre 30, section 2, est de nouveau amendée en remplaçant les mots: "quatre cent", dans la quatrième ligne, par les mots: "cinq cent".

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 32

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

7 Éd. VII, c.
24, s. 5, am.

1. La section 5 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 36, section 1, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$300,000.00", dans la sixième ligne, par les chiffres: "\$500,000.00".

Id., s. 6, am.

2. La section 6 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 36, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$300,000.00", dans la troisième ligne, par les chiffres: "\$500,000.00".

Id., s. 7, am.

3. La section 7 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, est amendée en en remplaçant les chiffres: "\$10,000.00" dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$30,000.00".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 55, s. 1.*

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 25

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

7 Éd. VII, c.
24, s. 1,
amendée.

1. La section 1 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, est amendée en en remplaçant le paragraphe c par le suivant:

"c. De cinq délégués nommés par le lieutenant-gou-

verneur en conseil, dont l'un doit être choisi parmi les classes ouvrières."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 55

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 7 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, 7 Éd. VII, c. telle qu'amendée par la loi 1 George V (2e session), 24, s. 7, am. chapitre 32, section 3, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$30,000.00", dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$40,000.00".

2. La section 8 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, 7 Éd. VII, c. est amendée en en remplaçant les chiffres: "\$5,000.00" 24, s. 8, am. dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$30,000.00".

3. La section 47 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 62, 7 Éd. VII, c. telle que remplacée par les lois 9 Édouard VII, chapitre 62, s. 47, ab. 80, section 9, et 5 George V, chapitre 88, section 23, est abrogée.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

2 GEORGE V, CHAPITRE 26

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, 7 Éd. VII, c. est amendée en en remplaçant le paragraphe d par le 25, s. 1, am. suivant:

"d. De six délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont l'un doit être un membre de l'association des manufacturiers du Canada et un autre doit être choisi parmi les classes ouvrières."

Id., s. 5, am. **2.** La section 5 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 37, section, 1, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$700,000.00", dans la sixième ligne, par les chiffres: "\$800,000.00".

Id., s. 6, am. **3.** La section 6 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 37, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$700,000.00", dans la troisième ligne, par les chiffres: "\$800,000.00".

Id., s. 7, am. **4.** La section 7 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, telle qu'amendée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 37, section 3, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$20,000.00" dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$40,000.00".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 56, s. 1.*

Id., s. 8, am. **5.** La section 8 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, est amendée en en remplaçant les chiffres: "\$15,000.00" dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$40,000.00".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 56, s. 2.*

Entrée en vigueur. **6.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 56

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

14. L'article 334c de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 9 Édouard VII, chapitre 81, section 12, est amendé en en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"334c. La cité contribuera à l'avenir, annuellement, une somme de quarante mille piastres pour l'établissement et le maintien de l'École technique de Montréal, et est autorisée à imputer ce montant sur le fonds de réserve ou tout autre fonds disponible."

* * * * *

53. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 56

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 7 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, telle qu'amendée par les lois 9 Édouard VII, chapitre 37, section 3, et 2 George V, chapitre 26, section 4, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$40,000.00", dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$50,000.00".

2. La section 8 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, telle qu'amendée par la loi 2 George V, chapitre 26, section 5, est de nouveau amendée en en remplaçant les chiffres: "\$40,000.00", dans la quatrième ligne, par les chiffres: "\$50,000.00".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE
DE TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 9 février 1918)

Préambule.

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du commerce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général;

Attendu que la fondation d'une école technique aux Trois-Rivières, dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Trois-Rivières et des particuliers;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation
constituée.

1. Il est constitué en corporation, dans la cité des Trois-Rivières, une école industrielle technique sous le nom de "l'École technique des Trois-Rivières".

Composition
de la corpora-
tion.

La corporation se compose:

- a. De deux délégués nommés par le conseil de la cité des Trois-Rivières;
- b. De trois délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le principal de l'école, après sa nomination en vertu de la section 10, sera de plein droit membre de la corporation.

Durée de la
charge des
délégués.

2. Ces délégués sont nommés pour trois ans. Ils ne sont pas rétribués.

Nomination
des délégués.

3. Le conseil de la cité des Trois-Rivières doit nommer ses délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Nomination
par le li-
gouv. en con-
seil, en cer-
tains cas.

A défaut par le conseil de nommer ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou, à défaut, par la suite, de remplir une vacance parmi les membres de la corporation dans le

mois qui suit cette vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les nominations nécessaires.

Les délais mentionnés dans le présent article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Extension des délais.

4. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier. Choix du président et du secrétaire.

Ces officiers restent en fonction durant une année, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant. Durée de leurs fonctions.

En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés par la corporation, mais leurs successeurs ne restent en charge que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement. Remplacement en cas de vacance.

Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation. Signatures.

5. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'École technique des Trois-Rivières, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province. Emprunts au moyen d'obligations, autorisés.

NOTE.—Cet article a été modifié par les lois 10 Geo. V, c. 44, s. 1, et 12 Geo. V, c. 52, s. 1.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, mentionnés dans l'article 5 de la présente loi, aux conditions qu'il trouvera convenables. Garantie des emprunts.

NOTE.—Cet article a été modifié par les lois 10 Geo. V, c. 44, s. 2, et 12 Geo. V, c. 52, s. 2.

7. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de dix mille piastres. Allocation annuelle.

Souscription
de la cité des
Trois-Rivières.

8. Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité des Trois-Rivières est autorisée à souscrire, et à emprunter pour cette fin si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer une somme annuelle de dix mille piastres.

Emploi des
sommes sous-
crites.

9. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité des Trois-Rivières, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Nomination
du principal.

10. Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation.

Ses devoirs.

Il est spécialement chargé, sous le contrôle de la commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline, et, en général, de tout ce qui se rapporte à l'administration intérieure de l'école.

Pouvoir
d'acquiescer
des biens.

11. La corporation a le droit d'acquiescer par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire.

Pouvoirs
généraux.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'ester en justice, emprunter, signer, endosser, accepter ou négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations, en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Emploi du
revenu de la
corporation.

13. Tous les biens à acquiescer, et tous les revenus qui en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

Maximum du
revenu des
biens immo-
biliers.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres.

Pouvoirs de
faire des ré-
glements.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir de faire des règlements:

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements;
2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux;

3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de la présente loi;

4. Pour fixer le nombre d'années d'études;

5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen;

6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Entrée en vigueur des règlements.

16. La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province sur l'avis des membres de la corporation exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet. Nomination des professeurs.

17. Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation. Destitution des professeurs.

18. Le quorum des assemblées de la corporation est de quatre membres. Quorum.

19. L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation. Commission administrative.

La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent si elle en est requise. Rapport de la commission.

20. Un conseil de perfectionnement présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an. Conseil de perfectionnement.

21. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi. Expropriation.

22. La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux. Diplômes délivrés aux élèves.

Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante. Contenu d'eux.

- sante, ou avec distinction, ou avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.
- Signature des diplômes.** Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contresigné par le secrétaire de la province.
- Nomination d'un jury.** **23.** Un jury, composé de cinq membres nommés, sur la recommandation de la corporation, par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.
- Publication des noms des élèves diplômés.** **24.** Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux.
- Entrée en vigueur.** **25.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 44

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

- 8 Geo. V, c. 42, s. 5, am.** **1.** La section 5 de la loi 8 George V, chapitre 42, est amendée en en remplaçant les mots : "cent cinquante mille piastres", dans la septième ligne, par les mots : "deux cent mille piastres".
- NOTE.**—*Cette section a été modifiée par la loi 12 Geo. V, c. 52, s. 1.*
- Id., s. 5, am.** **2.** La section 6 de ladite loi, est amendée en en remplaçant les mots : "cent cinquante mille piastres", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots : "deux cent mille piastres".
- NOTE.**—*Cette section a été modifiée par la loi 12 Geo. V, c. 52, s. 2.*
- Entrée en vigueur.** **3.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 52

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE TECHNIQUE DE TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 5 de la loi 8 George V, chapitre 42, ^{8 Geo. V, c. 42, s. 5, am.} telle qu'amendée par la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 44, est de nouveau amendée en en remplaçant les mots: "deux cent mille piastres", dans la septième ligne, par les mots: "deux cent cinquante mille piastres".

2. La section 6 de ladite loi 8 George V, chapitre 42, ^{8 Geo. V, c. 42, s. 6, am.} telle qu'amendée par la section 2 de la loi 10 George V, chapitre 44, est de nouveau amendée en en remplaçant les mots: "deux cent mille piastres", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots: "deux cent cinquante mille piastres".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

14 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI RATIFIANT LE CONTRAT AU SUJET DE L'ÉCOLE DE PAPE-
TERIE DES TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le contrat passé le neuvième jour de janvier 1924, ^{Contrat entre le ministre des terres et forêts et le président de la corporation de l'École technique des Trois-Rivières, et reproduit à la cédule de la présente loi, est ratifié.} ^{le gouverne-ment et l'Éco-le technique des Trois-Ri-vières, ratifié.}

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

CÉDULE

L'AN MIL NEUF CENT VINGT-QUATRE, le neuvième jour
du mois de janvier,

DEVANT CHARLES-EDMOND TASCHEREAU, notaire pu-
blic pour la province de Québec, résidant et prati-
quant à Québec,

SONT COMPARUS:

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, ici
représenté par l'honorable Honoré Mercier, le
ministre des terres et forêts, dûment autorisé à
l'effet des présentes par un arrêté en conseil, daté
le vingt septembre mil neuf cent vingt-trois, et
approuvé le même jour par Son Honneur le lieute-
nant-gouverneur de la province de Québec, et dont
copie certifiée a été annexée à la minute des pré-
sentes, après avoir été signée par les parties et le
notaire soussigné, pour identification, partie d'une
part,

Ci-après nommé le gouvernement,

ET

L'ÉCOLE TECHNIQUE DES TROIS-RIVIÈRES, une corpo-
ration dûment constituée par statut de la province
de Québec, 8 George V, chapitre 42, et ses amende-
ments, et ici représentée par M. Louis-Philippe
Mercier, en sa qualité de président, dûment auto-
risé à l'effet des présentes par résolution passée le
deuxième jour du mois de janvier mil neuf cent
vingt-quatre, et dont copie certifiée a été annexée
à la minute des présentes, après avoir été signée
par les parties et le notaire soussigné, pour iden-
tification, partie d'autre part,

Ci-après nommée la corporation.

LESQUELLES parties ont fait entre elles les déclarations
et conventions suivantes, savoir:

Qu'en vertu du statut provincial 13 George V, chapi-
tre 31, le gouvernement a été autorisé, entre autres cho-
ses, à établir et organiser un enseignement complet de
papeterie dans la province de Québec en vue de former
des ouvriers experts aussi bien que des techniciens pour

la fabrication des pâtes de bois, des papiers et des autres produits similaires ou dérivatifs de la cellulose.

Que la cité de Trois-Rivières est un des meilleurs endroits pour établir une telle école, vu qu'elle forme maintenant l'un des centres les plus importants de l'industrie de la pulpe et du papier, et que l'enseignement de la papeterie peut être facilement donné dans l'édifice appartenant à l'École technique des Trois-Rivières, sans qu'il ne soit nécessaire d'y faire présentement de nouvelles constructions.

Que la corporation est disposée à faire avec le gouvernement les arrangements nécessaires afin que le gouvernement y établisse une école de papeterie.

EN CONSÉQUENCE les parties ont convenu comme suit, savoir:

La corporation consent à ce que le gouvernement organise et maintienne dans l'édifice à elle appartenant, à Trois-Rivières, et plus haut mentionné, une école de papeterie qui fonctionnera simultanément avec l'école technique sous la direction d'un même directeur d'études, et ce, pour le terme de vingt ans à compter de ce jour, mais il sera cependant loisible au gouvernement de mettre fin à la présente convention en aucun temps en, par lui, donnant à la corporation un avis de six mois par écrit de son intention à cet effet.

Cette école de papeterie sera placée sous la direction exclusive du ministre des terres et forêts qui aura tous les droits et privilèges qui lui seront confiés par le statut de Québec, 13 George V, chapitre 31, déjà cité.

Le ministre nommera le directeur de l'école de papeterie qui sera en même temps le principal directeur de l'école technique.

Tout l'équipement, dont le coût aura été payé par le gouvernement, restera la propriété de ce dernier.

EN CONSIDÉRATION du permis à lui présentement accordé par la corporation d'ouvrir ladite école de papeterie dans son édifice, le gouvernement s'engage à payer en temps voulu et aussi longtemps que la présente convention demeurera en force et vigueur, une somme suffisante pour rencontrer le service des intérêts et le fonds d'amortissement des obligations émises par la corporation.

Le gouvernement fera directement et à qui de droit, le paiement desdits intérêts et du fonds d'amortissement.

Le gouvernement devra maintenir et entretenir en bon ordre l'édifice de ladite corporation, ainsi que les machineries, outillages, ameublement et tout le matériel d'enseignement; payer les salaires du directeur et principal, des professeurs, contremaîtres et autres employés, tant

pour l'enseignement technique que pour l'enseignement de la fabrication de la pulpe et du papier; payer le chauffage et l'éclairage de l'édifice ainsi que les primes d'assurances sur le feu pour l'édifice, machinerie, outillage et l'ameublement; payer les taxes municipales et scolaires et autres impositions foncières affectant l'immeuble de la corporation; payer toutes les autres charges de nature quelconque sans distinction, de manière que ladite corporation n'ait rien à payer pour quoi que ce soit.

Le gouvernement assumera, en plus, le paiement des billets promissaires que la corporation a souscrits en faveur de la Banque de Montréal et les autres comptes et dettes de ladite corporation faits avant ce jour, le tout suivant listes annexées aux présentes et signées par les parties et ledit notaire pour identification.

A raison du paiement des sommes ci-dessus mentionnées et en considération des présentes, la corporation transfère au gouvernement tous les octrois qu'elle reçoit actuellement ou qu'elle pourra recevoir plus tard de la province de Québec, de la cité de Trois-Rivières ou de toutes autres sources.

Les présentes prendront force et effet à compter du jour qu'elles auront été ratifiées par la Législature de la province de Québec.

FAIT ET PASSÉ, à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro dix mille neuf cent soixante-quinze des minutes du notaire soussigné.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé avec ledit notaire, après lecture faite.

(Signé) HONORÉ MERCIER,
" L. P. MERCIER,
" C. E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU, N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 20 septembre 1923, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 20 septembre 1923

Concernant l'école de papeterie des Trois-Rivières

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un mémoire en date du 20 septembre (1923), expose: qu'en vertu de la loi 13 George V, chapitre 31, sections 1 et 3,

le gouvernement a été autorisé à établir et organiser des écoles ou des chaires destinées à l'enseignement de la papeterie dans cette province;

Que la cité des Trois-Rivières est un des meilleurs endroits pour situer une de ces écoles, cette localité formant maintenant l'un des centres les plus importants de l'industrie de la pulpe et du papier;

Que l'enseignement de la papeterie peut être facilement donné dans l'édifice appartenant à l'École technique des Trois-Rivières, sans qu'il soit nécessaire d'y faire de nouvelles constructions à l'heure actuelle;

Que la corporation de l'École technique des Trois-Rivières est disposée à faire les arrangements nécessaires aux fins d'assurer l'établissement de ladite école de papeterie;

En conséquence, l'honorable ministre recommande:

1. Que le gouvernement de cette province, à ce représenté par le ministre des terres et forêts, soit autorisé:

(a) A établir et à organiser une école ou une chaire de papeterie dans la cité des Trois-Rivières;

(b) A retenir les services des directeurs, professeurs et employés nécessaires au fonctionnement et au maintien de l'école ou de la chaire;

(c) A conclure des arrangements aux fins ci-dessus avec la corporation de l'École technique des Trois-Rivières, et, au besoin, la cité des Trois-Rivières;

2. Que l'arrêté en conseil No 1024 du 26 juin 1923, soit abrogé.

Certifié,

(Signé)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est l'arrêté en conseil auquel il est référé dans l'acte ci-annexé intervenu entre le gouvernement de la province de Québec et l'École technique des Trois-Rivières et reçu devant C.-E. Taschereau, notaire, le neuvième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé)

HONORÉ MERCIER,

"

L. P. MERCIER,

"

C. E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU,

N.P.

ÉCOLE TECHNIQUE DES TROIS-RIVIÈRES

Trois-Rivières, P. Q., 3 décembre 1923

LISTE DES COMPTES PAYABLES:

North Shore Power Co.....	\$ 468.15
H. Nobert.....	280.56
The Burrill Lumber Co.....	216.30
Canadian Weather Strip Co.....	200.00
Malloy & Vézina, Ltd.....	165.48
P.-A. Gouin.....	158.15
The Hughes Owens Co. Ltd.....	152.57
Read Motors, Ltd.....	127.25
La Cie "Le Nouvelliste".....	88.00
West Desinfecting Co.....	83.46
La Cie "Le Bien Public".....	66.37
C. Labelle & Co.....	65.40
Caron Frères.....	25.28
Keuffel & Esser.....	22.65
Librairie Beauchemin.....	17.39
St. Maurice Valley Chronicle.....	17.25
P.-V. Ayotte.....	13.45
Bellefeuille & Frère.....	10.25
The Bell Telephone Co.....	8.18
Cie d'Auvents des Marchands, Ltée.....	4.09
Légaré Auto, Ltd.....	1.05
Total.....	\$2,191.28

Ceci est l'une des deux listes des dettes passives que le gouvernement assumera, et auxquelles il est référé dans l'acte d'accord et conventions intervenu entre le gouvernement de Québec et l'École technique des Trois-Rivières, et passé devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le neuvième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) HONORÉ MERCIER,
 " L. P. MERCIER,
 " C. E. TASCHEREAU, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

C. E. TASCHEREAU,
 N. P.

ÉCOLE TECHNIQUE DES TROIS-RIVIÈRES

Trois-Rivières, P. Q., 3 décembre 1923

ÉTAT FINANCIER A DATE

Emprunt autorisé le 28-2-23, \$7,000.00	\$7,000.00
Emprunt autorisé le 27-8-23, \$7,000.00	
(dont \$4,000.00 remboursées le 4 oct. 1923)	3,000.00
Balance des intérêts sur \$50,000 de débentures échus le 1er septembre 1923	1,223.00
Intérêts et com'n sur \$1,223.00 (61 jours)	30.99
Comptes divers payables (liste ci-contre)	2,191.28
Total	\$13,445.27

Ceci est l'une des deux listes des dettes passives que le gouvernement assumera, et auxquelles il est référé dans l'acte d'accord et conventions intervenu entre le gouvernement de Québec et l'École technique des Trois-Rivières, et passé devant C.-E. Taschereau, le notaire soussigné, le neuvième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) **HONORÉ MERCIER,**
 C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C. E. TASCHEREAU
N. P.

ÉCOLE TECHNIQUE DES TROIS-RIVIÈRES

Trois-Rivières, P. Q., 3 janvier 1924.

EXTRAIT des minutes de la 49ème assemblée du bureau de direction de l'École technique de Trois-Rivières

Une assemblée du bureau de direction de l'École technique de Trois-Rivières a été tenue à l'école technique le deux janvier mil neuf cent vingt-quatre, à 5 heures p.m., après avis régulier envoyé à tous ses membres.

Étaient présents: Mr L.-P. Mercier, président, MM. V. Burrill, N. Labelle, A. Bettez, A. Dubé, L. Biscayart, sec.-archiviste.

Entre autres résolutions, la suivante a été adoptée à l'unanimité.

Que le président, Mr. L.-P. Mercier, soit autorisé à signer seul, le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et la corporation de l'École technique de Trois-Rivières, vu l'absence du secrétaire-trésorier, Mr V. Burrill.

COPIE CERTIFIÉE conforme à l'original demeuré dans les archives de l'école.

Trois-Rivières, 3 janvier 1924.

(Signé) L. BISCAYART,
Sec.-archiviste.

Ceci est la copie certifiée de la résolution du bureau d'administration de l'École technique des Trois-Rivières à laquelle il est référé dans l'acte d'accord intervenu entre cette dernière et le gouvernement de la province de Québec, et reçu devant C.-E. Taschereau, notaire, à Québec, le neuvième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) L. P. MERCIER,
C. E. TASCHEREAU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

C.-E. TASCHEREAU,
N. P.

9 GEORGE V, CHAPITRE 40

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

Préambule.

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du commerce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général;

Attendu que la fondation d'une école technique à

Sherbrooke, dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Sherbrooke et des particuliers;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est constitué en corporation, dans la cité de Sherbrooke, une école industrielle technique sous le nom de "l'École technique de Sherbrooke".

Corporation constituée.

La corporation se compose:

a. De deux délégués nommés par le conseil de la cité de Sherbrooke;

Composition de la corporation.

b. De trois délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le principal de l'école, après sa nomination en vertu de la section 10, sera de plein droit membre de la corporation.

Principal de l'école.

2. Ces délégués sont nommés pour trois ans. Ils ne sont pas rétribués.

Durée de la charge des délégués.

3. Le conseil de la cité de Sherbrooke doit nommer ses délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Nomination des délégués.

A défaut par le conseil de nommer ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou, à défaut, par la suite, de remplir une vacance, parmi les membres de la corporation dans le mois qui suit cette vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les nominations nécessaires.

Nomination par le lieutenant-gouv. en conseil, en certains cas.

Les délais mentionnés dans le présent article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Extension des délais.

4. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier.

Choix du président et du secrétaire.

Ces officiers restent en fonction durant une année, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat, s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant.

Durée de leurs fonctions.

Remplacement, en cas de vacance.

En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés par la corporation, mais leurs successeurs ne restent en charge que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement.

Signatures.

Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation.

Emprunts au moyen d'obligations, autorisés.

5. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Sherbrooke, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

Garantie des emprunts.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, mentionnés dans l'article 5 de la présente loi, aux conditions qu'il trouvera convenables.

Allocation annuelle du gouvernement.

7. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de dix mille piastres.

Souscription de la cité de Sherbrooke.

8. Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité de Sherbrooke est autorisée à souscrire, et à emprunter pour cette fin, si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer une somme annuelle de dix mille piastres.

Emploi des sommes souscrites.

9. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité de Sherbrooke, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 11 Geo. V, c. 57, s. 1.

Nomination du principal.

10. Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation.

Il est spécialement chargé, sous le contrôle de la Ses devoirs. commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline, et, en général, de tout ce qui se rapporte à l'administration intérieure de l'école.

11. La corporation a le droit d'acquérir par don, Pouvoir d'acquérir des biens. par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 11 Geo. V, c. 57, s. 2.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'ester en Pouvoirs généraux. justice, emprunter, signer, endosser, accepter ou négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général, aux corporations, en autant que la présente loi n'y déroge pas.

13. Tous les biens à acquérir, et tous les revenus qui Emploi du revenu de la corporation. en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la Maximum du revenu des biens immobiliers. corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir Pouvoir de faire des règlements. de faire des règlements:

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements;
2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux;
3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de la présente loi;
4. Pour fixer le nombre d'années d'études;
5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen;
6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'a- Entrée en vigueur des règlements. près avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nomination
des profes-
seurs.

16. La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province, sur l'avis des membres de la corporation, exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet.

Destitution
des profes-
seurs.

17. Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.

Quorum.

18. Le quorum des assemblées de la corporation est de quatre membres.

Commission
administrative.

19. L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation.

Rapport de la
commission.

La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent, si elle en est requise.

Conseil de
perfectionnement.

20. Un conseil de perfectionnement, présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant, s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an.

Expropriation.

21. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.

Diplômes
délivrés aux
élèves.
Contenu
d'iceux.

22. La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.

Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens, pendant les cours, d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Signature des
diplômes.

Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contresigné par le secrétaire de la province.

Nomination
d'un jury.

23. Un jury composé de cinq membres nommés, sur la recommandation de la corporation, par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.

24. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux. Publication
des noms des
élèves diplômés.

25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vi-
gueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 57

LOI CONCERNANT L'ÉCOLE TECHNIQUE DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 9 de la loi 9 George V, chapitre 40, 9 Geo. V, c.
40, s. 9, am. est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant :

"Nonobstant les dispositions du règlement No 408 décrétant que la somme de trente mille piastres mentionnée dans ledit règlement sera affectée à l'acquisition, par la cité, d'un certain terrain y désigné, destiné à la construction de l'École technique de Sherbrooke, la corporation de la cité de Sherbrooke est autorisée à faire remise de cette somme de trente mille piastres à la corporation de l'École technique de Sherbrooke pour, par cette dernière, pourvoir elle-même à l'achat d'un terrain de son choix, dans les limites de ladite cité, pour y construire ladite école." Remise d'une
certaine somme
à la cor-
poration par
la cité de
Sherbrooke.

2. La section 11 de la loi 9 George V, chapitre 40, 9 Geo. V, c.
40, s. 11, am. est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant :

"La corporation est en outre autorisée à recevoir de la cité de Sherbrooke et à l'employer à l'acquisition d'un terrain, dont elle a le choix, pourvu qu'il soit situé dans les limites de la cité, et pour y construire le ou les édifices destinés à l'école technique, toute somme affectée à cette fin, par ladite cité." Acquisition
d'un terrain.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 106

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 21 mars 1927)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Terrain destiné à l'école technique.

9. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant les dispositions du règlement 408 des règlements municipaux de la cité de Sherbrooke, la cité est autorisée à acheter un terrain situé dans les limites de la municipalité, destiné à la construction de l'école technique, et à le transporter à la Corporation de l'École technique de Sherbrooke.

Dépense autorisée.

2. Pour l'achat de ce terrain, la cité pourra employer le montant de trente mille piastres voté par les électeurs municipaux, par le règlement No 408, et, si le coût de ce terrain est moindre que trente mille piastres, la différence sera versée aux fonds d'amortissement de la cité.

* * * * *

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 41

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE SAINT-HYACINTHE

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

Préambule.

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du commerce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général;

Attendu que la fondation d'une école technique à

Saint-Hyacinthe, dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Saint-Hyacinthe et des particuliers;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est constitué en corporation, dans la cité de Saint-Hyacinthe, une école industrielle technique sous le nom de "l'École technique de Saint-Hyacinthe".

La corporation se compose:

a. De deux délégués nommés par le conseil de la cité de Saint-Hyacinthe;

b. De trois délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

Le principal de l'école, après sa nomination en vertu de la section 10, sera de plein droit membre de la corporation.

2. Ces délégués sont nommés pour trois ans. Ils ne sont pas rétribués.

3. Le conseil de la cité de Saint-Hyacinthe doit nommer ses délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

A défaut par le conseil de nommer ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou, à défaut, par la suite, de remplir une vacance, parmi les membres de la corporation dans le mois qui suit cette vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les nominations nécessaires.

Les délais mentionnés dans le présent article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier.

Ces officiers restent en fonction durant une année, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat, s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant.

Corporation constituée.

Composition de la corporation.

Durée de la charge des délégués.

Nomination des délégués.

Nomination par le lt-gouv. en conseil, en certains cas.

Extension des délais.

Choix du président et du secrétaire.

Durée de leurs fonctions.

- Remplacement en cas de vacance.** En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés par la corporation, mais leurs successeurs ne restent en charge que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement.
- Signatures.** Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation.
- Emprunts au moyen d'obligations, autorisés.** **5.** Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Saint-Hyacinthe, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.
- Garantie des emprunts.** **6.** Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, mentionnés dans l'article 5 de la présente loi, aux conditions qu'il trouvera convenables.
- Allocation annuelle du gouvernement.** **7.** Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de dix mille piastres.
- Souscription de la cité de Saint-Hyacinthe.** **8.** Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité de Saint-Hyacinthe est autorisée à souscrire, et à emprunter, pour cette fin, si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer une somme annuelle de dix mille piastres.
- Emploi des sommes souscrites.** **9.** Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité de Saint-Hyacinthe, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.
- Nomination du principal.** **10.** Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation.
- Ses devoirs.** Il est spécialement chargé, sous le contrôle de la commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline,

et, en général, de tout ce qui se rapporte à l'administration intérieure de l'école.

11. La corporation a le droit d'acquérir par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire.

Pouvoir d'acquérir des biens.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'estimer en justice, emprunter, signer, endosser, accepter ou négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général, aux corporations, en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Pouvoirs généraux.

13. Tous les biens à acquérir, et tous les revenus qui en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

Emploi du revenu de la corporation.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres.

Maximum du revenu des biens immobiliers.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir de faire des règlements;

Pouvoir de faire des règlements.

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux;

3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de la présente loi;

4. Pour fixer le nombre d'années d'étude;

5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen;

6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur des règlements.

16. La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province, sur l'avis des membres de la corporation exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet.

Nomination des professeurs.

17. Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis expri-

Destitution des professeurs.

mé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.

Quorum. 18. Le quorum des assemblées de la corporation est de quatre membres.

Commission administrative. 19. L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation.

Rapport de la commission. La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent, si elle en est requise.

Conseil de perfectionnement. 20. Un conseil de perfectionnement, présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an.

Expropriation. 21. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.

Diplômes délivrés aux élèves. 22. La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.

Contenu d'iceux. Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Signature des diplômes. Ce diplôme est signé par le principal de l'école et contresigné par le secrétaire de la province.

Nomination d'un jury. 23. Un jury composé de cinq membres nommés, sur la recommandation de la corporation, par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.

Publication des noms des élèves diplômés. 24. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux.

Entrée en vigueur. 25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE HULL

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

ATTENDU qu'il est désirable, pour les besoins du commerce et de l'industrie de cette province, de préparer, par des études théoriques et techniques, les jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles, et de développer chez eux, par une instruction adéquate et capable de les former d'une manière pratique, une connaissance suffisante des professions manuelles et de l'industrie en général;

Attendu que la fondation d'une école technique à Hull, dans le but ci-dessus, formerait des industriels et des ouvriers ayant des connaissances théoriques suffisantes et rompus à la pratique de l'atelier;

Attendu qu'il importe de créer une corporation pour assurer à cette école tous les avantages qui peuvent lui être garantis tant par le gouvernement de cette province que par la cité de Hull et des particuliers;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est constitué en corporation, dans la cité de Hull, une école industrielle technique sous le nom de "l'École technique de Hull".

La corporation se compose:

a. De deux délégués nommés par le conseil de la cité de Hull;

b. De trois délégués nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le principal de l'école, après sa nomination en vertu de la section 10, sera de plein droit membre de la corporation.

2. Ces délégués sont nommés pour trois ans. Ils ne sont pas rétribués.

3. Le conseil de la cité de Hull doit nommer ses délégués dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

A défaut par le conseil de nommer ses délégués dans le délai plus haut fixé, ou, à défaut, par la suite, de remplir une vacance parmi les membres de la corporation dans le mois qui suit cette vacance, le lieutenant-gouverneur en conseil, en certains cas, nommera les délégués.

verneur en conseil pourra faire les nominations nécessaires.

Extension des délais. Les délais mentionnés dans le présent article peuvent cependant être prolongés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Choix du président et du secrétaire. 4. Les membres de la corporation choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire-trésorier.

Durée de leurs fonctions. Ces officiers restent en fonction durant une année, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat, s'ils cessent d'être membres de la corporation avant qu'une année se soit écoulée depuis leur élection. Le président a, sur toute question, en cas d'égalité de voix, un vote prépondérant.

Remplacement en cas de vacances. En cas de vacance, le président et le secrétaire-trésorier sont remplacés par la corporation, mais leurs successeurs ne restent en charge que pour l'expiration du terme de l'officier qu'ils remplacent respectivement.

Signatures. Les signatures du président et du secrétaire-trésorier suffisent pour toutes les affaires légales de la corporation.

Emprunts au moyen d'obligations, autorisés. 5. Afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Hull, et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général, la corporation de l'école technique est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps, aux endroits et aux taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

NOTE.—Cet article a été modifié par les lois 12 Geo. V, c. 53, s. 1, et 14 Geo. V, c. 41, s. 1.

Garantie des emprunts. 6. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir le paiement du capital et de l'intérêt du ou des emprunts n'excédant pas en tout cent cinquante mille piastres, mentionnés dans l'article 5 de la présente loi, aux conditions qu'il trouvera convenables.

NOTE.—Cet article a été modifié par les lois 12 Geo. V, c. 53, s. 2, et 14 Geo. V, c. 41, s. 2.

Allocation annuelle du gouvernement. 7. Dans le but d'aider l'école créée par la présente loi et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il est loisible au lieutenant-gou-

verneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de dix mille piastres.

8. Aussi, dans le but de venir en aide à cette école, la cité de Hull est autorisée à souscrire, et à emprunter, pour cette fin, si c'est nécessaire, et elle s'engage à payer une somme annuelle de dix mille piastres.

Souscription de la cité de Hull.

9. Les sommes souscrites et payées par le gouvernement de la province et par la cité de Hull, seront d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général.

Emploi des sommes souscrites.

10. Le principal de l'école est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la corporation.

Nomination du principal.

Il est spécialement chargé, sous le contrôle de la commission administrative et de la corporation, de la direction des études, du maintien de l'ordre et de la discipline, et, en général, de tout ce qui se rapporte à l'administration intérieure de l'école.

Ses devoirs.

11. La corporation a le droit d'acquérir par don, par legs ou par achat, des biens mobiliers et immobiliers, et de faire, à l'égard de ses biens, tous les actes d'un propriétaire.

Pouvoir d'acquérir des biens.

12. La corporation a aussi le pouvoir d'estimer en justice, emprunter, signer, endosser, accepter ou négocier des billets, lettres de change et autres effets de commerce, et y être partie à un titre quelconque, et possède, en outre, tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général, aux corporations, en autant que la présente loi n'y déroge pas.

Pouvoirs généraux.

13. Tous les biens à acquérir, et tous les revenus qui en proviendront seront la propriété exclusive de la corporation et devront être employés uniquement aux fins de ladite corporation.

Emploi des revenus de la corporation.

14. Le revenu net des propriétés immobilières de la corporation, possédées pour des fins de revenu, ne devra pas dépasser vingt-cinq mille piastres.

Maximum du revenu des biens immobiliers.

15. La corporation de l'école technique a le pouvoir de faire des règlements;

Pouvoir de faire des règlements.

1. Pour définir les devoirs et les fonctions des professeurs et des employés, et pour fixer leurs traitements;

2. Pour la régie de l'école, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux;
 3. Pour établir un programme d'études conforme à l'esprit de la présente loi;
 4. Pour fixer le nombre d'années d'étude;
 5. Pour déterminer les conditions d'admission et d'examen;
 6. Pour la bonne administration des affaires de la corporation en général et le bon fonctionnement de l'école.
- Entrée en vigueur des règlements.** Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- Nomination des professeurs.** **16.** La nomination des professeurs est faite par le secrétaire de la province, sur l'avis des membres de la corporation, exprimé par la majorité des voix des membres présents à une assemblée convoquée à cet effet.
- Destitution des professeurs.** **17.** Les professeurs de l'école peuvent être destitués pour cause par le secrétaire de la province sur avis exprimé par le vote des deux tiers de tous les membres de la corporation.
- Quorum.** **18.** Le quorum des assemblées de la corporation est de quatre membres.
- Commission administrative.** **19.** L'exécution des règlements adoptés par la corporation est confiée à une commission administrative composée du principal et de deux membres nommés par la corporation.
- Rapport de la commission.** La commission administrative rend compte de son administration à la corporation et au lieutenant-gouverneur en conseil tous les ans ou plus souvent, si elle en est requise.
- Conseil de perfectionnement.** **20.** Un conseil de perfectionnement, présidé par le principal et composé de tous les membres du personnel enseignant s'occupe des mesures à prendre dans l'intérêt des études, et fait à ce sujet des propositions à la commission administrative. Il se réunit au moins trois fois par an.
- Expropriation.** **21.** La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi.
- Diplômes délivrés aux élèves.** **22.** La corporation délivre aux élèves des diplômes suivant le cours spécial suivi par chacun d'eux.

Il est fait mention, dans le diplôme, que l'élève a subi ses examens pendant les cours d'une manière satisfaisante, ou avec distinction, ou avec grande distinction, ou avec la plus grande distinction, selon les règlements d'ordre intérieur de l'école.

Contenu d'iceux.

Ce diplôme est signé par le principal de l'école et cotesigné par le secrétaire de la province.

Signature des diplômés.

23. Un jury composé de cinq membres nommés, sur la recommandation de la corporation, par le secrétaire de la province, assisté par le principal et par deux professeurs de l'école, désignés par le principal, est chargé d'examiner les élèves qui, ayant terminé leurs études, veulent obtenir un diplôme de capacité.

Nomination d'un jury.

24. Les noms des élèves diplômés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, avec mention de la note méritée par chacun d'eux.

Publication des noms des élèves diplômés.

25. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 53

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉCOLE TECHNIQUE DE HULL

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 5 de la loi 9 George V, chapitre 42, est amendée en en remplaçant les mots : "cent cinquante mille piastres", dans la septième ligne, par les mots : "deux cent cinquante mille piastres".

9 Geo. V, c. 42, s. 5, am.

NOTE.—Celle section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 41, s. 1.

2. La section 6 de la loi 9 George V, chapitre 42, est amendée en en remplaçant les mots : "cent cinquante mille piastres", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots : "deux cent cinquante mille piastres".

9 Geo. V, c. 42, s. 6, am.

NOTE.—Celle section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 41, s. 2.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 41

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION
L'ÉCOLE TECHNIQUE DE HULL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

9 Geo. V, c.
42, s. 5, am.

1. La section 5 de la loi 9 George V, chapitre 42, telle que modifiée par la loi 12 George V, chapitre 53, section 1, est de nouveau modifiée en y remplaçant les mots: "deux cent cinquante mille piastres", dans la septième ligne, par les mots: "trois cent soixante-cinq mille piastres".

9 Geo. V, c.
42, s. 6, am.

2. La section 6 de la loi 9 George V, chapitre 42, telle que modifiée par la loi 12 George V, chapitre 53, section 2, est de nouveau modifiée en y remplaçant les mots: "deux cent cinquante mille piastres", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots: "trois cent soixante-cinq mille piastres".

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 55

LOI CRÉANT LES ÉCOLES DES BEAUX-ARTS DE QUÉBEC ET DE
MONTREAL

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

Préambule.

ATTENDU qu'il est opportun de favoriser dans une plus large mesure le développement des beaux-arts dans la province;

Attendu qu'il est désirable, en vue de leur formation première, que les jeunes gens qui se destinent aux beaux-arts reçoivent un enseignement supérieur leur permettant de cultiver leurs aptitudes naturelles et de former leur goût;

Attendu que la fondation d'écoles spéciales à Québec et à Montréal créerait deux centres d'enseignement, d'études et d'émulation pour les étudiants et contribuerait au développement des beaux-arts;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consen-

tement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des écoles des beaux-arts*. Titre abrégé.

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir une école des beaux-arts dans chacune des cités de Québec et de Montréal. Écoles à Québec et Montréal.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement de ces deux écoles, un conseil supérieur des beaux-arts, un directeur général, des directeurs, des professeurs et le personnel nécessaire et de pourvoir à leur rémunération. Ceux-ci sont, sous la direction du secrétaire de la province, chargés de mettre à exécution les dispositions de la présente loi et remplissent les fonctions qui peuvent leur être attribuées, suivant les circonstances, par le lieutenant-gouverneur en conseil. Nomination d'un conseil supérieur, etc. Contrôle du sec. de la prov.

4. Le conseil supérieur se compose de cinq membres nommés pour trois ans. De plus, le secrétaire de la province et le directeur général des beaux-arts en font partie *ex officio*. Composition du conseil supérieur.

5. La fonction de membre du conseil supérieur est gratuite. Les membres du conseil supérieur ont cependant droit au remboursement de leurs dépenses de voyage. Fonctions gratuites.

6. Le conseil supérieur est un corps consultatif. Il renseigne le secrétaire de la province sur toutes les questions qui lui sont soumises et remplit les fonctions qui peuvent lui être attribuées. Conseil supérieur, consultatif.

7. Le directeur général des beaux-arts remplit les fonctions de secrétaire du conseil supérieur. Il dirige l'enseignement des beaux-arts donné dans les écoles; il prépare les programmes d'études et en surveille l'application. Il surveille l'entretien des écoles, voit aux ateliers et au matériel scolaire et remplit les fonctions qui peuvent à l'occasion lui être assignées par le secrétaire de la province. Directeur général, ses fonctions.

8. Au mois de juillet de chaque année, le directeur général transmet au secrétaire de la province un rapport sur le fonctionnement des écoles des beaux-arts durant l'année scolaire expirée. Rapport annuel au sec. de la prov.

Directeurs
des écoles de
Québec et
Montréal.

9. La direction immédiate de chacune des écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal est confiée à un directeur qui, sous la surveillance du directeur général des beaux-arts, applique le programme d'études qui a été établi. Le directeur est assisté de professeurs et d'un personnel qu'il surveille et dirige. Il voit au bon fonctionnement et à l'administration financière de son école.

Programmes
des études.

10. Les programmes d'études ainsi que les règlements intérieurs et disciplinaires de chaque école sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Exposition
des travaux.

11. Il est tenu chaque année, en autant que les circonstances le permettent, une exposition des meilleurs travaux des écoles.

Paiement des
dépenses.

12. Les dépenses autorisées par la présente loi sont payées à même les deniers annuellement affectés à ces fins par la Législature.

Exécution de
la loi.

13. Le secrétaire de la province est chargé de l'exécution de la présente loi.

Entrée en vi-
gueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

STATUTS REFONDUS, 1909 TITRE V, CHAPITRE TROISIÈME

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

* * * * *

Émissions
antérieures
au 1er juillet
1899.

2729. Toute émission d'obligations faite avant le 1er juillet 1899 et qui peut se trouver conforme aux dispositions énoncées dans l'article 2728, est déclarée bonne et valable.

11 GEORGE V, CHAPITRE 47

LOI AMENDANT LA LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 10 qui a été abrogée par la loi 15 Geo. V, c. 40, s. 6, et les sections 11 et 12 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

11. Les dispositions de la section 10 s'appliquent Dispositions applicables. aux emprunts contractés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, au moyen d'émissions d'obligations, de la manière qui y est autorisée.

12. Toutes les résolutions adoptées par les municipalités scolaires avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui décrètent des émissions d'obligations en la manière autorisée par la section 10 sont valides, pourvu que les exigences de la loi aient été observées sous tous autres rapports. Validation de certaines émissions de bons, etc.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

6 GEORGE V, CHAPITRE 22

LOI AMENDANT LA LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE RELATIF AU SERMENT D'OFFICE QUE DOIVENT PRÊTER LES COMMISSAIRES ET LES SYNDICS D'ÉCOLES

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. **NOTE.**—*Cette section 1 a été refondue.*

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais ne s'appliquera qu'aux commissaires ou syndics d'écoles élus, nommés ou encore en fonction après l'époque fixée par l'article 2644 des Statuts refon- Entrée en vigueur et application de la loi.

pus, 1909, pour la tenue de l'assemblée des contribuables habiles à voter pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles.

1 GEORGE V (1910) CHAPITRE 22

LOI AMENDANT LA LOI AUTORISANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE MONTRÉAL À ÉMETTRE DES OBLIGATIONS

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

Préambule.

ATTENDU que la commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire d'acquérir et de construire de nouvelles écoles sur le territoire qu'elle administre;

Attendu qu'elle demande l'autorisation de faire un emprunt additionnel afin de pouvoir acquérir et construire ces nouvelles écoles;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée Législative de Québec, décrète ce qui suit:

54 V., c. 53,
s. 1, am.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1, 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1, 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1, et 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

Nouvel emprunt de
\$350,000.00.

"i. La commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle de trois cent cinquante mille piastres.

"j. Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53."

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 2 Geo. V, c. 27, s. 1; 3 Geo. V, c. 30, s. 1; 6 Geo. V, c. 63, s. 1; 8 Geo. V, c. 37, s. 1; 10 Geo. V, c. 39, s. 3; 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1, et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.*

Ratification
de certains
contrats.

2. Les contrats d'achat des terrains acquis par ladite commission pour la construction de l'école de la rue Visitation sont par la présente loi ratifiés et confirmés, nonobstant toute incapacité, défectuosité ou irrégularité de

la part des vendeurs et de leurs auteurs, et, sur paiement du prix d'achat, ladite commission scolaire sera libérée de toute réclamation et éviction; lesdits contrats tous deux passés devant M^{re} E.-R. Décary, notaire, étant les suivants, savoir: vente par dame Emma Picard, épouse de Jean-Baptiste Villeneuve, en date du 28 avril 1910; vente par dame Marie-Louise Smallwood, épouse d'Alfred Delongchamps, en date du 17 mai 1910.

La commission gardera entre ses mains la somme de deux cents piastres pour la payer avec intérêt à qui de droit.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 29

LOI AUTORISANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL À ÉTABLIR DES ÉCOLES MATERNELLES ET DES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques Préambule. de Montréal a demandé que les pouvoirs nécessaires pour établir des écoles maternelles et des écoles primaires supérieures lui soient conférés, et qu'il convient de faire droit à la demande à cet effet contenue dans la pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Commission des écoles catholiques de Montréal Écoles maternelles et primaires supérieures, autorisées. est autorisée à établir des écoles maternelles et des écoles primaires supérieures; à défrayer le coût de leur établissement et de leur maintien à même les fonds à sa disposition; à employer dans ces écoles, pour y donner l'enseignement tout professeur compétent bien que non porteur d'un diplôme d'enseignement dans cette province; à fixer l'âge de scolarité des enfants fréquentant ces écoles, et à permettre sous telles conditions qu'il sera jugé convenable par ladite commission, l'admission dans les écoles primaires supérieures des enfants des parents demeurant en dehors du territoire de la Commission scolaire de la cité de Montréal; à déterminer les matières de l'enseignement dans lesdites écoles et à faire, sujet à l'ap-

probation du comité catholique de l'instruction publique tout règlement nécessaire pour leur bon fonctionnement et leur bonne administration.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 5 Geo. V, c. 38, s. 5.*

Pouvoir d'expropriation.

2. Le pouvoir d'expropriation mentionné dans l'article 2751 des Statuts refondus, 1909, peut être exercé par les commissaires d'écoles catholiques de Montréal tant à l'égard d'une propriété bâtie qu'à l'égard d'un terrain vacant.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 27

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

Préambule.

AT TENDU que la Commission des écoles catholiques de la cité de Montréal a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir et de construire de nouvelles écoles sur le territoire qu'elle administre, et d'améliorer des écoles déjà construites;

Attendu que pour ces fins elle demande l'autorisation de faire un emprunt additionnel de cinq cent mille piastres;

Attendu qu'elle demande en outre le pouvoir de faire de nouveaux règlements concernant l'indemnité à payer à ses membres;

Attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes à cet effet contenues dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

54 V., c. 53,
s. 1, amendée.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1, 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1, 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1, 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1, et 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

Émission de
bons.

“(k) La Commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des em-

prunts déjà contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle de cinq cent mille piastres.

“(1) Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53, et de la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 30.”

NOTE.—Cette section a été modifiée par les lois 3 Geo. V, c. 30, s. 1; 6 Geo. V, c. 63, s. 1; 8 Geo. V, c. 37, s. 1; 10 Geo. V, c. 39, s. 3; 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.

2. La section 5 de la loi 63 Victoria, chapitre 99, est remplacée par la suivante:

“5. La Commission des écoles catholiques de Montréal est, par la présente loi, autorisée à faire des règlements concernant les honoraires à payer aux membres composant ladite commission, à en fixer le montant et à déterminer la manière dont ils seront payés, pourvu que le montant n'excède pas la somme de quatre cents piastres à chacun des commissaires et qu'une somme d'au moins cinq piastres soit retranchée pour chaque absence des assemblées régulières.”

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 11.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 30

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de la cité de Montréal a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir et de construire de nouvelles écoles sur le territoire qu'elle administre, et d'améliorer des écoles déjà construites; Préambule.

Attendu que pour ces fins elle demande l'autorisation de faire un emprunt additionnel de cinq cent mille piastres;

Attendu qu'elle demande de plus, par sa dite pétition, d'être autorisée à fonder hors de son territoire, pour l'usage des enfants fréquentant ses écoles, des établissements connus sous le nom de “colonies de vacances” et

aussi les pouvoirs spéciaux pour exproprier plus facilement des terrains et constructions pour fins scolaires;

Attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes à cet effet contenues dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

54 V., c. 53,
s. 1, am.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1, et 2 George V, chapitre 27, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

Émission
d'obligations.

"*m.* La Commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle de cinq cent mille piastres.

Dispositions
applicables.

"*n.* Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53, et de la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 30."

NOTE.—Celle section a été modifiée par les lois 6 Geo. V, c. 63, s. 1; 8 Geo. V, c. 37, s. 1; 10 Geo. V, c. 39, s. 3; 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.

Colonies de
vacances.

2. La commission pourra, dans les endroits qu'elle jugera convenables en dehors de son territoire, fonder, pour l'usage des enfants fréquentant ses écoles, des établissements connus sous le nom de "colonies de vacances", louer ou acheter tout immeuble propre à cette fin, aider par voie de subventions à la création de semblables établissements, ou faire des arrangements avec tout propriétaire d'établissement de ce genre, pour l'admission de ses enfants, fixer les conditions d'admission dans ces établissements et en permettre l'entrée gratuitement aux enfants pauvres, demander et recevoir toute contribution et faire tout règlement nécessaire pour en assurer le bon fonctionnement.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 38

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a représenté, par sa pétition: Préambule.

Que la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour mieux atteindre ses fins, a besoin de certains pouvoirs additionnels, comme celui d'émettre des bons ou effets négociables à courte échéance, celui de vendre de gré à gré, à la cité de Montréal, en tout ou en partie, un certain emplacement d'école lui appartenant, sur les rues Saint-André et Saint-Christophe, à Montréal, et de vendre aussi, de même manière, le reste dudit emplacement; et de pourvoir à mieux assurer la retraite des professeurs à son emploi, en augmentant la pension qu'ils doivent recevoir;

Et attendu qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'emplacement d'école appartenant à la Commission des écoles catholiques de Montréal, entre les rues Saint-André et Saint-Christophe, étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, à Montréal, comme la partie sud-ouest des lots 856a, 857 et 858; la moitié sud-est du lot No 855 du même cadastre et la moitié nord-ouest du même numéro; le lot connu et désigné comme étant la partie non subdivisée du lot No 856 du même cadastre, ainsi que le lot No 1 de la subdivision officielle dudit lot No 856 du même cadastre; le lot connu et désigné comme étant partie du lot No 859 du même cadastre, tel qu'il a été acquis de dame J.-E. Prévost, par acte devant Mtre Lionel Joron, notaire, à Montréal, le 27 novembre 1913; une lisière de terrain servant de passage, établi sur les immeubles portant les Nos 856a, 857 et 858 du même cadastre, telle que cette lisière a été acquise, le 27 novembre 1913, de MM. Melville Jacques et Oscar Viger, par acte passé devant Mtre Lionel Joron, notaire; le lot connu comme étant la partie nord-est des lots Nos 856a, 857 et 858 du même cadastre; un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le No 859 au même cadastre, tel que désigné dans l'acte

Vente d'un certain immeuble, autorisée.

de vente par Napoléon Gagnon à la Commission des écoles catholiques de Montréal, passé devant M^{re} Lionel Joron, notaire, le 27 novembre 1913; un emplacement connu et désigné sous le No 860 du même cadastre; le lot connu et désigné comme étant le lot No 1 de la subdivision officielle de partie du No 855 du même cadastre, se trouvant vis-à-vis la continuation future de la rue Robin—pourra être vendu à la cité de Montréal de gré à gré en tout ou en partie, aux termes et conditions convenues entre eux; et, si la cité de Montréal ne prend qu'une partie desdits immeubles, le reste pourra être vendu de gré à gré, par vente privée, aux prix et conditions que la Commission des écoles catholiques de Montréal trouvera acceptables—le tout avec bâtisses et constructions y érigées et avec les servitudes actives et passives y attachées, conformément aux titres possédés par la commission.

**Emprunts
temporaires.**

2. Pour tous emprunts quelconques que ladite commission est autorisée à faire en vertu de sa charte et de ses amendements, il lui est loisible de faire des emprunts temporaires au moyen de bons du trésor, billets et autres effets négociables, jusqu'à ce que le temps soit jugé favorable pour l'émission d'un emprunt à long terme. Les débetures, obligations ou bons dont l'émission est autorisée en vertu desdites lois, peuvent être émis en monnaie courante du pays où les emprunts sont négociés, ou sous toute forme propre à faciliter leur négociation. Ces bons ou billets pourront être émis à tel taux d'intérêt et pour tel temps que la commission des écoles jugera à propos de déterminer, n'excédant pas dix ans. Ils ne seront pas soumis aux dispositions et formalités des emprunts à long terme et en particulier aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, et de la loi 1 George V (2ième session), chapitre 60, section 30.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 6 Geo. V, c. 63, s. 2.*

3. *Cette section a été remplacée par la loi 11 Geo. V, c. 49, s. 8.*

**Validation de
certaines
souscriptions.**

4. Les souscriptions faites par la commission, de \$1000, à l'œuvre du fonds de secours des victimes de la guerre en Belgique; de \$1000, au fonds de secours national français; de \$500, à l'œuvre de l'assistance par le travail, et de \$150, pour un lit dans l'hôpital du journal "La Presse", à Paris, sont déclarées valides.

5. La section 1 de la loi 1 George V (2^{ème} session), ^{1 Geo. V (2^e session), c. 29, s. 1, am.} chapitre 29, est amendée en en retranchant les mots: "bien que non porteur d'un diplôme d'enseignement dans cette province", dans les sixième et septième lignes.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

6 GEORGE V, CHAPITRE 63

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques ^{Préambule.} de Montréal a, par sa pétition, démontré:

Qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, d'acquérir et de construire des écoles nouvelles, d'agrandir et d'améliorer des écoles déjà construites;

Que l'annexion à la Commission des écoles catholiques de Montréal, des commissions scolaires de la ville Émard du Parc Amherst, de Saint-Anselme, de Tétreaultville, de Saint-Zotique et de Saint-Marc, dont le passif a été ajouté à celui de la requérante, a augmenté considérablement sa dette;

Que, pour ces fins, elle demande l'autorisation de faire un emprunt additionnel n'excédant pas un million de piastres;

Qu'elle demande, en outre, le pouvoir de donner en paiement de terrains et de maisons d'école acquis par elle, ou en garantie de tel paiement, les bons du trésor qu'elle a été autorisée à émettre par la loi 5 George V, chapitre 38, section 2;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes à cet effet contenues dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle ^{54 V., c. 53, s. 1, am.} qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1^{ère} session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; et 3 George V, chapi-

tre 30, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

Emprunt
additionnel.

"o. La Commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle, ou déjà autorisés par la loi, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas un million de piastres;

Dispositions
applicables.

"p. Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53, et de la loi 1 George V (2ième session), chapitre 60, section 30".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 37, s. 1; 10 Geo. V, c. 39, s. 3; 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.*

5 Geo. V, c.
38, s. 2, am.

2. La section 2 de la loi 5 George V, chapitre 38, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

Emploi de
cet emprunt.

"Ces bons ou billets pourront être donnés en paiement de terrains acquis et de maisons d'école acquises ou construites ou en garantie de tel paiement."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CONSTITUTION EN CORPORATION

Constitution
en corpora-
tion.

1. Est constituée en corporation, par la présente loi, la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Cette corporation, dès le premier juillet 1917 lorsque les membres qui composent ses corps administratifs auront été nommés, aura succession perpétuelle et possèdera tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations, sauf les dispositions spéciales de la présente loi.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 10 Geo. V, c. 39, s. 2.*

2. Le territoire sur lequel s'étend la juridiction de la corporation créée par la présente loi, pour fins scolaires catholiques, comprend tout le territoire faisant actuellement partie de la cité de Montréal. Territoire compris.

Cette juridiction s'exerce aussi sur le territoire de la ci-devant municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, mais n'inclut pas les autres territoires situés dans les limites de la cité de Montréal, lorsque ces territoires font partie, pour fins scolaires catholiques, d'une autre municipalité scolaire non située dans les limites de la cité de Montréal.

NOTE.—*Cet article est affecté par la loi 8 Geo. V, c. 37, s. 5, et modifié par la loi 12 Geo. V, c. 48, s. 2.*

3. Si une municipalité est annexée à l'avenir à la cité de Montréal, le territoire de cette municipalité, pour les fins scolaires catholiques, tombe, *ipso facto*, sous la juridiction de la corporation créée par l'article 1; et l'actif et le passif de la municipalité scolaire sont consolidés avec l'actif et le passif de ladite corporation créée par l'article 1, sujet toujours à la sentence arbitrale du surintendant de l'instruction publique, décrétée conformément à l'article 2604 des Statuts refondus, 1909. Annexions futures.

4. *Cet article a été remplacé par la loi 11 Geo. V, c. 49, s. 4.*

NOMINATION DES MEMBRES DU BUREAU CENTRAL ET DES COMMISSAIRES DE DISTRICT—LIMITES DES DISTRICTS

5. *Cet article a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 1.*

6. Pour les fins de la présente loi, le territoire auquel la présente constitution en corporation s'applique est divisé en quatre districts scolaires appelés respectivement: le district scolaire centre de Montréal, le district scolaire nord de Montréal, le district scolaire est de Montréal, et le district scolaire ouest de Montréal. Division en districts scolaires.

Le surintendant de l'instruction publique est autorisé, quand les circonstances le requièrent, de modifier les limites des districts créés par la présente loi. Les modifications de ces limites prennent effet au jour fixé par le surintendant de l'instruction publique. Pouvoir du surintendant.

7. Le district scolaire centre de Montréal, comprend le territoire inclus dans les paroisses suivantes: Cathé- Territoire du district scolaire centre.

drale Saint-Jacques, Notre-Dame, Saint-Joseph, Sainte-Hélène, Saint-Jacques, Saint-Louis-de-France, Sainte-Catherine, Saint-Pierre, Sacré-Cœur, Sainte-Brigide, Saint-Eusèbe, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Anselme, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Patrice, Saint-Antoine, Sainte-Agnès, Sainte-Marie, Sainte-Anne, Notre-Dame del Carmine et Saint-Casimir.

Territoire du district scolaire nord.

8. Le district scolaire nord de Montréal, comprend le territoire inclus dans les paroisses suivantes: Saint-Joseph de Bordeaux, Saint-Nicolas d'Achamps, Saint-Alphonse d'Youville, Notre-Dame-du-Rosaire (Villeray), Sainte-Cécile, Saint-Arsène, Saint-Jean-de-la-Croix, Saint-Édouard, Saint-Étienne, Saint-Georges, Saint-Enfant-Jésus (Mile End), Saint-Denis, Saint-Michel et Notre-Dame della Difesa.

Territoire du district scolaire est.

9. Le district scolaire est de Montréal, comprend le territoire inclus dans les paroisses suivantes: Saint-Victor, Sainte-Claire de Tétraulville, Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe, Saint-Jean-de-Dieu, Notre-Dame-des-Victoires (parc Terminal), Saint-Clément Viauville, Saint-Nom-de-Jésus (Maisonnette), Saint-Jean-Baptiste de la Salle, Saint-François-Solano, Saint-Rédempteur, Nativité de la Vierge (Hochelaga), Sainte-Philomène, Saint-Marc, Saint-Jean-Berchmans, Saint-Stanislas, Saint-Pierre Claver, Immaculée Conception, Saint-Dominique et Saint-Aloysius.

Territoire du district scolaire ouest.

10. Le district scolaire ouest de Montréal comprend le territoire inclus dans les paroisses suivantes: Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, Ville Émard, Saint-Paul, Saint-Charles, Sainte-Cunégonde, Saint-Irénée, Saint-Henri, Saint-Zotique, Sainte-Élisabeth, Sainte-Clothilde, Notre-Dame-de-Grâces, Notre-Dame-des-Neiges, Saint-Pascal Baylon, Saint-Gabriel et Saint-Thomas-d'Aquin.

Composition d'une commission de district.

11. Chaque commission de district est composée de six membres choisis parmi les catholiques romains.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et la cité de Montréal nomment, respectivement, deux membres de chaque commission de district.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 2.

Membres nommés par la cité de Montréal.

12. Les personnes nommées par la cité de Montréal pour faire partie du bureau central ou pour faire partie d'une commission de district doivent être choisis en

dehors du maire, des commissaires et des échevins de la cité de Montréal.

13. Les membres du bureau central et les membres d'une commission de district sont nommés pour quatre années et doivent être domiciliés dans les limites des territoires soumis à la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Terme d'office, etc.

14. Cet article a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 3.

15. Cet article a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 3.

16. L'initiative de la convocation de la session conjointe doit être prise par le président du bureau central ou, à son défaut, par le secrétaire-trésorier du même bureau, en temps utile. Session conjointe des membres des commissions de district.

La convocation se fait par lettre recommandée adressée, cinq jours d'avance au moins, à chacune des personnes désignées par la loi pour y prendre part.

Cette session conjointe est privée et est présidée par tout membre d'une commission de district choisi par la majorité.

Le vote se donne au scrutin secret, et un procès-verbal de la personne qui préside doit en constater le résultat.

En cas de partage égal des votes, la personne qui préside doit exercer, en plus, le vote prépondérant.

Le procès-verbal de cette session doit être transcrit dans le livre des délibérations du bureau central.

17. Les nominations faites sous l'autorité de la présente loi doivent être communiquées par écrit au surintendant de l'instruction publique par les personnes tenues de les faire, le ou avant le deux juin ou le seize juin, selon le cas, de l'année dans laquelle une nomination est nécessaire. Avis des nominations.

La personne qui préside la session conjointe des commissions de district est la personne tenue de communiquer les nominations faites par ces commissions dans le délai ci-dessus.

18. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en tout temps, de faire toutes ou quelque une des nominations autorisées par la présente loi, lorsque ces nominations n'ont pas été faites par qui de droit dans les Nominations spéciales par l'exécutif, dans certains cas.

délais requis ou conformément aux dispositions de la présente loi.

Sa décision est finale et sans appel; elle ne peut être modifiée que par un autre arrêté en conseil.

Vacances.

19. Toute vacance dans le bureau central ou dans une commission de district, causée par décès, absence de la province pendant trois mois consécutifs, ou autre cause jugée suffisante par le surintendant de l'instruction publique, doit être remplie d'après le mode de nomination du membre à remplacer. Dans ces cas, les délais pour remplir une vacance sont fixés par le surintendant de l'instruction publique, de façon que ces délais soient en harmonie avec les prescriptions de la présente loi.

Nouveau membre; du rée du terme.

20. Un membre nommé pour remplacer une vacance n'exerce les fonctions qui lui sont confiées que jusqu'à l'expiration du terme du membre qu'il remplace.

Dispositions transitoires au sujet des premières nominations.

21. 1. Les premières nominations des membres du bureau central et des membres de chaque commission de district attribuées au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal et à la cité de Montréal doivent être faites avant le premier juin 1917.

2. Les premières nominations des membres du bureau central par les membres des commissions de district doivent être faites avant le quinze juin 1917.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la mise à exécution du paragraphe 2 du présent article, peut établir toute procédure qu'il peut juger nécessaire ou utile, et désigner aussi toute personne compétente pour convoquer et présider la session conjointe privée et nécessaire à la nomination des quatre membres du bureau central.

Le vote se donne au scrutin secret et un procès-verbal de la personne qui préside doit en constater le résultat.

En cas de partage égal des votes, la personne qui préside doit exercer le vote prépondérant. Elle n'exerce que ce vote.

Le procès-verbal de cette session conjointe doit être transcrit dans le livre des délibérations du bureau central.

4. Si, le deux juin 1917 ou le seize juin 1917, selon le cas, les nominations mentionnées dans le présent article n'ont pas été communiquées par écrit au surintendant de l'instruction publique par les personnes tenues de faire ces nominations, lesdites nominations peuvent être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 18.

La personne qui préside la session conjointe des commissions de district est la personne tenue de communi-

quer les nominations faites par les commissions de district, dans le délai ci-dessus.

22. Le bureau central est aussi autorisé à faire et modifier les règlements qu'il peut juger nécessaires pour établir les procédures d'après lesquelles les nominations subséquentes—autres que celles qui sont sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, de l'archevêque de Montréal et de la cité de Montréal—peuvent être faites, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois en vigueur.

Réglementation par le bureau central.

Ces règlements entrent en vigueur après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

BUREAU CENTRAL

23. Le premier devoir du bureau central est d'établir le passif et l'actif actuels de toutes les commissions scolaires qui font maintenant partie du territoire sur lequel la corporation créée par la présente loi a juridiction, et de faire un tableau détaillé des sommes d'argent nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortissement des emprunts.

Principaux devoirs du bureau central.

Le bureau central—dans les limites fixées par les lois en vigueur au sujet des écoles dans la cité—reçoit du trésorier de la cité de Montréal toutes sommes qui doivent être payées et le produit disponible de toutes taxes imposées pour la part des écoles catholiques dans tout le territoire soumis à la juridiction de la cité de Montréal, sauf l'exception contenue dans l'article 2.

Il reçoit aussi le montant des taxes imposées par les lois en vigueur pour la part des écoles catholiques dans la cité de Maisonneuve.

24. Il est aussi du devoir du bureau central:

1. De payer les primes d'assurance et de voir à ce que les propriétés et les meubles de la corporation soient convenablement assurés pour au moins la moitié de leur valeur.

Devoirs spéciaux du bureau central.

NOTE.—Ce paragraphe 1 a été modifié par la loi 10 Geo. V, c. 39, s. 4.

2. De faire et mettre à exécution les règlements concernant l'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec;

3. De suivre, quant aux comptes et registres tenus par le secrétaire-trésorier, les instructions générales ou parti-

culières qui lui sont données par le surintendant de l'instruction publique;

4. De faire faire, chaque année, avant le premier août, un rapport au surintendant de l'instruction publique, d'après la formule qui lui est fournie par celui-ci;

5. De faire inscrire, dans un registre affecté à cet objet, les procès-verbaux de ses séances, qui doivent être signés par le président et par le secrétaire-trésorier conformément aux dispositions de l'article 2707 des Statuts réformés, 1909;

6. *Ce paragraphe 6 a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 4.*

7. De fournir, s'il y a lieu, des livres de classes aux enfants des indigents qui fréquentent les écoles sous son contrôle, ces livres devant être payés à même le fonds scolaire de la corporation;

8. De payer ses instituteurs ou institutrices à l'expiration de chaque mois d'enseignement;

9. De fournir, en tout ou en partie, si la chose est demandée par les quatre commissions de district, les livres de classe à tous les enfants qui fréquentent les écoles de la commission;

10. D'établir une série uniforme de livres pour toutes les écoles fréquentées par les filles, et une série uniforme de livres pour toutes les écoles fréquentées par les garçons, et, autant que possible, d'établir l'uniformité entre les deux séries;

11. D'administrer les biens immeubles appartenant à la corporation;

12. De contrôler et de payer les dettes de la corporation;

13. D'acquérir et de posséder, pour le compte de la corporation, des biens meubles ou immeubles, sommes d'argent ou rentes, et d'en user suivant les fins de leur destination;

14. De fixer l'échelle des salaires pour chaque catégorie d'instituteurs et d'institutrices;

15. D'exiger que, sujet aux prescriptions du paragraphe 10 ci-dessus, dans les écoles sous leur contrôle, on ne se serve que de livres autorisés qui doivent être les mêmes pour toutes les écoles de la municipalité; les livres ayant rapport à la religion et à la morale étant choisis par la majorité des membres du bureau central et des commissions de district nommés par l'archevêque de Montréal;

16. De faire, amender ou abroger des règlements, afin

d'établir l'uniformité, autant que possible, dans l'engagement des employés du bureau et des commissions;

17. D'établir des écoles maternelles et des écoles primaires supérieures;

18. D'étudier les rapports des commissions de district pour fixer le budget général annuel de la corporation.

25. 1. Le bureau central est aussi chargé de préparer, sur le rapport des différentes commissions, le budget général et annuel de la corporation. Budget général et annuel.

En ce faisant, le bureau central doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et pourvoir:

a. A l'intérêt sur les dettes de la corporation et à l'amortissement normal établi ou à établir, sujet à l'application des lois en vigueur pour les matières y indiquées;

b. A une réserve de deux pour cent pour couvrir les dépenses imprévues;

c. Aux autres charges établies sur le revenu de la corporation, y compris tout déficit d'une année antérieure;

d. Aux réparations, frais d'entretien, traitements et dépenses générales d'administration.

2. Le bureau central peut, par résolution, fixer la date à laquelle les rapports des différentes commissions de district, seront considérés par ses membres, de façon que le budget soit préparé en temps utile et soit adopté à une date précise indiquée dans la résolution.

26. En établissant les items du budget, le bureau central doit proportionner, autant que possible, les deniers disponibles attribués à chaque district au prorata de la présence moyenne des élèves de chaque district en l'année précédente. Base du budget.

27. Cet article a été abrogé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 5.

COMMISSIONS DE DISTRICT

28. Il est du devoir de la commission de district: Devoirs spéciaux d'une commission de district.

1. De faire des règlements pour la régie des écoles sous son contrôle et de les communiquer par écrit aux instituteurs et aux institutrices;

2. D'engager, pour enseigner dans les écoles sous son contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi;

3. De résilier, sujet à l'approbation du bureau central, l'engagement des instituteurs et institutrices ou autres employés de la commission, pour cause d'incapacité,

de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cet effet;

4. De prendre les mesures nécessaires pour que le cours d'études adopté par le comité catholique du conseil de l'instruction publique, soit suivi dans chaque école;

5. De fixer, dans les délais établis par le bureau central, l'époque où l'examen public annuel doit avoir lieu, et d'y assister;

6. De nommer deux ou un plus grand nombre d'entre eux pour visiter chacune des écoles sous son contrôle au moins une fois tous les six mois, lesquels doivent faire rapport à la commission de district dont ils font partie sur l'état des maisons d'école, la manière dont les règlements scolaires sont observés, les progrès des élèves, le caractère et la capacité des instituteurs et autres choses relatives à la régie et à la direction pédagogique des écoles;

7. De suivre, quant aux comptes et registres tenus par le secrétaire, les instructions générales ou particulières qui lui sont données par le bureau central;

8. De faire faire, chaque année, avant le quinze juillet, un rapport au bureau central, d'après la formule qui lui est fournie par celui-ci;

9. *Ce paragraphe 9 a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 6.*

10. *Ce paragraphe 10 a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 8.*

11. De régler tous les différends qui peuvent s'élever relativement aux écoles de son district, entre les parents ou les enfants et les instituteurs;

12. De renvoyer de l'école les élèves habituellement insubordonnés ou dont la conduite est immorale en paroles ou en actions;

13. *Ce paragraphe 13 a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 6.*

14. *Ce paragraphe 14 a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 6.*

15. D'établir dans son district des écoles exclusivement fréquentées soit par des filles, soit par des garçons;

16. De faire le recensement des enfants du district;

NOTE.—*Ce paragraphe 16 a été modifié par les lois 10 Geo. V, c. 39, s. 7, et 11 Geo. V, c. 49, s. 7.*

17. D'établir des caisses d'économies scolaires;

18. De suivre les instructions générales ou particulières qui lui sont données par le bureau central;

19. *Ce paragraphe 19 a été abrogé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 7.*

20. D'engager les employés nécessaires, conformément aux règlements adoptés à cet égard par le bureau central;

21. De prendre les initiatives généralement conférées aux commissaires d'écoles par les lois en vigueur, d'en exercer les fonctions non spécialement attribuées au bureau central, et d'administrer toutes les écoles—les écoles maternelles et les écoles primaires supérieures comprises—sous son contrôle au point de vue pédagogique.

POUVOIRS SPÉCIAUX DU BUREAU CENTRAL

29. *Cet article a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 9.*

30. Le bureau central seul a la direction des matières Matières de finances. de finances qui concernent la corporation. Il en est de même des emprunts temporaires qu'il est, par les présentes dispositions, autorisé à contracter conformément à l'article 2728d des Statuts refondus, 1909, et des autres emprunts qui peuvent être autorisés par une loi spéciale. Il ne reçoit, à ces égards que les avis des commissions de district.

31. Le bureau central pour tous les membres faisant Honoraires. partie des corps administratifs, peut faire, amender ou abroger des règlements concernant les honoraires à payer, mais ces règlements ne doivent pas excéder les limites imposées par la loi 2 George V, chapitre 27, section 2.

NOTE.—*Cet article a été modifié par la loi 12 Geo. V, c. 48, s. 3.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

32. Si, dans le cours de l'exécution de la présente loi, Contestations entre les différents corps administratifs. il survient des contestations entre les différents corps chargés de l'administration de la Commission des écoles catholiques de Montréal, sur des matières touchant les pouvoirs, devoirs ou obligations attribués au bureau central ou à une commission de district par la présente loi, ou à une commission scolaire en général par les lois applicables, ces contestations sont soumises au surintendant de l'instruction publique qui en décide.

Sur demande spéciale de l'un des corps en cause, un appel de cette décision peut être porté devant le lieutenant-gouverneur en conseil, dont le décret est final et ne peut être modifié que par la même autorité.

Cet appel doit être porté dans les trente jours qui suivent celui de l'envoi de la décision du surintendant de

l'instruction publique aux corps intéressés, par lettre recommandée.

Idem.

33. Toute contestation entre deux ou plusieurs commissions de district est décidée par le bureau central.

Appel de cette décision peut aussi être porté devant le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les trente jours qui suivent celui de l'envoi de la décision du bureau central aux commissions intéressées, par lettre recommandée.

Le décret du lieutenant-gouverneur en conseil, à cet égard, est final et ne peut être modifié que par la même autorité.

Pouvoir de
faire, etc.,
certains
règlements.

34. 1. Les corps administratifs créés par la présente loi peuvent faire, modifier ou abroger tous règlements qu'ils peuvent juger nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des attributions que les lois applicables leur confèrent, pourvu, toutefois, que ces règlements ne soient pas incompatibles avec telles lois applicables.

2. Les règlements faits par une commission de district n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le bureau central.

3. Les règlements faits par le bureau central n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

35. Cet article a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 10.

Corporation
substituée.

36. La corporation constituée par la présente loi succède aux droits, pouvoirs et obligations, biens, créances, dettes et actions de la Commission des écoles catholiques de Montréal, antérieurement constituée en corporation, et de toutes les autres corporations scolaires dont le territoire est présentement soumis à sa juridiction.

Extinction de
certaines cor-
porations, etc.

37. Les commissaires ou syndics d'écoles catholiques selon le cas, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sur lequel un des territoires régis par icelle, cesseront d'exercer les fonctions qu'ils exerçaient sous l'autorité des lois antérieures; et les corporations qu'ils formaient sont éteintes.

Dispositions
applicables.

38. 1. A moins qu'il n'y soit dérogé par la présente loi, ou qu'il n'y ait dans le contexte de ses dispositions quelque chose qui indique un sens différent:

a. Les dispositions des lois concernant l'instruction publique en cette province;

b. Les lois spéciales ou générales applicables à la Commission des écoles catholiques de Montréal antérieurement constituée en corporation; continuent à s'appliquer ou sont applicables à la corporation et à ses différents corps administratifs, selon le cas, créés par la présente loi, ainsi qu'aux territoires sur lesquels la commission a juridiction.

2. Spécialement, les dispositions concernant l'imposition des taxes ou des cotisations scolaires actuellement en vigueur dans la cité de Montréal continuent à s'appliquer à l'ancien territoire et sont applicables à tous les territoires régis par la présente loi, sauf celui de l'ancienne municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve. Cité de Montréal.

39. La cité de Maisonneuve est tenue de payer, en deux paiements égaux et semi-annuels, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, la partie de la taxe annuelle scolaire destinée à la Commission des écoles catholiques de Montréal et qu'elle impose sous l'autorité de la section 4 de la loi 6 George V, chapitre 65, ou autrement. Cité de Maisonneuve.

Ces paiements doivent être faits par la cité de Maisonneuve, aux époques ci-dessus fixées quand même les taxes imposées n'auraient pas été prélevées ni perçues par la cité de Maisonneuve; et la commission peut recouvrer de ladite cité, les deniers auxquels elle a ainsi droit en s'adressant aux tribunaux ordinaires, nonobstant les dispositions de la section 4 de la loi 6 George V, chapitre 65.

40. Le prochain rôle des taxes scolaires préparé par la cité de Montréal, conformément aux lois en vigueur, devra inclure les nouveaux territoires soumis à la juridiction de la corporation créée par la présente loi et situés dans les limites de ladite cité, depuis l'entrée en vigueur de la présente loi; et les taxes seront imposées à compter du premier juillet 1917, en sus des autres taxes pour l'exercice financier. Prochain rôle des cotisations scolaires à Montréal.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 8 Geo. V, c. 37, s. 7.

41. Tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics, faits, passés ou consentis par les corporations qui avaient juridiction sur les territoires présentement soumis à la juridiction de la corporation créée par la présente loi et actuellement en vigueur, resteront en vigueur et conserveront leurs effets légaux, tant qu'ils n'auront pas été annulés, Règlements etc., continués, etc.

modifiés ou résiliés, et tant que leur objet ne sera pas accompli.

Disposition
transitoire.

42. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin, 1917, les commissaires d'écoles de chaque commission scolaire dont l'existence est affectée par la présente loi ne doivent faire que les actes d'administration courante; toutes matières relatives à la construction d'une maison d'école ou à des emprunts ne peuvent être réglées que sur l'avis de la Commission scolaire des écoles catholiques de Montréal en existence avant le 30 juin, 1917, et sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction publique.

55-56 V., c.
61, s. 3, ab. en
partie.

43. La section 3 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 61, en autant qu'elle s'applique aux écoles catholiques, est abrogée, et les différents corps administratifs de la Commission des écoles catholiques de Montréal sont régis, au même égard, par les dispositions de l'article 2703 des Statuts refondus, 1909.

57 V., c. 24,
ss. 1 à 5, ab. en
partie.

44. Les sections 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi 57 Victoria, chapitre 24, en autant qu'elles s'appliquent aux écoles catholiques, sont abrogées.

63 V., c. 99,
s. 4, ab.

45. La section 4 de la loi 63 Victoria, chapitre 99, est abrogée.

Entrée en
vigueur.

46. La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1917, sauf les articles 18, 21 et 42 qui entreront en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V CHAPITRE 37

LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 28, CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, démontré: Que les commissions scolaires ci-devant existantes dans le territoire de la cité de Montréal, y compris celui de la cité de Maisonneuve, et qui ont été réunies ensemble pour n'en former qu'une seule, ont apporté à la nouvelle organisation une dette flottante considé-

nable, pour laquelle il n'existait aucun actif disponible ou réalisable et que l'unique moyen de pourvoir au paiement de cette dette est en emprunt au moyen d'obligations à longs termes;

Que, vu l'augmentation de la population généralement dans tout le territoire de la cité de Montréal, et dans celui de la cité de Maisonneuve, et, en particulier, dans les quartiers excentriques, et afin de pourvoir aux besoins de cette population, il est nécessaire d'agrandir et d'améliorer les écoles déjà existantes, d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, d'acquérir et de construire de nouvelles écoles, et que, pour ces fins, un emprunt s'impose pareillement;

Que, dans les commissions scolaires fusionnées, le taux de la taxe généralement imposée excédait celui de quatre-dixièmes de centin dans la piastre tel qu'actuellement imposable par la cité de Montréal, en sorte que le revenu apporté par ces commissions se trouve sensiblement réduit, et que, d'autre part, par suite de l'ouverture de nouvelles écoles, les dépenses d'administration sont fortement augmentées, et qu'avec les revenus actuels il est impossible de faire face à la situation et qu'une augmentation de la taxe scolaire est devenue nécessaire;

Que certaines commissions, dont le territoire est situé dans les limites de la cité de Montréal, prétendent cependant ne pas faire partie de la nouvelle organisation, et qu'il est opportun de faire disparaître tout doute relativement à cette question et à l'étendue du territoire de la commission;

Attendu que, pour mieux pourvoir au bon fonctionnement de la commission créée par la loi ci-dessus, de nouvelles dispositions sont nécessaires;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes à cet effet contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, ^{54 Vict. c. 53, s. 1, am.} telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; 3 George V, chapitre 30, section 1, et 6 George V, chapitre 63, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

- Emprunt additionnel, autorisé.** "q. La Commission des écoles catholiques de Montréal est néanmoins autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas trois millions de piastres.
- Dispositions applicables.** "r. Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53, section 3, et de la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 30.
- Id.** "s. La section 2 de la loi 5 George V, chapitre 38, et la section 2 de la loi 6 George V, chapitre 63, s'appliqueront à l'emprunt ci-dessus".
- NOTE.**—*Cette section a été modifiée par les lois 10 Geo. V, c. 39, s. 3; 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.*
- Id., s. 2, remp.** **2.** La section 2 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, est remplacée par la suivante:
- Montant des obligations de l'emprunt additionnel.** "2. Lesdites obligations ou *debentures* de l'emprunt autorisé par la sous-section q de la section 1, seront émises par sommes de cent, cinq cents, ou mille piastres chacune; toute émission sera d'au moins vingt-cinq mille piastres, en obligations d'égale dénomination et rachetables, conformément aux dispositions du présent acte, pour une période de pas moins de cinq ans et n'excédant pas quarante ans, et ces obligations ou *debentures* porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent par an, payable annuellement ou par semestres. Au cas, cependant, où la commission des écoles catholiques de Montréal déciderait d'émettre des obligations remboursables dans un délai n'excédant pas dix ans, il ne sera pas nécessaire de pourvoir à un fonds d'amortissement, nonobstant toute loi à ce contraire."
- Obligations font partie des obligations scolaires de la cité de Montréal.** **3.** Les obligations émises par la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour la somme de huit cent mille piastres en vertu de la loi 6 George V, chapitre 65, section 3, forment partie des obligations scolaires de la cité de Montréal et les dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, section 3, y ont été valablement appliquées.
- 4.** *Cette section a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 43, s. 1.*
- Dispositions applicables à certaines municipalités.** **5.** La section 2 de la loi 7 George V, chapitre 28, est déclarée s'appliquer et s'être toujours appliquée aux municipalités annexées à la cité de Montréal par la loi 7 George V, chapitre 60, section 1, de même qu'à la partie du territoire de la commission des syndics d'écoles

pour la municipalité du coteau Saint-Pierre, faisant partie de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces située dans la cité de Montréal.

La partie du territoire de la Commission scolaire du Sault-au-Récollet qui ne fait pas partie du territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal y est ajoutée pour en faire partie à toutes fins que de droit, et sera, en conséquence, soumise à l'application des sections 4 et 6 de la présente loi.

La ville de Montréal-Nord est tenue de payer à la Commission des écoles catholiques de Montréal, en un paiement annuel, le premier janvier de chaque année, la partie de la taxe scolaire annuelle imposée sur le territoire annexé revenant à ladite commission et qui est imposée sous l'autorité et conformément aux sections 4 et 6 de la présente loi.

Ces paiements doivent être faits par la ville de Montréal-Nord, aux époques ci-dessus fixées, quand même les taxes imposées n'auraient pas été prélevées ni perçues par la ville de Montréal-Nord; et la commission peut recouvrer de ladite ville les deniers auxquels elle a ainsi droit en s'adressant aux tribunaux ordinaires.

6. Nonobstant toute loi contraire, les terres en culture seront évaluées, pour fins scolaires, catholiques, protestantes et neutres, à leur valeur réelle, comme tout autre immeuble, dans la cité de Montréal, et pour fins scolaires catholiques et neutres seulement, dans le territoire de la cité de Maisonneuve, et dans toute municipalité faisant ou devant faire partie du territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal; et les estimateurs des cités de Montréal et de Maisonneuve seront tenus de faire cette évaluation.

Si l'évaluation faite en vertu de la présente section est contestée, soit devant le bureau des estimateurs, soit devant la Cour du recorder de la cité de Montréal, ou devant toute autre cour dans ladite cité, il appartiendra aux commissions scolaires intéressées d'intervenir, après avis par la cité de Montréal auxdites commissions scolaires, et de plaider sur toute telle contestation, à leurs frais, au lieu et place de ladite cité qui est déchargée de toute obligation ou responsabilité à ce sujet.

7. La section 40 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Néanmoins, pour ce qui concerne le territoire de la commission scolaire de Saint-Enfant-Jésus de Montréal lesdites taxes seront imposées à compter du premier janvier 1918. Les taxes scolaires imposées en vertu

Sault-au-Récollet.

Montréal-Nord tenue de payer annuellement la taxe due.

Époque des paiements.

Évaluation, pour fins scolaires, des terres en culture.

7 Geo. V, c. 28, s. 40, am.

Proviso.

des rôles faits par la cité pour l'année 1917-1918, en ce qui concerne le territoire de la commission scolaire de Saint-Enfant-Jésus de Montréal, seront diminuées en conséquence par le trésorier de la cité."

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 37

LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 28, CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté que la cité de Montréal lui fait remise de la taxe scolaire en trois versements, dont le premier versement le 1er décembre, le deuxième le 1er février, et le troisième le 1er mai de chaque année; que l'exercice financier de cette commission commence le 1er juillet, et que, du 1er mai au 1er décembre, il s'écoule un laps de temps considérable sans que la commission reçoive aucun revenu; que, durant cette période, de nombreux déboursés doivent être faits, et, conséquemment, qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, de pouvoir obtenir des avances de ses banquiers, et d'effectuer des emprunts temporaires, au fur et à mesure des besoins de la commission, par anticipation des versements de la taxe scolaire;

Attendu qu'en prévision d'annexions futures, il convient d'obliger les municipalités scolaires catholiques et les syndics d'écoles catholiques avoisinant le territoire de cette commission, de soumettre au bureau central de cette commission, toutes acquisitions projetées d'emplacements d'écoles et tous plans et devis des écoles qu'ils se proposent de construire, et d'obtenir l'approbation de ladite commission;

Attendu qu'en ce qui concerne les bâtisses construites à l'épreuve du feu, il n'est pas opportun de les assurer tel que le comporte le paragraphe 1 de la section 24 de la loi 7 George V, chapitre 28, jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur, et que les assurances sur ces bâtisses peuvent être sensiblement diminuées ou même supprimées;

Attendu qu'il est opportun d'accorder, à la Commis-

sion des écoles catholiques de Montréal, des pouvoirs additionnels et d'accéder à cette demande, et, en conséquence, d'amender la loi 7 George V, chapitre 28, qui régit cette commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le bureau central de la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisé, lorsqu'il en sera besoin, d'effectuer des emprunts temporaires au moyen de bons du trésor, billets et autres effets négociables, par anticipation du paiement de la taxe scolaire due par la cité de Montréal; ces emprunts ne devant pas dépasser une période de six mois et n'excéder cinquante pour cent du revenu total de la taxe scolaire pour l'année courante.

Certains emprunts, autorisés.

2. NOTE.—*Cette section a été remplacée par la loi 14 Geo. V, c. 35, s. 2.*

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI AMENDANT LES LOIS RELATIVES À LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté: Préambule.

Qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, d'acquérir et de construire des écoles nouvelles, d'agrandir et d'améliorer des écoles déjà existantes, de payer les obligations contractées par des municipalités scolaires annexées, et que, pour cette fin, il est opportun de faire un emprunt de un million de piastres, et, pour la bonne administration de ses affaires, de faire des modifications nécessaires aux lois qui la régissent;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande de ladite Commission des écoles catholiques de Montréal, et de lui accorder les pouvoirs qu'elle demande, et d'amender entre autres lois, la loi 7 George V, chapitre 28, qui régit cette commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—*Cette section a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 43, s. 1.*

7 Geo. V, c. 28, s. 1, am.

2. La section 1 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

Siège corporatif de la commission.

"Le siège corporatif de la Commission des écoles catholiques de Montréal est au bureau central".

54 V., c. 53, s. 1, am.

3. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; 3 George V, chapitre 30, section 1; 6 George V, chapitre 63, section 1, et 8 George V, chapitre 37, sections 1 et 2, est de nouveau amendée en y ajoutant les sous-sections suivantes:

Commission autorisée à émettre des bons, etc. pour un montant n'excédant pas un million de piastres.

"t. La Commission des écoles catholiques de Montréal est, néanmoins, autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle ou déjà autorisés, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas un million de piastres, pour agrandir et améliorer les écoles existantes et pour construire de nouvelles écoles et rencontrer les obligations existantes;

Dénominations des bons ou obligations

"u. La commission est autorisée à émettre des obligations ou bons du trésor par coupures de dix mille piastres, vingt-cinq mille piastres, cinquante mille piastres ou cent mille piastres chacune;

Forme des obligations.

"v. Les obligations de la commission peuvent être émises sous forme de séries sans aucun fonds d'amortissement et deviennent dues en divers montants chaque année."

NOTE.—*Cette section 1 de la loi 54 V., c. 53, a été modifiée par les lois 11 Geo. V, c. 49, s. 1; 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.*

7 Geo. V, c. 28, s. 24, am.

4. Le paragraphe 1 de la section 24 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

Bâtisses à l'épreuve du feu.

"Toutefois, l'alinéa ci-dessus ne s'applique pas aux bâtisses construites à l'épreuve du feu, au sujet desquelles le bureau central peut exercer un pouvoir discrétionnaire."

tionnaire, quant à la proportion du montant de l'assurance".

NOTE.—*Cette section 24 a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 4.*

5. NOTE.—*Cette section a été abrogée par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 5.*

6. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans la section 23 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et ses amendements, la corporation de la cité de Montréal paiera pour l'entretien des écoles, dans ladite cité, le montant pourvu par la loi, indépendamment du prélèvement de la taxe ci-après, pourvue en quatre paiements dont le premier, de quarante pour cent, dans les trente jours qui suivront la date fixée par ladite cité pour l'exigibilité de la taxe foncière, tant municipale que scolaire; dont le second, de vingt pour cent, le premier décembre; dont le troisième de vingt pour cent, le premier février, et dont le quatrième comprenant la balance du montant de la taxe susdite, le premier mai suivant; pourvu que, lors du paiement de chacun des versements de ladite somme, en soit déduit le montant antérieurement payé ou alors payable pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les obligations de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et ladite somme sera recouvrable par ledit bureau devant toute cour de juridiction civile compétente, avec intérêt et dépens.

Montant payé par la cité de Montréal pour l'entretien des écoles.

Proviso.

NOTE.—*Voir 13 Geo. V, c. 44, s. 6.*

7. Le paragraphe 16 de la section 28 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant: 7 Geo. V, c. 28, s. 28, am.

"Ce recensement peut être fait par la cité de Montréal en même temps que le recensement pour fins municipales, par arrangement avec le bureau central, et, dans ce cas, il remplace celui que la Commission des écoles catholiques de Montréal est tenue de faire". Recensement fait par la cité de Montréal.

NOTE.—*Cette section 28 a été modifiée par les lois 11 Geo. V, c. 49, s. 7, et 15 Geo. V, c. 44, ss. 6, 7 et 8.*

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 49

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, d'acquérir et de construire des écoles nouvelles dont quelques-unes sont déjà en voie de construction, d'agrandir et d'améliorer des écoles déjà existantes, et, pour ces fins, de faire des emprunts n'excédant pas sept cent mille piastres;

Qu'il est opportun de créer un fonds de pension pour les instituteurs et les institutrices laïques et les employés permanents de la commission, et, à cet effet, d'amender la loi 5 George V, chapitre 38, section 3; de changer l'âge initial de scolarité; aussi d'amender la version anglaise de la loi 10 George V, chapitre 39, section 1; d'établir un mode de perception de la taxe scolaire sur toute partie du territoire de la commission située en dehors de la cité de Montréal, et de faire certaines modifications aux différentes lois qui régissent cette corporation, en vue de la bonne administration de ses affaires;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande de ladite Commission des écoles catholiques de Montréal et de lui accorder les pouvoirs qu'elle demande, et d'amender, entre autres lois, la loi 7 George V, chapitre 28, qui régit cette commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

54 V., c. 53.
s. 1, am.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; 3 George V, chapitre 30, section 1; 6 George V, chapitre 63, section 1; 8 George V, chapitre 37, sections 1 et 2, et 10 George V, chapitre 39, section 3, est de nouveau amendée en y ajoutant la sous-section suivante:

Émission additionnelle de bons ou obligations.

"x. La commission des écoles catholiques de Montréal est, néanmoins, autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle ou déjà autorisés, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas sept cent mille piastres, pour agrandir

et améliorer les écoles déjà existantes, acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, et pour construire de nouvelles écoles."

NOTE.—Cette section 1 de la loi 54 V., c. 53, a été modifiée par les lois 12 Geo. V, c. 48, s. 1; 14 Geo. V, c. 35, s. 1; et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.

2. La version anglaise de la section 1 de la loi 34 V., c. 12, s. Victoria, chapitre 12, telle que remplacée par la loi 10 George V, chapitre 39, section 1, est amendée en remplaçant le mot: "six-tenths", dans la dixième ligne, par le mot: "seven-tenths", conformément à la version française.

3. La partie du territoire de l'ancienne municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe, connue et désignée sous les numéros des lots 70, 71, 72, 73, 74 et leurs subdivisions, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, à partir du premier juillet 1921, fera partie, pour fins scolaires, du territoire de la Commission scolaire de la ville de Montréal-Est, avec obligations pour cette dernière, de faire remise annuellement à la Commission des écoles catholiques de Montréal, et à la Commission de l'école dissidente de la municipalité de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, de toutes sommes perçues, provenant de la taxe scolaire imposée sur les immeubles susdits, et ce suivant les dispositions générales de la loi de l'instruction publique;

Cependant, les immeubles susdits sont déclarés avoir fait partie du territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit, depuis le premier juillet 1917, jusqu'au premier juillet 1921, et le secrétaire général et trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, est autorisé à percevoir la taxe scolaire sur lesdits immeubles, à compter du premier juillet 1917, suivant le taux actuellement en vigueur de la taxe scolaire imposée par les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Montréal-Est, et suivant les rôles d'évaluation en vigueur de la ville de Montréal-Est, pour chaque année respective, à compter de ladite date du premier juillet 1917. La municipalité de la ville de Montréal-Est ou la Commission scolaire de la ville de Montréal-Est, suivant le cas, est tenue de remettre au secrétaire général et trésorier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, des extraits certifiés desdits rôles d'évaluation.

Où les taxes
sont payables,
etc.

Ces taxes sont payables au bureau du secrétaire général et trésorier de la commission. Les extraits des rôles certifiés et délivrés par les secrétaires-trésoriers de la ville de Montréal-Est et de la Commission scolaire des écoles catholiques de Montréal, respectivement, feront foi de leur contenu, et serviront à toutes fins que de droit. Les rôles de perception et la perception de cette taxe, seront faits suivant les dispositions générales de la loi de l'instruction publique.

Prescription
de la taxe.

Cette taxe des écoles est prescriptible, pour chaque année écoulée depuis le 1er juillet 1917 au 1er juillet 1921, par cinq ans à compter de la sanction de la présente loi.

7 Geo. V, c.
28, s. 4, remp.

4. La section 4 de la loi 7 George V, chapitre 28, est remplacée par la suivante:

Composition
de la corp.

"4. La corporation se compose d'un bureau central et de quatre commissions de district.

Administra-
tion.

Elle est gouvernée et administrée par le bureau central.

Attributions.

Chacune des quatre commissions de district possède les attributions que leur confrère la présente loi."

5. *L'article 5 de la loi 7 Geo. V, c. 28, a été remplacé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 1.*

6. *L'article section 27 de la loi 7 Geo. V, c. 28, a été abrogé par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 5.*

7 Geo. V, c.
28, s. 28, am.

7. Le paragraphe 16 de l'article 28 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel qu'amendé par la loi 10 George V, chapitre 39, section 7, est de nouveau amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

Recensement
triennal.

"Nonobstant toutes lois contraires, la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à faire un recensement triennal des enfants en âge de scolarité dans le territoire de la cité de Montréal. Dans ce recensement, elle doit faire la distinction entre les enfants de cinq à sept ans et ceux de sept à quatorze ans, et ceux de quatorze à seize ans et de seize à dix-huit ans révolus, en indiquant le nombre de ceux qui, dans chacune de ces catégories, assistent à l'école. Ce recensement doit se faire dans le cours de l'année scolaire. Cette disposition prend effet depuis le 1er janvier 1921."

Époque du
recensement.

NOTE.—*L'article 28 de la loi 7 Geo. V, c. 28, a été modifié par la loi 15 Geo. V, c. 44, s. 6, 7 et 8.*

8. La section 3 de la loi 5 George V, chapitre 38, est ^{5 Geo. V, c. 38, s. 3, remp.} remplacée par la suivante:

"3. Il est loisible au bureau central de créer un fonds ^{Fonds de dotation.} de dotation pour les instituteurs et les institutrices laïques. La participation à ce fonds de dotation est obligatoire pour lesdits instituteurs âgés de moins de quarante-cinq ans et pour les institutrices âgées de moins de quarante ans. Ce fonds de dotation sera formé au ^{Formation du fonds.} moyen d'une contribution du bureau central n'excédant pas un pour cent et d'une retenue sur les traitements annuels desdits instituteurs et institutrices laïques, n'excédant pas un pour cent. La mise totale du bureau central ne devra, en aucun temps, dépasser celle desdits instituteurs. Tout instituteur qui cessera d'être à l'emploi de la commission après avoir contribué au fonds de dotation pendant moins de cinq années aura droit au ^{Remboursement.} remboursement de sa retenue capitalisée, et, dans ce cas, le bureau central reprendra sa contribution. Tout instituteur qui cessera d'être à l'emploi de la commission après avoir souscrit, pendant cinq ans ou plus, au fonds de dotation aura droit au remboursement de sa part capitalisée, c'est-à-dire au montant capitalisé de sa contribution jointe à celle du bureau central. Après vingt ans, cette contribution annuelle cesse tant pour l'instituteur que pour le bureau central, et, à l'expiration de l'année suivante, l'instituteur recevra les intérêts de sa part capitalisée qui lui seront payés annuellement et le capital lui en sera versé sur demande, lorsqu'il aura cessé d'être à l'emploi de la commission. Le bureau central est autorisé à faire tous règlements qu'il jugera à propos pour l'organisation et l'administration de ce fonds de dotation."

NOTE.—Celle section 3 de la loi 5 Geo. V, c. 38, a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 43, s. 3.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vigueur.} sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 111**LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL***(Sanctionnée le 19 mars 1921)*

* * * * *

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Nomination
des membres
du bureau
central et des
commissaires
d'écoles cath.

12. Il appartient au conseil de nommer les personnes devant faire partie du bureau central et des commissions de district des écoles catholiques de Montréal dont la nomination relève des autorités municipales.

Vente de terrains pour
établissement d'une
école.

13. La cité est autorisée à vendre, de gré à gré, à la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour l'établissement d'une école publique, les lots qui lui appartiennent, rue Saint-Ambroise et parc George-Étienne Cartier, portant les Nos du cadastre 1721, subdivisions 36, 37 et 38—1913, subdivisions 94, 95, 97, 100, 101 et 102 du cadastre de la paroisse de Montréal.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

30. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 48

LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 28, CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionné le 21 mars 1922)

Préambule.

ATENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté: Qu'il est nécessaire pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, d'acquérir et de construire de nouvelles écoles, d'agrandir et d'améliorer des écoles déjà existantes, de construire des résidences pour son personnel enseignant religieux et, pour cette fin, de

faire des emprunts n'excédant pas deux millions trois cent mille dollars;

Qu'il est d'intérêt public d'autoriser l'expropriation de propriétés, tant construites que vacantes, pour toutes fins scolaires, et d'amender à cet effet l'article 2751 des Statuts refondus, 1909, et la section 2 de la loi 1 George V (2ème session), chapitre 29;

Qu'il est opportun d'annexer la partie du territoire de la municipalité scolaire de la Côte-Saint-Luc, présentement située dans les limites de la cité de Montréal;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder aux demandes de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et de lui accorder les pouvoirs qu'elle demande, et d'amender, entre autres lois, la loi 7 George V, chapitre 28, qui régit cette commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle qu'amendée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; 3 George V, chapitre 30, section 1; 6 George V, chapitre 63, section 1; 8 George V, chapitre 37, sections 1 et 2; 10 George V, chapitre 39, section 3, et 11 George V, chapitre 49, section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant la sous-section suivante:

"y. La Commission des écoles catholiques de Montréal est, néanmoins, autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle ou déjà autorisés, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas deux millions trois cent mille dollars, pour agrandir et améliorer les écoles déjà existantes, acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, et pour construire de nouvelles écoles et des résidences pour y loger son personnel enseignant religieux".

NOTE.—Cette section 1 de la loi 54 V., c. 53, a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 35, s. 1, et 15 Geo. V, c. 43, s. 1.

2. La section 2 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant la partie du territoire de la municipalité scolaire de la Côte-Saint-Luc, comprenant les numéros 143, 148, 152a, 154, 164, 176, 176a, 176b de la paroisse de

54 Vict., c. 53.
s. 1, am.

Emprunt autorisé.

7 Geo. V, c. 28, s. 2, am.

Territoire soumis à la commission.

Montréal, située dans les limites de la cité de Montréal, est déclarée avoir fait partie du territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, à toutes fins que de droit depuis le 1er juillet 1917".

7 Geo. V, c.
28, s. 31, am.

Honoraires
du président
du bureau.

3. La section 31 de la loi 7 George V, chapitre 28, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le bureau central est autorisé à faire des règlements concernant les honoraires à payer au président du bureau central, à en fixer le montant, et à déterminer la manière dont ils seront payés, pourvu que le montant total d'honoraires n'excède pas la somme de mille quatre cents piastres par année."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 105

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

* * * * *

A CES CAUSES, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Vente de cer-
tains lots
pour fins sco-
laires.

28. La cité de Montréal est autorisée à vendre de gré à gré à la Commission des écoles catholiques de Montréal les lots qui lui appartiennent, ayant front sur la rue projetée, connus et désignés comme étant le numéro du cadastre 1721, subdivision 39, qui devront être employés pour fins scolaires, lesquels lots portent le numéro de cadastre 1721, subdivision 46, 47 et 48, aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Montréal.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

33. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 35

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal, a par sa pétition, représenté: Préambule.

Qu'il est urgent et nécessaire pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, de construire et d'acquérir de nouvelles écoles, d'agrandir, d'améliorer et de réparer les écoles déjà existantes, de faire les travaux de confection de cours de récréation des élèves, et que pour ces fins il est nécessaire d'affectuer un emprunt;

Qu'en prévision d'annexions futures, il convient d'obliger les corporations scolaires catholiques situées dans les limites de l'île de Montréal de soumettre au bureau central de cette commission, pour son approbation, l'acquisition projetée de tout immeuble, et l'émission de tout emprunt, ainsi que la vente de toute propriété immobilière, et les plans et devis des écoles qu'elles se proposent de construire;

Attendu qu'il est opportun d'accorder à la Commission des écoles catholiques de Montréal les pouvoirs additionnels qu'elle demande, et, en conséquence, de modifier la loi 7 George V, chapitre 28, qui régit cette commission;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle que modifiée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1; 2 George V, chapitre 27, section 1; 3 George V, chapitre 30, section 1; 6 George V, chapitre 63, section 1; 8 George V, chapitre 37, sections 1 et 2; 10 George V, chapitre 39, section 3; 11 George V, chapitre 49, section 1, et 12 George V, chapitre 48, section 1, est de nouveau modifiée en y ajoutant la sous-section suivante:

"2. La Commission des écoles catholiques de Montréal est, néanmoins, autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà contractés par elle ou déjà autorisés, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'ex-

Emprunt additionnel de deux millions et émission de bons, etc., autorisés.

cédant pas deux millions de piastres, pour agrandir améliorer et réparer les écoles déjà existantes, acquérir de nouvelles écoles et de nouveaux emplacements d'écoles, et pour construire de nouvelles écoles et des résidences pour y loger son personnel enseignant religieux, et faire les travaux de confection des cours de récréation des élèves."

NOTE.—*Cette section 1 de la loi 54 V., c. 53, a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 43, s. 1.*

9 Geo. V, c. 37, s. 2, remp.

Obligations de certaines commissions scolaires de faire approuver les acquisitions, etc., de terrains, etc.

Appel.

Annexion à Montréal de la comm. scolaire de St-Bernardin.

Droits et obligations résultant de cette annexion.

Résolution validée.

Pouvoirs additionnels.

2. La section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, est remplacée par la suivante:

"**2.** Les corporations scolaires catholiques situées dans les limites de l'île de Montréal devront au préalable soumettre au bureau central de la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour son approbation l'acquisition projetée de tout immeuble, par promesse de vente et autrement, l'échange, la donation et la vente de tout immeuble leur appartenant, les baux emphytéotiques, l'émission d'emprunts et leur renouvellement, les plans, devis et spécifications des écoles et résidences qu'elles se proposent de construire, ainsi que tout agrandissement aux écoles et résidences déjà existantes, sauf appel au surintendant de l'instruction publique de la décision de ce bureau central."

3. La corporation scolaire de Saint-Bernardin de Montréal est annexée à la corporation scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

4. A compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, la Commission des écoles catholiques de Montréal possédera tous les droits et sera sujette à toutes les obligations de la corporation scolaire ainsi annexée, et l'actif et le passif de cette dernière corporations formeront partie de l'actif et du passif de ladite commission.

5. La résolution adoptée par la corporation scolaire de Saint-Bernardin de Montréal, le 6 novembre 1922, et relative à l'acquisition faite en vue de sauvegarder la créance de la corporation, de certains lots vendus aux enchères, est ratifiée et validée à toutes fins que de droit, sujet toutefois à l'approbation du Bureau central de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

6. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Commission des écoles catholiques de Montréal pourra, sur le

territoire de la corporation scolaire de Saint-Bernardin de Montréal ainsi annexé, exercer, quant aux taxes et impositions scolaires, les pouvoirs conférés à la Commission métropolitaine de Montréal par le premier alinéa de la section 11 de la loi 13 George V, chapitre 105.

Les créances ainsi établies se prescriteront par une période de dix années de la date de leur fixation; et le privilège attaché à chaque créance subsistera aussi longtemps que la créance elle-même sans la formalité de l'enregistrement.

Prescriptions
et privilèges.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 43, s. 4.

7. Les dispositions édictées par les articles 2728b et suivants des Statuts refondus, 1909, relatives à la création de fonds d'amortissement sont inapplicables, et n'ont jamais été applicables aux emprunts contractés par la corporation scolaire de Saint-Bernardin de Montréal annexée.

Dispositions
non applicables.

8. La ville de Saint-Michel est tenue de payer à la Commission des écoles catholiques de Montréal, les premiers janvier et juillet de chaque année, la taxe scolaire annuelle qui sera imposée à l'avenir sur le territoire annexé et revenant à ladite commission et imposée sous l'autorité des et conformément aux différentes lois qui régissent cette commission, mais seulement jusqu'à concurrence du montant qu'elle aura perçu. Pour recouvrer ce montant de taxes ainsi perçu, la commission aura un droit d'action devant les tribunaux civils compétents.

Remise de la
taxe perçue
par la ville de
St-Michel.

Droit d'action
des commissaires.

Le territoire annexé faisant actuellement partie de la cité de Montréal tombe *ipso facto* sous la juridiction de la cité, qui imposera et recevra les taxes scolaires en même temps que les taxes municipales.

Imposition et
perception
par la cité de
Montréal.

Les taux de la taxe scolaire présentement en vigueur dans la cité de Montréal s'appliqueront sur tout le territoire de cette municipalité.

Taux applicables.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 48

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal, a, par sa pétition, représenté :

Qu'il est urgent pour elle d'acquérir de nouveaux emplacements d'écoles, de construire et d'acquérir de nouvelles écoles, d'agrandir, d'améliorer et de réparer les écoles déjà existantes, de faire les travaux de confection de cours de récréation des élèves et que, pour ces fins, cette commission doit effectuer un emprunt :

Que les revenus actuels de la commission sont insuffisants pour pourvoir au service des intérêts, à la création d'un fonds d'amortissement sur l'emprunt demandé et au coût de l'administration des nouvelles écoles que cette commission se propose d'ériger ;

Que cette commission croit qu'il est opportun et de l'intérêt de son personnel enseignant et de ses employés permanents de créer un système d'assurance collective ;

Qu'il convient de valider les rôles de cotisations scolaires, préparés par les municipalités scolaires catholiques qui furent annexées durant les dix dernières années ; et

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit ;

54 V., c. 53, s.
1, mod.

1. La section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 53, telle que modifiée par les lois 63 Victoria, chapitre 99, section 1 ; 5 Édouard VII, chapitre 90, section 1 ; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 1 ; 9 Édouard VII, chapitre 39, section 1 ; 1 George V (1ère session), chapitre 22, section 1 ; 2 George V, chapitre 27, section 1 ; 3 George V, chapitre 30, section 1 ; 6 George V, chapitre 63, section 1 ; 8 George V, chapitre 37, sections 1 et 2 ; 10 George V, chapitre 39, section 3 ; 11 George V, chapitre 49, section 1 ; 12 George V, chapitre 48, section 1, et 14 George V, chapitre 35, section 1, est de nouveau modifiée en y ajoutant après la sous-section 2 la suivante :

Émission additionnelle d'obligations, autorisée.

“aa. La Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à émettre, en sus des emprunts déjà autorisés, des bons ou obligations pour une somme additionnelle n'excédant pas un million cinq cent mille piastres

tres, pour acquérir de nouvelles écoles et de nouveaux emplacements d'écoles afin de construire de nouvelles écoles et résidences pour y loger son personnel enseignant religieux; pour agrandir, améliorer et réparer les écoles déjà existantes; pour faire des travaux de confection des cours de récréation des élèves.

Ces bons ou obligations seront émis en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53, section 3, ou de toute autre loi et de ses amendements, régissant les emprunts de cette commission. Mode de cette émission.

2. Le Bureau central de la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisé à établir, en faveur des instituteurs laïques et des employés permanents du sexe masculin, l'assurance-vie collective ou tout autre mode d'assurance jugé convenable par ce bureau et par la majorité des instituteurs et employés. Il est loisible à ce bureau de contribuer jusqu'à concurrence de trois dixièmes du montant de la prime annuelle, —le reste de cette prime étant payé par les assurés. La participation à cette assurance collective est obligatoire pour les instituteurs laïques présentement à l'emploi de la commission, qui s'engagent à en faire partie, et pour tout instituteur laïque entrant au service de la commission après la sanction de la présente loi. Le bureau central est autorisé à faire tous règlements qu'il jugera à propos, pour l'organisation et l'administration de cette assurance collective ou tout autre mode d'assurance approuvé par ce bureau et par la majorité des instituteurs et employés. Assurance collective des instituteurs, etc. Règlements.

3. La section 3 de la loi 5 George V, chapitre 38, telle que remplacée par la loi 11 George V, chapitre 49, section 8, est modifiée, en y ajoutant les alinéas suivants: 5 Geo. V, c. 38, s. 3, mod.

“Néanmoins, tout instituteur ou institutrice, qui a contribué au fonds de dotation pendant une période de cinq à vingt ans et qui se retire: a) pour cause de maladie après dix ans d'enseignement; b) après vingt ans d'enseignement; c) à l'âge de 56 ans, devient pensionnaire de la commission et a droit à une rente viagère payable le 30 juin de chaque année, cette rente devant être l'intérêt simple, à cinq pour cent, de sa part capitalisée. Cette rente, dans le cas d'un instituteur laïque, peut être appliquée, en totalité ou en partie, au paiement de la prime d'assurance-vie collective ou de tout autre mode d'assurance; si les intérêts sont insuffisants, le capital même pourra être utilisé à cette fin. Rente viagère pour certains instituteurs.

Instituteurs
ne faisant pas
partie du
fonds de dota-
tion.

Tout instituteur ou institutrice, qui ne fait pas partie du fonds de dotation et qui se retire: a) pour cause de maladie après au moins dix ans d'enseignement; b) après vingt ans d'enseignement; c) à l'âge de 56 ans, devient pensionnaire de la commission. La gratification accordée par les règlements du bureau central de la commission, pourra être appliquée au paiement de la prime d'assurance-vie collective ou de tout autre mode d'assurance".

14 Geo. V, c.
35, s. 6, mod.

4. La section 6 de la loi 14 George V, chapitre 35, est modifiée:

a. En y ajoutant, à la fin du premier alinéa, les mots suivants: "tel que remplacé par la section 2 de la loi 15 George V, chapitre 115, dont les dispositions s'appliqueront, *mutatis mutandis*.";

b. En en retranchant le second alinéa.

Validation de
certains rôles.

5. Les rôles d'évaluation, faits par ordre des autorités municipales ou des autorités scolaires et qui ont servi de base aux rôles de perception, et les rôles de perception de taxes scolaires, préparés par les corporations scolaires qui ont été annexées depuis dix ans à la Commission des écoles catholiques de Montréal, sont déclarés valides et en vigueur et avoir été valides et en vigueur depuis leur confection, nonobstant tout défaut de formalités. Il n'existe, pour cause d'informalités ou d'irrégularités de ces rôles, aucune action en répétition de sommes d'argent payées à raison de ces rôles d'évaluation et de ces rôles de perception.

Actions et
jugements ne
pouvant être
contestés.

Toute action intentée et tout jugement obtenu par la Commission des écoles catholiques de Montréal ou par l'une de ces commissions ainsi annexées, et se rapportant à des taxes scolaires imposées en vertu des rôles ci-dessus mentionnés, ne peuvent être l'objet d'aucune contestation, à raison d'informalités ou d'irrégularités de ces rôles. La présente section n'affectera pas les droits que peuvent avoir les contribuables de contester lesdits rôles pour évaluation exagérée ou toutes questions touchant le mérite et non la procédure ou les formalités seulement.

Droits sauve-
gardés.

Emprunts et
dispositions
qui s'y appli-
quent.

6. Les emprunts contractés par la Commission des écoles catholiques de Montréal sous l'autorité des lois 10 George V, chapitre 39; 11 George V, chapitre 49; 12 George V, chapitre 48, et 14 George V, chapitre 35, forment partie des obligations scolaires de la cité de Mont-

réel, et les dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, section 3, y ont été valablement appliquées.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 44

LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT LES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

ATTENDU que les commissaires catholiques de la Préambule.
commission d'éducation chargée spécialement d'étudier l'extension des pouvoirs de la Commission des écoles catholiques de Montréal ont fait certaines suggestions dans le rapport qu'ils ont transmis au gouvernement le 27 décembre 1924;

Attendu qu'il y a lieu de donner suite aux suggestions et recommandations faites par ces commissaires et d'autrement modifier la loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

A ces causes, Sa Majesté de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la loi 7 George V, chapitre 28, 7 Geo. V, c. 28, s. 5, remp.
tel que modifié par la loi 11 George V, chapitre 49, section 5, est remplacé par le suivant:

"5. Le bureau central est composé de sept membres, Composition du bureau central.
deux prêtres et cinq laïques, choisis parmi les catholiques romains.

Le lieutenant-gouverneur en conseil et l'archevêque Nomination des membres.
de l'archidiocèse de Montréal nomment respectivement deux membres du bureau central. La cité de Montréal en nomme un ainsi que la commission administrative de l'Université de Montréal. L'autre membre est nommé par les membres des commissions de district, de la manière ci-après indiquée. Ce membre doit être une Qualité du membre laïque.
personne laïque versée dans les matières d'éducation et les connaissances pédagogiques et ne faisant pas déjà partie d'une commission de district.

Le mode de nomination prévu dans la présente section Époque des nominations.
prendra effet le premier juillet, mil neuf cent vingt-cinq."

7 Geo. V, c. 28, s. 11, mod. **2.** L'article 11 de la loi 7 George V, chapitre 28, est modifié en y ajoutant, après le deuxième alinéa, le suivant:

Qualité des membres. "Ces membres doivent être des personnes versées dans les matières d'éducation et les connaissances pédagogiques."

7 Geo. V, c. 28, ss. 14, 15, remp. **3.** Les articles 14 et 15 de la loi 7 George V, chapitre 28, sont remplacés par le suivant:

Époque de la nomination des membres, par le bureau central. "**14.** Les membres du bureau central et des commissions de district, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal, la cité de Montréal et la commission administrative de l'Université de Montréal doivent être nommés avant le 1er juin de l'année dans laquelle une nomination est nécessaire.

Id., par les commissions de district. "**15.** Le membre du bureau central choisi par les commissaires de district est nommé à une session conjointe des membres des commissions de district, qui doit être tenue avant le 15 juin de l'année dans laquelle une nomination est nécessaire."

7 Geo. V, c. 28, s. 24, mod. **4.** Le paragraphe 6 de l'article 24 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par la loi 10 George V, chapitre 39, section 4, est remplacé par le suivant:

Registre. "**6.** De comptabiliser toutes les opérations de la corporation, et de tenir les livres et registres nécessaires à la préparation des rapports comptables ou financiers et à la compilation de la statistique scolaire, le tout suivant les formules déterminées par le surintendant de l'instruction publique."

7 Geo. V, c. 28, s. 27, ab. **5.** L'article 27 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par les lois 10 George V, chapitre 39, section 5, et 11 George V, chapitre 49, section 6, est abrogé.

Id., s. 28, mod. **6.** L'article 28 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par les lois 10 George V, chapitre 39, section 7, et 11 George V, chapitre 49, section 7, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 9, 13 et 14 par les suivants:

Procès-verbaux. "**9.** De faire inscrire, dans un registre affecté à cet objet, les procès-verbaux de ses séances, qui doivent être signés par le président et par le directeur-secrétaire de chaque commission, conformément aux dispositions de l'article 2707 des Statuts refondus, 1909, et de transmettre au secrétaire-général et trésorier du bureau central, dans les huit jours qui suivent ces séances,

copie complète de ces procès-verbaux certifiée par le directeur-secrétaire;

"13. De faire toutes représentations et suggestions Suggestions. au bureau central relativement au choix des terrains nécessaires pour les emplacements de ces écoles et résidences, à la construction de ses maisons d'école, résidences et de leurs dépendances, à l'achat du mobilier scolaire, à la location temporaire et à l'acceptation de l'usage gratuit de maisons ou autres bâtiments ayant les conditions requises par les règlements du comité catholique du conseil de l'instruction publique, pour y tenir des écoles;

"14. De s'adjoindre, permanemment ou temporaire- Régisseurs. ment, des régisseurs pour lui aider à administrer, à réparer, chauffer et nettoyer les maisons d'école et tenir en bon état les biens meubles et immeubles appartenant à la corporation, sous la direction du bureau central."

7. Le paragraphe 19 de l'article 28 de la loi 7 George V, chapitre 28, est abrogé. 7 Geo. V, c. 28, s. 28, § 19, ab.

8. L'article 28 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par les lois 10 George V, chapitre 39, section 7, et 11 George V, chapitre 49, section 7, est de nouveau modifié en en remplaçant le paragraphe 10 par le suivant: Id., s. 28, § 10, remp.

"10. De tenir tels livres et registres comptables prescrits par le bureau central et de lui transmettre de la manière et suivant les formules déterminées par ce dernier, tous rapports, pièces justificatives et renseignements nécessaires à la comptabilité et à la compilation des statistiques." Livres et registres.

9. L'article 29 de la loi 7 George V, chapitre 28, est 7 Geo. V, c. 28, s. 29, remp. remplacé par le suivant:

"29. Les dépenses à encourir pour l'acquisition de terrains, construction de maisons d'école, réparations, achat de mobilier et de matériel scolaire, achat de maisons d'écoles, améliorations, construction de résidences pour le personnel enseignant, location temporaire de maisons ou bâtiments et autres dépenses en général, ne sont effectuées que par le bureau central. Dépenses à encourir, etc.

Un comité est constitué, composé de quatre membres du bureau central et d'un membre de chacune des commissions de district nommés à la première assemblée régulière tenue par ces divers corps, après le 1er juillet prochain, 1925, et ensuite tous les deux ans à la même époque et pour un terme de deux ans. Constitution d'un comité conjoint.

Secrétaire. Le secrétaire-général et trésorier du bureau central est le secrétaire de ce comité conjoint.

Devoirs du comité. Ce comité conjoint étudie les demandes des commissions de district pour achat de mobilier et de matériel scolaires, de combustible, de menus articles d'entretien, et toute autre question que peut lui soumettre le bureau central à qui il fait rapport de ses conclusions et recommandations."

7 Geo. V, c. 28, s. 35, remp. **10.** L'article 35 de la loi 7 George V, chapitre 28, est remplacé par le suivant:

Règlements applicables aux quatre commissions. "35. Afin qu'il y ait uniformité dans la pratique et la méthode des quatre commissions de district sur des questions qui relèvent de leur compétence, le bureau central, sur recommandation du comité conjoint, a le pouvoir d'adopter les règlements qu'il juge opportuns pour assurer cette uniformité. Ces règlements sont obligatoires pour les quatre commissions de district."

63 V., c. 99, s. 5, mod. **11.** La section 5 de la loi 63 Victoria, chapitre 99, telle que remplacée par la loi 2 George V, chapitre 27, section 2, est modifiée en y ajoutant l'alinéa suivant:

Double indemnité. "Les membres faisant partie du comité conjoint ont droit à une double indemnité de commissaire."

Restriction aux pouvoirs des commissions pendant un certain temps. **12.** Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin 1925, les quatre commissions de district ne doivent faire que des actes d'administration courante, le tout en conformité des règlements actuellement en vigueur et dans les limites des crédits accordés par le bureau central."

Entrée en vigueur. **13.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 31

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA LONGUE- POINTE, DANS LE COMTÉ D'HOCHELAGA, À LA MUNI- PALITÉ SCOLAIRE DE LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans leur intérêt et dans celui de la Commission des

écoles catholiques de Montréal, que leur municipalité scolaire soit annexée à celle de ladite commission et qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La municipalité scolaire de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Annexion de certain territoire à Montréal, pour fins scolaires.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission. Effet de l'annexion.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour, de sa sanction. Entrée en vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE ÉMARD À CELLE DE LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que certains contribuables de la municipalité de la ville Émard, dans les divisions électorales de Jacques-Cartier et de Westmount, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans leur intérêt que leur municipalité scolaire soit annexée à celle de la commission des écoles catholiques de Montréal et qu'il est à propos d'accéder à leur demande; Preamble.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La municipalité scolaire de la ville Émard, dans les divisions électorales de Jacques-Cartier et de Westmount, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Annexion.

Conséquences de l'annexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Émard, dans les divisions électorales de Jacques-Cartier et de Westmount, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Droit de discuter les réclamations.

3. Sans préjudice des recours aux tribunaux appartenant à tout créancier lésé, la commission des écoles catholiques de Montréal pourra discuter, admettre ou rejeter toute réclamation dont le paiement lui sera demandé comme successeur de la commission scolaire de la ville Émard, nonobstant toute reconnaissance ou résolution de cette corporation ou de ses officiers.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 40

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE SAINT-MARC DE MONTRÉAL, À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1916)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Marc de Montréal dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité, en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. La municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Marc de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Effet de l'annexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et

obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Marc de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 41

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU PARC AMHERST À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité du Parc Amherst, dans le comté de Laval, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité en particulier, que cette dernière soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande; Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La municipalité scolaire du Parc Amherst, dans le comté de Laval, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Annexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Parc Amherst, dans le comté de Laval, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission. Effet de l'annexion.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE SAINT-ANSELME, DANS LE COMTÉ DE MAISONNEUVE, À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans leur intérêt, dans celui de la cause de l'instruction publique en général et dans celui de la Commission des écoles catholiques de Montréal, que leur municipalité scolaire soit annexée à celle de ladite commission, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion

1. La municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Effet de l'annexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Anselme, dans le comté de Maisonneuve, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 43

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-ZOTIQUE DE MONTRÉAL À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Zotique de Montréal, dans le comté de Montréal-Hochelaga,

ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité, en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Zotique de Montréal, dans le comté de Montréal-Hochelaga, est annexée à la municipalité scolaire de Montréal, sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Annexion à la municipalité scolaire de Montréal.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Zotique de Montréal, dans le comté de Montréal-Hochelaga, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Effet de l'annexion.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 44

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE TÉTREAULTVILLE DE MONTRÉAL, DANS LE COMTÉ DE LAVAL, À CELLE DE LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Tétreaulville de Montréal, dans le comté de Laval, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité, en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, de Québec, décrète ce qui suit :

Annexion à la
municipalité
scolaire de
Montréal.

1. La municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal dans le comté de Laval, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Effet de l'an-
nexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, dans le comté de Laval, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour, de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 65

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE MAISONNEUVE, MAINTENANT CITÉ DE MAISON- NEUVE, DANS LE COMTÉ DE MAISONNEUVE, À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

Préambule.

ATTENDU que MM. Hubert Desjardins, manufacturier; M. Lefebvre, médecin; L.-P. Gates, J.-A. Bélair, Joseph Trudel, Trefflé Bleau, Octave Germain, J.-E. Milette, Agapit Legault, Elzéar Dansereau, Charles Bélanger, Thomas Debien, Magloire, Labrecque, J.-A. Gagnon et Alfred Laurence, contribuables de la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, ont par leur pétition représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité en particulier, que cette dernière soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Attendu qu'il ont démontré qu'une direction unique assurera plus d'efficacité à l'enseignement donné aux élèves et à l'administration des deniers que sont appelés à payer les contribuables pour leurs écoles;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, est annexée à la municipalité scolaire de Montréal, sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Annexion à la com. des écoles cath. de Montréal.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Maisonneuve, maintenant cité de Maisonneuve, dans le comté de Maisonneuve, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission. Commission substituée.

3. L'émission de débetures faite par la Commission scolaire de la ville de Maisonneuve, par sa résolution du 8 juin 1915, est annulée; mais la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à emprunter une somme n'excédant pas huit cent mille piastres pour les fins scolaires de la commission annexée. Emprunt autorisé.

NOTE.—Voir 8 Geo. V, c. 37, s. 3.

4. Le conseil de la cité de Maisonneuve devra, avant le 1er novembre de chaque année, imposer la taxe annuelle scolaire sur les propriétés imposables pour fins scolaires. Cette taxe, dont le montant devra être de cinquante centins dans le cent piastres, sera perçue par la cité de Maisonneuve pour être ensuite remise à la cité de Montréal pour le bénéfice de la Commission des écoles catholiques de Montréal, pour la partie qui revient à cette dernière, et pour l'autre partie, aux Syndics des écoles dissidentes de la cité de Maisonneuve. Taxe imposée par la cité de Maisonneuve.

NOTE.—Voir 8 Geo. V, c. 37, s. 4.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

6 GEORGE V, CHAPITRE 66

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE LA CÔTE-DE-LA-VISITATION DE MONTRÉAL À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Côte-de-la-Visitation, de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction Préambule.

publique en général et de leur municipalité en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal; et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion à la com. des écoles cath. de Montréal.

1. La municipalité scolaire du village de la Côte de la Visitation de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Effet de l'annexion.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Côte de la Visitation de Montréal, dans les comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 67

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DISTINCTE DE LA PAROISSE DE SAINT-MICHEL-ARCHANGE DE MONTRÉAL, À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires catholiques des écoles séparées de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal ont, par leur pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général et de leur municipalité en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion à la com. des écoles de Montréal.

1. La municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle

de la Commission des écoles catholiques de Montréal, excepté, cependant, les parties de territoire de ladite municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange qui sont comprises dans les limites des municipalités scolaires de Saint-Viateur d'Outremont et de Sainte-Madeleine d'Outremont, lesquelles parties de territoire seront, sujet aux dispositions de l'article 2596 des Statuts refondus, 1909, annexées aux susdites municipalités dans lesquelles elles sont comprises respectivement.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire distincte de la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission. Commission substituée.

Les lois 6 Édouard VII, chapitre 86, et 2 George V, 6 Éd. VII, c. 86, et 2 Geo. V, c. 80, ab. chapitre 80, sont abrogées.

3. La présente loi entrera en vigueur le 1er juillet 1916, mais d'ici là, les commissaires scolaires de Saint-Michel-Archange ne pourront contracter aucune nouvelle obligation. Entrée en vigueur.

6 GEORGE V, CHAPITRE 68

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-ÉDOUARD À CELLE DE LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Édouard, dans les divisions électorales de Montréal-Dorion et Montréal-Laurier, ont par leur pétition, représenté qu'il est de leur intérêt, de celui de la cause de l'instruction publique en général et de celui de la Commission des écoles catholiques de Montréal, que leur municipalité scolaire soit annexée à celle de ladite commission, et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande; Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. La municipalité scolaire de Saint-Édouard, dans les divisions électorales de Montréal-Dorion et Montréal-Laurier, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Commission substituée.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Édouard, dans les divisions électorales de Montréal-Dorion et Montréal-Laurier, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entra en vigueur le premier juillet 1916, mais, d'ici là, la municipalité scolaire de Saint-Édouard ne pourra contracter aucune nouvelle obligation.

6 GEORGE V, CHAPITRE 69

LOI ANNEXANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE VILLERAY À CELLE DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

Préambule.

ATENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga, ont par leur pétition représenté qu'il est dans l'intérêt de la cause de l'instruction publique en général, et de leur municipalité, en particulier, qu'elle soit annexée à celle de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. La municipalité scolaire du village de Villeray, dans le comté d'Hochelaga, est annexée à la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Commission substituée.

2. A compter de la date de l'annexion, la Commission des écoles catholiques de Montréal sera aux droits et obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Villeray, dans le comté

d'Hochelaga, et l'actif et le passif de ces derniers seront consolidés avec l'actif et le passif de ladite commission.

3. La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1916, mais, d'ici là, la Commission scolaire du village de Villeray ne pourra contracter aucune nouvelle obligation. Entrée en vigueur.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 23

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

ATTENDU que les quartiers Laurier et de Lorimier ont été annexés à la cité de Montréal pour les fins municipales, mais non pour les fins scolaires, et Preamble.

Attendu qu'il convient que lesdits quartiers soient en ce qui concerne tous les protestants qui y résident ou y possèdent des propriétés, ajoutés à, et forment partie de la municipalité scolaire sous le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. A compter du premier jour de juillet 1910, les quartiers Laurier et de Lorimier de la cité de Montréal seront, en ce qui concerne tous les protestants qui y résident ou y possèdent des propriétés, ajoutés à, et formeront partie de la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et les bureaux d'écoles protestantes desdits quartiers cesseront d'exister si ce n'est pour la liquidation de leurs affaires; et tous les droits, propriétés, dettes et obligations desdits bureaux seront dévolus à, et assumés par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, pourvu toutefois, que rien dans la présente loi ne prive aucune personne, qui à la date de cette annexion était créancière de l'un ou de l'autre desdits bureaux, d'aucun droit, remède, privilège ou recours qu'elle aurait eu ou qu'elle aurait pu exercer si la présente loi n'était pas entrée en vigueur. Quartiers Laurier et de Lorimier de Montréal, en ce qui concerne les protestants, forment partie de la commission scolaire protestante de Montréal.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 28

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

Préambule.

ATTENDU que le territoire sous la juridiction des Syndics d'écoles de la municipalité de la Côte Visitation, dans le comté d'Hochelaga, a été annexé à la cité de Montréal pour les fins municipales mais non pour les fins scolaires; et

Attendu qu'il convient que ledit territoire soit, en ce qui concerne tous les protestants qui y résident ou y possèdent des propriétés, ajouté à, et forme partie de la municipalité scolaire sous le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion de
certains terri-
toires à la
cité de Mont-
réal, pour fins
scolaires.

1. A compter du premier jour de juillet 1911, le territoire jusqu'à présent sous la juridiction des syndics d'écoles de la municipalité de la Côte Visitation, dans le comté d'Hochelaga, savoir: le quartier Rosemont, de la cité de Montréal, cette partie du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, annexée en vertu de la section 1a de la loi 8 Édouard VII, chapitre 85, et la partie du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal, annexée en vertu du règlement No 353 de la cité de Montréal, adopté le 2 avril 1906, sera, en ce qui concerne tous les protestants qui y résident ou y possèdent des propriétés, ajouté à, et formera partie de la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et lesdits syndics d'écoles de la municipalité de la Côte Visitation cesseront d'exister, si ce n'est pour la liquidation de leurs affaires; et tous les droits, propriétés, dettes, et obligations de ladite corporation scolaire seront dévolus à, et assumés par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, pourvu toutefois que rien dans la présente loi ne prive aucune personne qui, à la date de cette annexion, était créancière de ladite corporation, d'aucun droit, remède, privilège ou recours qu'elle aurait eu ou qu'elle aurait pu exercer si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

NOTE.— Voir 3 Geo. V, c. 29, s. 4.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté par sa pétition, qu'il importe qu'une loi soit passée pour autoriser ledit bureau à émettre des obligations ou débentures additionnelles, en régler le montant, le mode d'émission, et pour déterminer les pouvoirs dudit bureau quant à l'achat et à la vente de propriétés et pour diverses autres fins; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à émettre des obligations, débentures ou actions inscrites additionnelles payables, capital et intérêt, en cours canadien, anglais ou étranger, pour un montant n'excédant pas un million de piastres, lesdites obligations ou débentures payables, quant au principal, en trente ans à compter de la date de l'émission, portant intérêt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année, avec le fonds d'amortissement nécessaire pour racheter lesdites obligations à leur échéance; les obligations seront datées du 1er janvier 1912; et lesdits commissaires sont autorisés à réserver la somme nécessaire pour payer ledit intérêt avec fonds d'amortissement.

2. Ces obligations ou débentures additionnelles seront émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53.

3. Les dispositions de la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 30, s'appliqueront, pour le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, à toute émission d'obligations, de débentures ou d'actions inscrites, faite par ledit bureau ou directement de sa part afin de se procurer des capitaux pour l'achat d'emplacements scolaires et l'érection de maisons d'école.

Émission d'obligations par la cité de Montréal, pour le bureau.

4. A cette fin le Bureau des commissaires d'écoles protestants pourra adopter une résolution priant la cité de Montréal d'émettre directement et de vendre au nom dudit bureau, des obligations ou actions inscrites de la cité, au montant de un million de piastres.

Ventes immobilières, autorisées.

5. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à vendre toute propriété foncière ou immobilière lui appartenant, sujet seulement à l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil, et l'article 2726 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliquera plus à l'avenir au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Disposition non applicable.

NOTE.—Voir 4 Geo. V, c.28, s. 5.

Achats d'emplacements scolaires.

6. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal pourra, avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil, obtenir des capitaux pour l'achat d'emplacements scolaires, de maisons d'école et de dépendances, en consentant au transfert en faveur de tierces personnes, des droits des vendeurs non payés que la propriété ainsi achetée se trouve ou non dans les limites du territoire soumis au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Perception de certains arrérages de taxes scolaires.

7. Tous les arrérages de taxes scolaires protestantes restant actuellement dues dans l'ancienne municipalité de la Côte des Neiges doivent être perçus par le trésorier de la cité, sans néanmoins engager en quoi que ce soit la responsabilité de ladite cité et être payés au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

32 V., c. 16, s. 29, §3, remp. pour la cité de Montréal. Contenu de la liste No 3.

8. La sous-section 3 de la section 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, est remplacée, pour la cité de Montréal, par la suivante:

"3. La liste numéro trois comprendra la propriété foncière appartenant à des corporations ou à des compagnies constituées en corporation et sujettes à la taxe, en vertu de la présente loi, ou à des personnes qui n'appartiennent ni à la religion catholique ni à la religion protestante ou juive ou dont la religion n'a pu être connue, ou en parties ou conjointement à des personnes appartenant, les unes à la religion catholique et les autres à la religion protestante, ou à des maisons de commerce ou sociétés commerciales qui n'auront pas dé-

claré, par leur agent ou un de leurs membres, leur désir d'être inscrites sur la première ou sur la deuxième liste."

9. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à créer un fonds de pension au profit des instituteurs et institutrices et autres personnes qui sont à son service; et à établir les règles et les règlements qui le régiront, sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil. Fonds de pension.

10. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à construire un passage souterrain en-dessous de la ruelle qui se trouve entre les rues Université et Shuter, dans la cité de Montréal, afin de relier la nouvelle *high school*, qui se propose de construire sur l'ancienne rue, avec l'usine dynamique qui doit y être érigée, et aussi à pratiquer des entrées sur les deux propriétés, donnant accès à la ruelle susdite; le tout sujet à l'approbation de la cité de Montréal. Passage souterrain, etc.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionné le 21 décembre 1912)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté, par sa pétition, qu'il importe qu'une loi soit passée pour autoriser ledit bureau à émettre des obligations ou débentures additionnelles, en régler le montant et le mode d'émission, pour mettre sous la juridiction dudit bureau un certain territoire qui n'y a pas été soumis jusqu'à présent; et Préambule.

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à émettre des obligations. Emission d'obligations.

à émettre des obligations ou débentures additionnelles pour un montant n'excédant pas cinq cent mille piastres, lesdites obligations ou débentures payables, quant au principal, en trente ans à compter de la date de l'émission, portant intérêt à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par année, avec le fonds d'amortissement nécessaire pour racheter lesdites obligations à leur échéance; les obligations seront datées du 1er janvier 1913; et lesdits commissaires sont autorisés à réserver la somme nécessaire pour payer ledit intérêt et pour pourvoir au fonds d'amortissement.

Dispositions
applicables.

2. Ces obligations ou débentures additionnelles seront émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53.

Forme des
obligations.

3. Lesdites obligations ou débentures seront de la forme suivante, qui est, par la présente loi, déclarée légale et valide à toutes fins que de droit, et conférant à l'acquéreur d'icelles tous les droits et privilèges ci-devant reconnus par la loi.

EMPRUNT DE CINQ CENT MILLE PIASTRES

\$1,000.00

No.....

BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

Paiement du principal et de l'intérêt prévu et devant sa faire par la cité de Montréal, en vertu des lois de la Législature de la province de Québec.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal promet de payer au porteur des présentes, au bureau du trésorier, dans la cité de Montréal, le premier jour de janvier, mil neuf cent quarante-trois (1943), sur présentation et remise de la présente obligation, la somme de mille piastres (\$1,000.00), en monnaie d'or du poids et du titre actuel, pour valeur reçue.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera aussi, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet de chaque année, jusqu'au rachat final de la présente obligation, l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par année, sur présentation au même endroit, des coupons correspondants, tels qu'annexés aux présentes:

La cité de Montréal est tenue, en vertu de la loi, de retenir, à même les produits annuels des taxes scolaires de la cité, une somme suffisante pour payer l'intérêt et

former un fonds d'amortissement pour le paiement de ces obligations, à leur échéance, et le porteur de la présente obligation aura le droit de réclamer, de la cité de Montréal, le paiement du capital et de l'intérêt à leur échéance.

La présente obligation est l'une des cinq cents (500) obligations de mêmes teneur, date et effet, et émises en vertu de lois de la Législature de la province de Québec et d'une résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, adoptée à une réunion dudit bureau, dûment convoquée et tenue le dixième jour d'octobre, mil neuf cent douze (1912).

En foi de quoi le sceau dudit bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est apposé aux présentes et le président ainsi que le trésorier y ont apposé leurs signatures à Montréal, ce jour de 1912.

Treasurer.

Président.

COUPON

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera au porteur des présentes vingt-deux piastres et cinquante cents, le

de la cité, à Montréal, sur remise du présent coupon,
étant l'intérêt semi-annuel sur l'obligation No

Trésorier.

Président.

La corporation de la cité de Montréal reconnaît avoir pris connaissance de l'obligation susdite conformément aux lois dont il y est question.

Trésorier de la cité.

4. A compter du premier jour de juillet 1913, toute cette partie du territoire comprise dans le quartier Saint-Denis de la cité de Montréal et non mentionné, dans la loi 1 George V (2e session), chapitre 28, section 1, sera, en ce qui concerne tous les protestants qui y résident ou y possèdent des propriétés, ajouté à, et formera partie de la municipalité scolaire sous la juridiction et le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et les syndics de la municipalité scolaire du parc Amherst cesseront d'avoir pou-

Annexion
d'un certain
territoire.

Proviso. voir ou juridiction sur ledit territoire, et tous les droits, propriétés, dettes et obligations desdits syndics d'écoles seront dévolus à, et assumés par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, pourvu toutefois que rien dans la présente loi ne prive aucune personne qui, à la date de cette annexion, était créancière de ladite corporation, d'aucun droit, remède, privilège ou recours qu'elle aurait eu ou pu exercer si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

Annexion du quartier Bordeaux.

5. Le territoire jusqu'à présent connu et désigné sous le nom de quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, de même que tout territoire qui pourrait y être annexé pour fins municipales, avant le premier jour de juillet 1913, formera, à compter de la date susdite et pour fins scolaires chez les protestantes seulement, partie du territoire du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et sera sujet à la juridiction et au contrôle dudit bureau.

Syndics du Sault-au-Récollet, etc.

6. A compter du premier juillet 1913, les syndics d'écoles dissidentes du Sault-au-Récollet et de Saint-Laurent cesseront d'avoir juridiction sur le territoire décrit dans la section précédente, pourvu que tous leurs droits et obligations corporatifs se rattachant au territoire susdit, soient dorénavant dévolus au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et que lesdits transfert et annexion dudit territoire n'affectent ou ne fassent disparaître en aucune manière aucun droit ou action en faveur desdits syndics ou contre ces derniers, lesquels droit ou action, dans la mesure ci-dessus indiquée, profiteront dès lors audit Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, ou seront à sa charge.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté, par sa pétition, qu'il convient d'adopter une loi autori-

sant ledit bureau à émettre des obligations ou débentures additionnelles, régler le montant et le mode de cette émission, régulariser son titre à certaines propriétés, décréter que sur l'annexion à son territoire de toute commission de syndics d'écoles dissidentes, cette propriété sera dévolue au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

Attendu que par actes passés devant Cushing, N. P., le 22ième jour de septembre 1904 et le 7ième jour de février 1908, certaines ventes et échanges ont été effectués sans que les formalités concernant les ventes à l'enchère aient été remplies et qu'il est nécessaire de les ratifier;

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal reçoit, par la présente loi, l'autorisation et le pouvoir d'émettre des obligations ou débentures additionnelles jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas un million de piastres, lesdites obligations ou débentures payables, en ce qui regarde le capital, dans trente ans à compter de la date de leur émission, et portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année avec le fonds d'amortissement nécessaire pour le rachat desdites obligations ou débentures à leur échéance; les obligations ou débentures devant être datées du premier janvier mil neuf cent quatorze. Lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à réserver la somme qui peut être nécessaire pour payer lesdits intérêt et fonds d'amortissement.

Emissions
d'obligations
additionnelles,
etc.

2. Ces obligations ou débentures additionnelles seront émises en conformité de la loi 54 Victoria, chapitre 53.

Dispositions
applicables.

3. Lesdites obligations ou débentures seront suivant la même formule que celle autorisée par la loi 3 George V, chapitre 29, sauf les changements nécessaires quant au montant de l'émission, à leur date et à leur intérêt.

Forme des
obligations.

4. A compter de la date de la sanction de la présente loi, le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal aura et possédera, à toutes fins et intentions, un titre bon et valable à tous les biens me-

Attribution
des biens des
municipalités
annexées.

bles et immeubles appartenant auparavant à toutes corporations de syndics d'écoles dissidentes qui ont été annexées audit bureau.

Validation
de certains
actes.

5. Les deux actes devant Charles Cushing, notaire, passés entre le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et *The Westmount Amateur Athletic Association*, le remier étant un acte de vente en date du 22 septembre 1904, et le second, un acte d'échange en date du 7 février 1908, sont, par la présente loi, déclarés, nonobstant les dispositions de toute loi ou de tout statut jusqu'ici en vigueur, bons, valides, légaux et obligatoires.

2 Geo. V, c.
28, s. 5, appli-
cable à cer-
taines trans-
actions.

Les dispositions de la loi 2 George V, chapitre 28, section 5, sont, par la présente loi, déclarées rétroactives et sont réputées s'appliquer à toutes ventes, promesses de ventes, transports ou échanges de propriétés, réelles ou immobilières, de quelque nature que ce soit, jusqu'ici ou par la suite faits par ledit bureau.

Biens dévou-
lus au bureau.

6. A compter de la sanction de la présente loi, sur l'annexion au territoire du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, par la loi de la Législature ou arrêté ministériel, du territoire de toute commission de syndics d'écoles dissidentes, les propriétés mobilières et immobilières de ces syndics d'écoles dissidentes deviendront et seront dévolues au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Annexion du
quartier
Longue-
Pointe.

7. A compter du premier juillet 1914, tout le territoire alors compris dans le quartier de la Longue-Pointe de la cité de Montréal sera, pour toutes fins scolaires protestantes, annexé à et formera partie de la municipalité scolaire protestante de Montréal.

Annexion de
certains ter-
ritoires à
d'autres mu-
nicipalités.

8. A compter de la sanction de la présente loi, tout territoire qui sera détaché de la cité de Montréal pour des fins municipales et qui jusque-là aura formé partie de la municipalité scolaire protestante de Montréal, sera détaché *ipso facto* de ladite municipalité scolaire, et dès lors, pour les fins scolaires protestantes, formera partie du territoire de la municipalité à laquelle il sera annexé pour les fins municipales.

Droits ac-
quis, sauve-
gardés.

9. Rien de contenu dans la présente loi ne prive une personne qui, lors d'une annexion en vertu d'icelle, était créancière d'aucun desdits bureaux de syndics des écoles

dissidentes, de droits, privilèges ou recours qu'elle aurait pu avoir ou qu'elle aurait pu exercer si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté, par sa pétition, qu'il importe qu'une loi soit passée pour autoriser ledit bureau à émettre des obligations ou débentures additionnelles, en régler le montant et pour mettre sous la juridiction dudit bureau un certain territoire formant partie du quartier Bordeaux de la cité de Montréal; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Les sections 1, 2 et 3 ont été abrogées par la loi 6 Geo. V, c. 64, s. 2.

4. Cette partie du territoire comprise dans les limites du quartier Bordeaux de la cité de Montréal, qui a été annexée pour fins municipales à la cité de Montréal, en vertu de la section 2 de la loi 4 George V, chapitre 73, et qui y a été décrite comme la partie de la paroisse de Saint-Laurent comprenant les lots numéros 633 et 634 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent, formera, à toutes fins que de droit partie du territoire de la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal, et devra être considérée comme ayant fait ainsi partie de tel territoire depuis le premier janvier 1915. Annexion d'un certain territoire.

5. Toutes actions, quelle qu'en soit la nature, accomplies par ledit bureau ou l'un de ses officiers, employés ou agents, conformément aux termes ou aux exigences de la présente loi, depuis le premier janvier 1915, sont, Interprétation.

par les présentes, déclarées avoir force et vigueur de la même manière et au même effet que si la présente loi avait alors été en vigueur.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 64

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est à propos d'édicter une loi pour annuler certaines obligations qu'il a émises et pour l'autoriser à émettre suivant la formule indiquée d'autres obligations à leur place; pour lui conférer le droit d'emprunter de l'argent et donner pour cet emprunt certaine garantie collatérale; et, attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annulation
de certaines
obligations
non encore
vendues.

1. Cette partie des obligations du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, émises en conformité et sous l'autorité de la loi 4 George V, chapitre 28, et non encore vendue, savoir, une balance dont les numéros sont les suivants: 3096 à 3371, inclusivement; 3394 à 3407 inclusivement; et 3486 à 3595 inclusivement, et d'une valeur nominale de quatre cent mille piastres, est, par la présente loi, résiliée et annulée et le pouvoir d'emprunt qu'elle confère est réduit à la somme de six cent mille piastres.

5 Geo. V, c.
39, ss. 1, 2 et
3, ab.

2. Les sections 1, 2 et 3 de la loi 5 George V, chapitre 39, sont par la présente loi abrogées.

Émission
d'obligations
additionnel-
les, et fonds
d'amortisse-
ment.

3. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal reçoit par la présente loi l'autorisation et le pouvoir d'émettre des obligations ou débentures additionnelles, jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas six cent cinquante mille piastres, datées le premier janvier 1916 et payables, quant au capital, dans trente ans à compter de la date de leur émission,

portant intérêt au taux n'excédant pas six pour cent par année, et comportant le fonds d'amortissement nécessaire au rachat desdites obligations ou débentures à l'échéance; le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est autorisé à réserver la somme d'argent qui peut être nécessaire pour payer cet intérêt et ce fonds d'amortissement.

4. Ces obligations ou débentures additionnelles, ^{Mode de l'émission.} sauf en ce qui regarde le taux de l'intérêt payable sur icelles, devront être émises conformément à la loi 54 Victoria, chapitre 53.

5. Lesdites obligations ou débentures seront d'après ^{Forme des obligations.} la formule suivante, qui, pourvu qu'elle soit complétée en remplissant les blancs qui s'y trouvent, est par la présente loi déclarée légale et valide à toutes fins et intentions.

EMPRUNT DE

PIASTRES

\$1,000.00

No.

BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

Paiement du capital et de l'intérêt pourvu et payable par la cité de Montréal en vertu des lois de la Législature de la province de Québec.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, promet payer au porteur, au bureau du trésorier de la cité, dans la cité de Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, dans la cité de New York, au choix du porteur, le jour de sur présentation et remise de cette obligation, la somme de mille piastres (\$1,000.00) en monnaie d'or du poids et du titre actuels, pour valeur reçue.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera aussi, le premier jour de janvier et de juillet, chaque année, jusqu'au rachat final de la présente obligation, l'intérêt au taux de pour cent (..... %) par an, sur présentation au même endroit des coupons véritables, tels que ci-annexés.

La cité de Montréal est tenue par la loi, de retenir entre ses mains, à même les produits annuels des taxes scolaires de la cité, une somme suffisante pour payer l'intérêt et constituer un fonds d'amortissement pour le remboursement de ces obligations à l'échéance, et le porteur de la présente obligation aura le droit de récla-

mer de la cité de Montréal le paiement du capital et de l'intérêt lorsqu'il seront dus.

Cette obligation fait partie de _____ de mêmes teneur, date et effet et émises sous l'autorité des lois de la Législature de la province de Québec et d'une résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, adoptée à une assemblée dudit bureau dûment convoquée et tenue le jour de _____

En foi de quoi, le sceau dudit Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a été apposé aux présentes et lesdites présentes ont été signées par le président et le trésorier à Montréal, ce jour de _____

Trésorier.

Président.

La corporation de la cité de Montréal reconnaît avoir reçu signification de l'obligation qui précède en conformité des lois dont il y est fait mention.

Trésorier de la cité.

COUPON

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera au porteur

piastres (\$) le

jour de _____ au bureau du trésorier de la cité, à Montréal ou à l'agence de la Banque de Montréal dans la cité de New-York, au choix du détenteur, sur remise de ce coupon, la moitié de l'intérêt annuel sur l'obligation numéro.....

Trésorier.

Président.

**Emprunts
temporaires.**

6. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, est, par la présente loi, autorisé à emprunter de l'argent, de temps à autre, selon qu'il sera à propos, sur billets promissoires ou autrement, et, comme garanties collatérales de ces emprunts ou avances, à engager ou hypothéquer ses obligations, débentures ou valeurs.

**Entrée en
vigueur.**

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 38

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Tout le territoire actuellement compris dans les limites de la cité de Montréal, et ne formant pas partie de la municipalité scolaire protestante de Montréal, est par la présente loi, pour les fins des écoles protestantes, annexé à la municipalité scolaire protestante de Montréal, et en fera dorénavant partie. Annexion d'un certain territoire.

2. A dater de la sanction de la présente loi, tout territoire, annexé ou à être annexé à la cité de Montréal, pour fins municipales, et qui jusqu'à présent n'a pas fait partie de la municipalité scolaire protestante de Montréal, deviendra *ipso facto* annexé à ladite municipalité scolaire et en fera partie. Idem.

3. Si, par l'opération des sections 1 et 2, une municipalité scolaire se trouvait dépossédée d'une partie seulement de son territoire, alors, nonobstant les sections 1 et 2, l'annexion de cette partie de territoire à celui de la municipalité scolaire protestante de Montréal, ne devra pas se faire avant qu'il en soit ainsi ordonné par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique. Annexions par le lt-gouv.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps après l'entrée en vigueur de la présente loi, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, ordonner l'annexion au territoire de la municipalité scolaire protestante de Montréal, de toute telle partie du territoire d'une municipalité scolaire faisant ainsi partie du territoire de la cité de Montréal, ou pourra, à sa discrétion, ordonner l'annexion, au territoire de la municipalité scolaire protestante de Montréal, de tout le territoire de cette municipalité scolaire adjacente dont une portion du territoire forme partie de la cité de Montréal. Municipalités adjacentes.

4. A dater de la sanction de la présente loi, advenant l'annexion au territoire de la municipalité scolaire protestante de Montréal, par acte de la Législature ou par arrêté en conseil, du territoire d'une commission Propriétés dévolues à la commission.

scolaire protestante, la propriété, mobilière et immobilière, de cette commission, reviendra et sera dévolue au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Imposition
des taxes.

5. La prochain rôle des taxes scolaires préparé par la cité de Montréal, conformément aux lois en vigueur, devra inclure les nouveaux territoires soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et situés dans les limites de ladite cité, depuis l'entrée en vigueur de la présente loi; et les taxes seront imposées à compter du premier juillet 1918, en sus des autres taxes pour l'exercice financier.

Règlements,
etc., conti-
nués.

6. Tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics, faits, passés ou consentis par les corporations qui avaient juridiction sur les territoires présentement soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et actuellement en vigueur, resteront en vigueur et conserveront leurs effets légaux, tant qu'ils n'auront pas été annulés, modifiés ou résiliés, et tant que leur objet ne sera pas accompli.

Restriction
des pouvoirs
des municipa-
lités annex-
ées.

7. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin 1918, les commissaires d'écoles de chaque municipalité scolaire dont l'existence est affectée par la présente loi ne doivent faire que les actes d'administration courante; toutes matières relatives à la construction d'une maison d'école ou à des emprunts ne peuvent être réglées que sur l'avis du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, et sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction publique.

Droits sauve-
gardés.

8. Rien dans la présente loi ne devra priver aucune personne qui, lors d'une annexion faite en vertu d'icelle, serait créancière de l'un de ces bureaux de commissaires d'écoles protestants, d'aucun droit, remède, privilège ou recours qu'elle aurait eus ou qu'elle aurait pu exercer, si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1918.

8 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL, ET AMEN-
DANT LA LOI CONCERNANT LES TAXES SCOLAI-
RES DANS LADITE CITÉ

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté par pétition que, dans la poursuite de ses opérations financières, il est nécessaire qu'il soit autorisé à émettre des obligations additionnelles au montant de neuf cent mille piastres, et a demandé une autorisation aux fins ci-dessus; Préambule.

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi confère au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal l'autorisation et le pouvoir d'émettre des obligations ou débetures additionnelles, à un montant n'excédant pas neuf cent mille piastres, lesdites obligations devant être émises sous forme de série sans aucun fonds d'amortissement, mais devenant dues en divers montants, chaque année, depuis le 1er janvier 1923 jusqu'au 1er janvier 1948, ces deux dates inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année. Émission de débetures, autorisée.

2. Ces obligations ou débetures additionnelles seront émises conformément aux termes de la loi 54 Victoria, chapitre 53, en tant qu'ils peuvent être compatibles avec leur teneur et s'y appliquer. Dispositions applicables.

3. Lesdites obligations ou débetures auront la forme suivante qui, une fois les blancs qui s'y trouvent remplis suivant les besoins, est par la présente loi déclarée légale et valide à toutes fins et intentions, et confère à l'acquéreur desdites obligations et débetures, tous les droits et privilèges y reconnus par la loi. Forme des débetures.

OBLIGATION

EMPRUNT DE NEUF CENT MILLE PIASTRES

\$1,000.00

No

Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal

Paiement du principal et de l'intérêt auxquels il a été pourvu et payables par la cité de Montréal en vertu des lois de la Législature de la province de Québec.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal promet de payer au porteur des présentes, au bureau du trésorier de la cité, dans la cité de Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, dans la cité de New-York, dans les États-Unis d'Amérique, au choix du porteur, le 1er jour de janvier 19....., sur présentation et remise de la présente obligation, la somme de mille piastres, (\$1,000.00) en monnaie d'or à son poids et titre actuels, pour valeur reçue.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera aussi le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année jusqu'au rachat final de la présente obligation, un intérêt au taux de... par cent (...%) par année sur présentation, auxdits endroits, des coupons voulus tels que ci-annexés.

La cité de Montréal est obligée par la loi de retenir, sur le produit annuel de la taxe scolaire dans la cité, une somme suffisante pour payer l'intérêt et pourvoir au rachat de ces obligations à leur échéance, et le porteur de la présente aura le droit de réclamer de la cité de Montréal le paiement du capital et de l'intérêt quand ils deviendront dus.

La présente obligation fait partie d'une émission de neuf cent (900) obligations de mille piastres (\$1,000.00) chacune, datées du 1er janvier 1918, et numérotées consécutivement de 4746 à 5645, les deux inclusivement, portant la même date et devenant dues à partir du 1er jour de janvier 1923 jusqu'au 1er jour de janvier 1948, ces deux dates inclusivement, et émises en vertu des lois de la Législature de la province de Québec, et d'une résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, adoptée à une réunion dûment convoquée et tenue le 23e jour d'octobre 1917.

EN FOI DE QUOI le sceau du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est apposé aux présentes qui ont été signées par le président et le trésorier, à Montréal, ce 1er jour de janvier 1918.

.....
Trésorier.

.....
Président.

La corporation de la cité de Montréal reconnaît avoir reçu signification de l'obligation ci-dessus conformément aux lois qui y sont mentionnées.

.....
Trésorier de la cité.

COUPON

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera au porteur des présentes.....
..... le.... jour de.....
au bureau du trésorier de la cité de Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, dans la cité de New-York, aux États-Unis d'Amérique, au choix du porteur, sur remise du présent coupon, comme intérêt semi-annuel sur l'obligation No.... datée du 1er janvier 1918.

.....
Trésorier.

.....
Président.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en sanction. vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 38

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL ET LES
TAXES SCOLAIRES DANS LADITE CITÉ

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a présenté une pétition, par laquelle il représente que ses revenus sont insuffisants et qu'il lui faut augmenter les taxes scolaires afin de se procurer les fonds suffisants et nécessaires;

Attendu que ledit Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a, de plus, représenté que, dans la poursuite de ses affaires financières, il est nécessaires qu'il soit autorisé à émettre des obligations additionnelles jusqu'à concurrence de cinq cent mille piastres, et qu'il a demandé une autorisation aux fins ci-dessus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.— Cette section 1 a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 43 s. 1.

Pouvoirs conférés au Bureau des commissaires d'écoles protestants.

2. La présente loi confère au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, l'autorisation et le pouvoir d'émettre des obligations ou débentures additionnelles, à un montant n'excédant pas cinq cent mille piastres, lesdites obligations devant être émises sous forme de séries sans aucun fonds d'amortissement, mais devenant dues en divers montants, chaque année, depuis le 1er janvier 1924 jusqu'au 1er janvier 1949, ces deux dates inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année.

Dispositions applicables.

3. Lesdites obligations ou débentures additionnelles seront émises conformément aux termes de la loi 54 Victoria, chapitre 53, en tant qu'ils peuvent être compatibles avec leur teneur et s'y appliquer.

Forme des obligations.

4. Lesdites obligations ou débentures additionnelles auront la forme suivante qui, les blancs qui s'y trouvent une fois remplis suivant les besoins, est, par la présente

loi, déclarée légale et valide à toutes fins et intentions et confère aux acquéreurs desdites obligations et débentures, tous les droits et privilèges y reconnus par la loi.

OBLIGATION

EMPRUNT DE CINQ CENT MILLE PIASTRES

\$1,000.00

No.

Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Paiement du principal et de l'intérêt auxquels il a été pourvu et payables par la cité de Montréal en vertu des lois de la Législature de la province de Québec.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal promet de payer au porteur des présentes, au bureau du trésorier de la cité, dans la cité de Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal dans la cité de New-York, dans les États-Unis d'Amérique, au choix du porteur, le 1er jour de janvier 19...., sur présentation et remise de la présente obligation, la somme de mille piastres, (\$1,000.00) en monnaie d'or à son poids et titre actuels, pour valeur recue.

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera aussi le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année, jusqu'au rachat final de la présente obligation, un intérêt au taux de... par cent (...%) par année sur présentation, auxdits endroits, des coupons voulus, tels que ci-annexés.

La cité de Montréal est obligée par la loi de retenir, sur le produit annuel de la taxe scolaire dans la cité, une somme suffisante pour payer l'intérêt et pourvoir au rachat de ces obligations à leur échéance, et le porteur de la présente aura le droit de réclamer de la cité de Montréal le paiement du capital et de l'intérêt, quand ils deviendront dus.

La présente obligation fait partie d'une émission de cinq cents (500) obligations de mille piastres (\$1,000.00) chacune, datées du 1er janvier 1919, et numérotées consécutivement de 5646 à 6145, les deux inclusivement, portant la même date et devenant dues à partir

du 1er jour de janvier 1924 jusqu'au 1er jour de janvier 1949, ces deux dates inclusivement, et émises en vertu des lois de la Législature de la province de Québec, et d'une résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, adoptée à une réunion dûment convoquée et tenue le 23e jour de décembre 1918.

EN FOI DE QUOI le sceau du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est apposé aux présentes qui ont été signées par le président et le trésorier, à Montréal, ce 1er jour de janvier 1919.

.....
Trésorier.

.....
Président.

La corporation de la cité de Montréal reconnaît avoir reçu signification de l'obligation ci-dessus conformément aux lois qui y sont mentionnées.

.....
Trésorier de la cité.

COUPON

Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal paiera au porteur des présentes le jour de au bureau du trésorier de la cité de Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, dans la cité de New-York, aux États-Unis d'Amérique, au choix du porteur, sur remise du présent coupon, comme intérêt semi-annuel sur l'obligation No., datée du 1er janvier 1919.

.....
Trésorier.

.....
Président.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 40

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles Preamble.
protestants de la cité de Montréal a présenté une
pétition, par laquelle il représente que, dans la poursuite
de ses affaires financières, il est nécessaire qu'il soit auto-
risé à émettre des obligations ou débentures addition-
nelles jusqu'à concurrence d'un million cinq cent mille
piastres, et qu'il a demandé une autorisation aux fins
ci-dessus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette de-
mande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assemblée législative
de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi confère au Bureau des commis-
saires d'écoles protestants de la cité de Montréal, Emission
d'obligations,
autorisée.
l'autorisation et le pouvoir d'émettre des obligations
ou débentures additionnelles, à un montant n'excédant
pas un million cinq cent mille piastres, pour agrandir
certaines écoles existantes, acquérir l'emplacement de
nouvelles écoles et les construire, lesdites obligations
devant être émises sous forme de séries sans aucun
fonds d'amortissement, mais devenant dues en divers
montants, chaque année, depuis le 1er janvier 1925
jusqu'au 1er janvier 1950, ces deux dates inclusive-
ment, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent
par année.

2. Lesdites obligations ou débentures additionnelles Dispositions
applicables.
seront émises conformément aux termes de la loi 54
Victoria, chapitre 53, en tant qu'ils peuvent être com-
patibles avec leur teneur et s'y appliquer.

3. Lesdites obligations ou débentures et les coupures Forme des
obligations.
y annexées ne seront payables ou remboursables qu'au
bureau du trésorier de la cité, mais quant au reste, de-
vront avoir la forme décrétée par la loi 9 George V,
chapitre 38, section 4, sujet aux changements nécessai-
res en ce qui concerne les dates et les chiffres y spéci-
fiés.

Pouvoirs
d'expropria-
tion conférés
à la commis-
sion.

4. Le pouvoir d'expropriation mentionné dans l'article 2751 des Statuts refondus, 1909, peut être exercé par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal tant à l'égard d'une propriété bâtie qu'à l'égard d'un terrain vacant.

Montant à
payer par la
cité de Mont-
réal.

5. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans la section 23 de la loi 32 Victoria chapitre 16, et ses amendements, la corporation de la cité de Montréal paiera pour l'entretien des écoles, dans ladite cité, le montant pourvu par la loi, indépendamment du prélèvement de la taxe ci-après pourvue, en quatre paiements dont le premier, de quarante pour cent, dans les trente jours qui suivront la date fixée par ladite cité pour l'exigibilité de la taxe foncière, tant municipale que scolaire; dont le second, de vingt pour cent, le premier décembre; dont le troisième, de vingt pour cent, le premier février, et dont le quatrième comprenant la balance du montant de la taxe susdite, le premier mai suivant; pourvu que, lors du paiement de chacun des versements de ladite somme, en soit déduit le montant antérieurement payé ou alors payable pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les obligations du Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal, et ladite somme sera recouvrable par ledit bureau devant toute cour de juridiction civile compétente, avec intérêt et dépens.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 50

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 25 février 1921)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire que son revenu soit augmenté, afin de lui fournir les moyens de maintenir et de diriger convenablement les écoles qui sont sous sa juridiction, — son revenu actuel ne suffisant pas à cette fin, — et qu'il a représenté que le seul moyen d'atteindre cette fin est d'augmenter les cotisations de la liste des protestants ou liste No 2 jusqu'à un centin dans la piastre de la valeur totale de la propriété immobilière impo-

sable de ladite cité, inscrite sur ladite liste, à défaut de quoi certaines desdites écoles devront être fermées;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la pétition dudit Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et d'amender la loi 10 George V, chapitre 39, en ce qui regarde lesdites taxes ou cotisations;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—*Cette section 1 a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 43, s. 1.*

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

12 GEORGE V, CHAPITRE 49

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal a représenté, par sa pétition, qu'il importe qu'une loi soit passée pour autoriser ledit bureau à émettre des obligations ou débetures additionnelles, régler le montant et le mode de cette émission; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à émettre des obligations ou débetures additionnelles pour un montant n'excédant pas un million cinq cent mille dollars, lesdites obligations ou débetures payables, quant au principal, en trente ans à compter de la date de l'émission, portant intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent par année, avec le fonds d'amortissement nécessaire pour racheter lesdites obligations ou débetures à leur échéance; les obligations ou débetures seront datées du 1er janvier 1922; et lesdits commissaires d'écoles sont autorisés à réserver la somme

Préambule.

Emprunt
autorisé, etc.

nécessaire pour payer ledit intérêt et le fonds d'amortissement.

Emploi des deniers provenant de l'emprunt.

Le produit de cet emprunt sera employé exclusivement au remboursement de dettes hypothécaires, au montant de trois cent vingt-six mille quatre cent quarante deux dollars (\$326,442.00), grevant actuellement les immeubles de ladite commission, et à la construction et l'agrandissement de maisons d'école.

Dispositions applicables à l'émission.

2. Lesdites obligations ou débentures additionnelles seront émises conformément aux termes de la loi 54 Victoria, chapitre 53, en tant qu'ils peuvent être compatibles avec leur teneur et s'y appliquer.

Enregistrement des obligations.

3. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est, par la présente loi, autorisé à pourvoir à l'enregistrement desdites obligations de sorte que, dès qu'elles seront ainsi enregistrées, elles ne devront être payables qu'à leur porteur enregistré, à pourvoir à l'annulation de cet enregistrement de la manière ordinaire et à nommer un registraire chargé d'exécuter ces dispositions.

Forme, etc., des obligations.

4. Lesdites obligations ou débentures auront la même forme que celle qui est autorisée par la loi 3 George V, chapitre 29, sauf les changements nécessaires en ce qui regarde les dates, le taux de l'intérêt et les montants y spécifiés, et les dispositions imposées pour l'enregistrement.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 45

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES PROTESTANTES DE LA CITÉ DE MONTRÉAL ET DE SES ENVIRONS

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

Préambule.

ATTENDU que le lieutenant-gouverneur en conseil a nommé une commission pour étudier, entre autres choses, la question des mesures nécessaires pour améliorer le système financier régissant les municipalités scolaires protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et de faire rapport à cet égard, afin de venir en aide à celles qui avaient à faire face à des difficultés financières;

Attendu que ladite commission a dûment fait son rapport;

Attendu qu'il convient de réaliser, dans leur ensemble, les recommandations de ce rapport, de manière à distribuer également entre les diverses municipalités scolaires protestantes dans le territoire dont il s'agit, le coût de l'enseignement chez les protestants, en conservant l'identité et, autant que possible, l'autonomie des divers bureaux locaux;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Est constitué en corporation, par la présente loi, le Bureau central des écoles protestantes de Montréal, ci-après appelé "le bureau central". Corporation constituée.

Cette corporation, dès le 15 mai 1925, et lorsque les membres de ce bureau auront été nommés, aura succession perpétuelle et possédera tous les droits et pouvoirs qui appartiennent en général aux corporations, sauf les dispositions spéciales de la présente loi. Pouvoirs corporatifs.

2. Sa juridiction, quant aux matières ci-après mentionnées, s'étendra aux municipalités scolaires protestantes sujettes à la juridiction des bureaux d'écoles protestants suivants. Étendue de la juridiction.

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

2. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de Lachine;

3. Le Bureau des syndics d'écoles protestants de Verdun;

4. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de Côteau St-Pierre;

5. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Westmount;

6. Le Bureau des syndics d'écoles protestants de la ville Saint-Laurent;

7. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville Mont-Royal;

8. Le Bureau des syndics d'écoles protestants du Sault-au-Récollet;

9. Le Bureau des syndics d'écoles protestants de la Pointe-aux-Trembles;

10. Le Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont;

11. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Hampstead.

Annexions
futures.

3. Si une municipalité scolaire de l'île de Montréal, autre que celles qui sont mentionnées dans l'article 2, est annexée à l'avenir à l'une de ces municipalités, le territoire de cette municipalité, pour les fins scolaires protestantes, tombe, *ipso facto*, sous la juridiction de la corporation créée par l'article 1; et l'actif et le passif de cette municipalité scolaire sont consolidés avec l'actif et le passif de la municipalité à laquelle elle est annexée, sauf toujours la sentence arbitrale du surintendant de l'instruction publique, rendue conformément à l'article 2604 des Statuts refondus, 1909.

Composition
du bureau
central.

4. 1. Le bureau central se compose de sept membres, professant la religion protestante et résidant dans les limites du territoire des municipalités scolaires mentionnées dans l'article 2 de la présente loi.

Mode de
nomination
des membres.
Quatre par le
bureau de
Montréal.

2. Ces membres sont nommés de la manière suivante:
a. Quatre, par résolution du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, dans les vingt jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi;

Un par
Westmount.

b. Un, par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Westmount, à sa première assemblée régulière, ou à une assemblée spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi;

Un par La-
chine, Côteau
St-Pierre,
Mont-Royal
et Verdun.

c. Un, par les bureaux des commissaires ou syndics d'écoles protestants des municipalités scolaires de Lachine, Côteau Saint-Pierre, Mont-Royal et Verdun. Chaque bureau protestant, à sa première assemblée régulière ou à une assemblée spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, nomme un délégué pour procéder à l'élection de ce membre du bureau central. Les délégués ainsi nommés se réunissent, à l'endroit fixé par le directeur de l'enseignement protestant dans la province, dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, sur convocation, par avis écrit de cinq jours, donné par ledit directeur, par lettre recommandée, et là et alors choisissent ce membre, à la majorité des délégués présents. L'omission par un bureau de nommer son délégué n'empêche pas la nomination d'avoir lieu;

Un par Ou-
tremont, St-
Laurent,
Hampstead,
Sault-au-Ré-
collet et
Pointe-aux
Trembles.

d. Un, par les bureaux des commissaires ou syndics d'écoles protestants des municipalités scolaires d'Outremont, Saint-Laurent, Hampstead, Sault-au-Récollet et Pointe-aux-Trembles. Chaque bureau protestant, à sa première assemblée régulière ou à une assemblée spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, nomme un délégué pour procéder à l'élection de ce membre du bureau central. Les délégués

ainsi nommés se réunissent à l'endroit fixé par ledit directeur de l'enseignement protestant dans la province, dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, sur convocation, par avis écrit de cinq jours, donné par lui, par lettre recommandée, et là et alors choisissent ce membre. L'omission par une municipalité de nommer son délégué n'empêche pas la nomination d'avoir lieu.

3. Tous ces membres sont nommés pour le terme de quatre ans; Terme d'office.

4. Si, le 10 mai 1925, le directeur de l'enseignement protestant dans la province n'a pas été averti de la nomination de tous les membres, tel que susmentionné, les vacances sont remplies par le lieutenant-gouverneur en conseil. Vacances remplies par le lt-gouv. en conseil.

5. Le bureau central élit un président parmi ses membres, à sa première assemblée ou à tout ajournement. Cette élection est faite à la majorité des membres présents. Il nomme, en même temps, un secrétaire-trésorier. Président et sec.-trésorier.

Le président reste en fonction jusqu'à l'expiration des quatre années pour lesquelles le bureau qui l'élit a été nommé. Terme d'office de président.

La durée des fonctions et les devoirs du secrétaire-trésorier sont déterminés par les règlements que doit adopter le bureau central. Id., etc., du sec.-trésorier.

Le président, ou président suppléant, a un vote prépondérant, outre son vote comme membre. Vote prépondérant.

6. Toute nomination faite en vertu de la présente loi doit être communiquée par écrit au directeur de l'enseignement protestant dans la province, par l'autorité tenue de la faire, le ou avant le 10 mai de l'année dans laquelle une nomination est nécessaire. Nominations signifiées au directeur de l'enseignement protestant.

7. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en tout temps, de faire toute nomination autorisée par la présente loi, lorsque cette nomination n'a pas été faite par qui de droit dans les délais requis ou conformément aux dispositions de la présente loi. Nominations par le lt-gouv. en conseil, dans certains cas.

Sa décision est finale et sans appel; elle ne peut être modifiée que par un autre arrêté en conseil. Décision finale.

8. Toute vacance dans le bureau central, causée par décès, résignation acceptée, absence de la province pendant trois mois consécutifs ou autre cause jugée suffisante par le directeur de l'enseignement protestant dans la province, doit être remplie d'après le mode de Vacance.

nomination du membre à remplacer. Dans ces cas, les délais pour remplir une vacance sont fixés par ledit directeur, de façon que ces délais soient en harmonie avec les prescriptions de la présente loi.

Nouveau
membre; du-
rée du terme
d'office.

9. Un membre nommé pour remplir une vacance, n'exerce les fonctions qui lui sont confiées que jusqu'à l'expiration du terme d'office du membre qu'il remplace.

Réglementa-
tion par le bu-
reau central.

10. Le bureau central est aussi autorisé à faire et modifier les règlements qu'il peut juger nécessaires pour établir les procédures d'après lesquelles les nominations subséquentes peuvent être faites, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois en vigueur.

Entrée en vi-
gueur des ré-
glements.

Ces règlements entrent en vigueur après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du directeur de l'enseignement protestant dans la province et du surintendant de l'instruction publique.

Devoirs du
bureau cen-
tral, etc.

11. Le premier devoir du bureau central est d'établir le passif et l'actif réels de tous les bureaux locaux qui font maintenant partie du territoire sur lequel il a juridiction, et de faire un tableau détaillé des sommes d'argent nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortissement des emprunts. Et il sera du devoir du secrétaire-trésorier de chaque bureau local de produire au bureau central, vers le 15 mai 1925, un état détaillé de l'actif et du passif réels de tel bureau.

Perception
des sommes
dues par les
diverses mu-
nicipalités.

12. Le bureau central, dans les limites fixées par les lois en vigueur au sujet des écoles des diverses municipalités scolaires protestantes locales sujettes à sa juridiction, ainsi que par la présente loi, reçoit du trésorier de chaque cité, ville, ou autre municipalité locale comprise dans le territoire sujet à la juridiction du bureau central, toutes sommes qui doivent être payées et le produit disponible de toutes taxes imposées pour la part des écoles protestantes dans tout le territoire soumis à la juridiction du bureau central, le tout tel que plus amplement indiqué à la section 16.

Autres de-
voirs du bu-
reau central:
Tenue des
comptes;

13. Il est aussi du devoir du bureau central:

1. De suivre, quant aux comptes et registres tenus par le secrétaire-trésorier, les instructions générales ou particulières qui lui sont données par le surintendant de l'instruction publique;

2. De faire faire, chaque année, avant le 15 septembre, un rapport au surintendant de l'instruction publique, d'après la formule qui lui est fournie par celui-ci; Rapport annuel;

3. De faire inscrire, dans un registre affecté à cette fin, les procès-verbaux de ses assemblées, qui doivent être signés par le président et par le secrétaire-trésorier, conformément aux dispositions de l'article 2707 des Statuts refondus, 1909; Procès-verbaux;

4. De tenir des livres de comptes de la manière et suivant les formules déterminées par le surintendant de l'instruction publique; Livres de comptes.

5. De vérifier et de payer ses dettes; Dettes;

6. D'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles, sommes d'argent ou revenus, et d'en user suivant les fins de leur destination; Biens;

7. D'étudier les rapports des bureaux locaux dans le but d'établir leur situation financière générale. Étude des rapports.

14. 1. Il est aussi du devoir du bureau central de préparer, sur les rapports des différents bureaux locaux, un état financier général. Préparation de l'état financier.

En ce faisant, le bureau central doit maintenir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et pourvoir à l'intérêt sur les dettes et à tous les fonds d'amortissement établis ou à établir, sujet à l'application des lois en vigueur pour les matières y indiquées. Idem.

2. Il examine aussi et accepte le budget soumis par chaque bureau local pour l'année suivante et finalement l'approuve, avec ou sans modification. Examen du budget, etc.

3. Aucune dépense d'administration ne sera faite par un bureau local à moins d'être comprise dans le budget; pourvu, toutefois que, dans les cas urgents, le bureau central puisse approuver d'autres dépenses au cours d'une année quelconque. Dépenses prévues par le budget, autorisées.

4. Le bureau central peut, par résolution, fixer la date à laquelle les rapports et les budgets des différents bureaux locaux seront considérés par ses membres, de façon que l'état financier soit préparé en temps utile et soit adopté à une date précise indiquée dans la résolution. Date de l'examen des rapports, etc.

15. Il est du devoir de chaque bureau local;

1. De faire des règlements pour la régie des écoles sous son contrôle et de les communiquer par écrit aux instituteurs et aux institutrices; Devoirs des bureaux locaux; Règlements, etc.;

2. D'engager, pour enseigner dans les écoles sous son contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi; Personnel enseignant;

- Paiement;** 3. De payer ses instituteurs et ses institutrices à la fin de chaque mois d'enseignement;
- Renvoi des instituteurs, etc.;** 4. De résilier l'engagement des instituteurs et institutrices et autres employés du bureau, pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité;
- Cours d'études;** 5. De prendre les mesures nécessaires pour que le cours d'études, autorisé par le comité protestant du conseil de l'instruction publique, soit suivi dans chaque école;
- Livres de classe;** 6. De fournir, s'il y a lieu, des livres de classes aux enfants des indigents qui fréquentent les écoles sous son contrôle; ces livres devant être payés à même le fonds scolaire des bureaux;
- Époque des examens;** 7. De fixer l'époque où l'examen public annuel doit avoir lieu et d'y assister;
- Assurance, etc.;** 8. De payer les primes d'assurance et de voir à ce que les propriétés et les meubles du bureau soient convenablement assurés pour au moins la moitié de leur valeur;
- Hygiène;** 9. D'adopter et mettre à exécution des règlements concernant l'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux du conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec;
- Comptes;** 10. De suivre, quant aux comptes et registres tenus par le secrétaire, les instructions générales ou particulières qui lui sont données par le bureau central;
- Rapport au bureau central;** 11. De faire préparer, chaque année, avant le 15 septembre, un rapport au bureau central, d'après la formule qui lui est fournie par celui-ci;
- Budget annuel;** 12. De préparer ses estimés ou budget pour l'année suivante et de le soumettre au bureau central le ou avant le 1er mai, mais pour l'année, 1925, ces estimés ou budget devront être soumis vers le 15 mai.
- Procès-verbaux des séances;** 13. De faire inscrire, dans un registre affecté à cette fin, les procès-verbaux de ses séances, qui doivent être signés par le président et par le secrétaire, conformément aux dispositions de l'article 2707 des Statuts révisés, 1909;
- Tenue des comptes;** 14. De tenir des livres de comptes de la manière et suivant les formules déterminées par le bureau central;
- Différends;** 15. De régler tous les différends qui peuvent s'élever relativement aux écoles de son territoire, entre les parents ou les enfants et les instituteurs ou institutrices;
- Renvoi des élèves;** 16. De renvoyer de l'école les élèves habituellement insubordonnés ou dont la conduite est immorale en paroles ou en actions;
- Emplacement des écoles;** 17. De choisir, avec l'approbation du bureau central, les terrains nécessaires pour les emplacements de ses écoles et, sous le contrôle du bureau central, de bâtir,

ou reconstruire ses maisons d'école et leurs dépendances;

18. De réparer et entretenir telles maisons d'école, et les dépendances, d'acheter ou de réparer le mobilier scolaire et de louer temporairement ou accepter gratuitement l'usage de maisons ou autres bâtiments ayant les conditions requises par les règlements du comité protestant du conseil de l'instruction publique pour y tenir des écoles; Réparations, etc., des bâtiments;

19. De s'adjoindre, permanemment ou temporairement, des régisseurs pour lui aider à administrer, bâtir, réparer, chauffer et nettoyer les maisons d'école et tenir en bon état les biens meubles et immeubles appartenant au bureau local; Régisseurs;

20. De faire le recensement des enfants de son territoire. Recensement.

Ce recensement peut être fait par la cité de Montréal ou par toute autre municipalité, pour son territoire soumis à la juridiction du bureau central, en même temps que le recensement fait pour fins municipales, par arrangement avec le bureau central, et, dans ce cas, il remplace celui que le bureau local est tenu de faire en vertu de la présente loi; Id., dans la cité de Montréal.

21. De suivre les instructions générales ou particulières qui lui sont données par le bureau central; Instructions du bureau central;

22. D'administrer des biens meubles ou immeubles; Biens;

23. D'engager les employés nécessaires, conformément aux règlements adoptés à cet égard par le bureau central; Employés;

24. D'exercer les pouvoirs généralement conférés aux commissaires ou aux syndics d'écoles par les lois en vigueur d'en exercer les fonctions non spécialement attribuées au bureau central, et d'administrer toutes les écoles sous son contrôle au point de vue pédagogique. Pouvoirs généraux.

16. 1. Dès le 1er juillet 1925, dans les diverses cités, villes ou autres municipalités locales dont le territoire est assujéti, pour les fins scolaires protestantes, à la juridiction du bureau central, il est imposé, en vertu de la présente loi, une taxe uniforme, appelée taxe scolaire protestante, au taux de dix millièmes dans la piastre, sur tous les immeubles situés dans ces municipalités, appartenant aux contribuables protestants. Imposition d'une taxe scolaire protestante. Taux

2. Dès le 1er juillet 1925, dans les diverses cités, villes ou autres municipalités locales mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article, il est, par la présente loi, imposé une taxe uniforme, au taux de douze millièmes dans la piastres, sur tous les immeubles inscrits sur la liste neutre de chacune de ces cités, villes ou mu- Taxe uniforme sur certains immeubles des diverses cités, etc. Taux.

municipalités locales, pour être répartie entre les protestants et les catholiques, aux fins de l'éducation, tel que prescrit par la loi.

Taxes substituées à celles déjà imposées.

3. Les taxes mentionnées au paragraphes 1 et 2 du présent article sont, par la présente loi, substituées à toutes autres taxes déjà imposées sur les immeubles inscrits sur la liste protestante ou neutre de ces cité, ville, ou municipalité locale, et les remplacent.

Ce que comprend la liste neutre.

4. Dans toute municipalité soumise à la juridiction du bureau central dans laquelle il n'existe aucune liste neutre en vertu de la loi, la liste neutre ci-dessus mentionnée doit comprendre toutes les propriétés immobilières qui, suivant la loi actuellement en vigueur dans la cité de Montréal, forment la liste No 3, telle que déterminée par la loi 2 George V, chapitre 28, section 8.

Qui perçoit les taxes.

5. Les taxes ci-dessus mentionnées sont prélevées et perçues par les autorités municipales compétentes, en même temps que les taxes municipales et, nonobstant toute disposition de la loi, spéciale ou générale, régissant la municipalité, le montant de ladite taxe scolaire protestante ainsi prélevée et la part de ladite taxe dans la liste neutre destinée à l'éducation protestante, sont remis au bureau central par les autorités municipales compétentes, aussitôt qu'elles sont perçues, conformément aux dispositions de l'article 12. A la date ou aux dates qui peuvent être fixées par le bureau central, en tant toutefois que la cité de Montréal est intéressée, le paiement des montants qui deviennent dus en vertu de la présente loi, doivent être faits en conformité des dispositions de la loi 10 George V, chapitre 40, section 5.

Répartition entre les bureaux locaux.

6. A même les deniers ainsi reçus, le bureau central doit, de temps à autre, payer à chaque bureau local le montant nécessaire pour défrayer les dépenses du budget de chaque bureau local, telles qu'approuvées par le bureau central.

Exception pour Hampstead et Mont-Royal.

7. La ville de Mont-Royal et la ville de Hampstead sont soustraites à l'application du système d'imposition des taxes créé par le présent article pendant les trois années qui suivent immédiatement l'entrée en vigueur de la présente loi, et, pendant ces trois années, les taxes scolaires dans lesdites villes sont fixées par leurs bureaux locaux respectifs, pourvu qu'elles ne soient pas inférieures à celles actuellement en force.

Approbation de certaines dépenses.

17. Les dépenses pour l'acquisition de terrains ou de bâtisses ou pour la construction ou reconstruction de maisons d'école ou de toutes autres bâtisses seront encourues par un bureau local seulement si elles sont approuvées par le bureau central.

18. Le bureau central a la direction générale des Matières de finances. matières de finances qui concernent les bureaux locaux. Il en est de même des emprunts temporaires que tout bureau local est autorisé à contracter.

19. Outre les pouvoirs qu'ont les corporations en Pouvoir d'emprunt, etc., du bureau central. vertu du droit civil, le bureau central peut emprunter et garantir, ou se porter caution des emprunts, dettes et obligations, contractés par chacun des bureaux locaux auxquels s'applique la présente loi. Il peut aussi donner et accepter des obligations pour le paiement ou pour la garantie du paiement de toute somme d'argent qu'il doit ou qui lui est due.

20. Aucun bureau local ne peut contracter ou renouveler un emprunt ni faire une émission d'obligations, s'il n'y est spécialement autorisé par une résolution du bureau central; mais, si un bureau local obtient telle autorisation, l'emprunt est soumis à toutes les dispositions des lois qui le régissent. Tout bureau local peut, cependant, avec le consentement du bureau central, contracter des emprunts temporaires en anticipation de la perception de son revenu. Bureaux locaux ne peuvent emprunter sans autorisation.

21. Au lieu d'autoriser un bureau local à contracter un emprunt ou à renouveler un emprunt ou à faire une émission d'obligations, le bureau central peut, avec le consentement de ce bureau local et sans préjudice toutefois des autres pouvoirs d'emprunt qu'il possède déjà, faire cet emprunt en son propre nom, pour le bénéfice et le compte de ce bureau local; pourvu que les formalités, requises par les lois qui régissent le bureau local, soient observées. Emprunts au nom du bureau central pour les bureaux locaux.

22. Tout emprunt, ainsi fait par le bureau central, le sera sur la garantie des immeubles appartenant aux contribuables protestants et imposables en vertu de l'article 16, en proportion de la valeur des biens imposables de chacune de ces municipalités scolaires. Garantie des emprunts.

23. Le bureau central peut émettre des billets à ordre, désignés sous l'appellation de "billets du Bureau central des écoles protestantes de Montréal", en anticipation de l'émission d'emprunts à long terme, pourvu que ces billets ne soient pas émis pour un terme de plus de douze mois. Cependant, ces billets peuvent être renouvelés de temps à autre, jusqu'à ce que les emprunts à long terme aient été effectués; mais ces billets ne sont Émission de "billets du bureau central des écoles protestantes de Montréal". Renouvellements.

émis qu'après que les formalités, requises pour les emprunts à long terme, ont été remplies.

Emprunts
temporaires.

Le bureau central peut aussi contracter des emprunts temporaires en anticipation de la perception du revenu.

Contestations
entre les bu-
reaux soumi-
ses au li-
gouv. en
conseil.

24. Si, dans l'exécution de la présente loi, il survient des contestations entre le bureau central et un bureau local sur des matières touchant les pouvoirs, devoirs ou obligations, accordés ou imposés au bureau central ou à un bureau local par la présente loi, ou en général par les lois applicables, ces contestations sont soumises au lieutenant-gouverneur en conseil, qui en décide.

Appels au co-
mité protes-
tant du con-
seil de l'inst.
pub.

Sur demande spéciale de l'un ou l'autre des bureaux intéressés, un appel de cette décision peut être porté devant le comité protestant du conseil de l'instruction publique, dont la décision est finale et ne peut être modifiée que par la même autorité.

Délai de
l'appel.

Cet appel doit être porté dans les trente jours qui suivent celui de l'envoi de la décision du directeur de l'enseignement protestant dans la province, aux bureaux intéressés, par lettre recommandée.

Contestations
entre bureaux
locaux.
Appel des
décisions.

25. Toute contestation entre deux ou plusieurs bureaux locaux, est décidée par le bureau central.

Appel de cette décision peut aussi être porté devant le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les trente jours qui suivent celui de l'envoi aux bureaux locaux intéressés, par lettre recommandée, de la décision du bureau central.

Décision
finale.

La décision du lieutenant-gouverneur en conseil, à cet égard, est finale et ne peut être modifiée que par la même autorité.

Règlements.

26. 1. Le bureau central ou tout bureau local peut faire, modifier ou abroger tous règlements qu'il peut juger nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des attributions que les lois applicables lui confèrent, pourvu, toutefois, que ces règlements ne soient pas incompatibles avec ces lois applicables.

Approbation.

2. Les règlements faits par un bureau local n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le bureau central.

Idem.

3. Les règlements faits par le bureau central n'entrent en vigueur qu'après avoir été sanctionnés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

Règlements.

27. Avec l'approbation des bureaux locaux, le bureau central peut faire, modifier ou abroger tous règle-

ments sur des matières de la compétence particulière des bureaux locaux, pourvu que ces règlements soient applicables dans tous les territoires soumis à sa juridiction.

28. A moins qu'il n'y soit dérogé par la présente loi, Dispositions applicables. ou qu'il n'y ait dans le contexte de ses dispositions quelque chose qui indique un sens différent,—

a. Les dispositions des lois concernant l'instruction publique en cette province; et

b. Les lois spéciales ou générales applicables à l'un des bureaux locaux soumis à la juridiction du bureau central,—

cont nuent de s'appliquer ou sont applicables au bureau central, de même qu'aux bureaux locaux.

29. Avec le consentement et l'approbation du bureau central, tout bureau local peut s'unir à un autre bureau local à toutes fins scolaires, pour former un bureau local. Fusion de bureaux locaux.

Cette union ou fusion de bureaux locaux n'a d'effet qu'après avoir été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Approbation de la fusion.

30. Tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics, faits, passés ou consentis par un bureau local soumis à la présente loi, et actuellement en vigueur, resteront en vigueur et conserveront leur effets légaux, tant qu'ils ne seront pas incompatibles avec quelque disposition de la présente loi et qu'ils n'auront pas été annulés, modifiés ou résiliés, et tant que leur objet ne sera pas accompli. Règlements, etc., continués, etc.

31. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin, 1925, les bureaux locaux soumis à la présente loi, ne peuvent faire que les actes d'administration courante; toutes matières relatives à la construction d'une maison d'école ou à un emprunt ne peuvent être réglées que sujettes à l'approbation du directeur de l'enseignement protestant dans la province. Dispositions transitoires.

32. Toutes les dispositions des lois, générales ou spéciales, concernant l'un des bureaux locaux soumis, par la présente loi, à la juridiction du bureau central, sont, par la présente loi, abrogées, en tant qu'elles peuvent être incompatibles avec les dispositions de la présente loi. Dispositions abrogées.

33. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 60

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Se. aj. après
id., c. 564g.

30. Les articles suivants sont insérés dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 564g, tel qu'édicte par la loi 1 George V, chapitre 48, section 46:

Obligations
des commis-
sions cath. et
prot. des éco-
les, peuvent
être émises
par la cité.

"564h. Nonobstant le chapitre 53 de la loi 54 Victoria, les bons, obligations, débentures ou rentes inscrites (*registered stock*) que la Commission des écoles catholiques de Montréal, et le Bureau des commissaires des écoles protestants de la cité de Montréal peuvent émettre et signer, pour les fins indiquées dans ladite loi, peuvent être émis directement par la cité de Montréal et être signés par le trésorier et contresignés par le contrôleur de la cité lorsque le bureau des commissaires concerné le demande.

Dispositions
applicables.

Ces emprunts ne font pas partie de la dette consolidée de la cité, et les différentes lois qui s'appliquent à l'émission de ces bons, obligations, débentures et rentes inscrites (*registered stock*) s'appliquent à cette émission tout comme si elle avait été faite par les commissaires d'écoles concernés.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

43. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 89

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

19. La cité de Montréal est exempte de toute taxe scolaire qui pourrait être imposée sur les immeubles lui appartenant et situés dans ses limites et occupés ou utilisés pour des fins publiques. Exemption de taxes scolaires.

Cette disposition n'affectera pas les rôles en vigueur.

* * * * *

32. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 43

LOI CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL ET LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal ont, par leur pétition, représenté que l'adoption d'un projet de loi soumis à la présente Législature par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal entraînera une diminution notable dans les revenus de la Commission des écoles catholiques de Montréal sans par ailleurs, augmenter de façon suffisante les revenus du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal; qu'il est nécessaire que leurs revenus soient augmentés afin de leur fournir les moyens de maintenir et de diriger convenablement les écoles qui sont sous leur juridiction; Preamble.

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la pétition conjointe desdits Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et de la Commission

des écoles catholiques de Montréal, et de modifier les lois 10 George V, chapitre 39, et 11 George V, chapitre 50, en ce qui regarde lesdites taxes ou cotisations;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

34 V., c. 12,
s. 1, remp.

1. La section 1 de la loi 34 Victoria, chapitre 12, telle que modifiée par les lois 36 Victoria, chapitre 33, section 1; 55-56 Victoria, chapitre 61, section 1; 4 Édouard VII, chapitre 50, section 1; 6 Édouard VII, chapitre 84, section 2; et remplacée par les lois 8 George V, chapitre 37, section 4; 9 George V, chapitre 38, section 1; 10 George V, chapitre 39, section 1, et 11 George V, chapitre 50, section 1, est de nouveau remplacée par la suivante:

Montant que
devra payer
la cité de
Montréal
pour l'entre-
tien des éco-
les.

1. La section 23 de la loi de cette province 32 Victoria, chapitre 16, intitulée: "Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province", est amendée quant au montant seulement à être payé par la corporation de la cité de Montréal pour le soutien des écoles dans ladite cité; et, à l'avenir, la corporation de la cité de Montréal paiera pour le soutien des écoles dans ladite cité, au lieu d'une somme triple de la part de l'allocation du gouvernement aux écoles de ladite cité, tel que prévu dans ladite section, une somme égale à sept dixièmes de centin dans la piastre sur la valeur totale de la propriété immobilière imposable de ladite cité, inscrite sur la liste No 1, et à un centin dans la piastre sur la valeur totale de ladite propriété immobilière imposable de ladite cité, inscrite sur la liste No 2, ainsi qu'il y est pourvu par les paragraphes premier et deuxième de la section 29 de la loi de cette province, 32 Victoria, chapitre 16, et par la section 1 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 38, et, sujet aux dispositions de l'article 1 du chapitre 44 de la loi 13 George V, à un centin et deux dixièmes par piastre, sur la valeur totale de la propriété immobilière imposable inscrite sur la liste No 3, ainsi qu'il y est pourvu également au paragraphe 3 de ladite section 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et à la section 1 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 38.

Territoire
soumis à cette
disposition.

Cette disposition, quant aux listes Nos 1 et 3, s'appliquera à tout le territoire qui sera déclaré faire partie de la Commission des écoles catholiques de Montréal, ou qui pourra en faire partie à l'avenir."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 44

LOI CONCERNANT L'ÉDUCATION DES ENFANTS NON CATHOLIQUES ROMAINS ET NON PROTESTANTS DE MONTRÉAL

(Sonctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que depuis 1903 la population des enfants non catholiques romains et des enfants non protestants a augmenté d'une manière considérable, et que leur éducation est devenue un fardeau pour le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal; et

Attendu que les catholiques romains de même que les protestants reconnaissent qu'il faut porter remède à la situation ainsi créée;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la cité de Montréal, tous les contribuables non catholiques romains et non protestants, à l'exclusion de ceux qui professent la religion juive, devront payer leurs taxes scolaires à la liste neutre, au taux fixé, de temps à autre, pour la liste protestante.

Taxes d'écoles des non catholiques et non protestants.

2. Les enfants des citoyens non catholiques romains et des citoyens non protestants de Montréal, à l'exclusion de ceux qui professent la religion juive, jouiront des privilèges de l'instruction dans les écoles du système catholique romain ou du système protestant qu'ils choisiront, sujet au paiement des rétributions, s'il y en a, qui seront exigées des élèves catholiques romains ou protestants, suivant le cas.

Choix des écoles par les non catholiques et les non protestants, sauf les juifs.

3. 1. Les frais d'éducation des enfants non catholiques romains et des enfants non protestants, dans les écoles de l'un ou l'autre système, à l'exclusion de ceux qui professent la religion juive, seront payés, à même les fonds de la liste neutre au bureau qui leur procurera l'éducation, comme une charge sur iceux, et seront calculés à un taux de soixante piastres *per capita*, sur le nombre total des élèves inscrits jusqu'au trente avril de l'année scolaire précédente.

Paiement des frais d'administration.

2. On devra payer au Bureau des commissaires d'écoles les protestants, à même les fonds de la liste neutre, comme une charge sur iceux, la différence, pour chaque année, entre le montant payé à la liste protestante par les propriétaires juifs et le coût (tel que calculé comme

Déduction qui doit être faite.

susdit à soixante piastres *per capita*) de l'éducation des enfants juifs qui fréquentent les écoles du bureau protestant.

Dispositions
non applica-
bles.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'appliqueront pas à compter de la date de l'abrogation des articles 3046 à 3051 inclusivement, des Statuts refondus, 1909.

Rapport au
trésorier de la
cité de Mont-
réal.

4. Chacun des bureaux doit envoyer au trésorier de la cité de Montréal, le ou avant le quinze septembre de chaque année, un rapport dûment certifié par le président et le secrétaire-trésorier du bureau et approuvé par résolution de ce bureau, indiquant le nombre total d'élèves inscrits appartenant à la religion juive et des autres élèves non catholiques romains et non protestants, au trente avril de l'année scolaire précédente.

Division de la
taxe de la
liste neutre.

5. La taxe de la liste neutre, après déduction des montants payables à chaque bureau, en vertu de l'article 3 de la présente loi, sera divisée entre les commissaires d'écoles catholiques romains et le bureau des commissaires d'écoles protestants en proportion de la population catholique et de la population protestante, à l'exclusion des personnes professant la religion juive, nonobstant les dispositions de l'article 3049 des statuts refondus, 1909.

Comment les
sommes sont
payables.

6. Toutes les sommes payables à chaque bureau seront payées conformément à la section 6 de la loi 10 George V, chapitre 39.

Indication au
rôle d'évalua-
tion des pro-
priétaires
juifs.

7. A compter du premier janvier 1923, le bureau des estimateurs de la cité de Montréal indiquera au rôle d'évaluation tous les propriétaires de la foi juive qui payent les taxes scolaires, en mettant la lettre "J" vis-à-vis des noms de ces propriétaires.

Pouvoir du
lt-gouv. en
conseil d'a-
broger cer-
taines dispo-
sitions.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir d'abroger, en tout temps, le et après le premier juillet 1924, les articles 3046 à 3051, inclusivement, des Statuts refondus, 1909, en tant que lesdits articles s'appliquent à la cité de Montréal, par un arrêté ministériel publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Entrée en
vigueur.

9. L'article 7 de cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction et les autres articles le premier mai 1923.

3 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, a, par sa pétition représenté: Préambule.

Que la municipalité scolaire de Limoilou a été annexée à la municipalité scolaire catholique romaine de la cité de Québec, et qu'il est à propos d'augmenter le nombre des membres du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de ladite cité;

Qu'il est nécessaire, pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, de contracter de nouveaux emprunts pour faire de nouvelles constructions de maisons d'école, pour compléter en général les constructions de maisons d'école actuelles, et qu'il est aussi à propos de faire certains amendements à l'effet ci-dessous;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le ou avant le premier jour de juillet 1913, la cité de Québec nommera un membre additionnel au bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec. Nomination d'un membre additionnel.

2. Les sections 19 et 20 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, s'appliqueront au nouveau membre. 32 V., c. 16, ss. 19, 20, applicables.

3. NOTE.—La section 1 de la loi 6 Éd. VII, c. 87, a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 42, s. 1.

4. Nonobstant les dispositions de la section 36 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec pourra fixer le traitement annuel du secrétaire-trésorier à toute somme qu'il pourra juger convenable. Traitement du secrétaire-trésorier.

5. Les commissaires, sur résolution approuvée par le surintendant de l'instruction publique, pourront, en tout temps, s'ils le jugent avantageux, racheter des débentures avec le consentement desdits porteurs de débentures. Rachat de débentures.

res, formant partie de la dette de leur corporation et en émettre d'autres à leurs lieu et place.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 37

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DES COM- MISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'éco-
les catholiques romains de la cité de Québec a,
par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire, pour le Bureau des commissaires
catholiques romains de la cité de Québec, de contracter
de nouveaux emprunts pour faire de nouvelles cons-
tructions, les meubler et pour compléter en général les
constructions de maisons actuelles;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande à cet
effet contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assemblée législative
de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—La section 1 de la loi 6 Éd. VII, c. 87, a
été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 42, s. 1.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa
sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 59

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de
Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

14. Les taxes scolaires perçues par la cité doivent être déposées dans une banque incorporée, au fur et à mesure qu'elles sont perçues, à un compte spécial à cet effet, et ne peuvent être retirées que pour en faire remise aux commissions scolaires qui y ont droit.

Dépôt des taxes scolaires.

* * * * *

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 40

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, par sa pétition, a représenté:

Préambule.

Qu'il est nécessaire pour le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, de contracter de nouveaux emprunts pour faire de nouvelles constructions, les meubler et pour compléter en général les maisons actuelles;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—La section 1 de la loi 6 Éd. VII, c. 87, a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 42, s. 1.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 51

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 25 février 1921)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, par sa pétition, a représenté :

Qu'il est nécessaire pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, d'effectuer de nouveaux emprunts pour faire de nouvelles constructions et les meubler, et pour compléter en général les maisons actuelles;

Attendu qu'il est d'intérêt public que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec exproprie certaines propriétés, pour y ériger des écoles et leurs dépendances;

Attendu qu'il est urgent d'établir un fonds de pension;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. NOTE.—La section 1 de la loi 6 Éd. VII, c. 87, a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 42, s. 1.

2. NOTE.—Cette section 2 a été remplacée par la loi 14 Geo. V, c. 36, s. 2.

Pension des instituteurs et institutrices.

3. Pour mieux assurer la retraite des instituteurs et institutrices et autres personnes qui auront été à son service pendant l'espace de vingt ans ou qui seront obligés de prendre leur retraite plus tôt pour cause de maladie, ladite commission scolaire pourra leur payer, sous forme d'annuités, une pension, laquelle sera, pour les instituteurs et institutrices, une somme ne dépassant pas vingt-cinq piastres pour chaque cent piastres perçues par tels instituteurs et institutrices du fonds de pension des instituteurs et institutrices de la province.

Emprunt, émission de bons, etc.

4. Aucun emprunt de deniers ne pourra être contracté, et aucune émission de bons ne pourra être faite à moins qu'une résolution du bureau des commissaires

approuvée par le surintendant de l'instruction publique n'y indique:

- a. Les fins pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;
- b. Le montant total de l'émission;
- c. Le terme de l'emprunt;
- d. Le taux de l'intérêt et du fonds d'amortissement;
- e. L'objet, la date de l'échéance et le montant de tout emprunt ou de partie d'emprunt non encore remboursée, et l'objet, la date de l'échéance et le montant de toute émission de bons ou partie d'icelle non encore rachetée;
- f. Tous les autres détails se rattachant à l'émission, à l'emprunt et à son remboursement.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. 88 Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles Préambule.
catholiques romains de la cité de Québec, par sa pétition, a représenté:

Qu'il est nécessaire pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, de contracter de nouveaux emprunts pour construire de nouvelles maisons d'école, les meubler et pour compléter en général les maisons d'école actuelles;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 6 Édouard VII, chapitre 87, ^{6 Ed. VII, c. 87, s. 1, remp.} telle que remplacée par les lois 8 Édouard VII, chapitre 32, section 1; 3 George V, chapitre 28, section 3; 5 George V chapitre 37, section 1; 8 George V, chapitre 40, section 1, et 11 George V, chapitre 51, section 1, est de nouveau remplacée par la suivante:

"1. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, nonobstant les disposi- Émission de bons, autorisée.

- tions à ce contraires, contenues dans la section 35 de la loi 32 Victoria chapitre 16, peut, dans le but de construire, agrandir et améliorer des maisons d'école en la cité de Québec, émettre, de temps en temps, suivant les besoins de la commission, des bons rachetables en pas plus de cinquante ans, par annuité, semi-annuité ou de toute autre manière qu'il jugera convenable, pourvu que le montant entier de la dette n'excède pas trois millions cinq cent mille piastres.
- Réserve.** Néanmoins, il sera loisible auxdits commissaires d'emprunter temporairement, de toute autre manière, une partie de la somme ci-dessus autorisée, pourvu qu'elle ne dépasse pas le chiffre de cent mille piastres."
- Emprunts temporaires.**
- Réserve.**
- Entrée en vigueur.** 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITE 36

LOI MODIFIANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DE COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 15 février 1924)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, par sa pétition, a représenté qu'il est nécessaire pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec de contracter de nouveaux emprunts pour construire de nouvelles maisons d'école, les meubler, et agrandir les écoles existantes; et

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt additionnel et émission de bons, etc., autorisés.

1. En sus des pouvoirs conférés par la section 1 de la loi 13 George V, chapitre 42, le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, notwithstanding les dispositions à ce contraires contenues dans la section 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi, est autorisé, par la présente loi, à emprunter, par émission d'obligations, bons ou débentures, le montant de trois cent mille piastres, pour construire, agrandir, améliorer et meubler des maisons d'école dans la cité de Québec.

Ces obligations ou débentures seront émises suivant les besoins dudit bureau et seront rachetables dans un délai n'excédant pas cinquante ans, par annuité, semi-annuité ou de toute autre manière que le bureau jugera convenable, à tel taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent que le bureau pourra fixer

Emission et
rachat de ces
obligations,
etc.

Il sera loisible audit Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec d'emprunter temporairement, de toute autre manière, une partie des sommes ci-dessus autorisées, pourvu qu'elles ne dépassent pas le chiffre de cent mille piastres.

Emprunt
temporaire.

Réserve.

2. La section 2 de la loi 11 George V, chapitre 51, est remplacée par les suivantes :

11 Geo. V, c.
51, s. 2, remp.

"2. Nonobstant toute loi à ce contraire, le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec peut exproprier, dans les limites de la cité de Québec, toute propriété qu'il jugera nécessaire pour y ériger des écoles et leurs dépendances ou pour agrandissements.

Droit d'ex-
propriation.

"2a. Le bureau fera préparer un plan, avec description technique du terrain, par un arpenteur dûment assermenté de la province de Québec. Ce plan sera signé par cet arpenteur, contresigné par le président ou le secrétaire du bureau de commissaires et sera déposé au bureau d'enregistrement pour la division où se trouve situé le terrain exproprié.

Plan du ter-
rain, etc.

"2b. En cas d'omission ou de description erronée dans le plan ou la description, un plan corrigé avec description nouvelle peut être déposé avec le même effet.

Correction du
plan.

"2c. Si le bureau de commissaires ne peut s'entendre avec le propriétaire ou avec la personne ayant droit à une indemnité sur le prix de l'immeuble ou le montant de l'indemnité, le bureau fera signifier, au propriétaire ou occupant, un avis d'expropriation mentionnant : (a) le montant du prix ou de l'indemnité qu'il croit devoir être accordée au propriétaire ou à la personne qui a droit à une indemnité; (b) que l'offre devra être acceptée ou refusée dans un délai de dix jours et qu'à défaut par l'intéressé de ce faire dans ledit délai, le bureau s'adressera à un juge de la Cour supérieure pour procéder à la fixation de l'indemnité suivant les dispositions des lois de la province de Québec, concernant les chemins de fer, en force lors de l'expropriation, lesquelles s'appliqueront, *mutatis mutandis*, pour les procédures relatives à la fixation et au paiement de l'indemnité et à l'appel.

Avis d'expro-
priation.

Contenu de
l'avis.

Dispositions
applicables.

"2d. Moyennant le dépôt fait entre les mains du protonotaire du district où est situé le terrain exproprié, du

Prise de
possession.

- montant offert par le bureau des commissaires, et après ce dépôt, ledit bureau peut prendre possession de tout immeuble ou partie d'immeuble désigné dans l'avis d'expropriation et exercer les pouvoirs que la loi lui donne comme si l'indemnité avait été finalement fixée et payée; pourvu que la prise de possession soit autorisée par un juge de la Cour supérieure sur requête à cet effet.
- Condition.**
- Dispositions applicables.** "2e. Les articles 2755 et 2756 des Statuts refondus, 1909, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, au Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."
- Entrée en vigueur.** 3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 46

LOI MODIFIANT LES LOIS CONCERNANT LE BUREAU DE COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

- Préambule.** **A**TTENDU que le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, par sa pétition, a représenté qu'il est nécessaire, pour le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, de contracter de nouveaux emprunts pour construire de nouvelles maisons d'école, les améliorer, les meubler, agrandir les écoles existantes et pour consolider et convertir en débetures des vieilles dettes provenant d'achat de propriétés ou de constructions; et
- Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;
- A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

- Emprunt additionnel autorisé.**
1. En sus des pouvoirs conférés par la section 1 de la loi 14 George V, chapitre 36, le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, nonobstant les dispositions à ce contraires contenues dans la section 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi, est autorisé, par la présente loi, à emprunter, par émission d'obligations, bons ou débetures, les montants suivants:
- a. Deux cent douze mille dollars, pour construire,

agrandir, améliorer et meubler des maisons d'école dans la cité de Québec;

b. Trois cent treize mille dollars, pour consolider et convertir en débetures des vieilles dettes provenant d'achat de propriétés ou de constructions.

Ces obligations ou débetures seront émises suivant les besoins de la commission et seront rachetables dans un délai n'excédant pas trente ans, par annuités, semi-annuités ou de toute autre manière que le bureau jugera convenable, à tel taux d'intérêt, n'excédant pas six pour cent, que le bureau pourra fixer.

Il sera loisible audit Bureau de commissaires d'éco- les catholiques romains de la cité de Québec d'emprun- ter temporairement, de toute autre manière, une partie des sommes ci-dessus autorisées, pourvu qu'elles ne dépassent pas le chiffre de cent mille dollars.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 91

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Du consentement de la municipalité de Saint-Colomb-de-Sillery, le territoire suivant est annexé à la cité de Québec pour toutes fins quelconques, scolaires et autres, suivant les termes et conditions contenues dans un certain acte d'accord passé devant C. Delagrave, notaire, le 9 juin 1924, entre la cité de Québec et la Compagnie d'Aqueduc de Sillery auquel est intervenue la municipalité de Saint-Colomb-de-Sillery, lequel dit acte est ratifié par les présentes;

Cette partie de la municipalité de Saint-Colomb-de-Sillery, de forme triangulaire, située au nord de la propriété du Q.R.L.H. & P. Co., comme lot No 363, et comprenant les lots suivants: la partie nord de 221-A, la partie sud de 221-B, 220-2-A, 220-2-A-1, 220-2-A, 220-3-

	3, 220-3-2, 220-3-1, la partie nord de 220-4, la partie nord de 219 et la partie de forme triangulaire nord de 216, du cadastre de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, et,—
Idem.	Cette partie du lot No 363 du cadastre de ladite paroisse, mesurant soixante-six pieds de largeur sur toute sa longueur et s'étendant du chemin Belvédère vers l'ouest jusqu'à l'alignement ouest du chemin Holland, de plus, cette partie du même lot No 363 s'étendant vers l'ouest depuis ledit alignement de la rue Holland jusqu'au prolongement de l'alignement ouest de la rue, connue dans la cité de Québec, sous le nom de Marguerite Bourgeoys, portant le numéro 48-A-158 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Québec (banlieue), cette dernière partie dudit lot qui porte aussi le numéro un de la subdivision du lot numéro 203 du cadastre de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery.
Obligations des contribuables.	Les contribuables dont les propriétés sont par les présentes annexées à la cité de Québec sont tenus de payer toutes les taxes ou contributions dues par eux à l'époque de l'annexion, et si des dernières n'étaient pas alors payées, la cité de Québec, devra les percevoir pour les remettre à la municipalité de Saint-Colomb-de-Sillery.
Id. des propriétés.	Les propriétés ainsi annexées continueront d'être tenues pour leur part respective dans les dettes actuelles de la municipalité.
Droits sauvegardés.	Rien dans la présente section n'affectera les droits de <i>The Quebec County Railway</i> .

* * * * *

Entrée en vigueur.	26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
--------------------	---

9 GEORGE V, CHAPITRE 36

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES PROTESTANTES DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Certain territoire annexé à la municipalité scolaire protestante de Québec.	1. Tout le territoire actuellement compris dans les limites de la cité de Québec, et ne formant pas partie de la municipalité scolaire protestante de Québec, est, par la présente loi, pour les fins des écoles protestan-
---	--

tes, annexé à la municipalité scolaire protestante de Québec, et en fera dorénavant partie.

2. A dater de la sanction de la présente loi, tout territoire annexé ou à être annexé à la cité de Québec, pour fins municipales, et qui jusqu'à présent n'a pas fait partie de la municipalité scolaire protestante de Québec, deviendra, *ipso facto*, annexé à ladite municipalité scolaire et en fera partie.

3. A dater de la sanction de la présente loi, advenant l'annexion au territoire de la municipalité scolaire protestante de Québec, par acte de la Législature ou par arrêté en conseil, du territoire d'une commission scolaire protestante, la propriété, mobilière et immobilière de cette commission reviendra et sera dévolue au bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec.

Certaines propriétés dévolues à la commission des écoles protestantes.

4. Le prochain rôle des taxes scolaires préparé par la cité de Québec, conformément aux lois en vigueur, devra inclure les nouveaux territoires soumis à la juridiction du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec et situés dans les limites de ladite cité, depuis l'entrée en vigueur de la présente loi; et les taxes seront imposées à compter du premier juillet 1919, en sus des autres taxes pour l'exercice financier.

Rôle de taxes scolaires.

5. Tous les règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics, faits, passés ou consentis par les corporations qui avaient juridiction sur les territoires présentement soumis à la juridiction du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec et actuellement en vigueur, resteront en vigueur et conserveront leurs effets légaux, tant qu'ils n'auront pas été annulés, modifiés ou résiliés, et tant que leur objet ne sera pas accompli.

Règlements, etc., antérieurs, non affectés.

6. Entre le jour de la sanction de la présente loi et le 30 juin 1919, les commissaires d'écoles de chaque municipalité scolaire dont l'existence est affectée par la présente loi ne doivent faire que les actes d'administration courante; toutes matières relatives à la construction d'une maison d'école ou à des emprunts ne peuvent être réglées que sur l'avis du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec, et sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction public.

Limitation de pouvoirs.

Créanciers.
non affectés.

7. Rien dans la présente loi ne devra priver aucune personne qui, lors d'une annexion faite en vertu d'icelle, serait créancière de l'un de ces bureaux de commissaires d'écoles protestants, d'aucun droit, remède, privilège ou recours qu'elle aurait eus ou qu'elle aurait pu exercer, si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

Lois applica-
bles.

8. Nonobstant les dispositions de toute loi à ce contraires, les articles 2726 à 2729 des Statuts refondus, 1909, inclusivement, s'appliquent au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec.

Entrée en vi-
gueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1919.

10 GEORGE V, CHAPITRE 85

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 14 février 1920)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Château-
Frontenac
exempté de
certaines
taxes.

10. Le conseil de la cité est autorisé à accorder une exemption de toutes taxes, excepté les taxes d'eau et d'écoles, à l'hôtel Château Frontenac, pour une période de dix années, sur l'agrandissement projeté, et à déterminer les conditions de ladite exemption.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 104

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA
CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

5. L'article 25 de la loi 29 Victoria, chapitre 57, ^{25 V., c. 57,} est remplacé par le suivant: ^{art. 25, remp.}

"25. Les propriétés des institutions incorporées d'é- ^{Institutions} ducation ou de charité, employées ou occupées pour ^{d'éducation,} les fins de l'éducation ou de la charité, seront exemptes ^{etc., exemp-} de la taxe." ^{tées.}

* * * * *

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

14 GEORGE V, CHAPITRE 88

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA
CITÉ DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

14. Les locaux occupés pour des fins d'éducation ^{Certains im-} par des institutions laïques, reconnus par le surinten- ^{meubles ex-} dent de l'instruction publique, seront exemptés de la ^{emptés de} taxe d'affaires. ^{taxes.}

* * * * *

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

5 GEORGE V, CHAPITRE 90

LOI REVISANT ET REFONDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DES
TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

* * * * *

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

SECTION XVI

COMMISSION SCOLAIRE

Pouvoirs de la
commission
scolaire, con-
tinués.

115. Tous les pouvoirs et les devoirs des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité des Trois-Rivières, continueront à être exercés et remplis par le maire et les échevins de la cité, qui seront, *ex officio*, commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, et, lorsqu'ils agiront comme tels commissaires, leur nom collectif sera: "Les commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières."

Privilèges des
dissidents.

116. Rien de contenu dans la présente loi ne préjudiciera aux droits et privilèges des dissidents qui demeureront, à tous égards, comme si les dispositions de la présente charte concernant les écoles n'eussent pas été passées.

Écoles dissidentes.

117. Nul échevin, étant dissident, n'agira comme commissaire d'écoles, dans le cas où il y aurait une ou plusieurs écoles dissidentes en opération dans ladite cité; mais les autres membres dudit conseil, ou la majorité d'entre eux agiront comme tels commissaires.

Président des
commissaires.

118. Le maire sera de droit le président des commissaires d'écoles de la cité, s'il est catholique, mais s'il ne l'est pas, les autres membres catholiques du conseil choisiront l'un d'entre eux comme président.

S. R., 2700,
rempl. pour la
commission.
Convocation
des assem-
blées.

119. L'article 2700 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant pour lesdits commissaires:

"**2700.** Le président peut faire convoquer les assemblées de la commission scolaire pour une session, par

avis spécial que le secrétaire doit leur donner par écrit, au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour cette session."

120. Les articles 2727 et 2728 des Statuts refondus, 1909, sont remplacés par les suivants, pour lesdits commissaires: S. R. 2727 et 2728, remp. pour les commissaires.

"**2727.** Les commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières peuvent contracter des emprunts pour payer les dettes qu'ils ont contractées, en opérer la concession ou la consolidation, pour construire de nouvelles maisons d'école, pour reconstruire celles existantes, les améliorer, les agrandir et les entretenir; pour acheter les terrains nécessaires à cette fin et généralement pour toutes les fins de leur juridiction. Emprunts pour certaines fins.

"**2728.** Lesdits emprunts pourront être effectués par l'émission de débetures ou obligations sur résolution desdits commissaires, indiquant: Mode des emprunts.

1. Les fins pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;
2. Le montant total de l'émission;
3. Le terme de l'emprunt;
4. Le taux de l'intérêt;
5. Tous les autres détails se rattachant à l'émission ou à l'emprunt.

Ces obligations ou débetures ainsi que les coupons, pourront être signés de la manière énoncée dans les articles 86, 87 et 89 de la charte de la cité."

121. L'article 2730 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour les commissaires: S. R., 2730, remp. pour la commission.

"**2730.** Pour réaliser les fonds nécessaires pour créer un revenu afin de maintenir et d'administrer la corporation desdits commissaires d'écoles, ces derniers auront le droit d'imposer et prélever annuellement les taxes suivantes: Imposition de taxes.

1. Sur tout immeuble, une taxe annuelle n'excédant pas cinquante centins par cent piastres de sa valeur réelle portée au rôle d'évaluation de la cité;
2. Sur tous les locataires dans la municipalité, une taxe annuelle n'excédant pas quatre centins par piastre sur le montant du loyer porté au rôle d'évaluation de la cité. Toute personne occupant une propriété immobilière ou partie de telle propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire est tenue au paiement de cette taxe suivant la valeur annuelle portée audit rôle d'évaluation;
3. Le présent article ne s'applique pas aux personnes et aux choses imposables en vertu de l'article 2733;

4. S'il est passé un règlement par la cité pour obliger les propriétaires à payer les taxes de leurs locataires, la commission pourra déterminer que les taxes scolaires imposées aux locataires seront payées de la manière et aux mêmes conditions que les taxes municipales".

S. R., 2768,
remp. pour la
commission.

NOTE — *Cet article 2730 a été remplacé par la loi 9 Geo. V, c. 93, s. 1.*

Recensement. 122. L'article 2768 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour lesdits commissaires:

"2768. Les évaluateurs de la cité sont tenus de faire le recensement des enfants des personnes non-dissidentes, en faisant le rôle d'évaluation de la cité. Les commissaires doivent veiller à ce qu'ils remplissent ce devoir. Dans ce recensement, ils doivent faire la distinction entre les enfants de sept à quatorze ans, et ceux de cinq à sept ans et de quatorze à seize ans révolus, et indiquer le nombre de ceux qui, dans chacune de ces catégories, assistent à l'école".

S. R., 2774,
remp. pour la
commission.

123. L'article 2774 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour les commissaires:

Publication
de l'avis.

"2774. Les commissaires peuvent néanmoins, déterminer par résolution, que la publication de l'avis public doit se faire par l'insertion de l'avis, le nombre de fois qu'ils fixent, dans un ou plusieurs journaux français et dans un ou plusieurs journaux anglais, publiés ou circulant dans la municipalité. Après telle résolution l'affichage de l'avis public n'est pas requis.

2. Cette publication ou l'affichage, fait conformément aux trois articles précédents, remplace la lecture ordonnée par le premier paragraphe de l'article 2787."

S. R., 2795 à
2801, remp.
pour la com-
mission.

Secrétaire de
la commis-
sion.

124. Les articles 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800 et 2801 des Statuts refondus, 1909, sont remplacés par le suivant, pour les commissaires:

"2795. 1. Le greffier de la cité des Trois-Rivières est de droit secrétaire des commissaires s'il est catholique; s'il ne l'est pas, les commissaires devront nommer une autre personne catholique pour remplir cette charge;

Trésorier.

2. Le trésorier de la cité sera également de droit trésorier des commissaires. Il sera le percepteur et le dépositaire de toutes sommes payables et appartenant aux commissaires;

Dispositions
amendées.

3. Les mots "secrétaire-trésorier" sont remplacés, pour les commissaires, par le mot "trésorier", dans les articles suivants et leurs amendements: 2802 à 2812,

inclusivement, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2826, 2827, 2828, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835 et 2931; et par le mot "secrétaire" dans les autres articles du présent chapitre;

4. Le secrétaire et le trésorier ne peuvent entrer en fonction qu'après avoir prêté le serment de remplir fidèlement les devoirs de leur charge; Serment.

5. Ils tiennent leur bureaux aux endroits où ils tiennent leurs bureaux pour la cité. Ces bureaux sont ouverts tous les jours aux heures fixées par le conseil de la cité; Bureau des officiers.

6. Les commissaires fixent le salaire que doivent recevoir le secrétaire et le trésorier pour l'accomplissement de ces charges; Salaire.

7. Les commissaires ont le pouvoir d'engager un assistant-secrétaire et un assistant-trésorier qui ont, sous le contrôle de ces derniers, les mêmes pouvoirs et obligations. Ils peuvent aussi engager tous autres commis ou fonctionnaires nécessaires à leur administration, fixer leur salaire et déterminer les cautionnements de chacun. Assistant-secrétaire et assistant-trésorier.

Les officiers et employés en vertu du présent article ne peuvent être membres de la commission, ni instituteurs employés par elle; Employés, etc., ne peuvent être membres.

8. Les dispositions des articles 2816, 2823, 2824 et 2825 concernant les droits, devoirs et obligations du secrétaire-trésorier s'appliquent au secrétaire et au trésorier des commissaires, *mutatis mutandis*. Dispositions applicables.

125. Les articles 2827, 2828, 2829 et 2830 des Statuts refondus, 1909, sont remplacés par les suivants pour les commissaires: S. R., 2827 à 2830, rempl. pour la commission.

"**2827.** Chaque année, dans le cours du mois de janvier, les commissaires doivent faire vérifier les comptes de leur trésorier par le ou les auditeurs de la cité, dont ils fixent le salaire pour l'accomplissement de cette charge. Ils remplissent ce devoir sous le serment qu'ils ont prêté comme auditeurs de la cité. Vérification des comptes."

"**2828.** Aussitôt que ces comptes ont été vérifiés de la manière prescrite par l'article 2827, les auditeurs préparent un rapport de tous les comptes entrés dans les livres du trésorier, ainsi qu'un état de l'actif et du passif qu'ils soumettent aux commissaires. Rapport des auditeurs."

"**2829.** Le rapport ainsi préparé doit être publié de la manière déterminée par lesdits commissaires. Publication du rapport."

"**2830.** Chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, ou s'ils en sont requis par une demande écrite qui leur est adressée par au moins cinq contribuables ou par le trésorier lui-même, les commissaires doivent ordonner la Vérification spéciale des comptes."

vérification des comptes du trésorier en charge ou sorti de charge, pour l'année terminée le premier janvier précédent, ou pour toute autre année des cinq années antérieures, par un ou des vérificateurs nommés par eux à cet effet. Cette vérification pourra se faire même dans le cas où elle aurait été faite en vertu de l'article 2827."

S. R., 2866,
rempl. pour la
commission.
Perception
des taxes.

126. L'article 2866 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour les commissaires:

"**2866.** Les taxes scolaires se prescrivent par trois ans."

S. R., 2867,
rempl. pour la
commission.
Perception
des taxes.

127. L'article 2867 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour les commissaires:

"**2867.** Le trésorier ne sera pas tenu de faire un rôle de perception des taxes scolaires tel que décrété par les articles 2858 et suivants du présent chapitre; il fera cette perception en entrant, dans des colonnes séparées du rôle de perception des taxes municipales de la cité, les taxes et cotisations scolaires imposées en vertu de l'article 2730."

Mode de la
perception.

128. La perception des dites taxes et contributions se fera de la même manière et avec la même procédure que celle employée pour la perception des taxes municipales, et, à cette fin, les articles 2869 à 2899 des Statuts refondus, 1909, sont remplacés, pour les commissaires, par les articles 5749 à 5774 inclusivement, tels qu'amenés ou remplacés par la présente charte.

Émissions
d'obligations,
validées.

129. Toutes émissions d'obligations faites en vertu de la loi 61 Victoria, chapitre 54; 1 Édouard VII, chapitre 44; 8 Édouard VII, chapitre 86, section 14, sont déclarés bons et valables à toutes fins que de droit.

Émissions
spéciales d'o-
bligations,
validées.

130. L'émission d'obligations pour cent soixante et cinq mille piastres et le règlement qui l'autorise, sont déclarés bons et valables à toutes fins que de droit.

Emprunts au-
torisés.

131. Les commissaires sont en outre autorisés à emprunter une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres pour rembourser à la corporation de la cité des Trois-Rivières, un montant de cinquante-deux mille neuf cent trente piastres et neuf centins que cette dernière a avancée à ladite commission, tel qu'établi par un rapport de l'auditeur de la cité, depuis le 1er juillet 1887 au 31 décembre 1911.

Dispositions
non applica-
bles.

132. Les articles 2639 à 2699, inclusivement; 2736, 2774, 2795, 2798, 2826, 2827, 2829, 2830 et 2837 à 2868, inclusivement, des Statuts

refondus, 1909, sont déclarés ne pas s'appliquer à la cité des Trois-Rivières.

133. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 93

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2730 des Statuts refondus, 1909, tel que S. R., 2730, remplacé pour les commissaires d'écoles des Trois-Rivières. remplacé, pour les commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, par la loi 8 George V, chapitre 85, section 8, est de nouveau remplacé, pour lesdits commissaires, par le suivant:

"**2730.** Pour réaliser les fonds nécessaires pour Pouvoir d'imposer et prélever des taxes. créer un revenu afin de maintenir et d'administrer la corporation desdits commissaires d'écoles, ces derniers auront le droit d'imposer et prélever annuellement les taxes suivantes:

1. Sur tout immeuble, une taxe annuelle n'excédant pas une piastre par cent piastres de sa valeur réelle portée au rôle d'évaluation de la cité;

2. Sur tous les locataires, sans distinction de religion, dans la municipalité, une taxe annuelle n'excédant pas quatre centins par piastre sur le montant du loyer porté au rôle d'évaluation de la cité. Toute personne occupant une propriété immobilière ou partie de telle propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire est tenue au paiement de cette taxe suivant la valeur annuelle portée audit rôle d'évaluation;

Lesdits commissaires d'écoles devront remettre aux syndics d'écoles pour la municipalité de la cité des Trois-Rivières, la partie de telle taxe perçue des locataires dissidents, après avoir déduit telle proportion que lesdits commissaires pourront déterminer, pour payer les frais de perception.

Le présent article ne s'applique pas aux personnes ni aux choses non imposables en vertu de l'article 2733.

S'il est passé un règlement, par la cité, pour obliger

les propriétaires à payer les taxes de leurs locataires, la commission pourra déterminer que les taxes scolaires imposées aux locataires seront payées de la même manière et aux mêmes conditions que les taxes municipales."

* * * * *

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 41

LOI AUTORISANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ D'OUTREMONT, DANS LE COMTÉ DE WESTMOUNT, À EMPRUNTER UNE SOMME DE QUATRE CENT MILLE PIASTRES POUR CERTAINES FINS, ET À ÉMETTRE DES OBLIGATIONS

(Sanctionnée le 14 février 1920)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, ont, par leur pétition, démontré:

Qu'une émission temporaire de deux cent cinquante mille piastres, autorisée par l'ordre en conseil No 48, en date du 15 janvier 1915, deviendra échue le 1er mars 1920;

Qu'une émission temporaire de trente-cinq mille piastres, autorisée par l'ordre en conseil No 685, en date du 15 juin 1916, deviendra échue le 1er mars 1920;

Qu'une émission temporaire de cinquante mille piastres, autorisée par l'ordre en conseil No 1572, en date du 30 octobre 1917, deviendra échue le 1er mars 1920;

Qu'un montant additionnel de soixante-cinq mille piastres est nécessaire auxdits commissaires d'écoles afin:

a. De payer l'échange des obligations échéant en mars prochain, la presque totalité de ces obligations ayant été vendue sur le marché américain, vu les avantages de la vente;

b. De payer l'escompte sur la vente des nouvelles obligations;

c. De payer les dépenses d'administration pendant six mois, en attendant la rentrée des taxes qui sont remboursées à ladite corporation en deux versements, l'un, le 31 décembre et l'autre, le 30 juin, par la cité d'Outremont, qui en fait la perception;

d. De payer les frais et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi;

Que, pour faire face à ces obligations et à ces besoins, il est nécessaire auxdits commissaires d'écoles d'effectuer un emprunt de quatre cent mille piastres et d'émettre des obligations pour un égal montant;

Que ce projet d'emprunt et d'émission d'obligations a été unanimement adopté par résolution desdits commissaires d'écoles, à une de leurs sessions spécialement convoquée à cet effet, après avis public régulier donné aux contribuables et sans objection de leur part;

Que, vu les dispositions de la loi régissant la matière, il s'est élevé des doutes qui ont empêché le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, d'autoriser tel emprunt;

Que, vu l'urgence et les circonstances, il est à propos d'accéder aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qu'il suit:

1. Nonobstant toute loi à ce contraire, les commissaires d'écoles sont autorisés à emprunter une somme de quatre cent mille piastres, dont:

Emprunt autorisé.

1. Deux cent cinquante mille piastres, afin de rembourser l'émission temporaire autorisée par l'ordre en conseil No 48, en date du 15 janvier 1915, échéant le 1er mars 1920;

2. Trente-cinq mille piastres, afin de rembourser l'émission temporaire autorisée par l'ordre en conseil No 685, en date du 15 juin 1916, échéant le 1er mars 1920;

3. Cinquante mille piastres, afin de rembourser l'émission temporaire autorisée par l'ordre en conseil No 1572, en date du 30 octobre 1917, échéant le 1er mars 1920;

4. Soixante-cinq mille piastres, montant additionnel dont ladite corporation a besoin afin:

a. De payer l'échange des obligations échéant en mars prochain, la presque totalité de ces obligations ayant été vendue sur le marché américain, vu les avantages de la vente;

b. De payer l'escompte sur la vente des nouvelles obligations;

c. De payer les dépenses d'administration pendant six mois, en attendant la rentrée des taxes qui sont remboursées à ladite corporation en deux versements,

l'un, le 31 décembre et l'autre, le 30 juin, par la cité d'Outremont, qui en fait la perception;

d. De payer les frais et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi.

**Émission
d'obligations,
autorisée.**

2. La présente loi confère auxdits commissaires d'écoles l'autorisation et le pouvoir d'émettre, par simple résolution, des obligations ou débentures à un montant n'excédant pas quatre cent mille piastres pour les fins ci-dessus, pour un terme n'excédant pas quarante ans et portant intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent par an et comportant un fonds d'amortissement n'excédant pas un pour cent, applicable au remboursement de l'emprunt.

**Dénomination
des obligations.**

3. En vue de faciliter l'emprunt autorisé par la présente loi, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans le comté de Westmount, sont expressément autorisés à émettre, s'ils le jugent à propos, des obligations d'une dénomination différente, soit de cent piastres, de deux cents piastres, de cinq cents piastres, de mille piastres chacune, et, dans ce cas, de les numérotter de UN, inclusivement, jusqu'au numéro qui sera déterminé par le nombre des obligations.

**Les intérêts
sont payables
à l'endroit
fixé par les
commissaires.**

4. Ces obligations et les coupons d'intérêt y attachés seront payables à tels endroit ou endroits qui seront indiqués à leur face et mentionnés dans une résolution desdits commissaires à cet effet.

**Entrée en
vigueur.**

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 47

LOI CONCERNANT LES SYNDICS D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ D'OUTREMONT

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que les syndics d'écoles de la municipalité de la cité d'Outremont ont représenté par leur pétition que, vu l'augmentation de la population de la cité et son développement, il est à propos d'augmenter la représentation dans le bureau des écoles en décrétant l'élection de six syndics au lieu de trois syndics, de définir et d'augmenter les pouvoirs du bureau, de pourvoir au paiement du coût de l'instruction des enfants

de ceux qui résident dans la municipalité et qui n'appartiennent ni à la religion catholique romaine ni à la religion protestante, et, généralement, de pourvoir d'une manière plus efficace aux besoins de la municipalité, en ce qui regarde l'instruction;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les dissidents des municipalités scolaires de Saint-Viateur-d'Outremont et de Sainte-Madeleine-d'Outremont ont formé jusqu'ici et formeront une corporation scolaire qui sera, à l'avenir, connue sous le nom de "Le bureau des Syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont", et sous ce nom elle constituera un corps politique et une corporation qui exercera tous les pouvoirs qui lui sont conférés ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement des devoirs qui lui sont imposés.

Corporation constituée.
Nom.
Pouvoirs.

2. Les lois générales relatives à l'instruction publique dans la province de Québec, et plus particulièrement les articles 2521 et suivants, des Statuts refondus, 1909, et leurs amendements, s'appliqueront à ladite corporation scolaire sauf en ce qu'ils ont d'incompatible avec la présente loi.

Dispositions applicables à la corporation scolaire.
Réserve.

3. Le bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont se composera à l'avenir de six syndics élus (sauf les dispositions contraires contenues dans la présente loi) de la manière prescrite par les articles 2668a à 2668f des Statuts refondus, 1909, et leurs amendements.

Syndics.

4. L'article 2668b des Statuts refondus, 1909, est remplacé pour ladite municipalité scolaire, par le suivant:

S. R., 2668b, rempl. pour la municipalité scolaire.

"**2668b.** La présentation des candidats à la charge de syndics d'écoles a lieu, à l'avenir, le premier lundi juridique de janvier de chaque année, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures. Au moins dix jours avant la date ainsi fixée pour la présentation des candidats, le secrétaire-trésorier doit donner un avis public, sous sa signature, indiquant l'endroit, la date et l'heure fixés pour la présentation des candidats et l'endroit et la date auxquels le

Mise en nomination des syndics.
Avis public.

Votation. bureau pour l'enregistrement des votes des électeurs doit être tenue, si le vote est nécessaire. La votation, si elle est nécessaire, doit avoir lieu à la date et à l'endroit indiqués dans cet avis."

S. R., 2670, remp. pour la mun. scolaire. 5. L'article 2670 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la municipalité scolaire, par le suivant:

Syndics continués en fonction. "2670. Les syndics d'écoles actuellement en charge resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils se retirent et soient remplacés, tel que ci-après décrété.

Syndics additionnels. Après que la loi 13 George V, chapitre 47, aura été sanctionnée, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, devra nommer trois autres syndics, et les syndics ainsi nommés, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils sortent de charge et soient remplacés tel qu'il est ci-après décrété.

Remplacement des syndics. Ces six syndics d'écoles sortiront de charge et seront remplacés comme suit:

Terme d'office des syndics. Deux de ces syndics devront se retirer à la fin de l'année 1923; deux de ces syndics devront se retirer à la fin de l'année 1924; et les deux derniers syndics se retireront à la fin de l'année 1925.

Tirage au sort. S'il arrive que lesdits syndics ne peuvent s'entendre entre eux quant à l'ordre dans lequel ils doivent se retirer, alors l'ordre dans lequel ils se retireront devra être fixé au sort. Le tirage au sort devra se faire par le secrétaire-trésorier à une assemblée régulière du bureau tenue au moins huit jours avant la publication de l'avis requis par l'article 2668b, tel que remplacé, pour le bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont, par la loi 13 George V, chapitre 47."

Salle de réunion. 6. Ladite corporation scolaire est, par la présente loi, autorisée à construire une salle de réunion sur le terrain qui lui appartient et voisin de l'académie Strathcona, dans la cité d'Outremont.

Somme payable aux syndics. 7. Pour l'année scolaire commençant le premier juillet 1923, il sera remis auxdits syndics, à même les cotisations provenant des biens imposables des corporations et des compagnies légalement constituées et perçues par les commissaires d'écoles de Saint-Viateur d'Outremont et par les commissaires d'écoles de Sainte-Madeleine-d'Outremont une somme égale à la part que lesdits syndics auraient le droit de recevoir en vertu de l'article 2891 des Statuts refondus, 1909, si le taux des cotisations sur lesdits biens était égal à celui prélevé sur les contribuables desdits syndics.

Les commissaires d'écoles de Saint-Viateur-d'Outremont et les commissaires d'écoles de Sainte-Madeleine-d'Outremont pourront, pour les cotisations imposées sur les biens imposables précités, fixer des taux différents de ceux établis sur les biens imposables des autres contribuables.

Taux différents pour certains biens imposables.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 37

LOI CONCERNANT LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTS POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ D'OUTREMONT

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU que le bureau des syndics d'écoles protestants pour la cité d'Outremont a représenté, par sa pétition, qu'il importe de pourvoir plus efficacement aux besoins de l'éducation dans la municipalité; et

Préambule.

Attendu qu'il convient d'accorder ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Pour l'année scolaire commençant le premier juillet 1924, il sera remis auxdits syndics, à même les taxes sur les propriétés imposables des corporations et compagnies légalement constituées, prélevées par les commissaires d'écoles de Saint-Viateur-d'Outremont et de Sainte-Madeleine-d'Outremont, une somme égale à la moitié du montant qui sera prélevé sur lesdites propriétés, si le taux est fixé à un centin et deux dixièmes.

Montant des taxes perçues des Cies, auquel les syndics d'Outremont ont droit pour l'année 1924.

Les commissaires d'écoles de Saint-Viateur-d'Outremont et de Sainte-Madeleine-d'Outremont, quant aux taxes prélevées sur les propriétés susdites, peuvent fixer des taux plus élevés sur les propriétés susdites seulement jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour payer auxdits syndics le montant auquel ils ont droit sous l'autorité de la présente section.

Taux fixés par les commissaires d'écoles, pour ces fins.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITE 46

**LOI CONCERNANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR
LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE SAINTE-MADELEINE
D'OUTREMONT, DANS LE COMTÉ DE MONT-
RÉAL-WESTMOUNT**

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Sainte-Madeleine-d'Outremont, dans le comté de Montréal-Westmount, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'ils ont fait ériger au coin des rues Lajoie et Champagneur, une maison d'école pour garçons et filles, dont les plans ont été dûment approuvés par le surintendant de l'instruction publique;

Qu'ils ont été autorisés à emprunter les sommes jugées alors nécessaires pour construire la partie centrale et une des ailes de ladite construction; mais que, depuis, ces sommes furent trouvées insuffisantes pour payer ces travaux;

Qu'agissant dans l'intérêt de leur municipalité, ils ont fait un contrat avec l'entrepreneur qui était alors à faire les travaux en cours, pour construire le reste de l'édifice;

Qu'en exécution partielle d'icelui, des travaux ont été faits et une quantité de matériaux ont été livrés sur les lieux;

Que, vu la réaction dans les affaires et l'arrêt dans l'augmentation du nombre des contribuables qui s'en est suivi, vos pétitionnaires réalisent qu'ils peuvent pendant quelques années retarder l'érection de cette nouvelle partie de la bâtisse;

Que cependant l'ouvrage fait et le matériel rendu sur les lieux sont exposées à perdre beaucoup de leur valeur à moins qu'ils ne soient convenablement protégés contre les intempéries des saisons;

Que la balance due sur la partie parachevée de la bâtisse est de \$17,000.00, et qu'une somme additionnelle de \$23,000.00 est requise pour payer et conserver les travaux en cours sur la partie en construction, le coût de la présente loi et autres frais;

Qu'il est juste que ces sommes soient prélevées, payées et dépensées pour les fins ci-dessus;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consen-

tement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse Sainte-Madeleine-d'Outremont, dans la division électorale de Montréal-Westmount, sont, par les présentes, autorisés à emprunter une somme d'ex-cédant pas \$40,000.00, dont \$17,000.00 seront employées à payer la balance due sur la partie parachevée de la susdite école Lajoie, et \$23,000.00 seront appliquées au paiement intégral des travaux faits et matériaux fournis pour la partie en construction de ladite école, aussi bien que pour préserver lesdits travaux et matériaux et payer le coût de la présente loi et, de plus, tous les frais dus sur la contestation de la présente loi par les intéressés et tous ceux encourus sur l'enquête tenue par le surintendant de l'instruction publique, en rapport avec cette affaire; pourvu que les divers paiements à être faits à même cette dernière somme de \$23,000.00 soient, au préalable, approuvés par le surintendant de l'instruction publique.

Emprunt autorisé.
Proviso.

2. Cet emprunt se fera au moyen d'obligations ou débetures avec ou sans annuités, selon qu'il sera trouvé préférable; il sera remboursable dans un terme n'excédant pas quarante ans et portera intérêt à un taux n'excédant pas 6% et sera exempt de l'autorisation mentionnée aux articles 2727 et 2728 des Statuts refondus, 1909.

Forme de l'emprunt.

3. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont, dans le comté de Montréal-Westmount, sont autorisés à prélever annuellement pendant quarante ans, sur les biens imposables de la municipalité, une somme suffisante pour payer l'intérêt et un fonds d'amortissement de pas moins de 1%, sur le capital dudit emprunt, lequel fonds d'amortissement sera administré par lesdits commissaires aux désirs de la loi de l'instruction publique de la province de Québec.

Fonds d'amortissement, etc.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 32

LOI AMENDANT LES LOIS CONCERNANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA CITÉ DE WESTMOUNT

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles de la cité de Westmount ont, par leur pétition, représenté qu'il est devenu nécessaire de pourvoir à une extension du service scolaire dans la cité, et qu'ils ont demandé qu'une loi soit passée pour augmenter leur pouvoir d'emprunter, et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

56 V., c. 80,
s. 8, remp.

1. La section 8 de la loi 56 Victoria, chapitre 80, telle que remplacée par la section 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 72, et par la section 1 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 35, est de nouveau remplacée par la suivante :

Pouvoir de
faire certaines
dépenses.

"8. Lesdits commissaires d'écoles, sur l'autorisation du surintendant de l'instruction publique, pourront dépenser, de temps à autre, telles somme ou sommes de deniers qu'ils jugeront nécessaires, à l'acquisition de terrains, ainsi qu'à la construction et à l'ameublement de maisons d'école, ou à toutes autres fins tombant dans la limite de leur juridiction, sans limitation quant au montant à dépenser pour une maison d'école, pourvu que le total de la dette de ladite corporation scolaire n'excède, en aucun temps, la somme de un million de piastres."

Proviso.

Entrée en vi-
gueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 45

LOI CONCERNANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE WESTMOUNT

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Westmount ont représenté par leur pétition, que, vu l'accroissement

de la population, le développement de la cité, et comme conséquence, le changement de conditions qui y existent, il est nécessaire d'accorder auxdits commissaires des pouvoirs additionnels et plus étendus, pour leur permettre de pourvoir plus efficacement aux besoins de l'éducation de la municipalité; pour augmenter le nombre des commissaires, et déterminer leur quorum; pour décréter que l'élection des commissaires se fera au scrutin; pour autoriser la répartition des devoirs du secrétaire-trésorier entre deux officiers (un trésorier et un secrétaire) et pour la nomination d'un surintendant des écoles, qui pourra aussi être secrétaire, de même que pour définir leurs pouvoirs respectifs; pour changer les termes de paiement des instituteurs, et autoriser la création d'un fonds de pension pour le bénéfice des instituteurs et autres employés que les commissaires désigneront;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 2 de la loi 56 Victoria, chapitre 80, est 56 V., c. 80, remplacée par la suivante: a. 2, remp.

"2. (a). Le bureau des commissaires d'écoles, pour la municipalité scolaire de la cité de Westmount, composera sept commissaires élus de la manière ci-après déterminée. Composition de la commission.

L'élection annuelle des commissaires aura lieu le deuxième lundi juridique de janvier, chaque année. Election des commissaires.

(b). Le trésorier des commissaires d'écoles, ou, en cas de son incapacité d'agir, le secrétaire, ou le secrétaire-surintendant sera l'officier-rapporteur de cette élection. Officier-rapporteur.

(c). L'officier-rapporteur devra, dix jours au moins avant la date fixée pour la nomination, nommer par une commission, sous sa signature, un greffier d'élection qui devra, avant d'agir comme tel, prêter le serment d'office. Dans le cas où l'on déciderait d'établir plusieurs bureaux de votation, il devra aussi nommer autant de sous-officiers-rapporteurs qu'il pourra être nécessaire. Greffier d'élection.

(d). Le greffier d'élection doit aider l'officier-rapporteur, et agir à sa place dans le cas où ce dernier est incapable d'accomplir ses devoirs. Remplacement de l'off. rapp.

(e). Huit jours au moins avant le premier lundi juridique de janvier, chaque année, l'officier-rapporteur doit donner, sous sa signature, un avis public indiquant: Avis de l'élection et son contenu.

(aa). Le lieu et la date fixés pour la nomination des candidats;

- (bb). La date à laquelle sera tenu le bureau de votation pour l'enregistrement des votes des électeurs dans le cas où un bureau de votation est nécessaire;
- (cc). La nomination du greffier de l'élection.
- Date de la nomination des candidats. (f). La nomination des candidats aura lieu le premier lundi juridique de janvier, chaque année, de midi à deux heures de l'après-midi.
- Bulletin de présentation. (g). Dix électeurs habiles à voter peuvent mettre en nomination un candidat, en signant un bulletin de présentation de manière à identifier suffisamment ce candidat, et en remettant ledit bulletin de présentation à l'officier-rapporteur au jour, à l'heure et à l'endroit indiqués dans l'avis de l'officier-rapporteur, ou en le déposant au bureau de l'officier-rapporteur, en tout temps entre la date de l'avis et le jour de la nomination.
- Documents qui accompagnent le bulletin. (h). Il devra être produit avec chaque bulletin de présentation:
1. Une déclaration du candidat attestant sous serment qu'il est sujet britannique et qu'il a les qualités requises, et contenant la description de l'immeuble sur lequel est basé son cens d'éligibilité;
 2. Un certificat du trésorier indiquant la valeur dudit immeuble d'après le rôle d'évaluation en vigueur;
 3. Un certificat du trésorier démontrant que le candidat ne doit aux commissaires aucune taxe scolaire ou contribution.
- S'il n'y a que le nombre requis de candidats. (i). Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats il n'a été mis en nomination que le nombre requis de candidats, ces derniers seront élus *ipso facto*, et il sera du devoir de l'officier-rapporteur de proclamer immédiatement ces candidats élus et de donner avis public de cette élection, pas plus tard que le jour suivant.
- Rapport de l'offi.-rapp. (j). L'officier-rapporteur devra faire son rapport aux commissaires d'écoles avec mention de ses procédures.
- Votation. (k). S'il est mis en nomination plus de candidats qu'il en faut pour remplir les charges, l'officier-rapporteur doit accorder un bureau de votation, mais personne ne peut être élu s'il n'a été mis en nomination de la manière ci-dessus édictée.
- Avis de la votation. (l). Lorsque la votation est nécessaire, l'officier-rapporteur donne avis public à cet effet, le jour juridique suivant celui de la nomination. Cet avis doit indiquer:
- Son contenu. Les noms, résidences et occupations des candidats mis en nomination, dans l'ordre suivant lequel ils doivent être imprimés sur les bulletins de vote; le jour fixé pour l'élection, le temps durant lequel le bureau de votation sera tenu, et, dans le cas où il serait tenu

plus d'un bureau de votation, le district auquel doit s'étendre chaque bureau de votation.

(m). Le bulletin de chaque électeur sera un papier imprimé, sur lequel les noms des candidats disposés par ordre alphabétique suivant leurs noms devront être imprimés, tel qu'indiqué sur les bulletins de présentation, et les bulletins de vote devront, sous tous autres rapports, être conformes aux exigences de la loi quant aux bulletins employés pour les élections municipales, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer. Forme du bulletin.

(n). Le bureau de votation devra être tenu au bureau du trésorier des commissaires d'écoles, ou dans quelque autre édifice public ou privé, à l'endroit le plus central ou le plus convenable pour la majorité des électeurs. Dans le cas où les commissaires décideraient de tenir plus d'un bureau de votation, ces derniers devront fixer l'endroit de chaque bureau de votation et les divers districts que comprennent ces bureaux. Endroit de votation.

(o). Le bureau ou les bureaux de votation resteront ouverts depuis huit heures de l'avant-midi jusqu'à six heures du soir, le même jour, et les dispositions des articles 5451 à 5478, inclusivement, des Statuts refondus, 1909, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à cette élection. Heures de la votation.

(p). À six heures, le scrutin sera fermé, et une entrée en sera faite dans le cahier de votation. Immédiatement après, l'officier-rapporteur ou les sous-officiers-rapporteurs, (selon le cas), compteront le nombre des électeurs dont les noms apparaissent au cahier de votation comme ayant voté, et en feront une entrée sur la ligne immédiatement au-dessous du nom de l'électeur qui a voté le dernier, comme suit: "le nombre d'électeurs qui ont voté à cette élection est de" et il devra y apposer son nom; alors, en la présence et à la vue libre des candidats ou de leurs agents, et si les candidats et leurs agents, ou quelqu'un d'entre eux, sont absents, alors en présence de ceux qui seront présents, s'il y en a, et de trois électeurs au moins, il ouvrira la boîte du scrutin, et comptera le nombre de votes donnés en faveur de chaque candidat, en donnant aux personnes présentes toute liberté d'examiner chaque bulletin. En comptant les votes, il devra écarter tous les bulletins qui n'ont pas été délivrés par l'officier-rapporteur, tous ceux sur lesquels il a été enregistré plus de votes qu'il y a de vacances à remplir, tous ceux qui contiennent quelque écriture ou marque par lesquelles le voteur pourrait être identifié, tous les bulletins laissés en blanc ou nuls comme douteux, ainsi Clôture de la votation.

Dépouillement du scrutin.

que tous autres bulletins non conformes aux exigences de la présente loi.

Relevé du vote.

Le sous-officier-rapporteur, lorsqu'il en a été nommé, immédiatement après que les votes ont été ainsi comptés, devra préparer un état suivant la cédule annexée à la présente loi, qu'il devra inclure lui-même sous enveloppe spéciale fournie à cette fin, laquelle enveloppe il devra sceller et déposer dans la boîte du scrutin, avec les bulletins de vote et tous autres documents qui ont servi à l'élection, et, après avoir fermé à clef la boîte du scrutin, il devra la transmettre immédiatement à l'officier-rapporteur ou au greffier de l'élection. L'officier-rapporteur devra additionner ensemble le nombre de votes donnés pour chaque candidat d'après les états contenus dans les boîtes de scrutin remises par les sous-officiers-rapporteurs.

Voix prépondérante de l'offi.-rapp.

(g). Immédiatement après le comptage terminé comme susdit, ou sur réception de tous les rapports des sous-officiers-rapporteurs, (selon le cas), l'officier-rapporteur devra donner le résultat de l'élection; et, s'il est constaté qu'il y a égalité de voix entre deux ou plusieurs des candidats, et qu'un vote additionnel donnerait droit à quelqu'un de ces candidats d'être déclaré élu, l'officier-rapporteur devra donner ce vote additionnel ou prépondérant en déclarant par écrit sous sa signature pour qui il vote. En nul autre cas, l'officier-rapporteur n'aura le droit de voter.

Déclaration du résultat de l'élection.

(r). L'officier-rapporteur devra, le jour suivant la clôture du bureau de votation, donner avis public, indiquant les candidats élus, et devra, à la première assemblée suivant l'élection, faire aux commissaires d'écoles un rapport mentionnant les noms, résidences et occupation des candidats élus, et indiquant qu'avis public du résultat de cette élection a été donné.

Dispositions applicables.

(s). Les dispositions des articles 5493, 5494, 5495, 5496, 5497, 5498, 5499, 5544, 5545, 5546, 5547, 5548, 5549, 5550, 5551 et 5552 des Statuts refondus, 1909, s'appliqueront aussi, *mutatis mutandis*.

Durée de la charge des commissaires.

(t). Les commissaires d'écoles ainsi élus resteront en fonction pendant trois ans, mais, dans le cas de décès, changement de domicile, démission légalement donnée, ou incapacité durant trois mois consécutifs, à raison d'absence ou de maladie, les commissaires d'écoles devront être remplacés par le reste des commissaires d'écoles dans les trente jours à compter de la date où cette vacance s'est produite.

Élection de commissaires additionnels.

(u). Les deux commissaires additionnels requis pour porter le nombre des membres du bureau à sept, tel que

prescrit précédemment, devront être élus à la première élection régulière faite après l'adoption de la présente loi.

(v). L'ordre de retraite sera comme suit: Trois commissaires devront se retirer en 1917; deux en 1918; et deux en 1919; et, par la suite, de la même manière et à tour de rôle. Avant le premier janvier 1917, les commissaires devront décider au sort, ou de toute autre manière dont ils pourront unanimement convenir, lesquels des commissaires devront se retirer, dans chacune des années ci-dessus mentionnées." Ordre de retraite.

2. L'article 2795 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour lesdits commissaires d'écoles, par le suivant: S. R., 2795, remp. pour les commissaires.

"2795. Toute commission scolaire doit avoir un officier désigné sous le nom de secrétaire-trésorier, qu'elle nomme et peut révoquer à volonté, et dont elle fixe le traitement par résolution. Lesdits commissaires d'écoles peuvent répartir les devoirs de secrétaire-trésorier entre deux personnes, un trésorier et un secrétaire, et nommer un surintendant des écoles, qui peut aussi être secrétaire, et ils peuvent assigner à ces officiers les devoirs qu'ils jugent convenables. Dans le cas où telle division serait faite, les articles 2797, 2798, 2799, 2801 et 2825 s'appliqueront aux deux officiers; l'article 2815 s'appliquera au secrétaire; les articles 2802 à 2812, 2814, 2816 à 2824 et 2826 à 2835, s'appliqueront au trésorier." Secrétaire-trésorier, etc.
Dispositions applicables.

3. L'article 2709 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 20, section 2, est amendé, pour lesdits commissaires d'écoles, en en remplaçant le paragraphe 16 par le suivant: S. R., 2709, am. pour les commissaires.

"16. De payer leurs instituteurs à la fin de chaque mois d'enseignement ou en douze paiements mensuels, à leur choix." Paiement des instituteurs.

4. Les susdits commissaires d'écoles sont, par la présente loi, autorisés à établir un fonds de pension au profit des instituteurs et autres personnes à leur emploi, et à faire des règles et règlements pour en assurer l'administration, sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil. Fonds de pension.

vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 63, section 18, (charte de la cité de Montréal, section 361, paragraphes 3 et 4,) les immeubles, tels que les tuyaux, poteaux, fils conducteurs, rails, runnels, conduits et autres constructions et appareils de quelque nature que ce soit, employés pour produire ou distribuer, pour l'usage du public, la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité, ou pour les fins de traction, construits ou placés sur les, au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, voies publiques ou ailleurs dans les limites de la cité, ou pour le transport ou la réception de messages télégraphiques, téléphoniques ou pneumatiques, sont imposés en bloc dans le quartier que les estimateurs choisissent, et qu'alors, il leur est impossible d'avoir l'évaluation municipale de cette catégorie d'immeubles situés dans le territoire sous leur juridiction, ce qui les prive de revenus considérables au profit de la Commission scolaire catholique de Montréal et des Syndics des écoles protestantes de Montréal;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas, pour les fins ci-après mentionnées à la corporation des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, laquelle aura droit, nonobstant les articles ci-dessus, de faire un rôle partiel d'évaluation tous les ans, pour les biens immeubles mentionnés dans la loi 7 Édouard VII, chapitre 63, section 18, (charte de Montréal, section 361, paragraphes 3 et 4), et situés en tout ou en partie dans les limites de son territoire, conformément aux articles 2840 et 2856 des Statuts refondus, 1909, et, nonobstant toute loi à ce contraire, elle aura seule le droit d'imposer lesdits biens immeubles pour les fins scolaires, et la cité de Montréal ne devra imposer de taxes scolaires que sur la différence entre le montant de l'évaluation desdits biens porté dans son rôle et celui porté au rôle d'évaluation fait par lesdits commissaires, et copie de ce rôle devra être fournie par lesdits commissaires à la cité de Montréal le ou avant le premier de septembre de chaque année.

Rôle d'évaluation annuel pour certains immeubles. etc.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 79

LOI ANNEXANT UNE PARTIE DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DES SAINTS-ANGES DE LACHINE, DANS LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER, AU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE LACHINE, DANS LE MÊME COMTÉ

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ont représenté, par leur pétition, qu'une partie du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, située au nord du canal de Lachine, se trouve comprise dans les limites de la cité de Lachine, pour les fins municipales; que les écoles les plus rapprochées de cette partie de territoire, sont celles de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, et que, vu la situation de ce territoire, il serait à propos d'annexer cette partie de territoire au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, pour les fins scolaires;

Attendu qu'il convient d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Territoire annexé à la municipalité scolaire de la cité de Lachine.

1. Est détaché du territoire de la municipalité scolaire de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, et annexé au territoire de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les fins scolaires, tout le territoire délimité comme suit: Par une ligne partant du coin nord-ouest du lot No 55 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, coupant l'ancien chemin de fer du Grand Tronc du Canada, se prolongeant dans la ligne ouest du lot No 900 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, jusqu'à l'extrémité de cette ligne; de là, se dirigeant vers l'est en suivant l'extrémité nord des lots No 900, 901, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 909a, 910, 911, 912 et 913 desdits plan et livre de renvoi officiels jusqu'à la ligne est dudit lot No 913, suivant cette ligne jusqu'au point de rencontre de la ligne nord-est du lot No 914, se prolongeant dans cette ligne dudit lot No 914 jusqu'à la ligne sud-est du lot No 1034; de là, se prolongeant vers le sud-

ouest en suivant cette dernière ligne jusqu'au point de rencontre de la ligne nord-est du lot originaire No 915 desdits plan et livre de renvoi; de là, se prolongeant vers le sud jusqu'au canal de Lachine, en suivant les lignes nord-est et est dudit lot No 915, et traversant les lots Nos 1026 et 1035 desdits plan et livre de renvoi et le chemin du haut de Lachine, là où ils se rencontrent; de là se dirigeant vers le sud-ouest en suivant la ligne nord dudit canal jusqu'au point de rencontre de la ligne est du lot originaire No 916 desdits plan et livre de renvoi; se dirigeant vers le nord en suivant cette ligne jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot No 915; de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant les lignes sud-ouest et ouest du lot No 915, jusqu'au point de rencontre de la ligne sud de l'ancien chemin de fer du Grand Tronc du Canada, et de là, en suivant ladite ligne jusqu'au point de départ.

2. La loi de l'instruction publique concernant les annexions de territoire à une municipalité scolaire s'ap- Dispositions applicables à l'annexion.
 plique à l'annexion décrétée par la présente loi, hormis incompatibilité, comme si ladite annexion avait été faite en vertu de l'article 2589 des Statuts refondus, 1909.

3. La présente loi entrera en vigueur le premier Entrée en vigueur.
 juillet 1913.

13 GEORGE V, CHAPITRE 119

LOI AUTORISANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE LA CITÉ ET DE LA PAROISSE DE LACHINE ET LES VILLES DE LASALLE ET DE DORVAL À AVOIR UN BUREAU DE SIX SYNDICS

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que les syndics d'écoles protestants de la Préambule.
 municipalité de la cité et de la paroisse de Lachine, y compris les villes de Lasalle et de Dorval, comté de Jacques-Cartier, ont, par leur pétition, représenté que, pendant les cinquante dernières années ou plus, ladite municipalité a élu et maintenu un bureau de six syndics, au lieu d'un bureau de trois syndics, tel que le veut la loi; qu'on ne peut trouver l'origine de ce système ou son autorisation légale, ni dans les archives de la com-

mission scolaire, ni dans celles du département de l'instruction publique de Québec, mais que le bureau, composé de six membres, a toujours possédé l'état de corporation scolaire et qu'il a toujours été reconnu comme tel par l'autorité compétente; que des doutes se sont élevés quant à la légalité d'un bureau de six syndics; qu'il est désirable de faire disparaître ces doutes et de valider et confirmer tous les actes faits et accomplis par ledit bureau; que le territoire de ladite municipalité est si considérable que les intéressés de ses diverses parties ne peuvent être convenablement représentés par un bureau de trois syndics et que, de plus, il est à propos de continuer le système qui a été si longtemps en usage et d'après lequel tous les actes de la municipalité ont été accomplis pendant si longtemps; que, cependant, il est à propos de pourvoir à la réduction dudit nombre de syndics, advenant la séparation de la ville de Lasalle et de la ville de Dorval, de ladite municipalité, et que ce nombre devrait être réduit d'une unité pour chacune de ces parties de la municipalité, si elles en sont séparées; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Autorisation
d'élire six
syndics.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 2648 des Statuts refondus de Québec, 1909, la municipalité scolaire dissidente de la cité et de la paroisse de Lachine, y compris les villes de Lasalle et de Dorval, comté de Jacques-Cartier, est autorisée à élire et à maintenir un bureau de six syndics.

Mode de rem-
placement
desdits syn-
dics.

2. Deux desdits syndics devront se retirer, chaque année, au lieu d'un, tel que le décrète l'article 2670 des Statuts refondus, 1909, et être remplacés de la manière indiquée à l'article 2671 desdits statuts.

Élection de
syndics con-
firmée.

3. L'élection des deux syndics pour remplacer deux syndics se retirant, faite le 3 juillet 1922, est, par la présente loi, confirmée, et le bureau des six syndics en fonction après l'élection faite à ladite date, est déclaré avoir été régulièrement élu et est confirmé dans ses fonctions.

Actes, etc.,
validés.

4. Tous les actes faits et accomplis par les syndics d'écoles de ladite municipalité, à compter de la date où

un bureau de six syndics a d'abord été créé, y compris le prélèvement de taxes scolaires, l'émission d'obligations, l'achat de terres pour les édifices et les terrains scolaires et l'érection d'édifices scolaires,—en tant que ces actes peuvent être affectés par le nombre de syndics constituant le bureau,—sont, par la présente loi, déclarés valides et sont ratifiés et confirmés.

5. Si la ville de Lasalle ou la ville de Dorval sont séparées de la municipalité, le nombre des syndics devra être réduit d'une unité pour chacune de ces villes.

Réduction du nombre des syndics, en certains cas.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI ÉRIGEANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE LA CITÉ ET DE LA PAROISSE DE LACHINE ET DES VILLES LASALLE ET DORVAL, DANS LE DISTRICT ÉLECTORAL DE JACQUES-CARTIER, EN UNE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE POUR LES PROTESTANTS, AVEC UN BUREAU DE SIX COMMISSAIRES, ET AUGMENTANT TEMPORAIREMENT SES POUVOIRS D'EMPRUNT

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTE^{ndu} que les syndics d'écoles protestants de la municipalité de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, ont représenté par leur pétition, que le territoire de ladite municipalité comprend en totalité ou en partie le territoire de quatre municipalités scolaires catholiques romaines, à savoir, la municipalité scolaire de la cité de Lachine, la municipalité scolaire du Très-Saint-Sacrement, la municipalité scolaire de la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge, Dorval, et la municipalité scolaire de la ville Lasalle, dont ils sont dissidents; qu'il est désirable, que ladite municipalité scolaire protestante soit érigée en une municipalité scolaire indépendante pour les protestants seulement, avec un bureau de commissaires; que, par la loi 13 George V, chapitre 119, ladite municipalité fut autorisée à avoir un bureau de six syndics et qu'il est désirable, en raison de la grande étendue de son territoire, des intérêts divers de ses différentes parties, et en

Préambule.

maintenant le nombre des syndics qui constitue actuellement le bureau, que le nombre des membres du bureau des commissaires soit de six; que la liste des salaires mensuels de ses professeurs et des autres officiers salariés excède six mille piastres; que dans les limites de son territoire les municipalités de villes et de cités, savoir, la cité de Lachine et les villes Lasalle et Dorval, n'ont généralement complété et homologué leur rôle d'évaluation annuel que tard en août ou septembre, et qu'il ne peut obtenir à temps des extraits des différents rôles municipaux pour l'imposition des taxes avant le premier septembre, tel que requis par l'article 2857 des Statuts refondus, 1909; que, lorsque les extraits des différents rôles d'évaluation municipale ont tous été reçus, le rôle de perception préparé et les délais prescrits par la loi sont expirés, plusieurs mois de l'année scolaire se sont écoulés sans qu'on ait reçu aucun revenu des taxes pour cette année-là; que les pouvoirs d'emprunt prescrits par l'article 2728d des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 5 George V, chapitre 36, ne sont pas suffisants pour lui permettre de se procurer de ses banquiers les fonds nécessaires au paiement des salaires de ses professeurs et des autres dépenses durant les premiers mois de l'année scolaire, en attendant la perception de ses taxes; que les villes de Lasalle et de Dorval, ainsi que la partie de la paroisse de Lachine non incluse dans lesdites villes ni dans la cité de Lachine, sont en grande partie rurales, et qu'il est désirable de rendre applicables à ladite municipalité les dispositions de l'article 2734 des Statuts refondus, 1909; que l'évaluation des terrains agricoles dans les villes de Lasalle et de Dorval n'est pas uniforme et qu'il est désirable que l'évaluation de ces terrains, dans lesdites villes, assujetties à la taxation par ladite municipalité scolaire soit la même pour toutes les fins scolaires;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation
constituée.

1. Le territoire de la présente municipalité scolaire protestante dissidente de la cité et de la paroisse de Lachine et des villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, est, par la présente loi, érigé en une municipalité scolaire pour les protestants, avec un bureau de six commissaires qui constituera une corporation avec tous les pouvoirs accordés aux

corporations scolaires par l'article 2635 des Statuts refondus, 1909, et qui se désignera sous le nom de "Les Nom. commissaires d'écoles protestants de Lachine".

2. Les dispositions des Statuts refondus, 1909, relatives à l'instruction publique, concernant l'érection de territoires en municipalités scolaires, doivent s'appliquer à l'érection décrétée par la présente loi, comme si ladite érection avait été faite en vertu des articles 2589 à 2592 desdits statuts, le nombre seul des commissaires étant changé. Dispositions applicables.

3. Nonobstant l'article 2728d des Statuts refondus, 1909, qui ne s'applique pas à ladite municipalité, les commissaires sont autorisés, par simple résolution, à effectuer des emprunts temporaires, de temps à autre, au moyen de billets, par anticipation sur la perception des taxes scolaires; cesdits emprunts ne devant pas être pour une période de plus de six mois ni excéder, en aucun temps, un huitième du revenu total des taxes scolaires pour l'année courante. Pouvoir d'effectuer certains emprunts, par résolution.

4. A l'assemblée annuelle des contribuables de ladite municipalité scolaire qui sera tenue le premier lundi juridique de juillet prochain, 1924, les quatre syndics présentement en fonction et dont le terme n'expirera pas à cette date, deviendront, pour la balance de leur terme, commissaires d'écoles, et deux commissaires d'écoles seront élus pour remplacer les deux syndics dont le terme expirera à cette date. Election des commissaires.

5. Le surintendant de l'instruction publique peut autoriser lesdits commissaires d'écoles à prélever, sur les propriétés immobilières dans la cité de Lachine, une taxe différente de celles qu'ils prélèvent sur la partie de ladite municipalité en dehors de ses limites, mais, dans ce cas, la taxe sur les immeubles situés en dehors de ladite cité ne devra pas être inférieure à la moitié de celle qui est imposée sur ladite cité de Lachine. Taxes scolaires dans et en dehors de la cité de Lachine.

6. L'évaluation des terrains agricoles dans la ville Lasalle, sujets à la taxation par ladite municipalité scolaire, est au taux de cent piastres (\$100) par arpent, comprenant toutes les bâtisses de la ferme, en tant que cette évaluation existe pour la ville de Dorval, et lesdits commissaires ont par la présente l'autorisation et le pouvoir d'amender à cet effet le rôle d'évaluation, chaque année, relativement à ces terrains. Taux de l'évaluation des terrains agricoles dans la ville Lasalle.

Résolutions,
etc. conti-
nuées en vi-
gueur.

7. Tous les contrats, engagements, résolutions ou autres actes publics, passés ou consentis par les syndics d'écoles pour la municipalité de la cité et de la paroisse de Lachine et pour les villes Lasalle et Dorval, dans le district électoral de Jacques-Cartier, auxquels succède la municipalité érigée par la présente loi avec tous ses droits et obligations, et qui sont maintenant en vigueur, resteront en vigueur et conserveront leur plein effet aussi longtemps qu'ils ne seront pas mis de côté, modifiés ou annulés et aussi longtemps que leur objet ne sera pas accompli.

Dispositions
applicables.

8. Les dispositions des Statuts refondus, 1909, relatives à l'instruction, publique, s'appliquent à la municipalité érigée par la présente loi, sauf dans les cas où la présente loi est incompatible ou y déroge.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1924.

6 GEORGE V, CHAPITRE 48

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE VERDUN

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

S. R., 5829,
am. pour la
cité.

9. L'article 5829 des Statuts refondus, 1909, est amendé, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant:

Recouvre-
ment des
taxes scola-
ires.

"5. Les poursuites pour le recouvrement des taxes scolaires par le bureau des commissaires ou des syndics."

* * * * *

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 108

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE VERDUN

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

7. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Verdun sont, par la présente loi, autorisés à emprunter une somme de cent soixante-quinze mille piastres pour le terme de dix ans, au taux de six pour cent par année, avec fonds d'amortissement de un pour cent. A cette fin, ils pourront émettre, par résolution, des débentures représentant à leur face le montant dudit emprunt dont le produit, déduction faite des frais généraux d'architecte, impressions, émission et négociation desdites débentures et tous autres frais légaux en rapport avec ledit emprunt, devra servir:

Emprunt par les commissaires d'écoles, autorisé.

Mode d'emprunt.

(1) A construire une extension au Collège commercial de Verdun, à l'achat d'un terrain pour cette extension et à l'ameublement de la partie ainsi agrandie;

Emploi des deniers.

(2) A agrandir l'école Sainte-Marie, pourvoir à l'ameublement de cet agrandissement et construire une résidence pour le corps enseignant de ladite école.

Idem.

Lesdits commissaires sont, en conséquence, autorisés à imposer et à prélever une taxe annuelle spéciale sur tous les biens imposables de ladite municipalité scolaire suffisante pour payer chaque année l'intérêt desdites débentures et pour pourvoir audit fonds d'amortissement, cette taxe devant être répartie et perçue au moyen du rôle de perception desdits commissaires, préparé et homologué suivant les prescriptions de la loi.

Taxe spéciale pour le paiement des intérêts et du fonds d'amortissement.

Rôle de perception.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 46

LOI CONCERNANT LA TAXATION SCOLAIRE DANS LA CITÉ DE VERDUN

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que le bureau des syndics d'écoles protestants de la cité de Verdun a représenté que le nombre des élèves des écoles de sa juridiction est considérable; que le montant de la propriété imposable de ladite cité est comparativement et proportionnellement peu élevé; qu'en conséquence la taxe scolaire ordinaire pour le maintien desdites écoles est perçue à un taux élevé, et que ce taux élevé constitue une charge onéreuse pour les propriétaires protestants; et

Attendu qu'il est à propos de remédier à cet état de choses en faveur dudit bureau des syndics d'écoles protestants de la cité de Verdun;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

La corporation doit prélever certaines taxes, annuellement.

1. La corporation des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Verdun, nonobstant toutes les dispositions de l'article 2891 des Statuts refondus, 1909, ou de toute autre loi contraire ou les remplaçant, devra chaque année prélever la taxe scolaire ordinaire des corporations et des compagnies légalement constituées, d'après la base du taux ordinaire perçu chaque année par les syndics d'écoles protestants de la cité de Verdun, et remettre à ces derniers la proportion leur revenant suivant les dispositions dudit article 2891 desdits statuts.

Application de la loi.

2. La présente loi s'appliquera à l'année scolaire courante.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 38

LOI CONCERNANT LES ÉCOLES PROTESTANTES ET LA TAXE SCOLAIRE DANS LA CITÉ DE VERDUN

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que le bureau des syndics d'écoles protestants de la cité de Verdun a représenté que le nombre d'élèves dans les écoles sous son contrôle est consi-

dérable, étant de cinquante pour cent de la fréquentation scolaire totale dans ladite cité, mais que le montant de la propriété imposable dans ladite cité est proportionnellement petit, et qu'en conséquence, la taxe scolaire ordinaire pour le maintien desdites écoles est prélevée au taux élevé de deux pour cent, ce qui constitue une charge onéreuse sur les propriétaires protestants et ce qui est, néanmoins, insuffisant pour faire face aux dépenses courantes ou pour payer l'intérêt en souffrance sur la dette contractée sur obligations par ledit bureau; attendu que ledit bureau a aussi représenté qu'il est devenu nécessaire d'exproprier le terrain sur lequel on a bâti, de même que la partie vacante à l'usage de l'école; que les représentations d'amateurs données par les élèves desdites écoles et leurs amis pour des fins scolaires, sans rémunération pour leurs services, sont assujetties au paiement de la taxe provinciale d'amusements qui est une charge pour lesdits élèves et leurs parents;

Attendu qu'il est à propos de venir en aide audit bureau des syndics d'écoles protestants de la cité de Verdun;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Sur demande conjointe de la corporation des syndics d'écoles protestants de Verdun et du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter l'annexion, pour les fins scolaires protestantes seulement, de la municipalité scolaire de Verdun à la municipalité scolaire de Montréal et la fusion de la corporation des syndics d'écoles protestants de Verdun au bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal; à compter de la date mentionnée dans ladite proclamation, ladite corporation des syndics d'écoles protestants cesse d'exister et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est substitué à ladite corporation des syndics, en exerce tous les pouvoirs et en assume toutes les obligations.

Annexion de la municipalité scolaire de Verdun à celle de Montréal, etc., à certaines conditions.

A compter de ladite date, le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal est autorisé à imposer, sur les immeubles possédés par les propriétaires protestants de la cité de Verdun, une taxe scolaire n'exédant pas deux pour cent. Cette taxe sera prélevée de la même manière que l'est la taxe scolaire pour Montréal, sauf que le trésorier de la cité de Verdun est substitué au greffier de la cité de Montréal pour son

Taxes imposées par les commissaires d'écoles protestants.

prélèvement et sa remise audit bureau; ledit trésorier étant tenu de se conformer aux instructions dudit bureau à ce sujet.

Paiement de certaines taxes au bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal.

Les commissaires d'écoles catholiques romains de Verdun doivent remettre au bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal la part du produit des cotisations imposées et perçues sur les corporations et compagnies, suivant les dispositions des articles 2891 et suivants des Statuts refondus, 1909.

Aide par les comm. d'éco. de la cité de Westmount.

Les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, sur autorisation du surintendant de l'instruction publique pourront attribuer la somme de deniers qu'ils jugeront à propos de payer aux syndics d'écoles protestants de Verdun pour les aider à équilibrer leur budget pour la présente année courante.

Id., par les comm. d'éco. des protestants de Montréal.

Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal peut également, à même les fonds à sa disposition, remettre aux syndics d'écoles protestants de Verdun, telle somme de deniers qu'il juge nécessaire pour les aider à équilibrer leur budget pour la présente année courante.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 81

LOI POUR PERMETTRE AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA VILLE DE LA LONGUE-POINTE DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUATION ANNUEL

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, ont représenté, par leur pétition;

Que la loi générale qui dit que l'évaluation municipale des propriétés doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, se trouve à leur causer une grande injustice, par suite du fait que, par une entente intervenue entre les propriétaires des immeubles situés dans ladite municipalité et la cité de Montréal, lors de l'annexion de la ville de la Longue-Pointe à ladite cité, lesdits immeubles sont évalués fort au-dessous de leur valeur, savoir à un taux uniforme de cent dollars par arpent;

Que cette entente a été incorporée dans une loi amendant la charte de Montréal et qu'elle est suivie lors de la confection du rôle d'évaluation municipal;

Qu'il en résulte que les immeubles ne sont pas évalués à leur valeur réelle, mais à une valeur fort inférieure;

Que ladite municipalité scolaire a contracté des dettes considérables pour pourvoir aux besoins de l'éducation, construire des écoles, des académies, etc., et qu'elle se trouve privée, par cette évaluation conventionnelle faite par la cité de Montréal, des revenus nécessaires pour payer l'intérêt sur lesdites dettes et pour pourvoir aux dépenses courantes de ladite municipalité;

Que, de plus, par la loi scolaire, toute personne qui est propriétaire d'un bâtiment construit sur le terrain d'autrui, et qui est inscrite comme telle au rôle d'évaluation, est un électeur; mais qu'un grand nombre de propriétaires sont privés de leur droit de vote par le fait que la cité de Montréal n'inscrit pas sur son rôle d'évaluation les propriétaires de bâtiments construits sur le terrain d'autrui, et qu'il en résulte une grande injustice pour un grand nombre de propriétaires de bâtiments;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à l'effet ci-dessous contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la municipalité scolaire de la ville de la Longue-Pointe, laquelle municipalité aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement un rôle d'évaluation des immeubles situés dans ladite municipalité; et cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909.

Autorisation de faire un rôle d'évaluation annuel.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 80

LOI POUR PERMETTRE AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CÔTE-DES-NEIGES DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUATION ANNUEL

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges, dans le district de Montréal, ont représenté par leur pétition:

Préambule.

Que la loi générale qui dit que l'évaluation municipale

des propriétés doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, se trouve à leur causer une grande injustice, par suite du fait que par l'annexion de Notre-Dame-des-Neiges, aujourd'hui quartier Mont-Royal, à la cité de Montréal, en vertu de la loi 1 George V (2e session), chapitre 60, section 2, les terres en culture situées dans ladite municipalité scolaire sont évaluées fort au-dessous de leur valeur, savoir à un taux uniforme de cent dollars par arpent;

Que cette entente a été incorporée dans une loi amendant la charte de Montréal et qu'elle est suivie lors de la confection du rôle d'évaluation municipal;

Qu'il en résulte que les terres en culture ne sont pas évaluées à leur valeur réelle, mais à une valeur fort inférieure;

Que ladite municipalité scolaire doit contracter des dettes considérables pour pourvoir aux besoins de l'éducation, construire des écoles, des académies, etc., et qu'elle se trouve privée, par cette évaluation faite par la cité de Montréal, des revenus nécessaires pour payer l'intérêt sur les dettes et pour pourvoir aux dépenses courantes de ladite municipalité;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à l'effet ci-dessous contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Dispositions
non appli-
cables à la
confection du
rôle, etc.

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges, laquelle municipalité aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement jusqu'au 1er mai 1918, un rôle d'évaluation pour les terres en culture situées dans ladite municipalité, et cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909, mais les articles 2836 et 2837 s'appliqueront pour tous autres immeubles situés dans la municipalité, et de plus ces dits articles devront continuer à s'appliquer à partir du 1er mai 1918 pour tous les immeubles situés dans ladite municipalité scolaire.

NOTE.—Section 1a ajoutée par la loi 5 Geo. V, c. 47, s. 1.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 47

LOI AMENDANT LA LOI 3 GEORGE V, CHAPITRE 80, CONCERNANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CÔTE-DES-NEIGES

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que Xavier Cardinal, jardinier; Arthur Yale, cultivateur; Victor Cardinal, cultivateur; Camille Légaré, jardinier; Hormisdas Desrosiers, cultivateur, et James McKenna, jardinier; tous des cité et district de Montréal, ont représenté par leur pétition qu'ils sont propriétaires des terres en culture situées dans le quartier Mont-Royal en la cité de Montréal;

Que, par le statut de Québec 1 George V (2e session), chapitre 60, section 2, il a été décrété que les terres en culture situées dans le quartier Mont-Royal, dans la cité de Montréal, ne devaient pas être évaluées à plus de cent piastres par arpent durant une période de dix ans à compter du 1er mai 1908, ou aussi longtemps, durant ladite période, que lesdites terres ou parties d'icelles n'auraient pas été subdivisées en lots à bâtir;

Attendu que cet amendement à la charte de la cité de Montréal a été voté afin de mettre les terres en culture situées dans ledit quartier Mont-Royal, lequel venait d'être annexé à la cité de Montréal, sur le même pied que les terres en culture situées dans d'autres municipalités avoisinant Montréal et qui avaient été annexées l'année précédente;

Que, le 21 décembre 1912, les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges ont obtenu la sanction d'une loi, la loi 3 George V, chapitre 80, pour leur permettre de faire un rôle d'évaluation annuel, et que dans l'application de cette loi, en préparant le rôle d'évaluation ainsi autorisé, ils se trouvent à faire perdre aux pétitionnaires le bénéfice de droits acquis que leur avait conférés la loi ci-dessus mentionnée;

Et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La loi 3 George V, chapitre 80, est amendée en 3 Geo. V, c. 80, s. 1a, aj. insérant après la section 1, la suivante:

"1a. Les terres en culture situées dans ladite municipalité scolaire ne devront pas être évaluées à plus de deux mille piastres de l'arpent, à compter de la sanction Évaluation des terres en culture.

de la présente loi, jusqu'au premier mai 1918, ou aussi longtemps, pendant ladite période, que lesdites terres ou partie d'icelles n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir."

Entrée en vi- 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa
gueur. sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 32

LOI POUR PERMETTRE AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE LA CÔTE- DES-NEIGES DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUA- TION ANNUEL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de la Côte-des-Neiges, dans le district de Montréal, ont représenté par leur pétition:

Que la loi qui décrète que l'évaluation municipale des propriétés doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, leur cause une injustice grave, par suite du fait que, par l'annexion de la ville de la Côte-des-Neiges, aujourd'hui quartier Côte-des-Neiges, à la cité de Montréal, en vertu de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 1, paragraphe K, les terres en culture situées dans ladite municipalité scolaire sont évaluées fort au-dessous de leur valeur réelle, savoir au taux de cent piastres par arpent;

Que cette clause prohibant l'évaluation des terres en culture situées dans ledit quartier Côte-des-Neiges à une somme supérieure à cent piastres par arpent, a été insérée dans la charte de la cité de Montréal par la loi ci-dessus mentionnée et qu'elle est suivie lors de la confection du rôle d'évaluation municipale;

Qu'il résulte de cette différence d'évaluation entre les terres en culture et les autres immeubles de ladite municipalité scolaire, une injustice réelle dans la confection du rôle de perception des taxes scolaires, pour les propriétaires d'emplacements ou autres immeubles non considérés comme terres en culture;

Qu'au surplus cette évaluation de terres en culture à cent piastres de l'arpent, n'est pas assez élevée pour permettre à la municipalité scolaire de la ville de la Côte-des-Neiges de pourvoir au besoin de l'éducation des enfants de ladite municipalité scolaire, vu qu'elle ne peut, à cause de cette évaluation desdites terres en

culture, percevoir les revenus nécessaires pour payer l'intérêt sur les dettes, et pour subvenir aux dépenses courantes de ladite municipalité scolaire;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande ci-dessus contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la municipalité scolaire de la ville de la Côte-des-Neiges, laquelle municipalité aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement jusqu'au 1er mai 1925, un rôle d'évaluation pour les terres en culture situées dans ladite municipalité, et cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909; mais les articles 2836 et 2837 s'appliqueront pour tous autres immeubles situés dans la municipalité, et de plus cesdits articles devront continuer à s'appliquer à partir du 1er mai 1925 pour tous les immeubles situés dans ladite municipalité scolaire.

Rôle d'évaluation pour les terres en culture; dispositions applicables.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 31

LOI PERMETTANT AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCES-OUEST, DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUATION ANNUEL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest, dans le district de Montréal, ont représenté par leur pétition: Préambule.

Que la loi générale qui décrète que l'évaluation municipale des propriétés doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, se trouve à leur causer une grave injustice par suite du fait que par l'annexion de la ville de Notre-Dame-de-Grâces, à la cité de Montréal, et formant aujourd'hui le quartier Notre-Dame-de-Grâces de la cité de Montréal, en vertu de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 1, les terres en culture situées dans ladite municipalité scolaire sont évaluées fort au-dessous de leur valeur, savoir: à un taux uniforme de cent piastres par arpent, par la cité de Montréal, dans son rôle d'évaluation;

Qu'il en résulte que les terres en culture ne sont pas évaluées à leur valeur réelle mais à une valeur fort inférieure;

Que ladite municipalité scolaire a contracté des dettes considérables pour pourvoir aux besoins de l'éducation, construire des écoles, des académies, etc., et qu'elle se trouve privée, par cette évaluation conventionnelle faite par la cité de Montréal, des revenus nécessaires pour payer les intérêts sur lesdites dettes et pour pourvoir aux dépenses courantes de ladite municipalité;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à l'effet ci-dessous contenu dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Rôle d'évaluation pour les terres en culture, et dispositions applicables.

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la corporation des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest, laquelle aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement un rôle d'évaluation pour les terres en culture situées dans ladite municipalité; cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909, mais les articles 2836 et 2837 desdits statuts, s'appliqueront pour tous autres immeubles situés dans la municipalité et de plus, cesdits articles devront continuer à s'appliquer, à partir du 4 juin, 1920, pour tous les immeubles situés dans ladite municipalité scolaire.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 50

LOI PERMETTANT AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU COTEAU SAINT-PIERRE DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUATION ANNUEL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité du Côteau Saint-Pierre, dans le district de Montréal, ont représenté par leur pétition;

Que la loi générale qui décrète que l'évaluation municipale des propriétés doit servir de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, se trouve à leur causer une grave injustice par suite du fait que, par l'annexion de la ville de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest à la cité de Montréal, et formant aujourd'hui le quartier

Notre-Dame-de-Grâces de la cité de Montréal, en vertu de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 1, les terres en culture situées dans ladite municipalité scolaire sont évaluées fort au-dessous de leur valeur, savoir: à un taux uniforme de cent piastres par arpent, par la cité de Montréal, dans son rôle d'évaluation;

Qu'il en résulte que les terres en culture ne sont pas évaluées à leur valeur réelle mais à une valeur fort inférieure;

Que ladite municipalité scolaire a contracté des dettes considérables pour pourvoir aux besoins de l'éducation, construire des écoles, des académies, et pour autres fins, et qu'elle se trouve privée, par cette évaluation conventionnelle faite par la cité de Montréal, des revenus nécessaires pour payer les intérêts sur lesdites dettes et pour pourvoir aux dépenses courantes de ladite municipalité;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la corporation des commissaires d'écoles pour la municipalité de Côteau Saint-Pierre, laquelle aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement un rôle d'évaluation pour les terres en culture situées dans ladite municipalité; cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909, mais les articles 2836 et 2837 desdits statuts s'appliqueront pour tous autres immeubles situés dans ladite municipalité.

Rôle d'évaluation pour les terres en culture.

Les immeubles ainsi évalués par les commissaires devront être évalués suivant leur valeur réelle comme terres en culture pour les fins agricoles.

Évaluation de ces terres.

2. Les dispositions de la présente loi s'appliqueront à tout territoire qui pourra être par la suite annexé à la municipalité, ou fusionné avec ladite municipalité scolaire.

Territoires annexés.

3. La présente loi s'applique au et comprend le rôle d'évaluation fait pour l'année scolaire courante de 1914-1915, et les commissaires d'écoles auront le droit et le pouvoir de l'amender suivant les termes de ladite loi.

Application de cette loi.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

2 GEORGE V, CHAPITRE 80

LOI AUTORISANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CLOTILDE, DANS LE COMTÉ
D'HOCHELAGA, À EMPRUNTER SUR POLICES
D'ASSURANCE

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Clotilde, dans le comté d'Hochelaga, ont, par leur pétition, représenté, qu'il y a pour eux nécessité d'acquérir des terrains pour des fins scolaires et d'y construire, agrandir et améliorer des écoles, et qu'ils ont besoin, pour cette fin, d'emprunter une somme de cent mille piastres;

Attendu que lesdits commissaires d'écoles trouvent à emprunter ladite somme à un taux d'intérêt de cinq pour cent (5%) l'an remboursable dans quarante ans, au moyen de polices d'assurance sur la vie, suivant système de dotation de quarante ans et moyennant des primes d'assurance n'excédant pas vingt-deux piastres par mille piastres d'assurance;

Attendu que ce système d'emprunt est plus avantageux que celui prévu aux articles 2727 et 2728 des Statuts refondus, 1909;

Attendu que lesdits commissaires d'écoles, désirant se prévaloir de l'offre d'emprunt susdécrite, se sont adressés à cette fin au département de l'instruction publique et qu'il leur fut alors suggéré d'obtenir une loi spéciale à cet effet;

Attendu qu'il est de l'intérêt desdits commissaires d'écoles d'être autorisés à effectuer tel emprunt suivant les termes et conditions susmentionnés et qu'il y a lieu d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt
autorisé.

1. Nonobstant les articles 2727 et 2728 des Statuts refondus, 1909, il sera loisible à "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Clotilde, dans le comté d'Hochelaga", d'emprunter une somme n'excédant pas cent mille piastres pour un terme n'excédant pas quarante ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas 5% l'an, payables, lesdits intérêts, annuellement ou semi-annuellement, et de pourvoir à la garantie et au remboursement de ladite somme capitale, au moyen de

polices d'assurance prises sur la vie de certaines personnes avec leur consentement en faveur du prêteur, suivant un système de dotation de quarante ans, pourvu que les primes annuelles sur icelles polices n'excèdent pas vingt-deux piastres par mille piastres d'assurance.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

5 GEORGE V, CHAPITRE 49

LOI PERMETTANT AUX COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SAINT-FRANÇOIS-SOLANO DE FAIRE UN RÔLE D'ÉVALUATION ANNUEL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la ^{Préambule.} municipalité de Saint-François-Solano, dans le comté de Maisonneuve, dans le district de Montréal, ont représenté, par leur pétition:

Que la loi générale qui exige que l'évaluation municipale des propriétés serve de base aux cotisations imposées par les corporations scolaires, se trouve à leur causer une grande injustice par le fait que cette valeur, quant à un grand nombre d'immeubles, a été fixée en vertu de la loi 9 Édouard VII, chapitre 93, et par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, lors de l'annexion du village de Rosemont à la cité de Montréal;

Qu'il en résulte que les immeubles ne sont pas évalués à leur valeur réelle, mais à une valeur fort inférieure;

Que ladite municipalité scolaire a contracté des dettes considérables pour pourvoir aux besoins de l'instruction, construire des écoles, des académies, etc., et qu'il est de son devoir de pourvoir à la construction de nouvelles écoles et qu'elle se trouve privée par cette évaluation des immeubles au-dessous de leur valeur, des revenus nécessaires pour payer l'intérêt sur ses dettes et pour pourvoir à ses dépenses courantes et aux emprunts qu'elle doit faire;

Que, de plus, par la loi scolaire, toute personne qui est propriétaire d'un bâtiment construit sur le terrain d'autrui, et qui est inscrite comme telle au rôle d'évaluation, est un électeur; mais qu'un grand nombre de propriétaires sont privés de leur droit de vote par le fait que la cité de Montréal n'inscrit pas sur son rôle d'évaluation, les propriétaires de bâtiments construits sur le terrain

d'autrui, et qu'il en résulte une grande injustice pour un grand nombre de propriétaires de bâtiments;

Attendu qu'il est opportun de faire droit à la demande à l'effet ci-dessous contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Dispositions
non applica-
bles.

1. Les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus, 1909, ne s'appliqueront pas à la corporation des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-Solano, laquelle aura le droit, nonobstant lesdits deux articles, de faire annuellement un rôle d'évaluation pour les terres évaluées comme terres en culture par la cité de Montréal et situées dans ladite municipalité; cette évaluation sera faite conformément aux articles 2840 à 2856 des Statuts refondus, 1909, mais les articles 2836 et 2837 desdits statuts s'appliqueront pour tous autres immeubles situés dans ladite municipalité.

Appel à la
Cour de cir-
cuit; procé-
dure.

Tout contribuable se croyant lésé par l'évaluation ainsi faite par lesdits commissaires pourra en appeler à la Cour de circuit du district de Montréal; la procédure à être suivie en ce cas sera celle prescrite par les articles 5715 à 5724 des Statuts refondus, 1909.

Entrée en vi-
gueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 61

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA VILLE DE QUÉBEC- OUEST

(Sanctionnée le 6 mars 1916)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Municipalité
scolaire.

32. A compter du premier juillet 1916, le territoire érigé en municipalité de ville par la présente loi, sous

le nom de Québec-Ouest, forme une municipalité scolaire distincte.

* * * * *

34. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 88

LOI / MENDANT LA CHARTE DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE COURVILLE, DANS LE COMTÉ DE QUÉBEC, ET DÉCRÉTANT SON ÉRECTION EN VILLE

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

19. La présente loi n'affectera pas les divisions scolaires actuelles du territoire susdit. Divisions scolaires non affectées.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 67

LOI ÉRIGEANT LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE AYER'S CLIFF

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

ATTENDU que Albertus E. Fish, négociant, Charles W. Vaughan, forgeron, le révérend Churchill Moore, Cecil L. Brown, médecin, John Hibbard, employé de chemin de fer, et Léon L. Clough, propriétaire de moulin, tous du village de Ayer's Cliff, ont demandé, par leur pétition, l'érection en municipalité scolaire du territoire comprenant la municipalité du village de Ayer's

Cliff, pour toutes les fins scolaires, sous le nom de "La municipalité scolaire du village de Ayer's Cliff";

Attendu que les contribuables de ladite municipalité se sont déjà constitués en commission scolaire, et que les pétitionnaires désirent que l'élection de cette commission ainsi que ses actes soient sanctionnés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Municipalité
scolaire, éri-
gée.

Nom.

1. Le territoire compris dans les limites de la municipalité du village de Ayer's Cliff est, par la présente loi, détaché de la municipalité scolaire du canton de Hatley, et est, par la présente loi, érigé en municipalité scolaire sous le nom de "la municipalité scolaire du village de Ayer's Cliff", à dater du 1er juillet 1909.

Élection des
du 5 juillet
1909, ratifiée.

2. L'élection du bureau des commissaires d'écoles pour ladite municipalité scolaire, faite le cinquième jour de juillet 1909, est, par la présente loi, confirmée, et les commissaires d'écoles alors élus sont, par la présente loi, déclarés les commissaires d'écoles de ladite municipalité scolaire, et ont droit d'occuper cette charge de la même manière que si ladite municipalité scolaire avait été légalement érigée le ou avant le 1er jour de juillet 1909.

Certains actes
des commis-
saires, rati-
fiés.

3. Tous les actes faits et accomplis par lesdits commissaires d'écoles comprenant le prélèvement des taxes scolaires perçues par eux, qui auraient été valides si ladite municipalité scolaire avait été érigée légalement, sont par la présente loi déclarés valides, et sont ratifiés et confirmés.

Dispositions
applicables.

4. Ladite municipalité scolaire est sujette aux dispositions de la loi de l'instruction publique.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

—

2 GEORGE V, CHAPITRE 29

**LOI AUTORISANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE
À CONTRACTER UN EMPRUNT AU MOYEN D'UNE
ÉMISSION D'OBLIGATIONS**

(Sanctionnée le 14 mars 1912)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles Préambule.
catholiques romains de la cité de Sherbrooke, a
présenté une pétition demandant qu'il soit décrété tel
que ci-après et qu'il est à propos d'y faire droit;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques Emprunt au-
romains de la cité de Sherbrooke, constitué en corpora- torisé.
tion en vertu de la loi 40 Victoria, chapitre 23, pourra,
en vertu de la présente loi, emprunter une somme n'ex-
cédant pas cent mille piastres, par une émission d'obliga-
tions.

2. Ces obligations, payables au porteur, seront d'un Montant des
obligations,
etc.
montant de cent piastres chacune au moins et porteront
un intérêt n'exédant pas cinq pour cent par an, payable
tous les six mois. Ces obligations pourront être faites
remboursables dans un délai quelconque n'exédant pas
trente ans, et devront être signées par le président et le
secrétaire; et les coupons porteront la signature du se-
crétaire, signature qui pourra toutefois être imprimée,
gravée ou lithographiée.

3. Les sections 13 et 14 de la loi 41 Victoria, chapitre 41 V., c. 7,
ss. 13 et 14,
applicables.
7, s'appliqueront aux obligations ainsi émises et aux
pouvoirs du bureau qui s'y rapportent.

4. Le montant ainsi réalisé par ledit bureau devra Emploi de
l'emprunt.
être employé à l'acquittement des dettes existantes,
aux réparations et équipement des maisons d'école
actuelles, à la construction et à l'équipement de nou-
velles maisons d'école, selon que le bureau le jugera con-
venable.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en
sanction. vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 31

**LOI AUTORISANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE,
À CONTRACTER UN EMPRUNT AU MOYEN
D'UNE ÉMISSION D'OBLIGATIONS**

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de Sherbrooke a, par sa pétition, démontré qu'il est nécessaire de construire de nouvelles écoles, d'en agrandir d'autres devenues trop petites, et d'améliorer les écoles déjà construites;

Attendu que pour ces fins ledit bureau demande l'autorisation de faire un emprunt additionnel de cent mille piastres;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes à cet effet contenues dans ladite pétition;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Émission d'obligations.

1. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, constitué en corporation en vertu de la loi 40 Victoria, chapitre 23, pourra, en sus des emprunts déjà contractés par lui, en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 7, de la loi 5 Édouard VII, chapitre 92, et de la loi 2 George V, chapitre 29, section 1, emprunter une somme n'excédant pas cent mille piastres, par émission d'obligations.

Montant des obligations, etc.

2. Ces obligations, payables au porteur, seront d'un montant de cent piastres chacune au moins, et porteront un intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an, payable tous les six mois. Ces obligations pourront être faites remboursables dans un délai quelconque n'excédant pas quarante ans, et devront être signées par le président et le secrétaire; et les coupons porteront la signature du secrétaire, signature qui pourra toutefois être imprimée, gravée ou lithographiée.

Dispositions applicables.

3. La section 13 de la loi 41 Victoria, chapitre 7, s'appliquera aux obligations ainsi émises et aux pouvoirs du bureau qui s'y rapportent.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 52

LOI AMENDANT LA LOI 40 VICTORIA, CHAPITRE 23, CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA CITÉ DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke ont, par leur pétition, représenté que le taux actuel de la taxe scolaire est devenu insuffisant pour pourvoir aux besoins de leurs écoles, et qu'il est nécessaire de l'augmenter; et, de plus, qu'il est devenu nécessaire que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke achète des terrains pour fins scolaires, construise de nouvelles écoles et, à ces fins, fasse un emprunt additionnel de cent mille piastres;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 11 de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle que remplacée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 54, section 1, est remplacée par la suivante: 40 V., c. 23, s. 11, remp.

"11. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke pourront, de temps à autre, conférer ensemble et s'entendre pour fixer le montant de la taxe à prélever sur les immeubles de la cité, pour les fins scolaires, pour chaque année commençant le premier jour de juillet, pourvu toutefois que cette taxe ne soit, dans aucun cas, moindre que quatre millièmes ou plus de dix millièmes dans la piastre." Montant de la taxe, fixé par les bureaux des commissaires.

2. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pourra, en sus des emprunts déjà contractés par lui en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 7; de la loi 5 Édouard VII, chapitre 92; de la loi 2 George V, chapitre 29, section 1, et de la loi 3 George V, chapitre 31, emprunter une somme n'excédant pas cent mille piastres, par émission d'obligations payables au porteur, d'un montant de cent piastres chacune au moins, et portant un intérêt Pouvoir d'emprunter, accordé aux commissaires catholiques.

Délai du remboursement. n'excédant pas six pour cent par an, payable tous les six mois. Ces obligations pourront être faites remboursables dans un délai n'excédant pas quarante ans, et devront être signées par le président et le secrétaire; et les coupons porteront la signature du secrétaire, signature qui pourra toutefois être imprimée, gravée ou lithographiée. La résolution ordonnant l'émission des obligations ci-dessus devra pourvoir à l'établissement d'un fonds d'amortissement suffisant pour les payer en entier à leur échéance. La section 13 de la loi 41 Victoria, chapitre 7, s'appliquera aux obligations ainsi émises.

Emploi du montant réalisé. 3. Le montant ainsi réalisé par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke devra être employé à l'achat de terrains et à la construction de deux maisons d'école.

Entrée en vigueur. 4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 45

LOI AMENDANT LA LOI 40 VICTORIA, CHAPITRE 23, CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA CITÉ DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule. ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke ont, par leur pétition, représenté qu'il est devenu nécessaire que les pouvoirs respectifs desdits bureaux d'emprunter pour fins scolaires, soient augmentés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts par les catholiques, autorisés. 1. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pourra, en sus des emprunts déjà contractés par lui en vertu des lois 41 Victoria, chapitre 7; 5 Édouard VII, chapitre 92; 2 George V, chapitre 29, section 1; 3 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 52, section 2, emprunter, de temps à autre, suivant les besoins de la commis-

sion, une somme n'excédant pas trois cent mille dollars par émission d'obligations ou débetures.

2. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants Id., par les protestants, autorisés. de la cité de Sherbrooke pourra, en sus des emprunts déjà contractés par lui en vertu des lois 41 Victoria, chapitre 7; 3 Édouard VII, chapitre 18; 4 George V, chapitre 30, et 7 George V, chapitre 29, emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars par émission d'obligations ou débetures.

3. Ces obligations ou débetures seront faites payables au porteur pour un montant d'au moins cent dollars chacune, portant un intérêt n'excédant pas six pour cent par an, payables tous les six mois. Ces obligations pourront être faites remboursables dans un délai n'excédant pas quarante ans, par annuités, semi-annuités ou de toute autre manière que les bureaux jugeront convenables, et devront être signées par le président et le secrétaire. Les coupons porteront la signature du secrétaire, signature qui pourra toutefois être imprimée, gravée ou lithographiée. Les résolutions ordonnant les émissions d'obligations ci-dessus devront pourvoir à l'établissement d'un fonds d'amortissement suffisant pour les payer en entier à leur échéance respective.

4. Les sommes réalisées par la vente desdites obligations ou débetures devront être employées à l'agrandissement des écoles existantes et à l'achat des meubles et des fournitures nécessaires à ces agrandissements; à l'achat de terrains pour de nouvelles écoles, à leur construction et à l'achat de meubles, fournitures et installations nécessaires à ces nouvelles écoles. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke est de plus autorisé par la présente loi à employer une somme de cinquante mille dollars, à même ces emprunts, à payer une émission d'obligations en date du premier juin 1913, au montant de cinquante mille dollars, échéant le premier juin 1923.

5. Chacun desdits bureaux pourra de temps à autre employer les sommes disponibles, versées au fonds d'amortissement pour payer une émission d'obligations en cours, au rachat ou à la rédemption des bons ou d'une partie des bons de cette émission, à un prix n'excédant pas le pair plus l'intérêt accru.

6. Nonobstant toute loi à ce contraire et sans préjudice des pouvoirs accordés par la présente loi et par les

diverses lois énumérées dans les sections 1 et 2 précédentes, chacun desdits bureaux pourra par la suite, de temps à autre, emprunter des deniers au moyen d'obligations ou d'une émission de débentures en vertu des articles 2728 et suivants des Statuts refondus, 1909, et leurs amendements.

Nomination d'un surintendant, etc., par le bureau des commissaires d'écoles protestants.

7. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke pourra nommer, pour la période et aux salaires qu'il jugera convenables, un surintendant et un assistant-surintendant, ou l'un ou l'autre de ces officiers, pour surveiller et coordonner les travaux de l'école sous la juridiction, avec les pouvoirs et sujet aux délimitations que ce bureau pourra déterminer par résolution.

Entrée en vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 30

LOI AMENDANT LA LOI CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE, AU SUJET DU BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, constitué en corporation en vertu de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 41 Victoria, chapitre 7, 3 Édouard VII, chapitre 18, et 9 Édouard VII, chapitre 40, pourra, en vertu de la présente loi, emprunter une somme d'argent n'excédant pas soixante-quinze mille piastres, au moyen d'une émission de débentures.

Dénomination des débentures, etc.

2. Ces débentures, payables au porteur, seront d'une dénomination d'au moins cent piastres chacune, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent par année, payable semi-annuellement. Ces débentures pourront être faites payables à tout terme n'excédant pas trente ans, et devront être signées par le président et le secrétaire. Les coupons porteront la signa-

ture du secrétaire, et cette signature pourra être imprimée, gravée ou lithographiée.

3. Les sections 13 et 14 de la loi 41 Victoria, chapitre 7, s'appliqueront aux débentures ainsi émises et aux pouvoirs du bureau s'y rattachant. Dispositions applicables.

4. Les sommes d'argent réalisées par la vente de ces débentures seront employées au paiement des dettes existantes, à la réparation, à l'agrandissement et à l'installation nouvelle de mobilier et de fourniture d'écoles, pour les maisons et les édifices scolaires actuels, ainsi qu'à la construction et à l'installation du mobilier et des fournitures d'un nouveau lycée (*high school*) ou d'autres maisons et édifices scolaires, de même qu'à l'achat du terrain nécessaire à cet fin, si le bureau le juge à propos. Emploi du produit de l'emprunt.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 29

LOI AUTORISANT LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE À FAIRE UN EMPRUNT ADDITIONNEL

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke a demandé, par sa pétition, le pouvoir et l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres, au moyen d'une émission de débentures, et qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition; Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, constitué en corporation en vertu de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée par les lois 41 Victoria, chapitre 7; 3 Édouard VII, chapitre 18; 9 Édouard VII chapitre 40, et 4 George V, chapitre 30, pourra, en vertu de la présente loi, emprunter une somme d'argent n'excédant pas soixante-quinze mille piastres, au moyen d'une émission de débentures. Pouvoir d'emprunter sur débentures.

Mode des débentures. 2. Ces débentures, payables au porteur, seront d'une dénomination d'au moins cent piastres chacune, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent par année, payable semi-annuellement. Ces débentures pourront être faites payables à tout terme n'excédant pas trente ans, et devront être signées par le président et le secrétaire-trésorier. Les coupons porteront la signature du secrétaire-trésorier, et cette signature pourra être imprimée, gravée ou lithographiée.

Loi de l'instruction publique, applicable. 3. La loi concernant l'instruction publique dans la province de Québec est déclarée s'être toujours appliquée et s'appliquer au Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, sauf quant aux matières pour lesquelles la loi spéciale ou les lois spéciales concernant ledit bureau, y dérogent ou sont incompatibles.

Validité conditionnelle de certaines débentures. 4. Le fait de n'avoir pas pourvu à un fonds d'amortissement, conformément à l'article 2728b des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 5 George V, chapitre 36, section 12, n'invalide pas les débentures émises en vertu de la loi 4 George V, chapitre 30, pourvu, toutefois, que l'on établisse immédiatement le fonds d'amortissement nécessaire à ladite émission de débentures.

Emploi des sommes réalisées. 5. Les sommes d'argent réalisées par la vente ou la mise en gage de ces débentures seront employées au paiement des dettes existantes, à la réparation, à l'agrandissement et à l'installation nouvelle de mobiliers et de fournitures d'écoles, pour les maisons et les édifices scolaires actuels, ainsi qu'à la construction et à l'installation du mobilier et des fournitures de nouvelles maisons et de nouveaux édifices scolaires, de même qu'à l'achat du terrain nécessaire à cette fin, si le bureau le juge à propos.

Entrée en vigueur. 6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 50

LOI AMENDANT LA LOI 40 VICTORIA, CHAPITRE 23, CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA CITÉ DE SHERBROOKE

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

ATTENDU que le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke a, par sa pétition, représenté que le taux de la taxe spéciale à imposer pour fins scolaires, sur les propriétés immobilières appartenant exclusivement à des protestants, dans la cité de Sherbrooke, est devenu insuffisant pour subvenir aux besoins dudit bureau et qu'il est nécessaire de l'augmenter; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 11a de la loi 40 Victoria, chapitre 23, telle qu'éditée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 40, section 1, est remplacée par la suivante:

"11a. Le Bureau des commissaires d'écoles protestants, pourra, de temps à autre, déterminer le taux d'une taxe spéciale à être imposée pour fins scolaires, sur les propriétés immobilières appartenant exclusivement à des protestants, pour l'année commençant le premier jour de juillet de chaque année, pourvu, toutefois, que cette taxe spéciale, en aucun cas, n'excède pas cinq millièmes par piastre."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 113

LOI DÉTACHANT CERTAINS LOTS DE LA CITÉ DE LÉVIS (QUARTIER SAINT-LAURENT) ET LES ANNEXANT À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAVID DE L'AUBERIVIÈRE, COMTÉ DE LÉVIS

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Lot détachée de la cité de Lévis, annexés à St-David de l'Auberivière. 1. Les lots de terrain désignés par les numéros 354, 355, 356, 357, 358, 449, 450, 450-1, 450-2, 450-3, 450-4, 450-5, 450-6, 450-7, 450-8, 450-9, 450-10, 450-11, 450-12, 450-13, 450-14, 450-15, 450-16, 450-17, 450-18, 450-19, 451, 452, 453, 454, 455, 456 et 457 du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent, cité de Lévis, comté de Lévis, sont déclarés ne plus faire partie de la cité de Lévis (quartier Saint-Laurent), et sont annexés à la municipalité de Saint-David de l'Auberivière, comté de Lévis, pour les fins municipales et scolaires.

Entrée en vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 96

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITÉ DE HULL

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

S. R., 2662, remp., pour la cité.

2. L'article 2662 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte, pour la cité, par la loi 3 George V, chapitre 56, section 12, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Cens électoral.

"2662. Pour avoir droit de vote à l'élection des commissaires d'écoles de la cité de Hull, il faut être propriétaire de biens-fonds ou être propriétaire seulement d'un bâtiment construit sur un lot de terre appartenant à autrui, et être inscrit comme tel au rôle d'évaluation.

Dissidents inhabiles à voter pour les commissaires, et vice versa.

Dans toute municipalité où il y a une corporation de syndics d'écoles, les personnes faisant partie de la minorité, qui se sont déclarées dissidentes, ne peuvent voter à l'élection des commissaires d'écoles, de même que celles de la majorité ne peuvent voter à l'élection des syndics d'écoles."

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI AMENDANT LA LOI 46 VICTORIA, CHAPITRE 21, CONCERNANT L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN TANT QU'ELLE SE RAPPORTE À LA VILLE DE RICHMOND

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles Préambule.
catholiques romains de la ville de Richmond et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la ville de Richmond ont, par leur pétition, représenté qu'il est opportun d'amender de nouveau la loi 46 Victoria, chapitre 21, telle qu'amendée par la loi 47 Victoria, chapitre 29, de façon à la rendre plus conforme aux lois générales de la province en matière d'instruction publique, et aussi de déterminer le mode de perception des taxes scolaires, et ont demandé qu'une loi soit adoptée à cet effet;

Et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les sections 5, 7, 8, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40 Dispositions abrogées. et 43 de la loi 46 Victoria, chapitre 21, et les sections 9, 10, 14, 17, 28 et 36 de ladite loi, telles qu'amendées par la loi 47 Victoria, chapitre 29, sont abrogées.

2. La section suivante est insérée dans la loi 46 Victoria, chapitre 21, après la section 4 telle que remplacée par la section 2 de la loi 47 Victoria, chapitre 29: 46 V., c. 21, s. 4a, aj.

"4a. Les deux dits bureaux de commissaires, ou l'un ou l'autre, pourront, de temps à autre, effectuer des emprunts temporaires par billets à ordre ou autrement sur résolutions à cet effet par le ou les bureaux intéressés, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des contribuables, mais ces emprunts en aucun temps ne devront excéder mille piastres." Certains emprunts par les bureaux de commissaires, autorisés.

3. La section 25 de la loi 46 Victoria, chapitre 21, est remplacée par la suivante: Id., s. 25, remp.

"25. Les taxes scolaires seront perçues par la corporation municipale de la ville de Richmond et seront payées par ladite corporation au secrétaire-trésorier de chaque bureau de commissaires d'écoles en quatre versements égaux, à échoir par trimestres, le premier jour Perception des taxes scolaires.

des mois de juillet, octobre, janvier et avril de chaque année, respectivement."

Entrée en
vigueur.

4. Le présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet 1919.

13 GEORGE V, CHAPITRE 48

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE GRAND'MÈRE, DANS LE COMTÉ DE CHAMPLAIN

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que, par la loi 61 Victoria, chapitre 61, les habitants et contribuables du village de Grand'Mère, ont été constitués en corporation de village, sous le nom de "Village de Grand'Mère", pour les fins municipales et scolaires;

Attendu que, par la loi 1 Édouard VII, chapitre 52, la loi 61 Victoria, chapitre 61, a été abrogée;

Attendu que, par la loi 1 Édouard VII, chapitre 52, les habitants de la ville de Grand'Mère ont été constitués en corporation et corps politique, en fait et en loi, sous le nom de "La corporation de la ville de Grand'Mère", pour les fins municipales, scolaires et législatives, nonobstant toute loi à ce contraire;

Attendu que, par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 54, la charte de la ville de Grand'Mère a été révisée et refondue et la loi 1 Édouard VII, chapitre 52, abrogée;

Attendu que, par ladite loi 1 George V (1ère session) chapitre 54, les habitants et les contribuables de la ville de Grand-Mère ont été constitués en corporation municipale seulement;

Attendu que la commission scolaire de la municipalité scolaire de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, par ses représentants élus a agi comme telle, depuis la passation de la loi 61 Victoria, chapitre 61;

Attendu que, depuis l'abrogation de ladite loi 61 Victoria, chapitre 61, les pouvoirs conférés par le titre cinquième des Statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique, à une commission scolaire et à une municipalité scolaire ont été exercés par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et que spécialement les rôles d'évaluation et de perception ont été préparés et mis en vigueur à différentes dates;

Attendu qu'il est à propos d'assurer l'existence légale de la municipalité scolaire de Grand'Mère;

Attendu qu'il y a lieu de légaliser les actes desdits commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, depuis la date à compter de laquelle ils ont commencé à agir comme tels;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les habitants et contribuables du territoire décrit dans la section 2 de la présente loi sont constitués en corporation scolaire, sous le nom de "Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain".

2. A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le territoire de la municipalité scolaire de Grand'Mère est compris et renfermé dans les limites suivantes, savoir:

Vers l'est, par la rivière Saint-Maurice; vers le sud, à partir de la rivière Saint-Maurice, par la ligne qui sépare, dans le rang des Hêtres, le lot No 5 du lot No 6, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, et par celle qui sépare, dans le rang Sainte-Catherine No 2, le lot No 83 du lot No 84 du cadastre, jusqu'au chemin public; de là, par le prolongement, dans le rang Saint-Olivier, de la ligne ci-dessus jusqu'à la rencontre de la ligne qui passe entre les lots Nos 135 et 136 dudit rang Saint-Olivier; de là, par la ligne de séparation entre les suds lots Nos 135 et 136 jusqu'au cordon des terres de la concession de Grand'Mère; de là, par ledit cordon jusqu'à la rencontre de la ligne qui passe entre les lots Nos 97 et 98 jusqu'à la rivière Saint-Maurice;

L'ensemble de ce territoire forme une superficie de 1006 arpents, mesure française, et comprend le territoire décrit dans le décret de l'érection canonique de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand-Mère, émis par l'autorité ecclésiastique diocésaine des Trois-Rivières, le deux juin 1900.

Le territoire suivant est aussi inclus dans les limites de la municipalité scolaire de Grand'Mère, savoir:

Tout le territoire formant partie des lots Nos 1017, 1018, 1019, 1020, 1021 et 1022 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et plus amplement désigné sur le plan préparé par Hil. Legendre, A.P., en avril 1883, comme étant le bloc A, B, C, couvrant trois cent-vingt arpents de terre en superficie.

Idem.

Le territoire suivant est aussi inclus dans les limites de la municipalité scolaire de Grand'Mère, savoir :

Les lots Nos 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73 et 72 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, et partie du lot numéro 144 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, sur une profondeur de huit arpents à partir du rang Sainte-Catherine, et partie des lots numéros 143, 142, et 141 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, sur une profondeur de dix arpents à partir du rang Saint-Catherine, et partie des lots Nos 140, 139, 138, 137 et 136 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, compris entre la limite ouest de la cité de Grand'Mère et le rang Saint-Olivier, et partie des lots Nos 133, 134 et 135 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, compris entre la petite rivière de Grand'Mère, à l'est, et le chemin du rang Saint-Olivier, à l'ouest.

Dispositions applicables.

3. La municipalité scolaire de Grand'Mère est régie par les dispositions des Statuts refondus, 1909, relatives à l'instruction publique.

Obligations, etc., de la corporation.

4. La corporation constituée par la présente loi succède et est soumise aux droits, privilèges, obligations, biens, créances et actions de la municipalité scolaire *de facto* de Grand'Mère.

Président et commissaires continués en fonction.

5. Le président de la commission scolaire et les commissaires d'écoles actuels de la commission scolaire *de facto* de Grand'Mère ou leurs représentants, en cas de vacances, resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés en vertu des dispositions des Statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique, tout comme si la dernière élection avait été légalement faite.

Officiers et employés continués en fonction.

6. Les officiers et employés actuels de la commission scolaire *de facto* de Grand'Mère resteront en fonction jusqu'à leur démission, destitution ou leur remplacement par la commission scolaire, tout comme si tels officiers et employés avaient été élus ou nommés légalement.

Règlements, etc., validés.

7. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles, comptes de taxes, redevances, ordonnances, plans et autres actes et documents scolaires quelconques, passés ou consentis par la commission scolaire *de facto* de Grand'Mère, tels qu'ils existent maintenant, de même que tous actes faits ou consentis par les particuliers ou corporations avec ou en faveur de ladite commission

scolaire de Grand'Mère, depuis son existence, sont considérés avoir été faits par ou avec une corporation scolaire ayant la capacité légale de les faire, exiger, ou exécuter; et continueront à avoir leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient annulés, modifiés, abrogés ou accomplis.

8. Les billets, bons, obligations, engagements, conventions ou contrats, souscrits, acceptés, endossés ou consentis par la commission scolaire *de facto* de Grand'Mère, depuis son existence comme telle, sont valides en autant que la commission scolaire *de facto* de Grand'Mère est concernée, et ils auront tous les effets légaux qu'auraient eus pareils actes validement consentis. Billets, etc., validés.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

2 GEORGE V, CHAPITRE 31

LOI AUTORISANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE NOTRE-DAME-DE-GRANBY, DANS LE COMTÉ DE SHEFFORD, À CONTRACTER UN EMPRUNT

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

ATTENDU que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame-de-Granby, dans le comté de Shefford, ont, par leur pétition, représenté qu'il est opportun dans l'intérêt public de passer une loi leur permettant d'emprunter sur bons ou obligations et polices d'assurance; Préambule.

Attendu que le but de cet emprunt est la reconstruction de leur collège incendié en janvier 1911 et qu'ils ont besoin pour cette fin d'emprunter une somme de quatre-vingt-dix-mille piastres;

Attendu qu'il trouvent à emprunter cette somme, au taux de cinq pour cent par année payable semi-annuellement et remboursable dans cinquante ans, au moyen de bons ou obligations et de polices d'assurance sur la vie, suivant système de dotation de cinquante ans, et moyennant des primes d'assurance n'excédant pas dix-sept piastres et trente-cinq centins par mille piastres d'assurance;

Attendu que ce mode d'emprunt, plus avantageux que celui prévu par les articles 2727 et 2728 des Statuts réfundus, 1909, constitue une dérogation à la loi générale, et qu'une loi spéciale est nécessaire pour en assurer la légalité;

Et attendu que lesdits commissaires d'écoles deman-

dent l'autorisation de faire tel emprunt suivant les termes et conditions ci-dessus mentionnés, et qu'il y a lieu d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pouvoir
d'emprunter
sur polices
d'assurance.

1. Nonobstant les articles 2727 et 2728 des Statuts refondus, 1909, il sera loisible à "Les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Notre-Dame-de-Granby", dans le comté de Shefford, savoir:

(a) D'emprunter pour les fins ci-dessus énoncées, sur bons ou obligations, une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres, pour un terme n'excédant pas cinquante ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq par cent par année payable semi-annuellement;

(b) De pourvoir au remboursement de la somme empruntée au moyen de polices d'assurance prises sur la vie de certaines personnes avec leurs consentements en faveur du prêteur, suivant un système de dotation de cinquante ans, mais pourvu que les primes annuelles n'excèdent pas dix-sept piastres et trente-cinq centins par mille piastres d'assurance.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 66

LOI REVISANT ET REFONDANT LA CHARTE DE LA VILLE DE BUCKINGHAM

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

* * * * *

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Ville forme
une municipi-
palité sco-
laire.

10. La ville de Buckingham est et sera une municipalité scolaire séparée, comme les ci-devant village et ville de Buckingham.

* * * * *

Entrée en vi-
gueur.

43. La présente loi entrera en vigueur, le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 74

**LOI AUTORISANT LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-JÉRÔME DE
MATANE À VENDRE UN IMMEUBLE DONNÉ PAR
FEU ÉDOUARD LACROIX**

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la mu- Préambule.
nicipalité du village de Saint-Jérôme de Matane
ont représenté par leur pétition:

Que, par acte du 10 décembre 1896, devant J.-E. Gagnon, notaire, feu Édouard Lacroix a donné aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, un terrain plus amplement décrit audit acte, et connu sous les numéros 152, 153, et partie des numéros 151 et 154, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane;

Que, dans le cours de juin 1908, le village de Saint-Jérôme de Matane a été séparé de la municipalité de la paroisse de St-Jérôme de Matane et érigé en municipalité scolaire distincte, sous le nom de municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane;

Que le terrain ci-dessus mentionné appartient maintenant à la corporation scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane dans lequel il est situé;

Que ladite donation a été faite à charges par les commissaires d'écoles de bâtir sur cet emplacement une maison d'école modèle, et de ne pouvoir vendre, ni concéder, ni aliéner, ledit terrain, le donateur déclarant sa volonté que le terrain devra toujours être employé pour les fins d'éducation;

Qu'en effet les commissaires d'écoles ont construit une école modèle sur ledit terrain et toujours depuis lors affecté ledit terrain aux fins d'éducation;

Que l'école construite sur ledit terrain a été incendié le 4 décembre dernier (1910) et que le terrain est trop petit, insuffisant, et ne convient plus pour reconstruire une école modèle suffisamment grande pour les besoins de la municipalité;

Que les commissaires ne peuvent vendre, ni concéder, ni aliéner ledit terrain, suivant la lettre de l'acte cité plus haut;

Que la volonté du donateur serait respectée, si le terrain donné était vendu et le produit de la vente employé à l'achat et à la construction d'une autre école,

savoir d'une école modèle ou d'une académie répondant aux besoins de l'éducation dans ladite municipalité;

Que les commissaires désirent faire cette transaction sans qu'il puisse y avoir de doute sur sa validité;

Que, par son testament solennel en date du dix-sept août mil neuf cent trois, reçu devant maître Bélanger et confrère, notaire, ledit Édouard Lacroix a institué dame Bridget Philomena Gillesy, son épouse commune en biens, sa légataire universelle en usufruit et il a institué Robert Laroche et Germain-Arthur Paradis ses exécuteurs testamentaires, avec pouvoir d'agir au delà de l'an et jour et jusqu'à ce que l'exécution dudit testament soit entièrement terminée;

Que ledit Édouard Lacroix est décédé le 22 juillet 1905, sans révoquer son dit testament, et que ses exécuteurs testamentaires susnommés, encore en possession de leurs charges, ainsi que sa légataire en usufruit, ont donné leur consentement à la présente loi, de même que ses légataires résiduels nommés par ledit testament;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé qu'une loi soit passée pour les autoriser à vendre et aliéner, suivant qu'ils jugeront opportun, le terrain donné comme dit ci-dessus et dépendances, ladite vente pouvant être faite de gré à gré, aux conditions et prix, suivant que les commissaires d'écoles décideront, et le produit de la vente devant être employé à des fins d'éducation dans ladite municipalité, telles que achat de terrain pour école, construction d'une école modèle ou d'une académie, ou autres fins semblables, suivant ce qui sera déterminé par les commissaires d'écoles;

Et attendu qu'il est juste d'accéder à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Vente d'un
certain im-
meuble, au-
torisée.

I. Les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane sont, par la présente loi, autorisés à vendre et aliéner, suivant qu'ils le jugeront opportun,—ladite vente pouvant être faite de gré à gré, aux conditions et au prix que lesdits commissaires décideront—l'immeuble à eux donné par feu Édouard Lacroix, suivant l'acte de donation devant J.-E. Gagnon, notaire, en date du 10 décembre 1896, savoir: "Un terrain au premier rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, contenant soixante-dix pieds de front, allant en élargissant jusqu'à sa profondeur où il y a une largeur de quatre-vingts pieds, plus ou moins, sur la profondeur qu'il peut y avoir à aller à

“ la Rivière; borné au sud-ouest au chemin public, au nord-est à la Rivière Matane, au nord-ouest partie à la corporation de la seconde division du comté de Rimouski, et partie à Johnny Joncas, et au sud-est au donateur, ledit immeuble étant connu sous les numéros 152, 153, et partie des numéros 151 et 154 du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Jérôme de Matane ”.

2. Lesdits commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme de Matane seront tenus d'employer le prix de vente dudit terrain pour des fins d'éducation, telles que l'achat d'un autre terrain pour ériger une école, une académie ou un collège, ou pour aider à payer le coût de la construction des édifices nécessaires à cette fin, mais l'acquéreur ou les acquéreurs de l'immeuble susdit ne seront pas tenus de voir à l'emploi des deniers provenant de ladite vente ou aliénation. Emploi du prix de vente.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 89

LOI POUR DÉTACHER DE LA PAROISSE DE SAINT-JOACHIM, COMTÉ DE MONTMORENCY, CERTAINS IMMEUBLES, ET POUR FORMER UNE PAROISSE DISTINCTE SOUS LE NOM DE SAINT-LOUIS-DE- CONZAGUE-DU-CAP-TOURMENTE

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. Les immeubles ainsi détachés de ladite paroisse, continueront à faire partie de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Joachim. Municipalité scolaire. Cependant, le Séminaire de Québec ne sera pas tenu de contribuer aux dépenses générales de la corporation scolaire, mais seulement aux dépenses des arrondissements numéros un et deux, tels qu'ils existent actuellement.

La partie ouest du numéro soixante-huit jusqu'à la route conduisant au numéro soixante et six dudit cadastre et les immeubles connus sous les numéros du Arrondissements Nos 1 et 2.

même cadastre cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent trente, cent trente et un, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente-deux, cent trente-trois, cent quarante, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante et un, cent soixante et deux, cent soixante et trois et cent trente-quatre—moins l'emplacement vendu à Alfred Fortin—seront censés faire partie de l'arrondissement du numéro un, et les autres seront censés faire partie de l'arrondissement numéro deux, et ne pourront être imposés que pour les dépenses de ces arrondissements, respectivement, mais toujours suivant leur évaluation telle que portée au rôle d'évaluation actuellement en vigueur.

Commissaire
d'écoles
de droit.

Le procureur du Séminaire de Québec, ou toute personne nommée par résolution des directeurs dudit séminaire sera de droit l'un des commissaires pour l'administration des écoles de ces deux arrondissements.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le premier janvier 1917 pour les fins municipales, et le premier juillet 1917 pour les fins scolaires.

8 GEORGE V, CHAPITRE 101

LOI FIXANT LES LIMITES ET BORNES DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-EDMOND-DE-GRANTHAM, POUR LES FINS CIVILES ET SCOLAIRES

(Sanctionnée le 9 février 1918)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

2. Tout le territoire qui constitue actuellement la paroisse canonique et la paroisse civile de Saint-Edmond-de-Grantham est érigé en municipalité scolaire sous le nom de "la municipalité scolaire de Saint-Edmond de Grantham."

* * * * *

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 103

LOI FIXANT LES LIMITES ET BORNES DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-OCTAVE-DE-DOSQUET, POUR LES FINS CIVILES ET SCOLAIRES

(Sanctionnée le 9 février 1918)

* * * * *

3. Tout le territoire qui constitue actuellement la paroisse canonique et la paroisse civile de Saint-Octave-de-Dosquet, tel que décrit dans la préambule de la présente loi, est érigé en municipalité scolaire sous le nom de "La municipalité scolaire de Saint-Octave-de-Dosquet".

4. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux, ordres, listes, rôles, ou autres actes adoptés ou passés par les commissaires d'écoles de ladite paroisse de Saint-Octave-de-Dosquet, depuis son existence, sont considérés avoir été adoptés par les commissaires d'écoles ayant la capacité légale de faire tels actes.

5. La présente loi n'affectera aucunement les limites des comtés de Lotbinière et de Mégantic pour les fins de la représentation à l'Assemblée législative, mais la municipalité créée par la présente loi formera partie du comté de Lotbinière pour toutes autres fins.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Effet de cette loi.

9 GEORGE V, CHAPITRE 112

**LOI ANNEXANT À LA PAROISSE DE SAINT-JEAN-DES-PILES,
COMTÉ DE CHAMPLAIN, CERTAINS LOTS DE LA PAROISSE
DE SAINTE-FLORE, COMTÉ DE SAINT-AURICE,
POUR FINS CIVILES, MUNICIPALES ET
SCOLAIRES**

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Annexion
pour fins civi-
les, etc.

2. Tout le territoire ci-dessus décrit de ladite paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, à compter de la sanction de la présente loi, fera partie de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, pour les fins civiles, municipales et scolaires.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 107

**LOI CONSTITUANT ET CORPORATION LA VILLE DE LENNOX-
VILLE**

(Sanctionnée le 14 février 1920)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Propriétés de
J. K. L. Ross,
inscrites au
rôle d'évalua-
tion.

17. 1. Les propriétés se trouvant dans les limites de la ville, actuellement au nom de J. K. L. Ross, ainsi que toutes les bâtisses et installations, y érigées ou qui pourront l'être, apparaîtront au rôle d'évaluation de la ville sous une évaluation fixe de trente-cinq mille piastres, et seront sujettes au paiement, suivant ladite évaluation, des taxes municipales ordinaires imposées par la ville, mais ne seront sujettes à aucunes taxes,

cotisations ou impositions spéciales, nonobstant toute loi ou tout règlement à ce contraire.

Le transport, par ledit J. K. L. Ross, desdites propriétés à une corporation, d'une association ou à tout individu ou tous individus aux fins d'établir et de maintenir un établissement d'éducation à Lennoxville, n'affectera pas les dispositions contenues dans la présente section, quant à leur évaluation et quant au pouvoir de les taxer.

2. Lesdites propriétés de J. K. L. Ross, qu'elles, restent à son nom ou qu'elles soient transportées par lui aux fins de maintenir un établissement d'éducation ne pourront être taxées, pour défrayer les frais de construction d'aqueduc, ou d'ouverture et d'établissement de rues, trottoirs, égouts, cours d'eau et éclairage public en vertu des règlements de la ville, que les dites taxes soient prélevées comme taxes générales ou spéciales, ou cotisations, et elles ne seront pas non plus assujetties au paiement pour l'usage de l'eau, à moins qu'on n'en fasse réellement usage.

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 128

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA VILLE DU LAC-SERGENT

(Sanctionnée le 25 février 1921)

* * * * *

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

22. A compter du premier juillet, 1921, le territoire érigé en municipalité de ville par la présente loi formera une municipalité scolaire distincte.

* * * * *

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 133

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA MUNICIPALITÉ DE
DE NOTRE-DAME-DE-LOURDES-DE-LORRAINVILLE

* * * * *

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil
législatif et de l'Assemblée législative de Québec, dé-
crète ce qui suit:

* * * * *

Municipalité
scolaire, éri-
gée.

3. Tout le territoire qui constitue actuellement la
paroisse canonique et la paroisse civile de Notre-Dame-
de-Lourdes-de-Lorrainville, tel que décrit dans le pré-
ambule de la présente loi,—moins les lots numéros qua-
rante-cinq (45) à quarante-sept (47), inclusivement, des
rangs deux et trois du canton Laverlochère,—est érigé
en municipalité scolaire, sous le nom de "La municipa-
lité scolaire de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrain-
ville".

Règlements
scolaires, etc.
validés.

4. Tous les règlements, résolutions, procès-verbaux,
ordres, listes, rôles, ou autres actes adoptés ou passés
par les commissaires d'écoles de ladite paroisse de
Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville, depuis son exis-
tence, sont considérés avoir été adoptés ou passés par
les commissaires d'écoles ayant la capacité légale de
faire tels actes.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa
sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 114

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA VILLE DE MONT-
JOLI

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de
Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

8. Le territoire de la ville de Mont-Joli forme une municipalité scolaire distincte et séparée. Municipalité scolaire distincte.

* * * * *

32. Les articles 1 à 27, inclusivement, de la présente loi entreront en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur, et les articles 28, 29, 30 et 31 entreront en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

NOTE.—*Cette proclamation n'a pas encore été émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.*

7 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI AMENDANT LA LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

3. Tout contrat, produit avant l'entrée en vigueur de la présente loi chez le secrétaire de la province, est censé avoir été produit conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6036 des Statuts refondus, 1909, bien que cette production ait eu lieu après l'époque indiquée dans ledit paragraphe. Production des contrats.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 61

LOI CONCERNANT LA LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Tout contrat, produit avant l'entrée en vigueur de la présente loi chez le secrétaire de la province, est censé Production des contrats.

avoir été produit conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6036 des Statuts refondus, 1909, bien que cette production ait eu lieu après l'époque indiquée dans ledit paragraphe.

Causes pendantes.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 64

LOI CONCERNANT LA PRODUCTION, CHEZ LE SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE, DES CONTRATS MENTIONNÉS DANS L'ARTICLE 6036 DES STATUTS REFONDUS, 1909

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Production de contrats après délai, légale en certains cas.

1. Tout contrat, produit avant l'entrée en vigueur de la présente loi chez le secrétaire de la province, est censé avoir été produit conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 6036 des Statuts refondus, 1909, bien que cette production ait eu lieu après l'époque indiquée dans ledit paragraphe.

Causes pendantes.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 72

LOI CONCERNANT CERTAINES COMPAGNIES ET CORPORATIONS

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

3. Tout renvoi dans quelque loi antérieure restée en vigueur, constituant une compagnie en corporation ou amendant sa charte, ou dans quelque proclamation, arrêté en conseil, règlement, instrument ou document, à quelque disposition des Statuts refondus, 1909, ou de la loi générale qui les précédait, abrogée par la présente loi, à l'égard de toute transaction, matière ou chose subséquente, est réputé un renvoi aux dispositions de la présente loi ayant le même effet que la loi ou la disposition abrogée.

Renvoi aux lois abrogées censé être un renvoi à la présente loi.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 67

LOI MODIFIANT L'ARTICLE 6607 DES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AUX TAUX DES CHEMINS DE FER

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—*Cette section 1 a été refondue.*

2. La Commission des services d'utilité publique de Québec a juridiction sur les matières mentionnées dans la section 1 de la présente loi, comme si ces matières avaient été du ressort du comité des chemins de fer lors de l'attribution de la juridiction de ce comité à la commission.

Juridiction de la Com. des services d'utilité publique.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 92

LOI RELATIVE À CERTAINES ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

(Sanctionnée le 25 février 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisitions
d'immeubles,
etc., par les
gens de main-
morte, vali-
dées.

1. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties avant ou dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation, dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la loi 8 George V, chapitre 77, ou si le permis général visé par le paragraphe b de la section 2 de ladite loi, est émis en vertu de ses dispositions.

Permis gé-
néraux et spé-
ciaux.

2. Tout permis général ou spécial émis après le 9 février 1918, mais avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, conformément aux dispositions de ladite loi 8 George V, chapitre 77, indiquées dans les sections 1 et 2, couvre les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des gens de mainmorte ou une corporation, depuis le 9 février 1918, mais avant l'émission du permis général ou spécial, suivant le cas.

Causes pen-
dantes.

3. Les validations édictées par les sections 1 et 2 n'affecteront pas, cependant, les causes pendantes, en ce qui regarde les dépens.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 89

LOI RELATIVE À CERTAINES ACQUISITIONS ET ALIÉNATIONS D'IMMEUBLES PAR LES CORPORATIONS ET LES GENS DE MAINMORTE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisitions
d'immeubles
etc., par les
gens de main-
morte, vali-
dées.

1. Nonobstant toute disposition contraire, les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties avant ou dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi par des gens de mainmorte ou une corporation, sans autorisation, dans le cas où l'autorisation est requise, seront valides pourvu qu'elles soient autrement légales, si un

permis spécial s'y rapportant, tel que prévu par la loi 8 George V, chapitre 77, ou si le permis général visé par le paragraphe b de la section 2 de la dite loi, est émis en vertu de ses dispositions.

2. Tout permis général ou spécial émis après le 9 février 1918, mais avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, conformément aux dispositions de ladite loi 8 George V, chapitre 77, couvre les acquisitions et aliénations d'immeubles et les constitutions d'hypothèques faites ou consenties par des gens de mainmorte ou une corporation, depuis le 9 février 1918, mais avant l'émission du permis général ou spécial, suivant le cas. Permis généraux et spéciaux.

3. Les validations édictées par les sections 1 et 2 n'affecteront pas cependant les causes pendantes, en ce qui regarde les dépens. Causes pendantes.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

3 GEORGE V. CHAPITRE 6

LOI ACCORDANT DES POUVOIRS ADDITIONNELS À LA COMMISSION DU RÉGIME DES EAUX COURANTE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

ATTENDU que la Commission du régime des eaux courantes de Québec, instituée en vertu de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 5, a commencé à faire l'étude des questions qui étaient de son ressort en vertu de ladite loi, et a fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil d'une partie de ses études et de ses recommandations; Préambule.

Attendu que, dans ce rapport, ladite commission recommande de faire des barrages-réservoirs et autres travaux pour l'emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice et de ses tributaires dans le but d'en mieux régler le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre maintenant à exécution les suggestions de ladite commission, et qu'il importe aussi de lui accorder des pouvoirs additionnels;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Les sections 1 à 4 ont été refondues.

Autorisation
de l'exécutif
nécessaire
pour faire
certains tra-
vaux.

5. La commission, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, et après avoir satisfait aux exigences de la section 8, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Saint-Maurice et ses tributaires, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue, de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires, le tout sujet, néanmoins, à la juridiction légale du Parlement du Canada, en ce qui concerne les rivières navigables.

Soumissions,
etc.

6. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Contrats,

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux. Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Acquisition
des barrages
existants, etc.

7. La commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir les barrages déjà existants sur les tributaires de la rivière Saint-Maurice et nécessaires à l'exécution de ses travaux. Cette acquisition peut se faire suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec et, à défaut d'entente avec les propriétaires ou leurs représentants, la commission peut exproprier les terrains requis, suivant les dispositions de ladite loi, *mutatis mutandis*; le juge du district où est situé le terrain à exproprier pouvant toujours, aux conditions qu'il croit justes, accorder la possession préalable.

Inventaire
des forces
hydrauliques,
etc.

8. Il est du devoir de la commission, avant d'obtenir l'autorisation mentionnée dans la section 5, de dresser un inventaire des forces hydrauliques possédées par les propriétaires ou utilisées par les concessionnaires d'icelles, et de faire constater, de la façon la plus exacte possi-

ble, par un ou des ingénieurs, l'augmentation de pouvoir qui résultera des travaux de régularisation projetés par la commission.

Les propriétaires ou concessionnaires de ces forces hydrauliques sont tenues de fournir à la commission ou à ses officiers tous les enseignements nécessaires à la confection de cet inventaire et de permettre à la commission ou à ses officiers de faire les visites et examens jugés utiles pour compléter les renseignements dont ils peuvent avoir besoin.

Renseignements nécessaires doivent être fournis.

9. Dès que le ou les contrats mentionnés dans la section 6 auront été signés et approuvés, la commission, après avoir entendu les intéressés, devra soumettre au ministre des terres et forêts:

Projets de contrats et tarif.

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière Saint-Maurice ou de ses tributaires;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation des eaux de la rivière Saint-Maurice ou de ses tributaires.

Les contrats passés en vertu du paragraphe a n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Approbation des contrats.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe b n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Entrée en vigueur du tarif.

NOTE.—Les sections 9a, 9b et 9c ont été ajoutées par la loi 8 Geo. V, c. 12, s. 1.

10. Pour assurer la construction des travaux indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il juge nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de un million cinq cent mille piastres. Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre et demi pour cent par année. Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil

Emprunts autorisés.

détermine et sont payables, intérêt et principal, à l'endroit qu'il indique.

Obligations
non sujettes
à certains
impôts.

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la présente loi ne sont pas sujettes aux droits imposés par la loi de Québec relative aux successions.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 12, s. 2; 14 Geo. V, c. 2, s. 1; 14 Geo. V, c. 8, s. 1, et 15 Geo. V, c. 2, s. 1.*

Avances
autorisées.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même les deniers publics non autrement affectés, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, en suivant les prescriptions de la section 12.

Comptabilité
spéciale.

Une comptabilité spéciale de ces avances doit être tenue au département du trésor, et le produit des emprunts contractés doit d'abord être employé à leur remboursement.

Paiement des
deniers requis
pour l'exécution
des travaux.

12. Les sommes requises pour l'exécution des travaux autorisés par la présente loi sont payées, de temps à autre, par le trésorier de la province sur un certificat du ministre des terres et forêts établissant que ces sommes sont demandées par la commission, qu'elles sont nécessaires et que le paiement d'icelles peut être fait conformément à la présente loi.

Fonds d'amortissement.

13. Un fonds d'amortissement suffisant doit être créé pour le rachat du ou des emprunts autorisés par la présente loi. Les versements annuels destinés à ce fonds, ainsi que les intérêts accrus sur iceux doivent être placés ou déposés par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Emploi des
revenus.

14. Les sommes reçues pour loyers ou autres redevances provenant des travaux qui ont été faits sous l'autorité de la présente loi, doivent être versées, par l'entremise du ministre des terres et forêts, au fonds consolidé du revenu, pour, ensuite, faire partie du fonds d'amortissement jusqu'à complet paiement du ou des emprunts.

Garanties
fournies par
le soumissionnaire.

15. Il est du devoir de la commission d'exiger du soumissionnaire un dépôt de deniers ou un chèque accepté suffisant pour assurer, à la satisfaction de la commis-

sion, l'exécution régulière des travaux. Les contrats devront aussi stipuler des retenues suffisantes d'une partie du prix d'entreprise, pour telles périodes de temps et à telles conditions qui paraîtront nécessaires pour la fidèle exécution des travaux.

16. Il ne peut être payé aucune somme de deniers à un entrepreneur tant que l'ingénieur en chef n'a pas certifié que les travaux pour lesquels des deniers sont réclamés ont été dûment exécutés, que la somme réclamée est due et payable en vertu de la présente loi et tant que ce paiement n'est pas recommandé par la commission.

Certificat de l'ingénieur en chef.

Recommandation par la commission.

17. Les propriétés que la commission peut détenir en vertu de la présente loi sont exemptes de taxes, et elle ne les détient qu'en qualité de fidéicommissaire pour le gouvernement.

Exemption de taxes, etc.

18. Les membres de la commission ne peuvent être poursuivis pour des actes faits, accomplis ou omis, dans l'exécution de leurs devoirs en vertu de la présente loi.

Les membres ne peuvent être poursuivis.

La commission elle-même ne peut être poursuivie qu'avec le consentement du procureur général.

Consentement du procureur général.

19. Il est du devoir de la commission, dans les premiers quinze jours de chaque session, de faire un rapport à l'Assemblée législative des travaux exécutés sous son contrôle dans le cours de l'année précédente.

Rapport des travaux.

20. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender ou abroger les règlements qu'il croit nécessaires à la mise à exécution de la présente loi et qu'il peut trouver juste d'édicter afin de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions spéciales.

Règlements.

21. NOTE.—*Cette section a été refondue.*

22. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 12

LOI AMENDANT LA LOI 3 GEORGE V, CHAPITRE 6, ACCORDANT
DES POUVOIRS ADDITIONNELS À LA COMMISSION
DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

3 Geo. V, c. 6,
ss. 9a, 9b et 9c,
aj.

Acquisition
par la com-
mission, de
certains biens
etc., autori-
sée.

1. Les sections suivantes sont insérées dans la loi 3 George V, chapitre 6, après la section 9 :

"9a. La commission peut également, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir les biens suivants, nécessaires ou utiles à l'entretien, à l'exploitation, à la réfection ou à l'utilisation du barrage construit sur la rivière Saint-Maurice, à La Loutre, savoir :

a. Le chemin de fer de Chaudière à La Loutre avec voies d'évitement et son matériel roulant;

b. Les bateaux servant au transport entre Sanmaur et Chaudière et les améliorations faites dans la rivière Saint-Maurice entre les deux endroits susmentionnés;

c. Les facilités de transbordement à Sanmaur, Chaudière et La Loutre, y compris les voies d'évitement à Sanmaur;

d. L'usine hydro-électrique à La Loutre;

e. Toutes les maisons, tous entrepôts et camps;

f. Le moulin à scie, l'usine pour réparer les machines avec tout son outillage, à La Loutre;

g. Les machines, avec outils, treuils, grues, etc., à La Loutre;

h. Les terrains nécessaires.

Contrats,
prix et condi-
tions.

Cette acquisition se fera pour un prix n'excédant pas cinq cent cinquante mille piastres, et sera sujette aux conditions suivantes, stipulées dans un ou des contrats à être passés entre les parties, savoir :

a. Les compagnies *Shawinigan Water & Power, Laurentide Limited* et *Brown Corporation* s'engageront à payer et à rembourser à la commission,—en sus de toute autre somme qu'elles sont tenues de lui payer en vertu de contrats avec elle pour l'eau provenant du barrage de la rivière Saint-Maurice,—un million de piastres dans une période n'excédant pas quarante années au moyen de paiements semi-annuels égaux, représentant l'intérêt annuel qui sera fixé par les parties et le montant pour

fonds d'amortissement annuel nécessaire pour payer et rembourser ce capital dans la période qui sera déterminée par les parties;

b. La *St. Maurice Construction Company, Limited*, s'engagera à renoncer et renoncera à toute réclamation qu'elle peut ou pourra avoir contre la commission ou le gouvernement de la province de Québec, à raison de la construction du barrage de la rivière Saint-Maurice à La Loutre et de ses accessoires, spécialement au montant de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent sept piastres et vingt centins, qu'elle réclame pour travaux additionnels et au sujet duquel il y a contestation entre elle et la commission;

c. Toutes autres conditions que la commission croira utiles ou nécessaires et qui devront être approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"9b. La commission pourra, selon qu'elle sera autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil et à telles conditions qu'il prescrira, se servir de, utiliser ou exploiter elle-même, en tout ou en partie, les biens mentionnés dans la section 9a, ou les louer ou les aliéner en tout ou en partie.

Exploitation
par la com-
mission, après
autorisation.

"9c. Les sections 7, 10, 11, 12, 14 et 17 de la présente loi devront être lues et interprétées de manière à produire leur effet en ce qui regarde l'acquisition et l'exploitation autorisées par les sections 9a et 9b, comme si cette acquisition et cette exploitation y étaient spécialement mentionnées."

Interpréta-
tion.

2. La section 10 de la loi 3 George V, chapitre 6, est amendée en en remplaçant les mots: "la somme de un million cinq cent mille piastres", dans la sixième ligne, par les mots: "en tout la somme de deux millions cinq cent mille piastres."

3 Geo. V, c. 6,
s. 10, am.

NOTE.—Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 1; 14 Geo. V, c. 8, s. 1, et 15 Geo. V, c. 2, s. 1.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI ACCORDANT DES POUVOIRS ADDITIONNELS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RIVIÈRE SAINT-MAURICE ET À SES TRIBUTAIRES

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

8 Geo. V, c. 6,
s. 10, am.

1. La section 10 de la loi 3 George V, chapitre 6, telle que modifiée par la loi 8 George V, chapitre 12, section 2, est de nouveau modifiée en y remplaçant les mots: "deux millions cinq cent mille piastres", dans la sixième ligne, par les mots: "trois millions de dollars".

NOTE.—Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 1, et 15 Geo. V, c. 2, s. 1.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS ET DE SES LACS ET RIVIÈRES TRIBUTAIRES

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTE^ND^U que la Commission des eaux courantes de Québec, dans son troisième rapport, recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François et de ses lacs et rivières tributaires dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution lesdites recommandations et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à ces fins;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Barrages,
etc., dans la

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts

tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages, réservoirs ou autres travaux dans la rivière Saint-François et ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de la diminution des inondations qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de cette rivière et de ses lacs et rivières tributaires.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux. Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. La commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir les barrages déjà existants sur la rivière Saint-François ou sur les lacs et rivières tributaires de cette rivière, et tous terrains nécessaires à l'exécution de ses travaux ou qui pourraient être inondés ou sujets à inondation par suite de telle exécution. Cette acquisition peut se faire suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec et, à défaut d'entente avec les propriétaires ou leurs représentants, la commission peut exproprier les barrages ou les terrains requis, suivant les dispositions de ladite loi, *mutatis mutandis*; le juge du district où sont situés les barrages ou les terrains à exproprier pouvant toujours, aux conditions qu'il croit justes, accorder la possession préalable.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts:

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui

bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière Saint-François et de ses lacs et rivières tributaires;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation des eaux de la rivière Saint-François et de ses lacs et rivières tributaires.

Les contrats passés en vertu du paragraphe a n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe b n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

**Emprunts
autorisés.**

5. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il juge nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de quatre cent mille piastres. Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année. Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

**Obligations
non sujettes à
certains im-
pôts.**

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la présente loi ne sont pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

NOTE.— Cette section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 14, s. 1; 14 Geo. V, c. 2, s. 2, et 15 Geo. V, c. 2, s. 3.

**Dispositions
applicables.**

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

**Entrée en
vigueur.**

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 14

LOI CONCERNANT LES EMPRUNTS POUR LA CONSTRUCTION
DE CERTAINS TRAVAUX PAR LA COMMISSION DES
EAUX COURANTES DE QUÉBEC*(Sanctionnée le 9 février 1918)*

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 5 de la loi 5 George V, chapitre 4, est ^{5 Geo. V, c. 4,} amendée en en remplaçant les mots: "la somme de quatre cent mille piastres", dans les sixième et septième lignes, par les mots: "en tout, la somme de six cent cinquante mille piastres."

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 2, et 15 Geo. V, c. 2, s. 2.*

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. ^{Entrée en} ^{vigueur.}

7 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION
DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT
À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RI-
VIÈRE JACQUES-CARTIER*(Sanctionnée le 22 décembre 1916)*

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière Jacques-Cartier en construisant un barrage à la sortie du grand lac Jacques-Cartier, dans le but d'en régulariser le débit; ^{Préambule.}

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution ladite recommandation et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une ^{Barrages-ré-} ^{servoirs, etc.,} ^{dans la rivière} ^{Jacques-Car-} ^{tier, etc.}

façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Jacques-Cartier, à ou près de la sortie du grand lac Jacques-Cartier, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

Soumissions
et contrats,
etc.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Approbation
de l'exécutif.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux. Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Projets des
contrats et
des tarifs.

3. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts :

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière Jacques-Cartier et de ses tributaires;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation des eaux de la rivière Jacques-Cartier et de ses tributaires.

Les contrats passés en vertu du paragraphe a n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur des
tarifs.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe b n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il juge nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de cinquante mille piastres. Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans. Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent, par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

Emprunts
autorisés.

NOTE.—Celle section a été modifiée par la loi 8 Geo. V, c. 15, s. 1.

5. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Dispositions
applicables.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 15

LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 4, ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE JACQUES-CARTIER

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 4 de la loi 7 George V, chapitre 4, est amendée en remplaçant les mots: "la somme de cinquante mille piastres", dans les sixième et septième lignes, par les mots: "en tout, la somme de deux cent mille piastres."

7 Geo. V, c. 4, s. 4, am.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 5

**LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION
DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT
À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA
RIVIÈRE SAINTE-ANNE**

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne, en construisant un barrage à la sortie du lac Brûlé dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution ladite recommandation et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Barrages-réservoirs, etc., dans la rivière Ste-Anne, etc.

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Sainte-Anne, à ou près de la sortie du lac Brûlé, dans le but d'emmagasinier les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

NOTE.—Cette section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 16, s. 1, et 9 Geo. V, c. 7, s. 1.

Soumissions et contrats, etc.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Approbation de l'exécutif.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les tra-

vaux. Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. La commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir tous terrains nécessaires à l'exécution de ses travaux ou qui pourraient être inondés ou sujets à inondation par suite de telle exécution. Cette acquisition peut se faire suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec et, à défaut d'entente avec les propriétaires ou leurs représentants, la commission peut exproprier les terrains requis, suivant les dispositions de ladite loi, *mutatis mutandis*; le juge du district où sont situés les terrains à exproprier pouvant toujours, aux conditions qu'il croit justes, accorder la possession préalable.

Acquisition
de terrains.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts:

Projets des
contrats et
des tarifs.

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière Sainte-Anne et de ses tributaires;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation des eaux de la rivière Sainte-Anne et de ses tributaires.

Les contrats passés en vertu du paragraphe a n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe b n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Entrée en
vigueur des
tarifs.

5. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il juge nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de trente mille piastres. Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans. Ces obligations ou rentes inscrites sont

Emprunts au-
torisés.

faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année, et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 8 Geo. V, c. 16, s. 2; 9 Geo. V, c. 7, s. 2, et 12 Geo. V, c. 12, s. 1.*

Dispositions
applicables.

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 16

LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 5, ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE SAINTE-ANNE ET DE LA RIVIÈRE SAVANE

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

7 Geo. V, c. 5,
s. 1, am.

1. La section 1 de la loi 7 George V, chapitre 5, est amendée en y ajoutant après les mots: "près de la sortie du lac Brûlé", dans les neuvième et dixième lignes, les mots: "et dans la rivière Savane".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 9 Geo. V, c. 7, s. 1.*

Id., s. 5, am.

2. La section 5 de ladite loi 7 George V, chapitre 5, est amendée en en remplaçant les mots: "la somme de trente mille piastres", dans les sixièmes et septièmes lignes, par les mots: "en tout, la somme de deux cent mille piastres".

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 9 Geo. V, c. 7, s. 2, et 12 Geo. V, c. 12, s. 1.*

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 7

**LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 5, ACCORDANT
CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COU-
RANTES, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT
DES EAUX DE LA RIVIÈRE SAINTE-ANNE ET DE
LA RIVIÈRE SAVANE**

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 7 George V, chapitre 5, 7 Geo. V, c. 5, telle qu'amendée par la loi 8 George V, chapitre 16, s. 1, am. section 1, est de nouveau amendée en y ajoutant après le mot: "Savane", dans la dixième ligne, les mots: "dans ladite rivière Sainte-Anne ou tout autre de ses affluents".

2. La section 5 de la loi 7 George V, chapitre 5, id., s. 5, am. telle qu'amendée par la loi 8 George V, chapitre 16, section 2, est de nouveau amendée en en remplaçant les mots: "deux cent mille piastres", dans la septième ligne, par les mots: "trois cent mille piastres".

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 12 Geo. V, c. 12, s. 1.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en
vigueur. sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 12

**LOI AMENDANT LA LOI 7 GEORGE V, CHAPITRE 5, ACCORDANT
CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX
COURANTES, RELATIVEMENT À L'EMMAGA-
SINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE
SAINTE-ANNE ET TOUT AUTRE
DE SES AFFLUENTS**

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 5 de la loi 7 George V, chapitre 5, 7 Geo. V, c. 5, telle qu'amendée par les lois 8 George V, chapitre 16, s. 5, am.

section 2, et 9 George V, chapitre 7, section 2, est de nouveau amendée en remplaçant les mots: "trois cent mille piastres", dans la septième ligne, par les mots: "quatre cent mille piastres."

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DU LAC KÉNOGAMI

(Sanctionnée le 9 février 1918)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec, recommande de faire les travaux nécessaires à l'emménagement des eaux du lac Kénogami et de ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution lesdites recommandations et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à ces fins;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Autorisation de l'exécutif, nécessaire pour faire certains travaux.

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages, réservoirs ou autres travaux au lac Kénogami et dans les rivières Chicoutimi et Au Sable, dans le but d'emmagasinier les eaux de ces lacs et rivières et des lacs et rivières tributaires et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de la diminution des inondations qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de ces lacs et rivières et de leurs tributaires.

Soumissions, etc.

2. La commission adjudgera l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

L'adjudication de l'entreprise sera constatée par un *Contrata*, contrat qui sera accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux.

Un contrat ne pourra toutefois être conclu par la *Approbation* commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. *requise.*

3. 1. La commission pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation :

a. Les barrages et travaux existants au lac Kénogami, sur la rivière Chicoutimi et sur la rivière Au Sable; *Acquisition par la commission, des ouvrages, immeubles, etc.*

b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par cette loi;

c. Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

d. Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

e. Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

f. Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

2. L'expropriation en vertu de la présente loi sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, et la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos. *Expropriations.*

3. Il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il est nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin. *Certains lots non expropriés peuvent être acquis.*

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi et entendu les intéressés, il sera du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts :

a. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la présente loi;

b. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions

qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe a, pour l'utilisation desdites eaux.

Approbation
des contrats.

Les contrats passés en vertu du paragraphe a n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vi-
gueur du
tarif.

Le tarif en vertu du paragraphe b n'aura force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Emprunts
autorisés.

5. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la présente loi, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de un million huit cent mille piastres.

Mode d'em-
prunt.

Ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année.

Approbation
des obliga-
tions.

Ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Obligations
non sujettes à
certains im-
pôts.

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la présente loi ne seront pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec, relatives aux successions.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 3; 14 Geo. V, c. 9, s. 1, et 15 Geo. V, c. 2, s. 4.*

Dispositions
applicables.

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Propriétés
non sujettes à
expropriation
en vertu de
cette loi.

7. Rien dans la présente loi n'autorisera la commission à acquérir par expropriation aucun des biens ou des droits mentionnés dans la section 3 de la présente loi, qui appartiennent aux compagnies appelées *The Jonquière Pulp Company* et *Price Borthers & Company, Limited*.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 9

**LOI MODIFIANT LA LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À
LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC,
RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES
EAUX DU LAC KÉNOGAMI**

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 5 de la loi 8 George V, chapitre 13, est s Geo. 6, modifiée en y remplaçant les mots: "un million huit cent c. 13, s. 5, am. mille piastres", dans les septième et huitième lignes, par les mots: "deux millions sept cent cinquante mille dollars."

NOTE.—Cette section a été modifiée par les lois 14 Geo. V, c. 2, s. 3, et 15 Geo. V, c. 2, s. 4.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vi-
sanction. gueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 10

**LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES
EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EM-
MAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE OUAREAU
ET DE SES LACS ET RIVIÈRES TRIBUTAIRES**

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

ATTENDU que la Commission des eaux courantes Préambule.
de Québec recommande de faire les travaux né-
cessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière
Ouareau et de ses lacs et rivières tributaires, dans le
but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre
à exécution lesdites recommandations et d'accorder à
la commission les pouvoirs nécessaires à ces fins;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de
Québec, décrète ce qui suit:

1. La Commission des eaux courantes de Québec, Barrages-ré-
après avoir produit au département des terres et forêts servoires, etc.,
tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une dans la rivière
Ouareau, etc.

façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux aux lacs Ouareau, Archambault et Blanc et dans la rivière Ouareau, dans le but d'emmagasiner les eaux de ces lacs et rivière et de pourvoir à la régularisation de leur débit, au point de vue de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de ces lacs et rivière.

Soumissions
et contrats.

2. La commission adjugera l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Adjudication
de l'entre-
prise.

L'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat qui sera accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux.

Approbation
de l'exécutif.

Un contrat ne pourra toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Acquisitions
de terrains,
etc.

3. 1. La commission pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation :

a) Les barrages et travaux existants aux lacs Archambault, Ouareau et Blanc, sur la rivière Ouareau;

b) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par cette loi;

c) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

d) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés, destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

e) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

f) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

Procédure en
expropriation.

2. L'expropriation en vertu de la présente loi sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec, et la Cour supérieure du district ou un juge de ce

tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

3. Il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il est nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

Vente de partie de terrains expropriés, non requise.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi et entendu les intéressés, il sera du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts :

Projet de contrats, etc., soumis au ministre.

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la présente loi;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1, pour l'utilisation desdites eaux.

Les contrats passés en vertu du paragraphe 1° n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Approbation des contrats.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° n'aura force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Mises en force du tarif.

5. Le coût de la construction des travaux et ouvrages autorisés par la présente loi, y compris l'acquisition des terrains et droits immobiliers nécessaires, ne doit pas excéder deux cent cinquante mille dollars.

Coût maximum autorisé.

6. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la présente loi, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires; mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de cinquante mille dollars.

Emprunts autorisés.

Ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année.

Modes d'emprunts.

Ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt

Forme, etc., des obligations.

et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Droits sur les successions.

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la présente loi ne seront pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 2, s. 5.

Dispositions applicables.

7. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Entrée en vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 11

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE MITIS ET DE SES LACS ET RIVIÈRES TRIBUTAIRES

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emménagement des eaux de la rivière Mitis, et de ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution lesdites recommandations et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à ces fins;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Barrages-réservoirs, etc., dans la rivière Mitis, etc.

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi, et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Mitis, et dans ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur conservation

qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de cette rivière et de ses tributaires.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par la présente loi par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Soumissions
et contrats.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux.

Adjudication
de l'entre-
prise.

Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Approbation
de l'exécutif.

3. La commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir les barrages déjà existants sur la rivière Mitis ou sur les lacs et rivières tributaires de cette rivière, et tous terrains nécessaires à l'exécution de ses travaux ou qui pourraient être inondés ou sujets à inondation par suite de telle exécution. Cette acquisition peut se faire suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer de Québec et, à défaut d'entente avec les propriétaires ou leurs représentants, la commission peut exproprier les barrages et les terrains requis, suivant les dispositions de ladite loi, *mutatis mutandis*; le juge du district où sont situés les barrages ou les terrains à exproprier pouvant toujours, aux conditions qu'il croit justes, accorder la possession préalable.

Acquisition
de terrains,
etc.

Expropria-
tion.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts:

Projet de
contrat, etc.,
soumis au
ministre.

1. Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la présente loi;

2. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui peuvent être exigés de toute personne, compagnie ou association qui n'est pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1, pour l'utilisation desdites eaux.

Les contrats passés en vertu du paragraphe 1 n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Approbation
des contrats.

Mise en
force du
tarif.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2 n'aura force et effet, après son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Coût maxi-
mum, auto-
risé.

5. Le coût de la construction des travaux et ouvrages autorisés par la présente loi, y compris l'acquisition des terrains et droits immobiliers nécessaires, ne doit pas excéder la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars.

Emprunts
autorisés.

6. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la présente loi, est-il loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne doivent pas excéder la somme de deux cent mille dollars.

Mode d'em-
prunt.

Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année.

Forme, etc.,
des obliga-
tions.

Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

Droits sur les
successions.

Les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la présente loi ne sont pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 14 Geo. V, c. 2, s. 6.*

Dispositions
applicables.

7. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Entrée en vi-
gueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT CERTAINES OBLIGATIONS OU RENTES INSCRITES DU GOUVERNEMENT DE CETTE PROVINCE

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 10 de la loi 3 George V, chapitre 6, 3 Geo. V, c. 6, tel que modifié par les lois 8 George V, chapitre 12, section 2, et 14 George V, chapitre 8, section 1, est de nouveau modifié en y retranchant le deuxième alinéa.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 2, s. 1.

2. L'article 5 de la loi 5 George V, chapitre 4, tel que 5 Geo. V, c. 4, modifié par la loi 8 George V, chapitre 14, section 1, est de nouveau modifié en y retranchant le deuxième alinéa.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 2, s. 3.

3. L'article 5 de la loi 8 George V, chapitre 13, tel 8 Geo. V, que modifié par la loi 14 George V, chapitre 9, section 1, est de nouveau modifié en y retranchant le quatrième alinéa.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 2, s. 4.

* * * * *

5. L'article 6 de la loi 12 George V, chapitre 10, est 12 Geo. V, modifié en y retranchant le quatrième alinéa. c. 6, s. 2, am.

6. L'article 6 de la loi 12 George V, chapitre 11, est 12 Geo. V, modifié en y retranchant le quatrième alinéa. c. 11, s. 6, am.

7. *NOTE.*—Cette section a été refondue.

8. La présente loi n'affectera pas les obligations et les rentes inscrites émises avant le 15 mars 1924, pour les emprunts autorisés par les lois ci-dessus mentionnées ou par la loi 3 George V, chapitre 21, avant son abrogation. Obligations, etc., non affectées.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI CONCERNANT CERTAINES OBLIGATIONS OU RENTES INSCRITES DU GOUVERNEMENT DE CETTE PROVINCE

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

3 Geo. V, c. 6,
s. 10, mod.

1. La section 10 de la loi 3 George V, chapitre 6, telle que modifiée par les lois 8 George V, chapitre 12, section 2, et 14 George V, chapitre 2, section 1, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le mot: "endroit", dans la treizième ligne, les mots: "ou aux endroits".

* * * * *

5 Geo. V, c. 4,
s. 5, mod.

3. La section 5 de la loi 5 George V, chapitre 4, telle que modifiée par les lois 8 George V, chapitre 14, section 1, et 14 George V, chapitre 2, section 2, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le mot: "endroit", dans la quinzième ligne, les mots: "ou aux endroits".

8 Geo. V, c.
13, s. 5, mod.

4. La section 5 de la loi 8 George V, chapitre 13, telle que modifiée par les lois 14 George V, chapitre 2, section 3, et 14 George V, chapitre 9, section 1, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le mot: "endroit", dans la cinquième ligne du troisième alinéa, les mots: "ou aux endroits".

* * * * *

13 Geo. V, c.
34, s. 74, mod.

6. La section 74 de la loi 13 George V, chapitre 34, telle que modifiée par la loi 14 George V, chapitre 2, section 7, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après le mot: "endroit", dans la huitième ligne, les mots: "ou aux endroits".

Application
de la loi.

7. La présente loi s'applique également à toutes les obligations ou rentes inscrites émises avant le 3 avril 1925 pour les emprunts autorisés par les lois susénumérées.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 10

**LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES
EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À
L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RI-
VIÈRE SAINTE-ANNE (de la Pérade)**

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne (de-la-Pérade) en construisant des barrages-réservoirs dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'en régulariser le débit; Préambule.

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution ladite recommandation et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Sainte-Anne (de-la-Pérade) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires. Barrages-réservoirs, etc., dans la rivière Sainte-Anne, etc.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission. Soumissions et contrats.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux. Adjudication de l'entreprise.

Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Approbation requise.

Acquisition
des ouvrages,
immeubles,
etc.

3. 1. La commission, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la présente loi;

b) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

c) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

d) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

e) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

Expropria-
tions.

2. L'expropriation en vertu de la présente loi sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec, et la Cour supérieure du district, ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

Vente de par-
ties de ter-
rains expro-
priés.

3. Il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il est nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

Projet de con-
trat, etc., sou-
mis au minis-
tre.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi, et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts;

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière Sainte-Anne (de-la-Pérade), de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° du présent article, pour l'utilisation des eaux de la rivière Sainte-Anne (de-la-Pérade), de ses lacs et de ses tributaires.

Approbation
des contrats.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1° n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mise en force
du tarif.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° du présent article, n'a force et effet, une fois approuvé par le lieu-

tenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

5. Pour assurer la construction des travaux et ou-
vrages indiqués dans la présente loi, il est permis au
lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier
de la province à contracter le ou les emprunts qu'il juge
nécessaires; mais l'emprunt ou les emprunts successifs
ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de cinq
cent mille dollars.

Emprunts au-
torisés.

Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen
d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme
n'excédant pas trente ans.

Mode d'em-
prunt.

Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la
forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour
cent par année et pour le montant que le lieutenant-
gouverneur en conseil détermine, et sont payables, inté-
rêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à
l'endroit qu'il indique.

Forme, etc.,
des obliga-
tions, etc.

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20,
de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis*
mutandis, à la présente loi, comme si elles avaient été
spécialement décrétées pour icelle.

Dispositions
applicables.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa
sanction.

Entrée en
vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 11

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE DU LOUP (en haut)

(Sanctionnée le 15 février 1924)

ATTENDU que la Commission des eaux courantes
de Québec recommande de faire les travaux néces-
saires à l'emménagement des eaux de la rivière du
Loup (en haut), en construisant des barrages-réservoirs
dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'en
régulariser le débit;

Préambule.

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre
à exécution ladite recommandation et d'accorder à la
commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement

du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Barrages-réservoirs, etc., dans la rivière du Loup, etc.

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Loup (en haut) et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

Soumissions et contrats.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission.

Adjudication de l'entreprise.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux.

Approbation requise.

Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Acquisitions de terrains, etc.

3. 1. La commission, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la présente loi;

b) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

c) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

d) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

e) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la

Législature, droits résultants de contrat et tous autres droits d'une nature quelconque;

2. L'expropriation en vertu de la présente loi sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec, et la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos. Procédures en expropriation.

3. Il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il est nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin. Vente de parties de terrains expropriés.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi, et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts : Projets de contrats, etc., soumis au ministre.

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° du présent article, pour l'utilisation des eaux de la rivière du Loup (en haut), de ses lacs et de ses tributaires.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1° n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. Approbation des contrats.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° du présent article, n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Mise en force du tarif.

5. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter le ou les emprunts qu'il juge nécessaires; mais l'emprunt ou les emprunts successifs ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de trois cent mille dollars. Emprunts autorisés.

Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans. Mode d'emprunt.

Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année et pour le montant que le lieutenant- Forme, etc., des obligations, etc.

gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

Dispositions applicables.

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 12

LOI ACCORDANT CERTAINS POUVOIRS À LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, RELATIVEMENT À L'EMMAGASINEMENT DES EAUX DE LA RIVIÈRE DU NORD

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Nord, en construisant des barrages-réservoirs dans cette rivière et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution ladite recommandation et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à cette fin;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Barrages-réservoirs, etc., dans la rivière du Nord, etc.

1. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des terres et forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la présente loi et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière du Nord et dans les lacs et tributaires de ce bassin, dans le but d'emmagasiner les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur développement régulier et de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques de cette rivière et de ses tributaires.

2. La commission adjuge l'entreprise des travaux autorisés par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la commission. Soumissions et contrats.

L'adjudication de l'entreprise est constatée par un contrat qui doit être donné à l'entrepreneur qui produit la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la commission, a assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux. Adjudication de l'entreprise.

Un contrat ne peut toutefois être conclu par la commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Approbation requise.

3. 1. La commission, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, peut acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation : Acquisition de travaux, terrains, etc.

a) Les barrages et travaux existants dans la rivière du Nord et dans les lacs et tributaires de ce bassin;

b) Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la présente loi;

c) Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

d) Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

e) Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

f) Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultants de contrat et tous autres droits d'une nature quelconque.

2. L'expropriation en vertu de la présente loi sera faite conformément à la Loi des chemins de fer de Québec, et la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos. Procédures en expropriation.

3. Il sera loisible à la commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il est nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot, cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin. Vente de parties de terrains expropriés.

4. Après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la section 1 de la présente loi, et entendu les intéressés, il est du devoir de la commission de soumettre au ministre des terres et forêts : Projets de contrats, etc., soumis au ministre.

1° Tout projet de contrat à intervenir entre la commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux de la rivière du Nord, de ses lacs et de ses tributaires;

2° Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1° du présent article, pour l'utilisation des eaux de la rivière du Nord, de ses lacs et de ses tributaires.

Approbation
des contrats.

Les contrats passés en vertu dudit paragraphe 1° n'ont force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mise en force
du tarif.

Le tarif fixé en vertu du paragraphe 2° du présent article, n'a force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Emprunts au-
torisés.

5. Pour assurer la construction des travaux et ouvrages indiqués dans la présente loi, il est permis au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter le ou les emprunts qu'il juge nécessaires; mais l'emprunt ou les emprunts successifs ainsi contractés ne peuvent excéder la somme de trois cent mille dollars.

Mode d'em-
prunt.

Ce ou ces emprunts peuvent être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas trente ans.

Forme, etc.,
des obliga-
tions, etc.

Ces obligations ou rentes inscrites sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

Dispositions
applicables.

6. Les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Entrée en
vigueur.

7. Le présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 140

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

ATTENDU que, tout en conservant leur autonomie Préambule.
aux municipalités de l'île de Montréal, il est important qu'un système de contrôle financier par une autorité centrale représentant ces municipalités, ainsi que la cité de Montréal, soit établi pour l'avenir;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le présente loi peut être citée sous le titre de Citation de la loi.
"Loi de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal".

2. Une commission, ci-après appelée "commission", Corporation constituée.
est constituée sous le nom de "Commission métropolitaine de l'île de Montréal". Elle étend son action rela- Nom.
tivement aux matières ci-après mentionnées, aux municipalités suivantes, savoir: les cités de Montréal, de Juridiction.
Westmount, Outremont, Verdun, Lachine; et les villes Saint-Pierre, Lasalle, Hampstead, Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Ouest, Montréal-Nord, Saint-Michel, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Laval de Montréal.

3. Cette commission se compose de quinze membres, Composition de la commission.
ci-après appelés "commissaires", dont un représentant le département des affaires municipales de la province; huit représentant la cité de Montréal; un la cité de Westmount; un la cité d'Outremont; un la cité de Verdun; un la cité de Lachine; un les villes de Lasalle, Saint-Pierre, Hampstead, Mont-Royal, Saint-Laurent et Montréal-Ouest; un les villes de Montréal-Nord, Saint-Michel, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Laval de Montréal.

4. 1. Les membres de cette commission sont nommés Nomination des membres:
de la manière suivante:

a. Le commissaire représentant le département des Par le l-gouv.;
affaires municipales de la province est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce commissaire a voix délibérative mais ne peut voter;

Par la cité de Montréal; b. Sept par résolution de la commission administrative de la cité de Montréal, dans les vingt jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi,—lesquels sont choisis parmi les membres du conseil de ville de la cité, et auxquels est ajouté, *ex officio*, le contrôleur de la cité.

Terme d'office. Dans les vingt jours après la première assemblée du conseil de ville de la cité de Montréal élu en vertu de la loi 11 George V, chapitre 112, ces sept membres sortent d'office, et leurs successeurs sont choisis parmi les membres du conseil tel qu'alors constitué à la majorité absolue des membres dudit conseil. Si ce choix n'est pas alors fait, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil remplit les vacances en choisissant les commissaires parmi les membres du conseil de ladite cité;

Par la cité de Westmount, etc.; c. Un par chacune des quatre municipalités suivantes, savoir: Westmount, Outremont, Lachine et Verdun, par le vote de la majorité absolue de chacun des conseils desdites municipalités, à leur première assemblée régulière ou à une réunion spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi,—lesquels sont choisis parmi les membres du conseil de ville de chacune de ces municipalités, respectivement;

Par la ville Lasalle, etc.; d. Un par les municipalités des villes Lasalle, Saint-Pierre, Hampstead, Mont-Royal, St-Laurent et Montréal-Ouest. Le conseil de chacune desdites municipalités, à sa première réunion régulière ou à une réunion spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, nomme un délégué pour procéder à l'élection de ce membre de la commission. Les délégués ainsi nommés se réunissent à l'hôtel de ville de Montréal dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, sur convocation, par avis écrit de cinq jours, donné par le greffier de la cité de Montréal, par lettre recommandée, et là et alors choisissent ce membre à la majorité des délégués présents. L'omission par une municipalité de nommer son délégué n'empêche pas la nomination d'avoir lieu. Ce commissaire est choisi parmi les membres du conseil de ville de l'une de ces municipalités;

Par la ville de Montréal-Nord, etc.; e. Un par les municipalités des villes de Montréal-Nord, Saint-Michel, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Laval de Montréal. Le conseil de chacune desdites municipalités, à sa première réunion régulière ou à une réunion spéciale tenue dans les vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, nomme un délégué pour procéder à l'élection de ce membre de la commission. Les délégués ainsi nommés se réunissent à l'hôtel

de ville de Montréal dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, sur convocation, par avis écrit de cinq jours, donné par le greffier de la cité de Montréal, par lettre recommandée, et là et alors choisissent ce membre à la majorité des délégués présents. L'omission par une municipalité de nommer son délégué n'empêche pas la nomination d'avoir lieu. Ce commissaire est choisi parmi les membres du conseil de ville de l'une de ces municipalités.

2. Un commissaire qui n'est pas nommé ainsi que déterminé dans le paragraphe précédent, dans le délai qui y est prescrit, est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire que la personne nommée soit membre d'un conseil municipal.

5. Toute autre municipalité de l'île de Montréal, non soumise à l'action de la commission peut, par une résolution adoptée à la majorité absolue des membres de son conseil, déclarer qu'elle se soumet à l'action de la commission. Cette résolution, pour valoir, requiert l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et elle entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

6. A moins que les commissaires choisis parmi les membres des conseils municipaux ne soient révoqués, conformément à la section 7 de la présente loi, ils restent en fonction comme tels, ainsi que le contrôleur de la cité de Montréal, durant leur terme d'office; les autres, durant bon plaisir.

7. NOTE.—*Cette section a été remplacée par la loi 18 Geo. V, c. 105, s. 12.*

8. Nulle vacance n'empêche les membres restant d'exercer leurs fonctions en vertu de la présente loi.

9. En cas de vacance dans la charge de commissaire, pour quelque cause que ce soit, le remplacement se fait en la manière prescrite dans la section 4 de la présente loi, et, dans chaque cas, la date où survient la vacance est substituée à la date de l'entrée en vigueur de ladite loi pour les fins de la computation des délais.

10. La première assemblée de la commission est tenue à l'hôtel de ville, à Montréal, au jour et à l'heure fixés par le ministre des affaires municipales, qui en donne avis au greffier de la cité de Montréal, et ce der-

Délai d'avis. nier communique cet avis cinq jours avant l'assemblée, par lettre recommandée, à chacun des commissaires.

NOTE.— Voir Règlement de procédure approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 décembre 1922. *Gazette officielle de 1922, p. 8240.*

Serment des commissaires.

11. Les commissaires, avant d'entrer en fonction, prêtent, devant le greffier de la cité de Montréal, le serment d'office suivant:

"Je _____, membre de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal, résidant à _____, jure que je remplirai fidèlement et au meilleur de mon jugement et de ma compétence, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été nommé. Ainsi que Dieu me soit en aide."

Certificat.

Un certificat attestant la prestation de ce serment est transmis à la commission et fait partie de ses archives.

La charge de commissaire est gratuite.

12. La charge de commissaire est gratuite, et les commissaires n'ont droit à aucune indemnité pour les dépenses qu'ils peuvent encourir dans l'exercice de leurs fonctions.

Quorum.

13. Le quorum de la commission est de huit membres et ses décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Président.

14. A sa première assemblée, la commission élit un président parmi ses membres.

Présidence des séances.

En l'absence du président, un autre membre de la commission est nommé par les membres présents pour présider la séance.

Votre prépondérant du prés.

Le président, ou celui qui préside en son absence, vote comme commissaire et a un vote prépondérant au cas d'égalité des voix.

Vacance dans la charge de président.

Toute vacance dans la charge de président de la commission doit être remplie à la première assemblée de la commission qui suit la nomination du successeur du commissaire dont la charge est devenue vacante; et, si le président n'est pas alors choisi, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un président qu'il choisit parmi les membres de la commission.

Secrétaire-trésorier.

15. La commission se nomme un secrétaire-trésorier et elle pourvoit à sa rémunération.

Ses devoirs.

Ce secrétaire-trésorier tient les minutes de la commission; il certifie tous les documents qui émanent d'elle

et remplit tous autres devoirs qui lui sont assignés par la commission.

16. La commission nomme et emploie les personnes dont elle a besoin et peut les destituer à volonté; elle paye à chacune de ces personnes les appointements qu'elle juge convenables. Employés de la commission.

17. La commission forme une corporation. Outre les pouvoirs qu'ont les corporations en vertu du droit civil, elle peut emprunter et garantir ou se porter caution des emprunts, dettes et obligations, contractés par chacune des corporations auxquelles s'étend la présente loi. Elle peut aussi donner et accepter des obligations pour le paiement ou pour la garantie du paiement de toute somme d'argent qu'elle doit ou qui lui est due. Pouvoirs de la commission.

18. Aucune municipalité soumise à l'action de la commission ne peut contracter un emprunt ni faire une émission d'obligations si elle n'y est spécialement autorisée par une résolution de la commission; mais si une municipalité obtient telle autorisation, l'emprunt est soumis à toutes les dispositions des lois qui la régissent. Ces municipalités peuvent cependant contracter des emprunts temporaires en anticipation de la perception de leur revenu annuel, ainsi que les emprunts non encore effectués mais légalement autorisés avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Les municipalités soumises à la com. doivent être autorisées pour contracter des emprunts. Proviso.

NOTE.—La section 18a a été insérée par la loi 12 Geo. V, c. 123, s. 1.

19. Dès qu'une municipalité ne fait pas honneur à ses obligations sans le secours ou crédit de la commission ou des autres municipalités, et tant que dure cette condition, tous les emprunts pour cette municipalité sont faits par la commission, sujet aux dispositions des sections 23 et 24 quant à la répartition pour ces emprunts, et les budgets de cette municipalité doivent être soumis à la commission qui peut les approuver, avec ou sans amendement, et, aussi longtemps qu'ils ne sont pas ainsi approuvés, ils sont sans effet; pour telle municipalité, nulle dépense ne peut être faite qui n'est pas ainsi approuvée. Budgets soumis à la commission, en certains cas.

NOTE.—La section 19a a été insérée par la loi 14 Geo. V, c. 107, s. 1.

Emprunts
par la com-
mission, auto-
risés.

20. La commission peut, de sa propre initiative, faire des emprunts sur la garantie des immeubles imposables de chacune des municipalités visées par la section 2, en proportion de la valeur des biens imposables de chacune de ces municipalités respectivement:— (a) en anticipation de ses revenus; (b) pour renouveler les emprunts échus de chacune des municipalités mentionnées dans la présente loi lorsque ces municipalités n'ont pas les fonds suffisants pour les acquitter, ce dont elle est seule juge; (c) pour rencontrer les dettes flottantes, déficits budgétaires et autres obligations de chacune desdites municipalités.

Procédures
judiciaires.

S'il le faut, pour éviter ou arrêter des procédures judiciaires dues à l'incapacité d'une municipalité de faire face à ses obligations, la commission devra exercer ses pouvoirs d'emprunt.

Mode d'em-
prunt.

21. Les emprunts que la commission est autorisée à émettre sont effectués par résolution de la commission, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des affaires municipales, au moyen d'obligations émises pour un terme n'excédant pas quarante ans. Ces obligations sont faites dans la forme, pour un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et pour le montant que la commission détermine, et sont payables, intérêt et capital, aux époques et à l'endroit qu'elle indique.

Signatures
des obliga-
tions, etc.

La signature du président de la commission sur les obligations peut être lithographiée, et celles du président et du secrétaire-trésorier sur les coupons peuvent aussi être lithographiées.

Billets émis
par la com-
mission.

22. La commission peut émettre des billets à ordre, désignés sous l'appellation de "Billets de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal", en anticipation de l'émission d'emprunts à longs termes, pourvu que ces billets ne soient pas émis pour un terme de plus de douze mois. Cependant, tels billets peuvent être renouvelés de temps à autre jusqu'à ce que les emprunts à longs termes aient été effectués, mais ces billets ne sont émis qu'après que les formalités requises pour les emprunts à longs termes ont été remplies.

Répartition
des charges.

23. La commission répartit entre les diverses municipalités soumises à la présente loi, les charges résultant des emprunts, spécialement l'intérêt et la contribution au fonds d'amortissement, et les dépenses qu'elle encourt pour tels emprunts, de façon que ces charges et dépenses soient supportées entièrement par les muni-

cipalités pour le bénéfice desquelles elles ont été encourues.

24. NOTE.—*Cette section a été remplacée par la loi 12 V, c. 123, s. 3.*

24a. NOTE.—*Cette section a été insérée par la loi 12 V, c. 123, s. 4.*

25. Si, à l'expiration des trente jours qui suivent l'avis qui lui a été donné par la commission du montant qu'elle doit en vertu de la répartition, l'une quelconque des municipalités néglige ou refuse de payer à ladite commission le montant auquel elle est tenue suivant la répartition, représentant: (a) la quote-part que telle municipalité doit verser pour le compte et au profit d'une ou de plusieurs autres municipalités incapables de rencontrer ses ou leurs obligations, (b) la contribution au fonds d'amortissement et les intérêts de ses propres emprunts, (c) les dépenses et charges encourues par la commission à l'occasion des emprunts contractés par cette dernière, et (d) les dépenses d'administration de la commission,—la commission peut elle-même répartir le montant des deniers recouvrables sur tous les biens imposables de la municipalité en défaut de la même manière que le ferait cette municipalité, à laquelle la commission est substituée relativement au prélèvement de ces deniers.

A cette fin les personnes désignées par la commission et dûment autorisées par elle ont libre accès aux registres, aux rôles d'évaluation et aux autres documents nécessaires pour leur permettre de préparer l'acte spécial de répartition, et peuvent requérir les services de tout officier de la municipalité pour les aider dans la préparation de l'acte spécial de répartition, comme si ces services étaient requis par l'autorité municipale elle-même.

Cette taxe sera perçue par la commission.

Recouvrement des montants dus suivant la répartition.
Accès aux registres, etc. des municipalités tenues au paiement.
Perception de la taxe.

26. Les répartitions devront être faites à temps pour permettre aux municipalités imposées d'inclure le montant payable par elles dans le budget, et jusqu'à ce qu'elles aient refusé ou omis de le faire, les recours de la commission contre elle ne peuvent être exercés.

27. Les emprunts faits ou autorisés par règlements en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi restent sous le contrôle des municipalités, sauf que si, en quelque temps que ce soit, il est constaté par la

Époque de la répartition.
Emprunts des municipalités, antérieurs au 19 mars 1921.

commission que l'intérêt d'un tel emprunt n'est pas payé à l'échéance ou que le fonds d'amortissement n'est pas maintenu ponctuellement, après un avis de trente jours par la commission à la municipalité en défaut, tel emprunt, si cette dernière continue à ne pas remplir ses obligations, passe automatiquement sous le contrôle de la commission comme si cet emprunt avait été fait par la commission pour le bénéfice de la municipalité en défaut, et les officiers de la municipalité doivent alors remettre immédiatement, au trésorier de la province, le montant au crédit du fonds d'amortissement de cet emprunt.

Enquête sur
l'état finan-
cier des muni-
cipalités.

28. La commission, aux fins d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, peut s'enquérir par tous les moyens qu'elle juge convenables, de la condition financière des municipalités soumises à son action ou de tous autres faits dont la connaissance peut l'aider dans l'exécution de ses attributions, et, à cette fin, elle aura accès, par ses délégués, aux livres et autres documents des municipalités.

Surveillance
de l'emploi
du produit
des emprunts.

29. La commission peut adopter les moyens qu'elle juge convenables pour s'assurer que le produit des emprunts autorisés par elle est employé aux fins pour lesquelles ils ont été faits.

Règlements
de la com-
mission.

30. La commission peut faire les règlements qu'elle juge à propos pour la régie de ses affaires internes pour la mise à exécution de la présente loi et pour assurer l'exercice de ses pouvoirs. Ces règlements, pour valoir, requièrent l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et ont force de loi à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Cité de Mont-
réal non sou-
mise au con-
trôle de la
commission,
sauf comme
co-obligée.

31. Sauf quant à sa responsabilité comme co-obligée avec les autres municipalités sous le contrôle de la commission pour les dépenses encourues et les dettes contractées par cette dernière, la cité de Montréal n'est pas soumise au contrôle de celle-ci, et la juridiction et les pouvoirs de ladite cité ne sont pas affectés par la présente loi.

Approba-
tion du li-
gouv.

32. Les emprunts effectués par la commission sont sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des affaires municipales.

33. La commission devra fournir au ministre des affaires municipales les rapports que celui-ci exigera. Rapports au ministre des aff. m.

34. Les obligations émises par la commission doivent, avant leur livraison, porter le certificat du ministre des affaires municipales ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que leur émission a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Obligations certifiées par le ministre des aff. m.

35. Les obligations dont l'émission a été ainsi approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et portant ce certificat sont valides, et leur validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque. Validité de ces obligations.

36. A moins qu'elle ne soit préalablement autorisée à ce faire par le ministre des affaires municipales, la commission ne peut vendre d'obligations qu'après avoir demandé des soumissions par avis public publié dans la *Gazette officielle de Québec*, au moins quinze jours avant la date où les soumissions doivent être ouvertes par la commission. Formalités pour la vente des obligations.

Ces soumissions sont ouvertes en séance publique de la commission. Ouverture des soumissions.

37. Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque accepté égal à un pour cent du montant de l'emprunt. Après qu'elles ont été examinées, les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ont été rejetées leur sont remis sans retard, et celui de l'adjudicataire lui est remis après l'exécution de son contrat. Dépôt qui doit accompagner chaque soumission. Remise du dépôt.

38. Il doit être spécifié, dans chaque soumission, si le prix offert comprend ou non l'intérêt accru sur les obligations à la date de leur livraison. Cependant une soumission qui ne renferme pas cette mention peut être acceptée par la commission si elle paraît être plus avantageuse que les autres, pourvu que, dans ce cas, l'acceptation de la soumission par la commission soit approuvée par le ministre des affaires municipales. Contenu de la soumission. Proviso.

39. Tout jugement rendu contre la commission et non acquitté dans les trois mois, est exécutoire comme s'il était un jugement contre chacune des municipalités représentées dans la commission pour sa part proportionnelle dudit jugement basée sur son rôle d'évaluation. Exécution des jugements contre la commission.

Délai accordé
à certaines
villes, pour
acquitter
leurs obliga-
tions

40. Il est accordé aux villes de Montréal-Nord, Saint-Michel, Pointe-aux-Trembles et Laval de Montréal un délai jusqu'au 1er septembre 1921, pour payer leurs dettes actuellement échues et exigibles ou qui écherront ou deviendront exigibles avant cette date, mais cette disposition n'affecte pas les causes pendantes quant aux frais déjà encourus, lesquels ne deviendront, cependant, exigibles que le 1er septembre 1921.

Entrée en
vigueur.

41. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 123

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

Préambule.

ATTENDU que la Commission métropolitaine de l'île de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt ainsi que dans celui des municipalités auxquelles s'étend son action, que la loi 11 George V, chapitre 140, la constituant en corporation, soit amendée afin de lui donner des pouvoirs plus étendus pour rendre son action plus effective; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

11 Geo., V. c.
140, s. 18a, aj.

1. La loi 11 George V, chapitre 140, est amendée en y ajoutant, après l'article 18, le suivant:

La commis-
sion peut em-
prunter en
son nom au
lieu d'auto-
riser une mu-
nicipalité à le
faire elle-
même.

"18a. Au lieu d'autoriser une municipalité à contracter un emprunt ou à renouveler un emprunt ou à faire une émission d'obligations, la commission peut, avec le consentement de cette municipalité et sans préjudice toutefois des autres pouvoirs d'emprunt qu'elle possède déjà, mais sujet aux dispositions de ladite loi et de la présente loi quant à la répartition des charges et des dépenses de la commission concernant cet emprunt, faire tout tel emprunt en son propre nom, pour le bénéfice et le compte de cette municipalité, pourvu que les formalités requises par la loi régissant cette municipalité soient observées.

Garantie de
l'emprunt de
la commis-
sion.

Tout emprunt ainsi fait par la commission le sera sur la garantie des immeubles imposables des municipalités soumises à son action, en proportion de la valeur des

biens imposables de chacune de ces municipalités, et sera sujet à toutes les dispositions de la loi concernant les emprunts qu'elle est autorisée à faire."

2. Tout emprunt qui sera fait à l'avenir par une municipalité sous le contrôle de la commission, en vertu d'un règlement dûment approuvé par cette dernière, le sera sur la garantie des immeubles imposables des municipalités sous le contrôle de la commission, en proportion de la valeur des immeubles imposables de chacune de ces municipalités.

Garantie des
emprunts
futurs.

3. L'article 24 de la loi 11 George V, chapitre 140, est remplacé par le suivant:

11 Geo. V, c.
140, s. 24,
remp.

"24. La commission répartit entre toutes les municipalités soumises à l'action de la commission, au *pro rata* de la valeur des biens imposables de chacune desdites municipalités, ses dépenses d'administration et toutes autres dépenses ou charges qui ne sont pas pour le bénéfice d'une seule municipalité."

Dépenses de
la commis-
sion.

4. La loi 11 George V, chapitre 140, est amendée en y ajoutant, après l'article 24, le suivant:

11 Geo. V, c.
140, s. 24a, aj.

"24a. La partie des dépenses ou charges répartie sur une municipalité que la commission considère incapable de payer—ce dont elle est seule juge—devra faire l'objet d'une répartition supplémentaire sur les municipalités capables de payer, mais, dans ce cas, le montant payé par une municipalité en vertu d'une répartition supplémentaire constitue une créance en faveur de cette municipalité contre la ou les municipalités qui étaient tenues de payer, et doit lui être remboursé avec intérêt dès que la commission le juge possible.

Répartition
supplémentaire, en cer-
tains cas.

Toute répartition supplémentaire peut faire partie de la répartition générale ou faire l'objet d'une répartition séparée".

Fait partie
de la réparti-
tion générale,
etc.

5. Les dispositions des articles 1493a et suivants des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par la loi 8 George V, chapitre 28, section 1, s'appliquent à la commission.

Dispositions
applicables.

NOTE.—La section 5a a été ajoutée par la loi 14 Geo. V, c. 107, s. 2.

6. La commission peut prêter temporairement à toute municipalité soumise à son action, et toute municipalité peut prêter temporairement à la commission tout argent disponible en leur possession, au taux d'intérêt dont elles peuvent convenir. Ces emprunts tem-

Prêts par la
commission
aux muni-
cipalités, etc.

poraires peuvent se faire par billets qui peuvent être renouvelés, mais ils doivent être dans les limites des pouvoirs d'emprunt des parties contractantes.

Approbation
requis.

Ces emprunts seront soumis à l'approbation du ministre des affaires municipales.

Emprunts
aux banques.

7. La commission peut aussi, en tout temps et de temps à autre, emprunter d'une ou de plusieurs banques toute somme dont elle aura besoin, en anticipation de ses revenus. Ces emprunts, qui devront être remboursés dans les douze mois, pourront se faire par billets, au cours ordinaire des affaires, pour le terme qu'elle fixera et pourront être renouvelés au besoin.

Approbation
requis.

Ces emprunts seront soumis à l'approbation du ministre des affaires municipales.

8. Cette section a été remplacée par la loi 12 Geo. V, c. 124, s. 3.

Pouvoirs de
la commission
de s'enquérir
des taxes, etc.
affectant les
immeubles.

9. La commission a le pouvoir de s'assurer, par les moyens qu'elle jugera convenable d'adopter, quelles sont les taxes, cotisations ou répartitions affectant les immeubles imposables dans chaque municipalité soumise à son action, et à cette fin elle aura accès par ses délégués, aux livres et autres documents des corporations intéressées.

Inspecteur
chargé de
surveiller
l'administra-
tion de cer-
taines munici-
palités.

10. La commission a le pouvoir de nommer elle-même, pour toute municipalité soumise à son action qui ne fait pas honneur à ses obligations sans le secours ou crédit de la commission ou des autres municipalités, un inspecteur dont le choix devra être approuvé par le ministre des affaires municipales, dont le salaire, fixé par la commission, sera payé par cette municipalité comme dépense ordinaire d'administration et dont les fonctions consisteront à surveiller l'administration, les dépenses d'argent et les travaux de cette municipalité.

Traitement
de cet officier.

Dépenses
soumises au
contrôle de
l'inspecteur.

Dès que cet inspecteur sera nommé, aucune dépense ne pourra être encourue par cette municipalité sans un certificat préalable de tel inspecteur qu'il y a des fonds disponibles de votés pour les fins proposées, et aucun paiement ne sera fait sans l'approbation de cet inspecteur.

Destitution
de certains
officiers muni-
cipaux pour
infraction.

Tout officier ou conseiller de telle municipalité qui autorise une dépense d'argent ou un paiement sans l'autorisation de la commission lorsque cette autorisation est requise, ou contrairement au paragraphe précédent du présent article, ou permet ou autorise que l'argent destiné au fonds d'amortissement soit

employé à d'autres fins, est personnellement responsable de la dépense ainsi autorisée ou payée, ou de la somme d'argent ainsi divertie, et peut être en outre déchu de sa charge, à la poursuite de la commission.

11. Cette section a été remplacée par la loi 14 Geo. V, c. 107, s. 3.

12. Cette section a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 105, s. 3.

13. La commission peut émettre, pour tout emprunt qu'elle est autorisée à faire, des obligations temporaires ou des certificats temporaires en attendant l'émission des obligations pour le terme de l'emprunt autorisé.

14. Toute somme d'argent due par une municipalité à la commission en vertu d'un acte de répartition portera intérêt au taux de six pour cent par an, à compter de la mise en vigueur de cet acte de répartition.

15. Vingt-cinq pour cent en nombre et en valeur des propriétaires fonciers d'une municipalité ou d'une partie de municipalité soumise à l'action de la commission pourront, par requête, demander au conseil de ladite municipalité que la question de l'annexion de ladite municipalité ou partie de municipalité à la cité de Montréal soit soumise au vote des propriétaires de telle municipalité ou partie de telle municipalité.

Alors, le conseil de ladite municipalité devra, dans les soixante jours de la production de ladite requête procéder, conformément aux dispositions de la loi régissant telle municipalité, à prendre le vote desdits propriétaires sur cette question. Faute par ledit conseil de procéder ainsi et avec diligence, la Commission métropolitaine de l'île de Montréal devra se substituer à lui, et, pour ces fins, en exercera tous les pouvoirs.

Si la majorité en nombre et en valeur desdits propriétaires se prononce en faveur de l'annexion et si la cité de Montréal y consent, cette annexion pourra se faire aux conditions qui pourront être convenues entre la cité de Montréal et le conseil de la municipalité qui demandera l'annexion.

À défaut de dispositions spéciales dans les lois régissant telle municipalité, les dispositions régissant la soumission aux électeurs propriétaires pour l'approbation de règlements d'emprunt, s'appliqueront.

16. Pour ce qui concerne le placement des biens appartenant à autrui, les obligations ou billets émis par la Commission métropolitaine de l'île de Montréal sont considérés comme des bons ou obligations de municipalités, ou de cités ou de villes en cette province, aux termes de l'article 981^o du Code civil.

17. La commission a le droit d'intervenir dans toute cause actuellement intentée ou qui le sera à l'avenir par ou contre toute municipalité soumise à son action et qui ne fait pas honneur à ses obligations sans le secours ou le crédit de la commission ou des autres municipalités et d'y prendre les conclusions qu'elle jugera convenables. Les dépenses que la commission encourra de ce chef seront à la charge de telle municipalité.

18. Sur toute matière de son ressort, sauf dans le cas où il est autrement prescrit, la commission procède par résolution.

19. Cette section a été remplacée par la loi 13 Geo. V, c. 105, s. 4.

20. Toute répartition que la commission est autorisée à faire entre les municipalités soumises à son action, se fera sur l'ordre de la commission et suivant la procédure qui sera établie par règlement passé en vertu de l'article 30 de la loi 11 George V, chapitre 140.

21. La présente loi n'a pas pour effet d'étendre le contrôle et la juridiction de la commission sur la cité de Montréal dont les pouvoirs, droits, obligations et juridiction restent réglés par l'article 31 de ladite loi 11 George V, chapitre 140.

22. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 124

LOI APPORTANT DES MODIFICATIONS ADDITIONNELLES À LA
CHARTRE DE LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE
L'ÎLE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Commission métropolitaine de l'île de Montréal pourra, par résolution adoptée sur un vote de la majorité de ses membres, unir, sous une même administration, les territoires de deux municipalités adjacentes qu'elle est tenue d'aider financièrement, aux termes et conditions qu'elle jugera être dans l'intérêt des contribuables des deux municipalités intéressées.

Union de deux municipalités adjacentes sous une même administration.

2. L'annexion du territoire d'une municipalité à une autre municipalité, sous l'autorité de la section précédente, aura les mêmes effets que si elle était faite par les conseils de ces municipalités, en vertu des dispositions du paragraphe quatrième de la section deuxième du chapitre premier du titre onzième des Statuts révisés, 1909, mais sans que telle annexion soit soumise à aucune des formalités prescrites par ladite loi.

Effets de cette union.

Le secrétaire-trésorier de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal devra publier un avis de telle union ou annexion dans la *Gazette officielle de Québec*, et la résolution entrera en vigueur le jour de telle publication ou à telle date subséquente qui sera fixée dans la résolution et dans l'avis.

Avis.

3. La section 8 de la loi 12 George V, chapitre 123, intitulée: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal", adoptée à la présente session, est remplacée par la suivante:

12 Geo. V., c. 123, s. 8, remp.

"8. La commission est autorisée à faire l'examen de tout fonds d'amortissement créé par toute municipalité soumise à son action, et à établir, pour les emprunts qui portent un fonds d'amortissement, une échelle de contribution annuelle suffisante pour payer lesdits emprunts au fur et à mesure qu'ils deviendront dus, et cette échelle, ainsi fixée, tiendra lieu de celles établies par les règlements autorisant lesdits emprunts."

Échelle de contribution annuelle au fonds d'amortissement.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 105

LOI AMENDANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA
COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE L'ÎLE DE MONT-
RÉAL

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que la Commission métropolitaine de l'île de Montréal, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt ainsi que dans l'intérêt des municipalités auxquelles s'étend son action, que les lois 11 George V, chapitre 140, et 12 George V, chapitres 123 et 124, soient modifiées afin de changer son nom et de lui donner des pouvoirs plus étendus pour rendre son action plus efficace; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom changé.

1. Le nom de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal est changé en celui de "Commission métropolitaine de Montréal."

Interprétation.

2. Les mots "la Commission métropolitaine de l'île de Montréal" et les mots "la commission" se rapportant à la Commission métropolitaine de l'île de Montréal, partout où ils se rencontrent dans les lois 11 George V, chapitre 140, et 12 George V, chapitres 123 et 124, et dans toute autre loi, signifient la "Commission métropolitaine de Montréal".

12 Geo. V, c. 123, s. 12, remp.

Quand l'approbation des électeurs n'est pas requise.

3. L'article 12 de la loi 12 George V, chapitre 123, est remplacé par le suivant:

"**12.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale au contraire, l'approbation des électeurs propriétaires n'est pas requise pour toute municipalité soumise à l'action de la commission, lorsqu'il s'agit d'un règlement autorisant le renouvellement d'un emprunt qui requiert l'approbation de la commission.

Dispositions non applicables dans le cas d'approbation de règlements par les électeurs de certaines municipalités.

Nonobstant toute loi générale ou spéciale au contraire et nonobstant les dispositions de l'article 5782 des Statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 8 George V, chapitre 60, section 10, et modifié par la loi 9 George V, chapitre 59, section 7; de l'article 5783 des Statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 8 George V, chapitre 60, section 11, et modifié par la loi 9 George V, chapitre 59, section 8, et de l'article 5784

des Statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 8 George V, chapitre 60, section 12, et modifié par la loi 9 George V, chapitre 59, section 9, tout règlement d'emprunt passé par une municipalité soumise à l'action de la commission et qui doit recevoir l'approbation des électeurs propriétaires et de la commission, aura tout son effet, s'il est approuvé par au moins la majorité en nombre et en valeur immobilière des électeurs propriétaires qui ont voté.

Majorité
requiso.

Dans le cas où les électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation dans le délai fixé par le présent article, le règlement sera censé adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Règlement
censé adopté
si le vote
n'est pas
demandé.

Tout règlement passé sous l'autorité du présent article restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Approbation
du li-gouv.
en conseil.

Pour constater si les électeurs désirent voter sur le règlement, il sera convoqué, au moins huit jours d'avance, par avis public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs qui, en vertu de la loi qui régit la municipalité intéressée, ont droit de voter sur ce règlement. Cette assemblée sera présidée par le maire, ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des conseillers. Le greffier du conseil agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée. Six électeurs présents et habiles à voter sur le règlement pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation. Sur cette demande, le maire, ou la personne qui préside, devra fixer les jours de la votation. La procédure pour la votation se fera de la manière prévue dans la loi qui régit la municipalité intéressée.

Convocation
de l'assem-
blée si la
votation est
demandée.

Tenue de l'as-
semblée et
procédure de
la votation.

4. L'article 19 de la loi 12 George V, chapitre 123, est remplacé par le suivant:

12 Geo. V, c.
123, s. 19,
remp.

"19. Le secrétaire ou greffier de toute municipalité sous le contrôle de la commission devra, chaque année, dans les quinze jours de la mise en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation, ou dans les quinze jours de la revision du rôle d'évaluation dans le cas où un nouveau rôle ne serait pas fait, transmettre à la commission un état d'après le rôle comprenant séparément: (a) le total de la valeur des biens immeubles imposables bâtis; (b) le total de la valeur des biens immeubles imposables, non bâtis; (c) le total de la valeur des biens immeubles non imposables, bâtis; (d) le total de la valeur des biens immeubles non imposables, non bâtis,

État d'après
le rôle trans-
mis à la com-
mission.

et, (e) le total de la valeur des terrains évalués comme terrains en culture.

Augmentation ou diminution du total de l'évaluation. La commission pourra, si elle croit que l'évaluation faite dans une ou plusieurs municipalités n'est pas proportionnée à celle faite dans les autres, augmenter ou diminuer le total de l'évaluation d'une ou plusieurs municipalités du montant qui lui paraîtra juste pour établir une juste proportion entre tous les rôles d'évaluation.

Avis préalable. Aucun changement dans l'évaluation d'une municipalité ne peut être fait sans qu'un avis d'au moins trente jours ait été donné à la municipalité intéressée, du jour auquel la commission considérera ce changement.

Base de la répartition, etc. Le total du rôle d'évaluation de chaque municipalité ainsi fixé par la commission ne sera pas sujet à appel, ni à contestation, et servira de base à cette dernière pour faire la répartition de ses charges sur les municipalités intéressées, mais ne servira à aucune autre fin."

Taxe imposable pour le coût des conduites d'eau. 5. Toute municipalité sous le contrôle de la commission a le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe foncière spéciale payable par versements annuels, pendant une période de temps n'excédant pas vingt ans, avec intérêt sur toute balance restant due au taux de six pour cent par an, sur les immeubles en face desquels des conduites d'eau seront posées par la municipalité, afin de payer le coût de ces conduites. Quelle que soit la dimension d'une conduite d'eau ainsi posée, il ne pourra être prélevé sur les propriétaires riverains plus que la proportion du coût d'une conduite de huit pouces de diamètre.

Base de la taxe. La taxe autorisée par le présent article sera imposée à raison du front desdits immeubles.

Application du présent article. Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux municipalités sous le contrôle de la commission qui n'ont pas déjà, en vertu de leur charte, le pouvoir d'imposer une taxe semblable.

Construction etc., du boulevard Pie IX. 6. Nonobstant les dispositions de la loi 10 George V, chapitre 98, section 3, et nonobstant tous règlements adoptés par la ville de Saint-Michel et la ville de Montréal-Nord, imposant une taxe spéciale sur les immeubles bordant le boulevard Pie IX et les lots de subdivision des fermes enregistrés, à travers lesquelles fermes passe le boulevard Pie IX, soit pour payer le coût de la construction dudit boulevard, soit pour payer le coût des terrains nécessaires pour son établissement, les villes de Montréal-Nord et de Saint-Michel sont autorisées, mais sujet à l'approbation de la Commission métropo-

litaine de Montréal, à passer tout règlement nécessaire pour imposer et répartir, à compter de la sanction de la présente loi, ladite taxe à raison du front desdits immeubles, et à faire ou refaire tout rôle nécessaire à cette fin.

Tous arrérages dus à la date de la sanction de la pré-^{Arrérages.} sente loi resteront payables en vertu des rôles alors existants.

7. Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la commission sont conjointement et solidairement res-<sup>Municipali-
tés respon-
sables pour
les emprunts.</sup> ponsables de tous les emprunts faits par la commission.

Cette disposition n'a pas pour effet de modifier les<sup>Responsabi-
lités selon la
loi 11 Geo. V,
c. 140, non
modifiées.</sup> responsabilités desdites municipalités les unes envers les autres, ou envers la commission, telles que ces responsabilités sont établies par la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements.

8. La commission a le droit de décréter que les mem-<sup>Rémunéra-
tions des
membres de
la commis-
sion.</sup> bres de la commission auront droit à une rémunération de dix dollars pour assistance à chaque séance de la commission, et à cinq dollars pour assistance à chaque séance d'un comité.

Le président de la commission aura droit à une in-<sup>Indemnité
du président
de la commis-
sion.</sup> demnité annuelle de deux mille dollars en sus de sa rémunération pour assistance aux séances de la commis- sion et de ses comités.

9. La commission est autorisée à se porter adjudica-<sup>La commis-
sion peut se
porter adju-
dicataire.</sup> taire de tout immeuble situé dans une municipalité se- courue par elle, à toute vente en justice ou pour taxes, lorsque la commission croit la chose opportune pour as- surer le paiement des taxes foncières affectant tel im- meuble.

Tout immeuble ainsi acquis par la commission sera<sup>Immeubles
gardés pour
le compte de
la municipa-
lité.</sup> détenu par elle pour le compte de la municipalité inté- ressée, mais sera sujet au retrait par le propriétaire sui- vant les dispositions de la loi régissant cette municipa- lité.

Il sera loisible à la commission de vendre tout immeu-<sup>Vente de ces
immeubles.</sup> ble ainsi acquis, aux conditions et quand elle le jugera à propos.

Aucune municipalité secourue par la commission n'a<sup>Adjudication
à certaines
conditions.</sup> le droit de se porter adjudicataire d'immeubles vendus comme susdit sans le consentement de la commission.

NOTE.—La section 9a a été ajoutée par la loi 14 Geo. V, c. 107, s. 4.

La commission peut être partie à certaines poursuites.

10. La commission a le droit d'intervenir dans toute procédure ou instance où les droits d'une municipalité secourue par la commission peuvent être affectés, et d'y prendre les conclusions qu'elle croira utiles, et spécialement, dans toute procédure faite dans le but de faire vendre des immeubles grevés de taxes dues à telle municipalité.

La commission peut transiger et compromettre au sujet de certaines taxes dues à la ville St-Michel.

11. Nonobstant toute loi à ce contraire, la commission pourra transiger et compromettre avec les propriétaires des biens-fonds imposables situés dans les limites de la ville de Saint-Michel sans l'intervention du conseil municipal de cette dernière, sur toutes créances pour taxes ou impositions générales ou spéciales, dues ou à devenir dues, en vertu des rôles existants, y compris celles constatées par jugements ayant l'autorité de la chose jugée; elle pourra également faire remise de ces taxes ou impositions dans telles proportions qu'elle jugera convenables et accorder, pour le paiement d'icelles, un délai n'excédant pas dix années.

Prescription des arrérages de taxes, etc.

Les arrérages de taxes municipales non prescrites, soit générales, soit spéciales, et les intérêts sur ces taxes se prescriront, tant pour le passé que pour l'avenir, par dix ans à compter de la sanction de la présente loi, et le privilège attaché à cette créance subsistera aussi longtemps que la créance elle-même, sans la formalité de l'enregistrement.

La commission est autorisée à faire un plan pour un boulevard traversant l'île de Montréal.

La commission métropolitaine est autorisée à faire un plan pour l'ouverture et l'établissement d'un boulevard traversant l'île de Montréal dans sa longueur, dont la rue Sherbrooke fera ou non partie, partant d'un point à l'extrémité est de l'île jusqu'à un point dans la partie ouest de l'île, de façon à raccorder ce boulevard avec le pont qui sera construit sur la rivière Ottawa, entre la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et l'île Perrot.

Contenu du plan.

Ce plan devra indiquer en détail les terrains vacants ou bâtis, traversés par le boulevard, et ceux qui se trouvent dans la limite de trois cents pieds de chaque côté.

La commission est autorisée à retenir les services d'ingénieurs, etc.

La commission est autorisée à retenir les services d'ingénieurs, arpenteurs et autres personnes dont elle aura besoin pour faire ce travail, et leur payer les salaires qu'elle croira justes.

Pouvoirs de ces ingénieurs, etc.

Ces ingénieurs, arpenteurs ou autres personnes sont autorisés à entrer sur tous terrains, publics ou privés, dans l'île de Montréal, sans le consentement des propriétaires d'iceux, pour y faire les mesurages, arpentages ou autres ouvrages qu'ils croient utiles ou nécessaires; et d'y planter les bornes, poteaux ou piquets indicateurs que l'entreprise exige.

Ce plan devra être accompagné d'un rapport ou devis contenant ce que la commission considérera nécessaire comme complément de ce plan, à l'exclusion, toutefois, des travaux municipaux tels qu'égouts, conduites d'eau, pavages et trottoirs.

Le plan doit être accompagné d'un rapport.

Une fois complété, ce plan, accompagné du rapport ou devis susdits, sera déposé à la Commission des services publics de Québec qui, après avoir entendu les parties intéressées, fera rapport par écrit à la commission métropolitaine, avec ses recommandations.

Plan soumis à la commission des services publics.

Les parties intéressées seront convoquées devant la Commission des services publics de Québec à la diligence de la commission métropolitaine, de la manière indiquée par le président de la commission des services publics.

Audition des intéressés.

Chaque municipalité de l'île de Montréal aura droit à une copie du plan au moins quinze jours avant la prise en considération par la Commission des services publics de Québec.

Chaque municipalité a droit à une copie du plan.

Toute dépense faite ou encourue par la commission métropolitaine en rapport avec ce travail sera payée par elle au moyen d'emprunts, avec ou sans fonds d'amortissement, qu'elle est autorisée à faire de temps à autre suivant la loi qui la régit.

Paiement des dépenses.

Cette dépense sera répartie en une ou plusieurs années par la commission métropolitaine par simple résolution sans qu'il soit nécessaire de faire de rôle, à la date qu'elle fixera, sur toutes les municipalités de l'île de Montréal, au prorata de l'évaluation des biens immeubles imposables situés dans ces municipalités, telle que constatée par les rôles d'évaluation en vigueur.

Répartition des dépenses.

Il sera du devoir du greffier ou secrétaire de toute municipalité de l'île de Montréal de fournir, chaque année, sur demande, à la commission métropolitaine un certificat du total de l'évaluation susdite dans sa municipalité, et, pour cette fin, il sera l'employé de la commission.

Obligation des sec.-trésoriers, etc.

La somme due par une municipalité en vertu d'une répartition faite comme susdit sera payable dans les trente jours de la demande de paiement qui lui en sera faite par écrit et portera intérêt, après échéance, au taux de six pour cent par an.

Délai d'exigibilité du montant de la répartition.

Toute somme ainsi mise à la charge d'une municipalité de l'île de Montréal fera partie des dépenses d'administration de cette municipalité et sera payable à même ses revenus généraux.

Paiement de la répartition.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 115, s. 2.

11 Geo. V. c.
140, s. 7.
temp.
Révocation
des commis-
saires.

12. L'article 7 de la loi 11 George V, chapitre 140, est remplacé par le suivant:

"7. La nomination des commissaires, sauf celle du président et celle du contrôleur de la cité de Montréal en sa qualité de commissaire, peut être révoquée en tout temps par l'autorité qui l'a faite."

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 107

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que la Commission métropolitaine de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt ainsi que dans l'intérêt des municipalités auxquelles s'étend son action, que les lois 11 George V, chapitre 140; 12 George V, chapitres 123 et 124, et 13 George V, chapitre 105, soient modifiées et que des pouvoirs plus étendus lui soient accordés pour rendre son action plus efficace; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

11 Geo. V.
c. 140, s. 19a,
aj.

1. L'article suivant est ajouté après l'article 19 de la loi 11 George V, chapitre 140:

Emprunt par
la commission
au nom d'une
municipalité
aidée par elle,
etc.

"19a. Lorsque la commission est d'opinion qu'un emprunt doit être fait pour une municipalité aidée par elle, cet emprunt est fait avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre des affaires municipales, par la commission en son nom pour le compte de cette municipalité, sans que cette dernière soit obligée d'y donner son consentement ni d'adopter un règlement ou autre procédure à cette fin. Par sa résolution autorisant cet emprunt, la commission doit imposer sur les biens imposables de cette municipalité une taxe spéciale suffisante pour payer l'intérêt annuel et la contribution au fonds d'amortissement. Pour cette municipalité, la résolution de la commission est obligatoire et il doit y être donné effet."

2. L'article suivant est ajouté après l'article 5 de la loi 12 George V, chapitre 123: 12 Geo. V, c. 123, s. 5a, aj.

"5a. La commission peut toutefois placer son fonds d'amortissement dans ses propres obligations ou dans les obligations des municipalités sous son contrôle." Placement du fonds d'amortissement.

3. L'article 11 de la loi 12 George V, chapitre 123, est remplacé par le suivant: 12 Geo. V, c. 123, s. 11, remp.

"11. La nomination ou la destitution d'un employé ou officier d'une municipalité aidée par la commission est sans effet si elle n'est pas approuvée par la commission, qui seule a le droit de fixer le salaire et le terme d'engagement." Nomination et destitution des employés municipaux.

La commission a le pouvoir de destituer tout tel employé ou officier en tout temps. Elle a le même pouvoir quant aux employés ou officiers en fonction à la date de la mise en vigueur de la présente loi. Idem.

La commission peut, par résolution transmise à cette municipalité, se réserver le pouvoir exclusif de nommer, destituer et remplacer tels officiers ou employés." Idem.

4. L'article suivant est ajouté après l'article 9 de la loi 13 George V, chapitre 105: 13 Geo. V, c. 105, s. 8a, aj.

"9a. Nonobstant les dispositions de l'article 557 de la Loi des cités et villes, 1922, une municipalité aidée par la commission peut, avec le consentement de cette dernière, pour assurer le paiement des taxes foncières qui lui sont dues, se porter adjudicataire d'immeubles vendus en justice ou pour taxes, pour un prix qui ne devra pas dépasser celui fixé au préalable par la commission." Une municipalité peut se porter adjudicataire.

5. Les travaux municipaux dans les municipalités aidées par la commission se feront sous le contrôle et la direction de cette dernière, et aucun contrat d'entreprise de travaux ne pourra être accordé par telles municipalités sans avoir été au préalable approuvé par la commission; sans cette approbation, ce contrat sera sans effet. Travaux municipaux sous le contrôle de la commission.

6. Lorsque la commission fait un emprunt pour le compte de plusieurs municipalités, ou pour le compte d'une municipalité en vertu de plusieurs règlements, et que le terme d'échéance des emprunts autorisés par cette ou ces municipalités n'est pas uniforme, elle peut fixer un terme moyen d'échéance qui ne doit pas dépasser la période de temps obtenue en calculant, au taux d'intérêt fixé par la commission dans sa résolution d'emprunt, l'intérêt payable pendant la période des Terme moyen d'échéance des emprunts.

divers règlements servant de base à l'emprunt, et en divisant le total obtenu par le montant de l'intérêt d'un an.

Dispositions applicables.

Tout emprunt, dont le terme d'échéance fixé par un règlement sera par ce fait prolongé, restera soumis, quant à son rachat et à son fonds d'amortissement, aux termes fixés par ce règlement.

Rachat, etc., dans certains cas.

7. Tous les deniers perçus par une municipalité aidée par la Commission devront être déposés dans une banque, au nom de la commission en fiducie pour cette municipalité, et ne pourront être retirés que par chèques signés par les officiers municipaux autorisés, et contresignés par l'un des officiers de la commission.

Plusieurs lots sous un seul No au rôle d'évaluation.

8. Lorsque, dans une municipalité aidée par la commission, plusieurs lots à bâtir ayant une valeur municipale égale sont possédés par le même propriétaire, ces lots peuvent être portés au rôle d'évaluation sous un seul numéro d'ordre et faire l'objet d'une seule entrée en énumérant tous ces lots et en multipliant le total par l'unité d'évaluation. La même règle s'applique aux rôles de perception. La taxe sera calculée sur l'unité d'évaluation de façon que chaque lot ne soit affecté que pour sa propre taxe. Le montant ainsi obtenu, multiplié par le nombre de lots, formera le total de l'imposition sur ces lots.

Id., au rôle de perception. Calcul de la taxe.

Taux et montant des taxes etc., fixés par la commission.

9. Il appartient à la commission de fixer chaque année le taux et le montant des taxes, licences ou permis qui doivent être imposés et prélevés chaque année dans toute municipalité aidée par elle. A défaut par telle municipalité d'imposer les taxes, licences ou permis suivant le taux et pour le montant ainsi fixés, sous un délai de trente jours à compter de l'avis qui lui sera donné par la commission, cette dernière sera substituée à cette municipalité qui ne pourra plus agir, et tous les pouvoirs de cette municipalité quant à l'imposition et à la collection desdites taxes, licences ou permis appartiendront à la commission.

Prélèvement des taxes par la commission.

La commission sera aussi substituée, de la même manière et avec le même effet, aux pouvoirs d'une municipalité aidée par elle lorsque cette dernière négligera ou refusera, après avis préalable de trente jours qui lui sera donné par la commission, de prélever toute taxe spéciale imposée par les règlements d'emprunts ou autres en vigueur, ou par une résolution de la commission.

Officiers sous son contrôle.

Pour ces fins, les officiers de la municipalité seront les officiers de la commission.

Lorsqu'une municipalité aidée par la commission néglige ou refuse de collecter ou percevoir les taxes dues, dans le délai fixé par la commission, cette dernière peut les collecter elle-même et intenter à cette fin, au nom et aux frais de cette municipalité, toute procédure judiciaire nécessaire autorisée par l'acte d'incorporation de cette municipalité.

Actions en recouvrement des taxes, au nom de la commission.

10. Tout membre de la commission, qui a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat ou un intérêt dans un contrat avec une municipalité à laquelle s'étend l'action de la commission, devient par là-même et immédiatement déchu de sa charge comme membre de la commission.

Déchéance d'un membre de la commission dans certains cas.

Nul ne peut être nommé membre de la commission s'il a directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat ou un intérêt dans un contrat avec une municipalité à laquelle s'étend l'action de la commission.

Inéligibilité à la charge de membre de la commission.

11. Lorsqu'une municipalité autorisée à faire un emprunt à long terme a fait un emprunt temporaire et a, en même temps, émis des obligations à long terme pour garantir son emprunt temporaire, il lui est loisible d'autoriser la commission, par résolution de son conseil, à emprunter elle-même pour le reste du terme, pourvu que le produit de cet emprunt serve à payer l'emprunt temporaire et que les obligations à long terme émises par cette municipalité soient remises à la commission, qui pourra les garder comme garantie de l'emprunt qu'elle fera pour le compte de cette municipalité, ou les annuler et les détruire.

Une municipalité peut autoriser la commission à emprunter, en certains cas.

12. Dans tous les cas non prévus par la présente loi ou par toute loi régissant la commission, cette dernière sera substituée de droit à une municipalité aidée par elle lorsque cette municipalité refusera ou négligera de faire ou d'exécuter, dans les trente jours de l'avis qui lui sera donné par la commission, tout acte que lui commandera cette dernière. Pour ces fins, la commission exercera tous les pouvoirs que possède cette municipalité, et ce que la commission fera aura le même effet à tous égards que si cette municipalité eut agi elle-même.

La commission substituée aux municipalités.

13. Tout rôle d'évaluation fait et préparé par une municipalité aidée par la commission n'aura d'effet que lorsqu'il aura été approuvé par la commission. Cette dernière aura le pouvoir de reviser et d'amender les rôles d'évaluation qui seront soumis à son approbation.

Approbation du rôle d'évaluation par la commission.

Audition des parties et appel de la décision.

Après avis publics donnés conformément à la loi qui régit cette municipalité, la commission devra entendre toute partie intéressée et ses témoins sous serment administré par son secrétaire. La décision de la commission sera sujette à appel conformément à la Loi des cités et villes, 1922 (articles 493 et suivants).

Plans, etc., approuvés par la commission.

14. Tout plan ou projet pour l'ouverture ou le prolongement d'une rue, pour la construction d'un égout collecteur ou d'une conduite-maîtresse d'aqueduc, dans une municipalité sous le contrôle de la commission, lorsque ces rues, égout ou conduite joindront le territoire d'une autre municipalité, devra être, préalablement à son exécution, approuvé par la commission; sinon il sera sans effet.

Contrats d'approvisionnement d'eau des villes de Montréal-Est et de la Pointe-aux-Trembles, etc.

15. La ville Montréal-Est et la ville de la Pointe-aux-Trembles sont autorisées, en agissant par simple résolution de leur conseil respectif, à annuler toutes conventions ou résolutions et tous contrats ou règlements actuels concernant l'approvisionnement de l'eau dans leur territoire, et à faire de nouveaux contrats à cette fin, et même de contracter avec la cité de Montréal, mais le tout sujet à l'approbation de la commission.

Compteurs pour l'eau.

Les municipalités aidées par la commission sont autorisées à placer des compteurs pour la fourniture de l'eau à chaque consommateur dans leur territoire respectif, et à fixer le prix de l'eau, sujet à l'approbation de la commission. En cas de refus par l'une d'elle d'agir, les dispositions de l'article 12 de la présente loi s'appliqueront.

Dispositions applicables.

Exercice des pouvoirs par résolution.

16. Lorsque la commission exerce les pouvoirs d'une municipalité aidée par elle et à laquelle elle est substituée, elle agit par simple résolution.

Le pouvoir d'emprunt peut être excédé dans certains cas.

17. Le pouvoir d'emprunt d'une municipalité aidée par la commission, tel que fixé par les lois qui la gouvernent, peut être excédé pourvu que les emprunts soient faits suivant les formalités requises, et les règlements, déjà passés par les municipalités aidées par la commission et autorisant des emprunts au delà de la limite fixée par la loi, sont validés, pourvu qu'ils soient conformes à la loi sous tous autres rapports.

Règlements validés.

Entrée en vigueur.

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 115

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA
COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

ATTENDU que la Commission métropolitaine de Preamble.
Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est
dans son intérêt, ainsi que dans l'intérêt des municipa-
lités auxquelles s'étend son action, que les lois 11 George
V, chapitre 140; 12 George V, chapitres 123 et 124; 13
George V, chapitre 105, et 14 George V, chapitre 107,
soient modifiées, et que des pouvoirs plus étendus lui
soient accordés, pour rendre son action plus efficace; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assemblée législative
de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les adjudications faites par le shérif du district Validation de
certaines ad-
judications.
de Montréal, à la requête de *The Sun Trust Company,
Limited*; le 30 novembre et le 1^{er} décembre 1922, à la
ville de la Pointe-aux-Trembles, des immeubles mis
en vente sur la *Pointe-aux-Trembles Land Company,
Limited*; les 26 et 27 décembre 1922, à la ville de la
Pointe-aux-Trembles, à Joseph Jean et à J.-C.-V. Roy,
qui ont, plus tard, transporté leurs adjudications à la
ville de la Pointe-aux-Trembles, des immeubles mis en
vente sur la Société de logements ouvriers; le 28 dé-
cembre 1922, à la ville de la Pointe-aux-Trembles, des
immeubles mis en vente sur la Société de liquidation,
limitée; et le 29 décembre 1922, à J.-C.-V. Roy qui a
ensuite transporté son adjudication à la ville de la
Pointe-aux-Trembles, des immeubles mis en vente sur
J.-E. Roy,—sont déclarées légales, valides et obligatoi-
res, et la ville de la Pointe-aux-Trembles est déclarée
être l'adjudicataire desdits immeubles comme si elle eut
eu le pouvoir de s'en porter adjudicataire aux dates ci-
dessus.

L'intérêt sur le prix desdites adjudications ne courra Intérêt sur
le prix.
que de la date de la sanction de la présente loi.

La ville de la Pointe-aux-Trembles est autorisée à Transport des
adjudications
de la Com.
métropolitai-
ne.
transporter sesdites adjudications à la Commission mé-
tropolitaine de Montréal qui les détiendra en fidéicom-
mis pour la ville de la Pointe-aux-Trembles, et le shérif
du district de Montréal est autorisé à consentir des
titres directement à la Commission métropolitaine de
Montréal.

Frais et honoraires.

Les frais et honoraires de l'avocat ou des avocats qui ont surveillé lesdites ventes seront ceux fixés par le paragraphe 4 de l'item 56 du tarif d'honoraires des avocats devant la Cour supérieure, tel que remplacé par l'arrêté en conseil du 19 juillet, 1923.

13 Geo. V, c. 105, s. 11, mod.

2. Les deux premiers alinéas de l'article 11 de la loi 13 George V, chapitre 105, sont remplacés par les suivants:

La commission peut transiger et compromettre au sujet de certaines taxes dues à la ville St-Michel.

"11. Nonobstant toute loi à ce contraire, la commission pourra transiger et compromettre dans les cas seulement où elle le croira juste avec les propriétaires des biens-fonds imposables situés dans les limites de la ville Saint-Michel, sans l'intervention du conseil municipal de cette dernière, sur toutes créances pour taxes ou impositions générales ou spéciales dues, le ou avant le 30 juin 1925, y compris celles constatées par jugement ayant même l'autorité de la chose jugée. Elle pourra faire remise de ces taxes ou impositions dans telles proportions qu'elle jugera convenables et accorder, pour le paiement d'icelles, ou pour le paiement du montant convenu, un délai n'excédant pas dix années, à compter de la date de la résolution de la commission, contenant les conditions et les termes du compromis.

Prescription des créances, etc.

La prescription de ces créances ainsi établies et de l'intérêt sur ces créances, ne commencera à courir que de la date de leur fixation comme ci-dessus. Dans le cas où les créances ainsi établies seraient payables par versements annuels, la prescription ne courra, pour chaque versement, que de la date de son échéance. Le délai de prescription est celui fixé par la charte de la ville Saint-Michel.

Privilèges des créances.

Toute créance ainsi établie jouira du privilège attaché aux taxes municipales en vertu de la loi et ce privilège subsistera aussi longtemps que la créance elle-même, sans la formalité de l'enregistrement."

5, Geo. V, c. 108, s. 22, remp.

3. La section 22 de la loi 5 George V, chapitre 108, est remplacée par la suivante:

S. R., 5731, remp. pour la ville.

"22. L'article 5731 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Évaluation fixe des terres en culture pour vingt années.

"5731. Durant les vingt années qui suivront la sanction de la présente loi, nulle terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que nulle terre non défrichée ou terre à bois, ne pourra être évaluée à plus de \$100.00 l'arpent, si elle contient une superficie d'au moins quinze arpents.

Ce qui est compris dans l'évaluation.

La susdite évaluation comprend les granges, écuries et autres bâtiments desservant ladite terre de même

que les chevaux, bêtes à cornes et autres animaux et volailles de la ferme et aussi les carosses, voitures d'hiver et d'été de tous genres, instruments agricoles et, généralement, tous leurs meubles en usage pour l'exploitation ordinaire de la ferme; elle comprend également la maison d'habitation à l'usage personnel du cultivateur, pourvu qu'elle soit d'une valeur n'excédant pas \$3,000, mais elle ne comprend ni la maison d'habitation qui excède cette valeur ni les autres maisons érigées sur la ferme.

Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot de ville et est ainsi devenue sujette à la taxe, après la clôture du rôle d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous autres terrains entrés audit rôle." Addition au rôle d'évaluation.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

2 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI ÉTABLISSANT LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DES PARCS

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

ATTENDU que, par la loi 1 George V (1ère session) chapitre 6, une commission a été nommée dans le but d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour créer un système de parcs, de voies de communication améliorées et d'habitations modèles pour les classes ouvrières dans l'île de Montréal et ses environs; Préambule.

Attendu que cette commission a terminé ses études et a fait un rapport de ses recommandations et suggestions au lieutenant-gouverneur en conseil;

Attendu qu'il est opportun qu'une commission permanente soit maintenant nommée, afin de pouvoir réaliser efficacement les améliorations suggérées;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

I.—CONSTITUTION DE LA COMMISSION

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour constituer une commission appelée "La Commission métropolitaine des parcs", sept per- Composition de la commission.

sonnes résidant dans l'île de Montréal, dont l'une sera le maire de Montréal, à cette époque.

Président. Le président de cette commission est élu par les membres d'icelle, et, au cas de partage égal des voix, il a, en sus de son droit de vote comme commissaire, voix prépondérante.

Vacances. Une ou plusieurs vacances parmi les membres de la commission n'a pas pour effet de dissoudre ladite commission.

Secrétaire-trésorier. 2. La commission peut nommer un secrétaire-trésorier aux conditions et avec le traitement qu'elle juge nécessaires.

Terme d'office. 3. Les commissaires, sauf le maire de Montréal, sont nommés pour un terme de cinq ans et demeurent en office durant cette période de temps.

Comment les vacances sont remplies. Au cas de vacances dans la charge de commissaire, cette vacance est remplie par une autre personne nommée par les commissaires, mais cette personne ainsi nommée ne demeure en office que jusqu'à l'expiration du terme du commissaire qu'elle remplace.

Maire de Montréal. Si cette vacance est causée par le décès, la démission, le refus ou l'impossibilité d'agir du maire de Montréal, elle est remplie par une autre personne nommée par le conseil de ville de la cité de Montréal, mais cette personne ainsi nommée ne demeure en office que jusqu'à l'expiration du terme du maire de la cité de Montréal ou son remplacement comme tel.

Destitution des commissaires. 4. Tout commissaire, à part le maire de Montréal, peut être destitué par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête motivée et approuvée par la majorité des municipalités sur lesquelles la commission a juridiction en vertu de la présente loi. L'approbation de la requête doit être exprimée par résolution votée par la majorité des conseils municipaux intéressés.

Comment la vacance est remplie. La vacance causée par cette destitution doit être remplie par une personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais la personne ainsi nommée ne demeure en office que jusqu'à l'expiration du terme du commissaire qu'elle remplace.

Quorum. 5. Le quorum des assemblées de la commission est de quatre membres.

Frais de voyage, etc. 6. Les commissaires ont droit à leurs frais de voyage et aux déboursés qu'ils encourent pour l'entier accomplissement de leurs devoirs en vertu de la présente loi.

7. Le président, sous le contrôle de la commission, ^{Devoirs du président.} est spécialement chargé de l'administration des affaires de la commission et de la surveillance des employés d'icelle.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir, il est rem- ^{Devoirs du vice-président.} placé par un vice-président élu par les commissaires. Cet officier en l'absence du président ou de son incapacité d'agir, est revêtu de tous les pouvoirs de ce dernier.

8. Le bureau principal de la commission est dans la ^{Bureau principal.} cité de Montréal.

Les livres, plans, tracés, documents, dossiers et comp- ^{Dépôt des livres, etc.} tes de la commission sont déposés à ce bureau et ouverts à l'inspection du public, à telles époques et suivant telles règles spéciales que la commission peut, de temps à autre, déterminer.

Ces règles, toutefois, n'entrent en vigueur qu'à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

II.—POUVOIRS

9. La commission peut nommer les employés, gar- ^{Nomination des employés, etc.} diens et aviseurs techniques et légaux dont elle peut avoir besoin, avec les traitements qu'elle juge convenables, et déterminer leurs devoirs respectifs, ainsi que ceux du secrétaire-trésorier.

10. La commission a le pouvoir, sujet à ratification ^{Règlements.} du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire des règlements pour la bonne administration de ses affaires, pour la conservation, le maintien et la protection des travaux et autres propriétés sous sa juridiction, son contrôle ou sa garde et pour l'élection du président et du vice-président.

Ces règlements, toutefois, n'entrent en vigueur qu'à ^{Entrée en vigueur des règlements.} compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

11. Cet article a été remplacé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 1.

12. Cet article a été remplacé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 2.

13. Tous les biens à acquérir et tous les revenus qui ^{Emploi des revenus, etc.} en proviendront seront la propriété de la corporation et devront être employés exclusivement pour les fins de la présente loi.

Prise de possession des rues ouvertes, etc.

Toutefois, dans une cité ou dans une ville, la municipalité a toujours le droit de prendre possession et charge de toute rue ouverte par la commission dans les limites de la municipalité; mais elle sera tenue de maintenir cette rue, telle qu'établie par la commission.

Exemption de taxes.

14. Les propriétés de la commission et celles qui sont sous son contrôle sont exemptes de toutes taxes.

Conditions d'habitation.

15. Le commission peut examiner la question des conditions d'habitation de la classe ouvrière dans les limites de l'île de Montréal et faire, à ce sujet, toutes suggestions qu'elle trouve opportunes dans son rapport annuel à l'Assemblée législative.

III.—FINANCES

16. Cet article a été remplacé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 3.

17. Cet article a été remplacé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 4.

Dispositions applicables aux finances de la commission.

18. Les articles 5690 à 5694, inclusivement, des Statuts refondus, 1909, s'appliquent aux finances de la commission, en autant qu'ils leur sont applicables, et sauf dérogation dans la présente loi.

19. Cet article a été abrogé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 5.

IV.—DIVERS

Responsabilité de la commission.

20. La responsabilité provenant de tous travaux ou améliorations mentionnés dans la section 11, et les droits et les recours qu'elle comporte sont, à tous égards, les mêmes que ceux que décrète la loi à l'égard de la cité de Montréal.

Ses membres ne sont pas responsables.

21. Les actions, dont l'objet est l'exercice de droits et recours contre la commission ou l'un de ses membres doivent être intentées contre la commission, mais ses membres ne sont jamais personnellement responsables pour elle.

22. Cet article a été abrogé par la loi 4 Geo. V, c. 4, s. 6.

Rapport annuel à l'Assemblée législative.

23. Il est du devoir de la commission, dans les premiers quinze jours de chaque session, de faire un rapport de ses opérations à l'Assemblée législative, et d'accom-

pagner ce rapport d'un état de ses recettes et de ses dépenses.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanctions. ^{vigueur.}

4 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI AMENDANT LA LOI ÉTABLISSANT LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DES PARCS

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 11 de la loi 2 George V, chapitre 8, est ^{2 Geo. V, c. 8,} remplacée par la suivante : ^{s. 11, remp.}

"11. La commission, après la nomination de ses premiers membres, formera une corporation avec pouvoir ^{Pouvoirs de la corporation.} de tracer, faire et exécuter des plans pour l'établissement de parcs, squares, promenades, boulevards, voies de communication, champs de récréation, terrains de jeux, bains, rues et jardins publics dans l'île de Montréal et les îles Dorval, St-Paul, Dixie, Héron et Perrot.

La commission aura aussi le pouvoir de faire préparer ^{Plan général.} le plan général du développement urbain et suburbain qu'elle propose dans le territoire ci-dessus mentionné. Ce plan devra être préparé en prévision de l'agrandissement et du développement des diverses municipalités, et il sera du devoir desdites municipalités qui occupent ledit territoire de se conformer au plan préparé par la commission pour leurs travaux d'agrandissement ou de développement.

Le plan préparé par la commission, avant d'avoir force ^{Approbation du plan.} et vigueur, en tout ou en partie, devra être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, après avis de trente jours donné aux municipalités intéressées; dès que cette approbation aura été obtenue, ledit plan ou toute partie d'icelui sera obligatoire pour toutes les municipalités, corporations ou personnes.

La commission ne sera tenue de procéder à l'exécution ^{Exécution du plan.} du plan, en tout ou en partie, que lorsqu'elle le jugera convenable.

La commission possède en outre, tous les droits et pouvoirs ^{Pouvoirs généraux} qui appartiennent en général aux corporations, en autant que la présente loi n'y déroge pas."

Id., s. 12.
rempl.

2. La section 12 de ladite loi est remplacée par la suivante:

Pouvoir
d'acquérir,
etc.

"12. En sus des pouvoirs qui appartiennent aux corporations, la commission a aussi le pouvoir d'acquérir par achat, don, promesse de vente ou par expropriation, les immeubles qu'elle juge nécessaires pour parvenir aux fins de la présente loi.

Expropria-
tion.

Les dispositions des Statuts refondus, 1909, concernant les expropriations faites par les compagnies de chemin de fer, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux expropriations autorisées par la présente loi.

Revente de
certains im-
meubles ac-
quis.

La commission est de plus autorisée à acquérir, de gré à gré, ou par voie d'expropriation avec le consentement du propriétaire, des immeubles ou parties d'immeubles en plus grande quantité qu'il ne lui en faut pour réaliser les fins projetées, mais il est de son devoir de les revendre et d'employer le produit de cette vente au paiement du prix d'achat de ces immeubles ou parties d'immeubles ou du coût des travaux ou améliorations qui seront faits."

Id., s. 16.
rempl.

3. La section 16 de ladite loi est remplacée par la suivante:

Avance à la
commission.

"16. La cité de Montréal est autorisée à avancer à la commission, par montants et aux époques qui seront jugés nécessaires, les deniers requis pour la préparation d'un plan général de l'île de Montréal.

Les frais occasionnés par la mise à exécution de ce plan ou de toute partie d'icelui sont à la charge des municipalités intéressées dans les travaux projetés.

Contribution
des municipa-
lités.

La contribution des municipalités est basée sur la valeur totale de la propriété imposable dans chaque municipalité et comprend la proportion que chaque municipalité doit payer, pour rembourser à la cité de Montréal les montants que celle-ci a déboursés pour la préparation du plan général, ou de toute partie d'icelui, qui est mis à exécution.

Taxe spé-
ciale.

Chaque municipalité intéressée est autorisée à imposer une taxe spéciale pour rencontrer sa part de la contribution ou à emprunter des sommes suffisantes pour la payer.

Consente-
ment préala-
ble à l'exécu-
tion du plan.

La commission ne peut mettre à exécution aucune partie dudit plan sans avoir obtenu au préalable le consentement des municipalités intéressées dans ladite partie du plan, ou, sur leur refus, sans avoir obtenu l'autorisation de la Législature. Toutefois, une municipalité ne peut être tenue responsable du coût de travaux faits en dehors de ses limites, sans son consentement ou sans l'autorisation de la Législature.

Si les municipalités intéressées, dans un délai de soixante jours après l'autorisation de la Législature, ou après leur consentement, refusent ou négligent de payer leurs contributions respectives à la commission, cette contribution constituera une dette payable à la commission par les municipalités en question." Responsabilité des municipalités.

4. La section 17 de ladite loi est remplacée par la suivante: Id., s. 17, remp.

"17. La commission a le droit d'emprunter, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas 90 pour cent des montants que les municipalités ont consenti à payer ou qui leur ont été imposés par la loi adoptée en vertu de l'article 16, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, jusqu'à ce que les contributions spéciales desdites municipalités aient été perçues." Emprunts autorisés.

5. La section 19 de ladite loi est abrogée. Id., s. 19, ab.

6. La section 22 de ladite loi est abrogée. Id., s. 22, ab.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 129

LOI CONCERNANT LES SYNDICS DES CHEMINS À BARRIÈRES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que les Syndics des chemins à bar-
rières de Montréal, corps politique et corporation
ayant sa place d'affaires en la cité de Montréal, ont,
par leur pétition, représenté que, par les lois 3 Victoria,
chapitre 31, 4 Victoria, chapitre 7, 9 Victoria, cha-
pitre 67, 13 et 14 Victoria, chapitre 103, 58 Victoria,
chapitre 44, et 59 Victoria, chapitre 65, lesdits Syndics
des chemins à barrières de Montréal ont le contrôle
de certains chemins situés dans le voisinage de la
cité de Montréal et le pouvoir de commuter les taux
de péage sur lesdits chemins ou toutes portions d'iceux,
avec toutes personnes ou municipalités désirant faire
telle commutation, et le pouvoir d'émettre des obliga-
tions ou débentures au nombre de pas plus de deux
cents, chacune de mille piastres, formant en tout
la somme de deux cent mille piastres, laquelle somme
est payable le premier jour de janvier 1915 et porte

intérêt au taux de trois et demi pour cent payable semi-annuellement; attendu que, de fait, les Syndics des chemins à barrières de Montréal ont émis telles débentures et qu'elles deviennent dues et échues le premier jour de janvier 1915, lesquelles débentures sont actuellement la propriété du gouvernement du Canada et en sa possession; attendu que lesdits syndics ont, de fait, commué les taux de péage sur les chemins ou parties de chemins situés dans les municipalités ci-après au taux uniforme, pour chacune d'elle, de quatre mille piastres par mille, savoir: la cité de Maisonneuve, la cité de Westmount, la cité d'Outremont, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la ville du Sault-au-Récollet, la ville de la Pointe-aux-Trembles, la ville de Montréal-Est, la cité de Montréal, la ville de Cartierville et la ville de Lasalle, par divers actes authentiques déposés dans les archives desdits Syndics des chemins à barrières de Montréal; attendu que lesdites corporations désirent payer le capital desdites commutations mentionnées dans tels actes, lesquelles y sont d'ailleurs tenues par tels actes; attendu que, pour rencontrer les débentures émises par lesdits Syndics des chemins à barrières tel que susdit, il est nécessaire que le capital de telles commutations soit payé et que lesdits syndics soient autorisés à accepter tels capitaux et à transporter d'une manière définitive tous les droits desdits Syndics des chemins à barrières de Montréal dans les chemins situés dans telles municipalités et dont les taux de péage ont été ainsi commués sur versement du capital desdites commutations;

Et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue en ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pouvoir de
vendre, etc.

1. Les Syndics des chemins à barrières de Montréal sont, par la présente loi, autorisés à vendre, céder et transporter tous droits de propriété ou autres sur tous les ou parties des chemins sous leur contrôle, à toutes corporations municipales et à toutes personnes ayant commué dans le passé ou commuant dans l'avenir les taux de péage dus auxdits syndics sur ces chemins, en, par telles corporations ou personnes, payant auxdits syndics les sommes de deniers convenues entre elles comme représentant le capital de telle commutation, et savoir, d'une manière uniforme, la somme de quatre mille piastres par chaque mille de chemin sous le contrôle de tels syndics; à recevoir

tels capitaux, pour iceux être appliqués au rachat total ou partiel des débentures émises par lesdits syndics, ou à toutes autres fins autorisées par les lois et ordonnances concernant lesdits syndics; à signer tous actes, documents, quittances nécessaires à cette fin, et à convenir dans tels actes, si nécessaire, de toutes conditions requises pour libérer pour toujours lesdits syndics des obligations qui leur sont imposées concernant tels chemins. Mais lesdits syndics ne pourront exiger le paiement du capital de la commutation que sur mainlevée par les porteurs d'obligations de toute charge existant sur le chemin vendu et résultant de l'émission desdites obligations.

2. Les syndics, pour rencontrer les débentures émises en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 65, et les intérêts dus sur icelles, sont autorisés à émettre une série de pas plus de deux cent cinquante obligations de mille piastres, chacune, payables dans au plus trente ans de la sanction de la présente loi.

Emission de certaines obligations.

Les dispositions de la loi ci-dessus citée s'appliqueront *mutatis mutandis*, à cette nouvelle émission.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 12

LOI CONCERNANT LES SYNDICS DES CHEMINS À BARRIÈRES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

ATTENDU que des syndics des chemins à barrières de Montréal ont été nommés en vertu de l'ordonnance du Bas-Canada 3 Victoria, chapitre 31, créant et établissant un syndicat dans le but de pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant;

Préambule.

Attendu qu'en vertu de ladite ordonnance et de ses amendements et des lois supplémentaires subséquentes, lesdits syndics ont pris le contrôle desdits chemins, ont établi des taux et des barrières de péage, émis des bons ou obligations garantis par les revenus en provenant et ont autrement atteint les objets pour lesquels le syndicat a été constitué;

Attendu que, en vertu d'actes d'accord avec les différentes municipalités intéressées, les péages affectant

les chemins situés dans leurs limites respectives ont été commués et les chemins eux-mêmes remis sous le contrôle desdites municipalités;

Attendu qu'en conséquence toutes les barrières de péage ont été abolies;

Attendu que tout l'actif du syndicat consiste maintenant dans les sommes dues par les différentes municipalités, comme commutation ci-dessus mentionnée;

Attendu que les responsabilités du syndicat sont pratiquement celles qui résultent des bons ou obligations émis par lui et non encore rachetés et les intérêts sur iceux, lesdits bons et obligations maintenant détenus par le gouvernement du Dominion du Canada;

Attendu que les seules fonctions des syndics qui semblent maintenant exister consistent dans la perception des sommes dues, comme il est dit ci-dessus, et leur attribution au rachat desdites obligations;

Attendu que le maintien en office des syndics et des autres employés pour les objets ci-dessus entraîne des dépenses considérables disproportionnées comparativement aux montants dus annuellement en vertu des actes de commutation;

Attendu qu'il est indubitablement dans l'intérêt des détenteurs actuels des bons ou obligations non encore rachetées du syndicat d'éviter ces dépenses d'administration, et d'édicter des dispositions pour obliger directement les municipalités envers les porteurs de bons ou obligations pour les montants dus par elles en vertu des commutations qu'elles ont respectivement consenties;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de décréter la cessation de l'emploi des syndics et de pourvoir à leur remplacement.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter qu'à compter de la date y mentionnée, les syndics, les officiers et employés du syndicat créé et établi dans le but de pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, par l'ordonnance du Bas-Canada, la loi 3 Victoria, chapitre 31, et les actes qui l'amendent, discontinueront d'exercer leurs fonctions, et, au lieu d'être remplacés tel qu'il y est plus particulièrement pourvu par la loi 58 Victoria, chapitre 44, le seront, à partir de ladite date, par le ministre des travaux publics et du travail.

NOTE.— Voir proclamation du 4 octobre 1923. Gazette officielle de 1923, p. 3127.

2. Le ministre des travaux publics et du travail est autorisé à faire tous contrats, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'obliger directement les municipalités envers les détenteurs des bons ou obligations dudit syndicat pour les différents montants dus par elles audit syndicat, suivant leurs actes de commutation respectifs.

Pouvoir du ministre des travaux publics et du travail de faire les contrats, etc.

3. Dans les trente jours de la date de la publication de la proclamation mentionnée dans la section 1, le secrétaire dudit syndicat est tenu de transmettre au ministre des travaux publics et du travail tous documents, dossiers, registres, archives et pièces justificatives en sa possession en s'adonnant à cette tâche, et ce, sous peine d'une amende de vingt-cinq dollars par jour pour chaque jour pendant lequel il refusera ou négligera de se conformer, après l'expiration de ce délai, aux instructions dudit ministre à cet égard.

Transmission des documents par le secrétaire du syndicat au ministre des travaux publics et du travail.

4. A compter de la date fixée dans ladite proclamation, le ministre des travaux publics et du travail sera, pour les fins de la présente loi, saisi de tous les droits des syndics et il pourra en exercer tous les pouvoirs.

Pouvoirs des syndics exercés par le ministre des travaux publics et du travail.

NOTE.—L'article 4a a été inséré par la loi 14 Geo. V, c. 7, s. 1.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI MODIFIANT LA LOI CONCERNANT LES SYNDICS DES CHEMINS À BARRIÈRES DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La loi 13 George V, chapitre 12, est modifiée en y ajoutant, après l'article 4, le suivant:

13 Geo. V, c. 12, s. 4a, aj.

"4a. Le ministre des travaux publics et du travail peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, remettre au gouvernement du Dominion du Canada tous documents, dossiers, registres, archives, pièces justificatives et valeurs, et, à compter de cette remise, les municipalités sont obligées directement en-

Remise des documents, etc., au gouvernement fédéral.

vers ledit gouvernement pour les différents montants dus par elles audit syndicat, suivant leurs actes de comutation respectifs."

Interprétation.

2. Rien dans la présente loi ne pourra être interprété comme créant des obligations qui n'étaient pas auparavant à la charge des municipalités.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 11

LOI POURVOYANT À L'ABOLITION DES BARRIÈRES ET DES TAUX DE PÉAGE SUR LE CHEMIN DE LACHINE, DANS LES MUNICIPALITÉS DES VILLES DE SAINT-PIERRE ET DE MONTRÉAL-ouest

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que les barrières et les taux de péage ont été abolis sur tout le chemin de Lachine, moins sur une petite étendue de ce chemin située dans les villes de Saint-Pierre et de Montréal-Ouest;

Et attendu qu'il convient de les abolir également dans lesdites municipalités;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Abolition des barrières, etc.

1. Les barrières et les taux de péage sont par la présente loi abolis sur le chemin dont suit la description:

"Cette partie du chemin du haut de Lachine comprises entre les limites sud-ouest de la ville de Saint-Pierre et les limites est de la ville de Montréal-Ouest et traversant ces deux municipalités.

Cette partie de chemin commence sur la ligne nord-est du lot originaire No 915 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine et se termine sur les limites est du lot originaire No 140 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Ce chemin est encore connu sous le nom du chemin du haut de Lachine dans les limites de Montréal-Ouest, mais sa partie comprise dans les limites de la ville de Saint-Pierre est maintenant connue sous le nom de rue Saint-Jacques."

Indemnité.

2. Il sera payé aux commissaires ou syndics des chemins à barrières de Montréal, sous le contrôle des-

quels est ledit chemin, une indemnité de \$4,000.00 par mille, et une somme proportionnelle pour chaque fraction de mille, pour la commutation de leurs droits sur ledit chemin, mais tous autres biens, tels que barrières, maisons, emplacements, machineries ou pierres leur appartenant, resteront leur propriété.

3. Sur ladite somme de \$4,000.00 par mille, le gouvernement paiera \$3,000.00 et les municipalités susdites ^{Part du gouvernement, etc.} \$1,000.00; la somme payable par chaque municipalité étant en proportion de l'étendue du chemin situé dans leurs limites respectives.

4. Toute somme que le gouvernement paiera en ^{Application de 2 Geo. V.} vertu de la présente loi sera prise à même les deniers ^{c. 2.} votés par la loi 2 George V, chapitre 2.

5. Sur proclamation du lieutenant-gouverneur en ^{Proclamation.} conseil après paiement de la part contributoire du gouvernement, lesdits commissaires ou syndics devront immédiatement cesser de prélever des péages et enlever leurs barrières; et ledit chemin deviendra alors la propriété et sera sous le contrôle desdites municipalités, dans leurs limites respectives.

NOTE.—Voir proclamation du 6 avril 1916. *Gazette officielle de 1916, p. 997.*

6. A défaut par l'une ou l'autre desdites municipalité ^{Paiement des contributions.} de payer leurs parts contributoires, lesdits commissaires ou syndics pourront les recouvrer par action devant tout tribunal de juridiction compétente.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en vigueur.} sanction.

1 GEORGE V, (1911) CHAPITRE 3

LOI RATIFIANT UN ACTE INTERVENU ENTRE LA CITÉ DE QUÉBEC, LE GOUVERNEMENT ET LES SYNDICS DES CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD, AU SUJET DU PONT DORCHESTER

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

ATTENDU que le pont Dorchester, situé sur la rivière ^{Préambule.} Saint-Charles, entre la cité de Québec et l'ancienne municipalité de Limoilou, est devenu une entrave au développement de la cité de Québec, au commerce et à la circulation du public;

Attendu que le gouvernement a été requis par le conseil de ville de la cité de Québec de prendre les moyens de faire disparaître ledit pont et d'obtenir des syndics des chemins à barrières de la rive nord une renonciation au privilège exclusif qu'ils détiennent de construire des ponts sur ladite rivière Saint-Charles;

Attendu qu'en conséquence un acte a été passé le 25 octobre 1910, devant J. Allaire, N. P., entre le gouvernement, la cité de Québec et lesdits syndics, pourvoyant à l'abolition du dit pont et des privilèges des syndics à cet endroit, lequel acte est reproduit dans la cédule A annexée à la présente loi;

Attendu que la Commission des chemins à barrières et des ponts de péage, créée par la loi 9 Édouard VII, chapitre 9, a fait un rapport favorable à cet effet;

Attendu qu'il convient cependant d'indemniser certains porteurs de débentures garantis par les revenus dudit pont, afin d'obtenir la renonciation à leurs privilèges et de permettre ainsi à la cité de Québec, de construire des ponts modernes en fer et libres de tous péages;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acte du 25
oct. 1910, ra-
tifié.

1. L'acte intervenu entre le gouvernement, la cité de Québec et les syndics des chemins à barrières de la rive nord, le 25 octobre 1910, devant J. Allaire, N. P., et qui est reproduit dans la cédule A annexée à la présente loi, est ratifié à toutes fins que de droit et est déclaré être valide et légal.

Paiement de
\$100.000 pour
acquitter cer-
taines dében-
tures, auto-
risé.

2. Il est loisible au trésorier de la province de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, une somme de cent mille piastres, pour acquitter les débentures au montant de vingt-cinq mille louis, mentionnées et décrites audit acte, avec intérêt à raison de six pour cent, depuis le 1er janvier 1911 jusqu'à la date du rachat de chacune desdites débentures.

Syndics libé-
rés de payer
le capital
etc., de ces
débentures.

3. Les syndics sont libérés de l'obligation de payer le capital desdites débentures, ainsi que l'intérêt accru sur icelles depuis le 1er janvier 1911; mais rien dans la présente loi ne peut être interprété comme les libérant de toute somme qu'ils pourraient légalement devoir, pour intérêt avant le 1er janvier dernier.

Délai pour
produire les
débentures.

4. Toutes les débentures rachetables par le gouvernement en vertu dudit acte et de la présente loi devront être présentées pour rachat au bureau du trésorier de la

province, dans les trente jours qui suivront la sanction de la présente loi; après ce délai, le capital en sera encore payable par le gouvernement, mais aucun intérêt ne pourra être exigé ni du gouvernement ni des syndics.

5. La cité de Québec est tenue de remplir toutes les obligations qu'elle a contractées par ledit acte. Obligations de la cité de Québec.

6. Tous les privilèges de ponts de péage ou de barrières possédés par lesdits syndics, sur la rivière Saint-Charles dans le territoire mentionné dans ledit acte, ainsi que tous *liens*, hypothèques et autres droits semblables, possédés par ou conférés aux porteurs de débentures, sont abolis et déclarés nuls et sans valeur légale quelconque. Privilèges de ponts de péage dans un certain territoire, abolis.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CÉDULE A

L'an mil neuf cent dix, le vingt-cinquième jour d'octobre.

En présence de M^{RE} JOSEPH ALLAIRE, notaire public, dans et pour la province de Québec, résidant dans la cité de Québec, soussigné

ONT COMPARU:

L'honorable L.-ALEXANDRE TASCHEREAU, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, en sa qualité de ministre des travaux publics et du travail dans le gouvernement de cette province, et comme tel représentant Sa Majesté et son dit gouvernement, selon une autorisation à l'effet des présentes par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, portant le numéro huit cent soixante-huit, en date du vingt-deux octobre courant, dont copie est annexée à la minute des présentes, partie de la première part, qui sera ci-après désignée sous le nom "le gouvernement";

Son Honneur NAPOLEON DROUIN, de la cité de Québec, négociant, en sa qualité de maire de ladite cité, autorisé à l'effet des présentes par une résolution du conseil municipal de cette cité, en date du quatorze octobre courant, dont copie est aussi annexée à la

minute des présentes, partie de la seconde part, qui sera ci-après désignée sous le nom de "la cité"; Et les SYNDICS DES CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD, À QUÉBEC, corps politique et constitué en corporation en vertu de la loi 4 Victoria, chapitre 17, du 30 janvier 1841, et de la loi 20 Victoria, chapitre 125, du 10 juin 1857, lesdits syndics, ici représentés par Gustave G. Stuart, de Québec, président de ladite commission, et George H. Burroughs, secrétaire de ladite commission, autorisés à l'effet des présentes par une résolution desdits syndics, passée le dix septembre dernier, dont copie reste annexée à la minute des présentes, et aussi autorisés par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil en date du vingt-deux octobre courant, partie de la troisième part, qui sera ci-après désignée sous le nom de "les syndics."

Lesquels nous ont déclaré ce qui suit:

Attendu que par la loi 12 Victoria, chapitre 115, du 30 mai 1849, et par la loi 13-14 Victoria, chapitre 102, du 10 août 1850, les syndics ont été autorisés et requis d'acquérir un pont de péage existant sur la rivière Saint-Charles, dont l'extrémité sud aboutit à la rue du Pont, ci-devant rue Craig, dans cette cité, et généralement connu sous le nom de "Pont Dorchester";

Attendu que, pour fournir aux syndics le moyen d'acquérir ce pont, ladite loi 12 Victoria, chapitre 115, les a autorisés à émettre des débentures au montant de vingt-cinq mille louis, égal à cent mille dollars, du cours actuel, pour payer le prix dudit pont et de ses dépenses, et l'améliorer et réparer, comme faisant partie des chemins à barrières sous leur contrôle et administration, et que, par cette loi, il a été décrété que l'intérêt sur lesdites débentures serait une créance portant privilège et priorité de lien sur les péages et autres deniers qui viendraient ensuite en la possession des syndics;

Attendu qu'en l'année 1850, les syndics ont effectivement acquis et maintenu depuis, le pont et ses dépenses, et que les débentures par eux émises ont été vendues à diverses personnes, et que le montant des cent mille dollars est encore dû aux personnes maintenant en possession desdites débentures;

Attendu que la barrière de péage du pont Dorchester est devenue une entrave à la circulation du public entre la cité et les comtés avoisinants et que le pont ne suffit plus aux besoins du trafic;

Attendu que, par la loi 1 George V, chapitre 47, section 30, la cité a été autorisée à emprunter une somme

d'argent pour pourvoir à la construction de ponts sur la rivière Saint-Charles, dans les limites de la cité, mais que la Législature n'a permis cette construction de ponts qu'à la condition d'obtenir pour cela le consentement des syndics, vu le privilège exclusif qu'ils ont de construire et de maintenir des ponts sur la rivière Saint-Charles, dans les limites de la cité;

Attendu que les syndics prétendent ne pouvoir abandonner le pont de la barrière de péage, à moins que les porteurs desdites débentures ne soient protégés et garantis de quelque autre manière;

Attendu que la cité a prié le gouvernement, dans l'intérêt de ladite cité de Québec et des comtés avoisinants, d'adopter un moyen de mettre les syndics en position de lui abandonner le pont Dorchester ainsi que le privilège que les syndics détiennent, et les parties des chemins qui se trouvent maintenant dans les limites de la cité;

Lesdites parties ont en conséquence fait les conventions suivantes, savoir:

1. Le gouvernement s'oblige à racheter au pair lesdites débentures au montant de cent mille piastres (\$100,000.00);

2. Les syndics cèdent et abandonnent à la cité de Québec ledit pont Dorchester, son outillage et ses dépendances, ainsi que telle partie du lot de terre désigné sous le numéro cinq cent soixante-quinze du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, qui sera nécessaire pour la construction du pont et de ses approches, moins cependant la maison dessus construite que les syndics pourront enlever;

3. Les syndics cèdent également à la cité de Québec toutes parties de leurs chemins qui se trouvent maintenant dans le quartier Limoilou de la cité de Québec; la dite cité assumant toutes les responsabilités que peuvent avoir encourues les syndics au sujet de travaux faits sur des terrains réclamés par la *Quebec Land Company*;

4. Les syndics auront le droit de placer des barrières de péage sur le chemin de Beauport et sur le chemin de Charlesbourg aux limites dudit quartier Limoilou et de n'y percevoir que les taux autorisés par leur charte;

5. A partir du premier jour de janvier prochain, les syndics devront enlever la barrière qui se trouve actuellement à l'extrémité sud du pont Dorchester et pourront, à partir de cette époque, placer lesdites barrières de péage ci-dessus mentionnées dans le quartier Limoilou;

6. Pour indemniser les syndics du coût du déplacement de ladite barrière et de l'érection des nouvelles bar-

rières, la cité s'engage à leur payer la somme de six cents piastres;

7. A partir du premier janvier prochain, le pont Dorchester actuel deviendra libre et sera sous le contrôle de la cité de Québec, les syndics étant dégagés de l'entretien futur dudit pont;

8. La cité s'engage à construire, sur la rivière Saint-Charles, des ponts modernes en fer, d'après des plans approuvés par le gouvernement. L'un de ces ponts, à l'ouest du pont Dorchester actuel, devra être commencé sans retard. Le pont Dorchester devra être également reconstruit, de la même manière, dans le cours de l'année 1911. Il en sera construit un troisième, à l'est du pont Dorchester, quand le besoin s'en fera sentir. Ces ponts devront être maintenus en bon ordre, à perpétuité, par la cité, et être libres et exempts de tous taux de péage;

9. Les syndics devront payer, le premier janvier prochain, l'intérêt sur lesdites débetures de cent mille piastres, échu à cette époque; mais le gouvernement s'engage à payer cet intérêt au taux de six pour cent, jusqu'au moment où il rachètera lesdites débetures;

10. Le présent acte sera sujet à ratification par la Législature de Québec, à sa prochaine session, le gouvernement s'engageant à soumettre un projet de loi à cet effet;

11. Les frais de l'exécution du présent acte sont à la charge de la cité.

FAIT ET PASSÉ à Québec, les jour, mois et an susdits, sous le numéro quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit des minutes du notaire soussigné, et, lecture faite, les comparants ont signé en présence du notaire soussigné.

(Signé) NAP. DROUIN,
GUSTAVE G. STUART, *Président*,
G. H. BURROUGHS,
L. A. TASCHEREAU,
JOS. ALLAIRE, *N. P.*

VRAIE COPIE de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) JOS. ALLAIRE, *N. P.*

6 GEORGE V, CHAPITRE 2

LOI RELATIVE À LA COMMISSION DES CHEMINS À BARRIÈRES
DE LA RIVE NORD À QUÉBEC

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

* * * * *

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La commission des Syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, telle que créée par la loi 20 Victoria, chapitre 125, et ses amendements, est dissoute à toutes fins que de droit. Dissolution de la commission.

NOTE.—Le 15 mai 1916 est le jour fixé pour la dissolution par proclamation du 12 mai 1916. *Gazette officielle de 1916, p. 1319.*

NOTE.—Les sections 2, 3 et 4 concernent la dissolution de la commission des syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

5. Tous les chemins et ponts ci-devant sous le contrôle desdits syndics sont et deviennent, à compter de la date fixée pour l'entrée en vigueur de ladite proclamation, chemins et ponts municipaux, et sont la propriété des municipalités dans les limites desquelles ils sont situés, conformément aux dispositions du Code municipal ou des dispositions législatives particulières régissant telles municipalités. Propriété des chemins et ponts.

NOTE.—Les sections 6 à 18 concernent la constitution de la Commission des chemins de Québec dont le terme d'existence a pris fin le 1er juillet 1922.—Voir 7 Geo. V, c. 11, et 13 George V, c. 11, s. 1.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 11

LOI CONCERNANT LA COMMISSION DES CHEMINS À BARRIÈRES DE LA RIVE NORD, À QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

6 Geo. V,
c. 2, s. 8, am.

1. La section 8 de la loi 6 George V, chapitre 2, est amendée en y remplaçant les mots: "à l'expiration des dix années qui suivront la date de la création de la corporation", dans les deuxième et troisième lignes, par les mots: "le premier juillet 1922".

Situation de
certaines par-
ties du chemin
dans Québec
et Québec-
Ouest.

2. La moitié est du chemin décrit dans la section 7 de la loi 7 George V, chapitre 11, est à toutes fins considérée comme située dans le territoire de la cité de Québec, et la moitié ouest de ce chemin est, de la même manière, considérée comme située dans la ville de Québec-Ouest.

Remise du
chemin à cer-
taines condi-
tions

Le chemin décrit dans ladite section 7 de la loi 7 George V, chapitre 11, pourra cependant être remis sous le contrôle de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, à toutes fins, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque la paroisse se sera développée d'une manière assez considérable pour justifier la proclamation.

Situation de
partie du che-
min de Char-
lesbourg.

3. La partie du chemin de Charlesbourg, aux limites de la cité de Québec, bornée au nord-est par des terrains situés dans la municipalité du village de Charlesbourg, et au sud-ouest par des terrains situés dans la cité de Québec, est déclarée être située dans la cité de Québec et avoir appartenu à la corporation de la cité de Québec depuis la date de la dissolution de la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI RELATIVE À LA COMMISSION DES CHEMINS À BARRIÈRES DE LA RIVE SUD, À QUÉBEC

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que, par les lois antérieures qui les régissent, les syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, ont sous leur contrôle divers chemins près de Québec, et sont autorisés à percevoir des taux aux barrières qu'ils y ont établies afin de pourvoir à l'entretien desdits chemins et au paiement des obligations et débentures qu'ils ont été autorisés à émettre;

Attendu qu'il est de l'intérêt public d'abolir ladite commission et qu'il convient de pourvoir à la reconstruction et à l'entretien desdits chemins et d'abolir toutes les barrières et tous les ponts de péage et tous les taux qui ont été antérieurement autorisés;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Commission des syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, telle que créée par la loi 20 Victoria chapitre 125, et ses amendements, est dissoute à toutes fins que de droit.

Dissolution de la commission.

2. Ladite dissolution prend effet à compter de la date fixée dans une proclamation émise par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

Proclamation à cet effet.

NOTE.—Proclamation du 26 avril 1918 fixant le 1er mai 1918 pour la dissolution. *Gazette officielle de 1918*, p. 898.

3. A compter de la date fixée dans ladite proclamation, toutes barrières de péage doivent être laissées ouvertes et aucun taux de péage, soit sur les chemins ou les ponts, ne peut plus être perçu.

Abolition des barrières.

4. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un curateur aux biens desdits syndics. Ce curateur, en suivant les formalités prescrites par le Code de procédure civile pour la liquidation des successions vacantes, réalisera, dès que la proclamation émise en vertu de la présente loi entrera en vigueur, l'actif desdits syndics et le distribuera à leurs créanciers, sous

Curateur.

le contrôle de la Cour supérieure du district de Québec ou de l'un des juges de ladite cour.

Propriété des chemins et ponts.

5. Tous les chemins et ponts ci-devant sous le contrôle desdits syndics sont et deviennent, à compter de la date fixée pour l'entrée en vigueur de ladite proclamation, chemins et ponts municipaux, et sont la propriété des municipalités dans les limites desquelles ils sont situés, conformément aux dispositions du Code municipal de Québec ou des dispositions législatives particulières régissant telles municipalités.

Commission des chemins de Lévis.

6. A compter de la date fixée pour l'entrée en vigueur de ladite proclamation, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de constituer une corporation de trois membres appelée "la Commission des chemins de Lévis", spécialement chargée de reconstruire et d'entretenir les chemins ci-devant sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec.

Nomination des commissaires.

Les commissaires sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Termes d'office.

Les commissaires ainsi nommés restent en office durant bon plaisir et ne sont pas rémunérés pour leurs services.

Vacance dans la charge de commissaire.

En cas de vacance dans la charge de commissaire, pour une cause quelconque, cette vacance est remplie par une autre personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vacance ne dissout pas la commission.

Une ou plusieurs vacances parmi les membres de la commission n'a pas pour effet de dissoudre ladite commission et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir telle vacance, sujet aux dispositions de la présente loi.

Bureau principal.

7. Le bureau principal de la commission est dans la cité de Lévis, mais elle peut aussi tenir ses assemblées à Québec.

Quorum.

Le quorum des assemblées de la commission est de deux membres.

Président.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un président qui, en sus de son vote comme commissaire, a voix prépondante en cas de partage égal des voix.

Secrétaire et autres employés.

La commission, avec l'assentiment préalable du ministre de la voirie, peut se choisir un secrétaire et retenir les services de toutes personnes compétentes dont elle peut avoir besoin. Les rémunérations de ces officiers sont fixées par la commission et sont payées par elle ainsi que les frais d'administration et autres déboursés, à même les fonds dont elle a le contrôle en vertu de la présente loi.

8. La commission créée par la présente loi sera dis- Durée de la
soute de plein droit à l'expiration des cinq années qui commission.
suivront la date de la création de la corporation, et
son actif et son passif seront alors distribués entre les
municipalités intéressées, conformément aux prescrip-
tions du lieutenant-gouverneur en conseil.

9. Les membres de la commission ne peuvent être Les membres
poursuivis pour des actes faits, accomplis ou omis dans ne peuvent
l'exécution de leurs devoirs en vertu de la présente loi. être poursui-
vis.

La commission elle-même ne peut être poursuivie Consente-
qu'avec le consentement du procureur général. ment du proc.
gén.

10. La commission a aussi le pouvoir:

Pouvoirs de la
commission.

a. De reconstruire lesdits chemins et ponts mention-
nés dans la présente loi sous la direction du ministre
de la voirie, d'une manière permanente et moderne;

b. De pourvoir à l'entretien desdits chemins et ponts
pendant les cinq années de son existence;

c. D'acquérir, comme faisant partie des frais de
construction, tous les outils et machineries nécessaires;

d. D'acquérir par achat, donation ou expropriation,
conformément à la section 12 de la présente loi, tout
terrain nécessaire pour élargir ou modifier le tracé des
chemins à reconstruire; les frais d'acquisition ou d'ex-
propriation de tel terrain, ainsi que tout terrain déjà
acquis mais non payé, font partie des frais de construc-
tion; et les terrains acquis deviennent la propriété de la
municipalité où le chemin construit est situé.

11. Dès qu'une municipalité intéressée s'est pré- Reconstruc-
value du pouvoir d'emprunt ci-après mentionné pour tion des che-
la construction des chemins et ponts qui font l'objet mins et ponts
de la présente loi, la commission doit procéder à recons-
truire, en tout ou en partie, lesdits chemins et ponts
situés dans les limites de cette municipalité, soit en
macadamisant, empierrant ou gravelant lesdits che-
mins, soit en adoptant tout autre système jugé conve-
nable pour lesdits chemins et ponts et approuvé par le
ministre de la voirie.

12. 1. Avant de procéder à la reconstruction d'un Acquisition
chemin en vertu de la section 11 de la présente loi, la de certains
commission peut faire un plan pour élargir ou modifier terrains, etc.
le tracé de ce chemin, et, après que le lieutenant-gouver-
neur en conseil a approuvé ce plan, elle peut acquérir par
achat, donation ou expropriation, les terrains désignés
dans ce plan pour servir à l'élargissement ou à la mo-
dification du tracé du chemin; et elle est dispensée de re-

construire et d'entretenir, après que le chemin modifié est construit, les portions de l'ancien chemin que le plan indique comme ne devant plus faire partie du nouveau tracé.

Expropriation.

2. Dans le cas de difficultés entre les parties au sujet d'une expropriation, les questions qui s'élèvent sont réglées conformément aux dispositions des articles 6555, 6556, 6557, 6558, 6562 et 6565 à 6591, inclusivement, des Statuts refondus, 1909, tels qu'amendés. Les mots "la compagnie", partout où ils se rencontrent dans ces articles, désignent la Commission des chemins de Lévis, et les mots "chemin de fer", le chemin à construire.

Possession préalable.

Le juge peut en tout temps accorder à la commission la possession préalable des terrains requis aux conditions qu'il prescrit.

Propriété de l'ancien chemin.

En décidant de l'indemnité à payer, le juge peut, lorsque la chose peut convenablement se faire, attribuer au propriétaire exproprié la propriété du terrain occupé par l'ancien chemin, et lui tenir compte de la valeur de ce terrain.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 12 Geo. V, c. 42, s. 26.

Municipalité peuvent se prévaloir de la loi des bons chemins avec certaines modifications.

13. 1. Toute municipalité intéressée dans les chemins et ponts mentionnés dans la présente loi peut se prévaloir de la loi des bons chemins de 1912, 3 George V, chapitre 21, et de ses amendements, avec ces modifications:

Résolutions.

"a. Qu'au lieu de remplir les formalités exigées par la section 2 de ladite loi des bons chemins, 1912, la municipalité intéressée n'a, pour se prévaloir de ladite loi, qu'à adopter une résolution pour s'engager à payer au trésorier de la province l'intérêt, au taux de trois pour cent par an, pendant quarante et un ans, sur les deniers qui seront dépensés par la commission pour la construction des chemins et ponts situés dans ses limites. Cette résolution doit, en même temps, autoriser le maire ou préfet et le secrétaire-trésorier ou greffier, selon le cas, à signer des coupons pour constater les obligations de la municipalité, à mesure que le gouvernement fournira à la commission les deniers requis;

b. Que les deniers nécessaires sont payés à et contrôlés par la commission nommée en vertu de la présente loi; et

c. Que les travaux sont exécutés par elle conformément à la section 10 de la présente loi.

2. La municipalité intéressée reste toutefois soumise aux autres prescriptions de la loi des bons chemins,

1912, et ses amendements—sauf les sections 5, 5a et 22—et la commission assume les obligations imposées par les sections 14, 15 et 17 de ladite loi et ses amendements, *mutatis mutandis*.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 12 Geo. V, c. 42, s. 28.

14. 1. La commission, après que les travaux entre- Entretien des chemins et ponts; état transmis aux intéressés. pris sont terminés dans une municipalité, pourvoit à leur entretien convenable. Elle fait faire elle-même les travaux d'entretien et de réparations et doit, avant le premier mai de chaque année, ou à toute autre époque si nécessaire, transmettre au ministre de la voirie, à la cité de Lévis et aux municipalités intéressées un état des sommes requises pour l'entretien des chemins dans chacune d'elles. L'entretien des chemins d'hiver est toutefois à la charge seulement des municipalités dans lesquelles ils sont situés.

2. La moitié du coût de l'entretien est payable par la Répartition du coût de l'entretien. municipalité intéressée, un quart par la cité de Lévis, et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner le paiement de l'autre quart, à même le fonds consolidé du revenu de la province, pourvu, toutefois, que le coût total de l'entretien, des frais d'administration, salaires et autres déboursés n'excède pas une somme annuelle de \$5,000.00; le surplus, s'il y en a, est à la charge de la municipalité dans laquelle le chemin est situé.

3. Jusqu'à ce que lesdits travaux de reconstruction Entretien provisoire. soient terminés d'une manière complète et permanente, la commission peut les entretenir d'une manière provisoire et suivant les formalités prescrites par la présente section.

4. La commission détermine, chaque fois qu'il en Décret de la commission. est besoin, le montant payable par chaque municipalité intéressée et par la cité de Lévis, pour payer les travaux de construction, d'entretien et de réparation desdits chemins et ponts, les frais d'administration, les salaires et les autres déboursés, fixe le délai dans lequel ce montant doit être payé et après lequel il porte intérêt, et rend des ordonnances signées par son président, enjoignant à chacune des municipalités intéressées et à la cité de Lévis de lui payer le montant ainsi déterminé.

5. Ces ordonnances ont la valeur d'un jugement Exécution des ordonnances. émanant de la Cour supérieure du district de Québec condamnant une corporation municipale au paiement d'une somme de deniers; et des copies peuvent en

être certifiées véritables par le secrétaire de la commission.

Preuve de la signification de l'ordre.

L'accusé de réception d'une copie d'une telle ordonnance, signé par le secrétaire-trésorier ou le greffier d'une corporation municipale, fait preuve de la signification de l'ordonnance au bureau de cette corporation.

Municipalité peuvent être contraintes de se prévaloir de cette loi.

15. 1. Toute municipalité à laquelle la présente loi peut s'appliquer et qui refuse de se prévaloir de ses dispositions, ou qui néglige de se conformer à ses prescriptions, peut y être contrainte par une ordonnance de la Commission des services d'utilité publique de Québec, à l'instance de la cité de Lévis ou d'une autre municipalité voisine, ou de la Commission des chemins de Lévis.

Juridiction de la comm. des services d'utilité publique.

2. La Commission des services d'utilité publique de Québec, en ce qui concerne la présente section, possède toute la juridiction établie par les lois générales, quand celles-ci donnent juridiction à la commission sur une utilité publique telle que définie par lesdites lois.

Échange de débetures, autorisé.

16. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, si une proclamation est lancée en vertu de la section 2 de la présente loi, d'autoriser l'échange des débetures dites privilégiées émises sous l'autorité des syndics ayant le contrôle des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, s'élevant à la somme de \$41,384.00, pour des débetures de la province, de la même dénomination, portant un intérêt annuel de cinq pour cent à compter de leur émission et remboursables dans une période n'excrédant pas quarante ans.

Émission de débetures.

17. Le trésorier de la province, après autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, doit émettre les débetures ci-dessus, en la forme déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Subrogation.

18. Tout porteur de débetures qui échange celles qu'il détient pour des débetures du gouvernement doit, en faisant cet échange, renoncer en faveur du gouvernement à tout recours qu'il peut avoir sur l'actif des syndics.

Dispositions abrogées.

19. Toute loi incompatible avec la présente loi est abrogée à compter de la date fixée dans la proclamation émise en vertu de la section 2, sauf pour les fins de la liquidation des biens des syndics des chemins à barrières

de la rive sud, à Québec, faite par le curateur nommé en vertu de la présente loi.

20. Nonobstant tout contrat existant, la confection ou l'entretien, soit pendant l'été ou pendant l'hiver, de chemins ou parties de chemins ci-devant sous le contrôle de la Commission des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, et dans lesquels circule le tramway de *The Levis County Railway*, seront réglés et déterminés à l'instance d'une municipalité intéressée, de ladite compagnie de tramway, ou de la commission créée par la présente loi, quant à la part contributoire de *The Levis County Railway*, par la Commission des services d'utilité publique de Québec, si cette commission croit juste et équitable de faire contribuer ladite compagnie à la confection ou à l'entretien desdits chemins.

Attribution d'un certain chemin pour fins d'entretien.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 42

LOI RELATIVE À L'ENTRETIEN ET À LA RÉPARATION DES CHEMINS ET AMENDANT DIVERSES LOIS CONCERNANT LA VOIRIE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf les sections 26 et 28 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:*

26. La section 12 de la loi 8 George V, chapitre 7, s. Geo. V. c. 7. est amendée:

s. 12, am.

a. En y ajoutant, après le mot: "construire", dans les huitième et neuvième lignes du paragraphe 2, les mots: "la Commission des services publics de Québec exerçant, toutefois, la juridiction conférée par ces articles des Statuts refondus à un juge de la Cour supérieure.";

b. En en remplaçant les mots: "Le juge", dans la première ligne du deuxième alinéa du paragraphe 2, par les mots: "La Commission des services publics de Québec";

c. En en remplaçant les mots: "le juge", dans la pre-

mière ligne du troisième alinéa du paragraphe 2, par les mots: "la Commission des services publics de Québec".

8 Geo. V, c. 7, s. 13, am. **28.** La section 13 de la loi 8 George V, chapitre 7, est amendée en en retranchant le sous-paragraphe a du paragraphe 1.

Entrée en vigueur. **29.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI RELATIVE AU RACHAT DES DROITS DE PÉAGE SUR LA ROUTE DE SAINT-CONSTANT À LAPRAIRIE

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule. **A**TTENDU qu'il existe encore des barrières de péage sur la route de Saint-Constant à Laprairie où il est prélevé des taux;

Et attendu qu'il convient de les abolir comme dans les autres parties de la province;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit:

Abolition de certaines barrières, etc. **1.** Les barrières et les taux de péage de la route de Saint-Constant à Laprairie sur une longueur d'environ sept milles, dans les paroisses de Saint-Constant et de Laprairie et dans la ville de Laprairie, sont, par la présente loi, abolis.

Indemnité. **2.** Il sera payé à la propriétaire dudit chemin, Madame Vve Brosseau, une somme de \$19,250.00, valeur établie dudit chemin, le 16 septembre 1916, par Alexandre Larivière, ingénieur du département de la voirie de cette province en commutation de tous ses droits sur ledit chemin; mais tous autres biens, tels que barrières, maisons, emplacements, machineries ou pierres, lui appartenant resteront la propriété de ladite Madame Brosseau.

Part du gouvernement. **3.** Sur ladite somme de \$19,250.00, le gouvernement payera celle de \$14,437.50, et la balance de \$4,812.50 sera payée par les municipalités ci-après mentionnées.

Emploi des deniers déjà votés. **4.** Toute somme que le gouvernement payera en vertu de la présente loi sera prise à même les deniers votés par la loi 2 George V, chapitre 2.

5. Ladite somme de \$4,812.50 sera payée comme suit: Part des municipalités intéressées.

La paroisse de Laprairie.....	\$ 1,500.00
La ville de Laprairie.....	600.00
La paroisse de Saint-Constant.....	1,500.00
La paroisse de Saint-Rémi.....	500.00
La ville de Saint-Rémi.....	212.50
La paroisse de Saint-Isidore.....	100.00
La paroisse de Saint-Édouard.....	150.00
La paroisse de Saint-Michel.....	250.00

6. Sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, après paiement de la part contributoire du gouvernement, ladite Madame Brosseau devra discontinuer de prélever des taux de péage et enlever les barrières; et ledit chemin deviendra la propriété et sera sous le contrôle, respectivement, de chacune des municipalités dans les limites desquelles ledit chemin est situé. Proclamation.

NOTE.—*En vigueur par proclamation 17 janvier 1917. Gazette officielle de 1917, p. 205.*

7. A défaut par l'une ou l'autre desdites municipalités de payer leurs parts contributoires respectives dans les quinze jours qui suivront la proclamation mentionnée à la section 6 de la présente loi, ladite Mde Brosseau pourra les recouvrer, par action ordinaire, devant tout tribunal de juridiction compétente. Exigibilité d'une partie de l'indemnité.

8. Le présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 GEORGE V, CHAPITRE 9

LOI POURVOYANT À L'ABOLITION DES BARRIÈRES ET DES TAUX DE PÉAGE SUR UNE PARTIE DE CHEMIN DANS LA PAROISSE DE SAINT-LAURENT, ET SUR UNE PARTIE DE CHEMIN DANS LA CITÉ DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que les barrières et les taux de péage ont été abolis sur tous les chemins sous le contrôle des Syndics des chemins à barrières de Montréal, moins sur une petite partie de chemin située dans la paroisse de Saint-Laurent et dans la cité de Montréal; Préambule.

Attendu qu'il convient de les abolir également dans les deux dites municipalités;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Abolition des
barrières, etc.

1. Les barrières et les taux de péage sont par la présente loi abolis sur les deux parties de chemins dont suivent les descriptions:

Cette partie de chemin située dans la paroisse de Saint-Laurent, d'une longueur de 1.684 mille, commençant sur le chemin de la côte Vertu, en la paroisse de Saint-Laurent, depuis la voie du *Montreal Park & Island Railway*, sur une longueur de 0.052 mille, tournant angle droit vers le nord-ouest, étant la montée de Cartierville, jusqu'aux limites de l'ancienne ville de Cartierville, maintenant partie de la cité de Montréal, sur une longueur de 1.632 mille;

Et aussi cette partie de chemin depuis le Petit Bois Franc jusqu'aux limites sud-est de l'ancienne ville de Cartierville, sur une longueur de 0.315 mille, laquelle partie de chemin se trouvant maintenant dans les limites de la cité de Montréal.

Indemnité.

2. Il sera payé aux commissaires ou syndics des chemins à barrières de Montréal, sous le contrôle desquels sont lesdites parties de chemins, une indemnité de \$4,000.00 par mille et une somme proportionnelle pour chaque fraction de mille, moins une somme de \$1,684.00 pour la commutation de leurs droits sur lesdites parties de chemins, mais tous autres biens tels que barrières, maisons, emplacements, machineries ou pierre leur appartenant resteront leur propriété.

Paiement de
l'indemnité.

3. L'indemnité mentionnée à la section 2 de la présente loi, sera payée par la paroisse de Saint-Laurent et par la cité de Montréal en proportion de l'étendue du chemin située dans leurs limites respectives, les limites ou bornes de la cité de Montréal étant fixées du Petit Bois Franc, en allant vers Cartierville, maintenant partie de la cité de Montréal.

Proclamation.

4. Sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, lesdits commissaires ou syndics devront immédiatement cesser de prélever des péages et enlever leurs barrières; et lesdites parties de chemins deviendront alors la propriété et seront sous le contrôle et à la charge desdites municipalités, dans leurs limites respectives telles que fixées par la section précédente.

NOTE.—En vigueur par proclamation du 6 juin 1918, *Gazette officielle de 1918*, p. 1226.

5. A défaut par l'une ou l'autre desdites municipalités de payer leur part contributoire, lesdits commissaires ou syndics pourront les recouvrer par action devant tout tribunal de juridiction compétente. Paiement des contributions.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 10

LOI RELATIVE À L'ENTRETIEN DU CHEMIN CONNU SOUS LE NOM DE CHEMIN CORNEAU, PRÈS DE SAINT-HYACINTHE

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Advenant l'abolition des barrières et des taux de péage, en vertu des dispositions de la loi 2 George V, chapitre 2, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 6, section 1; 7 George V, chapitre 6, section 1, et 11 George V, chapitre 7, section 1, sur le chemin connu sous le nom de "chemin Corneau", tel que décrit dans la section 2 de la présente loi, les parties dudit chemin décrites dans ladite section 2 deviendront alors la propriété et seront sous le contrôle et à la charge de chacune des municipalités ci-après mentionnées, dans leurs limites respectives. Entretien du chemin Corneau après abolition des péages.

2. Les parties du chemin connu sous le nom de chemin Corneau sont décrites comme suit: Description du chemin.

1. La partie comprise dans la municipalité de Saint-Dominique, depuis la ligne sud-est de la propriété de Arthur Richer, en s'en allant vers le nord-ouest, jusqu'à la ligne nord-ouest de la propriété de Ludger Gauthier, qui se trouve en même temps la limite entre les municipalités de Saint-Dominique et Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, soit une longueur de 1,727 pieds ou .327 mille;

2. La partie comprise dans la municipalité de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, depuis la limite de Saint-Dominique jusqu'à la limite du village de Saint-Joseph, à la barrière de péage, soit une longueur de 14,629 pieds ou 2.770 milles;

3. La partie comprise dans la municipalité du village de Saint-Joseph, portant le nom de chemin des Trente, depuis la limite de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur à la

barrière de péage, en passant par la rue Saint-Louis, jusqu'au pont métallique près de celui du Grand-Tronc, soit une longueur de 5,606 pieds ou 1.062 mille;

4. La partie comprise dans la municipalité du village de Saint-Joseph, portant le nom de chemin de Rac-courci et de rue Broadway, depuis la limite de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur à la barrière de péage, jus-qu'au pont métallique à l'extrémité nord-ouest de la rue Broadway, soit une longueur de 4,427 pieds ou .840 mille,—

le tout comprenant une longueur approximative de cinq milles.

Conditions
d'entretien,
fixées par le
gouv. en con-
seil.

3. Après l'abolition desdits péages comme susdit, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prescrire, de temps à autre, les conditions auxquelles lesdites municipalités seront soumises relativement à l'entretien dudit chemin, comme compensation de l'abolition des-dits péages.

Id., en cer-
tains cas.

4. A défaut par l'une ou l'autre desdites munici-palités de se conformer aux prescriptions édictées en vertu de la section 3 de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner que les travaux nécessaires soient faits sous l'autorité du ministre des travaux publics et du travail, et ce dernier pourra en recouvrer le coût des municipalités en défaut, par action devant tout tribunal de juridiction compétente.

Entrée en vi-
gueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 13

LOI RELATIVE À L'ENTRETIEN DU CHEMIN CONNU SOUS LE NOM DE "CHEMIN DE SAINT-JEAN À L'ACADIE", DANS LE COMTÉ DE SAINT-JEAN

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Entretien du
chemin de
St-Jean à
l'Acadie,
après l'aboli-
tion des
péages.

1. Advenant l'abolition des barrières et des taux de péage en vertu des dispositions de la loi 2 George V, chapitre 2, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 6, section 1; 7 George V, chapitre 6, section 1, et 11 George V, chapitre 7, section 1, sur un certain che-

min actuellement sous le contrôle de la Compagnie du chemin de péage de Saint-Jean à l'Acadie, constituée en corporation par lettres patentes du lieutenant-gouverneur, en date du 5 décembre 1871, les parties dudit chemin décrites dans la section 2 de la présente loi, deviendront alors la propriété et seront sous le contrôle et à la charge des municipalités ci-après mentionnées, dans leurs limites respectives.

2. Les parties du chemin connu sous le nom de "chemin de Saint-Jean à l'Acadie" sont décrites comme suit :

Description
du chemin.

1. La partie du chemin comprise dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean, s'étendant depuis l'extrémité ouest de la rue Saint-Jacques, limite ouest de la ville de Saint-Jean,—en passant par la route dite du Grand Bernier (une distance de vingt-sept (27) arpents); par celle appelée route du Petit Bernier (une distance de vingt-sept (27) arpents); par la partie du chemin de front dans la concession du Grand Bernier (une distance de cinq (5) arpents), joignant les deux routes ci-dessus mentionnées,—jusqu'à la limite ouest de ladite paroisse de Saint-Jean, soit une longueur de cinquante-neuf (59) arpents;

2. La partie du chemin comprise dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, connu sous le nom de route dite "de la Carrière", reliant le rang du Petit Bernier, à partir de la limite est de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, jusqu'au rang de la Carrière, dans la même municipalité (une distance de onze (11) arpents);—

le tout comprenant une longueur approximative de soixante-dix (70) arpents.

3. Après l'abolition desdits péages comme susdit, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prescrire, de temps à autre, les conditions auxquelles lesdites municipalités seront soumises relativement à l'entretien dudit chemin, comme compensation de l'abolition desdits péages.

Conditions
d'entretien
fixées par le
lt-gouv. en
conseil.

4. A défaut par l'une ou l'autre desdites municipalités de se conformer aux prescriptions édictées en vertu de la section 3 de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner que les travaux nécessaires soient faits sous l'autorité du ministre des travaux publics et du travail, et ce dernier pourra en recouvrer le

Récouvre-
ment des
municipalités
en défaut

coût des municipalités en défaut, par action devant tout tribunal de juridiction compétente.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 GEORGE V, CHAPITRE 3

LOI RATIFIANT LA VENTE DES PONTS VIAU ET LACHAPELLE ET DES CHEMINS MACADAMISÉS DE L'ÎLE JÉSUS

(Sanctionnée le 3 avril 1912)

Préambule.

ATTENDU que la compagnie des chemins de péage de l'île Jésus était propriétaire du pont Viau et du pont Lachapelle, qui relient l'île Jésus à l'île de Montréal, et d'environ dix-sept milles de chemins macadamisés, sur lesquels elle prélevait des taux très élevés à des barrières qu'elle y maintenait;

Attendu que ces barrières de péage étaient une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre dans cette partie de la province;

Attendu qu'à la suite de diverses négociations, le gouvernement de cette province a obtenu de ladite compagnie l'abandon desdits ponts, chemins et barrières et de tous les privilèges y attachés, pour la somme de \$140,000.00, en vertu d'un acte passé devant M^{re} Camille Paquet, notaire, et qui est annexé à la présente loi comme cédule A;

Attendu qu'il a été stipulé que ledit acte serait ratifié par la Législature et qu'il convient de donner suite à ladite convention;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qu'il est.

Un certain
acte du 25
janv. 1912,
ratifié.

1. L'acte passé devant M^{re} Camille Paquet, le vingt-cinq janvier 1912, et reproduit comme cédule A annexée à la présente loi, est ratifié à toutes fins que de droit et est déclaré valide et légal.

Paiement
autorisé.

2. Il est loisible au trésorier de la province de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, une somme de \$90,000.00, avec intérêt, aux termes dudit acte, sur remise de toutes débentures et actions, dont ladite société ou ses membres sont porteurs.

Intérêt.

3. Après le premier juillet 1912, ladite somme de \$90,000.00 cessera de porter intérêt.

4. Tous les privilèges de ponts, chemins ou barrières de péages conférés à ladite compagnie, ou possédés par elle, ou aucun de ses membres, sont abolis et déclarés nuls et sans valeur légale quelconque et aucun taux ne peut y être prélevé; lesdits ponts, chemins et barrières étant déclarés libres de tous péages depuis le 6 janvier 1912. Abolition de certains taux de péage.

5. La cité de Montréal est autorisée à contribuer jusqu'à concurrence de \$60,000.00 pour aider à payer ladite somme de \$140,000.00 et à payer sa contribution au gouvernement, dès que ce dernier aura effectué le règlement autorisé par la présente loi. Contribution de la cité de Montréal.

6. Le pont Viau, ainsi que le chemin qui y conduit, dans les limites du quartier Ahuntsic, sont, à compter de la sanction de la présente loi, la propriété de la cité de Montréal qui doit pourvoir à leur entretien. Pont Viau, etc.

7. Le pont Lachapelle, à compter de la sanction de la présente loi, devient la propriété conjointe du gouvernement et du comté de Laval (île Jésus). Ce pont sera, à l'avenir, entretenu par ledit comté, et le gouvernement lui remboursera annuellement la moitié du coût de l'entretien jusqu'à l'annexion de Cartierville à la cité de Montréal. Lors de cette annexion, la cité de Montréal deviendra propriétaire du pont et devra pourvoir à son entretien. Pont Lachapelle, etc.

La partie du chemin macadamisé depuis le pont Lachapelle, du côté sud, jusqu'à la rue Principale de Cartierville, devient la propriété de cette municipalité qui doit pourvoir à son entretien.

8. Les chemins macadamisés rachetés de la compagnie des chemins de péage de l'île Jésus et situés dans le comté de Laval (île Jésus), sont entretenus comme chemins macadamisés par les municipalités de ce comté quant aux parties d'iceux qui s'y trouvent, suivant le Code municipal. Entretien des chemins.

9. La partie de chemin macadamisé connue sous le nom de "Montée de Ste-Rose", et s'étendant de l'extrémité nord du pont Viau jusqu'à un certain chemin public dans la municipalité de Ste-Rose, connu sous le nom de "Côte des Perron", sera entretenue, sous le contrôle du conseil du comté de Laval, par ledit comté et la ville de Laval-des-Rapides suivant leur évaluation respective,—à l'exception des municipalités de Saint-Vincent-de-Paul et de Saint-François-de-Sales qui ne seront

tenues de contribuer à cet entretien qu'après l'abolition des taux de péage actuellement existant sur le chemin de péage de Terrebonne ou chemin Masson, et s'étendant du pont de Terrebonne dans la municipalité de Saint-François-de-Sales jusqu'à la Montée Sigouin, à l'extrémité ouest du village de la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, à la condition cependant que tel chemin Masson, une fois libre, soit mis sous le contrôle du conseil du comté de Laval et entretenu par ce dernier et la ville de Laval-des Rapides, comme chemin macadamisé.

NOTE.—*Cet article a été modifié par la loi 8 Geo. V, c. 8, s. 1.*

Réglementation.

10. La cité de Montréal est autorisée à réglementer le libre usage du pont Viau et à imposer des amendes à ceux qui violent les règlements qu'elle édicte. Tels règlements doivent être affichés dans les deux langues aux extrémités dudit pont.

Le comté de Laval a le même pouvoir et les mêmes obligations en ce qui concerne le pont Lachapelle.

Dispositions du C. M. applicables.

11. Les chemins macadamisés qui sont mis à la charge des municipalités sont entretenus conformément au Code municipal, comme chemins macadamisés.

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le premier juillet 1912.

CÉDULE A

Devant le soussigné, Camille Paquet, notaire public pour la province de Québec, Canada, résidant et pratiquant en la cité de Montréal.

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ, LE ROI GEORGE V, représenté par le gouvernement de la province de Québec, représenté lui-même par l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des travaux publics et du travail, domicilié à Québec, autorisé aux fins des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du 24 janvier courant et dont une copie est demeurée annexée à la minute des présentes,

De première part;

ET

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE PÉAGE DE L'ÎLE JÉSUS, un corps politique et incorporé par le statut 25 Victoria, chapitre 77, dont le siège principal est à Montréal, représentée aux présentes par le révérend Wilbrod-Cléophas Martin, chanoine de l'archevêché de Montréal, son président, et Vincent James Hughes, écuyer, du même lieu, son secrétaire, dûment autorisés aux fins des présentes, suivant une résolution des actionnaires de ladite compagnie, à leur assemblée tenue à Montréal, le huit janvier courant, et dont une copie est demeurée annexée à la minute des présentes;

De seconde part.

Lesquelles conviennent:

La partie de seconde part, par les présentes, vend, cède et transporte, avec les garanties de droit, et libres de toutes dettes, à la partie de première part, qui accepte, savoir:

DESCRIPTION

1.—PONT LACHAPELLE

Un pont connu sous le nom de "Pont Lachapelle", construit sur la rivière des Prairies au lieu nommé l'Abord-à-Plouf, entre la paroisse de Saint-Martin et la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal;

Avec abords, montées et autres dépendances, mais non la maison de péage, le terrain sur lequel elle est bâtie et les autres propriétés de la compagnie.

2.—PONT VIAU

Un pont connu sous le nom de "Pont Viau", construit sur la rivière des Prairies, entre cette partie de l'ancienne paroisse du Sault-au-Récollet, formant maintenant le quartier d'Ahuntsic, de la cité de Montréal, et l'île Jésus, dans la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul; avec aussi abords, montées et autres dépendances, mais non la maison de péage, le terrain sur lequel elle est bâtie et autres propriétés de la compagnie.

3.—CHEMINS

Les chemins macadamisés suivants:

1. Un chemin partant du susdit Pont Viau, du côté nord, allant vers la rivière Jésus, au village de Sainte-

Rose, avec un embranchement depuis le susdit Pont Viau jusqu'au chemin appelé "La montée du Moulin du Crochet", dans la paroisse de Saint-Martin, et un autre embranchement s'étendant du susdit Pont Viau jusqu'à l'extrémité ouest du village de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, soit jusqu'au chemin de péage de Terrebonne appartenant à la succession Masson;

2. Un chemin partant du susdit "Pont Viau", du côté sud, jusqu'à la rue principale, dans le quartier d'Ahuntsic susdit;

3. Un chemin partant du susdit Pont Lachapelle, du côté nord, et terminant la grande côte de Sainte-Rose, près du pont unissant les paroisses de Sainte-Rose et Saint-Eustache, passant par l'Abord-à-Plouf et le village de Saint-Martin et tous ses embranchements;

4. Un chemin partant du susdit Pont Lachapelle, du côté sud, jusqu'à la rue principale de Cartierville, paroisse de Saint-Laurent;

Et généralement tous les chemins que possède la partie de seconde part dans l'île Jésus, ainsi que dans le quartier d'Ahuntsic et ledit lieu de Cartierville, dans la paroisse de Saint-Laurent et dépendant des susdits ponts Lachapelle et Viau.

4.—MACHINERIES ET MATÉRIAUX

Toutes les machineries et matériaux servant ou destinés à l'usage et à l'entretien des susdits ponts et chemins.

5.—PRIVILÈGES, ETC.

Et généralement tous les droits, privilèges et prérogatives attachés aux susdits ponts et chemins et résultant en faveur de la partie de seconde part, soit en vertu de statuts ou de quelques titres que ce soit.

Tel est dans l'état que le tout se trouve présentement, et tel qu'exploité jusqu'au cinq janvier courant par ladite compagnie.

ÉTABLISSEMENT DE PROPRIÉTÉ—RE PONT LACHAPELLE

Le susdit pont Lachapelle a été construit sous l'autorité du statut IV Guillaume IV, chapitre 30.

La partie de seconde part en est devenue propriétaire en vertu des titres suivants:

Un acte d'échange entre Paschal Persillier dit Lachapelle fils, et Paschal Persillier dit Lachapelle père, devant Thomas Bedouin, notaire, le quatre août mil huit cent trente-sept;

Un acte de vente par les exécuteurs testamentaires de feu Paschal Persillier dit Lachapelle en faveur de Messire Janvier-Jacques Vinet *et al*, devant D.-E. Papineau, notaire, le vingt-trois février, mil huit cent soixante;

Un acte de vente consenti par Messire J.-J. Vinet *et al*, à Benjamin H.-Lemoine, devant D.-E. Papineau, notaire, le seize juin mil huit cent soixante.

Le statut 45 Victoria, chapitre 60.

RE PONT VIAU

Le sudit Pont Viau a été construit sous l'autorité du statut 10 et 11 Victoria, chapitre 97.

La partie de seconde part en est devenue propriétaire en vertu des titres suivants:

Un acte de vente en date du sept avril mil huit cent quarante-huit devant F.-X. Racicot, notaire, par Hilaire Meilleur à Pierre Viau;

Un acte de vente en date du treize avril mil huit cent quarante-huit devant F.-X. Racicot, notaire, par Eustache Hamelin à Pierre Viau;

Un acte de vente à Pierre Viau ou ses ayants droit à le séminaire de Québec, à produire;

Un acte de vente par le séminaire de Québec à F. Vinet *et al*, en date du vingt-deux février mil huit cent cinquante-neuf, devant E. Lemoine, notaire, ratifié et confirmé par acte en date du dix-huit mars mil huit cent soixante-deux, devant E. Lemoine, notaire;

Un acte de cession de droits par J.-J. Vinet *et al*, en faveur de A.-N. Delisle *et al*, en date du dix-huit mars mil huit cent cinquante-neuf, devant J. Belle, notaire;

Le statut 45 Victoria, chapitre 60.

RE CHEMINS

Le statut 25 Victoria, chapitre 77.

Un acte de vente par Michel Millen, à ladite compagnie le 2 novembre mil huit cent soixante-quatre, devant L. Sauriol, notaire;

Un acte de vente par François Chartrand, à ladite compagnie le quatre juillet mil huit cent soixante-cinq devant F.-X. Léonard, notaire;

Un acte de vente par James-R. Young à ladite compagnie, le sept décembre mil huit cent soixante-cinq, devant A.-O. Brousseau, notaire;

Un acte de vente par Georges Charbonneau, à ladite compagnie, le sept décembre mil huit cent soixante-cinq, devant A.-O. Brousseau, notaire.

La partie de seconde part devra fournir et remettre à

la partie de première part tous les titres relatifs aux susdits ponts et chemins à demande.

CONDITIONS

Comme conséquence des présentes et de l'entente qui est la base du présent contrat, entre les parties, en date du cinq janvier courant, la partie de seconde part a fait disparaître ses barrières, et elle ne prélève ni ne prélèvera à l'avenir aucun taux, soit sur les ponts, soit sur les chemins.

Jusqu'au premier juillet prochain, l'entretien des chemins d'hiver reste à la charge de la partie de seconde part tout comme par le passé, et cette dernière s'engage au printemps et jusqu'au premier juillet prochain, à faire sur les chemins d'été les travaux ordinaires les plus urgents de manière à ce que la circulation n'offre aucun danger; quant aux ponts, l'obligation de la compagnie ne consistera qu'à enlever la neige.

Relativement aux travaux d'entretien à faire par la dite compagnie jusqu'au premier juillet prochain, comme susdit, cette dernière pourra se servir des machineries, et prendre, à même les matériaux cédés, ce qui lui sera nécessaire à cette fin.

PRIX

La présente cession est faite moyennant la somme de cent quarante mille dollars courant, payable par la partie de première à la partie de seconde part.

En déduction de cette somme la partie de seconde part reconnaît avoir reçu comptant, de la partie de première part, celle de cinquante mille dollars, dont quittance pour autant.

Quant à la balance ou somme de quatre-vingt-dix mille dollars restant due, la partie de première part s'oblige de la payer à la partie de seconde part le premier juillet prochain, avec intérêt au taux de cinq pour cent par an, à compter du cinq janvier courant, et payable en même temps que la somme capitale.

Le présent acte sera sujet à ratification par la Législature de Québec à sa présente session, le gouvernement s'engageant à soumettre un projet de loi à cet effet.

Le coût des présentes et d'une copie pour la partie de seconde part est à la charge de la partie de première part.

DONT ACTE fait et passé en la cité de Québec, quant à la partie de première part, le vingt-quatre janvier mil neuf cent douze, et en la cité de Montréal quant à la

partie de seconde part, le vingt-cinq janvier mil neuf cent douze, sous le numéro sept mille cinq cent cinquante-cinq du répertoire du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec ledit notaire et en sa présence lecture faite.

(Signé) L. A. TASCHEREAU
 " LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE
 PÉAGES DE L'ÎLE JÉSUS
 " W. C. MARTIN, *Chan. prés.*
 " V. J. HUGHES, *Secrétaire*
 " C. PAQUET, *N. P.*

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signature du notaire) C. PAQUET, *N. P.*

8 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AMENDANT LA LOI 2 GEORGE V, CHAPITRE 3, RATIFIANT LA VENTE DES PONTS VIAU ET LACHAPELLE ET DES CHEMINS MACADAMISÉS DE L'ÎLE JÉSUS

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 9 de la loi 2 George V, chapitre 3, est ^{2 Geo. V, c. 3,} amendée: _{s. 9, am.}

a. En ajoutant après les mots: "comme chemin macadamisé", à la fin de la section, les suivants: "sauf pour cette partie dudit chemin Masson, située dans les limites du village de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, et s'étendant de et y compris l'emplacement No 321 du cadastre de Saint-Vincent-de-Paul, jusqu'à l'extrémité ouest dudit chemin Masson, laquelle partie sera à la charge et au soin de la municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, à compter du 1er mai 1918.";

b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil du comté de Laval, pour les fins de l'entretien de la montée de Ste-Rose et du chemin Masson, comprend toutes les municipalités tant de villes que celles régies par le Code municipal de Québec, situées dans les limites de l'île Jésus; cependant la corporation de la ville de Laval-sur-le-Lac ne peut être appelée à

Municipalités tenues à l'entretien de la Montée Ste-Rose et du chemin Masson.

contribuer à tel entretien que jusqu'à concurrence d'une évaluation totale limitée à cinquante mille piastres, pour un terme de dix ans à compter de la date de sa constitution en corporation de ville, et cela tant pour les dépenses encourues jusqu'à date que pour celles nécessitées dans l'avenir pendant cette période de dix années; après cette période de dix années, la ville de Laval-sur-le-Lac contribuera à tel entretien, avec les autres municipalités, au prorata de leur évaluation respective."

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI POURVOYANT À L'ABOLITION DES PONTS DE PÉAGE À SAINT-HYACINTHE

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

Préambule.

ATTENDU qu'il existe à Saint-Hyacinthe, sur la rivière Yamaska, trois ponts de péage, appelés pont Barsalou, pont Morison, et pont de la Société de passage du Pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Attendu que des taux de péage élevés sont prélevés sur ces ponts et que ce prélèvement constitue une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre dans cette partie de la province;

Attendu que les municipalités du village de Saint-Joseph, de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, du village de la Providence et de la cité de Saint-Hyacinthe se sont déclarées prêtes à contribuer au coût de reconstruction et d'entretien desdits ponts, ainsi qu'au montant requis pour racheter les droits de prélever des taux de péage;

Attendu qu'il est de l'intérêt public de rendre lesdits ponts libres et exempts de péages;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Abolition des
péages sur
certains
ponts.

1. A partir de la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur proclamation à cet effet, les ponts appelés Barsalou, Morison et de la Société de passage du Pont neuf de Saint-Hyacinthe, sur la rivière Yamaska, à Saint-Hyacinthe, deviennent libres et exempts de droits de péage.

Mais cette proclamation ne sera émise que lorsqu'il sera démontré au lieutenant-gouverneur en conseil que la majorité des voix des actionnaires de la Société de passage du Pont neuf, présents ou représentés à une assemblée, ont approuvé la résolution du 25 octobre 1912, ou la cession du pont aux conditions mentionnées dans la présente loi; un avis de dix jours devant être donné à chaque actionnaire par lettre recommandée. Cette assemblée sera convoquée par le président ou le secrétaire.

NOTE.—Le 15 février 1913 est la date fixée par proclamation du 24 janvier 1913, Gazette officielle de 1913, p. 226.

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner le paiement de la somme de soixante mille piastres, à même le fonds pour la construction des ponts en fer et celui créé par la loi 2 George V, chapitre 2, afin d'aider les municipalités intéressées à racheter les droits de péage et à réparer ou reconstruire lesdits ponts à telles conditions qui seront fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Paiement
d'une somme
de \$60,000.00.

3. Les municipalités ci-après mentionnées contribueront au coût du rachat des droits de péage et de réparation et reconstruction desdits ponts sur le montant total requis à cet effet, après déduction de la somme de soixante mille piastres payable par la province, de la manière suivante:

Contribution
par certaines
municipali-
tés.

La cité de Saint-Hyacinthe.....	50 centièmes
Le village de Saint-Joseph.....	15 centièmes
Le village de la Providence.....	25 centièmes
La paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe.....	10 centièmes

4. Les dépenses d'entretien, de reconstruction ultérieure desdits ponts et les dommages, au cas d'accidents, seront aussi payés en entier, par lesdites municipalités, dans la proportion ci-dessus.

Entretien,
etc.

5. Lesdits ponts devront être reconstruits ou réparés sans délai, suivant les plans et devis de l'ingénieur du département des travaux publics et du travail et sous sa direction et entretenus à l'avenir suivant ses prescriptions.

Surveillance
du dépt des
travaux pu-
blics, etc.

6. Lesdits ponts deviendront la propriété conjointe desdites quatre municipalités dans la proportion ci-dessus indiquée, mais la cité de Saint-Hyacinthe est seule chargée de leurs construction, reconstruction, administration et surveillance. Elle devra faire exécuter tous les travaux d'entretien et, à la fin de chaque année, en re-

Propriété des
ponts, etc.

couvrir la part proportionnelle de chaque municipalité intéressée qui devra en solder le coût dans les deux mois qui suivront la réception d'un état de compte à cet effet.

Juridiction
de la Commis-
sion des ser-
vices d'utilité
publique de
Québec.

7. L'indemnité à être payée aux propriétaires des ponts Barsalou et Morison et des droits de péage y attachés, ou à leurs créanciers hypothécaires ou autres, ou aux porteurs de bons, obligations ou autres titres, émis par les propriétaires de ces ponts, sera fixée par la Commission des services d'utilité publique de Québec.

Emprunts
autorisés.

8. Les municipalités intéressées sont autorisées à emprunter, par règlement passé suivant les formalités ordinaires, mais non cependant sujet à l'approbation des électeurs propriétaires, à un taux n'excédant pas 5% par année, les sommes requises pour abolir lesdits ponts de péage, tel que prévu par la présente loi.

Dispositions
applicables.

9. Les sections 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13 et 16 de la loi 2 George V, chapitre 2, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi.

Résolutions
validées.

10. Les résolutions adoptées par le conseil municipal du village de Saint-Joseph, le 4 novembre 1912, par le conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, le 4 novembre 1912, par le conseil municipal du village de la Providence, le 4 novembre 1912, et par le conseil municipal de la cité de Saint-Hyacinthe, le 4 novembre 1912, pourvoyant toutes à l'abolition desdits péages, sont déclarées être valides et légales et ne peuvent être révoquées ou modifiées qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Ponts sont
libres de
péage.

11. Aucun taux de péage ne pourra être établi à l'avenir sur lesdits ponts qui devront être libres.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 7

LOI POURVOYANT À L'ENTRETIEN DU PONT YULE

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que le pont Yule, entre Chambly-Canton et la paroisse de Richelieu, sur la rivière Richelieu, a été construit en grande partie à l'aide d'octrois accordés par la province;

Attendu que le pont relie les comtés de Rouville et de Chambly et que des doutes se sont élevés s'il devait être entretenu par lesdits comtés ou par les seules paroisses auxquelles il touche;

Attendu que ce pont a été construit dans l'intérêt des deux comtés, qu'il est nécessaire de pourvoir à son entretien futur et qu'il est juste que cet entretien soit à la charge des deux dits comtés;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le pont Yule, sur la rivière Richelieu, entre Chambly-Canton et la paroisse de Richelieu, est, par la présente loi, déclaré être un pont de comté et être à la charge des comtés de Rouville et de Chambly. Pont Yule est un pont de comté.

2. Lesdits comtés de Rouville et de Chambly devront pourvoir à l'entretien futur et aux réparations qui deviendront nécessaires pour maintenir ledit pont en bon état. Entretien.

3. Tous les travaux d'entretien et de réparation qui seront déclarés être nécessaires par l'ingénieur du département des travaux publics et du travail de la province de Québec, devront être exécutés sans délai par les deux dits comtés, et le coût desdites réparations et de tout l'entretien futur sera réparti également entre les corporations de chacun desdits comtés. Coût des réparations, etc.

4. Les conseils des comtés de Rouville et de Chambly sont autorisés à adopter, par résolution de leurs conseils réunis en assemblée conjointe, tous règlements nécessaires pour régir l'entretien et l'usage dudit pont, et imposer des amendes à ceux qui violent tels règlements, lesquels seront sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et n'entreront en vigueur que huit jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Règlements conjoints.

5. Toute question controversée entre les corporations desdits comtés relativement à l'entretien, aux réparations et à la réglementation dudit pont, sera décidée, à défaut d'entente, par l'ingénieur du département des travaux publics et du travail de la province, dont la décision sera finale. Questions controversées.

6. Ledit pont devra être un pont libre et exempt de tous droits de péage. Pont libre.

Responsabi-
lité des munici-
palités des
villes, etc., si-
tuées dans les
limites des
comtés de
Chambly ou
de Rouville.

7. Les villes de Longueuil, de Saint-Lambert, de Montréal-Sud, de Greenfield Park et de Marieville, situées dans les deux dits comtés, et toutes autres cités ou villes qui peuvent être constituées en corporation dans lesdits deux comtés, devront également contribuer, en proportion de leur évaluation municipale, au coût de l'entretien dudit pont, en faisant remise au conseil de comté dans lequel elles sont situées, de leur part contributoire après qu'elle aura été déterminée par le conseil du comté dans lequel elles sont situées respectivement.

Les maires desdites cités ou villes auront le droit de siéger au conseil du comté auquel lesdites cités ou villes appartiennent respectivement et y auront voix délibérative sur toute question relative au pont.

Entrée en vi-
gueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI POURVOYANT À LA CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIÈRE NICOLET, AU SITE DE L'ANCIEN PONT EN BOIS ENTRE LA VILLE ET LA PAROISSE DE NICOLET, ET D'UN PONT SUR LA RIVIÈRE GATINEAU VIS-À-VIS LA POINTE-À-GATINEAU

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public de construire un pont métallique à circulation libre pour relier les deux rives de la rivière Nicolet, entre les ville et paroisse de Nicolet;

Attendu qu'il est aussi dans l'intérêt public de construire un pont métallique à circulation libre sur la rivière Gatineau vis-à-vis la Pointe-à-Gatineau;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Pont métalli-
que.

1. Il est loisible au gouvernement de la province, ou aux deux municipalités ci-après mentionnées, de construire sur la rivière Nicolet, un pont métallique, à circulation libre, au site de l'ancien pont de la compagnie, entre la ville et la paroisse de Nicolet, avec tous les approches, culées et travaux nécessaires et d'acquérir, si c'est nécessaire, par voie d'expropriation, tout terrain requis à ces fins. Ces travaux seront sous le contrôle du ministre des travaux publics et du travail. Toute

Contrôle des
travaux.

expropriation nécessaire pour parvenir aux fins visées par la présente loi, est soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

2. Le coût dudit pont et de ses approches, culées et autres travaux ne devra pas excéder \$95,200. Coût du pont, etc.

3. Pour assurer la construction dudit pont, il est loisible au gouvernement de la province de payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas \$60,000 en trois paiements annuels de \$20,000 chacun, pourvu que la corporation de la ville de Nicolet et la corporation de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet paient la balance. Contributions du gouvernement, etc.

4. La ville de Nicolet est autorisée et devra contribuer jusqu'à concurrence de la moitié de ladite balance, et la corporation de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet est aussi autorisée et devra contribuer jusqu'à concurrence de l'autre moitié de la dite balance pour les fins de la construction dudit pont, et elles pourront exercer, par simple résolution de leurs conseils, les pouvoirs qui leur sont conférés par le présent article. Contributions de la ville de Nicolet et de la paroisse St-J.-B. de Nicolet.

5. Aux fins d'effectuer le paiement de leurs contributions respectives, les conseils municipaux de la ville de Nicolet et de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, sont revêtus de tous les pouvoirs nécessaires pour faire des règlements d'emprunts par émission de bons ou de débentures ou autrement, sans autre formalité que l'approbation de tels règlements par la majorité des membres présents formant quorum de chacun desdits conseils. Règlements d'emprunts, etc.

Le pouvoir d'emprunt accordé par le présent article doit être interprété comme autorisant un ou des emprunts excédant la limite fixée dans les lois régissant lesdites corporations. Pouvoir d'emprunt, non affecté.

6. Le pont construit au site de l'ancien pont de la compagnie, entre la ville et la paroisse de Nicolet, avec ses approches et tous ses accessoires, appartiendra, une fois terminé, en commun à la ville de Nicolet et à la corporation de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet qui devront pourvoir à son entretien. Propriété du pont.

Les frais d'entretien de ce pont et de ses approches seront communs et à la charge desdites corporations, conjointement. Cependant les travaux d'entretien seront exécutés par la corporation de la ville de Nicolet qui les paiera, mais la corporation de ladite paroisse de

Exécution des travaux d'entretien. Nicolet sera tenue de rembourser à la ville de Nicolet, sur présentation de compte, la moitié des sommes que cette dernière aura réellement dépensées pour les frais desdits travaux.

Adoption de règlements conjoints. 7. La ville de Nicolet et la corporation de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet sont autorisées à adopter, par résolution de leurs conseils réunis en assemblée conjointe, tous règlements nécessaires pour régir l'entretien et le libre usage dudit pont et imposer des amendes à ceux qui violent tels règlements.

Publication de ces règlements. Ces règlements seront sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, et n'entreront en vigueur que huit jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Questions controversées. 8. Toute question controversée entre la ville de Nicolet et la corporation de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, relativement à l'entretien, aux réparations et à la réglementation dudit pont, sera décidée, à défaut d'entente entre elles, par l'ingénieur du département des travaux publics et du travail dont la décision sera finale.

Entretien du pont. 9. Lesdites corporations seront tenues d'entretenir en bon ordre ledit pont conformément aux instructions qu'elles pourront recevoir du département des travaux publics et du travail.

Pont libre. 10. Ledit pont devra être libre et exempt de tout droit de péage.

Contrats, etc. 11. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à faire, avec les corporations municipales et autres personnes intéressées, tous contrats, marchés ou conventions nécessaires pour donner effet à la présente loi.

Contrats, etc. 12. La ville de Nicolet et la corporation de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet sont également autorisés à faire avec le gouvernement de la province, tous contrats nécessaires pour donner effet à la présente loi, et elles pourront, par simple résolution de leurs conseils, désigner un des membres de leurs conseils respectifs pour signer en leur nom tous tels contrats.

Ouverture du pont. 13. Ledit pont pourra être ouvert au public à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* d'un avis établissant qu'il a été terminé, à

la satisfaction du département des travaux publics et du travail.

NOTE.—*Avis donné. Gazette officielle de 1916, p. 2450.*

14. Il est aussi loisible au gouvernement de la province de contribuer une somme n'excédant pas \$42,500.00, Contributions à la construction d'un pont payable à même le fonds consolidé du revenu de la province en trois paiements égaux et annuels, pour aider à la construction d'un pont en fer sur la rivière Gatineau, vis-à-vis la Pointe-à-Gatineau, à telles conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer.

Le coût total de ce pont ne pourra excéder \$85,000.00. Coût du pont.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 9

LOI POURVOYANT À LA CONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN D'UN PONT MÉTALLIQUE, À CIRCULATION LIBRE, SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU, ENTRE LES VILLES DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

(Sanctionnée le 5 mars 1916)

ATTENDU que, par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 65, et 4 George V, chapitre 2, le gouvernement de la province de Québec et les villes de Saint-Jean et d'Iberville ont été autorisées à construire un pont sur la rivière Richelieu, entre les deux dites villes; Prémoule.

Attendu que, pour des causes imprévues, il n'a pas été possible, en vertu des lois ci-dessus mentionnées, de construire ledit pont;

Attendu que la construction dudit pont est absolument nécessaire pour relier les deux rives de la rivière Richelieu entre lesdites villes de Saint-Jean et d'Iberville;

Attendu qu'en vertu d'un contrat fait le 16 novembre 1916, devant T. Brassard, notaire, sous le numéro 4175 de ses minutes, le gouvernement de la province de Québec, la ville de Saint-Jean, la ville d'Iberville et MM. Laurin & Leitch ont fait un contrat pourvoyant à la construction dudit pont de la manière et aux conditions qui y sont mentionnées, lequel contrat fait partie de la présente loi comme cédule A;

Attendu qu'il a été convenu par ledit contrat qu'il serait sujet à ratification par la Législature de la province à sa présente session;

Attendu qu'il est nécessaire de ratifier ledit contrat et d'accorder aux municipalités intéressées certains pouvoirs additionnels afin d'assurer la construction dudit pont et son entretien pour l'avenir;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1 Geo. V
(1910), c. 65,
et 4 Geo. V,
c. 2, ab.

1. Les lois 1 George V (1ère session), chapitre 65, et 4 George V, chapitre 2, sont abrogées.

Contrat et
arrêté en con-
seil, validés.

2. Le contrat passé par le gouvernement de la province de Québec, les villes de Saint-Jean et d'Iberville et Laurin & Leitch, devant Téléphore Brassard, N. P., sous le numéro 4175 de ses minutes, le 16 novembre 1914, reproduit comme cédule A annexée à la présente loi, ainsi que l'arrêté en conseil y relatif, en date du 13 novembre 1914, et reproduit comme cédule B annexée à la présente loi, sont, par les présentes, déclarés valides et légaux et ratifiés à toutes fins que de droit.

Pont sur la
rivière Riche-
lieu.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, il est loisible au gouvernement de la province ou aux corporations desdites villes de Saint-Jean et d'Iberville, de construire et de maintenir un pont métallique, à circulation libre, sur la rivière Richelieu, avec tous les approches, culées et travaux nécessaires, entre la ville de Saint-Jean et la ville d'Iberville, et d'acquérir, si c'est nécessaire, par voie d'expropriation, tous terrains requis à cette fin.

Contrôle des
travaux.

Ces travaux de construction seront sous le contrôle du ministre des travaux publics et du travail.

Expropria-
tion.

Toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la présente loi est soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

Contribution
du gouverne-
ment.

4. Pour les fins de la construction dudit pont et de ses approches, culées et autres travaux accessoires, le gouvernement de la province est autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas \$98,000.00, aux termes et de la manière mentionnés dans ledit contrat en acompte sur le prix du contrat, savoir \$175,000.00, en sus de la cession faite par les deux villes de Saint-Jean et d'Iberville aux entrepreneurs de ce qui reste du fer de la structure achetée par lesdites villes, en 1910, de la *Dravo Contracting Company*.

5. La ville de Saint-Jean est également autorisée à contribuer et devra contribuer de ses deniers, pour les mêmes fins, jusqu'à concurrence d'une somme de \$16,666.67, et la ville d'Iberville est aussi autorisée à et devra contribuer de ses deniers, pour les mêmes fins, jusqu'à concurrence d'une somme de \$8,333.33, le tout payable de la manière mentionnée audit contrat.

6. La ville de Saint-Jean est également autorisée à et devra payer pour les approches, coût de royauté et autres travaux accessoires, une somme n'excédant pas \$5,933.33, et la ville d'Iberville est aussi autorisée pour les mêmes fins à dépenser une somme n'excédant pas \$2,966.67.

7. La ville de Saint-Jean est de plus autorisée à et devra payer la somme de \$20,783.25, pour dépenses encourues par elle pour la mise en exécution des lois 1 George V (1ère session), chapitre 65, et 4 George V, chapitre 2, et pour l'achat de la structure acquise, en 1910, de la *Dravo Contracting Company*; et les paiements déjà faits par ladite ville de Saint-Jean sur ladite somme de \$20,783.25 sont, par les présentes, ratifiés.

8. La ville d'Iberville est aussi autorisée à et devra payer la somme de \$5,423.71, pour dépenses encourues par elle pour la mise en exécution des lois 1 George V (1ère session), chapitre 65, et 4 George V, chapitre 2, et pour l'achat de la structure acquise, en 1910, de la *Dravo Contracting Company*; et les paiements déjà faits par ladite ville d'Iberville sur ladite somme de \$5,423.71 sont, par les présentes, ratifiés.

9. Aux fins d'effectuer le paiement de leur contribution respective, les conseils de la ville de Saint-Jean et de la ville d'Iberville sont revêtus de tous les pouvoirs nécessaires pour faire des règlements d'emprunts par émission de bons ou débentures ou autrement, sans autre formalité que l'approbation de tels règlements par la majorité des membres formant quorum desdits conseils.

Le règlement numéro 121 de la ville de Saint-Jean, autorisant un emprunt de \$16,666.66 $\frac{2}{3}$, en date du 4 juillet 1910, ainsi que le règlement numéro 25 de la ville d'Iberville, en date du 28 juin 1910, autorisant un emprunt de \$8,333.33 $\frac{1}{3}$, sont, par les présentes, abrogés.

Le pouvoir d'emprunt accordé par la présente loi, doit être interprété comme autorisant un ou des em-

prunts excédant la limite fixée dans les chartes respectives desdites villes.

Propriété du pont.

10. Le pont, une fois terminé, avec ses approches et tous ses accessoires, appartiendra en commun aux deux villes de Saint-Jean et d'Iberville, qui devront pourvoir à son entretien; et leurs droits et leurs responsabilités, y compris l'entretien, seront répartis entre elles dans la proportion suivante: les deux tiers à la ville de Saint-Jean et un tiers à la ville d'Iberville.

NOTE.—Cet article a été modifié par la loi 9 Geo. V, c. 8, s. 1.

Pont libre.

11. Le pont devra être libre et exempt de tous droits de péage.

Règlements conjoints.

12. Les villes de Saint-Jean et d'Iberville sont autorisées à adopter, par résolution de leurs conseils, réunis en assemblée conjointe, tous règlements nécessaires pour régir l'entretien et le libre usage dudit pont, et imposer des amendes à ceux qui violent tels règlements.

Publication des règlements.

Ces règlements seront sujets à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, et n'entreront en vigueur qu'après huit jours à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans deux journaux locaux du district, dont l'un publié en français et l'autre en anglais.

Questions controversées.

13. Toute question controversée entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville, relativement à l'entretien, aux réparations et à la réglementation dudit pont sera décidée, à défaut d'entente entre elles, par l'ingénieur du département des travaux publics et du travail de la province, dont la décision sera finale.

Entretien du pont.

14. Lesdites villes seront tenues d'entretenir ledit pont conformément aux instructions qu'elles pourront recevoir du département des travaux publics et du travail.

Contrats, etc.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil et lesdites villes de Saint-Jean et d'Iberville sont autorisées à faire avec le gouvernement fédéral et toute autre partie intéressée, tous contrats, marchés et conventions nécessaires pour donner effet à la présente loi.

NOTE.—L'article 15a a été ajouté par la loi 9 Geo. V, c. 8, s. 2.

16. Ledit pont pourra être ouvert au public, à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans deux journaux locaux du district, dont l'un publié en français et l'autre en anglais, d'un avis établissant qu'il a été terminé à la satisfaction du département des travaux publics et du travail. Ouverture du pont.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CÉDULE A

Devant moi, Téléphore Brassard, soussigné, notaire résidant et pratiquant dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville:

COMPARAISSENT:

1. Le gouvernement de la province de Québec, représenté et agissant aux présentes par l'honorable L.-A. Taschereau, ministre des travaux publics et du travail, en vertu d'un ordre en conseil, passé le treize novembre mil neuf cent quatorze, et dont copie est ci-annexée, pour faire partie des présentes;

2. "Laurin & Leitch", société en nom collectif, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, composé de MM. James Laurin, W.-C. Leitch, tous deux de la cité de Westmount, dit district, et de M. Trefflé Bastien de ladite cité de Montréal, ici représentée et agissant par ledit Trefflé Bastien;

3. La ville de Saint-Jean, représentée et agissant par son maire, M. Luc Papineau, en vertu d'une résolution du conseil de ladite ville, passée à sa séance du seize novembre, mil neuf cent quatorze, et dont copie est ici annexée pour faire partie des présentes;

4. La ville d'Iberville, représentée et agissant par son maire, M. Philibert Contant, en vertu d'une résolution du conseil de ladite ville d'Iberville, passée à sa séance du seize novembre, mil neuf cent quatorze et dont copie ci-annexée pour faire partie des présentes.

Et les comparants conviennent de ce qui suit:

Attendu que le gouvernement de la province de Québec désire construire un pont métallique, à circulation libre et exempt de tous droits de péage, sur la rivière Richelieu, entre la ville de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

Ladite société "Laurin & Leitch" s'oblige de faire et parfaire entièrement à ses dépens, en fournissant son travail, son industrie et aussi tous les matériaux bruts, préparés ou manufacturés, et, en un mot, tout ce qui peut être requis, suivant les lois de l'art et au dire des ingénieurs "Baulne & Mercier" et avec toutes les garanties de droit, notamment la garantie exprimée aux articles 1688 et suivants du Code civil de la province de Québec, savoir :

Un pont en acier, avec plancher tout en ciment ou en ciment et asphalte, (excepté le plancher des ponts en bascules qui seront en bois, pin rouge de la Colombie Anglaise, de quatre pouces d'épaisseur) sur la rivière Richelieu, avec tous les piliers, travaux et constructions nécessaires, de l'extrémité est de la rue Saint-Jacques, dans la ville de Saint-Jean, à l'extrémité ouest de la rue du Marché, dans la ville d'Iberville, (à l'endroit même où MM. Lemoine & Fils ont commencé des travaux pour l'érection d'un pont) suivant les plans et les devis, dont les originaux sont signés par les parties aux présentes, *ne varietur*, et laissés chez "Baulne & Mercier" pour référence, et dont les copies sont ci-annexées pour faire partie des présentes, et suivant soumissions adressées à l'honorable L.-A. Taschereau, ministre des travaux publics et du travail, et à M. L.-A. Vallée, ingénieur en chef des ponts de la province, le neuf juin, mil neuf cent quatorze, et dont copies sont ci-annexées pour faire partie des présentes et spécialement;

(A) Avec deux bascules, système Strauss (Strauss Trunnion Bascule) dont l'une,

(aa) Sur le canal Chambly, des dimensions indiquées auxdits plans et devis et munie d'un moteur et de toutes autres machines et accessoires électriques, comme aussi du mécanisme à main nécessaire pour le bon fonctionnement de ladite bascule, et dont l'autre,

(ab) Un peu à l'est du milieu de la rivière Richelieu, des dimensions indiquées auxdits plans et devis et munie du mécanisme à main seulement et accessoires nécessaires pour faire fonctionner ladite bascule, et

(B) Avec la tuyauterie nécessaire—(un tuyau de chaque côté)—pour y passer sur toute la longueur dudit pont les fils électriques pour l'éclairage dudit pont, ces tuyaux devant :

(ba) Être descendus au fond de la rivière, pour y traverser les deux parties à bascules, et remontés ensuite sur le plancher dudit pont et

(bb) A chaque longueur de quatre-vingts pieds, être coupés de T renversés, à fils, prêts à recevoir les tuyaux verticaux.

Mais attendu que les plans et les devis ci-annexés, préparés par les ingénieurs civils "Baulne & Mercier", lesquels assument les responsabilités desdits plans et devis, n'indiquent ni ne déterminent d'une façon spéciale les détails particuliers de construction du pillier d'appui de la traversé bascule—(Strauss Trunnion Bascule)—ci-dessus en second lieu mentionnée,—(ab)—il est spécialement convenu que ladite société "Laurin & Leitch" s'engage, entre autres, à exécuter cette partie de la construction suivant les plans de détails et de localisation que doivent fournir lesdits ingénieurs "Baulne & Mercier"—(lesquels en assument la responsabilité)—après les avoir fait approuver par le gouvernement du Canada, antérieurement à leur acceptation par le gouvernement provincial et suivant les instructions spéciales et à la satisfaction des ingénieurs du département des travaux publics et du travail de la province de Québec.

Ladite société "Laurin & Leitch" s'engage à commencer ledit pont sous dix jours d'aujourd'hui et à en poursuivre la construction de façon à ce qu'il soit terminé, à la satisfaction du département des travaux publics et du travail, pas plus tard que le premier mars, mil neuf cent seize; et ladite société "Laurin & Leitch" contracte ainsi cette obligation sous une pénalité de vingt-cinq piastres pour chaque jour qui suivra le premier mars, mil neuf cent seize, si alors le dit pont n'est pas terminé à la satisfaction du département des travaux publics et du travail, et ce, tant et aussi longtemps que le dit pont n'aura pas été terminé comme susdit.

Cette pénalité sera recouvrable par toutes voies que de droit et payable au gouvernement de la province de Québec, sans préjudice à toutes autres réclamations que le gouvernement de la province de Québec pourrait avoir contre ladite société "Laurin & Leitch" relativement à la construction dudit pont".

Ladite société "Laurin & Leitch" ne pourra demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de changement dans les plans et devis; ni sous celui d'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni pour aucune autre raison ou prétexte quelconque; à moins que ces changements ou ces augmentations ne soient autorisés par écrit et que les prix n'en aient été arrêtés entre les parties.

Ce pont sera construit pour le prix de cent soixante-quinze mille piastres, qui sera payé à ladite société "Laurin & Leitch" par paiements mensuels qui seront de quatre-vingts pour cent de la valeur des travaux exécutés mensuellement par ladite société "Laurin &

Leitch", à la satisfaction desdits "Baulne & Mercier". Mais les estimés mensuels que donneront les ingénieurs Baulne & Mercier ne constitueront pas une acceptation définitive de l'ouvrage exécuté, relativement au département des travaux publics et du travail.

La totalité de ces paiements de quatre-vingts pour cent ne devra pas excéder cent vingt-trois mille piastres. Le paiement de la balance dudit prix de construction sera sujet aux octrois du gouvernement du Canada, comme il est ci-après stipulé.

Pour autant dudit prix de cent soixante-quinze mille piastres..... \$175,000.00

Le gouvernement de la province de Québec s'engage à payer à ladite société Laurin & Leitch, acceptant, une somme de quatre-vingt-dix-huit mille piastres.....\$ 98,000.00

Pour montant dudit prix de construction, la ville de Saint-Jean s'engage à payer à ladite société "Laurin & Leitch" acceptant, une somme de seize mille six cent soixante-six piastres et soixante-sept centins..... 16,666.67

Pour autant dudit prix de construction, la ville d'Iberville s'engage à payer à ladite société "Laurin & Leitch" une somme de huit mille trois cent trente trois piastres et trente-trois centins..... 8,333.33

Et la balance ou somme de cinquante-deux mille piastres sera payable à même les octrois du gouvernement du Canada..... 52,000.00

\$175,000.00 \$175,000.00

De plus en considération de la construction du dit pont par ladite société "Laurin & Leitch" les villes de Saint-Jean et d'Iberville, cèdent et abandonnent à la dite société "Laurin & Leitch", acceptant, tout ce qui reste du fer de la structure achetée en l'année mil neuf cent dix par les villes de Saint-Jean et d'Iberville de la *Dravo Contracting Company*.

Cette cession est faite par les villes de Saint-Jean et

d'Iberville, à ladite société "Laurin & Leitch", sans garantie, quant à la qualité et à la quantité et sans garantie quelconque, ladite société "Laurin & Leitch" devant enlever ce fer aussitôt que requise.

Les villes de Saint-Jean et d'Iberville s'engagent à payer, les deux tiers pour la ville de Saint-Jean et un tiers pour la ville d'Iberville, tous droits de brevet (*Royalty*) pour lesdites bascules, systèmes Strauss. Les entrepreneurs étant libérés de toutes charges payables à la compagnie Strauss; ceci en outre de la somme de vingt-cinq mille piastres que lesdites villes se sont engagées à payer comme susdit. Lesdites villes s'engagent, de plus, de faire faire, à leurs dépens, dans les proportions susindiquées tous autres travaux de finition qui pourraient être nécessaires, y compris les approches.

Une fois le pont terminé somme susdit, si les cinquante-deux mille piastres (\$52,000.00) qui doivent être payées à même les octrois du gouvernement du Canada, ne sont pas payées, le pont restera la propriété de ladite société "Laurin & Leitch" tant et aussi longtemps que ladite somme de cinquante-deux mille piastres n'aura pas été payée; mais la société "Laurin & Leitch" sera tenue d'ouvrir ledit pont à la circulation, comme pont à circulation libre et exempt de tous droits de péage, du jour que le gouvernement de la province de Québec, lui paiera, ou s'engagera lui payer, intérêt au taux de cinq par cent par an (5%) sur ladite somme de cinquante-deux mille piastres (\$52,000.00) et ce tant et aussi longtemps que cet intérêt lui sera payé.

Mais dès que le pont aura été ouvert à la circulation comme susdit, il tombera sous la surveillance et l'entretien des villes de Saint-Jean et d'Iberville qui s'en chargeront et s'y engagent dans les proportions ci-après déterminées.

Il est de plus convenu entre les parties aux présentes que M. L.-A. Vallée, directeur des chemins de fer de la province de Québec, ou son représentant, aura le droit de surveiller les travaux de construction dudit pont et d'inspecter les matériaux qui y entreront. Et ladite société "Laurin & Leitch" s'oblige à se conformer strictement à toutes les instructions dudit L.-A. Vallée ou de son représentant relativement à la construction du pont et aux matériaux qui y entreront, et sa décision à ce sujet sera finale et sans appel. Les parties conviennent de plus que toutes les difficultés s'élevant entre elles au sujet de l'interprétation du présent contrat, la qualité des matériaux, seront référées audit

L.-A. Vallée où à son représentant, dont la décision à ce sujet sera finale et sans appel.

Le pont, une fois terminé et entièrement payé, appartiendra en commun aux deux villes de Saint-Jean et d'Iberville, qui devront pourvoir à son entretien conformément aux instructions qu'elles pourront recevoir du département des travaux publics et du travail, ce à quoi elles s'engagent par les présentes; et leurs droits et responsabilités y compris l'entretien seront répartis entre elles dans la proportion suivante:—les deux tiers à la ville de Saint-Jean et un tiers à la ville d'Iberville.

Et ce pont devra être entretenu et maintenu comme pont libre et exempt de droits de péage.

Interviennent MM. François Lemoine et Louis Lemoine, tous deux de la cité de Montréal entrepreneurs, et y faisant affaires ensemble sous la raison sociale "Lemoine & Fils."

Et les intervenants renoncent à tous droits et réclamations quelconques qu'ils ont pu avoir et prétendre ou qu'ils peuvent avoir et prétendre contre les villes de Saint-Jean et d'Iberville ou contre l'une d'elles, en vertu de tous contrats, actes, jugements et documents quelconques ou pour tous travaux, achats et dépenses de matériaux et pour tous déboursés, pas et démarches, ou pour toutes autres causes ou raisons que ce soit, en raison de la construction d'un pont sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville; et spécialement lesdits Lemoine & Fils s'engagent à retirer immédiatement l'action au montant de soixante-quatorze mille cinq cent soixante-une piastres et deux centins—(\$74,561.02) qu'ils ont intentée contre les villes de Saint-Jean et d'Iberville; cette action portant le numéro cent vingt-huit—(No 128) de la Cour supérieure, district d'Iberville, et toutes autres actions qu'ils auraient pu intenter contre les villes de Saint-Jean et d'Iberville ou contre l'une d'elles.

De plus lesdits François Lemoine et Louis Lemoine et chacun d'eux, s'engagent à ne jamais intenter d'action en justice contre les villes de Saint-Jean et d'Iberville, ni contre l'une d'elles, pour toutes causes d'actions antérieures aux présentes en raison de la construction d'un pont sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville.

De leur côté, les villes de Saint-Jean et d'Iberville s'engagent à payer, la ville de Saint-Jean pour les deux tiers et la ville d'Iberville pour un tiers, tous les frais taxables, à aujourd'hui, dans ladite cause numéro cent vingt-huit—(No 128).

Et les villes de Saint-Jean et d'Iberville et chacune d'elles, d'une part, et lesdits François Lemoine et Louis Lemoine et chacun d'eux, d'autre part; se donnent quittance mutuelle de toutes réclamations quelconques en raison de la construction d'un pont sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville.

Le présent contrat est sujet à ratification par la Législature à sa prochaine session et jusqu'à telle ratification, lesdites villes de Saint-Jean et d'Iberville n'encourront aucune responsabilité quelconque, relativement audit pont.

DONT ACTE: sous le numéro quatre mille cent soixante-quinze.

Et lecture faite, l'honorable L.-A. Taschereau et ledit Trefflé Bastien, pour ladite société "Laurin & Leitch", signent en ma présence, en la cité de Québec, le treize novembre, mil neuf cent quatorze.

Le dit Luc Papineau, pour ladite ville de Saint-Jean et ledit Philibert Contant, pour ladite ville d'Iberville, signent en ma présence, en ladite ville de Saint-Jean, le seize novembre, mil neuf cent quatorze.

Lesdits François Lemoine et Louis Lemoine signent en ma présence, en ladite cité de Montréal, le seize novembre mil neuf cent quatorze.

M. S.-A. Baulne, pour lesdits "Baulne & Mercier", signe en ma présence, en ladite cité de Montréal, le seize novembre, mil neuf cent quatorze.

Et je signe en même temps que ledit Luc Papineau et Philibert Contant en ladite ville de Saint-Jean, ledit seize novembre, mil neuf cent quatorze.

(Signé)	L. A. TASCHEREAU,
"	TREFFLÉ BASTIEN,
"	FRS LEMOINE,
"	LS LEMOINE,
"	S. A. BAULNE,
"	L. PAPINEAU,
"	P. CONTANT,
"	T. BRASSARD, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) T. BRASSARD.

CÉDULE B

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 13 novembre 1914, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 novembre 1914

Concernant la construction du pont métallique de Saint-Jean, sur la rivière Richelieu

L'honorable ministre des travaux publics et du travail, dans un mémoire en date du 13 novembre, 1914, recommande qu'il soit autorisé à signer un contrat entre le gouvernement de la province de Québec, MM. Laurin & Leitch, la ville de Saint-Jean et la ville d'Iberville pour la construction d'un pont métallique de Saint-Jean, sur la rivière Richelieu, d'après le projet ci-annexé.

Certifié,

(Signé A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

9 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AMENDANT LA LOI 5 GEORGE V, CHAPITRE 9, POUR-
VOYANT À LA CONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN
D'UN PONT MÉTALLIQUE À CIRCULATION LIBRE
SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU, ENTRE LES
VILLES DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

5 Geo. V, c.
9, s. 10, am.

1. La section 10 de la loi 5 George V, chapitre 9, est amendée en en remplaçant les mots: "un tiers à la ville d'Iberville", dans la dernière ligne, par les mots: "un sixième à la ville d'Iberville et un sixième au comté d'Iberville".

Id., s. 15a aj.

2. La section suivante est ajoutée après la section 15 de la loi 5 George V, chapitre 9:

Certains pou-
voirs exercés
conjointe-
ment.

"**15a.** Le comté d'Iberville exercera conjointement avec les villes de Saint-Jean et d'Iberville les différents pouvoirs qui leur sont conférés dans les sections 12, 13, 14 et 15 de la présente loi."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI POURVOYANT À LA CONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN
D'UN PONT SUR LA RIVIÈRE BATISCAN, POUR COM-
PLÉTER LA ROUTE MONTRÉAL-QUÉBEC

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au gouvernement de cette province de faire construire un pont sur la rivière Batiscan, vis-à-vis les points les plus rapprochés possible des extrémités des deux côtés de la rivière, de la route Montréal-Québec, avec tous les approches, culées et travaux nécessaires, à un prix n'excédant pas \$225,000.00 deux cent vingt-cinq milles piastres.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 8, s. 1.

2. Le gouvernement est autorisé à acquérir à l'amia-Expropriations. ble ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, approches ou autres travaux nécessaires. Toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la présente loi est soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

3. Pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de deux cent vingt-cinq mille piastres.

Ces obligations ou rentes inscrites sont émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et sont faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déter-

mine et sont payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indique.

NOTE.—Celle section a été modifiée par la loi 11 Geo. V, c. 8, s. 2.

Avances en attendant les emprunts.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi.

Perception de péages pour rembourser le coût.

5. Il peut être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la section 2, ainsi que le coût de construction dudit pont, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et remplacer un tarif des taux de péage exigibles de tous les conducteurs de véhicules-moteurs, pourvu qu'aucun tel taux de péage en soit perçu des habitants de la paroisse de Batiscan.

Tarif des taux de péage.

Exceptions.

NOTE.—Tarif des taux de péage. Voir arrêté en conseil du 10 mars 1922. 12 Geo. V, p. XI.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 8

LOI AMENDANT LA LOI 10 GEORGE V, CHAPITRE 5, CONCERNANT LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN D'UN PONT SUR LA RIVIÈRE BATISCAN

(Sanctionnée le 25 février 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

10 Geo. V, c. 5, s. 1, am.

1. La section 1 de la loi 10 George V, chapitre 5, est amendée en en remplaçant les chiffres et mots : "\$225,000.00 deux cent vingt-cinq mille piastres", dans les sixième et septième lignes, par les chiffres et mots : "\$500,000.00 cinq cent mille piastres".

Id., s. 3, am.

2. La section 3 de ladite loi est amendée en en remplaçant les mots : "deux cent vingt-cinq mille piastres", dans la treizième ligne, par les mots : "cinq cent mille piastres".

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 9

LOI POURVOYANT À LA CONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN
DES PONTS DE L'ÎLE PERROT

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il est loisible au gouvernement de cette province de faire construire des ponts sur le côté sud et sur le côté nord de l'île Perrot, pour relier l'île de Montréal à la terre ferme du côté de Vaudreuil, avec tous les approches, culées, piliers et travaux nécessaires, à un prix n'excédant pas six cent mille piastres.

Construction de ponts pour relier Montréal à la terre ferme.

NOTE.—Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 4, s. 1.

2. Le gouvernement est autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires à la construction desdits ponts. Toute expropriation nécessaire pour parvenir aux fins visées par la présente loi est soumise à la Loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Acquisitions d'immeubles, etc.

Expropriation.

3. Pour payer la construction de ces ponts et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de six cent mille piastres.

Paiement du coût des travaux.

Ces obligations ou rentes inscrites sont émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et sont faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine et sont payables, intérêt et principal, annuelle-

Intérêt, etc., des obligations, etc.

ment ou semi-annuellement ainsi qu'il le détermine et à l'endroit qu'il indique.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 15 Geo. V, c. 4, s. 2.*

Avances autorisées.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi.

Péages sur ces ponts.

5. Afin de rencontrer le montant des emprunts contractés et les avances faites pour la construction desdits ponts, il peut être perçu et prélevé des péages sur lesdits ponts, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender ou remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

NOTE.—*Voir arrêté en conseil du 12 décembre 1923. Gazette officielle de 1923, p. 3898.*

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI MODIFIANT LA LOI POURVOYANT À LA CONSTRUCTION ET À L'ENTRETIEN DES PONTS DE L'ÎLE PERROT

(Sanctionnée le 4 mars 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

11 Geo. V, c. 9, s. 1, mod.

1. La section 1 de la loi 11 George V, chapitre 9, est modifiée en y remplaçant les mots: "six cent mille piastres," dans la sixième ligne, par les mots: "huit cent cinquante mille dollars".

11 Geo. V, c. 9, s. 3, mod.

2. La section 3 de ladite loi est modifiée en y remplaçant les mots: "six cent mille piastres", dans la treizième ligne du premier alinéa, par les mots: "huit cent cinquante mille dollars".

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 10

LOI POURVOYANT À L'ABOLITION DES PONTS DE PÉAGE DANS
LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU qu'il existe dans la cité des Trois-Rivières Préambule. sur la rivière Saint-Maurice, deux ponts de péage sur lesquels des taux élevés sont prélevés, et que ce prélèvement constitue une entrave au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la circulation libre dans cette partie de la province;

Attendu que lesdits ponts sont la propriété de la cité des Trois-Rivières, et qu'en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 59, ladite cité a émis des débentures au montant de \$26,000.00 avec intérêts à 5%, payables les premiers mai et novembre de chaque année, et échéant le premier mai 1929, avec fonds d'amortissement;

Attendu qu'en vertu de la loi 1 Édouard VII, chapitre 44, ladite cité a également émis des débentures au montant de \$125,000.00 à cinquante ans du premier novembre 1908 et échéant le premier novembre 1958, avec intérêts à 4½%, payables les premiers mai et novembre de chaque année, avec fonds d'amortissement;

Attendu que l'intérêt annuel sur lesdites débentures de \$26,000.00 s'élève à la somme de \$1300.00 et que l'amortissement s'élève à la somme de \$429.00;

Attendu que l'intérêt sur lesdites débentures au montant de \$125,000.00 s'élève à la somme de \$5,625.00 par année, et que l'amortissement s'élève à la somme de \$1250.00;

Attendu, en conséquence, que l'intérêt et l'amortissement annuels sur toutes les débentures ci-dessus mentionnées s'élèvent à la somme de \$8,604.00;

Attendu que lesdites débentures ont été émises pour pourvoir à la construction des anciens et nouveaux ponts sur la rivière Saint-Maurice, que la somme totale d'iceux s'élève à \$151,000.00, et que la cité des Trois-Rivières est tenue de prélever des taux pour pourvoir au paiement des intérêts et du fonds d'amortissement desdites débentures;

Attendu qu'il est de l'intérêt public de rendre lesdits ponts libres et exempts de péage et que, pour les libérer, il est nécessaire de pourvoir autrement au paiement des intérêts annuels et de l'amortissement desdites débentures;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Paiement de l'intérêt et de l'amortissement sur certaines débetures.

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner le paiement, à même le fonds consolidé du revenu de la province, d'une somme annuelle égale aux deux tiers de l'intérêt et de l'amortissement, payable annuellement, sur les débetures ci-dessus mentionnées, jusqu'à la date de leur extinction complète, pourvu que la cité des Trois-Rivières, sur résolution de son conseil à cet effet, assume le paiement de l'autre tiers, ce qu'elle est autorisée à assumer par la présente loi.

Abolition des droits de péage.

2. Dès qu'un contrat à cet effet aura été passé entre le gouvernement et la cité des Trois-Rivières, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre une proclamation déclarant lesdits ponts libres et exempts de tous droits de péage, et, à partir de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, il ne pourra plus être perçu par la cité des Trois-Rivières ni par qui que ce soit, aucun taux de péage quelconque sur lesdits ponts, qui seront absolument libres et exempts de tous péages.

NOTE.—Proclamation du 5 juillet 1915. *Gazette officielle de 1915*, p. 1722.

Propriété des ponts.

3. A partir de la publication de ladite proclamation, tel que mentionné dans la section 2, lesdits ponts resteront la propriété exclusive de la cité des Trois-Rivières, qui devra les entretenir à ses frais et pourvoir à leur reconstruction ultérieure lorsque nécessaire, le tout suivant les instructions du département des travaux publics et du travail de la province de Québec.

Paiement des intérêts aux porteurs de débetures.

4. Le paiement des intérêts devra être fait aux porteurs des débetures à la date et de la manière prévues par lesdites débetures, dans la proportion d'un tiers par la cité des Trois-Rivières et de deux tiers par le gouvernement de la province.

Fonds d'amortissement.

5. La cité des Trois-Rivières devra conserver la partie du fonds d'amortissement accumulé jusqu'à ce jour, et continuer à y verser le tiers auquel elle est tenue jusqu'à l'extinction desdites débetures.

Idem.

6. Le gouvernement de la province devra également pourvoir à la partie du fonds d'amortissement desdites débetures à laquelle il est tenu en vertu de la présente loi jusqu'à l'extinction desdites débetures.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 6

LOI CONCERNANT LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT
AU COÛT DE RÉPARATIONS DES PONTS SUR LA RIVIÈRE
SAINT-AURICE, AUX TROIS-RIVIÈRES

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU que l'état actuel des deux ponts sur la Préambule.
rivière Saint-Maurice, aux Trois-Rivières, néces-
site des réparations urgentes;

Attendu que lesdites réparations, au coût approxima-
tif de cent cinquante mille dollars, sont à la charge de la
cité des Trois-Rivières; et

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que le gouver-
nement de cette province supporte une partie de la dé-
pense à encourir pour lesdites réparations;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autori-
ser le trésorier de la province à payer, à même le fonds Contribution
du gouverne-
ment au coût
de réparations
des ponts aux
3-Riv.
consolidé du revenu, jusqu'à concurrence des deux tiers
du montant total de la dépense à encourir pour réparer
les ponts sur la rivière Saint-Maurice, aux Trois-Ri-
vières, une somme n'excédant pas en tout cent mille
dollars.

2. Le ministre des travaux publics et du travail, au Procédure.
fur et à mesure que les estimés progressifs lui sont four-
nis, transmet au trésorier de la province, avec une copie
de ces estimés, une demande approuvée par lui énonçant
le montant que le gouvernement doit payer; et le tréso-
rier de la province est autorisé à payer, à même le fonds
consolidé du revenu, le montant ainsi requis jusqu'à
concurrence des deux tiers du coût total de l'entreprise,
mais n'excédant pas en tout la somme de cent mille
dollars.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vi-
gueur.
sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 19

LOI CONCERNANT LE PONT SUR LA RIVIÈRE MONTMORENCY

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Réparation,
etc., du pont
sur la rivière
Montmoren-
cy, etc.

Site.

Qui peut être
appelé à con-
tribuer.

Fixation du
montant et de
l'échéance des
contributions.

Contribution
par verse-
ments, etc.

Conditions
d'utilisation
du pont pour
les trams.

Entrée en vi-
gueur.

1. La Commission des services publics de Québec, à la requête de toute personne, peut ordonner les travaux qu'elle juge à propos pour reconstruire, réparer ou entretenir le pont carrossable qui traverse la rivière Montmorency près de son embouchure et désigner dans chaque cas la personne sous la direction de laquelle les travaux sont exécutés. Elle peut ordonner que ce pont soit reconstruit à l'endroit du pont actuel ou à un autre endroit, entre la chute et l'endroit du pont actuel.

2. Elle peut, de la même manière, déterminer le territoire tenu de contribuer à la reconstruction, à la réparation et à l'entretien de ce pont, et la base de ces contributions.

3. La commission peut aussi fixer le montant et l'échéance de la contribution que doit acquitter dans chaque cas, chaque corporation de cité, de ville, de village, de campagne, ou de comté, ayant juridiction sur les différentes parties du territoire tenu de contribuer aux travaux de reconstruction, de réparation et d'entretien du pont.

4. La commission peut, pour des raisons valables, permettre, aux conditions qu'elle fixe, à une corporation municipale, d'acquitter une contribution par versements et fixer l'échéance de chacun de ces versements.

5. La commission peut régler les conditions suivant lesquelles il peut être permis à une personne ou à une compagnie d'utiliser le pont sur la rivière Montmorency pour la circulation des tramways.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 28

LOI AMENDANT LES LOIS RELATIVES À LA TENURE DES TERRES AUX ÎLES DE LA MADELEINE

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 9 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, tel que remplacé par la loi 59 Victoria, chapitre 38, section 1, est de nouveau remplacé par les suivants:

"9. Le rachat pourra se faire chaque année entre le premier mai et le premier novembre, mais le paiement de la part de l'occupant devra se faire en un, deux, trois ou quatre versements, à son choix, comprenant les deux tiers du capital à payer et les arrérages de rente dus jusqu'au jour du rachat sur le ou les immeubles qu'il s'agit de libérer.

Si l'occupant a choisi de faire le rachat du capital de la rente en plusieurs versements n'excédant pas quatre, ces versements devront être égaux et annuels et un intérêt de six pour cent par année sera exigible sur les versements à échoir et sera payable lors de l'échéance du versement alors prochain.

Dans le cas du rachat du capital de la rente par versements, la part à laquelle le gouvernement est tenu ne sera exigible, avec intérêt à quatre pour cent par an à compter de la date du rachat, que lors du paiement du dernier versement dû par l'occupant.

"9a. Si plusieurs immeubles sont compris dans le même titre ou sont occupés sans titre, mais pour lesquels, dans les deux cas, il est payé une somme en bloc comme rente annuelle, l'occupant pourra racheter un seul ou plusieurs de ses immeubles en un seul ou en plusieurs versements égaux et annuels n'excédant pas quatre, et la base du montant à payer comme capital du rachat sera la rente à tant l'acre qui a servi à former le montant en bloc payé comme rente annuelle, en tenant compte du nombre total d'acres occupés."

2. Les articles suivants sont insérés dans la loi 58 Victoria, chapitre 45, après l'article 11, tel que remplacé par la loi 60 Victoria, chapitre 14, section 2:

"11a. L'article 11 s'applique au fidéicommissaire, *mutatis mutandis*, quand l'occupant a choisi de faire le rachat de ren-

58 V., c. 45,
s. 9, remp.Mode de ra-
chat.Part du gou-
vernement.Dans le cas de
plusieurs im-
meubles pour
lesquels une
somme en
bloc est payée
comme rente
annuelle.

Id., 11c à 11g.

Acte portant
rachat de ren-

te par verse-
ments. rachat du capital de la rente par versements, mais il est du devoir dudit fidéicommissaire de dresser un acte portant rachat de rente par versements, en faveur du débiteur, dans la forme de la cédule B ou dans toute autre forme au même effet.

Privilège du
bailleur de
fonds. "11b. Le propriétaire des îles de la Madeleine, notwithstanding l'acte portant rachat de rente par versements signé par le fidéicommissaire, conservera sur le lot ou lopin de terre ainsi libéré, le privilège spécial du bailleur de fonds tant que tous les versements n'auront pas été payés avec intérêts et arrérages de rente sur iceux.

Forme de l'ac-
te de rachat
de rente par
versements. "11c. L'acte portant rachat de rente par versements devra être fait en double, être signé par le fidéicommissaire et l'occupant devant deux témoins, et être enregistré, à la diligence de l'occupant devenu propriétaire du fonds ainsi libéré de la rente mais non encore du privilège du bailleur de fonds.

Paiement des
versements. "11d. Les versements devront être faits entre les mains du fidéicommissaire qui en délivrera un reçu en double.

L'occupant devenu propriétaire pourra déposer au bureau d'enregistrement, s'il le juge à propos, le double du reçu qui lui aura été ainsi délivré, et ce reçu ainsi déposé sera considéré comme équivalant à une quittance pour autant.

Dès qu'il apparaîtra par les reçus ainsi déposés au bureau d'enregistrement ou gardés en la possession du fidéicommissaire ou de l'occupant devenu propriétaire, que le montant entier du capital de la rente a été payé, y comprise la part exigible du gouvernement, il sera du devoir dudit fidéicommissaire de signer en double une déclaration à cet effet. Cette déclaration signée en la présence de deux témoins et faite dans la forme de la cédule C, ou dans toute autre forme au même effet, devra être déposée au bureau d'enregistrement, à la diligence de l'occupant devenu propriétaire, pour valoir comme quittance finale. Le dépôt de cette quittance comme susdit aura pour effet de racier le privilège spécial de bailleur de fonds enregistré en faveur du propriétaire des îles de la Madeleine.

Négligence à
payer les ver-
sements. "11e. Si l'occupant devenu propriétaire néglige de payer un versement dans le mois qui suit l'échéance de ce versement, le propriétaire des îles de la Madeleine, ou son agent, pourra faire remise, sans intérêt, à la personne y ayant droit, des sommes déjà payées, en retenant toutefois sans intérêt une somme équivalente au montant de la rente constituée qui aurait été exigible si l'acte portant rachat de rente par versements n'avait pas été passé.

Cette remise pourra aussi être faite au fidéicommissaire pour être retournée à la personne y ayant droit.

"11f. Dès que le fidéicommissaire, à la demande du propriétaire des îles ou de son agent, ou de sa propre initiative, aura constaté qu'un versement échu n'a pas été payé, et que la remise fixée par la loi a été faite, il sera de son devoir de signer en double une déclaration à cet effet en la présence de deux témoins. Cette déclaration pourra être faite dans la forme de la cédule D ou dans toute autre forme au même effet.

Déclaration
lors du non-
paiement des
versements.

Un double de la déclaration, à la diligence de toute partie intéressée, devra être enregistré au bureau d'enregistrement. L'enregistrement aura pour effet d'annuler l'acte portant rachat de rente par versements et de rétablir la rente, comme ci-devant, à compter de l'enregistrement, le tout sans préjudice du droit de l'occupant de réclamer toute somme quelconque qui ne lui aurait pas été remise suivant les dispositions de la présente loi.

Enregistre-
ment de la dé-
claration.

"11g. Les articles 1484 et suivants des Statuts refondus, 1909, s'appliquent, *mutatis mutandis*, quand la personne à laquelle une remise peut être faite en vertu de la présente loi, néglige ou refuse de la recevoir ou est absente de la province".

Dispositions
applicables.

3. L'article suivant est inséré dans la loi 58 Victoria, 58 V., c. 45, chapitre 45, après l'article 13a, tel qu'édicte par la loi 60 Victoria, chapitre 14, section 3:

s. 13b, aj.

"13b. Si l'occupant a choisi de racheter le capital de la rente par versements égaux et annuels n'excédant pas quatre de sa part contributoire dans le paiement dudit capital, le greffier devra en prévenir aussitôt le ministre des terres et forêts.

Avis au mi-
nistre des ter-
res et forêts.

Dès que l'acte portant rachat de rente par versements aura été signé, le greffier devra indiquer au ministre des terres et forêts l'époque à laquelle la part du gouvernement sera exigible en vertu de l'article 9.

Au moins trente jours avant la date de l'échéance du dernier versement, le greffier préviendra le ministre des terres et forêts que, à cette échéance, le tiers du capital de la rente avec intérêt à quatre pour cent à compter de la date du rachat, sera exigible du gouvernement. Le ministre des terres et forêts obtiendra du trésorier de la province et enverra audit greffier, pour l'époque de l'échéance, une somme suffisante pour couvrir le montant que le gouvernement doit payer en vertu de l'article 9."

4. L'article 14 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, est remplacé par le suivant:

Id., s. 14.
remp.

Remise des
montants re-
cus.

"14. Si le propriétaire desdites îles, ou son agent, se présente, au jour mentionné dans l'avis, au bureau dudit greffier pour y recevoir le capital du rachat de la rente et des arrérages dus jusque là, ou une partie d'iceux payable par versements conformément à l'article 9, ledit greffier devra alors lui remettre le montant ainsi reçu, selon que l'occupant aura choisi de se libérer en un seul ou plusieurs versements, et délivrer immédiatement à la personne faisant ce rachat un titre rédigé suivant la cédule contenue dans la loi originaire 58 Victoria, chapitre 45, ou suivant la cédule B, selon le cas."

Id., s. 15, am.

5. L'alinéa suivant est ajouté à l'article 15 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, tel qu'amendé par la loi 60 Victoria, chapitre 14, section 4:

Dépôts au bu-
reau du Tré-
sor.

"Si l'occupant a choisi de racheter le capital de la rente par versements et que le propriétaire des îles, ou son agent, ne se présente pas au bureau du greffier comme susdit, ledit greffier, en sa qualité de fidéicommissaire, recevra de la personne faisant le rachat le montant qu'elle est tenue de payer comme premier versement, et le déposera au bureau du trésorier de la province, conformément à l'article 1484 des Statuts refondus, 1909, pour ledit propriétaire, ou son agent, qui pourra le retirer.

Octroi des ti-
tres.

Quand le montant du premier versement aura été ainsi reçu par ledit greffier, il devra procéder à donner le titre mentionné dans les articles 11a, 11b et 11c à la personne y ayant droit."

Id., s. 16, am.

6. L'alinéa suivant est ajouté à l'article 16 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, tel qu'amendé par la loi 60 Victoria, chapitre 14, section 5:

Applications

"Le présent article s'applique, *mutatis mutandis*, quand l'occupant a choisi de racheter le capital de la rente par versements."

Id., s. 22, am.

7. L'article 22 de la loi 58 Victoria, chapitre 45, est amendé en y insérant, après les mots: "en payant", dans la troisième ligne, les mots: "au moyen d'un seul ou de plusieurs versements n'excédant pas quatre, sa part contributoire dans".

Disposition
applicable.

8. La section 4 de la loi 59 Victoria, chapitre 38, s'applique à la présente loi.

Cédules aj.

9. Les cédules suivantes sont insérées à la fin de la loi 58 Victoria, chapitre 45:

CÉDULE B

(Art. 11a)

Acte portant rachat de rente par versements

Sachez par ces présentes que je, _____, fidéicommissaire agissant en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, 59 Victoria, chapitre 38, 60 Victoria, chapitre 14, et 5 George V, chapitre 28, pour et en considération de la somme totale de \$ _____ sur laquelle je reconnais avoir reçu en acompte, pour le propriétaire des îles de la Madeleine, la somme de \$ _____ représentant le premier de deux (*trois ou quatre*) versements, (*selon le cas*), sur la part contributoire payable par l'occupant pour le rachat du capital de la rente affectant le lot désigné comme suit:

(*et les arrérages de rente, s'il y en a*), déclare, en vertu desdites lois, ledit lot libre et déchargé de la rente payable jusqu'à présent audit propriétaire et de tous droits à ladite rente.

Toutefois ledit lot demeure affecté, en faveur du propriétaire des îles de la Madeleine, du privilège spécial du bailleur de fonds, tant que tous les versements n'auront pas été payés avec intérêts et arrérages sur iceux, aux termes de la loi.

Les versements seront payables aux époques suivantes:

Le premier versement, ce jour _____

Le deuxième versement, le _____

Le troisième versement, le _____

Le quatrième versement, le _____

A défaut, par moi, occupant dudit lot, devenu propriétaire par le présent acte, de payer un versement dans le mois qui suit l'échéance dudit versement, le propriétaire des îles de la Madeleine, ou son agent, pourra me faire remise des sommes déjà payées, suivant les prescriptions de la loi, et la rente constituée, rachetée par le présent acte, sera rétablie comme ci-devant, dès que la remise aura été constatée suivant les exigences de la loi, et qu'une déclaration à l'effet ci-dessus aura été enregistrée au bureau d'enregistrement.

Fait à _____, ce _____ jour de _____ 19 _____.

Signé, scellé et délivré en
double en présence de _____

CÉDULE C

(Art. 11d)

Déclaration pour valoir comme quittance finale

Sachez, par ces présentes, que je _____, fidéi-commissaire agissant en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, 59 Victoria, chapitre 38, 60 Victoria, chapitre 14, et 5 George V, chapitre 28, ayant constaté que tous les versements exigibles sur le rachat du capital de la rente affectant le lot de terre désigné comme suit : _____ et dus en vertu d'un acte portant rachat de rente par versements, enregistré au bureau d'enregistrement de _____, sous le No _____, ont été faits _____, donne quittance complète et finale de _____ et demande que le privilège spécial du bailleur de fonds affectant ledit lot, en faveur du propriétaire des îles de la Madeleine, soit radié.

Fait à _____, ce _____ jour de _____, 19. _____

Signé, scellé et délivré en double
en présence de _____.

CÉDULE D

(Art. 11f)

Déclaration constatant remise des sommes versées pour le rachat de la rente

Sachez, par ces présentes, que je _____, fidéi-commissaire agissant en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, 59 Victoria, chapitre 38, 60 Victoria, chapitre 14, et 5 George V, chapitre 28, ayant constaté que le deuxième (troisième ou quatrième, selon le cas) versement pour le rachat du capital de la rente affectant le lot ou lopin de terre désigné comme suit : _____ et libéré de toutes rentes futures avec privilège de bailleur de fonds en vertu d'un acte en date du _____ et enregistré sous le No _____, n'a pas été fait, déclare que la somme de _____ représentant les sommes déjà _____

payées sans intérêt sur icelles, moins, toutefois, la somme de _____ représentant, sans intérêt, le montant de la rente constituée qui aurait été exigible si l'acte portant rachat de rente par versements n'avait pas été passé, a été remise à _____ y ayant droit comme _____ (ou selon le cas) à moi fidéicommissaire, pour être remise à _____ y ayant droit comme

Fait à _____, ce jour de _____ 19 _____.

Signé, scellé et délivré en double
en présence de _____.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en
sanction. vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 99

LOI RELATIVE AUX CONSTITUTS ET AU RÉGIME DE TENURE DANS LA CITÉ DE HULL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU que, par la loi 13 George V, chapitre 94, Préambule.
section 10, il est statué qu'il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la Commission des services publics de Québec de s'enquérir des titres et contrats en vertu desquels certains terrains et emplacements sont détenus dans la cité de Hull;

Attendu que ladite commission, en conformité de ladite loi, a tenu une enquête et a entendu un grand nombre de personnes qui lui ont fait des représentations;

Attendu que ladite enquête a révélé le fait qu'une grande partie de la cité de Hull est détenue sous un régime de baux appelés constituts, en vertu desquels les propriétaires retiennent la propriété de ces terrains ou lots, mais les louent à des personnes qui y ont érigé et construit, à leurs frais, des maisons et des bâtiments;

Attendu qu'il a été représenté que ces baux, à leur expiration, ont, dans beaucoup de cas, été renouvelés à un loyer considérablement augmenté;

Attendu qu'en conséquence les locataires, propriétaires des maisons et bâtiments, n'ayant aucun titre à ces immeubles, peuvent être appelés à tout moment à déguerpir et perdre ainsi le fruit de leurs impenses et de leurs améliorations;

Attendu que cet état de chose nuit considérablement au développement de la cité de Hull, arrête la construc-

tion et empêche des améliorations que les locataires voudraient apporter à l'immeuble;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Droit d'achat
de certains
terrains par
certains occu-
pants, etc.

1. Les lots ou terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut, dans les quartiers Nos 1, 2, 3, 3a, 4 et 5 de la cité de Hull, et sur lesquels le détenteur, le locataire, le débirentier ou leurs auteurs, ont construit à leurs frais une maison qui sert de logement ou de place d'affaires au locataire ou détenteur actuel de l'immeuble ou y ont fait des améliorations, dont la valeur égale ou excède celle du lot ou du terrain, peuvent être acquis par ce dernier, en pleine propriété, en en payant la valeur au propriétaire après l'accomplissement des formalités ci-après énoncées.

Durée de ce
droit.

2. Ce droit d'acquisition peut être exercé pendant trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Offre au pro-
priétaire, etc.

3. Le locataire ou détenteur de l'immeuble offre au propriétaire, ou à son agent si le propriétaire ne réside pas dans la cité de Hull, le prix qu'il entend lui payer pour l'immeuble. Cette offre est faite par un écrit qui doit indiquer le numéro cadastral de l'immeuble, le montant auquel il évalue les améliorations qu'il a faites, et contenir un avis au propriétaire lui signifiant la volonté du locataire ou détenteur d'acquérir l'immeuble pour le prix qu'il offre et d'en faire fixer le prix par la Commission des services publics de Québec, si le propriétaire refuse de vendre volontairement l'immeuble pour ce prix, ou s'il n'a pas consenti à vendre dans les huit jours qui suivent la signification de l'avis.

Forme de l'é-
crit reçu par
un notaire.

4. L'écrit peut être fait par un notaire sous forme de sommation ou de mise en demeure et signifié au propriétaire ou à l'agent par le notaire qui l'a dressé. Il peut être aussi sous seing privé, pourvu qu'il soit fait en double et qu'il porte la signature de deux témoins, dont l'un atteste sous serment, devant un juge, un magistrat, ou devant tout fonctionnaire autorisé à recevoir les serments, qu'il était présent à la signature de l'écrit et qu'il a vu le locataire ou détenteur de l'immeuble ainsi que l'autre témoin y apposer leurs signatures.

Signification
de l'écrit sous
seing privé.

Lorsque l'écrit est sous seing privé, il est signifié au propriétaire ou à son agent par un huissier de la Cour

supérieure, qui en dresse un procès-verbal de signification, comme dans les cas ordinaires.

5. Dans le cas où le propriétaire ne réside pas et n'est pas représenté par un agent dans la cité de Hull, l'écrit peut être fait en double sous seing privé, de la manière indiquée dans l'article 4, et signifié par lettre recommandée à l'adresse du propriétaire ou à sa dernière adresse connue, déposée au bureau de poste de la cité de Hull par un des témoins signataires, qui atteste ensuite sous serment, devant un juge, un magistrat, ou devant tout fonctionnaire autorisé à recevoir les serments, qu'il a lui-même déposé au bureau de poste, sous pli recommandé, un double de l'écrit annexé à sa déposition.

Signification de l'avis quand le propriétaire ne réside pas à Hull.

6. Si, dans les trente jours de la signification de l'avis, le propriétaire n'a pas consenti à vendre l'immeuble pour le prix offert dans l'avis, le locataire ou détenteur peut s'adresser par requête à la Commission des services publics de Québec, pour lui demander de confirmer l'offre qu'il a fait ou de fixer elle-même le prix du lot ou terrain et d'ordonner au propriétaire de lui passer titre sur paiement dudit prix.

Requête à la commission des services publics.

7. La requête doit exposer les faits qu'il importe à la commission de connaître pour apprécier le litige et être en mesure de fixer le prix de vente. Elle doit être accompagnée d'une déposition sous serment du requérant et d'un extrait du rôle d'évaluation certifié par le greffier ou le trésorier de la cité de Hull indiquant le montant de l'évaluation municipale de l'immeuble pendant l'année 1921-1922.

Contenu de la requête.

Déposition à l'appui.

Évaluation municipale.

8. La requête doit être signifiée au propriétaire, ou à son agent si le propriétaire ne réside pas dans la cité de Hull, mais sans avis de la date de sa présentation. Le requérant l'expédie par la poste au secrétaire de la commission, à Québec.

Signification de la requête.

Dans le cas où le propriétaire ne réside pas et n'est pas représenté par un agent dans la cité de Hull, la signification de la requête est faite suivant l'article 5.

Signification par lettre recommandée.

Le propriétaire ou son agent peut y répondre par écrit et envoyer sa réponse par la poste au secrétaire de la commission, après l'avoir fait signifier au locataire ou détenteur de l'immeuble.

Réponse et signification.

Le secrétaire donne aux parties en cause, par lettres recommandées, un avis d'au moins huit jours de l'heure,

Avis d'audition.

du jour et du lieu où la Commission des services publics de Québec siégera pour les entendre.

Instruction. 9. L'instruction se fait sommairement sans qu'il soit nécessaire de faire prendre les témoignages par écrit.

Sentence sans appel. La sentence de la commission est finale et sans appel.
Adjudication des frais. Les frais sont à la charge du locataire ou détenteur, si le prix fixé par la commission est supérieur au montant offert au propriétaire en vertu de l'article 3, sinon ils sont à la charge du propriétaire.

Montant maximum du prix d'achat. 10. Le prix que la commission peut fixer pour l'achat de chaque lot ou terrain ne peut excéder un montant égal à une fois et demie la valeur de l'immeuble inscrite au rôle d'évaluation de la cité de Hull pour l'année 1921-1922; si le terrain et les constructions ne sont pas évaluées séparément, déduction sera faite de la valeur des constructions et améliorations. Le montant de la déduction à faire est établie par toute preuve que la commission peut exiger.

Effet de l'ordonnance de la commission des services publics. 11. L'ordonnance de la commission fixant le prix de vente a pour effet d'obliger le propriétaire ou son agent à passer un titre de propriété en faveur du locataire ou détenteur, dans les trente jours de la date de l'ordonnance et sur paiement du prix fixé par elle. Elle oblige aussi le locataire ou détenteur à acheter l'immeuble, si le prix qu'elle fixe n'est pas supérieur au montant offert en vertu de l'article 3. Si le prix est supérieur à l'offre, le locataire ou détenteur peut, à son gré, se désister, dans un délai de quinze jours après le prononcé de la sentence, de son droit d'acheter, ou déclarer qu'il consent à acheter l'immeuble à ce prix.

Dépôt du prix et récépissé. 12. Si le locataire ou détenteur est obligé d'acheter l'immeuble, ou consent à l'acheter, selon le cas, il doit, dans un délai de trente jours après la date de l'ordonnance de la commission, si le propriétaire ou son agent n'a pas alors offert de lui consentir un acte de vente, déposer le montant du prix fixé par l'ordonnance entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, qui le reçoit en sa qualité d'agent du trésorier de la province, et lui en délivre un récépissé avec une copie certifiée de sa signature.

Signification du récépissé. Le locataire ou détenteur fait alors signifier le récépissé au propriétaire ou à son agent, selon le cas, en lui faisant remettre la copie certifiée par le protonotaire.

Titre ou document en tenant lieu. Le propriétaire ou l'agent est tenu de consentir, dans les huit jours de la signification, un acte de vente au

locataire ou détenteur suivant les termes de l'ordonnance de la commission. S'il refuse ou néglige de le faire dans ce délai, l'ordonnance de la commission des services publics de Québec tient lieu de titre, et l'enregistrement d'une copie de cette ordonnance, avec le récépissé du protonotaire du prix de vente, rend le locataire ou détenteur propriétaire de l'immeuble.

13. En tout temps avant l'audition de l'affaire par la Commission des services publics de Québec, les parties peuvent convenir de faire fixer le prix de vente par trois arbitres, l'un choisi par le propriétaire, un autre par le locataire ou détenteur, le troisième devant être l'estimateur en chef de la cité de Hull. Prix fixé par arbitres si les parties y consentent.

Le prix fixé par ces arbitres ne doit pas excéder celui que la Commission des services publics de Québec a le droit de fixer en vertu de l'article 10. Prix maximum.

14. Les arbitres procèdent au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins dix jours aux parties intéressées. Les arbitres procèdent, après avis.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment, qu'ils sont autorisés à recevoir, les arbitres donnent leur décision au moyen d'un certificat signé par eux ou par la majorité d'entre eux, et déposent ce certificat au bureau du greffier de la cité de Hull. Décision des arbitres.

15. Si la sentence des arbitres est conforme aux prescriptions de l'article 10 quant au montant du prix de vente, elle est finale et sans appel, et obligatoire pour l'une et l'autre des parties. Décision finale et sans appel.

Si elle n'est pas conforme aux prescriptions dudit article, les arbitres n'ont droit à aucune indemnité et sont responsables des frais encourus pour l'arbitrage par chacune des parties. En outre, la sentence est nulle de plein droit, et le locataire ou détenteur peut immédiatement s'adresser à la Commission des services publics de Québec, conformément aux dispositions de la présente loi. Indemnité des arbitres. Nullité de la décision, dans certains cas.

16. Lorsque les arbitres ont rendu leur décision, le locataire ou détenteur peut contraindre le propriétaire à lui transporter la propriété de l'immeuble, en procédant de la manière prescrite par l'article 12, et l'enregistrement du récépissé délivré par le protonotaire, et d'une copie de la sentence arbitrale certifiée par le greffier de la cité de Hull, a le même effet que l'enregistrement prévu par ledit article 12. Transport de la propriété et documents qui en tiennent lieu.

Usufruitiers,
grevés, tu-
teurs, etc.

17. L'usufruitier ou le grevé de substitution possédant en cette qualité un ou des terrains auxquels s'applique la présente loi, le tuteur, le curateur, l'exécuteur testamentaire, l'administrateur, l'agent ou procureur du propriétaire d'un ou de plusieurs de ces terrains, sont considérés comme propriétaires desdits terrains et ont tous les droits et sont soumis à toutes les obligations d'un propriétaire pour les fins de la présente loi.

Tarif des
frais.

18. La Commission des services publics de Québec doit faire le tarif sur toutes les procédures en vertu de la présente loi, y compris la rémunération des arbitres.

Restriction à
l'application
de la loi.

19. La présente loi ne s'applique à aucune terre possédée et louée en vertu d'un contrat par lequel le locataire a une option pour acheter la terre à un prix convenu et fixé dans le bail.

Entrée en
vigueur.

20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 49

LOI POUR GARANTIR À CERTAINS HABITANTS DU DISTRICT DE GASPÉ, LA PROPRIÉTÉ DE LEURS TERRES

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU que, par la loi 59 George III, chapitre 3, (1819), certaines dispositions ont été votées pour assurer aux habitants du district inférieur de Gaspé la propriété et la jouissance des terres qu'ils avaient défrichées de bonne foi, sans avoir de titre régulier de la couronne;

Attendu qu'en vertu de ladite loi, les commissaires nommés pour faire enquête sur les cas de possessions à eux soumis ont adjugé en conséquence maintenant dans leur possession ceux qui y avaient droit;

Attendu qu'en vertu de la loi 6 Guillaume IV, chapitre 53, (1835), les personnes qui ont ainsi obtenu en leur faveur des adjudications à la possession de leurs terres, sont considérées comme ayant obtenu des octrois réguliers de la couronne;

Attendu qu'il existe encore, dans certains cantons du district de Gaspé, des personnes qui détiennent des terres de la couronne sans titre, et dont la possession paisible et publique par leurs auteurs est antérieure à l'année 1820;

Attendu qu'il est à propos de reconnaître la possession

continue, paisible et publique de ceux qui détiennent ces terres, et dont la possession paisible et publique et non interrompue par eux et leurs auteurs remonte avant l'année 1820;

A ces causes, Sa Majesté de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le ministre des terres et forêts est autorisé à Conditions d'octroi de lettres patentes.
accorder, gratuitement, des lettres patentes aux détenteurs actuels, à titre de propriétaire, de ces terres, sur preuve fournie que la possession de ces terres est antérieure à l'année 1820, et qu'elle a été depuis paisible, publique et non interrompue; et ce nonobstant les dispositions de l'article 1549 des Statuts refondus, 1909.

2. Les lettres patentes seront données aux détenteurs Enquêtes.
actuels de ces terres en fournissant la preuve, par titre ou autrement, qu'ils sont dans les conditions voulues par la présente loi pour les obtenir; et le ministre des terres et forêts pourra faire faire toute requête jugée convenable sur la nature et la durée de la possession et du droit de propriété du ou des réclamants et faire donner les avis jugés nécessaires.

3. Les lettres patentes seront accordées pour toute Portée des lettres patentes.
la quantité d'acres ainsi possédés; nonobstant toute disposition contraire de la loi générale concernant la vente et l'administration des terres publiques.

4. Les lettres patentes ainsi octroyées constitueront, en faveur des personnes y dénommées, un titre Réserve de certaines charges.
sur les terres y décrites, mais elles n'affecteront en aucune manière les douaires, hypothèques, donations, ventes, ventes à réméré ou autres charges, constitués légalement avant l'émission des lettres patentes pour ces terres par la personne qui obtient ces lettres patentes ou ses auteurs et pouvant grever lesdites terres; et lesdites charges continueront à grever lesdites terres, et les actes les constituant continueront à régir les parties à iceux.

5. La loi 9 Édouard VII, chapitre 67, est abrogée; 9 Éd. VII, c. 67, ab.
toutefois les enquêtes faites, en vertu de ladite loi, sur la possession des détenteurs de ces terres, pourront servir pour déterminer les droits des réclamants actuels.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur.
sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 59

LOI RELATIVE À LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION DES
BARBIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 19 février 1914)

Préambule.

ATTENDU que l'Association des barbiers de la province de Québec, constituée en corporation par la loi 62 Victoria, chapitre 90, n'a pas atteint et ne peut atteindre, dans l'opinion même de ceux qui en font partie, l'objet pour lequel elle a été constituée;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

62 V., c. 90,
ab.

1. La loi 62 Victoria, chapitre 90 est abrogée, et l'association créée par icelle est dissoute à toutes fins que de droit.

Recours des
créanciers
contre les
biens de l'as-
sociation.

2. Toute personne intéressée, ou tout créancier, a, sur les biens qui ont appartenu à l'association dissoute, les mêmes recours que ceux qui peuvent être exercés contre les successions vacantes et les biens qui en dépendent, conformément aux articles 371 et suivants du Code civil.

7 GEORGE V, CHAPITRE 26

LOI REFOUDANT ET REVISANT LA LOI DE LA CHASSE DE
QUÉBEC

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections 3 et 5 qui restent en vigueur et se lisent comme suit:

Règlements
continues.

3. Les règlements adoptés sous l'autorité de la section remplacée par la section 1 de la présente loi restent en vigueur et continuent à avoir leur plein et entier effet, jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés sous l'autorité de la section édictée par la section 1 de la présente loi.

Causes pen-
dantes.

5. La présente loi ne s'applique pas aux causes pendantes; toutefois toute condamnation pour une offense aux dispositions abrogées ou remplacées par la présente

loi doit être considérée comme une condamnation pour une semblable offense contre les dispositions de la présente loi.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 81

LOI AMENDANT LA LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf les sections 27, 28 et 30 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :

27. Le sous-paragraphe c de l'article 20 de ladite loi, tel qu'édicte par la section 3 de la présente loi, ne s'applique pas aux cités et villes où la commission a établi une succursale avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Disposition non applicable à certaines succursales.

28. Le paragraphe 4 de l'article 34 de ladite loi, tel qu'édicte par la section 7 de la présente loi, ne s'applique pas aux municipalités où des permis ont été octroyés et sont en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi. Disposition non applicable à certaines municipalités.

30. Les dispositions de l'article 86a de la loi 11 George V, chapitre 24, tel qu'édicte par la section 21 de la présente loi, s'appliquent aux déclarations, dénunciations ou plaintes faites dans les causes maintenant pendantes et dans celles dans lesquelles la conviction a été prononcée ou l'ordre rendu; et toute telle déclaration, dénonciation ou plainte qui est conforme aux dispositions dudit article 86a est aussi valide que si cet article avait été en vigueur lorsqu'elle a été faite. Dispositions applicables dans les causes pendantes, etc. Effet rétroactif.

32. Le paragraphe b de la section 8, le paragraphe c de la section 9, le paragraphe a de la section 15, et le paragraphe c de la section 19 de la présente loi entreront en vigueur le 1er août 1922, et les autres dispositions de la présente loi, le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 23

LOI MODIFIANT LA LOI DES LIQUEURS ALCOOLIQUES

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 7 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Application
de 11 Geo. V,
c. 24, s. 87.

7. Les dispositions de l'article 87 de ladite loi, tel que remplacé par la section 6 de la présente loi, s'appliquent aux sections et poursuites intentées au nom de la commission et aux plaintes signées en son nom, dans les causes maintenant pendantes et dans celles dans lesquelles la conviction a été prononcée ou l'ordre rendu; et ces actions, poursuites et plaintes sont aussi valides que si cet article, tel que remplacé, avait été en vigueur lorsque ces actions ou poursuites ont été intentées ou les plaintes ont été signées.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 69

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT À LA POLICE PROVINCIALE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Membres actuels de la police continuent en fonction.

2. Les membres de la police provinciale et les détectives actuels continuent d'exercer leurs fonctions, sans nomination nouvelle, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés, conformément à la présente loi.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 60

LOI AMENDANT LA LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 9 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

9. L'article 169 de ladite loi est remplacé par le suivant: 12 Geo. V, c.
29, s. 169,
remp.

"169. Les lois mentionnées dans l'annexe sont abrogées; mais cette abrogation n'affecte aucunement les actions et procédures intentées, les exécutions prises ou à prendre, ni les procédures incidentes ou relatives à icelles, en vertu de ces lois abrogées, et ces actions, procédures et exécutions peuvent être continuées, terminées ou prises par ou contre le directeur du service provincial d'hygiène." Lois abrogées.

Procédures
non affectées.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 67

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AU TRANSPORT PAR ENDOSSEMENT DES REÇUS POUR BOIS DE CONSTRUCTION

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

2. Rien dans la présente loi ne pourra être interprété comme affectant les droits de la couronne. Droits sau-
vegardés.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 50

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, CONCERNANT
L'ENREGISTREMENT ET LE TRANSFERT DES OBLIGA-
TIONS PAR LES CORPORATIONS MUNICIPA-
LES ET AUTRES

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf partie de la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

S. R., 5903a
à 5903c, aj.

Vente d'o-
bligations à
un taux d'in-
térêt plus éle-
vé, etc.

2. Les articles suivants sont insérés dans les Statuts refondus, 1909, après l'article 5903:

"**5903a.** Lorsque, par suite de la hausse dans les taux d'intérêt, entre la date d'un règlement d'emprunt adopté avant le 19 février 1914 et la date de la vente ou de la négociation des obligations émises en vertu de ce règlement, ces obligations ou l'une d'entre elles ne peuvent être vendues ou négociées qu'à un taux d'escompte comportant une réduction substantielle du montant pour lequel le règlement pourvoyait, le conseil municipal peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, mais sans qu'il soit besoin de le soumettre à l'approbation des électeurs municipaux, adopter un règlement amendant ce règlement d'emprunt, et pourvoyant à un taux d'intérêt plus élevé, ainsi que, au besoin, à une augmentation correspondante de la taxe spéciale annuelle qui aurait été imposée par ce règlement.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 GEORGE V, CHAPITRE 46

LOI AMENDANT L'ARTICLE 7513 DES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AU SERMENT DES RÉGISTRATEURS

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. NOTE.—*La section 1 a été refondue.*

2. Tous les actes faits, dans les limites de ses attributions, par un registrateur assermenté dans le passé par un commissaire *per dedimus potestatem* sont ratifiés à toutes fins que de droit; cette assermentation est aussi décrétée valide pour les actes qui seront faits par la suite par tel registrateur.

Ratification
de certains
actes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 65

LOI À L'EFFET DE LÉGALISER CERTAINS ENREGISTREMENTS FAITS AU BUREAU D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE GASPÉ

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que le registrateur de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, a fait paginer, parapher et authentifier l'index aux immeubles pour le canton Pabos, en usage dans cette division d'enregistrement depuis le 16 novembre 1905, date à laquelle le cadastre est devenu en vigueur, qu'on avait omis de paginer, parapher et authentifier, à cette époque, tel que requis par les articles 2181 et 2182 du Code civil;

Préambule.

Attendu qu'il convient que les enregistrements et entrées faits ou qui seront faits dans ledit index aux immeubles soient légalisés;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Tous les enregistrements ou entrées faits ou qui seront faits à l'avenir dans l'index aux immeubles du

Enregistre-
ments vali-
dés.

canton Pabos, de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, maintenant paginé, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Gaspé, sont et seront aussi valides que si tel index avait été paginé, paraphé et authentiqué avant qu'il en soit fait usage.

Causes pen-
dantes.

2. Rien ne contenu dans la présente loi n'affectera les causes pendantes devant aucun tribunal dans lesquelles la validité desdits enregistrements est contestée.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 66

LOI LÉGALISANT CERTAINS ENREGISTREMENTS FAITS DANS LE BUREAU DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 19 février 1914)

Préambule.

ATTENDU que le registrateur de la division d'enregistrement de Québec, au cours des années 1876 à 1886, a omis de faire paginer, parapher et authentifier par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément aux exigences des articles 2181 et 2182 du Code civil, plusieurs index aux immeubles destinés à l'enregistrement des actes et documents dans le bureau d'enregistrement de cette division;

Attendu que ces index sont maintenant paginés, paraphés et authentiqués par ledit protonotaire;

Attendu qu'il est nécessaire que les enregistrements et les entrées faits dans ces index soient légalisés;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Enregistre-
ments vali-
dés.

1. Tous les enregistrements et entrées qui ont été faits dans le passé ou qui seront faits à l'avenir dans les index aux immeubles suivants:

L'index de Saint-Sauveur de Québec, en usage depuis le 11 mai 1876;

L'index des subdivisions des lots numéros 2344 et 2345 de Saint-Sauveur de Québec, en usage depuis le 15 février 1883;

L'index des subdivisions des lots numéros 2098 et 2102 de Saint-Sauveur de Québec, en usage depuis le 20 novembre 1886;

L'index pour les paroisses de Sainte-Foye, Saint-Colomban, Saint-Félix, Saint-Gabriel de Valcartier, Saint-Dunstan et Saint-Edmond de Stoneham, en usage depuis le 17 mai 1876;

L'index pour les quartiers Saint-Roch, Jacques-Cartiers, Saint-Pierre, Champlain et Saint-Louis, de Québec, en usage depuis le 11 mars 1876;

Les deux index de Saint-Ambroise, les deux index de Beauport, l'index de l'Ancienne-Lorette et l'index de Charlesbourg, en usage depuis le 1er octobre 1884;—

Sont et seront aussi valides que si ces index avaient été préalablement paginés, paraphés et authentiqués conformément aux exigences des articles 2181 et 2182 du Code civil.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les Causes pendantes. causes pendantes dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur. sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 78

LOI RELATIVE À L'AUTHENTIFICATION DE CERTAINS REGISTRES ET LIVRES D'ENREGISTREMENT DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que certains registres et autres livres d'en- Préambule.registrement dans le district de Montréal n'ont pas été authentiqués de la manière précise voulue par la loi, mais bien par le fac-similé de la signature ou du paragraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal;

Attendu que des doutes existent sur la suffisance de telle authentification et qu'il y a lieu de faire disparaître ces doutes;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil Relevé des registres par les députés-protonotaires. d'autoriser un ou plusieurs des députés-protonotaires de la Cour supérieure du district de Montréal, selon que la nature du travail pourra le requérir, à faire un relevé des et à examiner les différents registres et livres d'en-

gistrement en usage dans le district de Montréal, qui ont été authentiqués irrégulièrement par le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal.

Commissaires
spéciaux.

Pour les fins de la présente loi, chacun des députés-protonotaires ainsi autorisés est appelé "commissaire spécial" et s'occupe de la ou des divisions d'enregistrement qui lui sont spécialement confiées.

Attestation
des registres
irrégulière-
ment para-
phés.

2. Le commissaire spécial, après l'enquête et l'examen qu'il juge nécessaires pour établir que le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal qui apparaît sur chaque registre ou livre d'enregistrement ainsi irrégulièrement authentiqué est bien le fac-similé de la signature ou de paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal pour le temps d'alors, est tenu de contresigner les attestations irrégulières inscrites sur la première page de chaque tel registre ou livre d'enregistrement et d'apposer les lettres initiales de son nom sur chaque feuillet desdits registres ou livres d'enregistrement ainsi irrégulièrement paraphés.

Authentica-
tion des regis-
tres.

3. Le commissaire spécial doit authentifier les registres ou livres d'enregistrement ainsi confiés à son examen, comme s'il était l'officier mentionné dans l'article 1317 du Code de procédure civile.

Devoir des
commissaires
spéciaux.

4. Le commissaire spécial, après avoir authentiqué chaque registre ou livre d'enregistrement ainsi irrégulièrement authentiqué, doit ajouter, au-dessous de sa signature apposée sur la première page de chaque tel registre ou livre d'enregistrement, les mots: "Commissaire spécial en vertu de la loi 5 George V, chapitre 78."

Validité des
registres au-
thentiqués.

5. Les registres ou livres d'enregistrement authentiqués sous l'autorité de la présente loi, sont validés à toutes fins que de droit, comme s'ils avaient été dûment authentiqués conformément à la loi avant qu'il y fut fait aucune entrée.

Serment des
commissaires.

6. Avant d'entrer en fonction, le commissaire spécial est tenu de prêter serment de bien et scrupuleusement remplir les devoirs qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Prestation
d'iceui.

Ce serment doit être prêté devant le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, et un certificat de sa prestation doit être transmis, sans délai, au procureur général.

7. Nonobstant les dispositions de la présente loi, la validité de l'authentification irrégulière des registres ou livres d'enregistrement pour lesquels une nouvelle authentification est décrétée, ne peut être affectée, même avant que la nouvelle authentification ait été complétée, par le seul fait que telle authentification irrégulière n'était pas conforme à la loi. Effet de l'authentification.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 79

LOI CONCERNANT CERTAINS ENREGISTREMENTS AFFECTANT LE CANTON DENOUE, DANS LE COMTÉ DE GASPÉ

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que certains enregistrements affectant le canton Denoue ont été faits, par erreur, dans la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts au lieu d'être faits, conformément à la loi, dans la division d'enregistrement du comté de Gaspé; Préambule.

Attendu qu'il y a lieu de valider, pour le passé, les enregistrements ainsi faits et de régulariser les transactions futures qui peuvent être faites par la suite relativement à ces enregistrements;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Voir 11 Geo. V, c. 96.

1. Les enregistrements affectant le canton Denoue et faits, par erreur, au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont validés à toutes fins que de droit, pourvu que leur validité soit incontestable sous les autres rapports. Validité de certains enregistrements.

2. Avant l'expiration des six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, il sera du devoir du registraire de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts de transmettre au registraire de la division d'enregistrement du comté de Gaspé, des copies ou extraits de tout document affectant la propriété immobilière dans le canton de Denoue ou tous autres documents enregistrés par erreur dans son bureau au sujet de ce canton. Devoir du registraire.

Dispositions
applicables.

3. Les articles 7481 à 7483 des Statuts refondus, 1909, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, avec cette modification que le registraire n'a droit à aucun honoraire ou frais quelconques pour la transcription des copies ou extraits, ou pour les certificats qu'il est tenu de fournir, à ses propres frais, au registraire de la division d'enregistrement du comté de Gaspé dans le délai ci-dessus fixé.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 96

LOI CONCERNANT CERTAINS ENREGISTREMENTS AFFECTANT LE CANTON DE DENOUE, DANS LE COMTÉ DE GASPÉ

(Sanctionnée le 25 février 1921)

Préambule.

ATTENDU que, depuis le 5 mars 1915, date de l'adoption de la loi 5 George V, chapitre 79, certains enregistrements affectant le canton de Denoue ont été faits, par erreur, dans la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts au lieu d'être faits, conformément à la loi, dans la division d'enregistrement du comté de Gaspé;

Attendu qu'il y a lieu de valider les enregistrements ainsi faits depuis ladite date et de régulariser les transactions futures qui peuvent être faites par la suite relativement à ces enregistrements;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.— Voir 5 Geo. V, c. 79.

Enregistrements validés.

1. Les enregistrements affectant le canton de Denoue et faits, par erreur, au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, depuis le 5 mars, 1915, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont validés à toutes fins que de droit, pourvu que leur validité soit incontestable sous tous autres rapports.

Rapport au registraire du comté de Gaspé.

2. Avant l'expiration des six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, il sera du devoir du registraire de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts de transmettre au registraire de la

division d'enregistrement du comté de Gaspé, des copies ou extraits certifiés de tout document affectant la propriété immobilière dans le canton de Denoue ou de tous autres documents enregistrés par erreur dans son bureau au sujet de ce canton, depuis le 5 mars 1915.

3. Les articles 7481 à 7483 des Statuts refondus, 1909, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la présente loi, avec cette modification que le registraire n'a droit à aucun honoraire ou frais quelconques pour la transcription des copies ou extraits, ou pour les certificats qu'il est tenu de fournir, à ses propres frais, au registraire de la division d'enregistrement du comté de Gaspé, dans le délai ci-dessus fixé.

Dispositions
applicables.

Proviso.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 80

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES AU LIVRE DE PRÉSENTATION EN USAGE LE 2 JANVIER 1914, DANS LE BUREAU D'ENREGISTREMENT DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT NO 2 DU LAC SAINT-JEAN

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que le registraire de la division d'enregistrement No 2 du Lac Saint-Jean a omis de faire parapher et authentifier, par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Roberval, tel que requis par les articles 2181 et 2182 du Code civil, un certain livre de présentation de ce bureau d'enregistrement;

Préambule.

Attendu que ce livre de présentation a été paraphé et authentiqué par ledit protonotaire le 2 avril 1914;

Attendu qu'il est nécessaire de légaliser les entrées faites audit livre de présentation depuis le 2 janvier 1914, inclusivement, jusqu'au 2 avril 1914, date de l'accomplissement des formalités exigées par les articles 2181 et 2182 du Code civil;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Toutes les entrées faites dans le livre de présentation du bureau de la division d'enregistrement No 2 du Lac Saint-Jean, depuis et y compris le 2 janvier 1914, sont et seront aussi valides que si tel livre de présenta-

Validation de
certaines ins-
criptions.

tion, avait été, préalablement à sa mise en usage, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Roberval.

Causes pendantes.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les causes pendantes, dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 85

LOI VALIDANT CERTAINES VENTES D'IMMEUBLES FAITES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que, depuis l'entrée en vigueur de la loi 6 Édouard VII, chapitre 42, section 8, amendant l'article 1352 du Code de procédure civile, il existe des doutes sur la légalité de certaines ventes dont les annonces ont été données aux portes d'églises de paroisses érigées civilement dans l'île de Montréal, à l'exclusion de la cité de Montréal, mais non dans les journaux, tel que décrété par ladite loi; et attendu qu'il est opportun de prévenir les procès et les difficultés qui peuvent résulter de ces ventes;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Ratification de certaines ventes d'immeubles.

1. Les ventes d'immeubles qui ont été faites jusqu'ici dans l'île de Montréal, à l'exclusion de la cité de Montréal, depuis l'entrée en vigueur de la loi 6 Édouard VII, chapitre 42, dont les annonces ont été données aux portes d'églises des paroisses érigées civilement mais non dans les journaux conformément à ladite loi 6 Édouard VII, chapitre 42, section 8, amendant l'article 1352 du Code de procédure civile, sont valides et légalisées, à toutes fins que de droit, pourvu que la validité de ces ventes soit incontestable sous les autres rapports.

Causes pendantes.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 17

LOI MODIFIANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS ET LES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 a été refondue.

2. L'article 1572 des Statuts refondus 1909, tel qu'amendé par cette section, a été abrogé par la loi 11 Geo. V, c. 33, s. 7.

3. Tout transport antérieur à la présente loi et déjà autorisé ou accepté par le ministre, dans les limites mentionnées dans la section 2, est valide à toutes fins que de droit, nonobstant toutes dispositions contraires.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 36

LOI RELATIVE À L'AUTHENTICATION DE CERTAINS REGISTRES ET LIVRES D'ENREGISTREMENT DANS LE DISTRICT DE TERREBONNE

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que certains registres et autres livres d'enregistrement, dans le district de Terrebonne, n'ont pas été authentiqués de la manière précise voulue par la loi, mais bien par le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne;

Attendu que des doutes existent sur la suffisance de telle authentication et qu'il y a lieu de faire disparaître ces doutes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser un des officiers remplissant les fonctions de

Validation
de certains
transports.

sa Entrée en vi-
vigueur.

Préambule.

Relevé des
registres.

protonotaire, ou le protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne, ou une autre personne compétente, à faire un relevé des et à examiner les différents registres et livres d'enregistrement en usage dans le district de Terrebonne, qui ont été authentiqués irrégulièrement par le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne.

Commissaire
spécial.

Pour les fins de la présente loi, la personne ainsi autorisée est appelée "commissaire spécial."

Attestation
des registres
irrégulière-
ment para-
phés.

2. Le commissaire spécial, après l'enquête et l'examen qu'il juge nécessaire pour établir que le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne qui apparaît sur chaque registre ou livre d'enregistrement ainsi irrégulièrement authentiqué est bien le fac-similé de la signature ou du paraphe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne pour le temps d'alors, est tenu de contresigner les attestations irrégulières inscrites sur la première page de chaque tel registre ou livre d'enregistrement et d'apposer les lettres initiales de son nom sur chaque feuillet desdits registres ou livres d'enregistrement ainsi irrégulièrement paraphés.

Authentica-
tion des
registres.

3. Le commissaire spécial doit authentifier les registres ou livres d'enregistrement ainsi confiés à son examen, comme s'il était l'officier mentionné dans l'article 1317 du Code de procédure civile.

Devoir du
commissaire
spécial.

4. Le commissaire spécial, après avoir authentiqué chaque registre ou livre d'enregistrement ainsi irrégulièrement authentiqué, doit ajouter au-dessous de sa signature apposée sur la première page de chaque tel registre ou livre d'enregistrement, les mots: "Commissaire spécial en vertu de la loi 6 George V, chapitre 36.

Validité des
registres au-
thentiqués.

5. Les registres ou livres d'enregistrement authentiqués sous l'autorité de la présente loi, sont validés à toutes fins que de droit comme s'il avaient été dûment authentiqués conformément à la loi avant qu'il y fut fait aucune entrée.

Serment du
commissaire.

6. Avant d'entrer en fonction, le commissaire spécial est tenu de prêter serment de bien et scrupuleusement remplir les devoirs qui lui incombent en vertu de la présente loi.

Ce serment doit être prêté devant un juge de la Cour supérieure ayant juridiction dans le district de Terrebonne, et un certificat de sa prestation doit être transmis, sans délai, au procureur général.

Prestation
d'icelui.

7. Nonobstant les dispositions de la présente loi, la validité de l'authentification irrégulière des registres ou livres d'enregistrement pour lesquels une nouvelle authentification est décrétée, ne peut être affectée, même avant que la nouvelle authentification ait été complétée, par le seul fait que telle authentification irrégulière n'était pas conforme à la loi.

Effet de l'au-
thentification.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

6 GEORGE V, CHAPITRE 37

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES AU VOLUME 2 DE L'INDEX AUX IMMEUBLES DE LA VILLE DE JOLIETTE, EN USAGE DEPUIS LE 15 JUIN 1900, DANS LE BUREAU DE LA DIVISION D'ENREGIS- TREMENT DE JOLIETTE

(Sanctionnée le 9 mars 1916)

ATTENDU que le registrateur de la division d'enre-
gistrement de Joliette a omis de faire paginer, pa-
rapher et certifier par le protonotaire de la Cour supé-
rieure du district de Joliette, tel que requis par les articles
2181 et 2182 du Code civil, le volume 2 de l'index aux
immeubles de la ville de Joliette;

Préambule.

Attendu que ledit volume 2 de l'index aux immeubles
de la ville de Joliette a été paginé, paraphé et authen-
tiqué par ledit protonotaire, le 14 janvier 1916;

Attendu qu'il est nécessaire de légaliser les entrées
faites audit volume 2 de l'index aux immeubles de la
ville de Joliette, depuis le 15 juin 1900, inclusivement,
jusqu'au 14 janvier, 1916, date de l'accomplissement des
formalités exigées par les articles 2181 et 2182 du Code
civil;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Toutes les entrées faites dans le volume 2 de l'in-
dex aux immeubles de la ville de Joliette, depuis et y

Validation de
certaines ins-
criptions.

compris le 15 juin 1900, sont et seront aussi valides que si tel registre avait été, préalablement à sa mise en usage, paginé, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Joliette.

Causes pen-
dantes.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les causes pendantes, dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 59

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, LES STATUTS REFONDUS, 1888, ET LE CODE MUNICIPAL DE QUÉBEC, RELATIVEMENT AUX AFFAIRES MUNICIPALES

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Règlements
adoptés peu-
vent être rati-
fiés.

28. Tout conseil municipal qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, a adopté un règlement d'emprunt dans lequel l'intérêt n'a pas été fixé, peut y pourvoir par résolution, pourvu que telle résolution soit approuvée par le lieutenant gouverneur en conseil.

Certains
règlements
validés.

29. Les règlements passés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, accordant une subvention à un hôpital ou à une institution charitable établi dans la municipalité ou ailleurs dans la province, sont déclarés valides.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

32. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 54

LOI AMENDANT LE CODE DU NOTARIAT

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 13 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

13. Les procurations visées par la section 4 de la présente loi et données depuis le commencement de la guerre (1914), jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne contiendraient pas les formalités de l'article 4647 des Statuts refondus, 1909, tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont et seront aussi valides que si elles avaient été faites conformément audit article, pourvu, quant à celles sous seing privé, qu'elles aient été ou soient déposées au nombre des minutes d'un notaire.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 73

LOI VALIDANT CERTAINS ACTES NOTARIÉS

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

ATTE^{ndu} qu'un nombre assez considérable de testaments ont été reçus sans la mention requise relative à la lecture exigée par l'article 843 du Code civil, au grand détriment des parties intéressées;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Voir 14 Geo. V, c. 53, s. 24.*

1. Tout testament authentique reçu devant deux notaires, ou un notaire et deux témoins, sans qu'il soit fait mention à l'acte que la lecture en a été faite au testateur par l'un des notaires, en la présence de l'autre, ou par le notaire en présence de deux témoins, à venir à la mise en vigueur de la présente loi, sera considéré comme authentique et valide, nonobstant ce défaut de mention,

de la même manière que si cette mention eut été faite à l'acte, pourvu toutefois qu'il ne contienne aucune autre cause de nullité.

NOTE.—*La version anglaise de cette section a été modifiée par la loi 13 Geo. V, c. 73, s. 1.*

Causes pen-
dantes.

2. La présente loi ne s'applique pas aux causes pendantes quant aux frais, ni aux causes jugées.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 73

LOI AMENDANT LA LOI VALIDANT CERTAINS ACTES NOTARIÉS

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

9 Geo. V, c.
73, s. 1, v. a.,
am.

1. La version anglaise de la section 1 de la loi 9 George V, chapitre 73, est modifiée en y remplaçant les mots: "from and after", dans la cinquième ligne, par le mot: "before".

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 24

LOI AMENDANT LES STATUTS REFOUNDUS, 1909, RELATIVES AUX TERRES PUBLIQUES ET AUX BOIS ET FORÊTS

(Sanctionnée le 14 février 1920)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 4 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Certains
transports,
validés.

4. Tout transport par testament par un porteur de billet de location, en faveur de son conjoint, antérieur à l'amendement édicté par la section 3, est également valide s'il ne contient autre aucune cause de nullité.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 78

LOI LÉGISANT CERTAINES ENTRÉES AUX INDEX AUX
IMMEUBLES DES CANTONS LOW, HINCKS, NORTHFIELD
ET EGAN, EN USAGE DEPUIS LE 20 JANVIER 1902,
DANS LE BUREAU DE LA DIVISION D'ENRE-
GISTREMENT DE HULL

(Sanctionnée le 14 février 1920)

ATTENDU que le registraire de la division d'enre- Préambule.
gistrement de la division de Hull a omis de faire
paginer, parapher et certifier, par le protonotaire de la
Cour supérieure du district de Hull, tel que requis par
les articles 2181 et 2182 du Code civil, les index aux im-
meubles des cantons Low, Hincks, Northfield et Egan,
dans le comté de Hull;

Attendu que lesdits index aux immeubles des cantons
Low, Hincks, Northfield et Egan ont été paginés, para-
phés et certifiés par ledit protonotaire le 11 juillet 1919;

Attendu qu'il est nécessaire de légaliser les entrées
faites auxdits index aux immeubles des cantons Low,
Hincks, Northfield et Egan, depuis le 20 janvier 1902,
inclusivement, jusqu'au 11 juillet 1919, date de l'ac-
complissement des formalités exigées par les articles
2181 et 2182 du Code civil;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Toutes les entrées faites dans les index aux im- Certains enre-
gistrements
validés.
meubles des cantons Low, Hincks, Northfield et Egan,
depuis et y compris le 20 janvier 1902, sont et seront
aussi valides que si tels index aux immeubles avaient été,
préalablement à leur mise en usage, paginés, paraphés
et authentiqués par le protonotaire de la Cour supé-
rieure du district de Hull.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera Causes pen-
dantes.
les causes pendantes dans lesquelles la validité d'un en-
registrement est contestée.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en
vigueur.
sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 48

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, LES STATUTS
REFONDUS, 1888, ET LE CODE MUNICIPAL DE QUÉBEC,
RELATIVEMENT AUX AFFAIRES MUNICIPALES

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Les sections 1, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 ont été refondues; les sections 2 à 11 ont été abrogées par la loi 13 Geo. V, c. 65, s. 687; les sections 20 à 30 concernent le Code Municipal, et les sections 31 et 32 restent en vigueur et se lisent comme suit:

Validation de
certains ré-
glements.

31. Les règlements adoptés dans le passé par les conseils municipaux, pour toute fin mentionnée dans la section 25 de la présente loi, sont déclarés valides et légaux, mais la présente disposition n'affecte pas les causes pendantes.

Exemption de
taxes.

32. Les dispositions des sections 5, 13 et 14 ne s'appliquent pas lorsqu'un conseil, s'autorisant de la loi en vigueur à cette époque, a, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pris des mesures ou entamé des négociations avec une personne, société ou compagnie, relativement à l'établissement d'une industrie dans la municipalité sous la condition d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales, pourvu que tout règlement à cet effet soit au préalable autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur.

34. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 93

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES DANS LE REGISTRE
DES AVIS EN USAGE DANS LE BUREAU DE LA DIVISION
D'ENREGISTREMENT DE LÉVIS

(Sanctionnée le 25 février 1921)

Préambule.

ATTENDU que le registraire de la division d'enregistrement de Lévis a omis de faire paginer, parapher et certifier, suivant les exigences des articles 2181 et 2182 du Code civil, par le protonotaire de la

Cour supérieure du district de Québec, le registre dans lequel sont enregistrés les avis de jugements et les avis mentionnés au paragraphe 5 de l'article 2161 du Code civil;

Attendu que le registre des avis de la division d'enregistrement de Lévis a été paginé, paraphé et certifié par ledit protonotaire le 25 mai 1920;

Attendu qu'il est nécessaire de légaliser les entrées faites audit registre des avis depuis sa mise en usage jusqu'au 25 mai 1920, date de l'accomplissement des formalités exigées par les articles 2181 et 2182 du Code civil;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Toutes les entrées faites dans le registre des avis de jugements et des avis requis par le paragraphe 5 de l'article 2161 du Code civil, en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Lévis, jusqu'au 25 mai 1920, inclusivement, sont et seront aussi valides que si tel registre avait été, préalablement à sa mise en usage, paginé, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec. Entrées validées.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les causes pendantes dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée. Causes pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 94

LOI LÉGALISANT L'ENREGISTREMENT DE CERTAINS AVIS AU BUREAU DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE L'ÎLE D'ORLÉANS

(Sanctionnée le 25 février 1921)

ATTENDU que le 27 janvier 1879, le registrateur de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans a fait dûment paginer, parapher et certifier un registre destiné, d'après le certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, aux renouvellements requis par les articles 2131, 2168 et 2172 du Code civil; Préambule.

Attendu que, depuis le 25 février 1879 jusqu'au 20 mars 1920, au lieu de faire dans ce registre les entrées

pour lesquelles il était destiné ledit registrateur y a erronément enregistré les avis requis par le paragraphe 5 de l'article 2161 du Code civil;

Attendu qu'il y a lieu de légaliser les enregistrements desdits avis requis par le paragraphe 5 de l'article 2161 du Code civil, faits dans le registre destiné à l'enregistrement des avis de renouvellements requis par les articles 2131 et 2172 du Code civil;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Entrées validées.

1. Toutes les entrées des avis requis par le paragraphe 5 de l'article 2161 du Code civil, faites, au bureau de la division d'enregistrement de l'île d'Orléans, dans le registre des renouvellements requis par les articles 2131 et 2172 du Code civil, depuis et y compris le 25 février 1879 jusqu'au 20 mars 1920, sont et seront aussi valides que si ce registre avait été paginé, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, pour servir à l'enregistrement desdits avis mentionnés audit paragraphe 5 dudit article 2161 du Code civil, nonobstant la teneur du certificat d'authentification dudit registre.

Entrée en vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 95

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES AU VOLUME 16 DE L'INDEX AUX IMMEUBLES DE LA PAROISSE SAINT-JOSEPH DE CHAMBLY

(Sanctionnée le 25 février 1921)

Préambule.

ATTENDU que, le ou vers le 7 avril 1915, le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, a numéroté, paginé et certifié le registre désigné comme étant le volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse Saint-Joseph de Chambly, mais a omis de mentionner, dans son certificat, le quantième, le mois et l'année;

Attendu que ce volume d'index aux immeubles a été mis en usage le 30 avril 1915, dans le bureau de la division d'enregistrement de Chambly;

Attendu qu'Émile Demers, député-protonotaire du district de Montréal et commissaire spécial nommé en

vertu de la loi 5 George V, chapitre 78, a, au cours du mois d'août dernier, 1920, complété le certificat d'authentification dudit index aux immeubles;

Attendu qu'il y a lieu de légaliser les entrées faites audit index aux immeubles de la paroisse Saint-Joseph de Chambly, de même que les additions qui ont été faites, comme susdit, au certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, en y insérant le quantième, le mois et l'année;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Toutes les entrées faites au volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse Saint-Joseph de Chambly, en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Chambly, depuis le 30 avril 1915, de même que celles qui y seront à l'avenir, ont la même validité et le même effet que si le certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal avait été complet, à la date de son apposition; et les additions faites par le député-protonotaire et commissaire spécial nommé en vertu de la loi 5 George V, chapitre 78, sont censées avoir été faites régulièrement le 7 avril 1915, date de l'authentification dudit volume 16 de l'index aux immeubles de Saint-Joseph de Chambly. Enregistrements validés.

2. Rien dans la présente loi n'affectera les causes pendantes dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée. Causes pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 43

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, RELATIVEMENT AU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, Préambule. décrète ce qui suit:

NOTE.—Cette loi a été refondue, sauf la section 2 qui reste en vigueur et se lit comme suit:

Validité etc.,
de certains
actes du sous-
ministre.

2. Les actes faits par le sous-ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont les mêmes force et validité que s'ils avaient été faits sous l'autorité qui lui est conférée par la section 1 de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 92

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES AU REGISTRE DES AVIS EN USAGE DEPUIS LE 17 JUIN 1861 DANS LE BU- REAU DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE L'ISLET

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

Préambule.

ATTENDU que le registrateur de la division d'enregistrement de l'Islet a omis de faire paginer, parapher et certifier, par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montmagny, tel que requis par les articles 2181 et 2182 du Code civil, le registre des avis pour le bureau de cette division d'enregistrement;

Attendu que ledit registre des avis a été paginé, paraphé et certifié par ledit protonotaire le 2 mai 1921;

Attendu qu'il est nécessaire de légaliser les entrées faites audit registre des avis depuis et y compris le 17 juin 1861 jusqu'au 2 mai 1921, date de l'accomplissement des formalités exigées par les articles 2181 et 2182 du Code civil;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Validation de
certaines en-
trées au regis-
tre des avis.

1. Toutes les entrées faites dans le registre des avis pour le bureau de la division d'enregistrement de l'Islet depuis et y compris le 17 juin 1861, sont et seront aussi valides que si tel registre des avis avait été préalablement à sa mise en usage, paginé, paraphé et authentiqué par le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montmagny.

Causes pen-
dantes.

2. Rien de contenu dans la présente loi n'affectera les causes pendantes dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 36

LOI POUR REMÉDIER À LA PERTE DE CERTAINS REGISTRES
DE L'ÉTAT CIVIL POUR LA PAROISSE DE SAINT-
DAMIEN-DE-BEDFORD, COMTÉ DE MISSISQUOI

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

ATTENDU que, le 14 février 1909, un incendie a dé- Préambule.
truit les registres de baptêmes, de mariages et de
sépultures de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford,
comté de Missisquoi, pour la période s'étendant du 1er
janvier 1909 au 14 février, inclusivement, de la même
année, et attendu qu'il est dans l'intérêt public de remé-
dier à la perte desdits registres;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Le curé actuel de la paroisse de Saint-Damien-de- Curé nommé
Bedford, ainsi que ceux qui le remplaceront dans la commissaire.
charge de curé, sera, pendant tout le temps de la mise à
exécution des dispositions suivantes, commissaire char-
gé de constater tous les baptêmes, mariages et sépultures
qui ont eu lieu dans cette paroisse, depuis le 1er janvier
1909 jusqu'au 14 février, inclusivement, de la même an-
née, et d'en faire des entrées dans deux nouveaux regis-
tres authentiqués conformément à l'article 1311 du Code
de procédure civile.

2. Le commissaire, dans un avis public par écrit, fera Avis requis.
connaître l'objet de la présente loi, et invitera toutes les
personnes intéressées ou qui pourront suppléer à la per-
te des registres originaux, à se présenter au temps et au
lieu désignés dans l'avis, et à apporter avec elles et pro-
duire tous extraits ou certificats de baptêmes, de maria-
ges ou de sépultures faits pendant la période mentionnée
dans la section 1 de cette loi, et toutes archives de famil-
le ou mémoires qu'elles auront de ces baptêmes, maria-
ges et sépultures, ou à venir témoigner sous serment à
l'égard des renseignements qu'elles pourront donner ou
qui pourront être exigés d'elles.

Le commissaire est autorisé à administrer le serment Serment.
nécessaire à toute personne qui sera ainsi interrogée.

3. Sur la preuve faite sous serment par un ou plu- Entrée des
sieurs témoins ou sur toute autre preuve, constatant qu'actes cons-
un baptême, un mariage ou une sépulture a eu lieu dans tatés.
cette paroisse, pendant la période ci-dessus mentionnée,

- le commissaire en fera l'entrée sur de nouveaux registres; et chaque inscription sera signée par le commissaire et les témoins interrogés sous serment. Si ces derniers ne savent signer il en sera fait mention.
- Signatures.**
- Mentions requises.** Il sera aussi fait mention de tout extrait ou autre preuve écrite produite par les témoins.
- Désignation du livre.** 4. Le commissaire, après avoir terminé les registres, marquera chacun d'eux comme suit: "Nouveau registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford pour la période s'étendant du 1er janvier 1909 au 14 février, inclusivement, de la même année, fait conformément à la loi".
- Authenticité des registres.** 5. Les registres mentionnés dans la section 4 seront authentiques et auront, à toutes fins et intentions, la même force et le même effet que s'ils eussent été faits dans le temps et en la forme voulus par la loi.
- Autre preuve permise.** 6. Rien dans la présente loi n'empêchera de prouver, en la manière permise par la loi, tout baptême, mariage ou sépulture qui aura eu lieu pendant la période mentionnée dans la section 1 de cette loi et qui n'aura pu être prouvé et inscrit en vertu de la présente loi.
- Entrée en vigueur.** 7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 37

LOI POUR REMÉDIER À LA PERTE DE CERTAINS REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL POUR LA PAROISSE DE SAINT-GABRIEL-DE-BRANDON

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

Préambule.

ATTENDU que, le 22 juin 1909, un incendie a détruit les registres de baptêmes, de mariages et de sépultures de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon pour la période s'étendant du 1er janvier 1909 au 22 juin de la même année, et les duplicata des registres des baptêmes, mariages et sépultures pour les années 1907 et 1908, et attendu qu'il est dans l'intérêt public de remédier à la perte desdits registres et desdits duplicata;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le curé actuel de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, ainsi que ceux qui le remplaceront dans la charge de curé sera, pendant tout le temps de la mise à exécution des dispositions suivantes, commissaire chargé de constater tous les baptêmes, mariages et sépultures qui ont eu lieu dans cette paroisse, depuis le 1er janvier 1909 jusqu'au 22 juin de la même année, et d'en faire des entrées dans deux nouveaux registres authentiqués conformément à l'article 1311 du Code de procédure civile. Curé nommé commissaire.

2. Le commissaire, dans un avis public par écrit, fera connaître l'objet de la présente loi, et invitera toutes les personnes intéressées ou qui pourront suppléer à la perte des registres originaux, à se présenter au temps et au lieu désignés dans l'avis, et apporter avec elles et produire tous extraits ou certificats de baptêmes, de mariages ou de sépultures faits pendant la période mentionnée dans la section 1 de cette loi, et toutes archives de famille ou mémoires qu'elles auront de ces baptêmes, mariages et sépultures, ou à venir témoigner sous serment à l'égard des renseignements qu'elles pourront avoir ou qui pourront être exigés d'elles. Avis requis.

Le commissaire est autorisé à administrer le serment nécessaire à toute personne qui sera ainsi interrogée. Serment.

3. Sur la preuve faite sous serment par un ou plusieurs témoins ou sur toute autre preuve, constatant qu'un baptême, un mariage ou une sépulture a eu lieu dans cette paroisse, pendant la période ci-dessus mentionnée, le commissaire en fera l'entrée sur de nouveaux registres; et chaque inscription sera signée par le commissaire et les témoins interrogés sous serment. Si ces derniers ne savent signer il en sera fait mention. Entrée des notes constatées.

Il sera aussi fait mention de tout extrait ou autre preuve écrite produite par les témoins. Signatures.

4. Le commissaire, après avoir terminé les registres marquera chacun d'eux comme suit: "Nouveau registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon pour la période s'étendant du 1er janvier 1909 au 22 juin de la même année, fait conformément à la loi". Mentions requises.

5. Le commissaire pourra, nonobstant toute loi à ce contraire et sans frais payables au protonotaire, faire lui-même ou faire faire une copie complète des registres des années 1907 et 1908, au bureau du protonotaire du Désignation du livre.

Copie des registres de 1907 et de 1908.

district au greffe duquel ils sont déposés, et il pourra en certifier l'exactitude sous sa signature.

Désignation
de cette copie.

Après avoir terminé cette copie, le commissaire la marquera comme suit: "Nouveau duplicata des registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, pour les années 1907 et 1908, fait conformément à la loi".

Authenticité
des registres
et de la copie.

6. La copie et les registres mentionnés dans les sections 4 et 5 seront authentiques et auront, à toutes fins et intentions, la même force et le même effet que s'ils eussent été faits dans le temps et en la forme voulus par la loi.

Autre preuve,
permise.

7. Rien dans la présente loi n'empêchera de prouver, en la manière permise par la loi, tout baptême, mariage ou sépulture qui aura eu lieu pendant la période mentionnée dans la section 1 de cette loi et qui n'aura pu être prouvé et inscrit en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 38

LOI POUR REMÉDIER À LA PERTE DE CERTAINS REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL POUR LA PAROISSE DE SAINT- PAUL, DANS LE COMTÉ DE JOLIETTE

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

Préambule.

ATTENDU que, le 18 avril 1903, un incendie a détruit les registres de baptêmes, de mariages et de sépultures de la paroisse de Saint-Paul, dans le comté de Joliette, pour la période s'étendant du 1er janvier 1903 au 18 avril, inclusivement, de la même année, et les duplicata des registres des baptêmes, mariages et sépultures pour les années 1887 à 1902, inclusivement, et attendu qu'il est dans l'intérêt public de remédier à la perte desdits registres et desdits duplicata;

À ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Curé nommé
commissaire.

1. Le curé actuel de la paroisse de Saint-Paul, ainsi que ceux qui le remplaceront dans la charge de curé sera, pendant tout le temps de la mise à exécution des dispositions suivantes, commissaire chargé de consta-

ter tous les baptêmes, mariages et sépultures qui ont eu lieu dans cette paroisse, depuis le 1er janvier 1903 au 18 avril, inclusivement, de la même année, et d'en faire des entrées dans deux nouveaux registres authentiqués conformément à l'article 1311 du Code de procédure civile.

2. Le commissaire, dans un avis public par écrit, fera connaître l'objet de la présente loi, et invitera toutes les personnes intéressées ou qui pourront suppléer à la perte des registres originaux, à se présenter au temps et au lieu désignés dans l'avis, et à apporter avec elles et produire tous extraits ou certificats de baptêmes, de mariages ou de sépultures faits pendant la période mentionnée dans la section 1 de cette loi, et toutes archives de famille ou mémoires qu'elles auront de ces baptêmes, mariages et sépultures, ou à venir témoigner sous serment à l'égard des renseignements qu'elles pourront donner ou qui pourront être exigés d'elles.

Le commissaire est autorisé à administrer le serment nécessaire à toute personne qui sera ainsi interrogée.

3. Sur la preuve faite sous serment par un ou plusieurs témoins ou sur toute autre preuve, constatant qu'un baptême, un mariage ou une sépulture a eu lieu dans cette paroisse, pendant la période ci-dessus mentionnée, le commissaire en fera l'entrée sur de nouveaux registres; et chaque inscription sera signée par le commissaire et les témoins interrogés sous serment. Si ces derniers ne savent signer, il en sera fait mention.

Il sera aussi fait mention de tout extrait ou autre preuve écrite produite par les témoins.

4. Le commissaire, après avoir terminé les registres, marquera chacun d'eux comme suit: "Nouveau registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Paul, dans le comté de Joliette, pour la période s'étendant du 1er janvier 1903 au 18 avril, inclusivement, de la même année, fait conformément à la loi".

5. Le commissaire pourra, nonobstant toute loi à ce contraire et sans frais payables au protonotaire, faire lui-même ou faire faire une copie complète des registres pour les années 1887 à 1902, inclusivement, au bureau du protonotaire du district au greffe duquel ils sont déposés, et il pourra en certifier l'exactitude sous sa signature.

Après avoir terminé cette copie, le commissaire la marquera comme suit: "Nouveau duplicata des regis-

Avis requis.

Entrée des
actes constatés.

Signatures.

Mentions
requisées.Désignation
du registre.Copies des
registres de
1887-1902.Désignation
de cette copie.

tres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Paul, dans le comté de Joliette, pour les années 1887 à 1902, inclusivement, fait conformément à la loi".

Authenticité
des registres
et de la copie.

6. La copie et les registres mentionnés dans les sections 4 et 5 seront authentiques et auront, à toutes fins et intentions, la même force et le même effet que s'ils eussent été faits dans le temps et en la forme voulus par la loi.

Autre preuve
permise.

7. Rien dans la présente loi n'empêchera de prouver en la manière permise par la loi, tout baptême, mariage ou sépulture qui aura lieu pendant la période mentionnée dans la section 1 de cette loi et qui n'aura pu être prouvé et inscrit en vertu de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

8. Le présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 76

LOI POUR REMÉDIER À LA PERTE DE CERTAINS REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL DE LA PAROISSE DE SAINT-FRÉDÉ- RIC-DE-DRUMMONDVILLE

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que les deux doubles des registres contenant les actes originaux de baptêmes, de mariages et de sépultures ayant eu lieu dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, du 1er janvier au 25 décembre 1921, ont été brûlés lors de l'incendie de l'église de ladite paroisse, le 25 décembre 1921;

Attendu que la fabrique de ladite paroisse, dans le but d'obvier aux inconvénients sérieux qui pouvaient résulter à un grand nombre de familles de la perte de ces registres, s'est occupée de les reconstituer aussi complètement et aussi exactement que possible;

Attendu que cette reconstitution a été faite en inscrivant chaque acte de baptême, de mariage ou de sépulture ayant eu lieu dans ladite paroisse, durant la période plus haut mentionnée, sur un feuillet séparé, contenant toutes les indications voulues par la loi en pareil cas, indications fournies par les personnes intéressées, chaque feuillet portant la signature d'un prêtre de la paroisse, qui avait reçu les indications, et, dans la plupart des cas, aussi la signature de la personne qui les avait fournies;

Attendu que ces divers feuillets, tous faits et signés

en double, ont été ensuite reliés séparément pour former deux volumes ou registres semblables, contenant chacun cent soixante-trois actes de baptême, soixante actes de sépulture et dix-neuf actes de mariage, avec les index voulus;

Attendu que ces doubles registres ainsi reliés ont été ensuite paginés, paraphés et attestés, le 20 décembre 1923, par Walter A. Moisan, greffier de la Cour de circuit du comté de Drummond;

Attendu qu'il est de l'intérêt public de valider à toutes fins que de droit les registres ainsi reconstitués;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les deux volumes ou registres reliés contenant sur des feuillets séparés, cent soixante-trois actes de baptême, soixante actes de sépulture et dix-neuf actes de mariage comme étant la reconstitution des actes de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, pour la période du 1er janvier au 25 décembre 1921, paginés, paraphés et attestés par Walter A. Moisan, greffier de la Cour de circuit du comté de Drummond, le 20 décembre 1923, sont considérés, à toutes fins que de droit comme les registres réguliers de l'état civil pour ladite paroisse, du 1er janvier au 25 décembre 1921, et chacun de ces deux volumes ou registres est authentique et a, à toutes fins et intentions, la même force et le même effet que s'il eût été fait dans le temps et dans la forme voulus par la loi.

Validation de
certains regis-
tres.

2. L'un de ces volumes ou registres sera déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district d'Arthabaska, et l'autre restera dans les archives de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville.

Dépôts du
double de ces
registres.

3. Rien dans la présente loi, n'empêchera de prouver, en la manière permise par la loi, tout baptême, mariage ou sépulture qui pourra avoir eu lieu, pendant la période plus haut mentionnée, dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, et qui n'aurait pas été inscrit dans les volumes ou registres validés par la présente loi.

Droits sauve-
gardés.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 77

LOI LÉGALISANT CERTAINES ENTRÉES DANS LES REGISTRES
DE L'ÉTAT CIVIL POUR LA PAROISSE DE SAINT-
FRÉDÉRIC DE DRUMMONDVILLE

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

Préambule.

ATTENDU que les actes de l'état civil dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville ont été inscrits, pendant tout le cours de l'année 1922, sur deux registres, dont l'un, celui destiné à demeurer dans les archives de ladite paroisse et contenant les actes de l'état civil de la paroisse, du 25 décembre 1921 au 31 décembre 1922, avait été dûment paginé, paraphé et attesté, et dont l'autre, celui destiné à être remis au protonotaire du district et contenant les actes de l'état civil de la même paroisse, du 1er janvier au 31 décembre 1922, n'avait pas été revêtu des formalités légales;

Attendu que le 1er janvier 1923, deux autres registres distincts ont été mis en usage dans la même paroisse pour l'inscription des actes de l'état civil;

Attendu que, de ces deux registres, celui destiné à demeurer dans les archives de ladite paroisse, et qui est encore en usage, n'a pas été paginé, paraphé et attesté avant qu'il en soit fait usage, mais que ces formalités n'ont été accomplies que le 10 janvier 1924, le greffier de la Cour de circuit pour le comté de Drummond ayant à cette date apposé son certificat au haut du folio 67 dudit registre, et l'ayant paginé, paraphé et attesté depuis pour les inscriptions à y être faites à l'avenir, y compris ledit folio 67;

Attendu que, par ailleurs, les doubles destinés à être remis au protonotaire du district, et formant deux registres distincts pour chacune des années 1923 et 1924, ont été dûment paginés, paraphés et attestés avant qu'il en soit fait usage;

Attendu qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de pourvoir à la validation des inscriptions ainsi faites, du 1er janvier 1922 au 10 janvier 1924, dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, d'actes de l'état civil sur des registres qui n'étaient pas revêtus des formalités légales;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Officier spécial chargé de l'accomplis-

1. Le greffier de la Cour de circuit pour le comté de Drummond est, par la présente loi, nommé officier spécial

aux fins d'accomplir les formalités nécessaires pour la validation des inscriptions qui ont été faites dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, du 1er janvier 1922 au 10 janvier 1924, sur des registres qui n'avaient pas été dûment paginés, paraphés et attestés.

2. Le double registre destiné à être remis au proto-notaire du district, et contenant les actes de l'état civil pour la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, du 1er janvier au 31 décembre 1922, qui n'a pas été paginé, paraphé et attesté avant qu'il en soit fait usage, devra être collationné par ledit officier spécial avec le double dûment paginé, paraphé et attesté, demeurant dans les archives de ladite paroisse, et contenant les actes de l'état civil du 25 décembre 1921 au 31 décembre 1922; la comparaison devant se limiter aux actes inscrits du 1er janvier au 31 décembre 1922.

3. Les inscriptions faites du 1er janvier 1923 au 10 janvier 1924, d'actes de l'état civil dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, sur le registre encore en usage, destiné à demeurer dans les archives de ladite paroisse, et qui n'a été paginé, paraphé et attesté que le 10 janvier 1924, devront être soigneusement comparées par ledit officier spécial avec les mêmes inscriptions faites du 1er janvier 1923 au 10 janvier 1924, sur deux registres distincts, étant les doubles destinés à être remis au protonotaire du district, pour chacune des années 1923 et 1924, et qui ont été dûment paginés, paraphés et attestés avant qu'il en soit fait usage.

4. Lorsque cet officier spécial aura constaté que les entrées faites du 1er janvier 1922 au 10 janvier 1924, sur les doubles non revêtus des formalités légales, sont exactement les mêmes que celles inscrites sur les doubles dûment paginés, paraphés et attestés, il sera de son devoir d'inscrire sur chacun des premiers un certificat constatant la vérification qu'il en aura faite, et la similitude des entrées qui y sont contenues avec celles des doubles dûment authentiqués, et aussi de les paginer, parapher et attester avec mention de la date à laquelle il aura accompli ces formalités et apposé ses certificats.

5. Lorsque ces formalités auront été remplies, et les certificats ci-dessus dûment apposés et signés par ledit officier spécial, les inscriptions ainsi faites, du 1er janvier 1922 au 10 janvier 1924, d'actes de l'état civil dans la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, sur des doubles non dûment authentiqués au temps voulu,

seront validées à toutes fins que de droit, et les registres les contenant seront authentiques, et auront la même force et le même effet que si lesdits doubles avaient été paginés, paraphés et attestés avant qu'il en soit fait usage.

Causes pen-
dantes.

6. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes, s'il y en a, dans lesquelles peut être contestée la véracité d'une entrée faite sur l'un ou l'autre des doubles registres ainsi validés.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 53

LOI RELATIVE À CERTAINES MODIFICATIONS À FAIRE AU CADASTRE DU CANTON JOLIETTE, SITUÉ PARTIE DANS LE COMTÉ DE JOLIETTE ET PARTIE DANS LE COMTÉ DE BERTHIER

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU que, par suite d'une erreur commise lors de la confection et du dépôt officiel du cadastre pour le canton Joliette, ce canton a été désigné dans la proclamation du 6 novembre 1885 (*Gazette officielle de Québec*, 1885, pages 2008 et suivantes) comme étant situé en entier dans le comté de Joliette quand, en vertu de lois antérieures et en vigueur, la partie nord-est d'icelui était située et est encore située dans le comté de Berthier;

Attendu qu'il y a lieu de corriger cette erreur et de valider les enregistrements erronément faits à cet égard;

A ces causes, Sa majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit:

Modifications
au cadastre
du canton Jo-
liette, autori-
sées.

1. Le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries est autorisé à faire les modifications nécessaires au cadastre du canton Joliette, dont la partie sud-ouest (comprise dans la paroisse de Sainte-Éméléd-l'Énergie) est située dans le comté de Joliette, et la partie nord-est (lots 1 à 22 du rang A et les lots 28 à 49 des rangs 1, 2, 3, 4 et 5 annexés à la paroisse de Saint-Zénon) est située dans le comté de Berthier, de façon que ledit cadastre attribue au comté de Berthier ce

qui est situé dans le comté de Berthier, et au comté de Joliette ce qui est situé dans le comté de Joliette.

2. Une copie certifiée du plan et du livre de renvoi officiels du canton Joliette, modifiés conformément à la présente loi et concernant le territoire situé dans le comté de Berthier, et une copie certifiée desdits plan et livre de renvoi officiels concernant le territoire situé dans le comté de Joliette, doivent être déposées, respectivement, dans le bureau d'enregistrement du comté de Berthier et dans le bureau d'enregistrement du comté de Joliette, selon la description du territoire dont il s'agit, dans les quinze jours qui suivront la sanction de la présente loi, et, à compter de la date de cette sanction, les dispositions de l'article 2168 du Code civil continueront d'être en vigueur dans la division d'enregistrement du comté de Joliette en ce qui regarde la partie du canton Joliette comprise dans ce comté, et elles deviendront en vigueur dans la division d'enregistrement du comté de Berthier, relativement à la partie nord-est dudit canton Joliette.

Dépôt d'une copie certifiée des plan et livre de renvoi officiels, modifiés.

3. La partie nord-est du canton Joliette, décrite dans la section 1 de la présente loi, fait partie et a toujours fait partie de la division d'enregistrement du comté de Berthier; et les documents relatifs au territoire de ladite partie nord-est du canton Joliette qui ont été enregistrés dans le bureau d'enregistrement du comté de Joliette depuis le 30 novembre 1885, jour fixé pour la mise en vigueur du cadastre du canton Joliette, sont aussi valides, en ce qui concerne leurs enregistrements, que s'ils avaient été régulièrement enregistrés dans le bureau d'enregistrement du comté de Berthier, le tout sans préjudice des droits déjà acquis aux tiers.

Partie n.-e. du canton Joliette fait partie de la div. d'enreg. du comté de Berthier, etc.

4. Les documents relatifs au territoire de la partie nord-est du canton Joliette qui ont été enregistrés dans le bureau d'enregistrement du comté de Berthier, alors que le dépôt officiel du cadastre dudit canton concernant ladite partie n'avait encore qu'erronément été fait au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, sont aussi valides, en ce qui concerne leurs enregistrements, que si le cadastre eût été régulièrement déposé en temps utile dans ledit comté de Berthier, le tout sans préjudice des droits déjà acquis aux tiers.

Validité de certains documents.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

11 GEORGE V, CHAPITRE 97

LOI CONCERNANT LA MISE EN FORCE DU CADASTRE DES CANTONS DE MATAPÉDIA, DANS LE COMTÉ DE BONAVENTURE, ET D'AUMOND ET DE KENSINGTON, DANS LE COMTÉ DE HULL

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

Préambule.

ATTENDU que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries a fait préparer et déposer, suivant la loi, des plans des cantons de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, et d'Aumond et de Kensington, dans le comté de Hull, ainsi que les livres de renvoi s'y rapportant;

Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, le dépôt des plans et livres de renvoi dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du dit Code civil y deviendront en force;

Attendu que l'adoption de l'arrêté en conseil exigé par l'article 2169 du Code civil a été omise par erreur;

Attendu qu'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil a été émise le vingt-sixième jour de juin 1920 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 3 juillet 1920, fixant le 15 juillet de la même année comme étant la date de la mise en force du cadastre du canton de Matapédia, dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure;

Attendu qu'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil a été émise le quatorzième jour de juin 1920, et publiée dans le même numéro de la *Gazette officielle de Québec*, fixant le 15 juillet de la même année comme étant la date de la mise en force du cadastre du canton d'Aumond, dans la division d'enregistrement du comté de Hull;

Attendu qu'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil a été émise le quatorzième jour de juin, 1920, et publiée dans le même numéro de la *Gazette officielle de Québec*, fixant le 15 juillet de la même année comme étant la date de l'entrée en vigueur du cadastre du canton de Kensington, dans la division d'enregistrement du comté de Hull;

Attendu que ces proclamations comportent erronément que la date du 15 juillet, fixée pour la mise en force du cadastre de ces cantons, l'a été par arrêté en conseil; et

Attendu qu'il y a lieu de légaliser lesdites proclamations;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les proclamations en date des quatorzième et vingt-sixième jours de juin, 1920, publiées dans le numéro de la *Gazette officielle de Québec* du 3 juillet 1920, fixant le quinzième jour dudit mois de juillet, comme étant la date de la mise en vigueur du cadastre pour le canton de Matapédia, dans la deuxième division d'enregistrement de Bonaventure et pour ceux d'Aumond et de Kensington, dans la division d'enregistrement de Hull, ont les mêmes validité, force et effet que si elles avaient été émises précédées d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Proclamations validées.

2. La présente loi est censée être en vigueur depuis le troisième jour de juillet dernier, 1920, date de la publication desdites proclamations. Effet rétroactif.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 78

LOI CONCERNANT LE CADASTRE DE LA PAROISSE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

ATTENDU qu'une subdivision d'une partie du lot No 138 du cadastre de la paroisse de Montréal a été faite, le 20 novembre 1889, conformément aux dispositions de l'article 2175 du Code civil, et que, parmi les lots nouveaux ajoutés au cadastre, se trouvait, entre autres, le lot désigné sous le No 138-26; Préambule.

Qu'un certain nombre de ces lots de subdivision, parmi lesquels était compris le lot No 138-26, ont été annulés en 1897, en vertu de l'article 2174a du Code civil, et sont redevenus partie intégrante du lot No 138 dudit cadastre de la paroisse de Montréal, tel que le comporte un certificat en date du 17 septembre 1897, signé par l'assistant-commissaire de la colonisation, en fonction à cette époque;

Que le lot No 138-26 a été rayé du plan et du livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Montréal, conformément au certificat d'annulation, mais que le registraire d'alors a oublié d'annuler ce lot dans l'index aux immeubles, et que ledit lot est resté désigné à l'index aux immeubles sous le No 138-26;

Que, depuis la date du certificat d'annulation, savoir

depuis le 17 septembre 1897, jusqu'à aujourd'hui, tous les actes qui ont été enregistrés sur ce terrain le désignent comme étant le lot No 138-26 du cadastre de la paroisse de Montréal, c'est-à-dire suivant la désignation que l'index aux immeubles attribue à ce terrain, et que tous ces actes ont été enregistrés et notés à l'index aux immeubles sous ce numéro;

Que les intéressés ont des doutes sur la légalité de ces actes et de ces enregistrements, et demandent que tels actes et enregistrements soient validés à toutes fins que de droit, que le certificat d'annulation du 17 septembre 1897 soit révoqué quant au lot de subdivision No 138-26, et que ce terrain soit déclaré avoir été valablement désigné, depuis le 20 novembre 1889, sous le No 138-26 du cadastre de la paroisse de Montréal;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande des intéressés;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annulation de
certains lots,
révoquée.

1. L'annulation de certains lots de cadastre de la paroisse de Montréal, telle que constaté dans un certificat de l'assistant-commissaire de la colonisation, en date du 17 septembre 1897, est révoquée quant au lot de subdivision No 138-26, et ce numéro a toujours été depuis le 20 novembre 1889, et continuera d'être à l'avenir la véritable désignation du terrain qu'il indique à l'index aux immeubles de la division d'enregistrement de Montréal.

Correction du
plan et livre
de renvoi.

2. Le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries est autorisé à corriger le plan et le livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal, conformément aux prescriptions de la présente loi.

Certains en-
registrements
validés.

3. Tous les enregistrements effectués sur ledit terrain et notés à l'index aux immeubles sous le No 138-26 du cadastre de la paroisse de Montréal, sont déclarés valides à toutes fins que de droit, et les ventes conventionnelles ou judiciaires, les donations, rétrocessions, obligations et radiations, enregistrées et notées dans l'index aux immeubles au No 138-26 du cadastre de la paroisse de Montréal, sont déclarées valides et légales quant à la désignation de l'immeuble affecté par ces actes et enregistrements.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 77

LOI CONCERNANT CERTAINES SUBDIVISIONS DE TERRAINS

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

ATTENDU que certains terrains ont été, jusqu'ici, subdivisés et vendus par lots de ville ou de village, sans que, au préalable, des plans et livres de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou aux lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2; 48 Victoria, chapitre 26; 53 Victoria, chapitre 53; 1 George V (1911), chapitre 48, ou 5 George V, chapitre 77;

Attendu qu'il en résulte des inconvénients sérieux pour le public en général et pour les détenteurs actuels de ces terrains;

Et attendu qu'il y a lieu d'y remédier pour le passé et de les prévenir pour le futur;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. 1. Dans le cas où un terrain, marqué aux plan et livre de renvoi avant l'entrée en vigueur de la présente loi, a été subdivisé et vendu par lots de ville ou de village, en tout ou en partie, sans que, au préalable, un plan et un livre de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2; 48 Victoria, chapitre 26; 53 Victoria, chapitre 53; 1 George V (1911), chapitre 48, ou 5 George V, chapitre 77, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut, sur requête à lui adressée par la majorité des parties intéressées, permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées:

a. Un plan est préparé portant des numéros comme les subdivisions ordinaires ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant, lesquels sont signés et certifiés corrects par la majorité des parties intéressées, et adressés avec une copie desdits plan et livre de renvoi, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui garde l'original et expédie cette copie, certifiée par lui, au registraire de la division qu'il appartient;

b. Le registraire prépare alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré, dans son livre d'index pour les subdivisions;

c. Sur certificat du registraire du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le

Préambule.

Plan et livre de renvoi dans le cas de subdivision d'un terrain.

Mode de confection.

Index aux immeubles.

Proclamation du lieutenant-gouverneur.

lieutenant-gouverneur en conseil émet une proclamation par laquelle il ordonne que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation; et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de la présente section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque. Cette proclamation est publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un journal quotidien des cités de Québec et de Montréal et dans un journal local, si tel journal existe;

Avis par le
régistrateur.

d. Le registrateur doit alors transmettre immédiatement, par lettres recommandées, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement un des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'informant de l'émission et du contenu de cette proclamation. Si le nom du créancier n'est pas inscrit au registre des adresses, le registrateur adresse la lettre recommandée à la résidence du créancier, indiquée dans l'acte d'obligation.

Frais.

2. Les frais de tels plan, livre de renvoi et d'avis sont à la charge des parties intéressées.

Requête des
propriétaires
au ministre de
la colonisa-
tion, etc.

2. 1. Quand, dans le cas spécifié dans le paragraphe 1 de la section 1 de la présente loi, un ou plusieurs propriétaires de ces lots ainsi subdivisés en lots de ville ou de village ne peuvent obtenir la signature de la majorité des propriétaires intéressés, il leur est néanmoins loisible d'adresser, en leurs noms personnels, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, la requête y indiquée en établissant qu'il leur a été impossible, pour les raisons qu'ils exposent, d'obtenir le consentement prévu par le paragraphe 1 de ladite section 1.

Avis aux
parties inté-
ressées.

Le ministre, sur preuve qu'il juge suffisante des faits contenus dans la requête, publie un avis pendant quatre semaines consécutives, dans la *Gazette officielle de Québec*, invitant toutes les parties intéressées à faire valoir, par écrit ou verbalement, les motifs qu'elles allèguent à l'encontre de la requête, ces motifs devant être exposés tel que dit ci-dessus, à une époque y indiquée et postérieure à la dernière publication de l'avis.

Plan des sub-
divisions.

Si le ministre considère qu'il peut accorder la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre, ou entendu les parties intéressées qui ont comparu devant lui, il peut permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivi-

sion de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées :

a. Un plan est préparé portant des numéros comme les subdivisions ordinaires ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant, lesquels sont signés et certifiés corrects par les signataires de la requête et toutes autres parties intéressées qui y consentent, et sont adressés, avec une copie desdits plan et livre de renvoi, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui garde l'original et expédie cette copie, certifiée par lui, au régistrateur qu'il appartient;

Mode de confection.

b. Le régistrateur prépare alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré, dans son livre d'index pour les subdivisions;

Index aux immeubles.

c. Sur certificat du régistrateur du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le lieutenant-gouverneur en conseil émet une proclamation par laquelle il ordonne que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation; et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de la présente section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque. Cette proclamation est publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un journal quotidien des cités de Québec et de Montréal et dans un journal local, si tel journal existe;

Proclamation du lieutenant-gouverneur.

Publication.

d. Le régistrateur doit alors transmettre immédiatement, par lettres recommandées, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement un des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'informant de l'émission et du contenu de cette proclamation. Si le nom du créancier n'est pas inscrit au registre des adresses, le régistrateur adresse la lettre recommandée à la résidence du créancier, indiquée dans l'acte d'obligation.

Avis par le régistrateur.

2. Les frais strictement nécessaires à la confection des plan, livre de renvoi et d'avis en vertu de la présente section sont à la charge de tous les intéressés, sans distinction entre ceux qui ont approuvé ou désapprouvé la requête, dans la proportion de l'évaluation municipale de leurs subdivisions respectives mentionnées dans lesdits plan et livre de renvoi.

Frais de la confection du cadastre des subdivisions.

3. La présente loi ne s'applique qu'aux faits antérieurs à son entrée en vigueur, et ne doit pas être interprétée.

Application et interprétation.

prétée comme permettant à l'avenir de faire des plans et livres de renvoi autrement qu'en conformité des dispositions de l'article 2175 du Code civil.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 73

LOI CONCERNANT LA CÉLÉBRATION DES MARIAGES

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Certains ma-
riages de per-
sonnes juives
validés.

1. Nonobstant les lois générales ou spéciales à ce contraires, tous les mariages, célébrés dans la province de Québec avant l'entrée en vigueur de la présente loi, entre les personnes professant la religion judaïque, sont valides, légaux et incontestables, s'ils ont été célébrés ou contractés suivants les rites ou les coutumes reconnus et admis par ladite religion, et quelles que soient les irrégularités dont ils peuvent être entachés, et bien que le célébrant n'eût pas obtenu une licence du gouverneur ou du lieutenant-gouverneur, ou qu'il n'eût pas la qualité de sujet britannique.

Causes pen-
dantes.

2. La présente loi s'applique aux causes pendantes.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 79

LOI LÉGALISANT CERTAINES SIGNATURES APOSÉES PAR LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTRE- MENT DE MONTMAGNY

(Sanctionnée le 19 mars 1925)

Préambule.

ATTENDU que, par arrêté ministériel No 1484, en date du 13 août dernier (1924), M. Émile Boulanger, de Montmagny, a été nommé, conjointement avec M. Alfred Doyer, du même lieu, registrateur pour la division d'enregistrement de Montmagny, en remplace-

ment de M. Alfred Doyer, registrateur pour la même division, incapable, pour cause de santé, d'exercer seul ses fonctions;

Que les commissions nommant Émile Boulanger et Alfred Doyer registrateur pour la division d'enregistrement de Montmagny ont été signées par le lieutenant-gouverneur le 20 août 1924 et que, le 21 du même mois, M. Émile Boulanger a prêté, devant l'honorable Ernest Roy, juge de la Cour supérieure, les serments d'allégeance et d'office, non en qualité de registrateur-conjoint, mais au titre de registrateur pour le comté de Montmagny et que son conjoint, M. Alfred Doyer, n'a pas prêté le serment requis par la loi;

Que, le 9 septembre de la même année, M. Alfred Doyer, l'un des conjoints, est décédé;

Que, par arrêté ministériel No 1669, en date du 18 septembre dernier (1924), M. Émile Boulanger a été nommé registrateur de la division d'enregistrement de Montmagny;

Qu'il a prêté les serments d'allégeance et d'office devant l'honorable P. D'Auteuil, juge de la Cour supérieure, le 20 septembre, et que sa commission a été signée par le lieutenant-gouverneur le 18 octobre suivant (1924);

Que, depuis le 15 août, inclusivement, M. Émile Boulanger a signé les documents concernant le bureau d'enregistrement de la division de Montmagny, du nom de "Boulanger & Doyer, registrateur-conjoint" avant que sa commission fût signée et avant d'avoir prêté le serment requis par la loi;

Que, à compter du 15 août jusqu'au 21 du même mois, inclusivement, ces documents auraient dû être signés par M. Wenceslas Nicol, député-registrateur nommé par M. Alfred Doyer, alors que ce dernier occupait seul le poste de registrateur;

Que, du 21 août au 9 septembre, date du décès du conjoint Alfred Doyer, M. Émile Boulanger a signé "Boulanger & Doyer, registrateur-conjoint", les documents de ladite division d'enregistrement, bien que l'un des conjoints, M. Alfred Doyer, n'eût pas prêté les serments d'allégeance et d'office requis par la loi;

Que, le 22 septembre, M. Émile Boulanger, registrateur de Montmagny, a signé tous les documents du bureau d'enregistrement qui avaient été présentés à ce bureau depuis le 9 septembre, date du décès de son conjoint, jusqu'au 22 septembre, date de son entrée en fonction, postdatant l'enregistrement des actes reçus dans l'intervalle écoulé entre le 9 septembre et le 22 septembre quand les entrées au livre de présentation portaient

la date de la remise de ces documents au bureau du registra-
trateur;

Que M. Émile Boulanger a ensuite continué à signer
les documents en sa qualité de registraire avant l'émission
de sa commission qui porte la date du 18 octobre,
1924;

Attendu que certaines des signatures apposées comme
il est ci-dessus relaté, l'ont été illégalement et qu'il y a
des doutes sur la légalité de certaines autres d'entre elles;
et

Attendu qu'il convient de légaliser ces signatures et
de faire disparaître tous doutes à l'égard de leur validité;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

Certaines si-
gnatures va-
lidées.

1. Les signatures: "Boulanger & Doyer", "Doyer &
Boulanger", et "Émile Boulanger" apposées, par M.
Émile Boulanger en qualité de registraire-conjoint ou
de registraire de la division d'enregistrement de Mont-
magny, sur les documents, certificats et registres du bu-
reau de la division d'enregistrement de Montmagny, de-
puis le 15 août jusqu'au 18 octobre 1924, sont validés en
autant que la capacité de la personne qui les y a appo-
sées est concernée.

Causes pen-
dantes.

2. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes
quant aux frais.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa
sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 72

LOI RELATIVE À LA PREUVE DES DÉCÈS DE CERTAINS MILITAIRES

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

Préambule.

ATTENDU qu'au cours de la présente guerre, de nom-
breuses personnes faisant partie de la force expédi-
tionnaire canadienne sont mortes en service actif en An-
gleterre et à l'étranger;

Attendu qu'il est, en certains cas, impossible de faire
la preuve du décès de ces personnes, soit par la produc-
tion d'un certificat d'inhumation, soit par le témoignage
de ceux qui ont été témoins de la mort, sur les champs
de bataille ou ailleurs;

Attendu que les autorités militaires font des enquêtes suivant les formalités exigées par les dispositions de l'arrêté du gouverneur général du Canada en conseil du 6 janvier 1916 (C. P., No 2890), pour établir le décès des militaires de la force expéditionnaire canadienne, en Angleterre et à l'étranger;

Attendu qu'il est opportun que le certificat constatant le décès de ces militaires, signé par les personnes ci-après mentionnées établisse, jusqu'à preuve du contraire, que le militaire y nommé est mort pendant qu'il était en service actif en Angleterre ou à l'étranger;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le certificat par écrit, signé par le directeur du bureau des soldes et archives de la force expéditionnaire canadienne d'outre-mer ou par le directeur ou autre employé supérieur du bureau des archives, aux quartiers généraux militaires, à Ottawa, ou par tout autre officier désigné par le gouverneur général du Canada en conseil, à cette fin, énonçant que la personne nommée dans le certificat faisait partie de la force expéditionnaire canadienne et qu'elle est décédée outre-mer, établit, jusqu'à preuve du contraire, le décès de telle personne, pour toutes les fins auxquelles s'étend la compétence de la Législature de cette province.

Preuve du décès de certains militaires, par certificat.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 77

LOI CONCERNANT LES AFFIDAVIT DONNÉS PAR LES MILITAIRES HORS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La validité et les effets attachés aux affidavit reçus par les personnes autorisées à les recevoir en vertu des dispositions des articles 25, 26 et 27 du Code de procédure civile, s'étendent aux affidavit donnés hors de la province de Québec par un officier, un sous-officier ou un soldat faisant partie de la force expéditionnaire cana-

Affidavit donnés par les militaires.

dienne en service en dehors du Canada, et reçus par un colonel, un lieutenant-colonel, un major, ou un capitaine faisant aussi partie de telle force expéditionnaire canadienne.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 60

LOI AMENDANT LA LOI CONCERNANT LES BOULANGERS ET LA FABRICATION DU PAIN DANS CERTAINES MUNICIPALITÉS

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—*Cette loi a été refondue, sauf la section 3 qui reste en vigueur et se lit comme suit:*

Application
de la loi.

3. La présente loi ne s'appliquera pas à la cité de Québec.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 39

LOI CONCERNANT LA VENTE ET LA DISTRIBUTION DU COMBUSTIBLE ET DES COMESTIBLES, EN TEMPS DE CRISE

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre de la loi.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de "Loi du contrôle du combustible et des comestibles".

Interpréta-
tion.

2. Dans la présente loi ainsi que dans les arrêtés en conseil et les ordonnances rendues sous son autorité, à moins que le contexte ne comporte un sens différent:

"Ministre";

1. Le mot "ministre" désigne le ministre des travaux publics et du travail;

2. Le mot "bureau" désigne le bureau de contrôle du "Bureau".
combustible et des comestibles.

3. Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil est satisfait qu'il existe en la province, relativement à une ou à plusieurs classes d'articles servant à la nourriture de l'homme ou au chauffage,—

"Bureau de contrôle du combustible et des comestibles".

1° une rareté de nature à priver les habitants de la province de l'approvisionnement nécessaire, ou

2° un danger sérieux qu'il se produise une telle rareté,—

il lui est loisible de créer un bureau appelé "Bureau de contrôle du combustible et des comestibles", composé d'un nombre de personnes n'excédant pas trois, nanties des pouvoirs et chargées des devoirs mentionnés dans la présente loi, relativement aux classes d'articles rendus sujets à son contrôle.

Création et composition de ce bureau.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer les officiers et employés du bureau qu'il jugera nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente loi.

Nomination des officiers, etc.

5. Les membres, les officiers et les employés du bureau reçoivent les traitements et rémunérations fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Traitements des membres du bureau.

6. Ces traitements et rémunérations, ainsi que les dépenses du bureau, sont payés sur le fonds consolidé du revenu, suivant comptes approuvés par le ministre.

Paiement des dépenses, etc.

7. Le bureau peut:

1. S'assurer du prix d'origine et du coût du transport de tout article ou de toute classe d'articles servant de combustible ou de comestibles rendu sujet à son contrôle par le lieutenant-gouverneur en conseil, et en informer le public;

Pouvoirs du bureau.

2. Limiter et déterminer les quantités qui peuvent en être vendues aux consommateurs dans un temps déterminé;

3. Faire connaître au public, par des ordonnances les prix de revient des articles ou des classes d'articles servant de combustible ou de comestible, rendus sujets à son contrôle comme susdit;

4. Obliger les fabricants et les commerçants de lui donner, quand il le requiert, un inventaire des articles ou des classes d'articles servant de combustible ou de comestible, rendus sujets à son contrôle comme susdit, qu'ils ont en magasin ou en entrepôt.

Enquêtes sur les faits. **8.** Dans l'exercice des pouvoirs conférés par la présente loi, le bureau peut recourir à tous les moyens qu'il juge convenables pour s'enquérir des faits, mais il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter des règles de procédure applicables à l'exercice des pouvoirs du bureau et aux contestations qui se soulèvent devant lui.

Décision du bureau. **9.** Le bureau rend ses décisions par voie d'ordonnances qui sont obligatoires et non susceptibles d'appel.

Infractions et pénalités. **10.** Toute personne qui refuse ou néglige de se conformer aux ordonnances du bureau commet une infraction à la présente loi et est passible :

1. Si elle refuse de donner au bureau les renseignements qu'il demande ou donne des renseignements erronés,—d'une amende de vingt-cinq dollars, chaque fois qu'elle refuse de donner ces renseignements ou donne des renseignements erronés;

2. Si elle vend aux consommateurs des articles servant au chauffage ou à la nourriture de l'homme en quantités plus grandes que celles permises par le bureau, pendant le temps déterminé,—d'une amende de cent à cinq cents dollars;

3. Si elle refuse ou néglige, lorsqu'elle en est requise par le bureau, de lui fournir un inventaire des marchandises qu'elle a en magasin ou en entrepôt,—d'une amende de cent dollars chaque fois qu'elle refuse ou néglige de se conformer à la demande du bureau;

4. Si elle refuse ou néglige de se conformer, de quelque autre manière, aux prescriptions d'une ordonnance du bureau,—d'une amende de vingt-cinq à cent dollars.

Paiement et répétition du prix du combustible, etc. **11.** Celui qui achète du combustible ou des comestibles en une quantité supérieure à celle fixée par le bureau n'est pas tenu de payer l'excédent, et il a droit, s'il l'a payé, de répéter le prix de cet excédent.

Procédure et recouvrement des amendes, etc. **12.** La procédure en recouvrement des amendes et pénalités ci-dessus est régie par les dispositions des première et deuxième parties de la Loi des convictions sommaires de Québec.

Entrée en vigueur. **13.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

NOTE.—*Proclamation non encore émise à la date de l'entrée en vigueur des Statuts refondus, 1925.*

11 GEORGE V, CHAPITRE 89

LOI AMENDANT L'ARTICLE 1682 DES STATUTS REFONDUS DE QUÉBEC, 1888

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1682 des Statuts refondus de Québec, S. R., 1682, 1888, tel qu'amendé par la loi 57 Victoria, chapitre 20, ^{am.} section 1, est de nouveau amendé en en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

"Le siège d'opération de la société est à Montréal". Siège principal.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur. sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 99

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE SAINT NICHOLAS SYRIAN GREEK ORTHODOX CHURCH OF MONTREAL"

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

9. La corporation tiendra des registres pour les actes de l'état civil et elle pourra, de temps à autre, nommer un ministre et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place, et la présente loi confère au ministre officiant de ladite congrégation l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer tous autres pouvoirs relevant des ministres des congrégations religieuses; le tout conformément aux dispositions du Code civil et aux lois générales de cette province.

Corporation autorisée à tenir des registres de l'état civil.

* * * * *

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur. sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 100

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE SYRIAN GREEK
ORTHODOX CHURCH OF SAINT NICHOLAS OF CANADA"

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

9. La corporation tiendra des registres pour les actes de l'état civil et elle pourra, de temps à autre, nommer un ministre et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place, et la présente loi confère au ministre officiant de la dite congrégation l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer tous autres pouvoirs relevant des ministres des congrégations religieuses; le tout conformément aux dispositions du Code civil et aux lois générales de cette province.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 101

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CONGRÉGATION
KEHAL JESHURIN

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Pouvoir de
tenir des re-
gistres de
l'état civil.

6. La corporation tiendra, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil et elle pourra, de temps à autre nommer un rabbin ou ministre officiant et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la

présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la congrégation l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

10. La loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux mem- Dispositions non applicables. bres et au ministre officiant de la congrégation.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur. sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 102

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA CONGRÉGATION JUIVE, BETH ISRAËL, DE LACHINE

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. La corporation tiendra, suivant la loi, des registres Pouvoir de pour les actes de l'état civil; et elle pourra, de temps à tenir des re- autre, nommer un rabbin ou ministre desservant, et le gistres de révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; l'état civil, et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de etc. tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

10. La loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux mem- Dispositions non applicables. bres ni au ministre desservant de la congrégation.

* * * * *

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa Entrée en vigueur. sanction.

1 GEORGE V (1910), CHAPITRE 108

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE JEWISH CONGREGATION NUSACH HOAARI", DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres de l'état civil.

6. La corporation tiendra suivant la loi des registres pour les actes de l'état civil; et elle pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre desservant, et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Dispositions non applicables.

10. La loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre desservant de ladite congrégation.

* * * * *

Entrée en vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 115

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE CONGREGATION CHAVAYRIN KALL YISRAEL"

(Sanctionnée le 24 mars 1911)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. La corporation tiendra des registres pour les actes de l'état civil conformément à la loi; et elle pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre officiant, et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre officiant de ladite congrégation, l'autorisation et le pouvoir de tenir en langue française ou en langue anglaise des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer ainsi tous autres pouvoirs relevant des ministres des congrégations religieuses.

Registres des
actes de l'état
civil.

* * * * *

9. La loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre officiant de ladite congrégation.

Dispositions
non applica-
bles.

* * * * *

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

3 GEORGE V, CHAPITRE 105

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE BRETHREN CHURCH OF THE PROVINCE OF QUEBEC"

(Sanctionnée le 21 décembre 1912)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

7. Les registres d'entrées des mariages, baptêmes et sépultures seront tenus par chaque église ou congrégation et par ses ministres conformément aux lois de cette province concernant les actes de l'état civil; et le ministre régulièrement ordonné de toute congrégation de ladite église ou de toute *Brethren Church* ou corps soumis aux lois de la dénomination des *Brethren*, pourra tenir ces registres, pourvu que tout tel ou autre ministre de ladite dénomination, avant de recevoir un ou des registres de ces actes d'état civil, fournisse au protonotaire de la Cour supérieure ou à tout autre officier autorisé par

Registres des
actes de l'état
civil.

la loi à donner ces registres, un certificat de son ordination comme tel ministre, et de sa nomination, installation ou mise en possession de la charge de ministre de toute telle congrégation, en prêtant le serment d'allégeance devant un juge ou commissaire de la Cour supérieure du district où telle congrégation existe, et en produisant et remettant, au protonotaire de la dite cour ou à l'officier autorisé à donner et émettre ces registres, un certificat de la prestation de ce serment, et en se conformant aux lois de cette province concernant la tenue des actes de l'état civil et le payement des honoraires fixés par la loi.

Transmission
du double du
registre.

8. Le double du registre tenu par tout ministre pour l'usage exclusif de l'église ou congrégation sera régulièrement remis par lui à ses successeurs en fonction, et, à l'extinction de toute congrégation, pour quelque cause que ce soit, ledit registre sera remis au protonotaire de la Cour supérieure, pourvu toutefois que, dans le cas où telle congrégation se formerait de nouveau, ce registre soit remis par ledit protonotaire au ministre de telle congrégation.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 155

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉGLISE ROUMAINE ORTHODOXE DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 19 février 1914)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

10. Ladite corporation tiendra des registres pour les actes de l'état civil en anglais ou en français, et elle pourra, de temps à autre, nommer un ministre et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à la place; et la présente loi confère au ministre officiant de ladite congrégation l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer tous autres pou-

voirs relevant des ministres des congrégations religieuses; le tout conformément aux dispositions du Code civil et aux lois générales de cette province.

* * * * *

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 156

LOI CONCERNANT LE DROIT DE TENIR DES REGISTRES ET D'EXÉCUTER DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL PAR LES PASTEURS, MINISTRES ET MISSIONNAIRES DES ÉGLISES BAPTISTES

(Sanctionnée le 19 février 1914)

ATTENDU que William E. Muir, O. C. S. Wallace, Préambule.
D. D., et W. G. Rickert, tous de la cité de West-
mount, dans le district de Montréal, ont représenté, par
leur pétition, qu'il existe certaines restrictions au droit
qu'ont les pasteurs, ministres et missionnaires baptistes
d'exécuter des actes de l'état civil et de tenir des regis-
tres de l'état civil dans cette province, et qu'il existe
certains doutes en ce qui concerne la légalité des actes
de l'état civil exécutés, et les registres de l'état civil tenus
jusqu'ici par les pasteurs, ministres et missionnaires
baptistes dans la province; et qu'ils ont demandé l'adop-
tion d'une loi afin de faire disparaître ces restrictions et
ces doutes et donner effet aux actes de l'état civil exécu-
tés et aux registres de l'état civil tenus dans le passé par
ces pasteurs, ministres et missionnaires, dans cette pro-
vince, nonobstant l'omission de la part de ces pasteurs,
ministres ou missionnaires de remplir toutes les condi-
tions requises par les lois de la Législature de la province
du Bas-Canada, 3 Guillaume IV, chapitre 29, et 6 Guil-
laume IV, chapitre 49, et malgré que ces pasteurs, minis-
tres et missionnaires puissent n'avoir pas été sujets bri-
tanniques et que l'enregistrement de l'une quelconque
de ces naissances puisse n'avoir pas été accompagné du
baptême;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande
contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement
du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Qué-
bec, décrète ce qui suit:

1. Il a toujours été, il est et sera toujours loisible à tout pasteur, ministre ou missionnaire ordonné confor- Autorisation
de tenir des
registres des

actes de l'état
civil.

mément aux coutumes de ces églises baptistes ou en union avec toute société, église ou congrégation baptiste calviniste, société, église ou congrégation dite *Free Will Baptist*, ou société, église, congrégation baptiste, toutes communément connues et désignées sous le nom d'églises baptistes, ayant sous leur contrôle une église ou des églises dans la province de Québec, ou à tout pasteur, ministre ou missionnaire, remplissant alors des fonctions pastorales se rattachant à une église ou à des églises baptistes, conformément aux règles et règlements des églises baptistes, d'accomplir les actes de l'état civil et de tenir des registres dûment authentiqués, conformément aux lois de cette province, de toutes les naissances, mariages et sépultures, célébrés ou reconnus par le ministère de ce pasteur, ministre ou missionnaire; et ces actes de l'état civil et leur enregistrement ont eu et auront le même effet légal, à toutes fins et intentions, que ceux accomplis et tenus par tout ministre des églises d'Angleterre et d'Écosse, dans cette province, et ce, notwithstanding l'omission par ces pasteurs, ministres ou missionnaires de prêter le serment d'allégeance ou de donner le cautionnement requis en vertu des lois de la Législature de la province du Bas-Canada, 3 Guillaume IV, chapitre 29, et 6 Guillaume IV, chapitre 49, et notwithstanding le fait que ces pasteurs, ministres ou missionnaires ne sont pas ou n'ont pas été sujets britanniques, et bien que l'enregistrement de ces naissances n'ait pas été accompagné du baptême.

Condition de
l'autorisation.

2. Toutefois, aucun de ces pasteurs, ministres ou missionnaires n'aura le droit de demander et de recevoir un registre authentiqué, tant qu'il n'aura pas déposé, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où il doit exercer son ministère, dans cette province, un certificat signé par le modérateur ou secrétaire de l'Association des églises baptistes dans les limites de laquelle association son église ou ses églises peuvent être situées, attestant qu'il est pasteur, ministre ou missionnaire ordonné et régulièrement accrédité et qu'il a été dûment choisi comme pasteur, ministre ou missionnaire d'une ou de plusieurs églises baptistes.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 158

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA SYNAGOGUE JUIVE
ROSSLAND

(Sanctionnée le 19 février 1914)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. Ladite corporation tiendra, dans la cité de Montréal, des registres pour les actes de l'état civil conformément aux lois de cette province; et elle pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre officiant, et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre officiant de ladite congrégation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres en langue française ou en langue anglaise, pour les actes de l'état civil, et d'exercer ainsi tous autres pouvoirs relevant des ministres des congrégations religieuses.

Registres des
actes de l'état
civil.

* * * * *

10. La loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre officiant de ladite congrégation.

Disposition
non applica-
ble.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

4 GEORGE V, CHAPITRE 159

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE CONGREGATION
SHEMERIN LABEKER"

(Sanctionnée le 19 février 1914)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

6. La corporation tiendra, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil et elle pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre officiant et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la congrégation l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, en la langue française ou anglaise et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

9-10 Geo. IV,
c. 75, non ap-
plicable.

10. La loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre officiant de la congrégation.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 146

LOI CONFÉRANT À L'ARMÉE DU SALUT LE POUVOIR DE FAIRE LES ACTES ET TENIR DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU que l'Armée du Salut, corps politique religieux et corporation dûment constituée par un statut du Canada, et ayant son bureau principal, pour la puissance du Canada, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, et son bureau principal pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, a représenté, par sa pétition, qu'elle est une dénomination religieuse bien établie, ayant des congrégations régulières et une organisation complète de ministres religieux dûment ordonnés, sous le nom de "staff officers"; attendu que lesdits ministres n'ont pas les pouvoirs généralement accordés à de semblables ministres d'autres dénominations, de faire les actes et de tenir des registres de l'état civil; attendu qu'elle a demandé que lesdits pouvoirs lui soient accordés, et attendu que lesdits pouvoirs lui ont été accordés dans toutes les autres provinces du Canada, et qu'il est à propos de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. A dater de l'adoption de la présente loi, les ministres de l'Armée du Salut ordonnés suivant ses rites et portant le titre de "staff officers", et chacun d'eux, auront le droit et le pouvoir de faire, exécuter et enregistrer tous les actes de l'état civil, et de tenir des registres de l'état civil pour les congrégations de l'Armée du Salut dont ils ont respectivement la charge; le tout conformément aux dispositions du Code civil et du Code de procédure civile en tels cas décrétées et dans la même mesure autorisée par lesdits codes pour les autres ministres et congrégations.

Pouvoir de
tenir des re-
gistres de l'é-
tat civil.

2. Aucun de ces ministres n'a, toutefois, le droit de réclamer et d'obtenir un registre authentique, avant d'avoir déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel il exercera son ministère, dans cette province, un certificat signé par l'officier en chef de l'Armée du Salut pour la province de Québec, attestant qu'il est un ministre ordonné, occupant régulièrement le rang de "staff officer", et qu'il a été dûment mis en charge d'une ou plusieurs congrégations de ladite Armée du Salut.

Certificat pré-
alable de l'of-
ficier en chef.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

5 GEORGE V, CHAPITRE 148

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION L'ÉGLISE ORTHODOXE CATHOLIQUE RUSSO-GRECQUE SAINT-PIERRE ET SAINT-PAUL DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

11. Ladite corporation tiendra, dans les limites de la cité de Montréal, des registres des actes de l'état civil et pourra, de temps à autre, nommer un ministre, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place, et le ministre officiant de ladite congrégation reçoit par la présente loi pouvoir et autorisation de tenir des regis-

Registres des
actes de l'état
civil.

tres de l'état civil; le tout, conformément aux dispositions du Code civil et aux lois générales de cette province.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 149

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE AHAVAS SHOLEM ANSHE GALIZIE SYNAGOGUE"

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres de
l'état civil.

6. La corporation tiendra, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer, ou en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 108

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE NEW ADATH
JOSHURUN CONGREGATION"

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. La corporation tiendra dans la langue française ou dans la langue anglaise, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer, ou en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des congrégations religieuses.

Registres des
actes de l'état
civil.

* * * * *

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 117

LOI CONCERNANT L'ÉRECTION, DANS CETTE PROVINCE, DE
PAROISSES ET MISSIONS DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE
GRECQUE RUTHÈNE EN COMMUNION AVEC ROME

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

* * * * *

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

9. La présente loi confère audit curé ou desservant l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, en langue française ou anglaise, et

Registres des
actes de l'état
civil.

d'exercer à cet égard tout autre pouvoir relevant des ministres de congrégations religieuses.

* * * * *

S. R., 4316,
modifié.

11. L'article 4316 des Statuts refondus, 1909, s'applique aux paroisses ou missions, créées sous l'autorité de la présente loi, avec cette modification que l'autorité compétente sera l'évêque de l'Église catholique grecque ruthène en communion avec Rome.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 118

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CORPORATION DES JUIFS ESPAGNOLS ET PORTUGAIS, "SHEARITH ISRAEL", DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

Préambule.

ATTENDU que la corporation des juifs espagnols et portugais, "Shearith Israel", de Montréal, constituée par la loi 53 Victoria, chapitre 85, a représenté, par sa pétition, qu'il existe certaine ambiguïté quant au pouvoir de la corporation pour emprunter de l'argent;

Attendu qu'il est à propos d'éliminer ce doute sur le droit de ladite corporation d'emprunter de l'argent;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1.

Licence pour
le rabbin, non
requise.

Il ne sera pas nécessaire que ce rabbin ou ministre officiant ainsi nommé obtienne une licence du gouverneur ou du gouvernement, comme l'exige la loi de la ci-devant province du Bas Canada, 9 George IV, chapitre 75, pour avoir tous les pouvoirs conférés par ladite loi aux ministres ainsi licenciés.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8 GEORGE V, CHAPITRE 136

LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CORPORATION DES JUIFS
ANGLAIS, ALLEMANDS ET POLONAIS DE MONTRÉAL

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que la Corporation des juifs anglais, allemands et polonais, de Montréal, constituée en corporation en vertu de la loi 9 et 10 George IV, chapitre 75, telle qu'amendée par les lois 9 Victoria, chapitre 96, et 2 Édouard VII, chapitre 95, a représenté, par sa pétition, qu'il est à propos que le nom de la corporation soit changé pour celui de *Congregation Shaar Hashomoyim*, (porte du ciel); que le nombre croissant des membres de la corporation a rendu nécessaire et opportun, pour la corporation, d'avoir plus ample pouvoir de posséder des biens et d'être propriétaire de cimetières, à Montréal et ailleurs dans le district de Montréal; qu'il est nécessaire que la corporation ait le pouvoir d'emprunter, aliéner, hypothéquer, vendre et échanger ses biens immobiliers et en disposer autrement; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La section 1 de la loi 2 Édouard VII, chapitre 95, est remplacée par la suivante: 2 Éd. VII, c. 95, s. 1, rempl.

"1.

Il ne sera pas nécessaire que ce rabbin ou ministre officiant ainsi nommé, obtienne une licence du gouverneur ou de la personne administrant le gouvernement, comme l'exige la loi de la ci-devant province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, pour avoir tous les pouvoirs conférés par ladite loi aux ministres ainsi licenciés."

Licence du
rabbin, non
obligatoire.

* * * * *

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 142

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE CONGREGATION
BETH HAMEDRASH HAGADOL"

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Corporation
autorisée à
tenir des re-
gistres de l'é-
tat civil.

6. La corporation tiendra, soit en français ou en anglais, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, règlements, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10 GEORGE V, CHAPITRE 148

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE CONGREGATION
AGUDATH ACHIM OF SHERBROOKE"

(Sanctionnée le 14 février 1920)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

6. Ladite corporation tiendra des registres pour les actes de l'état civil conformément à la loi, et elle pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre officiant, et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres

à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre officiant de ladite corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres, en langue française ou en langue anglaise, pour les actes de l'état civil, et d'exercer ainsi tous autres pouvoirs relevant des ministres des congrégations religieuses. Dans quelle langue sont tenus ces registres.

* * * * *

9. La loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre officiant de ladite congrégation. 9-10 Geo. IV. c. 75, ne s'applique pas.

* * * * *

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

10 GEORGE V, CHAPITRE 149

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA "CONGREGATION PINSKER SHUL KINYAN TORAH"

(Sanctionnée le 14 février 1920)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. La corporation tiendra, suivant la loi, soit en langue française soit en langue anglaise, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant les lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard, tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses. Tenue des registres de l'état civil.

* * * * *

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 133

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA "CONNECTIONAL
METHODIST CHURCH IN QUEBEC"

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

* * * * *

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres de
l'état civil.

7. La *Connectional Methodist Church in Quebec* devra tenir, suivant la loi, soit en français soit en anglais, des registres des actes de l'état civil, et les ministres officiants de ladite *Connectional Methodist Church*, dûment ordonnés et ayant la direction de toute chapelle, église ou presbytère, sont par la présente loi autorisés à, et pouvoir leur est donné de tenir des registres des actes de l'état civil et d'exercer à ce sujet tous autres pouvoirs civils appartenant aux ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 134

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE AFRICAN ME-
THODIST EPISCOPAL CHURCH"

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation
constituée.

Nom.

1. Les personnes susmentionnées, avec toutes celles qui se joindront à elles, sont, par la présente loi, constituées en corporation sous le nom de *The African Methodist Episcopal Church*, pour les fins suivantes, savoir:

.....

d. Tenir des registres de l'état civil, conformément aux lois de cette province;

.....

* * * * *

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa ^{Entrée en} sanction. ^{vigueur.}

12 GEORGE V, CHAPITRE 186

LOI RECONNAISSANT "THE HOLINESS MOVEMENT CHURCH IN CANADA" COMME CORPORATION ECCLÉSIASTIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 8 mars 1922)

ATTENDU que *The Holiness Movement Church in Canada*, constituée en corporation par un statut spécial du parlement du Canada, 63-64 Victoria, chapitre 101, comme corporation religieuse comprenant l'évêque, le clergé, et les membres élus suivant la constitution du *Movement* avec les droits, pouvoirs et privilèges spécifiés dans ledit statut, a représenté par sa pétition qu'elle désire être reconnue comme corporation ecclésiastique autorisée à acquérir et posséder des biens, mobiliers et immobiliers, pour la poursuite des fins du *Movement*; être autorisée à tenir des registres de l'état civil; que des doutes sur la validité des mariages célébrés par son clergé depuis qu'elle est constituée en corporation soient éliminés et la validité de ces mariages reconnue; et attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande:

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

3. La corporation pourra tenir, suivant la loi, en langue française ou en langue anglaise, des registres des actes de l'état civil, et les ministres officiants de ladite corporation ou dudit *Movement*, dûment ordonnés et préposés à la direction de toute église, chapelle ou de tout presbytère, reçoivent par la présente loi autorisation et pouvoir de tenir des registres pour l'inscription des actes de l'état civil, et d'exercer à cette fin tous autres pouvoirs

Registres de l'état civil.

civils appartenant aux ministres des corporations religieuses.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 137

LOI ÉTENDANT LES POUVOIRS DE L'ÉGLISE DU MESSIE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

Préambule

ATTENDU que l'Église du Messie, dûment constituée en corporation par la loi de la province de Québec, 6 Édouard VII, chapitre 91, a, par sa pétition, signée par son président George Falconer, de la ville de Westmount, province de Québec, et par son secrétaire Percy Booth, de la cité de Montréal, dans ladite province, représenté :

Que, par un acte passé par l'ancienne province du Canada, 8 Victoria, chapitre 35, la congrégation de l'Église du Messie (unitaire) portant alors le nom d'Unitaires chrétiens, avait entre autres reçu le pouvoir de tenir des registres d'état civil, pourvu que le ministre en charge ou le pasteur de ladite congrégation prêtât un serment d'allégeance et se conformât à d'autres règlements ;

Que ladite congrégation fut constituée et déclarée corps politique et corporation sous le nom de l'Église du Messie, par la loi de la province de Québec 6 Édouard VII, chapitre 91 ;

Que la corporation religieuse connue sous le nom d'Unitaires chrétiens n'a pas d'école de théologie au Canada, mais est étroitement affiliée à bon nombre de coreligionnaires des États-Unis d'Amérique, parmi lesquels, dans le passé, elle avait cru opportun de choisir ses ministres ;

Que le ministre actuel en charge de ladite église est un citoyen américain, et ne peut se conformer auxdites dispositions de ladite loi 8 Victoria, chapitre 35, quant au serment d'allégeance qu'il doit prêter, et que, par conséquent, il n'est pas autorisé à tenir des registres de l'état civil ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Tenue des re-
gistres de l'é-
tat civil par

1. Nonobstant les dispositions de l'acte de la province du Canada 8 Victoria, chapitre 35, ou toute loi

contraire, lorsqu'un ministre en charge de l'Église du Messie n'est pas sujet britannique, il est permis au président et à tout membre de ladite église comme son représentant, lorsqu'il a été dûment nommé comme tel par une résolution du comité d'administration de ladite église, de tenir des registres de l'état civil pour ladite église, pourvu que lui et son représentant soient sujets britanniques, et le protonotaire de la Cour supérieure, ou tout officier public autorisé à certifier les registres de l'état civil, devra certifier les registres qui serviront à ladite église, lorsqu'ils seront accompagnés d'un certificat du secrétaire de ladite église, attestant l'élection de son président et la nomination de son représentant pour les fins susdites.

2. Lorsque tout dit registre est tenu par le président de ladite église ou par son représentant comme susdit, tous actes de l'état civil y enregistrés devront être signés par le ministre de ladite église et par ledit président ou son représentant, et tout mariage célébré ou baptême administré et toute sépulture faite par ledit ministre en charge de ladite église, et ainsi enregistrés, ont le même effet légal que si ledit registre avait été tenu par un ministre légalement autorisé.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12 GEORGE V, CHAPITRE 139

LOI AYANT POUR OBJET DE VENIR EN AIDE À LA DÉNOMINATION CONGRÉGATIONALISTE CI-DEVANT CONNUE SOUS LE NOM DE "MEMBRES DES SOCIÉTÉS CONGRÉGATIONNELLES", CONCERNANT LA TENUE DE LEURS REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET SIMPLIFIANT LA PROCÉDURE

(Sanctionnée le 21 décembre 1922)

ATENDU que l'Union congrégationaliste du Canada a représenté, par sa pétition:

Que le corps religieux généralement reconnu comme la dénomination congrégationaliste et ci-devant connu sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles, représentés au Canada par ladite Union (qui a été constituée en corporation par le statut du Canada 9-10 Édouard VII, chapitre 86), est l'une des églises protestantes les plus anciennes, les mieux connues et les mieux établies; que ses ministres ayant charge de ses églises,

certains per-
sonnes.

Validité des
mariages, etc.

Entrée en
vigueur.

Préambule.

congrégations et missions, ont été pendant longtemps et dûment reconnus comme revêtus de tous les droits et pouvoirs ordinaires des fonctionnaires de l'état civil; que, pendant longtemps, ils ont eu, d'une manière incontestée, la possession de tous ces droits et pouvoirs et ont tenu les registres ordinaires d'un nombre considérable d'actes de l'état civil se rapportant aux nombreuses congrégations bien connues de cette dénomination; que, néanmoins, certaines personnes,—se prétendant congrégationalistes en principe, mais n'appartenant pas à ladite dénomination organisée, et n'ayant pas été reçues membres de l'Union congrégationaliste du Canada,—ayant prétendu récemment être revêtues des mêmes droits, ces prétentions ont donné lieu à certains doutes et causé de fâcheuses difficultés de procédure en ce qui concerne l'identification et les pouvoirs des ministres et des congrégations de ladite dénomination congrégationaliste; et, attendu qu'il est à propos de faire disparaître tous ces doutes et de simplifier la procédure pour la rendre conforme à celles des autres dénominations dûment reconnues;

En conséquence Sa Majesté de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Tenue des registres de l'état civil, autorisée.

1. Chacune des et toutes les églises, congrégations et missions de la dénomination religieuse généralement reconnue comme dénomination congrégationaliste, et ci-devant aussi connue sous le nom de "Membres des sociétés congrégationnelles", dûment reconnus comme membres de l'Union congrégationaliste du Canada constituée en corporation par le statut du Canada 9-10 Édouard VII, chapitre 86, ou par son comité exécutif,—le certificat du secrétaire général de ladite Union congrégationaliste constituant une preuve suffisante de cette qualité ainsi reconnue,—auront et posséderont le droit de tenir les registres de l'état civil dans une mesure aussi complète et de la même manière que celles qui sont décrétées, par le Code civil et le Code de procédure civile; et toutes et chacune d'elles sont, par la présente loi, confirmées dans lesdits droits.

Certaines personnes autorisées à célébrer les mariages, etc.

2. Sans déroger à aucun de leurs droits et actes antérieurs à la présente loi mais en les confirmant, chacun des et tous les ministres de ladite dénomination, dûment reconnus comme tels par ladite Union congrégationaliste du Canada, ou par son comité exécutif, ou spécialement autorisés par ladite union ou par son comité exécutif, auront le droit de remplir l'office de fonctionnaires

publics tenant les registres de l'état civil, sujet aux conditions voulues par la loi, avec tous les droits s'y rapportant, et tous les autres droits, et cérémonies, appartenant aux fonctionnaires publics ayant charge des registres de l'état civil, de la manière et dans une mesure aussi complète, que celles qui sont décrétées par le Code civil et le Code de procédure civile.

3. L'acte 4 Guillaume IV, chapitre 19, intitulé "Acte 4 Guillaume IV, c. 19, ab. conditionnellement.
pour le soulagement des sociétés congrégationalistes de cette province", est par la présente loi abrogé, en ce qui concerne ladite dénomination congrégationaliste, mais seulement en tant que ses dispositions peuvent être incompatibles avec celles de la présente loi.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 121

LOI RECONNAISSANT "THE PENTECOSTAL ASSEMBLIES OF CANADA" COMME CORPORATION ECCLÉSIASTIQUE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

3. La corporation pourra tenir, suivant la loi, en Tenue des registres de l'état civil.
langue française ou en langue anglaise, des registres des actes de l'état civil, et les ministres officiants de ladite corporation, dûment ordonnés et préposés à la direction de toute église, chapelle ou de tout presbytère, reçoivent par la présente loi autorisation et pouvoir de tenir des registres des actes de l'état civil, et d'exercer à cette fin tous autres pouvoirs civils appartenant aux ministres de congrégations religieuses.

* * * * *

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

13 GEORGE V, CHAPITRE 123

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "LA CONGREGATION
BETH YITZCHOK"

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres de
l'état civil.

6. La corporation tiendra, soit en français ou en anglais, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, règlements, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13 GEORGE V, CHAPITRE 124

LOI AMENDANT LA CHARTE DE "TEMPLE EMMANU-EL"

(Sanctionnée le 29 décembre 1922)

Préambule.

ATTENDU que la congrégation religieuse, *Temple Emmanu-El*, de Montréal, constituée en corporation par la loi 46 Victoria, chapitre 67, a représenté par sa pétition que, par inadvertance, son nom a été mal épilé dans ledit acte; que vu le nombre croissant de ses adeptes, il est nécessaire d'étendre ses pouvoirs, de régulariser ses registres de l'état civil et d'exercer d'autres droits se rattachant aux congrégations religieuses en général; et

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

3. Les sections 5, de ladite loi (46 V., c. 46, V., 67, ss. 67,) sont remplacées par les suivantes: 5, remp.

"5. La congrégation pourra nommer et installer, de la manière déterminée par ses règlements, un rabbin ou ministre officiant et le destituer à son gré et en nommer et installer un autre à sa place en tout temps, et ce rabbin ou ministre officiant devra tenir les registres de l'état civil que ladite congrégation est, par la présente loi, autorisée à tenir. Les registres de l'état civil ci-devant tenus par le rabbin ou ministre officiant de la congrégation et toutes les entrées qui y sont faites, sont déclarés valides à toutes fins, pourvu que l'on se soit conformé aux autres exigences de la loi.

Nomination
d'un rabbin.

Registres de
l'état civil va-
lidés.

* * * * *

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

14 GEORGE V, CHAPITRE 134

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE CONGREGATION TIFERETH JOSEPH OF AMHERST PARK"

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

6. La corporation pourra, de temps à autre, nommer un rabbin ou ministre officiant et le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre officiant de ladite corporation l'autorisation et le pouvoir de tenir, en langue anglaise ou en langue française, des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer à cet égard tous autres pou-

Nomination
des rabbins,
etc.

Registres de
l'état civil.

voirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

9-10 Geo. IV,
c. 75, non ap-
plicable.

9. La loi de l'ancienne province du Bas-Canada 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres et au ministre officiant de ladite congrégation.

* * * * *

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 138

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "THE BETH ISRAEL & SAMUEL CONGREGATION"

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

5. La corporation tiendra, soit en français ou en anglais, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil et d'exercer, à cet égard, tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Dispositions
non applica-
bles.

10. L'acte de l'ancienne province du Bas-Canada 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres et au ministre desservant ladite congrégation.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15 GEORGE V, CHAPITRE 139

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION "CHEVRA THILIM
LINAS HAZEDEK"

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

5. La corporation tiendra, soit en français ou en anglais, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra de temps à autre, suivant ses lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre à sa place; et la présente loi confère au rabbin ou ministre desservant de la congrégation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer, à cet égard, tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses, et ce rabbin ou ministre desservant ne sera pas tenu d'obtenir un permis du gouverneur ou de l'autorité administrative, tel que le décrète la loi de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, et il aura, cependant, tous les pouvoirs conférés par ladite loi aux ministres possédant semblable permis.

Registres des
actes de l'état
civil.

* * * * *

10. L'acte de l'ancienne province du Bas-Canada, 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres ni au ministre desservant de ladite congrégation.

Dispositions
non applica-
bles.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

15 GEORGE V, CHAPITRE 140

LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LA "CONGREGATION
BETH MATISYOHI ANSHE MARMOROSH ANSHE
ROMANIA"

(Sanctionnée le 3 avril 1925)

* * * * *

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Registres des
actes de l'état
civil.

5. La corporation tiendra, soit en français ou en anglais, suivant la loi, des registres pour les actes de l'état civil, et elle pourra, de temps à autre, suivant ses lois, usages et coutumes, nommer un rabbin ou ministre desservant, le révoquer et en nommer un autre ou d'autres à sa place; et la présente loi confère, au rabbin ou ministre desservant de la corporation, l'autorisation et le pouvoir de tenir des registres pour les actes de l'état civil, et d'exercer, à cet égard, tous autres pouvoirs civils relevant des ministres des congrégations religieuses.

* * * * *

Dispositions
non applica-
bles.

10. L'acte de l'ancienne province du Bas-Canada 9-10 George IV, chapitre 75, ne s'appliquera pas aux membres et au ministre desservant de ladite congrégation.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

1 GEORGE V (1911), CHAPITRE 48

LOI ÉTENDANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2175 DU
CODE CIVIL À CERTAINES SUBDIVISIONS CADASTRALES

(Sanctionnée le 14 mars 1911)

Préambule.

ATTENDU que des terrains ont été, jusqu'à ce jour subdivisés et vendus par lots, sans que, au préalable, des plans et livres de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, 48 Victo-

ria, chapitre 26, ou 53 Victoria, chapitre 53, et attendu qu'il en résulte des inconvénients sérieux pour les détenteurs actuels de ces terrains;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Voir 5 Geo. V, c. 77; 6 Geo. V, c. 35; 15 Geo. V, c. 77.

1. Dans le cas où un terrain, avant la passation de la présente loi, a été subdivisé et vendu par lots, en tout ou en partie, sans que, au préalable, un plan et un livre de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, et 48 Victoria, chapitre 26, ou 53 Victoria, chapitre 53, le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut, sur requête à lui adressée par la majorité des parties intéressées, permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées:

a. Un plan sera fait portant des numéros comme les subdivisions ordinaires, ainsi qu'un livre de renvoi correspondant, lesquels seront signés et certifiés corrects par la majorité des parties intéressées, et adressés, avec une copie desdits plan et livre de renvoi, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui gardera l'original et expédiera cette copie certifiée par lui au registraire de la division;

b. Le registraire préparera alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré dans son livre d'index pour les subdivisions;

c. Sur certificat du registraire du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le lieutenant-gouverneur en conseil émettra une proclamation par laquelle il ordonnera que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation, et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de la présente section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque;

d. Le registraire devra alors transmettre immédiatement, par lettre recommandée, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement un des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'in-

Subdivision
cadastrale
après les
ventes.

Plan dans ce
cas;

Index d'après
ce plan;

Proclamation
après dépôt
du plan;

Avis de la
proclamation
et de son con-
tenu;

formant de l'émission et du contenu de cette proclamation;

Frais. e. Les frais de tels plan et livre de renvoi seront à la charge des parties intéressées.

Application de ce chapitre.

2. Les dispositions de la présente loi ne s'appliqueront qu'aux faits antérieurs à la sanction d'icelle et ne devront pas s'interpréter comme permettant à l'avenir de faire des plans et livres de renvoi, autrement qu'en conformité des dispositions dudit article 2175.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4 GEORGE V, CHAPITRE 61

LOI AMENDANT L'ARTICLE 662 DU CODE CIVIL ET VALIDANT CERTAINS INVENTAIRES

(Sanctionnée le 19 février 1914)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Inventaires validés.

2. Les inventaires faits en vertu de l'article 662 du Code civil, mais devant un seul notaire, sont ratifiés et validés à toutes fins que de droit, pourvu que toutes les autres formalités requises par les lois aient été observées.

Causes pendantes.

3. La présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

5 GEORGE V, CHAPITRE 74

LOI AMENDANT LE CODE CIVIL RELATIVEMENT AUX SUCCESSIONS

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

14. Le conjoint, survivant actuellement, est aussi ^{Disposition temporaire.} exclu de la succession quand l'époux décédé a été interdit avant l'entrée en vigueur de la présente loi et meurt sans que cette interdiction ait été levée.

5 GEORGE V, CHAPITRE 77

LOI AMENDANT LES ARTICLES 2168 ET 2175 DU CODE CIVIL ET ÉDICTANT DE NOUVELLES DISPOSITIONS RELATI- VEMENT AUX SUBDIVISIONS DE TERRAINS

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

ATTENDU que certains terrains ont été, jusqu'ici, ^{Préambule.} subdivisés et vendus par lots de ville ou de village, sans que, au préalable, des plans et livres de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou aux lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, 48 Victoria, chapitre 26, 53 Victoria, chapitre 53, ou 1 George V (2ème session), chapitre 48;

Attendu qu'il en résulte des inconvénients sérieux pour le public en général et pour les détenteurs actuels de ces terrains;

Et attendu qu'il y a lieu d'y remédier pour le passé et de les prévenir pour le futur;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

NOTE.—Voir 1 Geo. V (1911), c. 48; 6 Geo. V, c. 35; 16 Geo. V, c. 77.

* * * * *

3. 1. Dans le cas où un terrain marqué aux plan et ^{Plan et livre de renvoi dans le cas de subdivision d'un terrain.} livre de renvoi, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, a été subdivisé et vendu par lots de ville ou de village, en tout ou en partie, sans que, au préalable, un plan et un livre de renvoi aient été préparés conformément à l'article 2175 du Code civil, ou en conformité des lois 38 Victoria, chapitre 15, section 2, 48 Victoria, chapitre 26, 53 Victoria, chapitre 53, ou 1 George V (2ème session), chapitre 48, le ministre de la colonisation des mines et des pêcheries peut, sur requête à lui adressée par la majorité des parties intéressées, permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées:

Mode de la
confection.

a. Un plan est préparé portant des numéros comme les subdivisions ordinaires ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant, lesquels sont signés et certifiés corrects par la majorité des parties intéressées, et adressés, avec une copie desdits plan et livre de renvoi, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui garde l'original et expédie cette copie certifiée par lui au registrateur de la division qu'il appartient;

Index aux im-
meubles.

b. Le registrateur prépare alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré dans son livre d'index pour les subdivisions;

Proclamation
du lieutenant-
gouverneur.

c. Sur certificat du registrateur du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le lieutenant-gouverneur en conseil émet une proclamation par laquelle il ordonne que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation; et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de la présente section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque;

Avis par le ré-
gistrateur.

d. Le registrateur doit alors transmettre immédiatement par lettre recommandée, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement un des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'informant de l'émission et du contenu de cette proclamation.

Frais.

2. Les frais de tels plan et livre de renvoi sont à la charge des parties intéressées.

Requête des
propriétaires
au ministre de
la colonisa-
tion, etc.

4. 1. Quand, dans le cas spécifié dans le paragraphe 1 de la section 3 de la présente loi, un ou plusieurs propriétaires de ces lots ainsi subdivisés en lots de ville ou de village ne peuvent obtenir la signature de la majorité des propriétaires intéressés, il leur est néanmoins loisible d'adresser, en leurs noms personnels, au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, la requête y indiquée en établissant qu'il leur a été impossible, pour les raisons qu'ils exposent, d'obtenir le consentement prévu par le paragraphe 1 de ladite section 3.

Avis aux par-
ties intéres-
sées.

Le ministre, sur preuve qu'il juge suffisante des faits contenus dans la requête, publie un avis pendant quatre semaines consécutives, dans la *Gazette officielle de Québec*, invitant toutes les parties intéressées à faire valoir par écrit ou verbalement, les motifs qu'elles allèguent à l'encontre de la requête, ces motifs devant être exposés tel

que dit ci-dessus, à une époque y indiquée et postérieure à la dernière publication de l'avis.

Si le ministre considère qu'il peut accorder la requête, Plan des subdivisions. avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre, ou entendu les parties intéressées qui ont comparu devant lui, il peut permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités suivantes soient observées:

a. Un plan est préparé portant des numéros comme Mode de la confection. les subdivisions ordinaires ainsi qu'un livre de renvoi y correspondant, lesquels sont signés et certifiés corrects par les signataires de la requête et toutes autres parties intéressées qui y consentent, et sont adressés, avec une copie desdits plan et livre de renvoi au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries qui garde l'original et expédie cette copie certifiée par lui au régistrateur qu'il appartient;

b. Le régistrateur prépare alors son index aux immeubles pour tel terrain ou partie de terrain ainsi cadastré Index aux immeubles. dans son livre d'index pour les subdivisions;

c. Sur certificat du régistrateur du dépôt du plan et du livre de renvoi de telle subdivision ainsi préparés, le lieutenant-gouverneur en conseil émet une proclamation par laquelle il ordonne que toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, et non compris les hypothèques affectant tout le terrain ainsi subdivisé, soient renouvelées dans un délai d'un an à compter du jour fixé dans telle proclamation; et, à défaut de faire tel renouvellement, toute personne qui ne se sera pas conformée aux dispositions de la présente section, perdra son rang ou priorité d'hypothèque;

d. Le régistrateur doit alors transmettre immédiatement, par lettre recommandée, à chaque créancier ayant une hypothèque affectant particulièrement un des lots mentionnés auxdits plan et livre de renvoi, dont le nom est inscrit au registre des adresses, un avis l'informant de l'émission et du contenu de cette proclamation. Avis par le régistrateur.

2. Les frais strictement nécessaires à la confection des plan et livre de renvoi en vertu de la présente section sont à la charge de tous les intéressés, sans distinction Frais de la confection du cadastre des subdivisions. entre ceux qui ont approuvé ou désapprouvé la requête, dans la proportion de l'évaluation municipale de leurs subdivisions respectives mentionnées dans lesdits plan et livre de renvoi.

5. Les dispositions des sections 3 et 4 de la présente loi ne s'appliquent qu'aux faits antérieurs à l'entrée en Interprétation.

vigueur d'icelle, et ne doivent pas être interprétées comme permettant à l'avenir de faire des plans et livres de renvoi autrement qu'en conformité des dispositions de l'article 2175 du Code civil.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 34

LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL AU SUJET DE L'ENREGISTREMENT DE CERTAINES SERVITUDES

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Exception
pour certaines
servitudes.

2. La présente loi ne s'applique pas aux servitudes mentionnées dans la section I quand ces servitudes ont été établies antérieurement au premier janvier 1917.

6 GEORGE V, CHAPITRE 35

LOI MODIFIANT LES ARTICLES 2168 ET 2175 DU CODE CIVIL ET VALIDANT CERTAINES DÉSIGNATIONS

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Validation de
certaines désignations.

3. Nonobstant les dispositions de la loi 5 George V, chapitre 77, sections 1 et 2, les désignations d'une partie d'un lot marqué aux plan et livre de renvoi, faites entre le 5 mars 1915 et le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont validées en autant que besoin peut être, pourvu qu'elles aient été faites conformément aux lois en vigueur avant le 5 mars 1915.

4. La présente loi n'affecte pas les causes pendantes. Causes pendantes.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 52

LOI AMENDANT LE CODE CIVIL RELATIVEMENT AUX PRIVILÈGES DES OUVRIERS, CONSTRUCTEURS OU AUTRES PERSONNES

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais n'affectera pas les privilèges légalement acquis en vertu des articles du Code civil qu'elle abroge par la section 2. Ces privilèges, légalement acquis, resteront soumis aux mêmes lois jusqu'à ce qu'ils soient éteints. Entrée en vigueur; proviso.

8 GEORGE V, CHAPITRE 76

LOI AMENDANT LES ARTICLES 2161 ET 2162 DU CODE CIVIL RELATIVEMENT À LA TENUE DE CERTAINS REGISTRES DANS LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT

(Sanctionnée le 9 février 1918)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit:

* * * * *

3. Toute proclamation émise sous l'autorité de la section 2 de la présente loi a pour effet de valider les enregistrements antérieurement faits dans des livres distincts, sans autorité et contrairement aux exigences du paragraphe 4 de l'article 2161 et du dernier alinéa de l'article 2162 du Code civil, tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur de la présente loi. Validation de certains enregistrements.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

9 GEORGE V, CHAPITRE 24

LOI AMENDANT LES STATUTS REFONDUS, 1909, ET L'ARTICLE
59a DU CODE CIVIL, RELATIVEMENT AUX LICENCES
DE MARIAGE

(Sanctionnée le 4 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Licences validées en certains cas.

2. Les licences de mariage signées par un lieutenant-gouverneur et accordées à toute personne qui en a fait la demande, après la cessation de l'exercice de ses fonctions et jusqu'à une date n'étant pas plus éloignée de cette cessation que le quinzième jour après l'entrée en fonction de son successeur, sont et demeureront valides, pourvu que les formalités requises par la loi à tous autres égards aient été dûment remplies.

* * * * *

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9 GEORGE V, CHAPITRE 71

LOI AMENDANT L'ARTICLE 44 DU CODE CIVIL

(Sanctionnée le 17 mars 1919)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Célébration de certains mariages, validée.

2. Tous les mariages célébrés par un prêtre ou ministre, qui s'est alors conformé aux prescriptions de l'article 44 du Code civil, tel qu'amendé par la présente loi, sont déclarés avoir été célébrés par une personne à ce autorisée.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 90

LOI AMENDANT LE CODE CIVIL CONCERNANT L'AUTORISATION REQUISE PAR L'ARTICLE 1318

(Sanctionnée le 25 février 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

2. Toute aliénation d'immeuble, par une femme mariée séparée de biens, faite depuis le 14 février 1920, avec l'autorisation du mari seulement, dans les cas où l'autorisation en justice était requise, est valide pourvu qu'elle soit autrement légale.

Aliénation d'immeubles, validée.

3. La disposition contenue dans la section 2 de la présente loi n'affectera pas les causes pendantes.

Causes pendantes.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

12 GEORGE V, CHAPITRE 91

LOI AMENDANT LE CODE CIVIL RELATIVEMENT AUX ENREGISTREMENTS

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

4. Les enregistrements faits avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, dans les registres dont l'authentification n'était pas requise avant cette date, ne sont pas invalidés par le fait que ces registres n'ont pas été authentiqués, et les dispositions de la section 3 de la présente loi n'affectent pas lesdits registres, mais ne s'appliquent qu'à ceux qui seront requis à l'avenir pour remplacer ceux dont on se sert actuellement.

Certains enregistrements non affectés.

Idem.

5. Les enregistrements des bordereaux faits dans un registre spécial avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont aussi valides que s'ils avaient été faits dans le registre de transcription général mentionné au paragraphe 4 de l'article 2161 et à l'article 2162 du Code civil.

Entrée en vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14 GEORGE V, CHAPITRE 71

LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE RELATIVEMENT AUX PARTAGES ET LICITATIONS, ET DÉCLARANT VALIDES CERTAINS PARTAGES ET LICITATIONS

(Sanctionnée le 15 mars 1924)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

Validation de partages, etc., dans certains cas.

12. Les partages volontaires et les ventes par licitation volontaire, en vertu de la dixième partie du Code de procédure civile, faits par voie de requête, et non par voie d'action, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont valides, pourvu que les procédures aient été conformes aux exigences de cettedite dixième partie du Code de procédure civile et aient été réguliers sous tous autres rapports; et les notaires pratiquant dans la province de Québec ont et ont toujours eu le droit de faire les procédures de licitation et de partage dont il est question dans la présente section et dans l'article 693 du Code civil.

Droits des notaires, à ce sujet.

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

11 GEORGE V, CHAPITRE 87

LOI CONCERNANT CERTAINES EXPROPRIATIONS

(Sanctionnée le 19 mars 1921)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

3. La présente loi n'affectera pas les procédures en expropriation actuellement pendantes. Causes pendantes.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

—

12 GEORGE V, CHAPITRE 93

LOI AMENDANT LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

(Sanctionnée le 21 mars 1922)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

* * * * *

5. Les nominations de commissaires faites en vertu de l'article 25 du Code de procédure civile avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont, à compter du premier septembre prochain, 1922, nulles et de nul effet, et les commissions qui ont été accordées à ces commissaires sont caduques à compter de la même date du premier septembre. Nominations de commissaires, annulées.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

—

5 GEORGE V, CHAPITRE 5

LOI CONCERNANT LE CODE MUNICIPAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 5 mars 1915)

Préambule.

ATTENDU qu'un projet de code préparé par la commission chargée, en vertu de la loi 8 Édouard VII, chapitre 8, de la refonte, de la revision et de la modification du Code municipal a été soumis à la Législature;

Attendu que le comité spécial, institué pour étudier le rapport de la commission et prendre communication des travaux du comité conjoint des deux chambres chargé de l'examen de ce projet, a recommandé que ledit projet, tel que modifié par les amendements apportés par les deux comités, soit adopté;

Attendu qu'il peut être nécessaire, avant qu'il entre en vigueur, d'apporter au projet et à ces amendements certaines modifications qui n'en changeront pas substantiellement le sens général, en corrigeant les fautes typographiques, les erreurs de commission ou d'omission, les renvois d'une partie à une autre, les contradictions et ambiguïtés qui peuvent découler des amendements apportés par l'un ou l'autre des comités susdits, ou autrement;

Attendu qu'il est à propos de statuer que les dispositions se rapportant au Code municipal qui pourraient être adoptées pendant la présente session ou qui ont pu être adoptées pendant les sessions antérieures, soient incorporées dans ledit projet;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Original du projet de Code municipal.

1. Le rôle imprimé, attesté comme étant celui du projet du Code municipal de la province de Québec par les signatures des commissaires et des secrétaires, et déposé au bureau du procureur général, sera réputé être l'original du projet transmis par la commission chargée de refondre, de reviser et de modifier le Code municipal de la province de Québec.

Commissaires spéciaux.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les deux légistes (officiers spéciaux en loi) chargés de l'examen de la législation, ou toutes autres personnes, comme commissaires spéciaux dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue anglaise, avec la rémunération qu'il jugera convenable.

Leurs devoirs, etc.

Ces commissaires seront chargés d'incorporer dans le rôle susdit les amendements adoptés par les comités ci-

dessus mentionnés, en leur donnant, ainsi qu'au dit rôle, une rédaction uniforme, sans toutefois changer substantiellement le sens général des amendements suggérés et en retranchant, de plus, de ce rôle, les dispositions incompatibles avec ces amendements et le rôle ainsi modifiés.

Le procureur général pourra autoriser les commissaires spéciaux à employer les autres personnes nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs, et pourra déterminer le montant de leur rémunération. Autres employés.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra choisir celles des lois se rapportant au Code municipal qui pourraient avoir été adoptées dans le cours de la présente session ou des sessions antérieures qu'il jugera à propos d'incorporer dans ledit rôle, et pourra les y faire incorporer par les commissaires spéciaux, lesquels y procéderont en la manière prescrite par la section précédente. Insertion de certaines lois dans le projet.

4. Les commissaires spéciaux pourront apporter audit rôle les modifications nécessaires qui n'en changeront pas substantiellement le sens général en corrigeant les fautes de commission ou d'omission, les renvois d'une partie à une autre, les contradictions et ambiguïtés qui pourraient résulter des amendements apportés par les comités susdits ou autrement, et en amendement la rédaction des articles et des formules ainsi que le numérotage et l'ordre des articles, des sections, des chapitres et des titres. Modifications qui peuvent être apportées au rôle, etc.

5. Dès que les additions, modifications et changements audit rôle seront complétés, le procureur général le fera imprimer tel qu'amendé, modifié et corrigé—à l'exception toutefois du rapport et des notes explicatives de la commission nommée en vertu de la loi 8 Édouard VII, chapitre 8, et des tables de concordance. Impression du rôle corrigé, etc.

6. Les renvois dans les codes, statuts, règlements, arrêtés en conseil, proclamations ou documents quelconques au Code municipal de la province de Québec, ou à quelques dispositions de ce code devront, après l'entrée en vigueur du Code municipal de la province de Québec, être considérés comme renvois à ce dernier code, ou à la disposition de ce dernier code, qui remplace la disposition de l'ancien Code municipal de la province de Québec à laquelle il est renvoyé. Interprétation des renvois.

7. La rémunération des commissaires spéciaux et des autres personnes nommées en vertu de la présente loi, Rémunération des commissaires, etc.

ainsi que les dépenses qui pourront être encourues pour impression, papeterie et autres choses nécessaires à la mise à exécution de la présente loi seront payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Distribution
des exemplai-
res du code.

8. Les lois relatives à la distribution des statuts ne s'appliqueront pas au code, lequel sera distribué en la manière et aux conditions que pourra prescrire le lieutenant-gouverneur en conseil.

Dispositions
abrogées.

9. Sont abrogées les dispositions incompatibles avec la présente loi.

Mise à exécu-
tion de la loi.

10. Le procureur général est chargé de la mise à exécution de la présente loi.

Complétion
des travaux.

11. Les commissaires mentionnés dans la section 2 de la présente loi devront compléter leur travail et soumettre le projet du Code municipal à l'ouverture de la prochaine session.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 GEORGE V, CHAPITRE 4

LOI CONCERNANT LE CODE MUNICIPAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Sanctionnée le 16 mars 1916)

Préambule.

ATTENDU que les commissaires spéciaux nommés en vertu de la loi 5 George V, chapitre 5, ont complété les travaux qui leur ont été confiés;

Attendu que le rôle du projet du Code municipal, imprimé dans les langues française et anglaise, tel que modifié par les comités des deux Chambres et les commissaires spéciaux, a été déposé sur le bureau de l'Assemblée législative, et qu'il y a lieu de décréter des dispositions pour l'entrée en vigueur dudit code;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Original
transmis par
les commis-
saires spé-
ciaux.

1. Le rôle imprimé, préparé par les commissaires spéciaux nommés en vertu de la loi 5 George V, chapitre 5, et attesté comme étant celui du Code municipal de la province de Québec par la signature du procureur géné-

ral, qui a été déposé sur le bureau de l'Assemblée législative, sera réputé être l'original transmis par lesdits commissaires spéciaux.

2. Après que les additions et les changements audit rôle nécessités par des amendements ou des dispositions nouvelles y auront été faits, le procureur général le fera imprimer tel qu'amendé et corrigé, sans la table de concordance et sans les renvois aux lois à la fin de chaque article, et le déposera, après l'avoir signé, au bureau du greffier de la Législature, et ce rôle sera l'original du Code municipal de la province de Québec. Original du Code municipal.

3. Après le dépôt de ce rôle, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra par proclamation, fixer le jour auquel le code entrera en vigueur sous la désignation de "Code municipal de Québec". Proclamation.

4. Les renvois dans les codes, statuts, règlements, arrêtés en conseil, proclamations ou documents quelconques au Code municipal de la province de Québec, ou à quelque dispositions de ce code devront, après l'entrée en vigueur du Code municipal de Québec, être considérés comme renvois à ce dernier code ou à la disposition de ce dernier code qui remplace la disposition de l'ancien Code municipal à laquelle il est renvoyé. Interprétation.

5. Les lois relatives à la distribution des statuts ne s'appliqueront pas au code, lequel sera distribué en la manière et aux conditions que pourra prescrire le lieutenant-gouverneur en conseil. Distribution du Code municipal.

6. La présente loi, ainsi que la proclamation mentionnée dans la section 3, sera imprimée avec le code. Impression.

7. Sont abrogées les dispositions incompatibles avec la présente loi. Dispositions abrogées.

NOTE.—*Cette section a été modifiée par la loi 7 Geo. V, c. 57, s. 1.*

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

7 GEORGE V, CHAPITRE 57

LOI MODIFIANT LA LOI 6 GEORGE V, CHAPITRE 4

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

6 Geo. V, c. 4,
s. 7, am.

St-Romuald
d'Etchemin.

Pouvoirs du
conseil.

Diminution
du nombre
des conseil-
lers.

Entrée en vi-
gueur.

1. Les alinéas suivants sont insérés dans la loi 6 George V, chapitre 4, section 7:

"Toutefois l'article 1082 de l'ancien Code municipal, tel qu'édicte, comme disposition spéciale, par la loi 34 Victoria, chapitre 68, au sujet du conseil de la municipalité de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, reste en vigueur, et ladite municipalité possède tous les pouvoirs conférés au conseil d'une municipalité de village, outre ceux d'un conseil d'une municipalité de paroisse.

Les cinq quartiers actuels de la municipalité sont conservés, mais le conseil peut, par règlement, les changer et diviser la municipalité en autant de quartiers qu'il juge convenable, pourvu que le nombre n'excède pas celui des conseillers à élire; il peut également diviser la municipalité en arrondissements de votation et nommer à cet effet les officiers d'élection nécessaires. Le maire doit cependant être élu par le vote des électeurs de tous les quartiers."

2. Le conseil, pour diminuer le nombre actuel des conseillers à six, devra décider par résolution lequel des quartiers n'aura qu'un conseiller à élire.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 GEORGE V, CHAPITRE 58

LOI RELATIVE À L'INTERPRÉTATION DU CODE MUNICIPAL

(Sanctionnée le 22 décembre 1916)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les transactions, matières et choses commencées sous l'empire du Code municipal mis en vigueur le 2 novembre 1871, et auxquelles il manquait, à la date du 1er novembre 1916, l'approbation du lieutenant-gouverneur ou du lieutenant-gouverneur en conseil pour être complètes et effectives, peuvent recevoir cette approbation, malgré l'abrogation dudit code, et ces transactions, matières et choses ainsi approuvées, ont les mêmes valeur et effet que si ledit code n'eût pas été abrogé.

Continuation
des choses
commencées,
nonobstant
l'abrogation
de l'ancien
Code muni-
pal.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vi-
gueur.

